

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Traités et Engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la
Société des Nations*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Traités et Engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations*

VOLUME CLXI

1935-1936

N^{os} 3701-3729

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N^o 3701. — Allemagne et Grande-Bretagne et Irlande du Nord :	
Echange de notes relatif à la limitation des armements navals. Londres, le 18 juin 1935	9
N^o 3702. — Italie et Suède :	
Accord pour les échanges commerciaux entre les deux pays, avec annexe. Signé à Rome, le 24 juin 1935	21
N^o 3703. — Italie et Suède :	
Convention pour régler les paiements des échanges commerciaux entre les deux pays. Signée à Rome, le 24 juin 1935	27
N^o 3704. — Allemagne et Suède :	
Accord relatif à certaines modifications à apporter aux accords conclus entre les deux pays le 22 décembre 1934, concernant les emprunts du Reich et les transferts. Signé à Berlin, le 19 juillet 1935	35
N^o 3705. — Etats-Unis d'Amérique et Malaisie :	
Arrangement entre l'Office des postes des Etats-Unis d'Amérique et l'Office des postes de la Malaisie concernant l'échange des colis postaux. Signé à Kuala-Lumpur, le 21 janvier 1935, et à Washington, le 22 mars 1935	41
N^o 3706. — Union Sud-Africaine, Allemagne, Etats-Unis d'Amérique, Australie, Autriche, etc. :	
Convention sanitaire internationale pour la navigation aérienne. Signée à La Haye, le 12 avril 1933	65
N^o 3707. — Etats-Unis d'Amérique et Suède :	
Accord commercial, avec annexes. Signé à Washington, le 25 mai 1935	109

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations*

VOLUME CLXI

1935-1936

Nos. 3701-3729

TABLE OF CONTENTS.

	Page
No. 3701. — Germany and Great Britain and Northern Ireland :	
Exchange of Notes regarding the Limitation of Naval Armaments. London, June 18th, 1935	9
No. 3702. — Italy and Sweden :	
Agreement regarding Commercial Exchanges between the Two Countries, with Annex. Signed at Rome, June 24th, 1935	21
No. 3703. — Italy and Sweden :	
Convention for the Settlement of Payments resulting from Commercial Exchanges between the Two Countries. Signed at Rome, June 24th, 1935	27
No. 3704. — Germany and Sweden :	
Agreement concerning Certain Modifications to be made in the Agreements concluded between the Two Countries on December 22nd, 1934, regarding Reich Loans and Transfers. Signed at Berlin, July 19th, 1935	35
No. 3705. — United States of America and Malaya :	
Parcel Post Agreement between the Post Office of the United States of America and the Post Office of Malaya. Signed at Kuala Lumpur, January 21st, 1935, and at Washington, March 22nd, 1935	41
No. 3706. — Union of South Africa, Germany, United States of America, Australia, Austria, etc. :	
International Sanitary Convention for Aerial Navigation. Signed at The Hague, April 12th, 1933	65
No. 3707. — United States of America and Sweden :	
Commercial Agreement, with Annexes. Signed at Washington, May 25th, 1935	109

	Pages
N° 3708. — Etats-Unis d'Amérique et Saint-Marin :	
Convention additionnelle à la Convention d'extradition du 10 janvier 1906 entre les deux pays. Signée à Washington, le 10 octobre 1934	149
N° 3709. — Etats-Unis d'Amérique et Haïti :	
Convention commerciale, avec annexes. Signée à Washington, le 28 mars 1935	157
N° 3710. — Norvège et Turquie :	
Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage, avec déclaration. Signé à Ankara, le 16 janvier 1933	173
N° 3711. — Allemagne et Norvège :	
Accord relatif aux paiements résultant des échanges commerciaux. Signé à Berlin, le 6 septembre 1934	187
Accord complémentaire modifiant l'accord ci-dessus. Signé à Berlin, le 31 décembre 1934	190
Deuxième accord complémentaire modifiant l'accord du 6 septembre 1934 susmentionné. Signé à Berlin, le 19 mars 1935	192
N° 3712. — Danemark et Finlande :	
Echange de notes comportant un accord relatif à la notification réciproque des sentences de condamnation prononcées par les instances judiciaires de l'un des deux pays contre les ressortissants de l'autre. Helsingfors, le 18 juillet 1935	205
N° 3713. — Norvège et Portugal :	
Avenant à la Convention de commerce et de navigation et au Protocole additionnel conclus à Lisbonne, le 13 novembre 1931, entre les deux pays. Signé à Lisbonne, le 4 septembre 1934	211
N° 3714. — Grèce et Yougoslavie :	
Convention relative à l'exploitation des lignes de communication aérienne régulière. Signée à Athènes, le 22 juillet 1933	219
N° 3715. — Turquie et Yougoslavie :	
Traité d'amitié, de non-agression, de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation. Signé à Beograd, le 27 novembre 1933	229
N° 3716. — Turquie et Yougoslavie :	
Accord concernant le règlement des réclamations réciproques. Signé à Beograd, le 28 novembre 1933	245
N° 3717. — Autriche et Grèce :	
Echange de notes comportant un arrangement modifiant le Traité de commerce du 18 avril 1925 entre les deux pays. Vienne, le 15 septembre 1933	251
N° 3718. — Tchécoslovaquie et Union des Républiques soviétiques socialistes :	
Traité de commerce et de navigation, avec annexe et protocole final. Signés à Prague, le 25 mars 1935	257
N° 3719. — Tchécoslovaquie et Union des Républiques soviétiques socialistes :	
Accord relatif à la protection réciproque des droits résultant de la propriété industrielle, et protocole final. Signés à Praha, le 25 mars 1935	309

	Page
No. 3708. — United States of America and San Marino :	
Supplementary Convention to the Extradition Convention of January 10th, 1906, between the Two Countries. Signed at Washington, October 10th, 1934	149
No. 3709. — United States of America and Haiti :	
Reciprocal Trade Agreement, with Annexes. Signed at Washington, March 28th, 1935	157
No. 3710. — Norway and Turkey :	
Treaty of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration, with Declaration. Signed at Ankara, January 16th, 1933... ..	173
No. 3711. — Germany and Norway :	
Agreement concerning Payments in connection with Goods Transactions. Signed at Berlin, September 6th, 1934	187
Additional Agreement modifying the above Agreement. Signed at Berlin, December 31st, 1934	190
Second Additional Agreement modifying the above Agreement of September 6th, 1934. Signed at Berlin, March 19th, 1935	192
No. 3712. — Denmark and Finland :	
Exchange of Notes constituting an Agreement relating to the Reciprocal Notification of Penal Sentences passed by the Courts of One of the Two Countries against Nationals of the Other. Helsingfors, July 18th, 1935	205
No. 3713. — Norway and Portugal :	
Agreement supplementing the Convention of Commerce and Navigation and the Additional Protocol concluded at Lisbon, November 13th, 1931, between the Two Countries. Signed at Lisbon, September 4th, 1934	211
No. 3714. — Greece and Yugoslavia :	
Convention relating to the Operation of Regular Air Lines of Communication. Signed at Athens, July 22nd, 1933	219
No. 3715.— Turkey and Yugoslavia :	
Treaty of Friendship, Non-Aggression, Judicial Settlement, Arbitration and Conciliation. Signed at Belgrade, November 27th, 1933	229
No. 3716. — Turkey and Yugoslavia :	
Agreement concerning the Settlement of Reciprocal Claims. Signed at Belgrade, November 28th, 1933	245
No. 3717. — Austria and Greece :	
Exchange of Notes constituting an Agreement modifying the Treaty of Commerce of April 18th, 1925, between the Two Countries. Vienna, September 15th, 1933	251
No. 3718. — Czechoslovakia and Union of Soviet Socialist Republics :	
Treaty of Commerce and Navigation, with Annex and Final Protocol. Signed at Prague, March 25th, 1935	257
No. 3719. — Czechoslovakia and Union of Soviet Socialist Republics :	
Agreement concerning Reciprocal Protection of Rights to Industrial Property, and Final Protocol. Signed at Prague, March 25th, 1935	309

	Pages
N° 3720. — Bulgarie et Pologne :	
Convention relative à la collaboration intellectuelle. Signée à Varsovie, le 8 avril 1935	319
N° 3721. — Belgique et Grand-Duché de Luxembourg :	
Convention relative aux questions financières et monétaires. Signée à Bruxelles, le 23 mai 1935	327
N° 3722. — Belgique et Grand-Duché de Luxembourg :	
Convention instituant un régime commun en matière de réglementation des importations, des exportations et du transit entre les deux pays. Signée à Bruxelles, le 23 mai 1935	335
N° 3723. — Belgique et Grand-Duché de Luxembourg :	
Convention établissant une communauté spéciale de recettes en ce qui concerne les droits d'accise perçus sur les alcools, avec règlement applicable aux distillateurs agricoles du Grand-Duché de Luxembourg. Signée à Bruxelles, le 23 mai 1935	347
N° 3724. — Belgique et Nicaragua :	
Convention additionnelle relative à l'application au Congo belge et aux territoires du Ruanda-Urundi du Traité d'extradition du 5 novembre 1904 entre les deux pays. Signée à Guatémala, le 13 juillet 1933	361
N° 3725. — Belgique et France :	
Déclaration concernant la modification de l'article 2 de la Convention d'extradition du 15 août 1874 entre les deux pays. Signée à Bruxelles, le 25 avril 1935	369
N° 3726. — Allemagne et Norvège :	
Echange de notes comportant un accord relatif à la reconnaissance réciproque des permis de conduire et des certificats d'immatriculation pour les véhicules automobiles servant au transport des personnes, Berlin, le 19 juillet 1935, et échange de notes modifiant cet accord, Berlin, le 13 août 1935	375
N° 3727. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Tchécoslovaquie :	
Convention relative à l'assistance judiciaire, additionnelle à la Convention conclue le 11 novembre 1924 entre les deux pays pour faciliter l'accomplissement des actes de procédure, signée à Prague, le 15 février 1935	389
Et échanges de notes relatifs à :	
L'application des dispositions de la convention additionnelle susmentionnée à l'Ecosse et à la Rhodésie du Sud, Prague, les 22 et 30 octobre 1935 et les 19 et 30 décembre 1935	402
L'adhésion de la Nouvelle-Zélande à la convention additionnelle susmentionnée, Prague, les 8 et 18 février 1936, et	405
L'application des dispositions de la convention additionnelle susmentionnée à Terre-Neuve, Prague, les 25 février et 9 mars 1936	407
N° 3728. — Etats-Unis d'Amérique et Bulgarie :	
Traité additionnel au Traité d'extradition du 19 mars 1924 entre les deux pays. Signé à Washington, le 8 juin 1934	409
N° 3729. — Belgique et Guatémala :	
Convention additionnelle relative à l'application au Congo belge et aux territoires du Ruanda-Urundi du Traité d'extradition du 20 novembre 1897 entre les deux pays. Signée à Guatémala, le 26 avril 1934	415

	Page
No. 3720. — Bulgaria and Poland :	
Convention regarding Intellectual Co-operation. Signed at Warsaw, April 8th, 1935 ...	319
No. 3721. — Belgium and Grand Duchy of Luxemburg :	
Convention regarding Financial and Monetary Questions. Signed at Brussels, May 23rd, 1935 ...	327
No. 3722. — Belgium and Grand Duchy of Luxemburg :	
Convention instituting a Common Regime for the Regulation of Imports, Exports and Transit between the Two Countries. Signed at Brussels, May 23rd, 1935 ...	335
No. 3723. — Belgium and Grand Duchy of Luxemburg :	
Convention providing for Special Common Receipts in regard to Excise Duties levied on Alcohol, and Regulations applicable to the Agricultural Distillers of the Grand Duchy of Luxemburg. Signed at Brussels, May 23rd, 1935 ...	347
No. 3724. — Belgium and Nicaragua :	
Additional Convention regarding the Application to the Belgian Congo and to the Territories of Ruanda-Urundi of the Extradition Treaty of November 5th, 1904, between the Two Countries. Signed at Guatemala, July 13th, 1933 ...	361
No. 3725. — Belgium and France :	
Declaration concerning the Modification of Article 2 of the Extradition Convention of August 15th, 1874, between the Two Countries. Signed at Brussels, April 25th, 1935	369
No. 3726. — Germany and Norway :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Reciprocal Recognition of Driving Licences and Registration Certificates for Passenger Motor Vehicles, Berlin, July 19th, 1935, and Exchange of Notes modifying this Agreement, Berlin, August 13th, 1935 ...	375
No. 3727. — Great Britain and Northern Ireland and Czechoslovakia :	
Convention regarding Judicial Assistance supplementary to the Convention concluded on November 11th, 1924, between the Two Countries for the Purpose of facilitating the Conduct of Legal Proceedings, signed at Prague, February 15th, 1935... And Exchanges of Notes concerning :	389
The Extension of the Provisions of the above-mentioned Supplementary Convention to Scotland and Southern Rhodesia, Prague, October 22nd and 30th, 1935, and December 19th and 30th, 1935 ...	402
The Accession of New Zealand to the above-mentioned Supplementary Convention, Prague, February 8th and 18th, 1936, and ...	405
The Extension of the Provisions of the above-mentioned Supplementary Convention to Newfoundland, Prague, February 25th and March 9th, 1936 ...	407
No. 3728. — United States of America and Bulgaria :	
Supplementary Treaty to the Extradition Treaty of March 19th, 1924, between the Two Countries. Signed at Washington, June 8th, 1934 ...	409
No. 3729. — Belgium and Guatemala :	
Additional Convention regarding the Application to the Belgian Congo and to the Territories of Ruanda-Urundi of the Extradition Treaty of November 20th, 1897, between the Two Countries. Signed at Guatemala, April 26th, 1934. ...	415

N° 3701.

ALLEMAGNE
ET GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD

Echange de notes relatif à la limitation des armements navals. Londres, le 18 juin 1935.

GERMANY
AND GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND

Exchange of Notes regarding the Limitation of Naval Armaments. London, June 18th, 1935.

No. 3701. — EXCHANGE OF NOTES¹
BETWEEN THE GOVERNMENT
OF THE GERMAN REICH AND
HIS MAJESTY'S GOVERNMENT
IN THE UNITED KINGDOM
REGARDING THE LIMITATION
OF NAVAL ARMAMENTS. LON-
DON, JUNE 18TH, 1935.

N^o 3701. — NOTENWECHSEL¹
ZWISCHEN DER DEUTSCHEN
REGIERUNG UND DER REGIE-
RUNG SR. MAJESTÄT IM VER-
EINIGTEN KÖNIGREICH ÜBER
DIE BEGRENZUNG DER FLOT-
TENRÜSTUNGEN. LONDON,
DEN 18. JUNI 1935.

*English and German official texts communicated
by His Majesty's Secretary of State for Foreign
Affairs in Great Britain. The registration of
this Exchange of Notes took place July 12th,
1935.*

*Textes officiels anglais et allemand communiqués
par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères
de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enre-
gistrement de cet échange de notes a eu lieu
le 12 juillet 1935.*

I.

FOREIGN OFFICE.

June 18th, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

During the last few days the representatives of the German Government and His Majesty's Government in the United Kingdom have been engaged in conversations, the primary purpose of which has been to prepare the way for the holding of a general conference on the subject of the limitation of naval armaments. I have now much pleasure in notifying Your Excellency of the formal acceptance by His Majesty's Government in the United Kingdom of the proposal of the German Government discussed at those conversations that the future strength of the German navy in relation to the aggregate naval strength of the Members of the British Commonwealth of Nations should be in the proportion of 35 : 100. His Majesty's Government in the United Kingdom regard this proposal as a contribution of the greatest importance to the cause of future naval limitation. They further believe that the agreement which they have now reached with the German Government and which they regard as a permanent and definite agreement as from to-day between the two Governments, will facilitate the conclusion of a general agreement on the subject of naval limitation between all the naval Powers of the world.

2. His Majesty's Government in the United Kingdom also agree with the explanations which were furnished by the German representatives in the course of the recent discussions in London as to the method of application of this principle. These explanations may be summarised as follows :

(a) The ratio 35 : 100 is to be a permanent relationship, *i. e.* the total tonnage of the German fleet shall never exceed a percentage of 35 of the aggregate tonnage of

¹ Came into force June 18th, 1935.

¹ Entré en vigueur le 18 juin 1935.

the naval forces, as defined by treaty, of the Members of the British Commonwealth of Nations or, if there should in future be no treaty limitations of this tonnage, a percentage of 35 of the aggregate of the actual tonnages of the Members of the British Commonwealth of Nations.

(b) If any future general treaty of naval limitation should not adopt the method of limitation by agreed ratios between the fleets of different Powers, the German Government will not insist on the incorporation of the ratio mentioned in the preceding sub-paragraph in such future general treaty, provided that the method therein adopted for the future limitation of naval armaments is such as to give Germany full guarantees that this ratio can be maintained.

(c) Germany will adhere to the ratio 35 : 100 in all circumstances, *e. g.*, the ratio will not be affected by the construction of other Powers. If the general equilibrium of naval armaments, as normally maintained in the past, should be violently upset by any abnormal and exceptional construction by other Powers, the German Government reserve the right to invite His Majesty's Government in the United Kingdom to examine the new situation thus created.

(d) The German Government favour, in the matter of limitation of naval armaments, that system which divides naval vessels into categories, fixing the maximum tonnage and/or armament for vessels in each category, and allocates the tonnage to be allowed to each Power by categories of vessels. Consequently, in principle, and subject to (f) below, the German Government are prepared to apply the 35 % ratio to the tonnage of each category of vessel to be maintained and to make any variation of this ratio in a particular category or categories dependent on the arrangements to this end that may be arrived at in a future general treaty on naval limitation, such arrangements being based on the principle that any increase in one category would be compensated for by a corresponding reduction in others. If no general treaty on naval limitation should be concluded, or if the future general treaty should not contain provision creating limitation by categories, the manner and degree in which the German Government will have the right to vary the 35 % ratio in one or more categories will be a matter for settlement by agreement between the German Government and His Majesty's Government in the United Kingdom, in the light of the naval situation then existing.

(e) If, and for so long as, other important naval Powers retain a single category for cruisers and destroyers Germany shall enjoy the right to have a single category for these two classes of vessels, although she would prefer to see these classes in two categories.

(f) In the matter of submarines, however, Germany, while not exceeding the ratio of 35 : 100 in respect of total tonnage, shall have the right to possess a submarine tonnage equal to the total submarine tonnage possessed by the Members of the British Commonwealth of Nations. The German Government, however, undertake that, except in the circumstances indicated in the immediately following sentence, Germany's submarine tonnage shall not exceed 45 % of the total of that possessed by the Members of the British Commonwealth of Nations. The German Government reserve the right, in the event of a situation arising which in their opinion makes it necessary for Germany to avail herself of her right to a percentage of submarine tonnage exceeding the 45 % above mentioned, to give notice to this effect to His Majesty's Government in the United Kingdom and agree that the matter shall be the subject of friendly discussion before the German Government exercise that right.

(g) Since it is highly improbable that the calculation of the 35 % ratio should give for each category of vessels tonnage figures exactly divisible by the maximum individual tonnage permitted for ships in that category, it may be necessary that adjustments should be made in order that Germany shall not be debarred from utilising her tonnage to the full. It has consequently been agreed that the German Government and His Majesty's Government in the United Kingdom will settle by common accord what adjustments are necessary for this purpose and it is understood that this procedure shall not result in any substantial or permanent departure from the ratio 35 : 100 in respect of total strengths.

3. With reference to sub-paragraph (c) of the explanation set out above, I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom have taken note of the reservation and recognise the right therein set out, on the understanding that the 35 : 100 ratio will be maintained in default of agreement to the contrary between the two Governments.

4. I have the honour to request Your Excellency to inform me that the German Government agree that the proposal of the German Government has been correctly set out in the preceding paragraphs of this note.

I have the honour to be, with the highest consideration, Your Excellency's obedient Servant.

(Signed) Samuel HOARE.

His Excellency
Herr Joachim von Ribbentrop.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

II.

LONDON, den 18. Juni 1935.

LONDON, June 18th, 1935.

EXZELLENZ,

YOUR EXCELLENCY,

Ich beehre mich, Ew. Exzellenz den Empfang des Schreibens vom heutigen Tage zu bestätigen, in dem Sie die Freundlichkeit hatten, mir im Namen der Regierung Sr. Majestät im Vereinigten Königreich Folgendes mitzuteilen :

« 1. Während der letzten Tage haben die Vertreter der Regierung des Deutschen Reiches und der Regierung Sr. Majestät im Vereinigten Königreich Besprechungen abgehalten, deren Hauptzweck darin bestand, den Boden für eine allgemeine Konferenz zur Begrenzung der Seerüstungen vorzubereiten. Ich freue mich, Ew. Exzellenz nunmehr die formelle Annahme des Vorschlages der Regierung des Deutschen Reiches, der in diesen Besprechungen zur Erörterung gestanden hat, durch die Regierung Sr. Majestät im Vereinigten Königreich mitzuteilen, wonach die zukünftige Stärke der deutschen Flotte gegenüber der Gesamtflottenstärke der Mitglieder des Britischen Commonwealth im Verhältnis 35 : 100 stehen soll. Die Regierung Sr. Majestät im Vereinigten Königreich sieht diesen Vorschlag als einen ausserordentlich wichtigen Beitrag zur zukünftigen Seerüstungsbeschränkung an. Weiterhin glaubt sie, dass

I have the honour to confirm to Your Excellency the receipt of your Note of to-day's date in which you were good enough to make the following communication on behalf of His Majesty's Government in the United Kingdom :

“ During the last few days the representatives of the German Government and His Majesty's Government in the United Kingdom have been engaged in conversations, the primary purpose of which has been to prepare the way for the holding of a general conference on the subject of the limitation of naval armaments. I have now much pleasure in notifying Your Excellency of the formal acceptance by His Majesty's Government in the United Kingdom of the proposal of the German Government discussed at those conversations that the future strength of the German navy in relation to the aggregate naval strength of the Members of the British Commonwealth of Nations should be in the proportion of 35 : 100. His Majesty's Government in the United Kingdom regard this proposal as a contribution of the greatest importance to the cause of future naval limitation. They further believe that the agreement which

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

die Einigung, zu der sie nunmehr mit der Regierung des Deutschen Reiches gelangt ist, und die sie als eine vom heutigen Tage ab gültige, dauernde und endgültige Einigung zwischen den beiden Regierungen ansieht, den Abschluss eines zukünftigen allgemeinen Abkommens über eine Seerüstungsbegrenzung zwischen allen Seemächten der Welt erleichtern wird.

» 2. Die Regierung Sr. Majestät im Vereinigten Königreich stimmt weiterhin den Erklärungen zu, die von den deutschen Vertretern im Laufe der kürzlich in London abgehaltenen Besprechungen bezüglich der Anwendungsmethode dieses Grundsatzes abgegeben wurden. Diese Erklärungen können folgendermassen zusammengefasst werden :

a) Das Stärkeverhältnis 35 : 100 soll ein ständiges Verhältnis sein, d. h. die Gesamttonnage der deutschen Flotte soll nie einen Prozentsatz von 35 der Gesamttonnage der vertraglich festgelegten Seestreitkräfte der Mitglieder des Britischen Commonwealth oder, — falls in Zukunft keine vertraglichen Begrenzungen dieser Tonnage bestehen sollten, — einen Prozentsatz von 35 der tatsächlichen Gesamttonnage der Mitglieder des Britischen Commonwealth überschreiten.

b) Falls ein zukünftiger allgemeiner Vertrag über Seerüstungsbegrenzung die Methode der Begrenzung durch vereinbarte Stärkeverhältnisse zwischen den Flotten der verschiedenen Mächte nicht enthalten sollte, wird die Regierung des Deutschen Reiches nicht auf der Einfügung des in dem vorhergehenden Unter-Absatz erwähnten Stärkeverhältnisses in einen solchen zukünftigen allgemeinen Vertrag bestehen, vorausgesetzt, dass die für die zukünftige Beschränkung der Seerüstungen darin etwa angenommene Methode derart ist, dass sie Deutschland volle Garantien gibt, dass dieses Stärkeverhältnis aufrecht erhalten werden kann.

c) Das Deutsche Reich wird unter allen Umständen zu dem Stärkeverhältnis 35 : 100 stehen, d. h. dieses Stärkeverhältnis wird von den Baumassnahmen anderer Länder nicht beeinflusst. Sollte das allgemeine Gleichgewicht der Seerüstung, wie es in der Vergangenheit normalerweise aufrechterhalten wurde, durch irgendwelche anormalen und ausser-

they have now reached with the German Government and which they regard as a permanent and definite agreement as from to-day between the two Governments, will facilitate the conclusion of a general agreement on the subject of naval limitation between all the naval Powers of the world.

2. His Majesty's Government in the United Kingdom also agree with the explanations which were furnished by the German representatives in the course of the recent discussions in London as to the method of application of this principle. These explanations may be summarised as follows :

(a) The ratio 35 : 100 is to be a permanent relationship, *i. e.* the total tonnage of the German fleet shall never exceed a percentage of 35 of the aggregate tonnage of the naval forces, as defined by treaty, of the Members of the British Commonwealth of Nations or, if there should in future be no treaty limitations of this tonnage, a percentage of 35 of the aggregate of the actual tonnages of the Members of the British Commonwealth of Nations.

(b) If any future general treaty of naval limitation should not adopt the method of limitation by agreed ratios between the fleets of different Powers, the German Government will not insist on the incorporation of the ratio mentioned in the preceding sub-paragraph in such future general treaty, provided that the method therein adopted for the future limitation of naval armaments is such as to give Germany full guarantees that this ratio can be maintained.

(c) Germany will adhere to the ratio 35 : 100 in all circumstances, *e. g.*, the ratio will not be affected by the construction of other Powers. If the general equilibrium of naval armaments, as normally maintained in the past, should be violently upset by any abnormal and exceptional construction by other Powers, the German Government reserve the right to invite His Majesty's Government in the United

ordentlichen Baumassnahmen anderer Mächte heftig gestört werden, so behält sich die Regierung des Deutschen Reiches das Recht vor, die Regierung Sr. Majestät im Vereinigten Königreich aufzufordern, die auf diese Weise entstandene neue Lage zu prüfen.

d) Die Regierung des Deutschen Reiches begünstigt auf dem Gebiete der Seerüstungsbegrenzungen dasjenige System, das die Kriegsschiffe in Kategorien einteilt, wobei die Höchsttonnage und/oder das Höchstkaliber der Geschütze für die Schiffe jeder Kategorie festgesetzt wird, und das die jedem Lande zustehende Tonnage nach Schiffskategorien zuteilt. Folglich ist die Regierung des Deutschen Reiches bereit, grundsätzlich und unter Vorbehalt des nachfolgenden Absatz *f)*, das 35 %ige Stärkeverhältnis auf die Tonnage in jeder beizubehaltenden Schiffskategorie anzuwenden und jede Abweichung von diesem Stärkeverhältnis in einer oder mehreren Kategorien von den hierüber in einem zukünftigen allgemeinen Vertrag über Seerüstungsbeschränkung etwa getroffenen Vereinbarungen abhängig zu machen. Derartige Vereinbarungen würden auf dem Grundsatz beruhen, dass jede Erhöhung in einer Kategorie durch eine entsprechende Herabsetzung in anderen Kategorien auszugleichen wäre. Falls kein allgemeiner Vertrag über Seerüstungsbegrenzung abgeschlossen wird, oder falls der zukünftige allgemeine Vertrag keine Bestimmung über Kategorien-Beschränkung enthalten sollte, wird die Art und das Ausmass des Rechtes der Regierung des Deutschen Reiches, das 35 %ige Stärkeverhältnis in einer oder mehreren Kategorien abzuändern, durch Vereinbarung zwischen der Regierung des Deutschen Reiches und der Regierung Sr. Majestät im Vereinigten Königreich im Hinblick auf die dann bestehende Flottenlage geregelt.

e) Falls und solange andere bedeutende Seemächte eine einzige Kategorie für Kreuzer und Zerstörer behalten, hat das Deutsche Reich das Recht auf eine Kategorie für diese beiden Schiffsklassen, obgleich es für diese beiden Klassen zwei Kategorien vorziehen würde.

f) Hinsichtlich der Unterseeboote hat das Deutsche Reich jedoch das Recht, eine der Gesamt-Unterseeboottonnage der Mit-

Kingdom to examine the new situation thus created.

(d) The German Government favour, in the matter of limitation of naval armaments, that system which divides naval vessels into categories, fixing the maximum tonnage and/or armament for vessels in each category, and allocates the tonnage to be allowed to each Power by categories of vessels. Consequently, in principle, and subject to *(f)* below, the German Government are prepared to apply the 35 % ratio to the tonnage of each category of vessel to be maintained and to make any variation of this ratio in a particular category or categories dependent on the arrangements to this end that may be arrived at in a future general treaty on naval limitation, such arrangements being based on the principle that any increase in one category would be compensated for by a corresponding reduction in others. If no general treaty on naval limitation should be concluded, or if the future general treaty should not contain provision creating limitation by categories, the manner and degree in which the German Government will have the right to vary the 35 % ratio in one or more categories will be a matter for settlement by agreement between the German Government and His Majesty's Government in the United Kingdom, in the light of the naval situation then existing.

(e) If, and for so long as, other important naval Powers retain a single category for cruisers and destroyers Germany shall enjoy the right to have a single category for these two classes of vessels, although she would prefer to see these classes in two categories.

(f) In the matter of submarines, however, Germany while not exceeding the ratio of 35 : 100 in respect of total tonnage

glieder des Britischen Commonwealth gleiche Unterseebootstonnage zu besitzen, ohne jedoch das Stärkeverhältnis von 35 : 100 hinsichtlich der Gesamttonnage zu überschreiten. Die Regierung des Deutschen Reiches verpflichtet sich indessen, ausser unter den im folgenden Satz angegebenen Umständen, mit ihrer Unterseebootstonnage über 45 % der Gesamt-Unterseebootstonnage der Mitglieder des Britischen Commonwealth nicht hinauszugehen. Sollte eine Lage entstehen, die es nach Ansicht der Regierung des Deutschen Reiches notwendig macht, von ihrem Anspruch auf einen über die vorgenannten 45 % hinausgehenden Prozentsatz Gebrauch zu machen, so behält sich die Regierung des Deutschen Reiches das Recht vor, der Regierung Sr. Majestät im Vereinigten Königreich davon Mitteilung zu machen, und ist damit einverstanden, die Gelegenheit zum Gegenstand freundschaftlicher Erörterungen zu machen, bevor sie dieses Recht ausübt.

g) Da es höchst unwahrscheinlich ist, dass die Berechnung des 35 %igen Stärkeverhältnisses in jeder Schiffskategorie Tonnagezahlen ergibt, die genau teilbar sind durch die höchstzulässige Tonnage für Schiffe dieser Kategorie, kann es sich als notwendig herausstellen, dass Angleichungen vorgenommen werden müssen, damit das Deutsche Reich nicht daran verhindert wird, seine Tonnage voll auszunutzen. Es ist daher abgemacht worden, dass die Regierung des Deutschen Reiches und die Regierung Sr. Majestät im Vereinigten Königreich vereinbaren werden, welche Angleichungen zu diesem Zwecke erforderlich sind. Es besteht Einigkeit darüber, dass dieses Verfahren nicht zu erheblichen oder dauernden Abweichungen von dem Verhältnis 35 : 100 hinsichtlich der Gesamtflottenstärken führen soll.

»3. Hinsichtlich Unterabschnitt *c*) der obigen Erklärungen habe ich die Ehre, Ihnen mitzuteilen, dass die Regierung Sr. Majestät im Vereinigten Königreich von dem Vorbehalt Kenntnis genommen hat und das darin erwähnte Recht anerkennt, wobei Einverständnis darüber besteht, dass das Verhältnis 35 : 100, falls zwischen den beiden Regierungen nichts Gegenteiliges vereinbart wird, aufrechterhalten bleibt.»

shall have the right to possess a submarine tonnage equal to the total submarine tonnage possessed by the Members of the British Commonwealth of Nations. The German Government, however, undertake that, except in the circumstances indicated in the immediately following sentence, Germany's submarine tonnage shall not exceed 45 % of the total of that possessed by the Members of the British Commonwealth of Nations. The German Government reserve the right, in the event of a situation arising which in their opinion makes it necessary for Germany to avail herself of her right to a percentage of submarine tonnage exceeding the 45 % above mentioned, to give notice to this effect to His Majesty's Government in the United Kingdom and agree that the matter shall be the subject of friendly discussion before the German Government exercise that right.

(g) Since it is highly improbable that the calculation of the 35 % ratio should give for each category of vessels tonnage figures exactly divisible by the maximum individual tonnage permitted for ships in that category, it may be necessary that adjustments should be made in order that Germany shall not be debarred from utilising her tonnage to the full. It has consequently been agreed that the German Government and His Majesty's Government in the United Kingdom will settle by common accord what adjustments are necessary for this purpose and it is understood that this procedure shall not result in any substantial or permanent departure from the ratio 35 : 100 in respect of total strengths.

3. With reference to sub-paragraph *(c)* of the explanation set out above, I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom have taken note of the reservation and recognise the right therein set out, on the understanding that the 35 : 100 ratio will be maintained in default of agreement to the contrary between the two Governments."

Ich beehre mich, Ew. Exzellenz zu bestätigen, dass der Vorschlag der Regierung des Deutschen Reiches in dem vorstehenden Schreiben richtig wiedergegeben ist, und nehme gern davon Kenntnis, dass die Regierung Sr. Majestät im Vereinigten Königreich diesen Vorschlag annimmt.

Die Regierung des Deutschen Reiches ist auch ihrerseits der Ansicht, dass die Einigung, zu der sie nunmehr mit der Regierung Sr. Majestät im Vereinigten Königreich gelangt ist, und die sie als eine vom heutigen Tage ab gültige, dauernde und endgültige Einigung zwischen den beiden Regierungen ansieht, den Abschluss eines allgemeinen Abkommens über diese Fragen zwischen allen Seemächten der Welt erleichtern wird.

Genehmigen Ew. Exzellenz den Ausdruck meiner vorzüglichsten Hochachtung.

Joachim VON RIBBENTROP,
*Ausserordentlicher und Bevollmächtigter
Botschafter des Deutschen Reiches.*

The Right Honourable
Sir Samuel Hoare, Bart.,
G.C.S.I., G.B.E., C.M.G., M.P.,
etc., etc., etc.

I have the honour to confirm to Your Excellency that the proposal of the Government of the German Reich has been correctly set out in the foregoing communication and I am happy to note that His Majesty's Government in the United Kingdom accepts that proposal.

The Government of the German Reich is also of the opinion that the agreement which it has now reached with His Majesty's Government in the United Kingdom and which it regards as a permanent and definite agreement as from to-day between the two Governments, will facilitate the conclusion of a general agreement on these questions between all the naval Powers of the world.

I have the honour to be, etc.

Joachim VON RIBBENTROP,
*Ambassador Extraordinary
and Plenipotentiary of the German Reich.*

The Right Honourable
Sir Samuel Hoare, Bart.,
G.C.S.I., G.B.E., C.M.G., M.P.,
etc., etc., etc.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 3701. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DU REICH ALLEMAND ET LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI RELATIF A LA LIMITATION DES ARMEMENTS NAVALS. LONDRES, LE 18 JUIN 1935.

I.

FOREIGN OFFICE.

Le 18 juin 1935.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Au cours de ces derniers jours, les représentants du Gouvernement allemand et du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni ont tenu des conversations en vue principalement de préparer la voie à une conférence générale qui aurait pour objet la limitation des armements navals. J'ai le plaisir de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni accepte formellement la proposition du Gouvernement allemand discutée au cours de ces conversations et tendant à ce que les forces futures de la marine allemande, par rapport aux forces totales de la marine des membres du Commonwealth britannique de nations, soient dans la proportion de 35 à 100. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni voit dans cette proposition une contribution de la plus haute importance à la cause de la future limitation navale. Il est convaincu, en outre, que l'accord qu'il vient de conclure avec le Gouvernement allemand, et qu'il considère à dater d'aujourd'hui comme un engagement permanent et précis entre les deux gouvernements, facilitera la conclusion d'un accord général de limitation navale entre toutes les Puissances maritimes du monde.

2. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni accepte également les explications qui ont été données par les délégués allemands au cours des récentes discussions à Londres, à propos des modalités d'application de ce principe. Ces explications peuvent être résumées comme suit :

a) Le rapport de 35 à 100 sera un rapport constant, c'est-à-dire que le tonnage total de la flotte allemande ne dépassera jamais 35 % du tonnage global des forces navales, telles qu'elles sont fixées par traité, des membres du Commonwealth britannique de nations ou, dans le cas où ce tonnage ne serait plus, à l'avenir, limité par traité, 35 % du total des tonnages effectifs des membres du Commonwealth britannique de nations.

b) Si un traité général de limitation navale, qui pourrait être conclu à l'avenir, n'adoptait pas la méthode de limitation d'après un système de pourcentage accepté entre les flottes des différentes Puissances, le Gouvernement allemand n'insistera pas sur l'insertion du rapport mentionné au paragraphe précédent dans ce traité général futur, pourvu que la méthode qui y sera fixée en vue de la limitation future des armements navals soit telle qu'elle donne à l'Allemagne la pleine garantie que cette proportion pourra être maintenue.

c) L'Allemagne s'en tiendra au rapport de 35 à 100 en toute circonstance, c'est-à-dire que ce rapport ne sera pas touché par les constructions d'autres Puissances. Si l'équilibre général des armements navals, tel qu'il a été maintenu normalement dans le passé, venait à être bouleversé violemment par des constructions anormales et exceptionnelles d'autres

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Puissances, le Gouvernement allemand se réserve le droit d'inviter le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni à examiner la situation nouvelle qui en résulterait.

d) Le Gouvernement allemand, en matière de limitation des armements navals, se déclare en faveur du système qui répartit les forces navales en catégories, en fixant le tonnage maximum et (ou) l'armement maximum pour les navires de chaque catégorie, et spécifie le tonnage accordé à chaque Puissance par catégorie de navires. Par conséquent, en principe, et sous réserve du paragraphe f) ci-dessous, le Gouvernement allemand est disposé à appliquer la proportion de 35 % aux tonnages de chaque catégorie de navires à conserver, et à ne modifier ce pourcentage, dans une ou plusieurs catégories particulières, qu'à la suite d'arrangements à cette fin qui pourraient être conclus dans un traité général futur de limitation navale, lesdits arrangements partant du principe que toute augmentation, dans une catégorie, serait compensée par une réduction correspondante dans d'autres catégories. Au cas où il ne serait pas conclu de traité général de limitation navale, ou bien si le futur traité général ne contenait pas de dispositions fixant une limitation par catégorie, la manière suivant laquelle le Gouvernement allemand aura le droit de modifier la proportion de 35 % dans l'une ou plusieurs des catégories ainsi que la mesure dans laquelle il pourra le faire seront réglées par voie d'accord entre le Gouvernement allemand et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, d'après la situation navale qui existera à cette époque.

e) Si d'autres Puissances navales importantes conservent une seule catégorie pour les croiseurs et les destroyers et tant que cette situation subsistera, l'Allemagne aura le droit d'avoir une seule catégorie pour ces deux sortes de navires, même si elle préférerait qu'ils fussent classés dans deux catégories distinctes.

f) En ce qui concerne les sous-marins, toutefois, l'Allemagne, tout en ne dépassant pas le rapport de 35 à 100 pour le tonnage total, aura le droit de posséder un tonnage de sous-marins égal au tonnage total de sous-marins possédé par les membres du Commonwealth britannique de nations. Le Gouvernement allemand, cependant, s'engage, sauf dans les circonstances indiquées dans la phrase suivante, à ce que le tonnage de l'Allemagne en sous-marins ne dépasse pas 45 % du tonnage total en sous-marins possédé par les membres du Commonwealth britannique de nations. Le Gouvernement allemand se réserve le droit, au cas où surgirait une situation qui, à son avis, obligerait l'Allemagne à se prévaloir de son droit à posséder un pourcentage de tonnage de sous-marins dépassant la proportion de 45 % ci-dessus mentionnée, de donner avis à cet effet au Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, et accepte que la question fasse l'objet d'une discussion amicale avant de faire usage de ce droit.

g) Etant donné qu'il est très improbable que le calcul de la proportion de 35 % donne, pour chaque catégorie de navires, un chiffre de tonnage exactement divisible par le tonnage maximum autorisé pour chaque navire de cette catégorie, il pourra être nécessaire de procéder à certains ajustements, afin que l'Allemagne ne soit pas dans l'impossibilité d'utiliser intégralement le tonnage qui lui est accordé. Il a, par conséquent, été décidé que le Gouvernement allemand et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni régleront d'un commun accord les ajustements nécessaires à cet effet, et il est entendu que cette procédure ne saurait avoir pour résultat de modifier d'une manière importante ou permanente le rapport de 35 à 100 pour le tonnage total.

3. En ce qui concerne le paragraphe c) des explications ci-dessus, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni a pris acte de la réserve et reconnaît le droit qui y est mentionné, étant entendu que, à défaut d'accord contraire entre les deux gouvernements, le rapport de 35 à 100 sera maintenu.

4. J'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir me faire savoir si le Gouvernement allemand reconnaît que sa proposition a été exactement exposée dans les paragraphes précédents de la présente note.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Samuel HOARE.

Son Excellence
Monsieur Joachim von Ribbentrop.

II.

LONDRES, le 18 juin 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de la note en date de ce jour dans laquelle elle a eu l'obligeance de me faire, au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, la communication suivante :

« 1. Au cours de ces derniers jours, les représentants du Gouvernement allemand et du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni ont tenu des conversations en vue principalement de préparer la voie à une conférence générale qui aurait pour objet la limitation des armements navals. J'ai le plaisir de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni accepte formellement la proposition du Gouvernement allemand discutée au cours de ces conversations et tendant à ce que les forces futures de la marine allemande, par rapport aux forces totales de la marine des membres du Commonwealth britannique de nations, soient dans la proportion de 35 à 100. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni voit dans cette proposition une contribution de la plus haute importance à la cause de la future limitation navale. Il est convaincu, en outre, que l'accord qu'il vient de conclure avec le Gouvernement allemand et qu'il considère comme un accord permanent et définitif, à partir de ce jour, entre les deux gouvernements, facilitera la conclusion d'un accord général de limitation navale entre toutes les Puissances maritimes du monde.

» 2. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni accepte également les explications qui ont été données par les délégués allemands au cours des récentes discussions à Londres, à propos des modalités d'application de ce principe. Ces explications peuvent être résumées comme suit :

a) Le rapport de 35 à 100 sera un rapport constant, c'est-à-dire que le tonnage total de la flotte allemande ne dépassera jamais 35 pour cent du tonnage global des forces navales, telles qu'elles sont fixées par traité, des membres du Commonwealth britannique de nations, ou, dans le cas où ce tonnage ne serait plus, à l'avenir, limité par traité, 35 pour cent du total des tonnages effectifs des membres du Commonwealth britannique de nations.

b) Si un traité général de limitation navale, qui pourrait être conclu à l'avenir, n'adoptait pas la méthode de limitation d'après un système de pourcentage accepté entre les flottes des différentes Puissances, le Gouvernement allemand n'insistera pas sur l'insertion du rapport mentionné au paragraphe précédent dans ce traité général futur, pourvu que la méthode qui y sera fixée en vue de la limitation future des armements navals soit telle qu'elle donne à l'Allemagne la pleine garantie que cette proportion pourra être maintenue.

c) L'Allemagne s'en tiendra au rapport de 35 à 100 en toute circonstance, c'est-à-dire que ce rapport ne sera pas touché par les constructions d'autres Puissances. Si l'équilibre général des armements navals, tel qu'il a été maintenu normalement dans le passé, venait à être bouleversé violemment par des constructions anormales et exceptionnelles d'autres Puissances, le Gouvernement allemand se réserve le droit d'inviter le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni à examiner la situation nouvelle qui en résulterait.

d) Le Gouvernement allemand, en matière de limitation des armements navals, se déclare en faveur du système qui répartit les navires de guerre en catégories, en fixant le tonnage maximum et (ou) le calibre maximum des canons pour les navires de chaque catégorie, et spécifie le tonnage accordé à chaque Puissance par catégorie de navires. Par conséquent, en principe, et sous réserve du paragraphe f) ci-dessous, le Gouvernement allemand est disposé à appliquer la proportion de 35 % aux tonnages de chaque catégorie de navires à conserver, et à ne modifier ce pourcentage, dans une ou plusieurs catégories, qu'à la suite d'arrangements à cette fin qui pourraient être conclus dans un traité général futur de limitation navale, lesdits arrangements partant

du principe que toute augmentation, dans une catégorie, serait compensée par une réduction correspondante dans d'autres catégories. Au cas où il ne serait pas conclu de traité général de limitation des armements navals, ou bien si le futur traité général ne contenait pas de dispositions fixant une limitation par catégorie, la manière suivant laquelle le Gouvernement allemand aura le droit de modifier la proportion de 35 % dans l'une ou plusieurs des catégories ainsi que la mesure dans laquelle il pourra le faire seront réglées par voie d'accord entre le Gouvernement allemand et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, d'après la situation navale qui existera à cette époque.

e) Si d'autres Puissances navales importantes conservent une seule catégorie pour les croiseurs et les destroyers et tant que cette situation subsistera, l'Allemagne aura le droit d'avoir une seule catégorie pour ces deux espèces de navires, même si elle préférerait qu'ils fussent classés dans deux catégories distinctes.

f) En ce qui concerne les sous-marins, toutefois, l'Allemagne, tout en ne dépassant pas le rapport de 35 à 100 pour le tonnage total, aura le droit de posséder un tonnage de sous-marins égal au tonnage total de sous-marins possédé par les membres du Commonwealth britannique de nations. Le Gouvernement allemand, cependant, s'engage, sauf dans les circonstances indiquées dans la phrase suivante, à ce que le tonnage de l'Allemagne en sous-marins ne dépasse pas 45 % du tonnage total en sous-marins possédé par les membres du Commonwealth britannique de nations. Le Gouvernement allemand se réserve le droit, au cas où surgirait une situation qui, à son avis, obligerait l'Allemagne à se prévaloir de son droit de posséder un pourcentage de tonnage de sous-marins dépassant la proportion de 45 % ci-dessus mentionnée, de donner avis à cet effet au Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, et accepte que la question fasse l'objet d'une discussion amicale avant de faire usage de ce droit.

g) Étant donné qu'il est très improbable que le calcul de la proportion de 35 % donne, pour chaque catégorie de navires, un chiffre de tonnage exactement divisible par le tonnage maximum autorisé pour chaque navire de cette catégorie, il pourra être nécessaire de procéder à certains ajustements afin que l'Allemagne ne soit pas dans l'impossibilité d'utiliser intégralement le tonnage qui lui est accordé. Il a, par conséquent, été décidé que le Gouvernement allemand et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni régleront d'un commun accord les ajustements nécessaires à cet effet, et il est entendu que cette procédure ne saurait avoir pour résultat de modifier d'une manière importante ou permanente le rapport de 35 à 100 pour le tonnage total.

» 3. En ce qui concerne le paragraphe c) des explications ci-dessus, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni a pris acte de la réserve et reconnaît le droit qui y est mentionné, étant entendu que, à défaut d'accord contraire entre les deux gouvernements, le rapport de 35 à 100 sera maintenu. »

J'ai l'honneur de vous confirmer que la proposition du Gouvernement du Reich allemand est exactement exposée dans la note qui précède, et je prends avec plaisir connaissance du fait que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni accepte cette proposition.

Le Gouvernement du Reich allemand estime également de son côté que l'accord qu'il vient de conclure avec le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, et qu'il considère comme un accord permanent et définitif à partir d'aujourd'hui entre les deux gouvernements, facilitera la conclusion d'un accord général sur ces questions entre toutes les Puissances maritimes du monde.

Veillez agréer, etc.

Joachim VON RIBBENTROP,
Ambassadeur extraordinaire
et plénipotentiaire du Reich allemand.

Le très honorable sir Samuel Hoare, Bart.,
G.C.S.I., G.B.E., C.M.G., M.P.,
etc., etc., etc.

N° 3702.

ITALIE ET SUÈDE

Accord pour les échanges commerciaux entre les deux pays, avec annexe. Signé à Rome, le 24 juin 1935.

ITALY AND SWEDEN

Agreement regarding Commercial Exchanges between the Two Countries, with Annex. Signed at Rome, June 24th, 1935.

N^o 3702. — ACCORD ¹ POUR LES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE
L'ITALIE ET LA SUÈDE. SIGNÉ A ROME, LE 24 JUIN 1935.

*Texte officiel français communiqué par les ministres des Affaires étrangères de Suède et d'Italie.
L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 20 juillet 1935.*

LE GOUVERNEMENT SUÉDOIS et LE GOUVERNEMENT ITALIEN sont convenus de ce qui suit :

1. Le Gouvernement italien admettra l'importation en Italie des marchandises suédoises dans la limite, pour chaque marchandise, du 80 % des quantités des importations qui se sont vérifiées en 1934.

Les contingents des marchandises à importer seront calculés par semestre.

A cet effet, pour l'importation en Italie des marchandises suédoises, les importateurs devront présenter à la Douane italienne les documents douaniers (« bollette doganali ») attestant l'importation effectuée pendant la période susdite. Le Gouvernement italien se réserve la faculté de substituer le système des « bollette doganali » par un autre système, même pendant la durée de cet accord.

Toutefois, l'importation en Italie des produits indiqués dans la liste A du décret ministériel en date du 30 mars 1935 et repris dans l'annexe ci-jointe ne pourra avoir lieu que dans les limites des contingents fixés dans l'annexe même et contre présentation des licences délivrées par le Ministère italien des Finances.

Egalement, l'importation des produits soumis à un régime spécial ne pourra avoir lieu que d'après les dispositions relatives en vigueur. Des produits actuellement soumis à un régime spécial on a donné communication à la délégation suédoise pendant les négociations qui ont abouti au présent accord.

2. Si, pendant la durée de cet accord, le Gouvernement italien ou le Gouvernement suédois apporteraient un changement considérable aux régimes d'importation ou d'exportation qu'ils appliquent actuellement, l'autre gouvernement aura le droit de demander l'ouverture immédiate de négociations ; si ces négociations n'aboutiraient pas à un résultat positif dans le délai de trois semaines, le gouvernement lésé pourra dénoncer le présent accord avec un préavis d'un mois.

Il reste toutefois bien entendu qu'en relation à la disposition de l'article précédent la substitution qui serait faite de la part du Gouvernement italien du régime des permis d'importation au régime de la « bolletta doganale », pour toutes les marchandises ou pour certaines catégories de marchandises, ne donnerait pas droit à la Suède de faire recours aux dispositions de cet article.

3. Les deux gouvernements se communiqueront périodiquement les données statistiques relatives aux échanges commerciaux réciproques.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} juillet 1935.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 3702. — AGREEMENT ² REGARDING COMMERCIAL EXCHANGES BETWEEN ITALY AND SWEDEN. SIGNED AT ROME, JUNE 24TH, 1935.

French official text communicated by the Swedish and Italian Ministers for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place July 20th, 1935.

THE SWEDISH GOVERNMENT and THE ITALIAN GOVERNMENT have agreed as follows :

(1) The Italian Government will allow Swedish goods to be imported into Italy to the extent of 80 % of the certified imports of each commodity in 1934.

The quotas of goods to be imported will be calculated half-yearly.

For this purpose, importers wishing to import Swedish goods into Italy shall produce at the Italian Customs, Customs papers (" bollette doganali ") attesting the imports made during the above-mentioned period. The Italian Government reserves its right to replace the " bollette doganali " system by another system, even during the currency of this Agreement.

Nevertheless, imports into Italy of the products mentioned in list A of the Ministerial Decree dated March 30th, 1935, and reproduced in the Annex appended hereto, may not exceed the amount of the quotas fixed in the said Annex and must be accompanied by permits issued by the Italian Ministry of Finance.

Furthermore, products subject to a special regime may only be imported in accordance with the existing provisions relating thereto. A list of the products at present subject to a special regime was communicated to the Swedish delegation during the negotiations leading up to the present Agreement.

(2) Should the Italian Government or the Swedish Government make any considerable change, during the currency of this Agreement, in their existing import or export arrangements, the other Government may ask that negotiations be opened immediately ; should these negotiations not lead to definite results within three weeks, the Government which is the injured party may denounce the present Agreement by giving one month's notice.

It is, however, understood that Sweden will not be entitled to have recourse to the provisions of this Article on the ground that the Italian Government has replaced the " bollette doganali " system referred to in the preceding Article by the import permit system for all goods or for certain categories of goods.

(3) The two Governments will periodically communicate to each other statistical data relating to their reciprocal commercial exchanges.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Came into force July 1st, 1935.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

4. Dans le cas où, à la fin de chaque semestre, il résulterait de la situation du clearing pour l'un des deux pays un solde passif supérieur à un million de Lit., le pays actif favorisera par tous les moyens possibles les importations du pays déficitaire dans le but d'atteindre l'équilibre.

A cet effet, si les importations de l'Italie en Suède augmentaient dans des proportions considérables, de sorte à déterminer un solde actif en faveur de l'Italie, le Gouvernement italien augmentera dans une mesure proportionnelle le pourcentage dont au n. 1 de cet accord.

5. A partir de la date de la mise en vigueur du présent accord, les paiements relatifs aux échanges entre les deux pays seront réglés par l'Accord de clearing¹ signé à la date d'aujourd'hui.

6. Le présent accord est valable à partir du premier juillet 1935 et restera en vigueur pendant une année à partir de la date de sa mise en vigueur.

S'il n'est pas dénoncé un mois avant cette échéance, il sera prorogé de trois en trois mois, sauf dénonciation préalable d'un mois.

Fait à Rome, le 24 juin 1935.

Pour la Suède :
(Signé) Erik SJÖBORG.
Arvid RICHERT.

Pour l'Italie :
(Signé) MUSSOLINI.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 16 juillet 1935.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

Per copia conforme :
p. Il Ministro degli Affari Esteri,
Suvich.

ANNEXE

LISTE DES CONTINGENTS DE CERTAINS PRODUITS DE PROVENANCE SUÉDOISE ADMIS A L'IMPORTATION EN ITALIE PENDANT L'ANNÉE 1935.

Produit	Contingent
Limes et râpes	Q. 80
Poissons frais	» 840
Faucheuses	» 317
Moissonneuses	» 300
Machines et appareils pour refroidir, etc.	» 155

¹ Voir page 27 de ce volume.

(4) If at the end of each half-year the clearing account shows a passive balance exceeding one million lire, in respect of one of the two countries, the country with an active balance will do its utmost to promote imports from the country with a deficit, with a view to striking a balance.

For this purpose, should Italian imports into Sweden increase considerably, thus causing an active balance in favour of Italy, the Italian Government will increase *pro tanto* the percentage fixed in No. (1) of this Agreement.

(5) As from the date on which the present Agreement comes into force, payments in respect of trade between the two countries shall be regulated by the Clearing Agreement¹ signed on to-day's date.

(6) The present Agreement shall be valid as from the first of July, 1935, and shall remain in force for one year from the date on which it comes into force.

If it is not denounced one month before its expiration, it shall be prolonged from three months to three months, unless it has been denounced one month previously.

Done at Rome, this 24th day of June, 1935.

For Sweden :

(Signed) Erik SJÖBORG.

(Signed) Arvid RICHERT.

For Italy :

(Signed) MUSSOLINI.

ANNEX.

LIST OF QUOTAS OF CERTAIN PRODUCTS OF SWEDISH ORIGIN WHICH MAY BE IMPORTED INTO ITALY DURING THE YEAR 1935.

Product	Quota Quintals
Files and rasps	80
Fresh fish	840
Mowing machines	317
Reapers	300
Refrigerating machinery and plant, etc.	155

¹ See page 27 of this Volume.

N° 3703.

ITALIE ET SUÈDE

Convention pour régler les paiements
des échanges commerciaux entre
les deux pays. Signée à Rome, le
24 juin 1935.

ITALY AND SWEDEN

Convention for the Settlement of
Payments resulting from Commer-
cial Exchanges between the Two
Countries. Signed at Rome, June
24th, 1935.

N° 3703. — CONVENTION¹ POUR RÉGLER LES PAIEMENTS DES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE L'ITALIE ET LA SUÈDE. SIGNÉE A ROME, LE 24 JUIN 1935.

*Texte officiel français communiqué par les ministres des Affaires étrangères de Suède et d'Italie.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 20 juillet 1935.*

LE GOUVERNEMENT SUÉDOIS et LE GOUVERNEMENT ITALIEN, dans le but de régler les paiements relatifs aux échanges commerciaux entre les deux pays, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les paiements relatifs aux importations de marchandises suédoises en Italie, échus après la date de l'entrée en vigueur de la présente convention, seront effectués moyennant versement de la contre-valeur en liras à la Banca d'Italia, en sa qualité de caissier de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero.

L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero créditera en liras italiennes les sommes encaissées dans un compte global, sans intérêts, qu'il ouvrira dans ses livres au nom du Clearingnämnden à Stockholm.

Les paiements relatifs aux importations de marchandises italiennes en Suède, échus après la date de l'entrée en vigueur de la présente convention, seront effectués moyennant versement de la contre-valeur en couronnes suédoises à la Sveriges Riksbank dans sa qualité de caissier du Clearingnämnden.

Le Clearingnämnden créditera en couronnes suédoises les sommes encaissées dans un compte global, sans intérêts, qu'il ouvrira dans ses livres au nom de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero.

Chaque avance pour achat de marchandises italiennes ou suédoises destinées à être importées en Suède, respectivement en Italie, sera réglée selon les dispositions de la présente convention.

Chacun des deux gouvernements prendra, en ce qui le concerne, les mesures nécessaires pour obliger ses importateurs à employer le système de clearing.

Article 2.

L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero et le Clearingnämnden se donneront réciproquement chaque jour avis des versements reçus, avec l'indication de la date de chaque encaissement,

¹ Entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1935.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3703. — CONVENTION ² FOR THE SETTLEMENT OF PAYMENTS RESULTING FROM COMMERCIAL EXCHANGES BETWEEN ITALY AND SWEDEN. SIGNED AT ROME, JUNE 24TH, 1935.

French official text communicated by the Swedish and Italian Ministers for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place July 20th, 1935.

THE SWEDISH and ITALIAN GOVERNMENTS, with a view to the settlement of payments in connection with trade between the two countries, have agreed as follows :

Article 1.

All payments in connection with the importation of Swedish goods into Italy which fall due after the date on which the present Convention comes into force shall be effected by the payment of the exchange value in lire to the Banca d'Italia as banker of the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero.

The Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero shall credit the sums so received to a global account in Italian lire, not carrying interest, to be opened by it in the name of the Clearingnämnden at Stockholm.

All payments in connection with the importation of Italian goods into Sweden which fall due after the date on which the present Convention comes into force shall be effected by the payment of the exchange value in Swedish crowns to the Sveriges Riksbank as banker of the Clearingnämnden.

The Clearingnämnden shall credit the sums so received to a global account in Swedish crowns, not carrying interest, to be opened by it in the name of the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero.

All advances for the purchase of Italian or Swedish goods to be imported into Sweden or Italy respectively shall be regulated in accordance with the provisions of the present Convention.

Each of the two Governments shall take the necessary steps, in as far as it is concerned, to compel its importers to make use of the clearing system.

Article 2.

The Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero and the Clearingnämnden shall advise each other daily of the payments received, at the same time indicating the date of each such payment,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Came into force July 1st, 1935.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

autorisant ainsi le paiement aux créanciers respectifs dans l'ordre chronologique des versements, d'après les dispositions de la présente convention.

Le Clearingnämnden portera chaque paiement au débit du compte global au nom de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Esterio.

De même, l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Esterio portera chaque paiement au débit du compte global au nom du Clearingnämnden.

Article 3.

Les paiements aux créanciers seront effectués dans la monnaie du pays respectif dans les limites des disponibilités et dans l'ordre chronologique des versements dont aux articles 1 et 2.

Article 4.

Les versements et les paiements mentionnés aux articles précédents seront effectués au cours du change qui sera fixé par l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Esterio d'accord avec le Clearingnämnden.

La conversion en lires ou en couronnes des créances en devises autres que celles des pays contractants sera effectuée au cours de clôture de la Bourse de Milan et au cours coté à Stockholm le jour précédant celui du versement.

Toute différence de change éventuelle devra être réglée entre débiteur et créancier. Cette différence sera transférée d'après les dispositions de la présente convention.

Article 5.

Sont admises des opérations de compensation privée avec l'autorisation préalable, d'un commun accord, de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Esterio et du Clearingnämnden.

Article 6.

Si à la fin de la durée de la présente convention un solde devait résulter en faveur de l'un des deux pays, les importateurs du pays en faveur duquel ce solde existe seront tenus à continuer les versements, selon les dispositions de la présente convention, jusqu'au règlement total du solde même.

Article 7.

Les marchandises suédoises et italiennes, selon cette convention, seront les marchandises d'origine suédoise ou italienne, ainsi que les marchandises qui en Suède ou en Italie auront été l'objet d'un travail ou d'une préparation considérable.

La présente convention ne s'applique pas aux marchandises en transit à travers le territoire de l'un ou l'autre des pays contractants.

Article 8.

Pour tout ce qui n'est pas prévu dans la présente convention et dans le but d'en assurer l'application, l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Esterio et le Clearingnämnden se mettront d'accord sur les mesures à adopter.

thereby authorising payment to the creditors concerned in the chronological order of the payments received, in accordance with the provisions of the present Convention.

The Clearingnämnden shall place each payment to the debit of the global account in the name of the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero.

In the same way, the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero shall place each payment to the debit of the joint account in favour of the Clearingnämnden.

Article 3.

Payments to creditors shall be effected in the currency of the country concerned within the limits of the available assets and in the chronological order of the payments received, as provided in Articles 1 and 2.

Article 4.

The payments mentioned in the preceding Articles shall be effected at the rate of exchange to be fixed by agreement between the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero and the Clearingnämnden.

The conversion into lire or crowns of sums owing in foreign exchange other than those of the contracting countries shall be effected at the closing rate on the Milan Exchange and at the rate quoted at Stockholm on the day previous to that on which the payment was made.

Any difference in exchange shall be settled between debtor and creditor. It shall be transferred in accordance with the provisions of the present Convention.

Article 5.

Private compensation transactions may be effected with the previous authorisation, by common agreement, of the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero and the Clearingnämnden.

Article 6.

If on the termination of the present Convention there should be a balance in favour of either of the two countries, the importers of the country in favour of which this balance stands shall be required to continue to make payments in accordance with the provisions of the present Convention until such time as the whole of the balance is settled.

Article 7.

Swedish and Italian goods within the meaning of this Convention shall be goods of Swedish or Italian origin as well as goods which have undergone any considerable treatment or processing in Sweden or Italy.

The present Convention does not apply to goods in transit through the territory of either contracting country.

Article 8.

On all matters for which no provision is made in the present Convention and for the purpose of ensuring its application, the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero and the Clearingnämnden shall reach agreement as to the action to be taken.

Article 9.

La présente convention est valable à partir du 1^{er} juillet 1935 et aura la même durée que l'Accord¹ pour les échanges commerciaux signé à la date d'aujourd'hui.

Fait à Rome, le 24 juin 1935.

Pour la Suède :

(Signé) Erik SJÖBORG.

(Signé) Arvid RICHERT.

Pour l'Italie :

(Signé) MUSSOLINI.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 16 juillet 1935.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

Per copia conforme :

p. Il Ministro degli Affari Esteri,
Suvich.

¹ Voir page 21 de ce volume.

Article 9.

The present Convention shall be valid as from July 1st, 1935, and shall remain in force for the same period as the Agreement¹ regarding Commercial Exchanges signed on to-day's date.

Done at Rome, this 24th day of June, 1935.

For Sweden :

(Signed) Erik SJÖBORG.

(Signed) Arvid RICHERT.

For Italy :

(Signed) MUSSOLINI.

¹ See page 21 of this Volume.

N° 3704.

ALLEMAGNE ET SUÈDE

Accord relatif à certaines modifications à apporter aux accords conclus entre les deux pays le 22 décembre 1934, concernant les emprunts du Reich et les transferts. Signé à Berlin, le 19 juillet 1935.

GERMANY AND SWEDEN

Agreement concerning Certain Modifications to be made in the Agreements concluded between the Two Countries on December 22nd, 1934, regarding Reich Loans and Transfers. Signed at Berlin, July 19th, 1935.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 3704. — VEREINBARUNG ÜBER GEWISSE ÄNDERUNGEN DER SCHWEDISCH-DEUTSCHEN REICHSANLEIHE- UND TRANSFERABKOMMEN VOM 22. DEZEMBER 1934. GEZEICHNET IN BERLIN, AM 19. JULI 1935.

Texte officiel allemand communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 27 juillet 1935.

German official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place July 27th, 1935.

DIE KÖNIGLICH SCHWEDISCHE und DIE DEUTSCHE REGIERUNG haben folgende Änderungen des Abkommens¹ über die Zahlung der Zinsen für schwedische Dawes-, Young- und Kreugeranleihestücke (Reichsanleiheabkommen) und des Abkommens² über die Durchführung des deutschen Transfermoratoriums gegenüber schwedischen Gläubigern (Transferabkommen) vom 22. Dezember 1934 vereinbart.

I. ZUM REICHSANLEIHEABKOMMEN.

Das Abkommen findet sinngemäss Anwendung auch für die nach dem 30. Juni 1935 fälligwerdenden Zinsscheine der 7%igen Deutschen Äusseren Anleihe von 1924 (Dawes-Anleihe), der 5½%igen Internationalen Anleihe des Deutschen Reiches 1930 (Young-Anleihe) und der 6%igen Äusseren Anleihe des Deutschen Reiches 1930 (Kreuger-Anleihe).

II. ZUM TRANSFERABKOMMEN.

1. Das Abkommen findet sinngemäss Anwendung auch für die nach dem 30. Juni 1935 fälligwerdenden Ansprüche schwedischer Gläubiger der in Artikel 1 und 2 bezeichneten Art.

2. Artikel 4 erhält unter Aufhebung seines bisherigen Inhalts, welcher keine praktische Bedeutung erlangt hat, folgende Fassung :

Ist eine Befriedigung der Gläubiger gemäss Artikel 3 nicht möglich, so kann der Gläubiger der in Art. 3 bezeichneten Forderungen, sofern er bei den dort unter *a*) und *b*) genannten Forderungen auf einen etwa über 6% liegenden Betrag verzichtet, die Einrichtung eines Sonderkontos bei einer Devisenbank beantragen. Der Antrag ist an die Konversionskasse für deutsche Auslandsschulden zu richten, an welche der Schuldner zunächst die Beträge in voller Höhe einzuzahlen hat. Dem Antrag ist die Erklärung von Clearingämtern beizufügen, dass der Antragsteller schwedischer Gläubiger im Sinne von Art. 2 des Transferabkommens ist ; ferner ist glaubhaft zu machen, dass er die Beträge für die unten in *a*) bis *e*) genannten Zwecke verbrauchen wird. Soweit die Zinssätze 6 % übersteigen, ist ferner die Verzichtserklärung auf den überschüssenden Betrag zugunsten der Konversionskasse abzugeben.

¹ Vol. CLVI, page 145, de ce recueil.

² Vol. CLVI, page 151, de ce recueil.

¹ Vol. CLVI, page 145, of this Series.

² Vol. CLVI, page 151, of this Series.

Die Konversionskasse wird nach Prüfung der Voraussetzungen den beantragten Betrag alsdann auf Sonderkonto bei einer Devisenbank überweisen. Über dieses Sonderkonto kann der schwedische Gläubiger ohne weitere Genehmigung für eigene Rechnung zu folgenden Zwecken verfügen :

- a)* zur Bezahlung geschäftlicher und nichtgeschäftlicher Reisen in Deutschland (z. B. Studien- und Erholungsreisen). Für nichtgeschäftliche Reisen stehen die Familienangehörigen und das Dienstpersonal dem Inhaber des Sonderkontos gleich ; für geschäftliche Reisen können aus solchen Sonderkonten, deren Inhaber juristische Personen sind, auch von den Firmeninhabern oder Vorstandsmitgliedern Beträge entnommen werden. Die Auszahlung für den Monat und für die Person ist auf RM 2.000.— beschränkt ; den deutschen Banken wird aber überlassen, grössere Beträge auszuhändigen, wenn nach Lage des Falles ein Missbrauch ausgeschlossen erscheint. Die Banken haben bei der Handhabung der Auszahlungen den Verhältnissen des Einzelfalles weitestgehend Rechnung zu tragen und die Handhabung so zu gestalten, dass sie Kontoinhabern, die als vertrauenswürdig bekannt sind, alle vertretbaren Erleichterungen gewähren. In zweifelhaften Fällen werden sie dagegen die Einreichung von Unterlagen wenigstens für die wichtigsten Auslagen zu verlangen und eine Auszahlung nur in angemessenen Teilraten vorzunehmen haben ;
 - b)* zur Bezahlung aller Steuern, welche juristische oder natürliche Personen in Deutschland schuldig sind ;
 - c)* zur Bezahlung von Instandsetzungs- und Bauarbeiten an Grundstücken ;
 - d)* zur Bezahlung von Leistungen, die im Zusammenhang mit der Verwaltung des in Deutschland liegenden Vermögens des schwedischen Gläubigers stehen (z. B. Gerichts- und Anwaltskosten, Bankprovisionen usw.) ;
 - e)* zu unentgeltlichen Zuwendungen (z. B. an Verwandte zur persönlichen Unterstützung oder an soziale, religiöse oder andere Einrichtungen) oder zu Leistungen angemessener Unterhaltsbezüge an inländische Unterhaltsberechtigte.
3. Artikel 5 Satz 2 erhält folgende Fassung : Für diese Ansprüche gilt die allgemeine Regelung für die Transfergläubiger, wie sie jeweils von dem Reichsbank-Direktorium bekanntgemacht wird.

Geschehen in Berlin, den 19. Juli 1935.

Arvid RICHERT.

Otto SARNOW.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 24 juillet 1935.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

¹ TRADUCTION.

N^o 3704. — ACCORD RELATIF A CERTAINES MODIFICATIONS A APPORTER AUX ACCORDS CONCLUS ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA SUÈDE LE 22 DÉCEMBRE 1934, CONCERNANT LES EMPRUNTS DU REICH ET LES TRANSFERTS. SIGNÉ A BERLIN, LE 19 JUILLET 1935.

LE GOUVERNEMENT ROYAL SUÉDOIS et LE GOUVERNEMENT ALLEMAND sont convenus d'apporter les modifications suivantes à l'Accord relatif au paiement des intérêts des titres suédois des emprunts Dawes, Young et Kreuger (Accord sur les emprunts du Reich) et à l'Accord concernant l'application du moratoire allemand des transferts envers les créanciers suédois (Accord sur les transferts) du 22 décembre 1934.

I. AD ACCORD SUR LES EMPRUNTS DU REICH.

L'accord s'appliquera également, *mutatis mutandis*, aux coupons, venant à échéance après le 30 juin 1935, de l'emprunt extérieur allemand 7 % de 1924 (emprunt Dawes), de l'emprunt international 5 ½ % 1930 du Reich allemand (emprunt Young) et de l'emprunt extérieur 6 % 1930 du Reich allemand (emprunt Kreuger).

II. AD ACCORD SUR LES TRANSFERTS.

I. L'accord s'appliquera également, *mutatis mutandis*, aux créances, venant à échéance après le 30 juin 1935, des créanciers suédois visés aux articles 1 et 2.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3704. — AGREEMENT CONCERNING CERTAIN MODIFICATIONS TO BE MADE IN THE AGREEMENTS CONCLUDED BETWEEN GERMANY AND SWEDEN ON DECEMBER 22ND, 1934, REGARDING REICH LOANS AND TRANSFERS. SIGNED AT BERLIN, JULY 19TH, 1935.

THE ROYAL SWEDISH GOVERNMENT and THE GERMAN GOVERNMENT have agreed to the following amendments to the Agreement concerning the payment of interest on Swedish Bonds of the Dawes, Young and Kreuger Loans (Reich Loans Agreement), and the Agreement concerning the execution of the German Transfer Moratorium concerning Swedish creditors (Transfer Agreement) of December 22nd, 1934.

I. AD REICH LOANS AGREEMENT.

The Agreement shall apply equally *mutatis mutandis* to coupons of the 7 per cent. German External Loan 1924 (Dawes Loan), the 5 ½ per cent. International Loan of the German Reich 1930 (Young Loan), and the 6 per cent. External Loan of the German Reich 1930 (Kreuger Loan) maturing after June 30th, 1935.

II. AD TRANSFER AGREEMENT.

I. The Agreement shall apply equally *mutatis mutandis* to claims of Swedish creditors within the meaning of Articles 1 and 2 maturing after June 30th, 1935.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

2. L'article 4, dont la teneur antérieure s'est révélée dépourvue d'intérêt pratique, est supprimé et remplacé par le texte suivant :

S'il n'est pas possible de désintéresser les créanciers conformément à l'article 3, le porteur des créances mentionnées à l'article 3, à condition de renoncer, pour les créances qui y sont mentionnées sous *a*) et *b*), aux montants qui dépasseraient 6 %, peut demander l'ouverture d'un compte spécial auprès d'une banque autorisée à faire le commerce des devises (*Devisenbank*). La demande devra être présentée à la Caisse de conversion des dettes extérieures allemandes, à laquelle le débiteur sera tout d'abord tenu de verser le montant intégral. Elle sera accompagnée d'une déclaration du « Clearingnämnd » attestant que le requérant est un créancier suédois au sens de l'article 2 de l'Accord sur les transferts ; en outre, il devra être établi qu'il utilisera les montants pour les fins mentionnées ci-après sous *a*) à *e*). Si le taux d'intérêt dépasse 6 %, le requérant devra en outre faire une déclaration portant renonciation à l'excédent en faveur de la Caisse de conversion.

Après avoir examiné si toutes les conditions sont remplies, la Caisse de conversion virera à un compte spécial auprès d'une « *Devisenbank* » le montant faisant l'objet de la demande. Le créancier suédois pourra, sans autre autorisation, disposer pour son propre compte de ce compte spécial pour les fins suivantes :

a) Pour le règlement de dépenses afférentes à des voyages d'affaires ou autres en Allemagne (par exemple, voyages d'études et voyages d'agrément). En ce qui concerne les voyages autres que les voyages d'affaires, les membres de la famille et le personnel domestique sont placés sur le même pied que le titulaire du compte spécial ; en ce qui concerne les voyages d'affaires, des prélèvements pourront être effectués sur les comptes spéciaux dont le titulaire est une personne morale, par les propriétaires de la maison de commerce intéressée ou par les membres du conseil d'administration. Les

2. The present text of Article 4, having proved inapplicable in practice, is hereby cancelled, the following text being substituted therefor :

Should it prove impossible to satisfy the claims of creditors in accordance with the provisions of Article 3, it shall be open to creditors with claims of the kinds to which Article 3 relates, provided they waive all rights to anything over 6 per cent. in the case of the claims to which paragraphs (*a*) and (*b*) relate, to apply for the opening of a special account at a foreign exchange bank (*Devisenbank*). The applications must be addressed to the Conversion Office for German Foreign Debts, into which the debtor shall make payment in full in the first instance. Application must be accompanied by a statement by the Clearingnämnd to the effect that the applicant is a Swedish creditor within the meaning of Article 2 of the Transfer Agreement. It must further be shown that the sums in question will be used by the applicant for one or other of the purposes hereinunder enumerated in sub-paragraphs (*a*) to (*e*). Furthermore, where the interest exceeds 6 per cent., the applicant must make a declaration waiving his rights to anything in excess of that figure in favour of the Conversion Office.

The Conversion Office shall thereupon transfer the sum for which application is made, after checking the fulfilment of the conditions indicated, to a special account with a foreign exchange bank. The Swedish creditor shall be entitled to draw for his own ends on the special account, without further permission being required, for the following purposes, namely :

(*a*) In payment for travel in Germany for business or other purposes (such as study or holidays). In the case of travel other than travel for business, members of the family of the account-holder and persons in his service shall be on the same footing as the account-holder for purposes of the special account. In the case of travel for business purposes, where the account-holder is a legal person (corporation), heads of the firm or members of the Board shall also be entitled to draw on the special account. Payments out of the account shall be limited to RM. 2,000 per month per per-

prélèvements sont limités à une somme de 2.000 reichsmarks par personne et par mois ; toutefois, il sera loisible aux banques allemandes de remettre des sommes supérieures si les circonstances semblent exclure toute possibilité d'abus. En ce qui concerne les prélèvements, les banques devront tenir compte dans la mesure la plus large des circonstances de chaque cas particulier et agir de manière à accorder toutes les facilités justifiées aux titulaires de comptes qui sont notoirement dignes de confiance. Dans les cas douteux, elles exigeront par contre le présentation de pièces justificatives au moins pour les dépenses les plus importantes et n'effectueront le versement que par fractions appropriées ;

b) Pour le paiement de tous impôts dus par des personnes morales ou physiques en Allemagne ;

c) Pour le paiement de travaux de réparation et de construction d'immeubles ;

d) Pour le règlement de services ayant trait à la gestion des biens du créancier suédois qui se trouvent en Allemagne (par exemple, frais de justice et honoraires d'avocats, commissions de banques, etc.) ;

e) Pour des dons (par exemple secours versés à des membres de la famille ou dons à des institutions sociales, religieuses ou autres) ou pour le versement d'aliments d'un montant approprié à des ayants droit nationaux.

3. La deuxième phrase de l'article 5 sera libellée comme suit :

Ces droits seront soumis à la réglementation générale en vigueur pour les porteurs de créances moratoriées, telle qu'elle aura été publiée par le Directoire de la Reichsbank.

Fait à Berlin, le 19 juillet 1935.

Arvid RICHERT.

Otto SARNOW.

son ; but it shall be open to the German banks concerned to pay out larger sums where the possibility of abuse appears to be excluded by the nature of the case. The banks shall take the circumstances of each particular case into account to the utmost possible extent in connection with payments out of special accounts, in such a manner as to afford account-holders who are known to them as trustworthy all reasonable facilities, provided always that in doubtful cases they shall require the submission of documentary evidence, at any rate in the case of the principal expenditures concerned, and shall pay out the money only in suitable instalments ;

(b) For payment of any taxes due from legal or physical persons in Germany ;

(c) For payment of upkeep and building work in connection with immovable property ;

(d) For payment of services in connection with the administration of property in Germany belonging to Swedish creditors (such as judicial and legal charges, banks' commissions and the like) ;

(e) For gratuitous grants (as, for example, to kinsfolk for their personal support or to social, religious or other institutions) or for payments of suitable maintenance allowances to nationals entitled to the same.

3. The second sentence of Article 5 shall read as follows :

The general regulations for creditors under the Transfer Agreements, as notified from time to time by the Reichsbank Directorate, shall apply to such claims.

Done in Berlin, this 19th day of July, 1935.

Arvid RICHERT.

Otto SARNOW.

N° 3705.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET MALAISIE**

Arrangement entre l'Office des postes des Etats-Unis d'Amérique et l'Office des postes de la Malaisie concernant l'échange des colis postaux. Signé à Kuala-Lumpur, le 21 janvier 1935, et à Washington, le 22 mars 1935.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND MALAYA**

Parcel Post Agreement between the Post Office of the United States of America and the Post Office of Malaya. Signed at Kuala Lumpur, January 21st, 1935, and at Washington, March 22nd, 1935.

No. 3705. — PARCEL POST AGREEMENT¹ BETWEEN THE POST OFFICE OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE POST OFFICE OF MALAYA. SIGNED AT KUALA LUMPUR, JANUARY 21ST, 1935, AND AT WASHINGTON, MARCH 22ND, 1935.

English official text communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne and by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place July 30th, 1935.

For the purpose of concluding arrangements for the direct exchange of parcel post packages between the UNITED STATES OF AMERICA (including Alaska, Hawaii, Puerto Rico, Guam, Samoa and the Virgin Islands of the United States) and MALAYA (which for the purposes of this Agreement means the Straits Settlements, the Federated Malay States of Perak, Selangor, Negri Sembilan and Pahang and any Malay State under British protection which may subsequently form part of the Malayan Postal Union) the undersigned, James A. FARLEY, Postmaster-General of the United States of America, and Thomas PEROWNE COE, M.C., M.C.S., Acting Director-General of Posts and Telegraphs, Malaya, by virtue of authority vested in them, have agreed upon the following Articles :

Article I.

LIMITS OF WEIGHTS AND SIZE.

1. No parcel shall exceed twenty-two pounds (ten kilograms) in weight, three feet six inches (one hundred and five centimetres) in length, or six feet (one hundred and eighty centimetres) in length and girth combined.
2. As regards the exact calculation of the weight and dimensions of parcels, the view of the despatching office shall be accepted, save in the case of obvious error.

Article II.

POSTAGE AND FEES.

1. The Post Office of the country of origin is entitled to collect from the sender of each parcel such postage and fees for requests for information as to the disposal of a parcel made after it has been posted, and also, in the case of insured parcels, such insurance fees and fees for return receipts, as may from time to time be prescribed by its regulations.
 2. Except in the case of returned or redirected parcels, the postage and such of the fees mentioned in the preceding section as are applicable must be prepaid.
-

¹ Came into force April 1st, 1935.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3705. — ARRANGEMENT ² ENTRE L'OFFICE DES POSTES DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET L'OFFICE DES POSTES DE LA MALAISIE CONCERNANT L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX. SIGNÉ A KUALA-LUMPUR, LE 21 JANVIER 1935, ET A WASHINGTON, LE 22 MARS 1935.

Texte officiel anglais communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 30 juillet 1935.

En vue de conclure des arrangements pour l'échange direct de colis postaux entre LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE (y compris l'Alaska, les îles Hawaï, Porto-Rico, Guam, Samoa et les îles Vierges des Etats-Unis) et LA MALAISIE (qui aux fins du présent arrangement comprend les Etablissements du Détroit, les Etats malais fédérés de Perak, Selangor, Negri Sembilan et Pahang et tout Etat malais sous protectorat britannique qui pourrait ultérieurement faire partie de l'Union postale de la Malaisie), les soussignés, James A. FARLEY, « Postmaster-General » des Etats-Unis d'Amérique, et Thomas PEROWNE COE, M.C., M.C.S., « Acting Director-General » des Postes et Télégraphes de la Malaisie, en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

LIMITES DE POIDS ET DE DIMENSIONS.

1. Aucun colis ne devra dépasser vingt-deux livres (dix kilos) ni mesurer plus de trois pieds six pouces (cent cinq centimètres) de longueur ou plus de six pieds (cent quatre-vingts centimètres), longueur et pourtour réunis.

2. En ce qui concerne le calcul exact du poids et des dimensions des colis, la manière de voir du bureau expéditeur sera considérée comme prévalant, sauf erreur évidente.

Article II.

AFFRANCHISSEMENT ET TAXES.

1. L'administration postale du pays d'origine a le droit de percevoir sur l'expéditeur de tout colis les droits d'affranchissement et taxes pour demandes de renseignements sur le sort d'un colis, présentées après le dépôt, ainsi que, dans le cas de colis avec valeur déclarée, les droits d'assurance et taxes pour avis de réception, tels qu'ils pourront être fixés de temps à autre par ses règlements.

2. Sauf dans le cas de colis renvoyés ou réexpédiés, les frais d'affranchissement et les droits mentionnés au paragraphe précédent doivent être acquittés à l'avance.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Entré en vigueur le 1^{er} avril 1935.

Article III.

PREPARATION OF PARCELS.

1. The name and address of the sender and of the addressee must be legibly and correctly written in every case when possible on the parcel itself, or on a label gummed thereto, and, in the case of parcels addressed by tag only because of their shape or size, must also be written on a separate slip, which slip must be enclosed in the parcel ; but such address slips should be enclosed in all parcels. Parcels will not be accepted when sent by or addressed to initials, unless the initials are the adopted trade name of the senders or addressees.

Addresses in ordinary pencil are not allowed, but copying ink or indelible pencil on a surface previously dampened may be used.

2. The sender shall prepare one Customs declaration for each parcel sent from either country, upon a special form provided for the purpose, which Customs declaration shall give a general description of the parcel, an accurate statement in detail of the contents and value, date of mailing, number of rates prepaid, the sender's name and address and the name and address of the addressee, and shall be securely attached to the parcel.

3. The contracting Post Offices accept no responsibility for the correctness of the Customs declarations.

4. Every parcel shall be packed in a manner adequate for the length of the journey and for the protection of the contents. Ordinary parcels may be closed by means of wax, lead seals, or otherwise.

Insured parcels must be closed and securely sealed with wax or otherwise, but the country of destination shall have the right to open them as well as ordinary parcels (including the right to break the seals) in order to inspect the contents. Parcels which have been so opened shall be closed again and officially sealed, except that in the case of ordinary parcels they need not be sealed if they were not sealed by the sender in the first instance. Either Post Office may require a special impress or mark of the sender in the sealing of insured parcels mailed on its service as a means of protection.

5. On the address side of each insured parcel there must be written, both in Arabic figures and in Roman letters, the amount for which the parcel is insured in the currency of the country of origin. This amount must be converted into gold francs by the sender or office of origin and the result of the conversion must be added below the original inscription.

6. Each insured parcel must be marked or labelled or stamped " Insured " in a conspicuous manner on the address side and in close proximity to such indorsement there must appear the insurance number given the parcel. The Customs declaration, if not gummed to the parcel, must also be marked or labelled or stamped " Insured ".

7. The labels or stamps on insured parcels must be so placed that they cannot serve to conceal injuries to the covers. They must not be folded over two sides of the cover so as to hide the edge.

8. Any liquid or any substance which easily liquefies must be packed in a double receptacle. Between the first receptacle (bottle, flask, pot, box, etc.) and the second (box of metal or of strong wood) shall be left a space which shall be filled with sawdust, bran or some other absorbent material, in sufficient quantity to absorb all the liquid contents in the case of breakage.

9. Powders and dyes in powder form must be packed in lead sealed metal containers which containers must be enclosed in substantial outer covers, so as to afford the utmost protection to the accompanying mail matter.

Article III.

CONDITIONNEMENT DES COLIS.

1. Le nom et l'adresse de l'expéditeur et du destinataire devront être écrits lisiblement et correctement, autant que possible sur le colis même ou sur une étiquette y adhérent ; s'il s'agit de colis de formes et de dimensions telles que l'adresse ne peut être inscrite que sur une étiquette attachée au colis, une feuille séparée portant ces nom et adresse devra être insérée dans le colis ; une feuille de ce genre devrait être insérée dans tous les colis. Les colis ne portant que les initiales du nom de l'expéditeur ou du destinataire ne seront pas acceptés, à moins que ces initiales ne représentent la raison sociale enregistrée de l'expéditeur ou du destinataire.

Les adresses écrites au crayon ordinaire ne seront pas admises, mais on pourra utiliser le crayon-encre ou le crayon indélébile sur un fond préalablement mouillé.

2. L'expéditeur établira pour chaque colis expédié de l'un des deux pays une déclaration en douane sur un formulaire spécial prévu à cet effet ; cette déclaration en douane indiquera la nature du colis, la désignation exacte et le détail de son contenu et le montant de sa valeur, la date de l'expédition, l'indication des taxes acquittées, les nom et adresse de l'expéditeur ainsi que les nom et adresse du destinataire, et elle sera solidement attachée au colis.

3. Les administrations postales intéressées n'assument aucune responsabilité pour l'exactitude des déclarations en douane.

4. Chaque colis devra être emballé d'une manière qui réponde à la durée du transport et qui assure la conservation du contenu. Les colis ordinaires pourront être scellés au moyen de cachets à la cire ou de plombs ou de toute autre manière.

Les colis avec valeur déclarée devront être fermés et soigneusement scellés à la cire ou d'autre manière, mais le pays de destination aura le droit de les ouvrir aussi bien que les colis ordinaires (y compris le droit de briser les cachets) pour en vérifier le contenu. Les colis ainsi ouverts seront refermés et scellés au moyen du cachet de l'administration, exception faite pour les colis ordinaires qui n'auront pas été scellés en premier lieu par l'expéditeur. Chaque administration postale peut exiger, à titre de mesure de sûreté, l'apposition d'une empreinte ou marque spéciale de l'expéditeur sur les cachets de cire des colis avec valeur déclarée, expédiés de ses bureaux.

5. Tout colis avec valeur déclarée devra porter, du côté de la suscription, en chiffres arabes et en caractères latins, l'indication du montant de la valeur déclarée, dans la monnaie du pays d'origine. Ce montant sera converti en francs-or par l'expéditeur ou par le bureau d'origine, et le résultat de la conversion sera ajouté au-dessous des chiffres originaux.

6. Tout colis avec valeur déclarée devra porter de manière apparente, du côté de l'adresse, une inscription, une étiquette ou un timbre avec l'indication « Insured », et tout près, figurera le numéro d'ordre du colis. La déclaration en douane, si elle n'est pas attachée au colis, devra également porter une inscription, une étiquette ou un timbre avec l'indication « Insured ».

7. Les étiquettes ou timbres apposés sur les colis avec valeur déclarée devront être placés de manière à ne pas dissimuler les détériorations de l'emballage et ne pas être repliés des deux côtés du paquet de manière à en recouvrir les bords.

8. Tout liquide ou tout corps facilement liquéfiable doit être expédié dans un double emballage. Entre le premier (bouteille, flacon, pot, boîte, etc.) et le deuxième (boîte en métal ou en bois résistant) devra être ménagé un espace rempli de sciure, de son ou de toute autre matière absorbante, en quantité suffisante pour pouvoir, en cas de bris, absorber tout le contenu liquide.

9. Les poudres ou teintures en poudre devront être emballées dans des récipients en métal plombés. Ces récipients eux-mêmes seront enfermés dans un emballage solide de manière que le reste du courrier postal soit protégé le mieux possible.

Article IV.

PROHIBITIONS.

- i. The following articles are prohibited transmission by parcel post :
 - (a) A letter or a communication having the nature of a letter. Nevertheless it is permitted to enclose in a parcel an open invoice, confined to the particulars which constitute an invoice, and also a simple copy of the address of the parcel, that of the sender being added ;
 - (b) An enclosure which bears an address different from that placed on the cover of the parcel ;
 - (c) Any live animal ;
 - (d) Any article of which the admission is not authorised by the Customs or other laws or regulations in force in either country ;
 - (e) Any explosive or inflammable article, and, in general, any article of which the conveyance is dangerous.
2. When a parcel contravening any of these prohibitions is handed over by one Post Office to another, the latter shall proceed in accordance with its laws and its inland regulations.
3. The two Post Offices shall furnish each other with a list of prohibited articles ; but they will not thereby undertake any responsibility whatever towards the police, the Customs authorities, or the senders of parcels.

Article V.

CUSTOMS DUTIES.

The parcels shall be subject in the country of destination to all Customs duties and all Customs regulations in force in that country for the protection of its Customs revenues, and the Customs duties properly chargeable thereon shall be collected on delivery in accordance with the Customs regulations of the country of destination.

Article VI.

METHOD OF EXCHANGE OF PARCELS.

- i. The parcels shall be exchanged, in sacks duly fastened and sealed by the offices appointed by agreement between the two Post Offices, and shall be despatched to the country of destination by the country of origin at its cost and by such means as it provides.
2. Insured parcels shall be enclosed in separate sacks. These sacks may be enclosed in sacks containing ordinary parcels or sent separately enclosed in outer sacks, provided that in all cases the outer sacks shall be marked with such distinctive symbols as may from time to time be agreed upon.

Article VII.

BILLING OF PARCELS.

- i. The ordinary (uninsured) parcels included in each despatch from the United States of America shall be advised on a parcel bill by the simple entry of their total number. As regards ordinary parcels from Malaya particulars sufficient to identify them shall be advised on the parcel bills.
2. Ordinary and insured parcels shall each be entered in separate parcel bills and the insured parcels shall be listed individually. The entries shall show in respect to each insured parcel the

Article IV.

INTERDICTIONS.

1. Il est interdit d'expédier par colis postaux les articles suivants :

a) Une lettre ou communication ayant le caractère d'une lettre. Néanmoins, il sera permis d'insérer dans un colis postal une facture ouverte, réduite à ses énonciations constitutives, ainsi qu'une copie de l'adresse du colis, avec mention de l'adresse de l'expéditeur ;

b) Un pli portant une adresse différente de celle qui figure sur l'emballage du colis ;

c) Des animaux vivants ;

d) Tout article dont l'admission est interdite par les règlements douaniers ou d'autres lois ou règlements en vigueur dans l'un ou l'autre des deux pays ;

e) Des explosifs ou matières inflammables et d'une manière générale tous les objets dont le transport est dangereux.

2. En cas de remise par l'une des administrations postales à l'autre d'un colis pour lequel il n'aura pas été tenu compte desdites interdictions, le service réceptionnaire prendra les mesures prévues par les lois et règlements intérieurs de son pays.

3. Les deux administrations postales se communiqueront réciproquement la liste des articles prohibés, sans assumer de ce fait aucune responsabilité vis-à-vis de la police, de l'administration des douanes ou des expéditeurs des colis.

Article V.

DROITS DE DOUANE.

Dans le pays de destination, les colis seront assujettis à tous les droits de douane et à tous les règlements douaniers qui, dans ce pays, servent à assurer les recouvrements des recettes douanières ; les droits de douane régulièrement applicables à ces colis seront perçus au moment de leur remise au destinataire, conformément aux règlements douaniers du pays de destination.

Article VI.

MODE D'ÉCHANGE DES COLIS.

1. Les colis seront échangés dans des sacs dûment fermés et scellés par les bureaux désignés par voie d'accord entre les deux administrations postales et seront expédiés au pays de destination par le pays d'origine, à ses frais et par les moyens dont il dispose.

2. Les colis avec valeur déclarée seront mis dans des sacs distincts. Ces sacs pourront être mis dans les sacs contenant les colis ordinaires ou être envoyés séparément, enveloppés dans d'autres sacs, pourvu que dans tous les cas les sacs extérieurs portent les marques distinctives dont il pourra être convenu de temps à autre.

Article VII.

FEUILLES DE ROUTE.

1. Les colis ordinaires (sans valeur déclarée) compris dans chaque courrier expédié des Etats Unis d'Amérique seront inscrits sur une feuille de route qui ne portera que l'indication de leur nombre total. En ce qui concerne les colis ordinaires expédiés de Malaisie, les feuilles de route donneront des détails suffisants pour permettre de les identifier.

2. Les colis ordinaires et les colis avec valeur déclarée figureront sur des feuilles de route distinctes, et les colis avec valeur déclarée seront inscrits individuellement. Les indications com-

insurance number, and the office (and State or country) of origin and such other particulars as may by mutual agreement from time to time be deemed necessary.

3. The entry on the bill of any returned parcel must be followed by the word "Returned".

4. Each despatching office of exchange shall number the parcel bills in the upper left-hand corner, commencing each year a fresh series for each office of exchange of destination. The last number of the year shall be shown on the parcel bill of the first despatch of the following year.

5. The exact method of advising parcels or the receptacles containing them sent by one Post Office in transit through the postal territory of the other together with any details of procedure in connection with the advice of such parcels or receptacles, for which provision is not made in this Agreement, shall be settled by mutual agreement through correspondence between the two Post Offices.

Article VIII.

CERTIFICATES OF MAILING.

A certificate of mailing for an ordinary parcel shall be issued to the sender at the time of mailing in accordance with and subject to the regulations prescribed by the country of despatch and each country may fix a reasonable fee therefor. No receipt other than the insurance receipt shall be furnished to the sender in the case of an insured parcel.

Article IX.

RESPONSIBILITY NOT ACCEPTED FOR ORDINARY PARCELS.

Neither the sender nor the addressee of an ordinary (uninsured) parcel shall be entitled to compensation for the loss of the parcel or for the abstraction of or damage to its contents.

Article X.

INSURANCE.

1. The sender of a parcel may have the same insured by paying in addition to the postage such insurance fee as is prescribed by the country of origin and in the event of complete loss or loss, abstraction or damage of any article of pecuniary value enclosed in or forming part thereof indemnity shall be paid up to a sum not exceeding \$100 gold, when mailed in the United States of America, or the equivalent thereof \$180 (Straits), when mailed in Malaya, provided that the sum paid by way of compensation for the loss, abstraction or damage shall not exceed the amount of the actual loss, abstraction or damage.

No insured parcel shall be indemnified for an amount above the real value of its contents.

Both Post Offices reserve the right to arrange by mutual agreement through correspondence for a higher or lower limit of indemnity than that mentioned in this Agreement.

2. The insurance of all parcels containing coin, bullion, valuable jewelry, or any other precious article exchanged between the two Post Offices is obligatory.

If a parcel containing coin, bullion, jewelry or any other precious article is mailed uninsured it shall be placed under insurance by the post office which first observes the fact of its having been mailed uninsured, and treated in accordance with the regulations of the country placing the matter under insurance.

3. The Post Office of the country of origin is entitled to fix its own fees for different limits of indemnity within the maximum provided.

porteront pour chaque colis avec valeur déclarée le numéro de la déclaration de valeur et le bureau d'origine (et l'Etat ou le pays d'origine) et tous autres détails qui pourront être, de temps à autre et d'un commun accord, reconnus nécessaires.

3. L'inscription sur la feuille de route d'un colis renvoyé doit être suivie du mot « Returned ».

4. Le bureau d'échange expéditeur numérottera les feuilles de route à l'angle supérieur gauche, d'après une série annuelle pour chaque bureau d'échange destinataire. Le dernier numéro de l'année sera rappelé sur la première feuille de route de l'année suivante.

5. Le mode exact de notification de l'envoi des colis ou des sacs les contenant, expédiés par une administration postale, en transit, par le territoire de l'autre, ainsi que tous détails de procédure, relatifs aux avis d'envoi desdits colis ou sacs, qui ne figureraient pas dans le présent arrangement, seront réglés d'un commun accord au moyen d'un échange de lettres entre les deux administrations.

Article VIII.

CERTIFICATS DE DÉPÔT.

Il sera délivré à l'expéditeur, au moment du dépôt d'un colis ordinaire, dans les conditions fixées par le règlement du pays d'expédition, un certificat de dépôt, et chaque pays pourra fixer un droit raisonnable pour la délivrance dudit certificat. Pour les colis avec valeur déclarée, il ne sera délivré à l'expéditeur d'autre certificat de dépôt que le récépissé de son envoi.

Article IX.

RESPONSABILITÉ DÉCLINÉE EN CE QUI CONCERNE LES COLIS POSTAUX ORDINAIRES.

Ni l'expéditeur ni le destinataire d'un colis ordinaire (sans valeur déclarée) n'auront droit à une indemnité en cas de perte du colis ou en cas de spoliation ou d'avarie de son contenu.

Article X.

DÉCLARATION DE VALEUR.

1. Les colis postaux pourront être expédiés avec valeur déclarée moyennant paiement, en sus de la taxe d'affranchissement, du droit d'assurance fixé par le pays d'origine ; en cas de perte complète, ou de perte, de spoliation ou d'avarie d'un article quelconque ayant une valeur pécuniaire, enfermé dans le colis ou en faisant partie, une indemnité sera versée jusqu'à concurrence d'une somme qui ne dépassera pas 100 dollars-or, si le colis a été expédié des Etats-Unis d'Amérique, ou l'équivalent, soit 180 dollars des Détroits, s'il a été expédié de la Malaisie, pourvu que la somme versée à titre d'indemnité pour la perte, la spoliation ou l'avarie ne dépasse pas le montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie.

Aucun colis avec valeur déclarée ne pourra donner lieu à une indemnité dépassant la valeur réelle de son contenu.

Les deux administrations postales se réservent le droit de fixer d'un commun accord, par correspondance, une limite d'indemnité supérieure ou inférieure à celle que mentionne le présent arrangement.

2. La déclaration de valeur sera obligatoire pour tous les colis contenant des pièces de monnaie, des lingots, des bijoux de valeur ou tout autre objet précieux, échangés entre les deux administrations.

Les colis contenant des pièces de monnaie, des lingots, des bijoux ou tout autre objet de valeur qui auraient été expédiés par la poste sans déclaration de valeur seront soumis au régime des colis avec déclaration de valeur par les soins du bureau de poste qui, le premier, aura constaté qu'ils ont été expédiés sans déclaration de valeur, et ils seront traités conformément au règlement du pays qui aura mis le colis en valeur déclarée.

3. L'administration du pays d'origine pourra fixer elle-même le montant des droits à percevoir pour les différents montants d'indemnité dans les limites du maximum prévu.

Article XI.

RETURN RECEIPTS AND INQUIRIES.

1. The sender of an insured parcel may obtain an advice of delivery upon payment of such additional charge, if any, as the country of origin of the parcel shall stipulate.

2. A fee may be charged, at the option of the country of origin, on a request for information as to the disposal of an ordinary parcel and also of an insured parcel made after it has been posted if the sender has not already paid the special fee to obtain an advice of delivery.

A fee may also be charged, at the option of the country of origin, in connection with any complaint of any irregularity which *prima facie* was not due to the fault of the postal service.

3. When an advice of delivery is desired, the sender or office of origin shall write or stamp on the parcel, in a conspicuous manner, the words " Return receipt requested ", " Advice of Delivery requested ", or, boldly, the letters " A.R. ".

Article XII.

INDEMNITY.

1. Except in case of loss or damage through *force majeure* (causes beyond control) as the term is defined by the legal decisions or rulings of the country in the service of which the loss or damage occurs, when an insured parcel has been lost, rifled or damaged, the sender, or other rightful claimant, is entitled to an indemnity corresponding to the actual amount of loss, rifling or damage based on the actual value at the time and place of mailing of the lost, rifled or damaged article, unless the loss rifling or damage has arisen from the fault or negligence of the sender or the addressee or of the representative of either or from the nature of the article, provided that the indemnity shall not exceed the sum for which the required insurance fee was paid in the country of origin.

In the absence of special agreement to the contrary between the countries involved (which agreement may be made through correspondence) no indemnity will be paid by either country for the loss, rifling or damage of transit insured parcels, that is, insured parcels originating in one of the two contracting countries or a third country, addressed for delivery in some other country not a party to this Agreement.

2. Neither Post Office is bound to pay indemnity in case of loss due to *force majeure* under any particular definitions of that term unless the other Post Office will assume liability reciprocally under the same definitions of the term, although either country may at its option and without recourse to the other country pay indemnity for losses occurring through *force majeure* under any definition of that term.

3. In case an insured parcel originating in one country and addressed for delivery in the other country is forwarded or returned from the country of original address to a third country, the rightful claimant shall be entitled only to such indemnity, if any, for any loss, rifling, or damage which occurs subsequent to the re-despatch of the parcel in the country of original address, as the country in which the loss, rifling, or damage occurred is willing or obligated to pay under any agreement in force between the countries directly involved in the forwarding or return. Either country adhering to this Agreement which improperly forwards an insured parcel to a third country, shall be responsible therefor to the extent of the liability of the country of origin to the sender within the limit of the liability fixed by this Agreement.

4. No application for indemnity will be entertained unless a claim or an initial inquiry, oral or written, shall be filed by claimant or his representative within a year commencing with the day following the posting of the insured parcel.

Article XI.

AVIS DE RÉCEPTION ET DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS.

1. L'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée pourra obtenir un avis de réception du colis contre paiement, le cas échéant, du droit supplémentaire fixé par le pays d'origine.

2. Le pays d'origine aura la faculté de percevoir un droit pour toute demande de renseignements relative au sort d'un colis ordinaire ou d'un colis avec valeur déclarée, adressée postérieurement au dépôt dudit colis, à moins que l'expéditeur n'ait déjà acquitté la taxe spéciale afférente à l'avis de réception.

Le pays d'origine aura également la faculté de percevoir un droit dans le cas de réclamation pour une irrégularité dont, de toute évidence, le service postal n'est pas responsable.

3. Si le colis doit faire l'objet d'un avis de réception, l'expéditeur ou le bureau d'origine devra inscrire ou apposer au moyen d'un timbre sur le colis, de façon apparente, les mots « Return receipt requested », « Advice of Delivery requested » ou bien les lettres très nettes « A. R. »

Article XII.

INDEMNITÉS.

1. Sauf dans les cas de perte ou de détérioration d'un colis due à un cas de force majeure au sens que confère à cette expression les décisions juridiques ou les règlements du pays dans le service postal duquel la perte ou le dommage est survenu, lorsqu'un colis avec valeur déclarée aura été perdu, spolié ou avarié, l'expéditeur ou la personne qualifiée a droit à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie, cette indemnité étant calculée sur la base de la valeur effective du colis à l'époque et au lieu de l'expédition, à moins que la perte, la spoliation ou l'avarie ne soit due à la faute ou à la négligence de l'expéditeur, du destinataire ou du représentant de l'un d'eux ou à la nature même de l'objet ; toutefois, le montant de cette indemnité ne pourra dépasser la valeur déclarée.

A moins qu'il n'en soit convenu autrement par voie d'arrangement spécial entre les pays intéressés (cet arrangement pouvant être conclu par correspondance), aucun des deux pays ne sera tenu au paiement d'une indemnité pour la perte, la spoliation ou l'avarie d'un colis avec valeur déclarée expédié en transit, c'est-à-dire d'un colis expédié de l'un des deux pays contractants ou d'un tiers pays à destination d'un autre pays non partie au présent arrangement.

2. Ni l'une ni l'autre des administrations postales ne sera tenue de verser une indemnité pour une perte due à un cas de force majeure (au sens de toutes les définitions particulières de ce terme), à moins que l'autre administration n'assume réciproquement la responsabilité, dans les mêmes sens du terme « force majeure » ; cependant, l'un ou l'autre des deux pays pourra, s'il le désire, et sans consulter l'autre pays, verser une indemnité pour des pertes dues à des cas de force majeure, dans tous les sens du terme.

3. Lorsqu'un colis avec valeur déclarée, adressé de l'un des deux pays à l'autre, est réexpédié ou renvoyé du pays où il était adressé dans un tiers pays, l'ayant droit ne pourra recevoir en cas de perte, de spoliation ou d'avarie survenue après la réexpédition du pays où le colis avait été adressé, que l'indemnité que le pays où s'est produite la perte, la spoliation ou l'avarie consent à payer ou est obligé de payer en vertu d'un accord conclu entre les pays directement intéressés à la réexpédition ou au renvoi. L'un ou l'autre des deux pays contractants qui aurait expédié à tort dans un troisième pays un colis avec valeur déclarée sera responsable de cette erreur pour autant que le pays d'origine est responsable vis-à-vis de l'expéditeur dans les limites fixées par le présent arrangement.

4. Aucune demande d'indemnité ne sera prise en considération lorsque l'ayant droit ou son représentant n'aura pas présenté de réclamation ou de demande de renseignements verbale ou écrite dans le délai d'une année à partir du lendemain du jour de dépôt du colis avec valeur déclarée.

5. No compensation shall be given for loss, injury or damage consequential upon, i.e., indirectly arising from, the loss, non-delivery or mis-delivery of any insured parcel transmitted under this Agreement.

6. No indemnity will be paid for insured parcels which contain matter of no intrinsic value nor for perishable matter or matter prohibited transmission in the parcel post mails exchanged between the contracting Post Offices, or which did not conform to the stipulations of this Agreement, or which were not posted in the manner prescribed, but the country responsible for the loss may pay indemnity in respect of such parcels without recourse to the other Post Office.

7. Either of the Post Offices may at its option reimburse the rightful claimant in the event of complete loss, irreparable damage of entire contents, or rifling of entire contents, for the amount of postage or special charges borne by an insured parcel, if claimed. The insurance fees are not in any case returned.

8. No responsibility will be admitted for insured parcels which cannot be accounted for in consequence of the destruction of official documents through causes beyond control.

9. In case the sender, addressee or owner of an insured parcel, or his representative, shall at any time knowingly allege the contents to be above their real value, or whenever any false, fictitious, or fraudulent evidence is knowingly and wilfully introduced, the Post Office responsible for the indemnity reserves the right without any refund of fee or postage to decline to pay indemnity or to pay such indemnity as may in its discretion be considered equitable in the light of the evidence procured. The enforcement of this rule shall not prejudice any legal proceedings to which such fraudulent evidence may have rendered the claimant liable.

10. When an insured article has been lost or its contents abstracted or damaged the Post Office of the country of origin shall pay indemnity to the rightful claimant as soon as possible and at the latest within a period of one year counting with the day following that on which the application is made, which payment shall be made on account of the Post Office of the country of destination, if that Post Office is responsible for the loss and has been duly notified.

11. However, the Post Office of the country of origin may, in the case indicated in the foregoing paragraph, exceptionally defer payment of indemnity for a longer period than that stipulated if, at the expiration of that period, it has not been able to determine the disposition made of the article in question or the responsibility incurred.

12. Except in cases where payment is exceptionally deferred as provided in the foregoing paragraph, the country of origin is authorised to pay indemnity on behalf of the country of destination if that country has, after being duly informed of the application for indemnity, let nine months pass without settling the matter.

13. The obligation of paying the indemnity shall rest with the country to which the mailing office is subordinate. That country can make a claim on the country responsible, that is to say, against the Post Office on the territory or in the service of which the loss, rifling or damage took place.

14. The country responsible for the loss, rifling or damage and on whose account payment is made is bound to repay to the country making payment on its behalf, without delay and within not more than nine months after receiving notice of payment, the amount of indemnity paid.

15. Reimbursements for indemnity from one country to the other shall be made on the gold basis.

16. Repayments are to be made free of cost to the creditor country by means of either a money order or a draft, in money valid in the creditor country, or by such other means as may be mutually agreed upon by correspondence.

5. Il ne sera pas accordé d'indemnité pour les pertes, dommages ou avaries qui seraient la conséquence, c'est-à-dire qui résulteraient indirectement de la perte, de la non-remise ou de la remise à une adresse erronée, d'un colis avec valeur déclarée transmis conformément au présent arrangement.

6. Il ne sera pas versé d'indemnité pour les colis avec valeur déclarée contenant des objets sans valeur intrinsèque, des marchandises périssables ou des objets qu'il est interdit d'envoyer par le service des colis postaux entre les administrations contractantes ni pour les colis qui ne seraient pas conformes aux dispositions du présent arrangement ou qui n'auraient pas été déposés au bureau de poste de la manière prescrite. Toutefois, le pays responsable de la perte pourra accorder une indemnité pour lesdits colis sans consulter l'autre administration.

7. Chacune des deux administrations postales aura la faculté de rembourser à l'ayant droit, si celui-ci en fait la demande, le montant de la taxe d'affranchissement ou des taxes spéciales relatives à un colis avec valeur déclarée, au cas où ce colis aurait été perdu en totalité ou son contenu entièrement avarié ou spolié. En aucun cas le droit d'assurance ne sera remboursé.

8. Toute responsabilité sera déclinée en ce qui concerne les colis avec valeur déclarée dont il ne pourra être rendu compte par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure.

9. Lorsque l'expéditeur, le destinataire ou le propriétaire d'un colis avec valeur déclarée ou son représentant aura, à un moment quelconque, indiqué sciemment que le contenu du colis a une valeur supérieure à sa valeur réelle ou bien lorsqu'un témoignage faux, fictif ou frauduleux aura été fourni sciemment ou volontairement, l'administration responsable du paiement de l'indemnité se réserve le droit, sans être tenue de rembourser le montant des taxes ou de l'affranchissement, de refuser toute indemnité ou d'accorder celle qu'elle jugera équitable selon les circonstances. Cette règle sera appliquée sans préjudice des poursuites judiciaires dont le requérant pourrait être passible pour témoignage frauduleux.

10. Lorsqu'un envoi avec valeur déclarée aura été perdu ou que son contenu aura été spolié ou avarié, l'administration du pays d'origine indemniserà l'ayant droit le plus tôt possible et au plus tard dans le délai d'une année à dater du lendemain du jour de la réclamation ; cette indemnité sera versée pour le compte de l'administration du pays de destination si celle-ci est responsable de la perte et si elle a été dûment avisée.

11. Toutefois, l'administration du pays d'origine pourra, dans le cas indiqué au paragraphe précédent, et à titre exceptionnel, différer le paiement de l'indemnité au delà du délai stipulé si, à l'expiration de cette période, elle n'a pu établir ce qu'est devenu le colis en question ni déterminer la responsabilité engagée.

12. Sauf dans les cas où le paiement aura été différé à titre exceptionnel, ainsi qu'il est prévu au paragraphe précédent, le pays d'origine sera autorisé à verser l'indemnité pour le compte du pays de destination, lorsque celui-ci, après avoir été dûment avisé, aura laissé s'écouler neuf mois sans régler l'affaire.

13. Le pays responsable du paiement de l'indemnité est celui dont dépend le bureau expéditeur. Ce pays pourra adresser une réclamation au pays responsable, c'est-à-dire à l'administration sur le territoire ou dans le service de laquelle la perte, la spoliation ou l'avarie se sera produite.

14. Le pays responsable de la perte, de la spoliation ou de l'avarie, pour le compte duquel l'indemnité aura été payée, est tenu d'en rembourser le montant au pays qui aura effectué le paiement en son nom, sans retard et dans un délai de neuf mois au maximum après notification du paiement.

15. Les remboursements d'indemnité d'un pays à l'autre sont effectués sur la base de l'or.

16. Les remboursements sont effectués sans frais pour le pays créditeur, soit par mandat postal, soit par traite, dans une monnaie ayant cours légal dans le pays créditeur ou par tout autre moyen dont il pourra être convenu par échange de correspondance.

17. Until the contrary is proved, responsibility for an insured parcel rests with the country which having received the parcel without making any observations and being furnished all necessary particulars for inquiry is unable to show its proper disposition.

18. Responsibility for loss, rifling or damage of an insured parcel discovered to be missing by the receiving office of exchange at the time of opening the receptacles and duly notified to the despatching office of exchange by bulletin of verification, shall fall upon the Post Office to which the despatching office of exchange is subordinate, unless it be proved that the loss, rifling or damage occurred in the service of the receiving Post Office.

If the loss, rifling or damage occurred in the course of conveyance and it should not be possible to ascertain on the territory or in the service of which country the loss, rifling or damage took place the indemnity shall be shared equally.

19. The responsibility of properly enclosing, packing, and sealing insured parcels rests upon the sender, and the postal service of neither country will assume liability for loss, rifling or damage arising from defects which may not be observed at the time of posting.

Article XIII.

TRANSIT PARCELS.

1. Each Post Office guarantees the right of transit over its territory, to or from any country with which it has parcel post communication, of parcels originating in or addressed for delivery in the territory of the other contracting Post Office.

2. Each Post Office shall inform the other to which countries parcels may be sent through it as intermediary.

3. To be accepted for onward transmission, parcels sent by one of the contracting Post Offices through the service of the other Post Office must comply with the conditions prescribed from time to time by the intermediary Post Office.

Article XIV.

CHECK BY OFFICE OF EXCHANGE.

1. On the receipt of a parcel mail, the receiving office of exchange shall check it. Insured and ordinary parcels (when particulars of the latter are advised) must be carefully compared with the accompanying bills. Any discrepancies or irregularities noted shall be immediately reported to the despatching office of exchange by means of a bulletin of verification. If report is not made promptly it will be assumed that the mail and the accompanying bills were in every respect in proper order.

2. In the case of any discrepancies or irregularities in a mail, such record shall be kept as will permit of the furnishing of information regarding the matter in connection with any subsequent investigation or claim for indemnity which may be made.

3. If a parcel bill is missing a duplicate shall be made out and a copy sent to the despatching office of exchange from which the despatch was received.

4. Insured parcels bearing evidence of violation or damage must have the facts noted on them and be marked with the stamp of the office making the note or document drawing attention to the violation or damage must be forwarded with the parcels.

17. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité d'un colis postal avec valeur déclarée incombera au pays qui, ayant pris livraison du colis sans formuler d'observation et étant mis en possession de tous les renseignements nécessaires à une enquête, ne pourra établir qu'il a disposé de ce colis comme il convenait.

18. En cas de perte, de spoliation ou d'avarie d'un colis avec valeur déclarée, constatée par le bureau d'échange destinataire au moment de l'ouverture des sacs postaux et dûment notifiée au bureau d'échange expéditeur par un bulletin de vérification, la responsabilité incombera à l'administration dont relève le bureau d'échange expéditeur, à moins qu'il ne soit prouvé que la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite dans le service de l'administration qui a reçu ce colis.

Si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite en cours de transport et qu'il ne soit pas possible d'établir sur quel territoire ou dans quel service le fait a eu lieu, les deux administrations intéressées supporteront la perte par parts égales.

19. La responsabilité de fermer, d'emballer et de sceller convenablement les colis avec valeur déclarée incombe à l'expéditeur, et les services postaux des deux pays n'assument aucune responsabilité en cas de perte, de spoliation ou d'avarie résultant de défauts qui auraient pu échapper à l'attention lors du dépôt du colis.

Article XIII.

COLIS EN TRANSIT.

1. Chaque administration postale garantit le droit de transit, à travers son territoire, des colis à destination ou en provenance de tous pays avec lesquels elle échange des colis postaux, lorsque ces colis, selon le cas, ont été expédiés du territoire de l'autre administration postale ou bien doivent y être délivrés.

2. Chaque administration notifiera à l'autre les pays à destination desquels les colis postaux peuvent être envoyés par son intermédiaire.

3. Les colis postaux que l'une des administrations expédiera par les services de l'autre, devront, pour pouvoir être acheminés en transit, remplir les conditions qui pourront être prescrites de temps à autre par l'administration intermédiaire.

Article XIV.

VÉRIFICATION PAR LE BUREAU D'ÉCHANGE.

1. A la réception d'un courrier de colis postaux, le bureau d'échange récepteur procédera à sa vérification. Les colis avec valeur déclarée et les colis ordinaires (lorsque la feuille de route contient le détail de ces derniers) seront soigneusement comparés aux indications des feuilles de route accompagnant l'envoi. Toute divergence ou irrégularité constatée sera immédiatement notifiée au bureau d'échange expéditeur, au moyen d'un bulletin de vérification. Si la notification n'est pas effectuée immédiatement, on considérera que le courrier ainsi que les feuilles de route qui l'accompagnaient étaient en règle à tous égards.

2. Les divergences ou irrégularités relevées dans un courrier seront enregistrées de manière qu'il soit possible de fournir des renseignements en cas d'enquête ultérieure ou de demande d'indemnité.

3. En cas d'absence d'une feuille de route, il sera établi un duplicata dont copie sera adressée au bureau d'échange dont provenait le courrier.

4. Si un colis avec valeur déclarée porte des traces évidentes de violation ou d'avarie, l'indication doit en être portée sur le colis avec le timbre du bureau qui l'aura inscrite, ou une pièce signalant la violation ou l'avarie sera transmise avec le colis.

Article XV.

FEES FOR DELIVERY AND FOR CUSTOMS FORMALITIES. DEMURRAGE CHARGES.

1. The Post Office of the country of destination may collect from the addressee for delivery and for the fulfillment of Customs formalities a charge not exceeding fifteen cents gold for each parcel, and an additional delivery charge of like amount for each time a parcel is presented at the residence of the addressee after one unsuccessful presentation.

2. Each Post Office may impose reasonable storage or demurrage charges in the case of the addressee failing to accept delivery of any parcel within such reasonable time as is prescribed by the Post Office of the country of destination. Any such charges as may be prescribed shall be cancelled in the event of the return of the parcel to the country of origin.

Article XVI.

REDIRECTION.

1. Any parcel redirected within the country of destination or delivered to an alternate addressee at the original office of address shall be liable to such additional charges as may be prescribed by the Post Office of that country.

2. When a parcel is redirected to either country, new postage as well as new insurance fees, in the case of insured parcels (which, when redirected, must be despatched in the same kind of mails as received, that is, insured mails), may, if not prepaid, be collected upon delivery and retained by the Post Office making the collection. The Post Office making delivery shall fix the amount of such fees and postage when not prepaid.

3. Insured parcels shall not be forwarded or returned to another country unless they may be forwarded or returned as insured mail. Senders may indorse insured parcels "Do not forward to a third country", in which event the parcels shall not be forwarded to any other country. Unless such parcels are indorsed to indicate that the senders do not wish them forwarded to any other country other than that of mailing or within the country of original address, they may be forwarded to a third country if they can be forwarded as insured mail. Insured parcels may be returned to the sender in a third country in accordance with a return address on the parcels if they can be returned as insured mail. In case of the loss, rifling or damage of an insured parcel forwarded or returned to a third country, indemnity will be paid only in accordance with the stipulations of Article XII, paragraph 3, of this Agreement.

Article XVII.

POSTAL CHARGES OTHER THAN THOSE PRESCRIBED NOT TO BE COLLECTED.

1. The parcels to which this Agreement applies shall not be subjected to any postal charges other than those contemplated by the different Articles hereof.

Article XVIII.

RECALL AND CHANGE OF ADDRESS.

An incoming parcel cannot be recalled nor can it be delivered at an address other than that written on the parcel. Exceptionally, this rule shall not apply to a parcel which is undeliverable at the original address (or at an alternative address if one is furnished) owing to the absence of the

Article XV.

TAXE DE LIVRAISON ET DROITS DE DÉDOUANEMENT. SURESTARIES.

1. L'administration postale du pays de destination pourra percevoir du destinataire, pour la livraison du colis et le dédouanement, un droit ne dépassant pas 15 cents-or par colis et une taxe supplémentaire de remise d'un montant égal pour chaque nouvelle présentation du colis au domicile du destinataire, après une première présentation sans résultat.

2. Chaque administration aura la faculté de percevoir une taxe de magasinage ou des surestaries d'un montant raisonnable au cas où le destinataire ne prendrait pas livraison d'un colis dans les délais prescrits par l'administration du pays de destination. Les droits et taxes susmentionnés seront annulés en cas de renvoi du colis au pays d'origine.

Article XVI.

RÉEXPÉDITION DES COLIS.

1. La réexpédition d'un colis à l'intérieur du pays de destination, ou la livraison d'un colis à un autre destinataire au lieu de destination primitif, donnera lieu à la perception des taxes supplémentaires que pourra fixer l'administration postale de ce pays.

2. Lorsqu'un colis est réexpédié à destination de l'un des deux pays, une nouvelle taxe d'affranchissement ainsi qu'un nouveau droit d'assurance, s'il s'agit d'un colis avec valeur déclarée (en ce cas le colis devra être réexpédié par un courrier du même genre que celui par lequel il aura été reçu, c'est-à-dire comme valeur déclarée), pourront, s'ils n'ont pas été acquittés à l'avance, être perçus au moment de la livraison du colis, et le montant en sera acquis à l'administration qui l'aura encaissé. L'administration qui procédera à la livraison du colis fixera le montant de ces droits et taxes d'affranchissement, lorsqu'ils n'auront pas été acquittés à l'avance.

3. Les colis avec valeur déclarée ne pourront être réexpédiés ou renvoyés à destination d'un autre pays que sous forme de colis avec valeur déclarée. Les expéditeurs pourront inscrire sur les colis avec valeur déclarée la mention : « Ne pas réexpédier à destination d'un tiers pays » ; en ce cas, les colis ne seront réexpédiés à destination d'aucun autre pays. A moins que ces colis ne portent une mention indiquant que les expéditeurs ne désirent pas qu'ils soient réexpédiés à destination d'un pays autre que le pays d'envoi ou à l'intérieur du pays de destination primitif, ils pourront être réexpédiés à destination d'un tiers pays, à condition que ce soit sous forme de colis avec valeur déclarée. Les colis avec valeur déclarée pourront être renvoyés à l'expéditeur dans un tiers pays, d'après l'adresse de renvoi figurant sur les colis, à condition qu'ils puissent l'être comme colis avec valeur déclarée. En cas de perte, de spoliation ou d'avarie d'un colis avec valeur déclarée, qui aura été réexpédié ou renvoyé à destination d'un tiers pays, il ne sera versé d'indemnité que dans les conditions stipulées au paragraphe 3 de l'article XII du présent arrangement.

*Article XVII.*INTERDICTION DE PERCEVOIR DES TAXES POSTALES AUTRES QUE CELLES QUI SONT PRÉVUES
PAR LE PRÉSENT ARRANGEMENT.

1. Les colis qui font l'objet du présent arrangement ne pourront être soumis à d'autres frais postaux que ceux qui sont prévus par les différents articles.

Article XVIII.

RETRAIT ET MODIFICATION D'ADRESSE.

Un colis arrivé à destination ne pourra pas être retiré par l'expéditeur ; il ne pourra pas non plus être remis à une autre adresse que celle qui est indiquée. A titre exceptionnel, la présente stipulation ne s'appliquera pas à un colis qui n'aura pu être remis à l'adresse primitive (ou à toute

addressee or any other cause ; such parcels may, subject to the provision of this Agreement, at the request of the sender or the addressee be delivered at another address.

Article XIX.

NON-DELIVERY.

1. In the absence of a request by the sender to the contrary a parcel which cannot be delivered shall be returned to the sender, without previous notification. New postage, as well as new insurance, fees in the case of insured parcels (which must be returned in the same kind of mail as received), may be collected from the sender and retained by the Post Office making the collection.

2. The sender of a parcel may request, at the time of mailing, that if a parcel cannot be delivered as addressed, it shall be either (a) treated as abandoned, or (b) tendered for delivery at a second address in the country of destination. No other alternative is admissible. If the sender avails himself of this facility, his request must appear on the parcel or on a despatch note or Customs declaration attached to or stuck to the parcel and must be in conformity with or analogous to one of the following forms :

“ If not deliverable as addressed ‘ abandon ’.”

“ If not deliverable as addressed ‘ deliver to ’.”

3. Except as otherwise provided, undeliverable parcels will be returned to the senders at the expiration of thirty days from the date of receipt at the post office of destination, while refused parcels shall be returned at once, the parcels in each case to be marked to show the reason for non-delivery.

4. Articles liable to deterioration or corruption, and these only, may, however, be sold immediately even on the outward or return journey, without previous notice or judicial formality for the benefit of the right party.

If for any reason a sale is impossible the spoilt or worthless articles shall be destroyed. The sale or destruction shall be recorded and report made to the Post Office of origin.

5. Undeliverable parcels which the sender has marked “ Abandon ” may be sold at auction at the expiration of thirty days, but in case such disposition is made of insured parcels proper record will be made and the Post Office of the country of origin notified as to the disposition made of the parcels. The Post Office of the country of origin shall also be notified when for any reason an insured parcel which is not delivered is not returned to the country of origin.

Article XX.

CUSTOMS CHARGES TO BE CANCELLED.

Provided the formalities prescribed by the Customs authorities concerned are fulfilled, the Customs charges, properly so called, on parcels destroyed, abandoned by the sender, sent back to the country of origin, or redirected to another country shall be cancelled both in Malaya and in the United States of America.

Article XXI.

RETRANSMISSION.

Missent ordinary parcels shall be forwarded to their destination by the most direct route at the disposal of the reforwarding Post Office, but must not be marked with Customs or other charges

autre adresse qui pourrait être indiquée), en raison de l'absence du destinataire ou de toute autre cause ; ces colis pourront, sous réserve de stipulation du présent arrangement, être délivrés, sur la demande de l'expéditeur ou du destinataire, à une autre adresse.

Article XIX.

NON-REMISE.

1. Sauf demande contraire de la part de l'expéditeur, tout colis qui n'aura pu être remis à l'adresse indiquée sera renvoyé à l'expéditeur sans préavis. Une nouvelle taxe d'affranchissement et un nouveau droit d'assurance, s'il s'agit d'un colis avec valeur déclarée (en ce cas le colis devra être réexpédié par un courrier de même genre que celui par lequel il aura été reçu), pourront être perçus auprès de l'expéditeur, et le montant en sera acquis à l'administration postale qui les aura perçus.

2. L'expéditeur aura la faculté de demander, au moment du dépôt, que, si le colis ne peut être remis à l'adresse indiquée, il soit ou bien *a)* traité comme colis tombé en rebut, ou bien *b)* présenté à une seconde adresse dans le pays de destination. Aucune autre possibilité ne sera admise. Si l'expéditeur fait usage de cette faculté, sa demande devra figurer sur le colis, ou sur la feuille d'expédition ou sur la déclaration en douane attachées au colis, la formule utilisée devant être la suivante (ou une formule analogue) :

« En cas de non-livraison à l'adresse indiquée à mettre au rebut » ;

« En cas de non-livraison à l'adresse indiquée à remettre à l'adresse ci-dessous »

3. Sauf dispositions contraires, les colis qui ne pourront être délivrés seront renvoyés à l'expéditeur à l'expiration d'un délai de trente jours à partir de la date de réception au bureau de destination ; les colis refusés seront renvoyés immédiatement et porteront, dans chaque cas, l'indication du motif pour lequel ils n'auront pas été délivrés.

4. Les articles sujets à détérioration ou à corruption, à l'exclusion de tous autres articles, pourront toutefois être vendus immédiatement, même en cours de route, à l'aller ou au retour, sans avis préalable ni formalités judiciaires, au profit de qui de droit.

Si, pour une raison quelconque, il est impossible de procéder à la vente, les objets détériorés ou sans valeur seront détruits. Il sera dressé procès-verbal de la vente ou de la destruction, qui sera notifiée à l'administration du pays d'origine.

5. A l'expiration d'un délai de trente jours, les colis qui n'auront pu être délivrés et sur lesquels l'expéditeur aura indiqué « mettre au rebut », pourront être vendus aux enchères, mais, lorsque cette mesure sera appliquée à un colis avec valeur déclarée, il devra en être dressé procès-verbal et l'administration du pays d'origine en sera avisée. L'administration du pays d'origine sera également avisée lorsque, pour une raison quelconque, un colis avec valeur déclarée non délivré au destinataire n'aura pas été renvoyé au pays d'origine.

Article XX.

ANNULATION DES DROITS DE DOUANE.

A la condition que les formalités prescrites par les services douaniers compétents soient remplies, les droits de douane proprement dits sur les colis détruits, abandonnés par l'expéditeur, renvoyés au pays d'origine ou réexpédiés à destination d'un autre pays, seront annulés, aussi bien en Malaisie qu'aux Etats-Unis d'Amérique.

Article XXI.

RÉACHEMINEMENT.

Les colis ordinaires qui auront été acheminés dans une fausse direction seront réexpédiés à leur destination par la voie la plus directe que puisse utiliser l'administration postale réexpéditrice, mais

by the reforwarding Post Office. Missent insured parcels shall not be forwarded to their destination unless they can be forwarded as insured mails. If they cannot be forwarded as insured mails, they shall be returned to the country of origin.

Article XXII.

RECEPTACLES.

Each Post Office shall provide the bags necessary for the despatch of its parcels. The bags shall be returned empty to the country of origin by the next mail. Empty bags shall be made up in bundles of ten (nine bags enclosed in one) and the total number of such bags shall be advised on the parcel bill.

Article XXIII.

CHARGES.

1. For every parcel addressed for delivery in Malaya, whether ordinary or insured, a payment of 80 centimes (gold) for each parcel not exceeding 3 pounds in weight, 1 franc 40 centimes (gold) for each parcel over 3 pounds and not exceeding 7 pounds in weight, 2 francs (gold) for each parcel over 7 pounds and not exceeding 11 pounds in weight, and 3 francs (gold) for each parcel over 11 pounds and up to the weight limit of 22 pounds, shall be made by the United States of America. Malaya shall pay the United States of America 32 centimes (gold) per pound on the bulk net weight of each despatch from Malaya to the United States of America.

2. The amount to be allowed in respect to parcels sent from one Post Office to the other for onward transmission to a possession of either country or to a third country shall be fixed by the intermediate Post Office.

3. On every parcel returned, or redirected unpaid, by one of the two Post Offices to the other, the returning or retransmitting Post Office shall be entitled to claim a payment for its territorial service as set forth in above paragraph 1 of this Article, together with any sum due in respect of the sea service which it provides. In the case of a parcel returned or redirected unpaid, in transit through one of the two Post Offices to the other, the intermediary office may claim also the amounts due to any other Post Office or Post Offices concerned.

4. Except as provided in this Article, each Post Office shall keep the whole of the sums which it collects by virtue of the various Articles of this Agreement.

Article XXIV.

ACCOUNTING.

1. *Terminal parcels* : At the end of each quarter the creditor country shall prepare an account of the amount due to it in respect of the parcels received in excess of those despatched.

2. *Transit parcels* : Each Post Office shall also prepare quarterly an account showing the sums due for parcels sent by the other Post Office for onward transmission.

3. These accounts shall be submitted to the examination of the corresponding Post Office in the course of the month which follows the quarter to which they relate.

4. The compilation, transmission, verification and acceptance of the accounts must be effected as early as possible and the payment resulting from the balance must be made at the latest before the end of the following quarter.

5. Payment of the balance due on these accounts between the two Post Offices shall be effected by means of drafts on New York or in any other manner which may be agreed upon mutually by correspondence between the two Post Offices, the expense attendant on the payment being at the charge of the indebted Post Office.

ils ne seront grevés d'aucun droit de douane ou autre par cette administration. Les colis avec valeur déclarée qui auront été acheminés dans une fausse direction ne seront réexpédiés sur leur destination que s'ils peuvent l'être comme colis avec valeur déclarée, sinon, ils seront renvoyés au pays d'origine.

Article XXII.

SACS POSTAUX.

Chacune des administrations postales fournira les sacs nécessaires au transport de ses colis. Les sacs seront retournés vides au pays d'origine par le courrier suivant. Les sacs vides seront expédiés par paquets de dix (neuf sacs renfermés dans le dixième), et le nombre total des sacs renvoyés sera signalé sur la feuille de route.

Article XXIII.

TAXES.

1. Pour chaque colis à destination de la Malaisie, qu'il s'agisse d'un colis ordinaire ou d'un colis avec valeur déclarée, les Etats-Unis d'Amérique verseront les taxes suivantes : pour chaque colis jusqu'à 3 livres : 80 centimes (or) ; pour chaque colis de 3 livres jusqu'à 7 livres : 1 fr. 40 (or) ; pour chaque colis de 7 livres jusqu'à 11 livres : 2 francs (or) ; pour chaque colis de 11 livres jusqu'à la limite de 22 livres : 3 francs (or). La Malaisie versera aux Etats-Unis d'Amérique 32 centimes-or par livre sur le poids net global de chaque courrier expédié de Malaisie à destination des Etats-Unis d'Amérique.

2. Les sommes à bonifier pour les colis expédiés par une administration postale à l'autre en vue de leur transmission vers une possession de l'un des deux pays ou vers un troisième pays, seront fixées par l'administration intermédiaire.

3. Pour chaque colis renvoyé ou réexpédié sans paiement des taxes par l'une des deux administrations à l'autre, l'administration qui aura effectué le renvoi ou la réexpédition pourra réclamer à l'autre un droit pour le transport sur son territoire, dans les conditions fixées au paragraphe 1 du présent article, ainsi que toutes sommes dues pour le transport par mer, le cas échéant. Dans le cas d'un colis renvoyé ou réexpédié sans paiement de taxes, en transit par l'intermédiaire de l'une des deux administrations postales, à l'autre administration, le bureau intermédiaire pourra également réclamer les droits dus à toute autre ou toutes autres administrations intéressées.

4. Sauf les dispositions du présent article, les sommes que chaque administration percevra en vertu des divers articles du présent accord, lui resteront acquises en totalité.

Article XXIV.

COMPTABILITÉ.

1. *Colis dits « terminaux »* : A la fin de chaque trimestre, le pays créancier établira le décompte des sommes qui lui sont dues pour les colis reçus en excédent de ceux qu'il aura expédiés.

2. *Colis en transit* : Chaque administration postale établira également chaque trimestre le décompte des sommes qui lui sont dues pour les colis envoyés par l'autre administration pour être acheminés en transit.

3. Ces décomptes seront soumis à l'examen de l'autre administration dans le courant du mois qui suivra le trimestre auquel ils se rapportent.

4. L'établissement, l'envoi, la vérification et l'acceptation des comptes devront s'effectuer dans le plus bref délai possible, et le versement du solde devra avoir lieu au plus tard avant l'expiration du trimestre suivant.

5. Le règlement des soldes de ces comptes entre les deux administrations s'effectuera au moyen de traites sur New-York ou de toute autre manière dont il pourra être convenu par correspondance entre les deux administrations, les frais afférents au paiement étant à la charge de l'administration débitrice.

Article XXV.

MATTERS NOT PROVIDED FOR IN THE AGREEMENT.

1. All matters concerning the exchange of parcels, the obtaining and disposition of return receipts for insured parcels and the adjustment of indemnity claims in connection therewith not covered by this Agreement shall be governed by the provisions of the Universal Postal Union Convention and the Detailed Regulations for its Execution, in so far as they are applicable and not inconsistent with the provisions of this Agreement, and then if no other arrangement has been made, the internal legislation, regulations and rulings of the United States of America and Malaya, according to the country involved, shall govern.

2. The Postmaster-General of the United States of America and the Director-General of Posts and Telegraphs, Malaya, shall have authority jointly to make from time to time by correspondence such changes and modifications and further regulations of order and detail as may become necessary to facilitate the operation of the service contemplated by this Agreement, as well as to provide arrangements for the registration of parcel post packages and for the exchange of parcels subject to collect on delivery charges, should both countries at any time desire either or both of these services.

3. The Post Offices shall communicate to each other from time to time the provisions of their laws or regulations applicable to the conveyance of parcels by parcel post.

Article XXVI.

DURATION OF AGREEMENT.

1. This Agreement substitutes and abrogates that signed at Washington on the tenth day of January, one thousand nine hundred and twenty-nine, and at Kuala Lumpur on the twentieth day of October, one thousand nine hundred and twenty-eight, and shall take effect and operations thereunder shall begin on a date to be mutually settled between the Post Offices of the two countries.

2. It shall remain in force until one of the two contracting Post Offices has given notice to the other, six months in advance, of its intention to terminate it.

Either Post Office may temporarily suspend the insurance service in whole or in part, when there are special reasons for doing so, or restrict it to certain offices; but on the condition that previous and opportune notice of such measure is given to the other Post Office, such notice to be given by the most rapid means if necessary.

3. Done in duplicate and signed at Kuala Lumpur the 21st day of January, 1935, and at Washington the 22nd day of March, 1935.

(Seal) James A. FARLEY,
*Postmaster-General
of the United States of America.*

T. P. COE,
*Acting Director-General
of Posts and Telegraphs, Malaya.*

I hereby certify that this is a true and complete textual copy of the original Parcel Post Agreement between Malaya and the United States of America in all the languages in which the original was signed.

James A. FARLEY,
Postmaster General.

Article XXV.

QUESTIONS NON VISÉES PAR LE PRÉSENT ARRANGEMENT.

1. Toutes les questions non réglées par le présent arrangement en ce qui concerne l'échange des colis, la délivrance et l'expédition des avis de réception pour les colis avec valeur déclarée ainsi que la liquidation des demandes d'indemnités relatives à ces colis, seront régies par les dispositions de la Convention de l'Union postale universelle et de son règlement d'exécution dans la mesure où lesdites dispositions peuvent s'appliquer et ne sont pas contraires aux stipulations du présent arrangement ; si le cas n'est prévu par aucun autre arrangement, les lois, règlements et prescriptions des Etats-Unis d'Amérique et de la Malaisie, selon le cas, seront appliqués.

2. Le « Postmaster-General » des Etats-Unis d'Amérique et le « Director-General » des Postes et Télégraphes de la Malaisie sont autorisés à procéder de concert, de temps à autre, par voie de correspondance, aux changements et modifications, ainsi qu'à adopter les règles complémentaires d'ordre et de détail qui pourraient être nécessaires en vue de faciliter le fonctionnement du service qui fait l'objet du présent arrangement ; ils pourront également, dans les mêmes conditions, prendre des arrangements pour l'enregistrement des envois de colis postaux et l'échange des colis en port dû, dans le cas où les deux pays le désireraient.

3. Les administrations postales se communiqueront de temps à autre les dispositions de leurs lois et règlements applicables à l'échange des colis postaux.

Article XXVI.

DURÉE DE L'ARRANGEMENT.

1. Le présent arrangement remplace et abroge la Convention signée à Washington, le 10 janvier 1929, et à Kuala-Lumpur, le 20 octobre 1928 ; il prendra effet et les opérations qu'il prévoit commenceront à une date à convenir entre les administrations postales des deux pays.

2. Il restera en vigueur jusqu'à ce que l'une des deux administrations contractantes ait fait connaître à l'autre, six mois à l'avance, son intention d'y mettre fin.

Chaque administration pourra suspendre temporairement en totalité ou en partie, pour des raisons spéciales, le service des colis avec valeur déclarée ou le restreindre à certains bureaux, pourvu toutefois qu'elle en ait donné avis au préalable et en temps opportun à l'autre administration, en cas de besoin, par les moyens les plus rapides.

3. Fait en double exemplaire et signé à Kuala-Lumpur, le 21 janvier 1935, et à Washington, le 22 mars 1935.

(Sceau) James A. FARLEY,
« Postmaster-General »
des Etats-Unis d'Amérique.

T. P. COE,
« Acting Director-General »
des Postes et Télégraphes de la Malaisie.

N° 3706.

UNION SUD-AFRICAINE,
ALLEMAGNE,
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
AUSTRALIE, AUTRICHE, etc.

Convention sanitaire internationale
pour la navigation aérienne. Signée
à La Haye, le 12 avril 1933.

UNION OF SOUTH AFRICA,
GERMANY,
UNITED STATES OF AMERICA,
AUSTRALIA, AUSTRIA, etc.

International Sanitary Convention for
Aerial Navigation. Signed at The
Hague, April 12th, 1933.

N° 3706. — CONVENTION ¹ SANITAIRE INTERNATIONALE POUR LA NAVIGATION AÉRIENNE. SIGNÉE A LA HAYE, LE 12 AVRIL 1933.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 1^{er} août 1935.

En vue de régler le contrôle sanitaire de la navigation aérienne,
Les soussignés, plénipotentiaires des Hautes Parties contractantes, munis de pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme,
Sont convenus des dispositions suivantes :

PREMIÈRE PARTIE
DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article premier.

Aux effets de la présente convention, les Hautes Parties contractantes adoptent les définitions suivantes :

I. Le mot *aéronef* désigne tout appareil pouvant se soutenir dans l'atmosphère grâce aux réactions de l'air et destiné à la navigation aérienne.

¹ *Dépôt des ratifications à La Haye :*

MONACO	11 juin 1934.
EGYPTE	8 août 1934.
PAYS-BAS	13 septembre 1934.
GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD	15 septembre 1934.
SYRIE	} 28 novembre 1934.
LIBAN	
AUSTRALIE	18 février 1935.
MAROC	13 mars 1935.
TUNISIE	13 mars 1935.
ROUMANIE	25 mars 1935.

Un procès-verbal a été dressé le 3 avril 1935, en exécution de l'article 63 de la convention, pour constater le dépôt des dix ratifications ci-dessus.

Conformément aux dispositions du même article, la convention est entrée en vigueur le 1^{er} août 1935.

ALLEMAGNE	17 avril 1935.
AUTRICHE	29 mai 1935.
POLOGNE	22 juin 1935.
ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE	25 juillet 1935.
(Avec les réserves faites au moment de la signature).	
ITALIE	15 août 1935.
BELGIQUE	28 octobre 1935.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 3706. — INTERNATIONAL SANITARY CONVENTION ² FOR AERIAL NAVIGATION. SIGNED AT THE HAGUE, APRIL 12TH, 1933.

French official text communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place August 1st, 1935.

With a view to the regulation of the sanitary control of aerial navigation,
The undersigned, Plenipotentiaries of the High Contracting Parties, furnished with full powers,
found in good and due form,
Have agreed on the following Articles :

PART I.

GENERAL PROVISIONS.

Article I.

For the purposes of this Convention the High Contracting Parties adopt the following definitions :

I. The word *aircraft* includes any machine which can derive support in the atmosphere from the reactions of the air, and is intended for aerial navigation.

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

² *Deposit of ratifications at The Hague :*

MONACO	June 11th, 1934.
EGYPT	August 8th, 1934.
THE NETHERLANDS	September 13th, 1934.
GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND	September 15th, 1934.
SYRIA	} November 28th, 1934.
LEBANON	
AUSTRALIA	February 18th, 1935.
MOROCCO	March 13th, 1935.
TUNIS	March 13th, 1935.
ROUMANIA	March 25th, 1935.

A Procès-verbal was drawn up on April 3rd, 1935, in execution of Article 63 of the Convention, recording the deposit of the ten above-mentioned ratifications.

In accordance with the provisions of the said Article, the Convention came into force on August 1st, 1935.

GERMANY	April 17th, 1935.
AUSTRIA	May 29th, 1935.
POLAND	June 22nd, 1935.
UNITED STATES OF AMERICA	July 25th, 1935.
(With the reservations made at the time of signature.)	
ITALY	August 15th, 1935.
BELGIUM	October 28th, 1935.

La présente convention n'est applicable qu'aux aéronefs :

1^o Dont le lieu de départ et le lieu d'atterrissage final sont situés sur des territoires différents ;

2^o Qui, leur lieu de départ et leur lieu d'atterrissage final étant situés sur le même territoire, font une escale intermédiaire sur un territoire différent ;

3^o Qui survolent sans escale plus d'un territoire, que ces territoires soient placés sous la souveraineté, la suzeraineté, le mandat ou l'autorité de la même Puissance ou de Puissances différentes.

II. On entend par *aérodrome autorisé* un aérodrome, douanier ou autre, spécialement désigné par l'autorité compétente de l'Etat où il se trouve et sur lequel les aéronefs peuvent

Suite de la note de la page 66.

Adhésions :

BOLIVIE 3 avril 1935.

BRÉSIL 3 avril 1935.

Le Brésil a fait accompagner son adhésion des réserves suivantes, qui ont été approuvées préalablement par tous les pays participant à la convention :

a) Pour ce qui concerne l'article 61, des amendements à la convention tendant à lier le Gouvernement des Etats-Unis du Brésil doivent être d'abord acceptés par le Gouvernement brésilien ;

b) Le Gouvernement brésilien se réserve le droit de décider si, sous le point de vue des mesures à appliquer, une circonscription étrangère doit être considérée infectée et de déterminer les mesures qui doivent être adoptées, dans les circonstances spéciales, aux aéronefs et aux personnes arrivées à un aérodrome brésilien.

IRAK 3 avril 1935.

L'Irak a fait accompagner son adhésion des réserves suivantes, qui ont été approuvées préalablement par tous les pays participant à la convention :

* TRADUCTION. — TRANSLATION.

Le Gouvernement de l'Irak se réserve le droit de n'accepter que les certificats qui sont signés par un fonctionnaire compétent des Services d'hygiène publique du pays intéressé et dans le texte desquels figure l'indication des fonctions occupées par le signataire dudit certificat, si les circonstances semblent telles que les certificats délivrés dans les conditions prévues à l'article 32 de la convention ne donnent pas toutes les garanties nécessaires.

SOUDAN

Colonies, protectorats et territoires sous mandat britannique suivants :

RHODÉSIE DU SUD

BAHAMAS

BARBADE

BERMUDES

GUYANE BRITANNIQUE

HONDURAS BRITANNIQUE

CHYPRE

ILES FALKLAND ET DÉPENDANCES

CÔTE DE L'OR :

a) COLONIE

b) ACHANTI

c) TERRITOIRES SEPTENTRIONAUX

d) TOGO SOUS MANDAT BRITANNIQUE

3 avril 1935.

* Traduction du Secrétariat de la Société des Nations.

* Translation of the Secretariat of the League of Nations.

The present Convention applies only to aircraft :

- (1) Of which the place of departure and place of final landing are situated in different territories ;
- (2) Which, although the place of departure and place of final landing are situated on the same territory, make an intermediate landing on a different territory ;
- (3) Which fly without landing over more than one territory ;

whether these territories are placed under the sovereignty, suzerainty, mandate or authority of the same Power or of different Powers.

II. The words *authorised aerodrome* denote a Customs or other aerodrome, specially designated as such by the competent authority of the State in which it is situated, on which

Continuation of the note, page 67.

Accessions :

BOLIVIA	April 3rd, 1935.
BRAZIL	April 3rd, 1935.

The accession of Brazil is subject to the following reservations which were previously approved by all the countries Parties to the Convention :

* TRADUCTION. — TRANSLATION.

(a) As regards Article 61, amendments to the Convention which may become obligatory on the Government of the United States of Brazil must in the first place be accepted by the Brazilian Government.

(b) The Brazilian Government reserves the right to determine whether, from the point of view of the measures to be applied, a foreign area must be considered to be infected, and to prescribe the measures to be adopted, under the special circumstances, in regard to aircraft and persons arriving in a Brazilian aerodrome.

IRAQ	April 3rd, 1935.
----------------	------------------

The accession of Iraq is subject to the following reservations which were previously approved by all the countries Parties to the Convention :

The Government of Iraq reserves the right to accept only those certificates which are signed by a recognised official of the Public Health Services of the country concerned and which carry within the text of the certificate an intimation of the office occupied by the person signing that certificate, if the circumstances appear to be such that certificates delivered under the conditions laid down in Article 32 of the Convention do not provide all the necessary guarantees.

SUDAN	}	
<i>The following Colonies, Protectorates and Territories under British Mandate :</i>		
SOUTHERN RHODESIA		
BAHAMAS		
BARBADOS		
BERMUDA		
BRITISH GUIANA		
BRITISH HONDURAS		
CYPRUS		
FALKLAND ISLANDS AND DEPENDENCIES		
GOLD COAST :		
(a) COLONY		
(b) ASHANTI		
(c) NORTHERN TERRITORIES		
(d) TOGOLAND UNDER BRITISH MANDATE		

April 3rd, 1935.

* Translation of the Secretariat of the League of Nations.

* Traduction du Secrétariat de la Société des Nations.

effectuer le premier atterrissage en pénétrant sur un territoire ou prendre le départ pour quitter un territoire.

III. On entend par *aérodrome sanitaire* un aérodrome autorisé qui est organisé et outillé conformément aux dispositions de l'article 5 de la présente convention et désigné comme tel par l'autorité compétente du pays.

IV. Le mot *équipage* comprend toute personne ayant à bord une fonction relative à la conduite ou à la sécurité du vol de l'aéronef, ou employée à bord, d'une manière quelconque, au service de l'aéronef, des passagers ou de la cargaison.

V. Le mot *circonscription* désigne une partie de territoire bien déterminée, ainsi une province, un gouvernement, un district, un département, un canton, une île, une commune, une ville, un quartier de ville, un village, un port, une agglomération, etc., quelles que soient l'étendue et la population de ces portions de territoire.

Un aérodrome peut constituer une circonscription, sous les conditions prévues à l'article 8 de la présente convention.

Suite de la note de la page 68.

HONG-KONG	}	3 avril 1935.
KÉNIA (Colonie et protectorat)		
ILES SOUS LE VENT :		
ANTIGOA		
DOMINIQUE		
MONTSERRAT		
SAINT-CRISTOPHE ET NÉVIS		
ILES VIERGES		
ETATS MALAIS :		
a) ETATS MALAIS FÉDÉRÉS :		
NEGRI SEMBILAN		
PAHANG		
PERAK		
SELANGOR		
b) ETATS MALAIS NON FÉDÉRÉS :		
JOHORE		
KEDAH		
KELANTAN		
PERLIS		
TRENGGANU		
BRUNEI		
MAURICE		
NIGÉRIA :		
a) COLONIE		
b) PROTECTORAT		
c) CAMEROUN SOUS MANDAT BRITANNIQUE		
BORNÉO DU NORD (Etat du)		
PROTECTORAT DU NYASSALAND		
PALESTINE (à l'exclusion de la Transjordanie)		
SARAWAK		
SIERRA-LEONE (Colonie et Protectorat)		
STRAITS SETTLEMENTS		
TERRITOIRE DE TANGANYIKA		
TRANSJORDANIE		
PROTECTORAT DE L'OUGANDA		
PROTECTORAT DE ZANZIBAR		
CHILI	}	12 avril 1935.
TURQUIE		17 juillet 1935.
PAPOUA	}	31 mars 1936.
ÎLE DE NORFOLK		
NOUVELLE-GUINÉE SOUS MANDAT AUSTRALIEN		

aircraft may make their first landing on entering a territory, or from which they may depart on leaving a territory.

III. The words *sanitary aerodrome* denote an authorised aerodrome organised and equipped in accordance with the terms of Article 5 of the present Convention, and designated as such by any competent authority of the country.

IV. The word *crew* includes any person having duties on board in connexion with the flying or the safety of the flight of the aircraft or employed on board in any way in the service of the aircraft, the passengers or the cargo.

V. The words *local area* denote a well-defined area, such as a province, a government, a district, a department, a canton, an island, a commune, a town, a quarter of a town, a village, a port, an agglomeration, etc., whatever may be the extent and population of such areas. Subject to the conditions laid down in Article 8 of the present Convention, an aerodrome may constitute a local area.

Continuation of the note, page 69.

HONG-KONG	}	April 3rd, 1935.	
KENYA (Colony and Protectorate)			
LEEWARD ISLANDS :			
ANTIGUA			
DOMINICA			
MONTSERRAT			
ST. CHRISTOPHER-NEVIS			
VIRGIN ISLANDS			
MALAY STATES :			
(a) FEDERATED MALAY STATES :			
NEGRI SEMBILAN			
PAHANG			
PERAK			
SELANGOR			
(b) UNFEDERATED MALAY STATES :			
JOHORE			
KEDAH			
KELANTAN			
PERLIS			
TRENGGANU			
BRUNEI			
MAURITIUS			
NIGERIA :			
(a) COLONY			
(b) PROTECTORATE			
(c) CAMEROONS UNDER BRITISH MANDATE			
NORTH BORNEO, STATE OF			
NYASALAND PROTECTORATE			
PALESTINE (excluding Trans-Jordan)			
SARAWAK			
SIERRA LEONE (Colony and Protectorate)			
STRAITS SETTLEMENTS			
TANGANYIKA TERRITORY			
TRANS-JORDAN			
UGANDA PROTECTORATE			
ZANZIBAR PROTECTORATE			
CHILE	}	April 12th, 1935.	
TURKEY		July 17th, 1935.	
PAPUA		}	March 31st, 1936.
NORFOLK ISLAND			
NEW GUINEA UNDER AUSTRALIAN MANDATE			

VI. Le mot *observation* signifie isolement des personnes dans un local approprié. Le mot *surveillance* signifie que les personnes ne sont pas isolées, qu'elles peuvent se déplacer librement, mais qu'elles sont signalées à l'autorité sanitaire dans les divers endroits où elles se rendent et soumises à un examen médical constatant leur état de santé.

VII. Le mot *jour* signifie un intervalle de vingt-quatre heures.

Article 2.

Tout ce qui, dans la présente convention, concerne les aérodromes doit être entendu comme s'appliquant *mutatis mutandis* aux emplacements pour l'amérissage des hydravions et appareils similaires.

Section I.

DES AÉRODROMES EN GÉNÉRAL ET DE LEUR PERSONNEL.

Article 3.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à pourvoir ses aérodromes autorisés d'une organisation sanitaire adaptée aux besoins courants de la prophylaxie et comprenant au minimum des arrangements déterminés assurant le concours d'un médecin toutes les fois que sa présence peut être nécessaire pour les inspections médicales envisagées par la présente convention.

Article 4.

Il appartient à chaque Haute Partie contractante, en tenant compte des risques de maladies infectieuses auxquels son territoire peut être exposé, de décider si elle constituera, ou non, des aérodromes sanitaires et quels aérodromes autorisés seront choisis à cet effet.

Article 5.

L'aérodrome sanitaire doit avoir, en tout temps, à sa disposition :

- a)* Un service médical organisé, auquel soient affectés un médecin au moins et un ou plusieurs agents sanitaires, étant entendu que ce personnel ne sera pas nécessairement présent en permanence à l'aérodrome ;
- b)* Un local pour la visite médicale ;
- c)* L'outillage pour le prélèvement et l'envoi de matériel suspect aux fins d'examen dans un laboratoire, s'il n'y a pas possibilité de procéder sur place à cet examen ;
- d)* Les moyens pour pouvoir, en cas de nécessité, isoler, transporter et soigner les malades, isoler les contacts séparément des malades et accomplir toute autre mesure prophylactique dans des locaux appropriés, soit dans l'aérodrome, soit à proximité ;
- e)* Le matériel indispensable pour procéder, le cas échéant, à la désinfection, la désinsectisation et la dératissage, ainsi qu'à l'application des autres mesures établies par la présente convention.

Il devra être pourvu d'un service d'eau potable non suspecte en quantité suffisante, ainsi que d'un système présentant toute la sécurité possible, pour l'enlèvement des déchets et ordures et pour l'évacuation des eaux usées. Il devra être, dans toute la mesure possible, à l'abri des rats.

Article 6.

Le médecin de l'aérodrome sanitaire doit être un fonctionnaire dépendant de l'autorité sanitaire compétente, ou être agréé par elle.

VI. The word *observation* means the isolation of persons in a suitable place. The word *surveillance* means that persons are not isolated, that they may move about freely, but that they are notified to the sanitary authorities of the several places whither they are bound and are subjected to a medical examination with a view to establishing their state of health.

VII. The word *day* means an interval of 24 hours.

Article 2.

Whatever relates in the present Convention to aerodromes is to be understood as applying *mutatis mutandis* to places for the landing on water of hydroplanes and similar craft.

Section I.

AERODROMES IN GENERAL AND THEIR STAFF.

Article 3.

Each High Contracting Party undertakes to provide on his authorised aerodromes a sanitary organisation adapted to the current needs of prophylaxis, which as a minimum shall consist of definite arrangements to ensure the attendance of a medical practitioner, at such times as may be necessary, for the medical examinations contemplated by the present Convention.

Article 4.

It rests with each High Contracting Party, taking into account the risks of infectious disease to which his territory may be exposed, to decide whether or not to establish sanitary aerodromes and which authorised aerodromes shall be selected for this purpose.

Article 5.

The sanitary aerodrome shall at all times have at its disposal :

- (a) An organised medical service with one medical officer at least and one or more sanitary inspectors, it being understood that this staff will not necessarily be in permanent attendance at the aerodrome ;
- (b) A place for medical inspection ;
- (c) Equipment for taking and despatching suspected material for examination in a laboratory, if such examination cannot be made on the spot ;
- (d) Facilities, in the case of necessity for the isolation, transport and care of the sick, for the isolation of contacts separately from the sick and for carrying out any other prophylactic measure in suitable premises either within the aerodrome or in proximity to it ;
- (e) Apparatus necessary for carrying out disinfection, disinsectisation and deratisation if required, as well as any other measures laid down in the present Convention.

The aerodrome shall be provided with a sufficient supply of wholesome drinking water, and with a proper and safe system for the disposal of excreta and refuse, and for the removal of waste water. The aerodrome shall, as far as possible, be protected from rats.

Article 6.

The medical officer of the sanitary aerodrome shall be an official of, or approved by, the competent sanitary authority.

Article 7.

Chacune des Hautes Parties contractantes communiquera, pour qu'elle soit portée à la connaissance des autres Hautes Parties contractantes, la liste de ses aérodromes sanitaires soit à l'Office international d'Hygiène publique, soit à la Commission internationale de la Navigation aérienne, qui se transmettront mutuellement les informations ainsi reçues. La communication devra comprendre, pour chaque aérodrome, des données concernant sa situation, ses installations sanitaires et son personnel sanitaire.

Pour les Hautes Parties contractantes ayant adhéré au Code sanitaire panaméricain, la notification à l'Office international d'Hygiène publique prévue au présent article, ainsi qu'aux articles 8, 37, 40, 58, 59 et 60 de la présente convention, pourra être faite par l'intermédiaire du Bureau sanitaire panaméricain.

Article 8.

Pour qu'un aérodrome sanitaire puisse être désigné comme constituant une circonscription, aux effets de la notification des maladies infectieuses et pour l'application des autres dispositions de la présente convention, il faut :

1^o Qu'il soit organisé pour que l'entrée ou la sortie de toute personne puisse être contrôlée par l'autorité compétente ;

2^o Au cas où une maladie visée par l'article 18 de la présente convention existerait sur le territoire environnant, que l'accès de l'aérodrome soit interdit à toute personne suspecte d'être contaminée, arrivant par toute autre voie que la voie aérienne, et que des mesures soient appliquées, à la satisfaction de l'autorité compétente, en vue d'empêcher que les personnes qui séjournent ou qui sont de passage dans l'aérodrome encourent le risque de contagion, soit par contact avec les personnes du dehors soit par tout autre moyen.

Pour qu'un aérodrome autorisé qui n'est pas un aérodrome sanitaire puisse être, de même, désigné comme constituant une circonscription, il faut, en outre, qu'il soit, par sa situation topographique, pratiquement à l'abri de toute possibilité de contamination.

Les Hautes Parties contractantes notifieront à l'Office international d'Hygiène publique les aérodromes constitués en circonscription conformément aux termes du présent article, et l'Office communiquera cette désignation aux autres Hautes Parties contractantes et à la Commission internationale de la Navigation aérienne.

Section II.

DOCUMENTS SANITAIRES DE BORD.

Article 9.

Les inscriptions suivantes seront portées au carnet de route, sous la rubrique « Observations » :

1^o Les faits d'ordre sanitaire survenus sur l'aéronef au cours du voyage ;

2^o Les mesures sanitaires subies par l'aéronef avant le départ ou pendant les escales, par application de la présente convention ;

3^o Eventuellement des informations concernant l'apparition, dans le pays que quitte l'aéronef, d'une des maladies infectieuses visées dans la troisième partie de la présente convention, ladite inscription étant faite en vue de faciliter les enquêtes médicales auxquelles les passagers arrivant sur les aérodromes d'un autre territoire pourraient être soumis.

Article 7.

Each High Contracting Party shall communicate, either to the Office international d'Hygiène publique or to the International Commission for Air Navigation (which will transmit to each other the information thus received) a list of his sanitary aerodromes, in order that it may be brought to the knowledge of the other High Contracting Parties. The communication shall include, in the case of each aerodrome, details as to its situation, its sanitary equipment and its sanitary staff.

The notification to the Office international d'Hygiène publique provided for in the present Article, as well as in Articles 8, 37, 40, 58, 59 and 60 of the present Convention may, in the case of those High Contracting Parties who have adhered to the Pan-American Sanitary Code, be made through the intermediary of the Pan-American Sanitary Bureau.

Article 8.

In order that a sanitary aerodrome may be designated as a local area for the purpose of notification of infectious diseases and for other purposes as provided by the present Convention, it must be so organised that :

(1) The entry and exit of any persons are under the supervision and control of the competent authority ;

(2) In the case of a disease specified in Article 18 of this Convention occurring in the surrounding territory, access to the aerodrome by any route other than the air is forbidden to persons suspected of being infected, and measures are applied to the satisfaction of the competent authority with a view to preventing persons who are resident in or passing through the aerodrome from being exposed to the risk of infection, either by contact with persons from outside or by any other means.

In order that an authorised aerodrome which is not a sanitary aerodrome may similarly be designated a local area, it is necessary in addition that it shall be so situated, topographically, as to be beyond all probable risk of infection from without.

The High Contracting Parties shall notify to the Office international d'Hygiène publique aerodromes which have been constituted local areas in accordance with the terms of the present Article and the Office international d'Hygiène publique will communicate the notification to the other High Contracting Parties and to the International Commission for Air Navigation.

Section II.

AIRCRAFT SANITARY DOCUMENTS.

Article 9.

The following entries shall be made in the journey log book, under the heading " Observations " :

(1) Any facts relevant to public health which have arisen on the aircraft in course of the voyage ;

(2) Any sanitary measures undergone by the aircraft before departure or at places of call, in application of the present Convention ;

(3) Information concerning the appearance in the country from which the aircraft is departing of any of the infectious diseases mentioned in Part III of the present Convention. This entry is made with a view to facilitating the medical examination which passengers arriving at aerodromes in another territory may be required to undergo.

A cet effet, le gouvernement de tout pays indemne dans lequel apparaît une desdites maladies devra, indépendamment des autres voies par lesquelles il est déjà tenu de notifier aux autres pays la survenance et la nature des cas dont il s'agit, transmettre les informations nécessaires aux autorités compétentes de tous ses aérodromes autorisés. Celles-ci devront les porter sur les carnets de route, au départ de l'aéronef, pendant une période de 15 jours à partir de la réception de la première communication.

Les aéronefs ne sont pas tenus d'avoir une patente de santé. Les inscriptions portées au carnet de route en exécution du présent article seront vérifiées et certifiées gratuitement par l'autorité compétente de l'aérodrome.

Section III.

MARCHANDISES ET POSTE.

Article 10.

Les marchandises se trouvant à bord des aéronefs peuvent, outre les mesures spécifiées aux articles 25, 29, 33, 42, 44, 47, 49 et 51 de la présente convention, être soumises à celles qui seraient appliquées légalement dans le pays aux marchandises importées par un moyen quelconque de transport.

Article 11.

Ne sont soumis à aucune mesure : les lettres et correspondance, imprimés, livres, journaux, papiers d'affaires, colis postaux et tous envois par la poste, à moins qu'ils ne contiennent des objets se trouvant dans les conditions prévues à l'article 33 de la présente convention.

DEUXIÈME PARTIE

RÉGIME SANITAIRE COURAMMENT APPLICABLE.

Article 12.

Dans les aérodromes sanitaires ou autorisés, le médecin attaché à l'aérodrome a le droit de procéder — soit avant le départ, soit après l'atterrissage des aéronefs — à une visite de reconnaissance sanitaire des voyageurs et de l'équipage, lorsque les circonstances justifient cette mesure.

Toutefois, cette visite devra être combinée avec les autres opérations usuelles de police et de douane, pour éviter tout retard et pour ne pas entraver la continuation du voyage. Elle ne devra donner lieu à la perception d'aucune taxe. Réserve est faite du droit, pour le Conseil sanitaire maritime et quarantenaire d'Égypte, de percevoir les taxes prévues par son régime spécial.

Article 13.

Dans tout aérodrome, et sous réserve du transport de malades par un aéronef qui leur soit spécialement affecté, l'autorité compétente, sur l'avis du médecin attaché à l'aérodrome, a le droit d'interdire l'embarquement des personnes présentant des symptômes de maladies infectieuses.

S'il n'y a pas de médecin présent, l'autorité compétente de l'aérodrome peut différer le départ desdites personnes, jusqu'à ce qu'elle ait pris l'avis d'un médecin à leur sujet.

Article 14.

Il est interdit aux aéronefs de jeter ou de laisser tomber en vol des matières capables de provoquer l'éclosion de maladies infectieuses.

For this purpose the Government of any non-infected country in which one of the said diseases makes its appearance shall, in addition to other means by which it is already required to inform other countries of the outbreak of such diseases and of their nature, transmit the necessary information to the competent authorities of each of its authorised aerodromes. The latter shall enter the information in the journey log of any aircraft leaving the aerodrome during a period of fifteen days from the date on which the information was first received.

Aircraft shall not be required to carry Bills of Health. The entries made in the journey log book in accordance with the terms of this Article shall be verified and certified free of charge by the competent authority of the aerodrome.

Section III.

MERCHANDISE AND MAILS.

Article 10.

In addition to the measures prescribed in Articles 25, 29, 33, 42, 44, 47, 49 and 51 of the present Convention, merchandise in aircraft may be subject to the laws of the country as regards measures to be applied to merchandise imported by whatever means of transport.

Article 11.

Letters and correspondence, printed matter, books, newspapers, business documents, postal packages and anything sent by post shall not be subject to any sanitary measure unless they contain articles coming within the terms of Article 33 of the present Convention.

PART II.

SANITARY REGULATIONS GENERALLY APPLICABLE.

Article 12.

In the case of sanitary or authorised aerodromes, the medical officer attached to the aerodrome has the right, either before the departure or after the landing of aircraft, to proceed to inspect the sanitary condition of passengers and crew, whenever circumstances justify this measure.

This visit should, however, be so arranged in relation to the other ordinary administrative and Customs operations as to avoid any delay or interference with the continuation of the voyage. No fees shall be charged for this inspection. Reservation is made of the right of the Sanitary and Maritime Quarantine Board of Egypt to levy dues in accordance with its special powers.

Article 13.

The competent authority of any aerodrome may, on the advice of the medical officer attached to the aerodrome, prohibit the embarkation of persons with symptoms of infectious disease, except in the case of the transport of sick persons by aircraft specially allocated for the purpose.

In the absence of a medical officer, the competent authority of the aerodrome may defer the departure of such persons until the advice of a doctor has been obtained.

Article 14.

Aircraft in flight are forbidden to throw or to let fall matter capable of producing an outbreak of infectious disease.

Article 15.

S'il a besoin de débarquer un malade, le commandant de l'aéronef avisera, autant que possible, l'aérodrome d'arrivée en temps utile avant l'atterrissage.

Article 16.

Si, à bord d'un aéronef, il existe un cas d'une maladie infectieuse non visée dans la troisième partie de la présente convention, confirmé par le médecin de l'aérodrome, on appliquera les mesures ordinaires en vigueur dans le pays où l'aérodrome se trouve. Le malade pourra être débarqué et, si l'autorité sanitaire compétente le juge à propos, isolé dans un local approprié ; les autres passagers et l'équipage auront la faculté de reprendre le voyage, après visite médicale et, s'il y a lieu, exécution des mesures sanitaires appropriées.

Celles de ces mesures sanitaires qui sont applicables sur l'aérodrome devront être combinées avec les opérations de police et de douane de manière à ne retenir l'aéronef que le moins de temps possible.

Article 17.

Sauf dans les cas expressément prévus par la présente convention, les aéronefs seront dispensés des formalités sanitaires tant sur les aérodromes d'escale que sur l'aérodrome de destination.

TROISIÈME PARTIE**RÉGIME SANITAIRE APPLICABLE AU CAS DE CERTAINES MALADIES.***Article 18.*

Les maladies visées par la présente partie de la convention comme devant faire l'objet des dispositions y spécifiées sont : la peste, le choléra, la fièvre jaune, le typhus exanthématique et la variole.

Article 19.

Aux effets de la présente convention, la période d'incubation est comptée :

- Pour six jours s'il s'agit de peste ;
- Pour cinq s'il s'agit de choléra ;
- Pour six s'il s'agit de fièvre jaune ;
- Pour douze s'il s'agit de typhus exanthématique ; et
- Pour quatorze jours s'il s'agit de variole.

Article 20.

Les administrations supérieures d'hygiène transmettront aux aérodromes sanitaires et autorisés de leurs pays respectifs tous les renseignements, contenus dans les notifications et communications épidémiologiques reçues de l'Office international d'Hygiène publique (et des Bureaux régionaux avec lesquels il a conclu des accords à cet effet) en exécution des dispositions de la Convention¹ sanitaire internationale du 21 juin 1926, qui seraient de nature à influencer sur le contrôle sanitaire à exercer dans ces aérodromes.

¹ Vol. LXXVIII, page 229 ; vol. XCII, page 409 ; vol. CIV, page 513 ; et vol. CVII, page 524, de ce recueil.

Article 15.

If the commander of the aircraft wishes to disembark a sick person he shall, so far as he is able, notify the aerodrome of arrival in good time before landing.

Article 16.

If there is on board an aircraft a case of infectious disease duly verified by the medical officer attached to the aerodrome, not being a disease specified in Part III of the present Convention, the usual measures in force in the country in which the aerodrome is situated shall be applied. The sick person may be landed and, if the competent sanitary authority considers it desirable, isolated in a suitable place ; the other passengers and the crew shall have the right to continue the voyage after medical inspection, and, if necessary, the carrying out of the appropriate sanitary measures.

Such of these sanitary measures as can be carried out at the aerodrome shall be so arranged in relation to the administrative and Customs operations that the aircraft may be detained as short a time as possible.

Article 17.

Except as expressly provided for in the present Convention, aircraft shall be exempt from sanitary formalities at the aerodromes both of call and of final destination.

PART III.

SANITARY REGULATIONS APPLICABLE IN THE CASE OF CERTAIN DISEASES.

Article 18.

The diseases which are the subject of the special measures prescribed by this Part of the Convention are plague, cholera, yellow fever, typhus and smallpox.

Article 19.

For the purposes of the present Convention, the period of incubation is reckoned as 6 days in the case of plague, 5 days in the case of cholera, 6 days in the case of yellow fever, 12 days in the case of typhus, and 14 days in the case of smallpox.

Article 20.

The chief health authorities shall transmit to the sanitary and authorised aerodromes of their respective countries all information contained in the epidemiological notifications and communications received from the Office international d'Hygiène publique (and the Regional Bureaux with which it has made agreements for this purpose) in execution of the provisions of the International Sanitary Convention¹ of the 21st June, 1926, which may affect the exercise of sanitary control in those aerodromes.

¹ Vol. LXXVIII, page 229 ; Vol. XCII, page 409 ; Vol. CIV, page 513 ; and Vol. CVII, page 524, of this Series.

Article 21.

Les mesures telles qu'elles sont prévues dans la présente partie de la convention doivent être interprétées comme constituant un maximum, dans les limites duquel les Hautes Parties contractantes pourront réglementer le traitement des aéronefs.

Il appartient à chacune des Hautes Parties contractantes de décider si des mesures doivent être appliquées, dans les limites de la présente convention, aux provenances d'une circonscription ou d'un aéroport étrangers.

Il sera tenu compte, à cet égard, le plus largement possible des renseignements reçus et des mesures antérieurement appliquées, conformément aux dispositions de l'article 54 ci-après.

Article 22.

Pour l'application des dispositions de la présente partie, une circonscription est considérée comme atteinte quand elle est qualifiée comme telle aux termes de la Convention sanitaire internationale du 21 juin 1926¹.

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE PESTE, CHOLÉRA, TYPHUS EXANTHÉMATIQUE ET VARIOLE.

Section I.

MESURES AU DÉPART.

Article 23.

Les mesures à appliquer, au départ des aéronefs d'une circonscription atteinte de l'une des maladies visées au présent chapitre, sont les suivantes :

- 1^o Nettoyage à fond de l'aéronef, surtout des parties pouvant se prêter à la contamination ;
- 2^o Visite médicale des passagers et de l'équipage ;
- 3^o Exclusion de toute personne présentant des symptômes de l'une des maladies visées, ainsi que des personnes de l'entourage des malades se trouvant dans des conditions telles qu'elles puissent transmettre la maladie ;
- 4^o Visite des effets personnels, qui ne seront admis qu'en état de propreté suffisante ;
- 5^o En cas de peste, dératisation, s'il y a lieu de soupçonner l'existence de rats à bord ;
- 6^o En cas de typhus exanthématique, désinsectisation, limitée aux personnes qui, à la suite de la visite médicale, pourront être regardées comme susceptibles de transmettre l'infection, ainsi qu'à leurs bagages.

Les documents de bord seront pourvus des annotations conformes aux dispositions de l'article 9.

¹ Aux termes de l'article 10 et de l'article 11, premier alinéa, de la Convention sanitaire internationale du 21 juin 1926, une circonscription est « atteinte » de l'une des maladies visées quand il s'agit : pour la peste et la fièvre jaune, d'un premier cas reconnu non importé ; pour le choléra, de cas formant « foyer » — c'est-à-dire lorsque l'apparition de nouveaux cas au delà de l'entourage des premiers prouve qu'on n'est pas parvenu à limiter l'expansion de la maladie là où elle s'était manifestée à son début ; pour le typhus exanthématique et la variole, de manifestations de la maladie sous forme épidémique.

Article 21.

The measures prescribed in this Part of the Convention shall be regarded as constituting a maximum within the limits of which High Contracting Parties may regulate the procedure which may be applied to aircraft.

It is for each High Contracting Party to determine whether measures should be applied, within the limits of the present Convention, to arrivals from a foreign local area or aerodrome.

In this respect information received and measures already applied shall, in accordance with Article 54 of the present Convention, be taken into the fullest possible account.

Article 22.

For the purpose of Part III of the present Convention, a local area is considered to be infected when the conditions specified in the International Sanitary Convention of the 21st June, 1926, are applicable to it¹.

CHAPTER I.

MEASURES APPLICABLE IN THE CASE OF PLAGUE, CHOLERA, TYPHUS AND SMALLPOX.

Section I.

MEASURES ON DEPARTURE.

Article 23.

The measures to be applied on the departure of aircraft from a local area infected by one of the diseases mentioned in this Chapter are the following :

- (1) Thorough cleansing of the aircraft, especially the parts liable to be contaminated.
- (2) Medical inspection of passengers and crew.
- (3) Exclusion of any person showing symptoms of one of the diseases in question ; as well as of persons in such close relation with the sick as to render them liable to transmit the infection of these diseases.
- (4) Inspection of personal effects, which shall only be accepted if in a reasonable state of cleanliness.
- (5) In the case of plague, deratisation if there is any reason to suspect the presence of rats on board.
- (6) In the case of typhus, disinsectisation, limited to persons who, after medical inspection, are considered as likely to convey infection, and to their effects.

The aircraft's papers shall be annotated in accordance with the requirements of Article 9.

¹ According to the terms of the International Sanitary Convention of the 21st June, 1926, Article 10, and the first paragraph of Article 11, a local area is considered "infected" by one of the diseases in question in the following circumstances : For plague and yellow fever when the first case recognised as non-imported is reported ; for cholera when forming a foyer—that is, when the occurrence of new cases outside the immediate surroundings of the first cases proves that the spread of the disease has not been confined to the place where it began ; for typhus and smallpox when they appear in epidemic form.

Section II.

MESURES A L'ARRIVÉE.

Article 24.

Les aéronefs, même venant d'une circonscription atteinte de l'une des maladies auxquelles s'applique le présent chapitre, peuvent atterrir dans tous les aérodromes autorisés. Toutefois, chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté, si les conditions épidémiologiques l'exigent, d'imposer aux aéronefs en provenance de certaines circonscriptions l'obligation d'atterrir sur des aérodromes sanitaires ou autorisés déterminés, compte tenu de la position géographique de ces aérodromes et des trajets suivis par les aéronefs, de manière à ne pas entraver la navigation aérienne.

Les seules mesures éventuellement applicables dans les aérodromes autorisés qui ne sont pas en même temps des aérodromes sanitaires sont la visite médicale de l'équipage et des passagers, le débarquement et l'isolement des malades. Les passagers et l'équipage ne pourront pas franchir les limites fixées par l'autorité de l'aérodrome, sauf autorisation du médecin chargé de la visite. Cette interdiction pourra être imposée dans les escales à l'aéronef jusqu'à ce qu'il atterrisse dans un aérodrome sanitaire, où il subira les mesures prévues au présent chapitre.

Article 25.

Le commandant de l'aéronef est tenu, dès l'atterrissage, de se mettre à la disposition de l'autorité sanitaire, de répondre à toute demande de renseignements sanitaires qui lui sera faite par le service compétent et de présenter, pour examen, les documents de bord.

Au cas où l'aéronef, en pénétrant sur un territoire, atterrirait en dehors d'un aérodrome sanitaire ou autorisé, le commandant de l'aéronef devra, si l'aéronef provient d'une circonscription atteinte ou est lui-même atteint, en faire la déclaration à l'autorité locale la plus proche, qui prendra les dispositions compatibles avec les circonstances en s'inspirant des principes généraux de la présente convention et dirigera, si possible, l'aéronef sur un aérodrome sanitaire. Aucune marchandise ne sera débarquée et aucun passager ou membre de l'équipage ne pourra s'éloigner de l'aéronef sans l'autorisation de l'autorité sanitaire compétente.

Article 26.

Pour l'application de la présente convention, la surveillance ne peut pas être remplacée par l'observation, sauf :

- a) Dans les circonstances où elle ne serait pas jugée praticable avec une efficacité satisfaisante ; ou
- b) Si le risque d'introduction de l'infection dans le pays est considéré comme exceptionnellement grave ; ou
- c) Si la personne devant être soumise à la surveillance ne présente pas des garanties sanitaires suffisantes.

Les personnes soumises à l'observation ou à la surveillance doivent se prêter à toutes recherches que l'autorité sanitaire juge nécessaires.

A. PESTE.

Article 27.

S'il n'y a pas eu de cas de peste à bord, les seules mesures pouvant être prescrites sont :

- 1^o La visite médicale des passagers et de l'équipage ;
- 2^o La dératisation et la désinsectisation, dans les cas exceptionnels où elles seraient considérées comme nécessaires, et si elles n'ont pas été appliquées dans l'aérodrome de départ ;

Section II.

MEASURES ON ARRIVAL.

Article 24.

Aircraft, even when coming from a local area infected by one of the diseases to which this Chapter applies, may land at any authorised aerodrome. Nevertheless, each High Contracting Party, if epidemiological conditions demand such action, has the right to require aircraft coming from particular local areas to land at prescribed sanitary or authorised aerodromes, account being taken of the geographical position of those aerodromes and of the routes followed by the aircraft, in such a manner as not to hamper aerial navigation.

The only measures which, if necessary, may be taken at authorised aerodromes which are not also sanitary aerodromes, are the medical inspection of crew and passengers and the landing and isolation of the sick. Passengers and crew may not move beyond the limits prescribed by the aerodrome authority except with the permission of the visiting medical officer. This restriction may continue to be imposed on the aircraft at each landing place until it arrives at a sanitary aerodrome, where it will be subject to the measures laid down in this Chapter.

Article 25.

The commander of the aircraft is required, on landing, to place himself at the disposal of the sanitary authority, to answer all requests for information affecting public health which are made to him by the competent service, and to produce the aircraft's papers for examination.

Should an aircraft, on entering a territory, land elsewhere than on a sanitary or authorised aerodrome, the commander of the aircraft shall, if the aircraft comes from an infected local area or is itself infected, notify the nearest local authority to this effect, and the latter shall take such measures as are appropriate to the circumstances, being guided by the general principles on which the present Convention is based, and shall, if possible, direct the aircraft to a sanitary aerodrome. No cargo shall be unloaded and no passenger or member of the crew shall leave the vicinity of the aircraft without the permission of the competent sanitary authority.

Article 26.

In the application of the present Convention, surveillance may not be replaced by observation except :

- (a) In circumstances in which it would not be practicable to carry out surveillance with sufficient thoroughness ; or
- (b) If the risk of the introduction of infection into the country is considered to be exceptionally serious ; or
- (c) If the person who would be subject to surveillance cannot furnish adequate sanitary guarantees.

Persons under observation or surveillance shall submit themselves to any examination which the competent sanitary authority may consider necessary.

A. PLAGUE.

Article 27.

If there has not been a case of plague on board, the only measures which may be prescribed are :

- (1) Medical inspection of passengers and crew ;
- (2) Deratisation and disinsectisation, if in exceptional cases these operations are considered necessary, and if they have not been carried out at the aerodrome of departure ;

3° L'équipage et les passagers peuvent être soumis à la surveillance, qui ne dépassera pas six jours à partir de la date à laquelle l'aéronef a quitté la circonscription atteinte.

Article 28.

S'il y a, à bord, un cas avéré ou suspect de peste, les mesures applicables sont les suivantes :

- 1° Visite médicale ;
- 2° Le malade est immédiatement débarqué et isolé ;
- 3° Toutes les personnes qui ont été en contact avec le malade et celles que l'autorité sanitaire a des motifs de considérer comme suspectes sont soumises à la surveillance pour un laps de temps n'excédant pas six jours à dater de l'arrivée de l'aéronef ;
- 4° Les effets à usage, le linge et tous les autres objets qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, sont considérés comme contaminés sont désinsectisés et, s'il y a lieu, désinfectés ;
- 5° Les parties suspectes de l'aéronef sont désinsectisées ;

6° L'autorité sanitaire pourra, dans des cas exceptionnels, appliquer la dératisation, s'il y a lieu de soupçonner la présence de rats à bord et si l'opération n'a pas été effectuée au départ.

Article 29.

Si l'autorité estime que des marchandises, en provenance d'une circonscription atteinte de peste, peuvent renfermer des rats ou des puces, ces marchandises ne seront déchargées qu'avec les précautions nécessaires.

B. CHOLÉRA.

Article 30.

S'il n'y a pas eu à bord de cas de choléra, les seules mesures pouvant être prescrites sont :

- 1° La visite médicale des passagers et de l'équipage ;
- 2° La surveillance des passagers et de l'équipage, pour une période qui ne dépassera pas cinq jours à partir de la date à laquelle l'aéronef a quitté la circonscription atteinte.

Article 31.

Si, pendant le voyage, il s'est produit à bord un cas de maladie présentant les symptômes cliniques du choléra, l'aéronef est soumis, dans les escales ou à l'arrivée, au régime suivant :

- 1° Visite médicale ;
- 2° Le ou les malades sont immédiatement débarqués et isolés ;
- 3° L'équipage et les passagers sont soumis à la surveillance, pour un laps de temps n'excédant pas cinq jours à dater de l'arrivée de l'aéronef ;
- 4° Les effets à usage, le linge et tous les autres objets qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, sont considérés comme contaminés sont désinfectés ;
- 5° Les parties de l'aéronef qui ont été habitées par les malades ou qui sont considérées comme pouvant être contaminées sont désinfectées ;
- 6° Lorsque l'eau potable à bord est considérée comme suspecte, elle est désinfectée et, sauf impossibilité, déversée et remplacée par une eau de bonne qualité, après désinfection du réservoir.

(3) The crew and passengers may be subjected to surveillance for a period not exceeding six days from the date on which the aircraft left the infected local area.

Article 28.

If there is on board a recognised or suspected case of plague, the following measures are applicable :

- (1) Medical inspection ;
- (2) The sick shall be immediately disembarked and isolated ;
- (3) All persons who have been in contact with the sick, and those whom the sanitary authority has reason to consider suspect, shall be subject to surveillance for a period not exceeding six days from the date of arrival of the aircraft ;
- (4) Personal effects, linen and any other articles which in the opinion of the sanitary authority are infected shall be disinfected and, if necessary, disinfected ;
- (5) Any parts of the aircraft which are suspected of being infected shall be disinfected ;
- (6) The sanitary authority may carry out deratisation in exceptional cases, if there is any reason to suspect the presence of rats on board and if the operation was not carried out on departure.

Article 29.

If the sanitary authority considers that merchandise coming from an area infected with plague may harbour rats or fleas, such merchandise shall not be discharged except with the necessary precautions.

B. CHOLERA.

Article 30.

If there has not been a case of cholera on board, the only measures which may be prescribed are :

- (1) Medical inspection of passengers and crew ;
- (2) Surveillance of passengers and crew for a period not exceeding five days from the date on which the aircraft left the infected local area.

Article 31.

If a case of disease presenting clinical signs of cholera appears on board during the voyage, the aircraft shall be subject, at places of call or on arrival, to the following procedure :

- (1) Medical inspection ;
- (2) The sick shall be immediately disembarked and isolated ;
- (3) The crew and passengers shall be kept under surveillance for a period not exceeding five days from the date of arrival of the aircraft ;
- (4) Personal effects, linen and all other articles which in the opinion of the sanitary authority are infected shall be disinfected ;
- (5) The parts of the aircraft which have been occupied by the sick or which are regarded as liable to have been infected shall be disinfected ;
- (6) When the drinking water on board is considered suspect, it shall be disinfected, and if practicable emptied out and replaced, after the disinfection of the container, by wholesome water.

Dans les pays où la recherche des porteurs de germes cholériques est prescrite à l'égard des ressortissants, les personnes arrivées par aéronefs et qui veulent séjourner dans le pays doivent se soumettre aux obligations imposées, dans les mêmes circonstances, auxdits ressortissants.

Article 32.

Les personnes justifiant qu'elles ont été vaccinées contre le choléra depuis moins de six mois et plus de six jours ne pourront être soumises qu'à la surveillance.

La justification consistera en une attestation écrite signée d'un médecin, dont la signature sera légalisée ; à défaut de légalisation, l'attestation sera contresignée par : soit *a)* le médecin affecté à un aérodrome sanitaire ; soit *b)* une personne, autre que celle chargée d'effectuer les inoculations, ayant qualité pour certifier une demande de passeport, d'après les règlements du pays.

Article 33.

Le débarquement des aliments frais suivants : poissons, coquillages, fruits et légumes, en provenance d'une circonscription atteinte de choléra, peut être prohibé.

C. TYPHUS EXANTHÉMATIQUE.

Article 34.

a) S'il n'y a pas eu de cas de typhus à bord, aucune mesure sanitaire ne peut être appliquée, à l'exception de celles, prescrites à l'article 52 de la présente convention, concernant les personnes qui ont quitté depuis moins de 12 jours une circonscription où le typhus exanthématique est épidémique.

b) S'il y a un cas de typhus exanthématique à bord, les mesures suivantes sont applicables :

1° Visite médicale ;

2° Le malade est immédiatement débarqué, isolé et épouillé ;

3° Les autres personnes qu'il y aurait lieu de croire être porteuses de poux, ou avoir été exposées à l'infection, sont aussi épouillées et peuvent être soumises à une surveillance dont la durée ne pourra jamais dépasser douze jours, à compter de la date de l'épouillage ;

4° Le linge, les effets à usage et les autres objets qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, sont considérés comme contaminés sont désinsectisés ;

5° Les parties de l'aéronef où a séjourné le typhique et qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, sont considérées comme contaminées sont désinsectisées.

D. VARIOLE.

Article 35.

a) S'il n'y a pas eu de cas de variole à bord, aucune mesure sanitaire ne peut être appliquée, sauf à l'égard des personnes qui ont quitté depuis moins de 14 jours une circonscription où la variole est épidémique et qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, ne sont pas suffisamment immunisées. Ces personnes peuvent, sans préjudice des dispositions de l'article 52, être soumises soit à la vaccination soit à la surveillance, soit à la vaccination suivie de surveillance, la durée de celle-ci ne pouvant excéder 14 jours, à compter de la date d'arrivée de l'aéronef.

b) S'il y a un cas de variole à bord, les mesures suivantes sont applicables :

1° Visite médicale ;

2° Le malade est immédiatement débarqué et isolé ;

In countries in which investigation for the detection of carriers of the cholera vibrio is prescribed for the inhabitants, persons arriving by aircraft who wish to remain in the country shall submit to the obligations imposed on the inhabitants.

Article 32.

Persons producing proof that they have been vaccinated against cholera within less than six months and more than six days may be subjected to surveillance only.

Proof shall consist of a written certificate signed by a doctor whose signature shall be officially authenticated ; failing such authentication, the certificate shall be countersigned by either (a) the medical officer attached to a sanitary aerodrome or (b) a person, other than the person performing the vaccination, who is authorised to witness an application for a passport under the regulations of the country.

Article 33.

The unloading from aircraft of the following fresh foods may be prohibited : fish, shellfish, fruit and vegetables, coming from a local area infected with cholera.

C. TYPHUS.

Article 34.

(a) If there has not been a case of typhus on board, no sanitary measure may be carried out save those prescribed in Article 52 of the present Convention for persons who have within 12 days left a local area where typhus is epidemic.

(b) The following measures are applicable if there is a case of typhus on board :

(1) Medical inspection.

(2) The sick shall be immediately disembarked, isolated and deloused.

(3) Any person suspected of harbouring lice or of having been exposed to infection shall also be deloused, and may be subjected to surveillance for a period not exceeding 12 days, reckoned from the date of delousing.

(4) Linen, personal effects, and other articles which the sanitary authority considers to be infected shall be disinfected.

(5) The parts of the aircraft which have been occupied by persons suffering from typhus and which the sanitary authority considers to be infected shall be disinfected.

D. SMALLPOX.

Article 35.

(a) If there has not been a case of smallpox on board no sanitary measure may be carried out save in the case of persons who have within 14 days left a local area where smallpox is epidemic and who, in the opinion of the sanitary authority, are not sufficiently immunised. Such persons may be subjected, without prejudice to the terms of Article 52, to vaccination, or to surveillance, or to vaccination followed by surveillance, the period of which shall not exceed 14 days from the date of arrival of the aircraft.

(b) The following measures are applicable if there is a case of smallpox on board :

(1) Medical inspection.

(2) The sick shall be immediately disembarked and isolated.

3° Les autres personnes qu'il y aurait lieu de croire avoir été exposées à l'infection et qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, ne sont pas suffisamment immunisées peuvent être soumises aux dispositions prévues au paragraphe *a*) du présent article ;

4° Le linge, les effets à usage et les autres objets qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, sont considérés comme ayant été récemment contaminés sont désinfectés ;

5° Les parties de l'aéronef où a séjourné le varioleux ou qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, sont considérées comme contaminées sont désinfectées.

Au sens du présent article, seront considérées comme immunisées les personnes : *a*) pouvant justifier qu'elles ont subi une attaque antérieure de la maladie ou qu'elles ont été vaccinées depuis moins de trois ans et plus de 12 jours ; ou *b*) présentant des signes locaux de réaction précoce attestant une immunité suffisante. En dehors des cas où ces signes existent, la justification sera donnée par une attestation écrite d'un médecin, authentifiée de la manière prévue au deuxième alinéa de l'article 32.

CHAPITRE II

DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE FIÈVRE JAUNE.

Section I.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 36.

Dans les territoires où l'endémicité de la fièvre jaune peut être soupçonnée, les Hautes Parties contractantes prendront les dispositions nécessaires pour rechercher si la fièvre jaune existe sur leur territoire sous une forme non reconnaissable cliniquement, mais décelable par examen biologique.

Article 37.

Indépendamment de la notification des cas et des circonstances relatives aux cas avérés de fièvre jaune, telle qu'elle est réglée par les articles 1, 2, 3, 4, 5 et 8 de la Convention sanitaire internationale du 21 juin 1926, chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à notifier immédiatement aux autres Hautes Parties contractantes et, en même temps, à l'Office international d'Hygiène publique (soit directement soit par l'intermédiaire des Bureaux régionaux avec lesquels il a conclu des accords à cet effet) la découverte, sur son territoire, de l'existence actuelle de la fièvre jaune sous la forme susvisée.

Section II.

DISPOSITIONS CONCERNANT LES RÉGIONS DANS LESQUELLES LA FIÈVRE JAUNE EST CONSTATÉE OU EXISTE A L'ÉTAT ENDÉMIQUE.

Article 38.

Nonobstant l'article 4 et sous réserve des dispositions prévues à l'article 46 ci-après, tout aéroport ouvert aux aéronefs désignés à l'article premier, I, deuxième alinéa, de la présente convention et qui est installé dans une région, c'est-à-dire une partie de territoire, où la fièvre jaune existe sous une forme cliniquement ou biologiquement reconnaissable, devra être un aéroport sanitaire répondant à la définition de la présente convention et, en outre :

- a*) Etre situé à une distance adéquate du centre habité le plus proche ;
- b*) Etre pourvu d'un système d'approvisionnement en eau complètement protégé contre les moustiques et être débarrassé, dans toute la mesure possible, des moustiques

(3) Other persons who there is reason to believe have been exposed to infection and who, in the opinion of the sanitary authority, are not sufficiently immunised may be subjected to the measures prescribed in paragraph (a) of this Article.

(4) Linen, personal effects, and other articles which the sanitary authority considers to have been recently infected shall be disinfected.

(5) The parts of the aircraft which have been occupied by persons suffering from smallpox and which the sanitary authority considers to be infected shall be disinfected.

For the purposes of this Article persons shall be considered immune (a) if they can produce proof of a previous attack of smallpox, or if they have been vaccinated within less than three years and more than 12 days, or (b) if they show local signs of early reaction attesting an adequate immunity. Apart from cases where these signs are present, proof shall be afforded by a written certificate of a doctor, authenticated in the manner prescribed in the second paragraph of Article 32.

CHAPTER II.

MEASURES APPLICABLE IN THE CASE OF YELLOW FEVER.

Section I.

GENERAL PROVISIONS.

Article 36.

In territoires where endemicity of yellow fever is suspected, the High Contracting Parties shall take the necessary steps to ascertain whether yellow fever exists in their territory in a form which, though not clinically recognisable, might be revealed by biological examination.

Article 37.

Independently of the notification of cases of and circumstances relating to recognised cases of yellow fever as laid down in Articles 1, 2, 3, 4, 5 and 8 of the International Sanitary Convention of the 21st June, 1926, each High Contracting Party undertakes to notify immediately to the other High Contracting Parties and at the same time to the Office international d'Hygiène publique (either directly or indirectly through the Regional Bureaux with which it has made agreements for this purpose), the discovery in his territory of the actual existence of yellow fever in the above-mentioned form.

Section II.

PROVISIONS CONCERNING REGIONS IN WHICH YELLOW FEVER HAS OCCURRED OR EXISTS IN AN ENDEMIC FORM.

Article 38.

Notwithstanding Article 4 of the present Convention, and subject to the terms of Article 46 hereafter, every aerodrome which receives aircraft to which Article 1, I, second paragraph, applies, and which is situated in a region, that is to say a part of a territory, in which yellow fever exists in a form clinically or biologically recognisable, shall become a sanitary aerodrome as defined in the present Convention and, in addition, shall be :

(1) Situated at an adequate distance from the nearest inhabited centre.

(2) Provided with arrangements for a water supply completely protected against mosquitoes and kept as free as possible from mosquitoes by systematic measures for the

au moyen de mesures systématiquement destinées à supprimer les gîtes et à détruire les insectes à tous les stades de leur développement ;

c) Etre pourvu de logements protégés contre les moustiques, pour les équipages des aéronefs et pour le personnel de l'aérodrome ;

d) Etre pourvu d'un bâtiment d'habitation protégé contre les moustiques, dans lequel les passagers pourront être logés ou hospitalisés en cas d'application des mesures prévues ci-après aux articles 42 et 44.

Article 39.

Si, dans la région où la fièvre jaune est constatée ou existe à l'état endémique, il n'y a pas déjà un aérodrome répondant aux conditions spécifiées à l'article qui précède, toute navigation aérienne de cette région vers un autre territoire sera suspendue jusqu'à ce qu'un tel aérodrome ait été installé.

Article 40.

Tout aérodrome établi et équipé conformément aux dispositions de l'article 38 ci-dessus sera appelé aérodrome *antiamaril* et considéré comme formant une circonscription séparée. La création d'un tel aérodrome devra être notifiée, par la Haute Partie contractante sur le territoire de laquelle il est situé, aux autres Hautes Parties contractantes et soit à l'Office international d'Hygiène publique, soit à la Commission internationale de la Navigation aérienne, dans les conditions prévues à l'article 7. Par suite de cette notification, la déclaration de l'existence de la fièvre jaune dans une ville ou un village adjacents ou dans une autre circonscription ne s'appliquera pas à l'aérodrome. Ledit aérodrome ne pourra être déclaré atteint que si des cas de fièvre jaune se sont produits parmi les personnes y résidant.

Article 41.

Si un aérodrome antiamaril devient une circonscription atteinte, la navigation aérienne de cet aérodrome vers tout autre territoire sera interrompue jusqu'à ce que toutes les mesures destinées à le libérer de l'infection aient été prises et que tous les risques de propagation de la fièvre jaune aient disparu.

Article 42.

Dans le cas où l'aérodrome antiamaril n'est pas contaminé, mais où la fièvre jaune existe dans la région, les mesures suivantes seront prises au départ ou, en tout cas, le moins de temps possible avant le départ d'un aéronef :

1° Inspection de l'aéronef et de sa cargaison, pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de moustiques, et démoustication éventuelle. Mention en devra figurer au carnet de route ;

2° Inspection médicale des passagers et des membres de l'équipage ; ceux qui sont suspects d'être atteints de fièvre jaune ou pour lesquels il est dûment établi qu'ils ont été exposés à l'infection amarile seront astreints à rester sous observation soit dans l'enceinte de l'aérodrome, soit ailleurs, dans des conditions approuvées par l'autorité sanitaire, jusqu'à ce qu'ils aient complété une période de six jours, à compter du dernier jour où ils ont été exposés à l'infection ;

3° Les noms des passagers et des membres de l'équipage seront inscrits au carnet de route, ainsi que les renseignements touchant leur exposition à l'infection, la durée et les conditions de l'observation subie par eux avant le départ.

Article 43.

Tout aéronef en transit, ne venant pas d'une région où la fièvre jaune existe et faisant escale pour se ravitailler dans un aérodrome antiamaril, sera dispensé des mesures sanitaires prévues

suppression of breeding places and the destruction of the insects in all stages of development.

(3) Provided with mosquito-proof dwellings for the crews of aircraft and for the staff of the aerodrome.

(4) Provided with a mosquito-proof dwelling in which passengers can be accommodated or hospitalised when it is necessary to apply the measures specified in Articles 42 and 44 below.

Article 39.

If, in the region where yellow fever has occurred or exists in an endemic form, there is not already an aerodrome fulfilling the conditions specified in the preceding Article, all aerial navigation from this region to any other territory shall be suspended until such an aerodrome shall have been established.

Article 40.

Every aerodrome established and equipped in accordance with the provisions of Article 38 above shall be called an *anti-amaryl aerodrome*, and shall be deemed to be a separate local area. The creation of such an aerodrome shall be notified by the High Contracting Party in whose territory it is situated to the other High Contracting Parties, and either to the Office international d'Hygiène publique or to the International Commission for Aerial Navigation, under the conditions laid down in Article 7. Consequent on this notification, the declaration of the presence of yellow fever in an adjacent town or village, or in another local area, shall not apply to the aerodrome, and the aerodrome shall not be declared infected unless yellow fever occurs among the persons residing therein.

Article 41.

If an anti-amaryl aerodrome becomes an infected local area, aerial navigation from that aerodrome to any other territory shall be discontinued until all measures have been taken to free it from infection, and all risk of the spread of yellow fever has ceased.

Article 42.

Where the anti-amaryl aerodrome is not infected, but yellow fever exists in the region, the following measures shall be taken on the departure, or in any event as late as possible before the departure, of an aircraft :

(1) Inspection of the aircraft and cargo to ensure that they do not contain mosquitoes, and, if necessary, disinsectisation. A record of this inspection and any action taken shall be entered in the journey log-book.

(2) Medical inspection of passengers and crew ; those who are suspected of suffering from yellow fever, or in whose case it has been duly established that they have been exposed to the infection of yellow fever, shall be required to remain under observation either within the precincts of the aerodrome or elsewhere, under conditions approved by the sanitary authority, until six days have elapsed since the last day on which they were exposed to infection.

(3) The names of the passengers and crew shall be entered in the journey log-book, together with the relevant information with regard to their exposure to infection, and the period and conditions of the observation which they have undergone prior to departure.

Article 43.

Aircraft in transit, not coming from a region in which yellow fever exists, and landing for the purpose of taking in supplies in an anti-amaryl aerodrome, shall be exempt from the prescribed

au départ de cet aérodrome. Dans la suite de son voyage, il ne sera pas soumis aux dispositions du présent chapitre, à la condition que le carnet de route porte la mention qu'il n'a touché l'aérodrome antiamaril que pour se ravitailler.

Article 44.

Les aéronefs désignés à l'article premier, I, deuxième alinéa, de la présente convention, naviguant entre deux régions où la fièvre jaune existe, devront prendre leur départ et atterrir à un aérodrome antiamaril de ces régions. Les passagers, l'équipage et les marchandises ne pourront être débarqués ou embarqués qu'à un aérodrome antiamaril.

Au cours de leur voyage entre ces aérodromes, les aéronefs pourront faire escale, pour se ravitailler, dans tout aérodrome non situé dans une région où existe la fièvre jaune.

Les mesures à prendre à l'arrivée à l'aérodrome antiamaril seront les suivantes :

1^o Inspection de l'aéronef et de sa cargaison, pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de moustiques, et démoustication éventuelle ;

2^o Examen médical des passagers et des membres de l'équipage, pour s'assurer qu'ils ne présentent pas de symptômes de fièvre jaune.

Si une personne est soupçonnée d'être atteinte de fièvre jaune, ou s'il n'est pas établi, à la satisfaction de l'autorité sanitaire de l'aérodrome d'arrivée, qu'une personne a complété une période de six jours depuis qu'elle a pu être exposée à l'infection, l'observation pourra lui être imposée, soit dans l'enceinte de l'aérodrome, soit ailleurs, dans des conditions approuvées par l'autorité sanitaire, pendant une période ne dépassant pas six jours à compter du dernier jour où ladite personne a pu être infectée.

Article 45.

Les aéronefs ayant pris leur départ de l'aérodrome antiamaril dans une région où existe la fièvre jaune et arrivant dans une région où elle n'existe pas seront régis par les dispositions des sections III et IV ci-après.

Article 46.

Aux fins de la navigation aérienne locale, rien dans la présente section ne sera considéré comme empêchant les gouvernements de territoires voisins dans lesquels la fièvre jaune est constatée ou existe à l'état endémique d'établir et d'utiliser, par accord réciproque, des aérodromes qui ne soient pas des aérodromes antiamarils, pour les besoins de la navigation aérienne entre lesdits territoires exclusivement.

Section III.

DISPOSITIONS CONCERNANT LES TERRITOIRES OU RÉGIONS DANS LESQUELS LA FIÈVRE JAUNE N'EXISTE PAS, MAIS POURRAIT TROUVER DES CONDITIONS PERMETTANT SON DÉVELOPPEMENT.

Article 47.

Dans les territoires ou régions où la fièvre jaune n'existe pas, mais pourrait trouver des conditions permettant son développement, les mesures qui peuvent être prises à l'arrivée d'un aéronef sur un aérodrome sanitaire sont les suivantes :

1^o Inspection de l'aéronef et de sa cargaison, pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de moustiques, et démoustication éventuelle ;

2^o Examen médical des passagers et des membres de l'équipage, pour s'assurer qu'ils ne présentent pas de symptômes de fièvre jaune.

Si une personne est soupçonnée d'être atteinte de fièvre jaune, ou s'il n'est pas établi, à la satisfaction de l'autorité sanitaire de l'aérodrome, qu'une personne a complété une période de six jours depuis qu'elle a pu être exposée à l'infection, l'observation pourra lui être imposée soit

sanitary measures on leaving that aerodrome. In the further course of the voyage they shall not be subject to the provisions of this Chapter, provided that the fact that they have called at an anti-amaryl aerodrome for the sole purpose of taking in supplies is entered in the journey log-book.

Article 44.

Aircraft to which Article 1, I, second paragraph, of the present Convention applies, flying between two regions where yellow fever exists, must depart from and land at an anti-amaryl aerodrome in these regions. Passengers, crew and cargo shall not be disembarked or embarked except at an anti-amaryl aerodrome.

During the voyage between these aerodromes aircraft may land for the purpose of taking in supplies in any aerodrome not situated within a region where yellow fever exists.

The measures to be taken on arrival at the anti-amaryl aerodrome are the following :

- (1) Inspection of the aircraft and cargo to ensure that they do not contain mosquitoes, and, if necessary, disinsectisation.
- (2) Medical examination of passengers and crew to ascertain that they are free from symptoms of yellow fever.

If a person is suspected to be suffering from yellow fever, or if it has not been established to the satisfaction of the sanitary authority of the aerodrome of arrival that a person has completed a period of six days since possible exposure to infection, he may be subjected to observation either within the precincts of the aerodrome or elsewhere, under conditions approved by the sanitary authority, for a period not exceeding six days reckoned from the last day on which that person could have been infected.

Article 45.

Aircraft having departed from an anti-amaryl aerodrome in a region where yellow fever exists and arriving at a region where yellow fever does not exist shall be subject to the provisions of Sections III and IV below.

Article 46.

For the purposes of local aerial navigation, nothing in this section shall be deemed to prevent the Governments of neighbouring territories in which yellow fever is found or exists endemically from establishing or employing, by mutual agreement, aerodromes which are not anti-amaryl aerodromes, for the needs of aerial navigation exclusively between these territories.

Section III.

PROVISIONS IN RESPECT OF TERRITORIES OR REGIONS IN WHICH YELLOW FEVER DOES NOT EXIST,
BUT IN WHICH THERE MAY BE CONDITIONS WHICH PERMIT OF ITS DEVELOPMENT.

Article 47.

In territories or regions where yellow fever does not exist, but where there may be conditions which permit of its development, the measures which may be taken on the arrival of an aircraft at a sanitary aerodrome are the following :

- (1) Inspection of aircraft and cargo to ensure that they do not contain mosquitoes, and, if necessary, disinsectisation.
- (2) Medical examination of passengers and crew to ascertain that they are free from symptoms of yellow fever.

If a person is suspected to be suffering from yellow fever, or if it has not been established to the satisfaction of the sanitary authority of the aerodrome that a person has completed a period of six days since possible exposure to infection, he may be subjected to observation either within the

dans l'enceinte de l'aérodrome, soit ailleurs, dans les conditions approuvées par l'autorité sanitaire, pendant une période ne dépassant pas six jours à compter du dernier jour où ladite personne a pu être infectée.

Article 48.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, sauf circonstances exceptionnelles dont il devra être justifié, à ne pas invoquer de motifs d'ordre sanitaire pour interdire l'atterrissage dans les territoires visés à l'article 47 des aéronefs provenant des régions où la fièvre jaune existe, à la condition que les dispositions de la section II du présent chapitre, notamment celles concernant les mesures prescrites au départ, y soient observées.

Article 49.

Néanmoins, les Hautes Parties contractantes peuvent désigner des aérodromes sanitaires déterminés, où devront atterrir les aéronefs en provenance de territoires où la fièvre jaune existe, lorsqu'ils auront à débarquer des passagers, l'équipage ou des marchandises.

Section IV.

DISPOSITIONS CONCERNANT LES TERRITOIRES OU RÉGIONS OÙ LES CONDITIONS NE PERMETTENT PAS
À LA FIÈVRE JAUNE DE S'IMPLANTER.

Article 50.

Dans les territoires ou régions où les conditions ne permettent pas à la fièvre jaune de s'implanter, les aéronefs provenant des régions où existe la fièvre jaune pourront atterrir dans tout aérodrome sanitaire ou autorisé.

Article 51.

Les mesures à prendre à l'arrivée sont les suivantes :

- 1^o Inspection de l'aéronef et de sa cargaison, pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de moustiques, et démoustication éventuelle ;
- 2^o Examen médical des passagers et des membres de l'équipage.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS COMMUNES.

Article 52.

Les personnes, arrivant à bord d'un aéronef sur le territoire d'une des Hautes Parties contractantes, qui ont été exposées au risque d'infection par l'une des maladies visées à l'article 18 de la présente convention et qui sont dans les limites de la période d'incubation, peuvent, sous réserve des dispositions du chapitre II de la présente partie, être soumises à la surveillance jusqu'à l'achèvement de cette période.

En ce qui concerne le choléra et la variole, les dispositions des articles 32 et 35, relatives aux personnes immunisées, s'appliquent également aux mesures prévues au présent article.

Article 53.

Les personnes qui, à leur arrivée à un aérodrome, sont considérées, aux termes des dispositions de la présente partie, comme passibles de la surveillance jusqu'à expiration de la période d'incubation

precincts of the aerodrome or elsewhere, under conditions approved by the sanitary authority, for a period not exceeding six days reckoned from the last day on which that person could have been infected.

Article 48.

The High Contracting Parties undertake, save in exceptional circumstances which will require to be justified, not to invoke sanitary reasons for prohibiting the landing in the territories referred to in Article 47 of aircraft coming from regions where yellow fever exists, provided that the provisions of Section II of this Chapter, particularly those concerning the measures to be taken on departure, are observed there.

Article 49.

Nevertheless, the High Contracting Parties may designate particular sanitary aerodromes as those at which aircraft from territories where yellow fever exists shall land for the purpose of disembarking passengers, crew or cargo.

Section IV.

PROVISIONS IN RESPECT OF TERRITORIES OR REGIONS WHERE THE CONDITIONS DO NOT PERMIT OF THE DEVELOPMENT OF YELLOW FEVER.

Article 50.

In territories or regions where the conditions do not permit of the development of yellow fever, aircraft coming from regions where yellow fever exists may land on any sanitary or authorised aerodrome.

Article 51.

The measures to be taken on arrival are the following :

- (1) Inspection of the aircraft and cargo to ensure that they do not contain mosquitoes, and, if necessary, disinsectisation.
- (2) Medical inspection of passengers and crew.

CHAPTER III.

GENERAL PROVISIONS.

Article 52.

Persons who arrive in aircraft in the territory of any High Contracting Party and who have been exposed to risk of infection by one of the diseases referred to in Article 18 of the present Convention, and who are within the period of incubation, may, subject to the provisions of Chapter II of this Part, be subjected to surveillance until the termination of that period.

In the case of cholera and smallpox, the provisions of Articles 32 and 35 relating to immunised persons apply equally to action under this Article.

Article 53.

Persons who, on arrival at an aerodrome, are considered under the terms of this Part liable to surveillance up to the expiration of the period of incubation of the disease, may nevertheless

de la maladie peuvent néanmoins continuer leur voyage, à la condition que le fait soit notifié aux autorités des escales suivantes et du lieu de destination, soit par inscription au carnet de route visé à l'article 9 de la présente convention, soit par tout autre moyen propre à assurer qu'elles pourront être soumises à la visite médicale à chacun des aérodromes suivants situés sur leur route.

Celles qui seraient passibles de l'observation, dans les conditions prévues aux articles 26, 44, quatrième alinéa, et 47, deuxième alinéa, de la présente convention, ne pourront être autorisées à continuer le voyage qu'à l'expiration de la période d'incubation, sauf — pour les maladies autres que la fièvre jaune — avec l'approbation des autorités sanitaires du lieu de destination.

Article 54.

L'autorité sanitaire de chaque aérodrome tiendra compte le plus largement possible, pour l'application des mesures sanitaires à un aéronef en provenance d'une circonscription atteinte, de celles qui auront déjà été imposées à cet aéronef, dans un autre aérodrome sanitaire d'un pays étranger ou du même pays, et dûment notées au carnet de route visé à l'article 9 de la présente convention.

Les aéronefs, en provenance d'une circonscription atteinte, qui auront été l'objet de mesures sanitaires appliquées d'une façon satisfaisante ne subiront pas une seconde fois ces mesures à leur arrivée dans un autre aérodrome, que celui-ci appartienne ou non au même pays, à la condition qu'il ne se soit produit depuis lors aucun incident entraînant l'application desdites mesures et que l'aéronef n'ait pas fait escale dans un aérodrome atteint, sauf pour s'approvisionner en combustible.

Article 55.

L'autorité de l'aérodrome qui applique des mesures sanitaires délivrera gratuitement, au commandant de l'aéronef ou à toute personne intéressée, toutes les fois que la demande en sera faite, un certificat spécifiant la nature des mesures, les méthodes employées, les parties de l'aéronef traitées et les raisons pour lesquelles les mesures ont été appliquées.

Elle délivrera, de même, gratuitement, sur demande, aux passagers arrivés par un aéronef sur lequel serait survenu un cas des maladies infectieuses visées à l'article 18, un certificat indiquant la date de leur arrivée et les mesures auxquelles eux et leurs bagages ont été soumis.

Article 56.

Sauf dans les cas expressément prévus par la présente convention, les aéronefs ne devront pas être retenus pour des motifs sanitaires.

Si un aéronef a été occupé par un malade atteint de peste, de choléra, de fièvre jaune, de typhus exanthématique ou de variole, il ne sera retenu que le temps strictement nécessaire pour être soumis aux mesures prophylactiques applicables à l'aéronef dans chaque cas prévu par la présente convention.

Article 57.

Sous réserve des dispositions du chapitre II de la présente convention et notamment de son article 47, tout aéronef qui ne veut pas se soumettre aux obligations imposées par l'autorité de l'aérodrome, en vertu des stipulations de la présente convention, est libre de continuer sa route. Il ne pourra, toutefois, s'arrêter dans un autre aérodrome du même pays, sauf pour s'y ravitailler.

Il sera autorisé à débarquer ses marchandises, à la condition qu'il soit isolé et que les marchandises soient soumises, le cas échéant, aux mesures prévues à l'article 10 de la présente convention.

Il sera également autorisé à débarquer les passagers qui en feront la demande, à la condition que ceux-ci se soumettent aux mesures prescrites par l'autorité sanitaire.

L'aéronef peut aussi embarquer du combustible, des pièces de rechange, des vivres et de l'eau en restant isolé.

continue the voyage on condition that the fact is notified to the authorities of subsequent landing places and of the place of arrival, either by means of an entry in the journey log-book as prescribed in Article 9 of the present Convention, or by some other method sufficient to secure that they can be subjected to medical inspection in any subsequent aerodrome on the route.

Persons who are liable to observation under the terms of Articles 26, 44 (fourth paragraph) and 47 (second paragraph) of this Convention, shall not be authorised until the expiration of the period of incubation to continue their voyage, except — in the case of diseases other than yellow fever — with the approval of the sanitary authorities of the place of their destination.

Article 54.

In applying sanitary measures to an aircraft coming from an infected local area, the sanitary authority of every aerodrome shall, to the greatest possible extent, take into account all measures which have already been applied to the aircraft in another sanitary aerodrome abroad or in the same country, and which are duly noted in the journey log-book referred to in Article 9 of the present Convention.

Aircraft coming from an infected local area which has already been subjected to satisfactory sanitary measures shall not be subjected to these measures a second time on arrival at another aerodrome, whether the latter belongs to the same country or not, provided no subsequent incident has occurred which calls for the application of the sanitary measures in question, and that the aircraft has not called at an infected aerodrome except to take in fuel.

Article 55.

The aerodrome authority applying sanitary measures shall, whenever requested, furnish free of charge to the commander of the aircraft, or any other interested person, a certificate specifying the nature of the measures, the methods employed, the parts of the aircraft treated, and the reason why the measures have been applied.

The authority shall also issue, on demand and without charge, to passengers arriving by an aircraft in which a case of one of the infectious diseases referred to in Article 18 has occurred, a certificate showing the date of their arrival and the measures to which they and their luggage have been subjected.

Article 56.

Save as expressly provided in the present Convention, aircraft shall not be detained for sanitary reasons.

If an aircraft has been occupied by a person suffering from plague, cholera, yellow fever, typhus or smallpox, its detention shall be limited to the period strictly necessary for it to undergo the prophylactic measures applicable to the aircraft in the case of each disease referred to in the present Convention.

Article 57.

Subject to the provisions of Chapter II of the present Convention, and particularly those of Article 47, any aircraft which does not wish to submit to the measures prescribed by the aerodrome authority in virtue of the provisions of the present Convention, is at liberty to continue its voyage. It may not, however, land in another aerodrome of the same country except for the purpose of taking in supplies.

An aircraft shall be permitted to land goods on condition that it is isolated and that the goods are subjected, if necessary, to the measures laid down in Article 10 of the present Convention.

Aircraft shall also be permitted to disembark passengers at their request, on condition that such passengers submit to the measures prescribed by the sanitary authority.

Aircraft may also take in fuel, replacements, food and water while remaining in isolation.

QUATRIÈME PARTIE

DISPOSITIONS FINALES.

Article 58.

Deux ou plusieurs des Hautes Parties contractantes ont la faculté de conclure entre elles, sur la base des principes de la présente convention, des accords spéciaux touchant des points particuliers de la réglementation sanitaire aérienne, notamment en ce qui concerne l'application sur leurs territoires du chapitre II de la troisième partie.

Ces accords, ainsi que ceux visés à l'article 46, devront être notifiés, dès leur mise en vigueur, soit à l'Office international d'Hygiène publique, soit à la Commission internationale de la Navigation aérienne, dans les conditions prévues à l'article 7.

Article 59.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de demander l'avis du Comité permanent de l'Office international d'Hygiène publique, avant d'avoir recours à toute autre procédure, au cas où un dissentiment s'élèverait entre elles relativement à l'interprétation de la présente convention.

Article 60.

Sans préjudice de la disposition prévue au dernier alinéa de l'article 12, les Hautes Parties contractantes s'engagent à appliquer, pour les opérations sanitaires dans leurs aérodromes, aux aéronefs des autres Hautes Parties contractantes le même tarif qu'à leurs aéronefs nationaux.

Ce tarif sera aussi modéré que possible et notifié soit à l'Office international d'Hygiène publique, soit à la Commission internationale de la Navigation aérienne, dans les conditions prévues à l'article 7.

Article 61.

Toute Haute Partie contractante qui désirera voir apporter des modifications à la présente convention devra communiquer ses propositions au Gouvernement des Pays-Bas. Celui-ci en saisira l'Office international d'Hygiène publique, qui, s'il le juge opportun, rédigera un protocole amendant la convention et le transmettra au Gouvernement des Pays-Bas.

Le Gouvernement des Pays-Bas soumettra par circulaire datée le texte dudit protocole aux gouvernements des autres Hautes Parties contractantes, en leur demandant s'ils acceptent les modifications proposées. L'adhésion de chacune des Hautes Parties contractantes à ces modifications résultera soit d'une approbation expresse donnée au Gouvernement des Pays-Bas, soit du fait qu'elle se sera abstenue de notifier à celui-ci des objections dans les douze mois à partir de la date de la circulaire susvisée.

Lorsque le nombre des adhésions expresses ou tacites représentera les deux tiers au moins des gouvernements des Hautes Parties contractantes, le Gouvernement des Pays-Bas le constatera au moyen d'un procès-verbal qu'il communiquera à l'Office international d'Hygiène publique et aux gouvernements de toutes les Hautes Parties contractantes. Le protocole entrera en vigueur, entre les Hautes Parties contractantes mentionnées audit procès-verbal, à l'expiration d'un délai de six mois à partir de la date de ce procès-verbal. La présente convention continuera à être appliquée sans modification par les autres Hautes Parties contractantes jusqu'au jour où elles auront adhéré au protocole.

Article 62.

La présente convention portera la date de ce jour et pourra être signée pendant la durée d'un an à partir de cette date.

PART IV.

FINAL PROVISIONS.

Article 58.

Any two or more High Contracting Parties have the right to conclude between themselves, on the basis of the principles of the present Convention, special agreements relating to particular points concerning aerial sanitary measures notably as regards the application within their territories of Chapter II of Part III.

These agreements, as well as those referred to in Article 46, shall be notified as soon as they come into force either to the Office international d'Hygiène publique or to the International Commission for Air Navigation, under the conditions laid down in Article 7.

Article 59.

The High Contracting Parties agree to seek the opinion of the Permanent Committee of the Office international d'Hygiène publique, before having recourse to any other procedure, should any disagreement arise between them as to the interpretation of the present Convention.

Article 60.

Without prejudice to the provisions of the last paragraph of Article 12, the High Contracting Parties undertake to apply the same tariff of charges to the aircraft of other High Contracting Parties as they apply to their own national aircraft for sanitary operations in their aerodromes.

This tariff shall be as moderate as possible, and shall be notified either to the Office international d'Hygiène publique or to the International Commission for Air Navigation under the conditions laid down in Article 7.

Article 61.

Any High Contracting Party which desires to introduce modifications in the present Convention shall communicate his proposals to the Government of the Netherlands. The latter will inform the Office international d'Hygiène publique, which, if it thinks fit, will prepare a protocol amending the Convention, and will transmit it to the Government of the Netherlands.

The Government of the Netherlands will submit by dated circular letter the text of the said protocol to the Governments of the other High Contracting Parties, asking them if they accept the proposed modifications. The accession of a High Contracting Party to these modifications will result either from explicit approval given to the Government of the Netherlands or from the fact that he refrains from notifying the latter of any objections within twelve months from the date of the circular letter above referred to.

When the number of expressed or tacit accessions represents at least two-thirds of the Governments of the High Contracting Parties, the Government of the Netherlands will certify the fact by means of a *procès-verbal* which it will communicate to the Office international d'Hygiène publique and to the Governments of all the High Contracting Parties. The protocol will enter into force between the High Contracting Parties mentioned in the said *procès-verbal* after a period of six months from the date of the *procès-verbal*. The present Convention will continue to be applied without modification by the other High Contracting Parties until such time as they shall have acceded to the protocol.

Article 62.

The present Convention shall bear to-day's date and may be signed within one year from this date.

Article 63.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront remis au Gouvernement des Pays-Bas aussitôt que faire se pourra.

Dès que dix ratifications auront été déposées, le Gouvernement des Pays-Bas en dressera procès-verbal. Il transmettra des copies de ce procès-verbal aux gouvernements des Hautes Parties contractantes et à l'Office international d'Hygiène publique. La présente convention entrera en vigueur le cent vingtième jour après la date dudit procès-verbal.

Chaque dépôt ultérieur de ratifications sera constaté par un procès-verbal établi et communiqué selon la procédure indiquée ci-dessus. La présente convention entrera en vigueur à l'égard de chacune des Hautes Parties contractantes le cent vingtième jour après la date du procès-verbal constatant le dépôt de ses ratifications.

Article 64.

Les pays non signataires de la présente convention seront admis à y adhérer à tout moment à partir de la date du procès-verbal constatant le dépôt des dix premières ratifications.

Chaque adhésion sera effectuée au moyen d'une notification par la voie diplomatique adressée au Gouvernement des Pays-Bas. Celui-ci déposera l'acte d'adhésion dans ses archives ; il informera aussitôt les gouvernements de tous les pays participant à la convention, ainsi que l'Office international d'Hygiène publique, en leur faisant connaître la date du dépôt. Chaque adhésion produira effet le cent vingtième jour à partir de cette date.

Article 65.

Chacune des Hautes Parties contractantes peut déclarer, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, que, par son acceptation de la présente convention, elle n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa suzeraineté ou son mandat ; dans ce cas, la présente convention ne sera pas applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra ultérieurement notifier au Gouvernement des Pays-Bas qu'elle entend rendre la présente convention applicable à l'ensemble ou à toute partie de ses territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue à l'alinéa précédent. Dans ce cas, la convention s'appliquera aux territoires visés dans la notification le cent vingtième jour à partir de la date du dépôt de cette notification dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas.

De même chacune des Hautes Parties contractantes peut, à tout moment, après l'expiration de la période mentionnée à l'article 66, déclarer qu'elle entend voir cesser l'application de la présente convention à l'ensemble ou à toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa suzeraineté ou son mandat ; dans ce cas, la convention cessera d'être applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration un an après la date du dépôt de cette déclaration dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas.

Le Gouvernement des Pays-Bas informera les gouvernements de tous les pays participant à la présente convention, ainsi que l'Office international d'Hygiène publique, des notifications et déclarations faites par application des dispositions ci-dessus, en leur faisant connaître la date du dépôt de celles-ci dans ses archives.

Article 66.

Le gouvernement de chacun des pays participant à la présente convention pourra, à tout moment, après que la convention aura été en vigueur à son égard pendant cinq ans, la dénoncer par notification écrite adressée par voie diplomatique au Gouvernement des Pays-Bas. Celui-ci déposera l'acte de dénonciation dans ses archives ; il informera aussitôt les gouvernements de tous

Article 63.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be deposited with the Government of the Netherlands as soon as possible.

As soon as ten ratifications have been deposited the Government of the Netherlands will draw up a *procès-verbal* and transmit copies of the *procès-verbal* to the Governments of the High Contracting Parties and to the Office international d'Hygiène publique. This Convention shall come into force on the hundred and twentieth day after the date of the said *procès-verbal*.

Each subsequent deposit of ratification will be notified by a *procès-verbal* prepared and communicated according to the procedure indicated above. This Convention shall come into force in regard to each of the High Contracting Parties on the hundred and twentieth day following the date of the *procès-verbal* attesting the deposit of his ratification.

Article 64.

Countries which have not signed the present Convention shall be allowed to accede to it at any time after the date of the *procès-verbal* recording the deposit of the first ten ratifications.

Each accession shall be effected by a notification through the diplomatic channel addressed to the Government of the Netherlands. The latter will deposit the document of accession in its archives and will forthwith inform the Governments of all the countries participating in the Convention, as well as the Office international d'Hygiène publique, informing them at the same time of the date of the deposit of the accession. Each accession shall come into force on the hundred and twentieth day from that date.

Article 65.

Any High Contracting Party may declare at the time of his signature, ratification or accession that his acceptance of this Convention does not bind any or all of his colonies, protectorates, territories beyond the sea, or territories under his suzerainty or mandate. In that event, the present Convention shall not apply to any territories named in such declaration.

Any High Contracting Party may give notice to the Government of the Netherlands at any subsequent date that he desires that the present Convention shall apply to any or all of his territories which have been made the subject of a declaration under the preceding paragraph. In that case, the Convention shall apply to all the territories named in such notice on the hundred and twentieth day from the date of the deposit of the notification in the archives of the Government of the Netherlands.

Any High Contracting Party may likewise declare at any time after the expiration of the period mentioned in Article 66 that he desires that the present Convention shall cease to apply to any or all of his colonies, protectorates, territories beyond the sea, or territories under his suzerainty or mandate. The Convention shall in that case cease to apply to the territories named in such declaration one year after the date of deposit of this declaration in the archives of the Government of the Netherlands.

The Government of the Netherlands will inform the Governments of all countries participating in the present Convention, as well as the Office international d'Hygiène publique, of the notifications and declarations made in pursuance of the above provisions, informing them at the same time of the date of their deposit in its archives.

Article 66.

The Government of each country participating in the present Convention may, at any time after the Convention has been in force for that country for five years, denounce it by notification in writing addressed to the Government of the Netherlands through the diplomatic channel. The latter will deposit the act of denunciation in its archives. It will forthwith inform the Governments

les pays participant à la convention, ainsi que l'Office international d'Hygiène publique, en leur faisant connaître la date du dépôt ; chaque dénonciation produira effet un an après cette date.

Article 67.

La signature de la présente convention ne pourra être accompagnée d'aucune réserve qui n'aura pas été préalablement approuvée par les Hautes Parties contractantes déjà signataires. De même il ne sera pas pris acte de ratifications ni d'adhésions accompagnées de réserves qui n'auront pas été approuvées préalablement par tous les pays participant à la convention.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention.

Fait à La Haye, le douze avril mil neuf cent trente-trois, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour l'Union de l'Afrique du Sud :

A. J. BOSMAN.

Pour l'Allemagne :

Julius Graf VON ZECH-BURKERSRODA.

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

1. With reference to Article 61 no amendments to the Convention will be binding on the Government of the United States of America or territory subject to its jurisdiction unless such amendments be accepted by the Government of the United States of America.

2. The Government of the United States of America reserves the right to decide whether from the standpoint of the measures to be applied a foreign district is to be considered as infected, and to decide what requirements shall be applied under special circumstances to aircraft and personnel arriving at an aerodrome in the United States of America or territory subject to its jurisdiction.¹

Grenville T. EMMET.

Pour l'Australie :

In signing the present Convention in respect of the Commonwealth of Australia I declare that my signature is subject to the following reservation :

“ His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia reserve the right to accept only those certificates which are signed by a recognised official of the Public Health Service of the country concerned, and which carry within the text of the certificate an intimation of the office occupied by the person signing the certificate, if the circumstances appear to be such that certificates delivered under the conditions laid down in Article 32 of the Convention do not provide all the necessary guarantees. ”

Traduction du Secrétariat de la Société des Nations.

¹ 1. En ce qui concerne l'article 61, aucun amendement à la convention ne liera le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ou tout territoire relevant de sa juridiction si ledit amendement n'est pas accepté par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

2. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique se réserve le droit de décider si, au point de vue des mesures à prendre, il y a lieu de considérer une zone étrangère comme atteinte et de décider les mesures qu'il y aura lieu d'appliquer dans des circonstances spéciales aux aéronefs et au personnel arrivant dans un aéroport des Etats-Unis d'Amérique ou d'un territoire relevant de leur juridiction.

of all the countries participating in the Convention as well as the Office international d'Hygiène publique, and will at the same time notify them of the date of such deposit ; each denunciation will come into force one year after that date.

Article 67.

The signature of the present Convention shall not be accompanied by any reservation which has not previously been approved by the High Contracting Parties who are already signatories. Moreover, ratifications or accessions cannot be accepted if they are accompanied by reservations which have not previously been approved by all the countries participating in the Convention.

In virtue of which the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at The Hague, this twelfth day of April, one thousand nine hundred and thirty-three, in a single copy, which shall remain deposited in the archives of the Government of the Netherlands and of which copies, certified as correct, shall be transmitted through the diplomatic channel to each of the High Contracting Parties.

For the Union of South Africa :

A. J. BOSMAN.

For Germany :

Julius Graf VON ZECH-BURKERSRODA.

For the United States of America :

(1) With reference to Article 61 no amendments to the Convention will be binding on the Government of the United States of America or territory subject to its jurisdiction unless such amendments be accepted by the Government of the United States of America.

(2) The Government of the United States of America reserves the right to decide whether from the standpoint of the measures to be applied a foreign district is to be considered as infected, and to decide what requirements shall be applied under special circumstances to aircraft and personnel arriving at an aerodrome in the United States of America or territory subject to its jurisdiction.

Grenville T. EMMET.

For the Commonwealth of Australia :

In signing the present Convention in respect of the Commonwealth of Australia I declare that my signature is subject to the following reservation :

“ His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia reserve the right to accept only those certificates which are signed by a recognised official of the Public Health Service of the country concerned, and which carry within the text of the certificate an intimation of the office occupied by the person signing the certificate, if the circumstances appear to be such that certificates delivered under the conditions laid down in Article 32 of the Convention do not provide all the necessary guarantees. ”

In accordance with the provisions of Article 65, I further declare that the acceptance of the Convention does not bind the territories of Papua and Norfolk Island or the Mandated Territories of New Guinea and Nauru. ¹

Hubert MONTGOMERY.

Pour l'Autriche :

Georg ALEXICH.

Pour la Belgique :

Ch. MASKENS.

Pour l'Égypte :

Hafez AFIFI.

Pour l'Espagne :

J. GÓMEZ OCERIN.

Pour la France :

VITROLLES.

Pour le Maroc :

VITROLLES.

Pour la Tunisie :

VITROLLES.

Pour la Syrie :

VITROLLES.

Pour le Liban :

VITROLLES.

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations :

In accordance with the provisions of paragraph 1 of Article 65 of the Convention I hereby declare that my signature does not include Newfoundland or any British Colony or Protectorate or any mandated territory in respect of which the mandate is exercised by His Majesty's Government in the United Kingdom. ²

Odo RUSSELL.

Traduction du Secrétariat de la Société des Nations.

¹ En signant la présente convention en ce qui concerne le Commonwealth d'Australie, je déclare que ma signature est donnée sous les réserves ci-après :

Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie se réserve le droit de n'accepter que les certificats qui sont signés par un fonctionnaire compétent du Service d'hygiène publique du pays intéressé et dans le texte desquels figure l'indication des fonctions occupées par le signataire du certificat, si les circonstances semblent telles que les certificats délivrés dans les conditions prévues à l'article 32 de la convention ne donnent pas toutes les garanties nécessaires.

Conformément aux dispositions de l'article 65, je déclare en outre que l'acceptation de la Convention ne lie ni les territoires de la Papouasie et l'île de Norfolk, ni les territoires sous mandat de la Nouvelle-Guinée et de Nauru.

² Conformément aux dispositions de l'alinéa premier de l'article 65 de la convention, je déclare par la présente que ma signature ne vise ni Terre-Neuve ni aucune colonie ou protectorat britannique, ni aucun territoire sous mandat pour lequel le mandat est exercé par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni.

In accordance with the provisions of Article 65, I further declare that the acceptance of the Convention does not bind the territories of Papua and Norfolk Island or the Mandated Territories of New Guinea and Nauru.

Hubert MONTGOMERY.

For Austria :

Georg ALEXICH.

For Belgium :

Ch. MASKENS.

For Egypt :

Hafez AFIFI.

For Spain :

J. GÓMEZ OGERIN.

For France :

VITROLLES.

For Morocco :

VITROLLES.

For Tunis :

VITROLLES.

For Syria :

VITROLLES.

For Lebanon :

VITROLLES.

For Great Britain and Northern Ireland and all parts of the British Empire not separate members of the League of Nations :

In accordance with the provisions of paragraph 1 of Article 65 of the Convention I hereby declare that my signature does not include Newfoundland or any British Colony or Protectorate or any mandated territory in respect of which the mandate is exercised by His Majesty's Government in the United Kingdom.

Odo RUSSELL.

<i>For Greece :</i>	TRIANAFYLLAKOS.
<i>For the Irish Free State :</i>	O'Kelly DE GALLAGH.
<i>For Italy :</i>	Francesco Maria TALIANI.
<i>For Monaco :</i>	Henri E. REY.
<i>For New Zealand :</i>	Odo RUSSELL.
<i>For the Netherlands :</i>	(excluding the Netherlands East Indies, Surinam and Curaçao) Beelaerts VAN BLOKLAND.
<i>For Poland :</i>	W. BABIŃSKI.
<i>For Roumania :</i>	Gr. BILCIURESICO.
<i>For Sweden :</i>	ADLERCREUTZ.

N° 3707.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET SUÈDE

Accord commercial, avec annexes.
Signé à Washington, le 25 mai
1935.

UNITED STATES OF AMERICA
AND SWEDEN

Commercial Agreement, with An-
nexes. Signed at Washington,
May 25th, 1935.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

N^o 3707. — HANDELSÖVERENSKOMMELSE ¹ MELLAN SVERIGE OCH AMERIKAS FÖRENTA STATER. UNDERTECKNAD I WASHINGTON, DEN 25 MAJ 1935.

Textes officiels anglais et suédois communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Suède et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 5 août 1935.

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV SVERIGE och AMERIKAS FÖRENTA STATERS PRESIDENT, vilka önska stärka de vänskapsband, som av ålder bestå mellan de båda länderna, genom att upprätthålla och giva största möjliga verkan åt principen om likabehandling i de kommersiella förbindelserna samt genom att medgiva varandra ömsesidiga och reciproka koncessioner och förmåner till handels främjande, hava genom sina respektive fullmäktige ombud träffat följande överenskommelse :

Artikel I.

Sverige och Amerikas Förenta Stater skola tillerkänna varandra ovillkorlig och obegränsad behandling såsom mest gynnad nation i allt vad angår tullar och alla slags tilläggsavgifter samt sättet för tullarnas och avgifternas uppbärande ävensom i allt vad angår de regler, formaliteter och pålagor, som må vara föreskrivna med avseende på förfarandet vid tullbehandlingen samt beträffande alla lagar och förordningar rörande försäljningen eller användandet av importerade varor inom landet.

Följaktingen skola natur- eller industrialster, härrörande från ettdera landet, i ovannämnda hänseenden icke i något fall vara underkastade andra eller högre tullar, avgifter eller pålagor eller andra eller mera betungande regler eller formaliteter än de, vilka likartade varor, härrörande från vilket som helst tredje land, äro eller framdeles må bliva underkastade.

Likaledes skola natur- eller industrialster, som utföras från Sveriges eller Amerikas Förenta Staters område med destination till det andra landets område, i ovannämnda hänseenden med avseende å utförelsen icke i något fall vara underkastade andra eller högre tullar, avgifter eller pålagor eller andra eller mera betungande regler eller formaliteter än de, vilka likartade varor destinerade till vilket som helst tredje land äro eller framdeles må bliva underkastade.

Varje företrädesrätt, förmån, privilegium eller befrielse, som Sverige eller Amerikas Förenta Stater i ovannämnda hänseenden medgivit eller framdeles må komma att tillerkänna natur- eller industrialster härrörande från eller destinerade till något tredje land, skall omedelbart och utan vederlag samt oberoende av transportfartygets nationalitet tillerkännas likartade varor, härrörande från eller destinerade till Amerikas Förenta Staters respektive Sveriges område.

¹ Les instruments d'approbation et de ratification ont été échangés à Stockholm, le 6 juillet 1935. Entré en vigueur le 5 août 1935.

No. 3707. — COMMERCIAL AGREEMENT¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND SWEDEN. SIGNED AT WASHINGTON, MAY 25TH, 1935.

English and Swedish official texts communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs and by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration of this Agreement took place August 5th, 1935.

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN and THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA, being desirous of strengthening the traditional bonds of friendship between the two countries by maintaining and giving the fullest possible effect to the principle of equality of treatment in their commercial relations and by granting mutual and reciprocal concessions and advantages for the promotion of trade, have through their respective Plenipotentiaries arrived at the following Agreement :

Article I.

Sweden and the United States of America will grant each other unconditional and unrestricted most-favored-nation treatment in all matters concerning the Customs duties and subsidiary charges of every kind and in the method of levying duties, and, further, in all matters concerning the rules, formalities and charges imposed in connection with the clearing of goods through the Customs, and with respect to all laws or regulations affecting the sale or use of imported goods within the country.

Accordingly, natural or manufactured products having their origin in either of the countries shall in no case be subject, in regard to the matters referred to above, to any duties, taxes or charges other or higher, or to any rules or formalities other or more burdensome, than those to which the like products having their origin in any third country are or may hereafter be subject.

Similarly, natural or manufactured products exported from the territory of Sweden or the United States of America and consigned to the territory of the other country shall in no case be subject with respect to exportation and in regard to the above-mentioned matters, to any duties, taxes or charges other or higher, or to any rules or formalities other or more burdensome, than those to which the like products when consigned to the territory of any third country are or may hereafter be subject.

Any advantage, favor, privilege or immunity which has been or may hereafter be granted by Sweden or the United States of America, in regard to the above-mentioned matters, to a natural or manufactured product originating in any third country or consigned to the territory of any third country shall be accorded immediately and without compensation to the like product originating in or consigned to the territory of the United States of America or Sweden, respectively, and irrespective of the nationality of the carrier.

¹ The instruments of approval and ratification were exchanged at Stockholm, July 6th, 1935. Came into force August 5th, 1935.

Artikel II.

Varken Sverige eller Amerikas Förenta Stater må införa något förbud eller upprätthålla någon inskränkning med avseende å införseln från det andra landets område, som icke tillämpas beträffande införseln av likartade varor, härrörande från vilket som helst tredje land. Varje upphävande av förbud eller inskränkning med avseende å införseln, som må komma att, även temporärt, medgivnas av ettdera landet till förmån för en vara från något tredje land, skall omedelbart och ovillkorligt tillämpas på likartad vara, härrörande från det andra landets område. Dessa bestämmelser skola jämväl tillämpas med avseende å utförseln.

Därest Sverige eller Amerikas Förenta Stater inför ransonering eller kontingentering av införseln av någon vara, är det överenskommet, att vid fördelning av de kvantiteter av importreglerade varor, som må tillåtas till införsel, det andra landet skall tillerkännas en andel, motsvarande den proportion, vari det normalt plägar deltaga i handeln.

I allt vad angår de regler, formaliteter eller pålagor, som må tillämpas i samband med kvantitativ inskränkning i någon form beträffande införseln av viss vara, överenskomma Sverige och Amerikas Förenta Stater att låta varandra komma i åtnjutande av varje förmån, som beviljas ett tredje land.

Artikel III.

Varor, alstrade, frambringade eller tillverkade i Amerikas Förenta Stater samt upptagna i bilaga I, fogad till denna överenskommelse och utgörande integrerande del därav, skola vid införsel till Sverige vara befriade från ordinarie tullar utöver i nämnda bilaga angivna belopp. Sagda varor skola även vara befriade från alla andra tullar, skatter, avgifter, umgälder eller pålagor, som uppbäras vid eller i samband med införsel, utöver dem, som å dagen för undertecknandet av denna överenskommelse äro åsatta eller vilkas åsättande påfordras enligt i Sverige å dagen för undertecknandet av denna överenskommelse i kraft varande lagar och förordningar.

Artikel IV.

Varor, alstrade, frambringade eller tillverkade i Sverige samt upptagna i bilaga II, fogad till denna överenskommelse och utgörande integrerande del därav, skola vid införsel till Amerikas Förenta Stater vara befriade från ordinarie tullar utöver i nämnda bilaga angivna belopp. Sagda varor skola även vara befriade från alla andra tullar, skatter, avgifter, umgälder eller pålagor, som uppbäras vid eller i samband med införsel, utöver dem, som å dagen för undertecknandet av denna överenskommelse äro åsatta eller vilkas åsättande påfordras enligt i Amerikas Förenta Stater å dagen för undertecknandet av denna överenskommelse i kraft varande lagar och förordningar.

Artikel V.

Beträffande varor, alstrade, frambringade eller tillverkade i Amerikas Förenta Stater eller Sverige samt upptagna i bilagorna I respektive II, vilka införas till det andra landet och vilka äro eller må bliva underkastade värdetullar eller tullar, baserade å eller på något sätt bestämda genom varans värde, är förutsatt och överenskommet, att grunderna och metoderna för bestämmande av det tullpliktiga värdet samt för omräkning av valutor icke skola vara mindre gynnsamma för importörerna än de grunder och metoder, som äro föreskrivna i de för närvarande i Sverige respektive Amerikas Förenta Stater gällande lagar och förordningar.

Artikel VI.

Varor, alstrade, frambringade eller tillverkade i Sverige eller Amerikas Förenta Stater, skola efter införsel till det andra landet vara befriade från alla andra eller högre inre skatter, avgifter, umgälder eller pålagor än de, som åvila likartade varor av inhemskt ursprung eller vilket som helst annat främmande ursprung.

Article II.

Neither Sweden nor the United States of America shall establish any prohibition or maintain any restriction on imports from the territory of the other country which is not applied to the importation of any like article originating in any third country. Any abolition of an import prohibition or restriction which may be granted even temporarily by either country in favor of an article of a third country shall be applied immediately and unconditionally to the like article originating in the territory of the other country. These provisions equally apply to exports.

In the event of rations or quotas being established by either Sweden or the United States of America for the importation of any article, it is agreed that in the allocation of the quantity of restricted goods which may be authorized for importation, the other country will be granted a share equivalent to the proportion of the trade which it would normally enjoy.

In all matters concerning the rules, formalities or charges imposed in connection with any form of quantitative restriction on the importation of any article, Sweden and the United States of America agree to extend to each other every favor granted to a third country.

Article III.

Articles the growth, produce or manufacture of the United States of America, enumerated and described in Schedule I annexed to this Agreement and made a part thereof, shall, on their importation into Sweden, be exempt from ordinary Customs duties in excess of those set forth in the said Schedule. The said articles shall also be exempt from all other duties, taxes, fees, charges or exactions, imposed on or in connection with importation, in excess of those imposed on the day of the signature of this Agreement or required to be imposed thereafter under laws of Sweden in force on the day of the signature of this Agreement.

Article IV.

Articles the growth, produce or manufacture of Sweden, enumerated and described in Schedule II annexed to this Agreement and made a part thereof, shall, on their importation into the United States of America, be exempt from ordinary Customs duties in excess of those set forth in the said Schedule. The said articles shall also be exempt from all other duties, taxes, fees, charges or exactions, imposed on or in connection with importation, in excess of those imposed on the day of the signature of this Agreement or required to be imposed thereafter under laws of the United States of America in force on the day of the signature of this Agreement.

Article V.

In respect of articles the growth, produce or manufacture of the United States of America or Sweden, enumerated and described in Schedules I and II, respectively, imported into the other country, on which *ad valorem* rates of duty, or duties based upon or regulated in any manner by value, are or may be assessed, it is understood and agreed that the bases and methods of determining dutiable value and of converting currencies shall be no less favourable to importers than the bases and methods prescribed under presently existing laws and regulations of Sweden and the United States of America, respectively.

Article VI.

Articles the growth, produce or manufacture of Sweden or the United States of America shall, after importation into the other country, be exempt from all internal taxes, fees, charges or exactions other or higher than those payable on like articles of national origin or any other foreign origin.

Bestämmelserna i denna artikel angående tillerkännande av nationell behandling skola icke vara tillämpliga beträffande i Amerikas Förenta Stater pålagda avgifter å kokosnötolja eller å blandningar eller föreningar, innehållande en väsentlig kvantitet kokosnötolja ; ej heller skola de beröra nu eller framdeles i Sverige gällande bestämmelser, enligt vilka särskild skatt erlägges för alkohol, framställd av utländska råämnen, stärkelse, tillverkad av utländska råämnen, samt från utlandet införda tobaksvaror. I dessa hänseenden skall likväl mest gynnad nations behandling tillämpas.

Artikel VII.

Inga förbud, införselkontingenteringar, licensförfaranden eller någon annan form av kvantitativ reglering, vare sig genomförandet därav sker i förbindelse med något organ för centraliserad kontroll eller icke, skola genomföras av Sverige med avseende å införsel eller försäljning av någon vara, alstrad, frambringad eller tillverkad i Amerikas Förenta Stater och upptagen i bilaga I, eller av Amerikas Förenta Stater med avseende å införsel eller försäljning av någon vara, alstrad, frambringad eller tillverkad i Sverige samt upptagen i bilaga II.

Föregående bestämmelse skall icke tillämpas beträffande kvantitativa restriktioner, i vilken form det vara må, genomförda av ettdera landet med avseende å införsel eller försäljning av någon vara, alstrad, frambringad eller tillverkad i det andra landet, i förening med administrativa åtgärder för reglering eller kontroll av produktion, distribution eller priser beträffande likartade inhemska varor. Närhelst regeringen i ettdera landet avser att vidtaga eller ändra någon enligt detta moment tillåten restriktiv åtgärd, skall den lämna skriftligt meddelande därom till den andra regeringen samt bereda denna tillfälle att inom trettio dagar efter mottagandet av dylikt meddelande rådgöra med den förra regeringen beträffande den ifrågasatta åtgärden. Därest enighet med avseende å denna icke nås inom trettio dagar efter mottagandet av nyssnämnda meddelande, skall den regering, som avser att vidtaga åtgärd av angivet slag, äga frihet att när som helst därefter genomföra densamma, varvid den andra regeringen skall äga frihet att inom femton dagar efter det att åtgärden blivit genomförd bringa denna överenskommelse i sin helhet att upphöra vid utgången av trettio dagar från den dag, skriftlig uppsägning skett.

Artikel VIII.

I händelse Sverige eller Amerikas Förenta Stater inför eller upprätthåller monopol å införsel, produktion eller försäljning av viss vara eller, formellt eller reellt, upplåter uteslutande rättigheter åt ett eller flera organ att införa, frambringa eller försälja viss vara, medgiver den regering, som inför eller upprätthåller monopol eller som upplåter monopolrättigheter, att det andra landets handel skall komma i åtnjutande av lojal och rättvis behandling med avseende på dylika monopols eller organs inköp från utlandet. I detta syfte är det överenskommet, att ifrågavarande monopol eller organ vid verkställandet av sina inköp från utlandet av någon vara skola låta sig ledas uteslutande av hänsyn till sådana faktorer som pris, beskaffenhet, lämplighet för marknaden och försäljningsvillkor, vilka regelmässigt pläga tagas i betraktande av ett privat handelsföretag, som uteslutande är intresserat av att köpa varan på gynnsammaste villkor.

Artikel IX.

De tariffmedgivanden och andra förmåner, som stadgas i denna överenskommelse, lämnas ömsesidigt av Sverige och Amerikas Förenta Stater på det villkoret, att om regeringen i ettdera landet, direkt eller indirekt, inför eller upprätthåller någon form av kontroll beträffande handeln med utländska valutor, skall den handhava kontrollen på sådant sätt, att därigenom säkerställes, att det andra landets medborgare och handel tillerkännas en skäligh och rättvis anpart i valuta-tilldelningen.

Vad beträffar den valuta, som göres tillgänglig för kommersiella transaktioner, är det överenskommet, att regeringen i vartdera landet vid handhavandet av varje form för kontroll av handeln

The provisions of this Article in regard to the granting of national treatment shall not apply to taxes imposed in the United States of America on coconut oil or on any combination or mixture containing a substantial quantity of coconut oil ; nor shall they affect the regulations which are now in force or which may in future come into force in Sweden whereby alcohol distilled from foreign raw materials, starch manufactured from foreign raw materials and tobacco imported from abroad are subject to special taxation. In these respects, however, most-favored-nation treatment shall apply.

Article VII.

No prohibitions, import quotas, import licenses, or any other form of quantitative regulation, whether or not operated in connection with any agency of centralized control, shall be imposed by Sweden on the importation or sale of any article the growth, produce or manufacture of the United States of America enumerated and described in Schedule I, nor by the United States of America on the importation or sale of any article the growth, produce or manufacture of Sweden enumerated and described in Schedule II.

The foregoing provision shall not apply to quantitative restrictions in whatever form imposed by either country on the importation or sale of any article the growth, produce or manufacture of the other country in conjunction with governmental measures operating to regulate or control the production, market supply, or prices of the domestic articles. Whenever the Government of either country proposes to establish or change any restriction authorized by this paragraph, it shall give notice thereof in writing to the other Government and shall afford such other Government an opportunity within thirty days after receipt of such notice to consult with it in respect of the proposed action ; and if an agreement with respect thereto is not reached within thirty days following receipt of the aforesaid notice, the Government which proposes to take such action shall be free to do so at any time thereafter, and the other Government shall be free within fifteen days after such action is taken to terminate this Agreement in its entirety on thirty days' written notice.

Article VIII.

In the event that Sweden or the United States of America establishes or maintains a monopoly for the importation, production or sale of a particular commodity or grants exclusive privileges, formally or in effect, to one or more agencies to import, produce or sell a particular commodity, the Government of the country establishing or maintaining such monopoly, or granting such monopoly privileges, agrees that in respect of the foreign purchases of such monopoly or agency the commerce of the other country shall receive fair and equitable treatment. To this end it is agreed that in making its foreign purchases of any product such monopoly or agency will be influenced solely by those considerations, such as price, quality, marketability, and terms of sale which would ordinarily be taken into account by a private commercial enterprise interested solely in purchasing such product on the most favorable terms.

Article IX.

The tariff advantages and other benefits provided for in this Agreement are granted by Sweden and the United States of America to each other subject to the condition that if the Government of either country shall establish or maintain, directly or indirectly, any form of control of foreign exchange, it shall administer such control so as to insure that the nationals and commerce of the other country will be granted a fair and equitable share in the allotment of exchange.

With respect to the exchange made available for commercial transactions, it is agreed that the Government of each country shall be guided in the administration of any form of control of

med utländska valutor skall låta sig ledas av den principen att, så nära det låter sig fastställa, den del av hela den tillgängliga valutamängden, som tillerkännes det andra landet, icke skall understiga den andel, som under en föregående representativ tidrymd, innan kontroll av valutahandeln infördes, använts för reglering av kommersiella fordringar, tillkommande medborgare i sistnämnda land.

Regeringen i vardera landet skall till välvillig prövning upptaga alla framställningar med avseende å tillämpningen av bestämmelserna i denna artikel, som må göras av regeringen i det andra landet.

Artikel X.

I händelse en betydande förskjutning skulle inträda i kursförhållandet mellan valutorna i Sverige och Amerikas Förenta Stater, skall regeringen i vardera landet, om den anser förskjutningen så väsentlig, att landets industri eller handel därigenom tillfogas skada, äga frihet att föreslå upptagande av förhandlingar rörande ändring av denna överenskommelse. Därest enighet i detta hänseende icke nås inom trettio dagar efter mottagandet av dylikt förslag, skall den regering, som väckt sådant förslag, äga frihet att bringa förevarande överenskommelse i sin helhet att upphöra vid utgången av trettio dagar från den dag, skriftlig uppsägning skett.

Artikel XI.

Regeringen i vardera landet skall till välvillig prövning upptaga samt på anmodan bereda av omständigheterna påkallat tillfälle till samråd beträffande framställningar, som regeringen i det andra landet må göra beträffande tillämpningen av tullbestämmelser, kvantitativa restriktioner eller handhavandet därav, iakttagandet av tullformaliteter samt tillämpningen av hälsovårdsförfattningar och föreskrifter till skydd för människors, djurs eller växters liv eller hälsa.

Därest regeringen i ettdera landet vidtager någon åtgärd, som, även om den icke står i strid mot bestämmelserna i denna överenskommelse, av regeringen i det andra landet anses hava den verkan, att någon bestämmelse i överenskommelsen därigenom omintetgöres eller förringas i värde, skall den regering, som vidtagit åtgärden i fråga, till välvillig prövning upptaga av regeringen i det andra landet gjorda framställningar och förslag åsyftande att åstadkomma en ömsesidigt tillfredsställande reglering av frågan.

Artikel XII.

Bestämmelserna i denna överenskommelse angående den behandling, som av Sverige eller Amerikas Förenta Stater skall tillerkännas det andra landets handel, skola icke äga tillämplighet å förmåner, vilka för närvarande äro medgivna eller framdeles må tillerkännas angränsande stater för underlättande av gränstrafiken, eller å förmåner, härledande sig från en tullunion; som må komma att avslutas av ettdera landet.

Ingen bestämmelse i denna överenskommelse skall kunna tolkas på sådant sätt att den utgör hinder vare sig mot vidtagande av åtgärder avseende förbud eller inskränkning beträffande utförsel eller införsel av guld eller silver eller mot vidtagande av åtgärder, som någondera regeringen må finna lämpliga beträffande kontroll över utförsel eller försäljning i exportsyfte av vapen, ammunition eller krigsredskap samt, under exceptionella omständigheter, alla andra militära förnödenheter.

Under iakttagande av att intetdera landet må vidtaga godtyckligt diskriminerande åtgärder gentemot det andra landet i förhållande till ett tredje land, varest likartade förhållanden råda, skola bestämmelserna i denna överenskommelse icke gälla beträffande förbud eller inskränkningar

- 1) avseende allmän säkerhet ;
- 2) införda av moraliska eller humanitära skäl ;
- 3) avsedda att skydda människors, djurs eller växters liv eller hälsa ;
- 4) beträffande varor framställda av fångar ; samt
- 5) avsedda att bringa politi- eller statsinkomstförfattningar i verkställighet.

foreign exchange by the principle that, as nearly as may be determined, the share of the total available exchange which is allotted to the other country shall not be less than the share employed in a previous representative period prior to the establishment of any exchange control for the settlement of commercial obligations to the nationals of such other country.

The Government of each country shall give sympathetic consideration to any representations which the other Government may make in respect of the application of the provisions of this Article.

Article X.

In the event that a wide variation occurs in the rate of exchange between the currencies of Sweden and the United States of America, the Government of either country, if it considers the variation so substantial as to prejudice the industries or commerce of the country, shall be free to propose negotiations for the modification of this Agreement ; and if an agreement with respect thereto is not reached within thirty days following receipt of such proposal, the Government making such proposal shall be free to terminate this Agreement in its entirety on thirty days' written notice.

Article XI.

The Government of each country will accord sympathetic consideration to, and, when requested, will afford adequate opportunity for consultation regarding such representations as the other Government may make with respect to the operation of Customs regulations, quantitative restrictions or the administration thereof, the observance of Customs formalities, and the application of sanitary laws and regulations for the protection of human, animal, or plant life, or health.

In the event that the Government of either country adopts any measure which, even though it does not conflict with the terms of this Agreement, is considered by the Government of the other country to have the effect of nullifying or impairing any object of the Agreement, the Government which has adopted any such measure shall consider such representations and proposals as the other Government may make with a view to effecting a mutually satisfactory adjustment of the matter.

Article XII.

The provisions of this Agreement relating to the treatment to be accorded by Sweden or the United States of America to the commerce of the other country do not apply to advantages now accorded or which may hereafter be accorded to neighboring States in order to facilitate frontier traffic, or to advantages resulting from a Customs union to which either country may become a party.

Nothing in this Agreement shall be construed to prevent the adoption of measures prohibiting or restricting the exportation or importation of gold or silver, or to prevent the adoption of such measures as either Government may see fit with respect to the control of the export or sale for export of arms, munitions, or implements of war, and, in exceptional circumstances, all other military supplies.

Subject to the requirement that there shall be no arbitrary discrimination by either country against the other country in favor of any third country where similar conditions prevail, the provisions of this Agreement shall not extend to prohibitions or restrictions :

- (1) Relating to public security ;
- (2) Imposed on moral or humanitarian grounds ;
- (3) Designed to protect human, animal, or plant life, or health ;
- (4) Relating to prison-made goods ;
- (5) Relating to the enforcement of police or revenue laws.

Artikel XIII.

Med undantag för i andra stycket av denna artikel upptagna avvikande standganden, skola bestämmelserna i denna överenskommelse angående den behandling, som av Sverige respektive Amerikas Förenta Stater skall tillerkännas det andra landets handel, icke vara tillämpliga beträffande Filippinerna, Virginska öarna, amerikanska Samoaöarna, ön Guam eller Panamakanalzonen.

Bestämmelserna i denna överenskommelse angående mest gynnad nations behandling äga tillämpning å varor, alstrade, frambringade eller tillverkade inom vilket som helst område under Sveriges eller Amerikas Förenta Staters suveränitet eller överhöghet, vilka införas från eller utföras till något område under det andra landets suveränitet eller överhöghet. Det är likväl överenskommet, att bestämmelserna i detta stycke icke äro tillämpliga beträffande Panamakanalzonen.

Från tillämpningen av denna överenskommelse undantagas de förmåner, vilka Amerikas Förenta Stater, dess territorier och besittningar samt Panamakanalzonen för närvarande medgivit eller framdeles må tillerkänna varandra inbördes eller republiken Cuba. Bestämmelserna i detta stycke skola fortfarande äga tillämpning beträffande alla förmåner, som Amerikas Förenta Stater, dess territorier eller besittningar eller Panamakanalzonen medgivit eller må tillerkänna Filippinerna, oberoende av varje ändring, som må komma att äga rum i Filippinernas politiska status.

Denna överenskommelse skall icke vara tillämplig å de förmåner, som Sverige medgivit eller framdeles må tillerkänna Danmark eller Norge eller båda dessa länder, så länge samma förmåner icke utsträckts till något annat land.

Artikel XIV.

Vartdera landets regering förbehåller sig rätt att återtaga medgivande, som enligt denna överenskommelse gjorts beträffande någon vara, eller att införa kvantitativa importrestriktioner beträffande samma vara, om det vid någon tidpunkt skulle visa sig att till följd av utsträckande av samma medgivande att gälla i förhållande till tredje land detta drager största fördelen av medgivandet och därigenom införseln av varan ökas i otillbörlig grad. Innan regeringen i någotdera landet begagnar sig av nyssnämnda förbehåll, skall den lämna skriftligt meddelande härom till den andra regeringen samt bereda denna tillfälle att inom trettio dagar efter mottagandet av dylikt meddelande rådgöra med den förra regeringen beträffande den ifrågasatta åtgärden. Därest enighet med avseende å denna icke nås inom trettio dagar efter mottagandet av nyssnämnda meddelande, skall den regering, som avser att vidtaga åtgärd av angivet slag, äga frihet att när som helst därefter genomföra densamma, varvid den andra regeringen skall äga frihet att inom femton dagar efter det att åtgärden blivit genomförd bringa denna överenskommelse i sin helhet att upphöra vid utgången av trettio dagar från den dag, skriftlig uppsägning skett.

Artikel XV.

Denna överenskommelse skall ratificeras av Hans Maj:t Konungen av Sverige med Riksdagens godkännande samt gillas av Amerikas Förenta Staters President.

Överenskommelsen skall träda i kraft å trettionde dagen efter utväxlingen i Stockholm av stadfästelsehandlingarna och skall, såvida den icke bringas att upphöra jämlikt bestämmelserna i artiklarna VII, X eller XIV, förbli i kraft under en tid av tre år.

Såvida icke regeringen i ettdera landet minst sex månader före utgången av nämnda tid av tre år delgivit regeringen i det andra landet sin avsikt att bringa överenskommelsen att upphöra vid utgången av sagda tid, skall överenskommelsen, med förbehåll för dess upphörande jämlikt bestämmelserna i artiklarna VII, X eller XIV, förbli i kraft intill utgången av sex månader, räknat från den dag, då regeringen i ettdera landet uppsagt densamma.

Article XIII.

Except as otherwise provided in the second paragraph of this Article, the provisions of this Agreement relating to the treatment to be accorded by Sweden or the United States of America, respectively, to the commerce of the other country, shall not apply to the Philippine Islands, the Virgin Islands, American Samoa, the Island of Guam or to the Panama Canal Zone.

The provisions of this Agreement regarding most-favored-nation treatment shall apply to articles the growth, produce or manufacture of any territory under the sovereignty or authority of Sweden or the United States of America, imported from or exported to any territory under the sovereignty or authority of the other country. It is understood, however, that the provisions of this paragraph do not apply to the Panama Canal Zone.

The advantages now accorded or which may hereafter be accorded by the United States of America, its territories and possessions and the Panama Canal Zone to one another or to the Republic of Cuba shall be excepted from the operation of this Agreement. The provisions of this paragraph shall continue to apply in respect of any advantages now or hereafter accorded by the United States of America, its territories or possessions or the Panama Canal Zone to the Philippine Islands irrespective of any change that may take place in the political status of the Philippine Islands.

This Agreement shall not apply to the advantages which Sweden has granted or hereafter may grant to Denmark or Norway or both countries insofar as these advantages are not extended to any other country.

Article XIV.

The Government of each country reserves the right to withdraw the concession granted on any article under this Agreement, or to impose quantitative restrictions on any such article if at any time there should be evidence that, as a result of the extension of such concession to any third country, such country will obtain the major benefit of such concession and in consequence thereof an unduly large increase in importations of such article will take place: Provided that before the Government of either country shall avail itself of the foregoing reservation, it shall give notice in writing to the other Government of its intention to do so, and shall afford such other Government an opportunity within thirty days after receipt of such notice to consult with it in respect of the proposed action; and if an agreement with respect thereto is not reached within thirty days following receipt of the aforesaid notice, the Government which proposes to take such action shall be free to do so at any time thereafter, and the other Government shall be free within fifteen days after such action is taken to terminate this Agreement in its entirety on thirty days' written notice.

Article XV.

The present Agreement shall be ratified by His Majesty the King of Sweden with the consent of the Riksdag and approved by the President of the United States of America.

The Agreement shall come into full force on the thirtieth day after the exchange at Stockholm of the instruments of approval and ratification, and shall remain in force for the term of three years thereafter, unless terminated pursuant to the provisions of Article VII, Article X, or Article XIV.

Unless at least six months before the expiration of the aforesaid term of three years the Government of either country shall have given to the other Government notice of intention to terminate the Agreement upon the expiration of the aforesaid term, the Agreement shall remain in force thereafter, subject to termination under the provisions of Article VII, Article X, or Article XIV, until six months from such time as the Government of either country shall have given notice to the other Government.

Till bekräftelse härav hava respektive befullmäktigade ombud undertecknat denna överenskommelse och försett densamma med sina sigill.

Som skedde i två exemplar, på svenska och engelska språken, vilka båda äga lika vitsord, Washington den 25 maj 1935.

För Hans Majestät Konungen av Sverige :
(L. S.) W. BOSTRÖM.

För Amerikas Förenta Staters President :
(L. S.) Cordell HULL.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 10 juillet 1935.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

BILAGA I.

Ann. : I denna bilaga förtecknade varuslag omfatta varor, som äro hänförliga till nedan angivna rubriker i tulltaxan och nummer i den statistiska varuförteckningen, sådana tulltaxan och varuförteckningen äro gällande å dagen för överenskommelsens undertecknande.

Tulltaxe-nummer	Stat. nummer	Artiklarnas benämning	Grund för tullberäkningen	Tullsats i kronor
ur 11	26	Fläsk, saltat	100 kg	12 : —
ur 14	46	Lax och laxöring, saltad	—	fria
ur 14	ur 54	Lax och laxöring, sockersaltad	—	fria
ur 67	ur 130	Äpplen, färska : inkommande under tiden 1 januari—30 april	100 kg	10 : —
		inkommande under tiden 1 maj—31 december	100 kg	20 : —
ur 67	ur 131	Päron, färska : inkommande under tiden 1 december—30 april	100 kg	10 : —
		inkommande under tiden 1 maj—30 november	100 kg	20 : —
ur 67	ur 132	Grapefrukt	—	fria
ur 68 : I	ur 135	Aprikoser och persikor, torkade	—	fria
ur 68 : I	137	Plommon, sviskon och bruneller	—	fria
ur 68 : I	ur 138	Päron, torkade	—	fria
ur 68 : I	ur 139	Äpplen, torkade	—	fria
ur 68 : I	140	Blandad frukt av frukter, hänförliga till stat. n : ris 135—139	—	fria
ur 69	ur 142	Russin	—	fria
90	188	Risgryn	100 kg	2 : —

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Agreement and have affixed their seals hereto.

Done in duplicate, in the Swedish and English languages, both authentic, at the City of Washington, this 25th day of May, 1935.

For the President of the United States of America :

(Seal) Cordell HULL.

For His Majesty the King of Sweden :

(Seal) W. BOSTRÖM.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 10 juillet 1935.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

SCHEDULE I.

Note : The goods covered by this Schedule are those specified at the date of this Agreement under the Tariff and Statistical Numbers quoted.

Tariff Number	Statistical Number	Article	Basis of Assessment	Rate of Duty in Swedish Crowns
Ex 11	26	Pork, salted	100 kg.	12.00
Ex 14	46	Salmon and salmon trout, salted	—	Free
Ex 14	Ex 54	Salmon and salmon trout, sweet-salted	—	Free
Ex 67	Ex 130	Apples, fresh :		
		Entering during the period January 1st to April 30th, inclusive	100 kg.	10.00
		Entering during the period May 1st to December 31st, inclusive	100 kg.	20.00
Ex 67	Ex 131	Pears, fresh :		
		Entering during the period December 1st to April 30th, inclusive	100 kg.	10.00
		Entering during the period May 1st to November 30th, inclusive	100 kg.	20.00
Ex 67	Ex 132	Grapefruit	—	Free
Ex 68: I	Ex 135	Apricots and peaches, dried	—	Free
Ex 68: I	137	Plums, " quetsches " and damsons (" prunellos ")	—	Free
Ex 68: I	Ex 138	Pears, dried	—	Free
Ex 68: I	Ex 139	Apples, dried	—	Free
Ex 68: I	140	Mixed fruits composed of fruits classified under Statistical Nos. 135—139	—	Free
Ex 69	Ex 142	Raisins.	—	Free
90	188	Rice groats	100 kg.	2.00

Tulltaxe-nummer	Stat. nummer	Artiklarnas benämning	Grund för tullberäkningen	Tullsats i kronor	
ur 94	198	Majsstärkelse (majsena)	100 kg	20 : —	
ur 94	202	Bak- och jästpulver	100 kg	30 : —	
ur 103	232	Kolofonium	—	fritt	
ur 134	ur 307	Genom svällning eller rostning erhållna produkter av spannmål eller andra vegetabilier, ej hänförliga till annat nr	100 kg	15 : —	
ur 137	ur 310	Syltad ananas i stora kärl	100 kg	20 : —	
ur 140	313	Kaffesurrogat utan tillsats av kaffe	100 kg	20 : —	
ur 143	ur 318	Fruktkonserver : persikor, aprikoser, päron, blandad frukt (för sallad) ananas och grapefrukt	100 kg 100 kg	50 : — 30 : —	
<p><i>Anm.</i> : Till tulltaxenummer 143 (stat. nr 318) hänföras icke varor, som för användning inom konfityrindustrien samt för tillverkning av sylter och marmelader införes i kärl, vilka endast äro avsedda att skydda varan under transporten men icke tjäna som emballage vid detaljförsäljningen.</p>					
ur 143	ur 321	Konserverade soppor	100 kg	50 : —	
ur 143	ur 321	Konserverade « bönor och fläsk »	100 kg	50 : —	
ur 160	359	Bomullsfrökakor	—	fria	
ur 160	361	Linfrökakor	—	fria	
ur 160	365 : 1	Kokoskakor	—	fria	
ur 160	365 : 2	Oljkekakor, ej särskilt nämnda	—	fria	
ur 162	387	Råfosfat	—	fria	
ur 174	439	Bensin	100 liter	0 : 10	
<p><i>Anm.</i> : Förbehåll göres för accis och andra pålagor i samband med inre marknadsreglering.</p>					
ur 177	449	Svavel	—	fritt	
ur 227	ur 544	Fotografisk film, framkallad : kinematografisk film	100 kg	1,580 : —	
	230	552	Kimrök (även s. k. carbon black) och likartade svarta färgämnen, ej särskilt nämnda	100 kg	5 : —
ur 261	591	Tandpulver och tandpasta	100 kg	100 : —	
ur 264	595	Raktvål och rakkräm	100 kg	50 : —	
ur 296	661	Hudar och skinn : beredda, lackerade : i stycken vägande minst 1 kg	100 kg	150 : —	
ur 297	664	d : o i stycken vägande mindre än 1 kg	100 kg	200 : —	
ur 328	698	Gummiklackar och gummisulor till skodon	100 kg	50 : —	
	333	705	Driv- och transportremmar, innehållande kautschuk, gutta-perka eller balata	100 kg	35 : —
ur 336 : 2	709	Ytterdäck eller delar därtill	100 kg	100 : —	
ur 344	767	Skovlar och ugnspadar, skruvtingar, skruvnektar och hyvelstockar ; ävensom skaft till yxor, släggor, hammare, korpar, krattor, skyfflar, spadar, grepar hackor, liar och högafflar	100 kg	5 : —	
ur 395	901	Bomull, okardad	—	fria	
ur 649	1221	Slip-, bryn- och polerstenar, icke naturliga, ej särskilt nämnda	100 kg	25 : —	
<p><i>Anm.</i> : För den händelse värdetull införes, skall bindningen avse en tullsats av 15 procent av värdet.</p>					

Tariff Number	Statistical Number	Article	Basis of Assessment	Rate of Duty in Swedish Crowns
Ex 94	198	Cornstarch	100 kg.	20.00
Ex 94	202	Baking powder	100 kg.	30.00
Ex 103	232	Gum rosin and wood rosin	—	Free
Ex 134	Ex 307	Products of cereals and other vegetable substances obtained by a process of swelling or toasting, and not otherwise specified	100 kg.	15.00
Ex 137	Ex 310	Sweet-preserved pineapple in large containers	100 kg.	20.00
140	313	Coffee substitutes without addition of coffee	100 kg.	20.00
Ex 143	Ex 318	Preserved fruits : Peaches, apricots, pears, mixed fruits for salad	100 kg.	50.00
		Pineapples and grapefruit	100 kg.	30.00
		<i>Note</i> : Under tariff No. 143 (Statistical No. 318) are not classified those goods which are intended for use in the confectionery industry or for the manufacture of sweet preserves or marmalades, and which are imported in containers that are designed only to protect the goods during transportation and are not suitable as packing for retail sale.		
Ex 143	Ex 321	Preserved soups	100 kg.	50.00
Ex 143	Ex 321	Preserved " beans and pork "	100 kg.	50.00
Ex 160	359	Cottonseed cake	—	Free
Ex 160	361	Linseed cake	—	Free
Ex 160	365: 1	Copra cake	—	Free
Ex 160	365: 2	Oil cake, not otherwise specified	—	Free
Ex 162	387	Raw phosphate	—	Free
174	439	Gasoline	100 liter	0.10
		<i>Note</i> : Reservation is made as concerns excise taxes and other charges involved in the regulation of the domestic market.		
Ex 177	449	Sulphur	—	Free
Ex 227	Ex 544	Motion picture film, developed	100 kg.	1,580.00
230	552	Lamp black, carbon black, and similar black coloring substances, not otherwise specified	100 kg.	5.00
Ex 261	591	Tooth powder and tooth paste	100 kg.	100.00
Ex 264	595	Shaving soap and shaving cream	100 kg.	50.00
Ex 296	661	Patent leather, in pieces weighing 1 kg. or more	100 kg.	150.00
Ex 297	664	Patent leather, in pieces weighing less than 1 kg.	100 kg.	200.00
Ex 328	698	Rubber heels and rubber soles for footwear	100 kg.	50.00
333	705	Transmission and conveyor belts, containing rubber, gutta-percha or balata	100 kg.	35.00
Ex 336: 2	709	Rubber tire casings or parts	100 kg.	100.00
344	767	Wooden shovels and oven spades, cramps, cramp-frames and plane stocks ; also handles for axes, sledges, hammers, pick-axes, rakes, shovels, spades, forks, hoes, scythes and hay forks	100 kg.	5.00
Ex 395	901	Cotton, uncarded	—	Free
649	1221	Synthetic grindstones, whetstones and polishing stones, not otherwise specified	100 kg.	25.00
		<i>Note</i> : In case the duty on this item be changed to an <i>ad valorem</i> basis the duty shall not exceed 15 per cent.		

Tulltaxe-nummer	Stat. nummer	Artiklarnas benämning	Grund för tullberäkningen	Tullsats i kronor
661	1242	Smärgel-, glas-, sand- och annat slip- eller polerpapper, även nedskuret, utstansat eller på annat sätt tillformat.	100 kg	10 : —
662	1243	Polerduk, jämväl i tillklippta, tillskurna eller utstansade stycken, även med sömnadsarbete	100 kg	35 : —
823	1480	Blad till rällsågar och till bågfilar för hand-eller maskinkraft	100 kg	60 : —
ur 896	1571	Koppar, oarbetad	—	fri
ur 968	1721	Sättmaskiner samt delar och tillbehör, ej särskilt nämnda.	—	fria
ur 977	1739	Plogar, även ångplogar, årder och alvluckrare	100 kg	6 : —
ur 977	1740	Harvar och andra harvliknande åkerbruksredskap	100 kg	6 : —
ur 977	1741	Skördemaskiner	100 kg	6 : —
		<i>Anm. :</i> För artiklar, hänförliga till tulltaxenr 977 (stat. n : ris 1739—1741) skall tullen i varje fall motsvara minst 15 procent av varans värde.		
984	1757	Cylindrar, slidskåp och kolvar, bearbetade, särskilt inkommande, avsedda för ångmaskiner, motorer, kylmaskiner, pumpar, sprutor och dylika maskiner	100 kg	35 : —
		<i>Anm. :</i> För vara, hänförlig till detta nummer, vilken införes för att ersätta en utsliten eller eljest obrukbar del till en tidigare införd maskin, utgör tullen 75 procent av den tull, som eljest skulle hava utgått.		
		För elektrotekniskt ändamål arbetat kol, ej särskilt nämnt, vägande per stycke :		
		3 kg eller däröver :		
1017	1847	grafterat	100 kg	3 : —
1018	1848	andra slag	—	fria
ur 1056	1907	Automobiler för personbefordran		<i>ad valorem</i> 20 procent
ur 1056	1911	Underreden till automobiler		<i>ad valorem</i> 20 procent
ur 1056	1912	Delar till automobiler, ej särskilt nämnda		<i>ad valorem</i> 15 procent
1057	1916	För tillverkning eller sammansättning av automobiler avsedda delar och tillbehör med undantag av underreden och karosserier		<i>ad valorem</i> 14 procent
		<i>Anm. :</i> Till detta nummer hänföres även för tillverkning eller sammansättning av automobiler avsett material av kautschuk, spånadsämne och glas.		

Tariff Number	Statistical Number	Article	Basis of Assessment	Rate of Duty in Swedish Crowns
661	1242	Emery, glass, sand, and other abrasive or polishing paper, including that cut, stamped out or otherwise shaped .	100 kg.	10.00
662	1243	Polishing cloth, including that in clipped, cut or stamped out pieces; also including sewn	100 kg.	35.00
823	1480	Blades for rail saws and for hack saws, for hand and machine operation	100 kg.	60.00
Ex 896	1571	Copper, unwrought	—	Free
Ex 968	1721	Type-setting machines and parts and accessories thereof, not otherwise specified	—	Free
Ex 977	1739	Plows, including steam plows, double-mouldboard plows, and subsoil plows	100 kg.	6.00
Ex 977	1740	Harrows and other agricultural appliances similar to harrows	100 kg.	6.00
Ex 977	1741	Harvesting machines	100 kg.	6.00
		<i>Note</i> : The duty applicable to goods classified under Tariff No. 977 (Statistical Nos. 1739—1741) may not be less than 15 % <i>ad valorem</i> .		
984	1757	Cylinders, slide boxes and pistons, worked, entering separately, for steam engines, motors, refrigerating machines, pumps, fire engines and like machines.	100 kg.	35.00
		<i>Note</i> : Goods classified under this number, which are imported to replace a worn out or otherwise unserviceable part of a previously imported machine, shall pay 75 % of the duty otherwise chargeable thereon.		
		Manufactured carbon for electrotechnical purposes, not otherwise specified :		
		Weighing 3 kg. or more each :		
1017	1847	Graphited	100 kg.	3.00
1018	1848	Other kinds	—	Free
Ex 1056	1907	Automobiles for transportation of passengers	<i>ad valorem</i> 20 per cent	
Ex 1056	1911	Chassis for automobiles	<i>ad valorem</i> 20 per cent	
Ex 1056	1912	Automobile parts, not otherwise specified	<i>ad valorem</i> 15 per cent	
1057	1916	Parts and accessories, except chassis and coach work, intended for the manufacturing or assembling of automobiles	<i>ad valorem</i> 14 per cent	
		<i>Note</i> : This number also includes articles of rubber, textile materials and glass intended for the manufacturing or assembling of automobiles.		

BILAGA II.

1930 års tariffilag rubrik	Varubeteckning	Tullsats
	<p><i>Ann.</i> : Bestämmelserna i denna bilaga skola tolkas på samma sätt samt hava samma verkan, som om varje bestämmelse i denna bilaga funnes införd i den rubrik av 1930 års tariffilag, som är antecknad i kolumnen till vänster vid respektive varubeteckning ; tillämpningen av kompletterande föreskrifter i Förenta Staternas tullagstiftning å bestämmelserna i denna bilaga skall, i den mån så låter sig göra, avgöras på motsvarande sätt.</p>	
	<p>Vad beträffar i denna bilaga uppräknade varuslag, vilka å dagen för denna överenskommelses undertecknande äro underkastade ordinarie tullsatser, pålagda enligt andra lagbestämmelser än den rubrik i 1930 års tariffilag, som finnes antecknad i kolumnen till vänster vid respektive varubeteckning, eller pålagda enligt en villkorlig föreskrift i den sålunda antecknade rubriken, skola sådana särskilda tullar eller tilläggstullar — med iakttagande av de nedsättningar, som upptagits i denna bilaga eller framdeles komma att föreskrivas — förbli i kraft intill dess deras giltighet enligt lag upphör, men de skola ej höjas.</p>	
32	Cellulosa (compunds of cellulose), vanligen betecknad vulkan eller hård fiber, helt eller till större delen av värdet tillverkad av cellulosa	20 procent
218 (f)	Under rubr. 218 (f) angivna varor, väsentligen avsedda för prydnadsändamål, dekorerade huvudsakligen genom gravering och med ett värde ej understigande åtta dollars stycket	30 procent
226	<p>Linser för fyrbelysning, av glas eller kristallinisk kvarts, gjutna eller pressade, eller slipade och polerade till en sfärisk, cylindrisk eller prismatisk form, helt eller delvis bearbetade :</p> <p>med oslipade kanter</p> <p>med slipade eller snedslipade kanter</p>	<p>25 procent</p> <p>25 procent men ej mindre än 17 ½ procent samt 5 cents per dussin par</p>
234 (a)	Granit för väg- eller gatubeläggning, helt eller delvis bearbetad . .	40 procent
234 (a)	Granit för användning såsom monument-, väg- och gatubeläggningss- eller byggnadssten, ej särskilt nämnd ; oarbetad eller ej slipad, spetsad, hackad, stockhamrad med kantslag, huggen eller polerad	20 cents per kubikfot
	<p><i>Ann.</i> : Med hänsyn till klassificeringen av sådan granit för användning såsom monument-, väg- och gatubeläggningss- eller byggnadssten, som huggits i råblock och jämnats uteslutande i syfte att underlätta transporten till Förenta Staterna, skall nuvarande tullbehandling såsom « oarbetad eller ej slipad, spetsad, hackad, stockhamrad med kantslag, huggen eller polerad », i överensstämmelse med beslut, som kungjorts i Treasury Decision 44791—4 (59 Treasury Decisions 850) fortfarande iakttagas, så länge denna överenskommelse är gällande.</p>	
301	Järnvamp	1.25 dollar per ton

SCHEDULE II.

Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Articles	Rates of Duty
	<p><i>Note</i> : The provisions of this Schedule shall be construed and given the same effect, and the application of collateral provisions of the Customs laws of the United States to the provisions of this Schedule shall be determined insofar as may be practicable, as if each provision of this Schedule appeared respectively in the paragraph of the Tariff Act of 1930 noted in the column at the left of the respective descriptions of articles.</p> <p>In the case of articles enumerated in this Schedule, which are subject on the day of the signature of this Agreement to ordinary Customs duties imposed under provisions of law other than the paragraph of the Tariff Act of 1930 noted in the column at the left of the respective description of the article, or imposed under a proviso of the paragraph so noted, such separate or additional duties shall continue in force, subject to any reduction indicated in this Schedule or hereafter provided for, until terminated in accordance with law, but shall not be increased.</p>	
32	Compounds of cellulose, known as vulcanized or hard fiber, made wholly or in chief value of cellulose	20 % <i>ad valorem</i>
218 (f)	Articles provided for in paragraph 218 (f) when primarily designed for ornamental purposes, decorated chiefly by engraving and valued at not less than \$ 8 each	30 % <i>ad valorem</i>
226	Lighthouse lenses of glass or pebble, molded or pressed, or ground and polished to a spherical, cylindrical, or prismatic form, wholly or partly manufactured : With edges unground With edges ground or beveled	25 % <i>ad valorem</i> 25 % <i>ad valorem</i> but not less than 17 ½ % <i>ad valorem</i> and 5 ¢ per dozen pairs. 40 % <i>ad valorem</i>
234 (a)	Granite paving blocks, wholly or partly manufactured	40 % <i>ad valorem</i>
234 (a)	Granite suitable for use as monumental, paving, or building stone, not specially provided for ; unmanufactured, or not dressed, pointed, pitched, lined, hewn, or polished	20 ¢ per cubic foot
	<p><i>Note</i> : The existing Customs classification treatment of granite suitable for use as monumental, paving, or building stone, which has been roughly squared merely for the purpose of facilitating its shipment to the United States, as " unmanufactured, or not dressed, pointed, pitched, lined, hewn, or polished " in accordance with the ruling announced in Treasury Decision 44791—4 (59 Treasury Decisions 850), shall be continued during the effective period of this Agreement.</p>	
301	Granular or sponge iron	\$ 1.25 per ton

1930 års tariffslag rubrik	Varubeteckning	Tullsats
302 (k)	Ferrokrom, innehållande 3 procent kol eller mera	1.25 cent per pound å krom- halten
302 (k)	Ferrokrom, innehållande mindre än 3 procent kol, samt krommetall	25 procent
303	Välljárn i form av rástänger och delar därav med undantag av skro- tándar, stángjárn och rundjárn i ringar eller stänger, slabs, ámnen, smáltstycken eller andra former av välljárn mindre förádlad än stángjárn men mera förádlad än tackjárn, utom gjutgods; alla hár uppräknade med ett värde : över 2 ½ men ej över 3 ½ cents per pound över 3 ½ men ej över 5 cents per pound över 5 cents per pound	0.5 cent per pound 0.8 cent per pound 1.0 cent per pound
304	Stál i form av göt, grovvalsade eller grovsmidda ámnen, blooms och slabs, oberoende av tillverkningsförfarandet; stansblock och stansámmen; billets och stänger, vare sig solida eller ihåliga; axelámmen; pressade, klippta eller hejade ámnen, som med avseende på värde eller beskaffenhet ej blivit ytterligare förádlade genom någon påföljande process eller operation efter hejningen; hejar- smide, sänksmide; gevärsripsámmen, ej i stänger; armeringsjárn i stänger; alla slag och former av i torrsands-, ler- eller járnformar gjutet stálgjutgods; tunnplát, grovplát samt stál, ej särskilt nämnda; alla hár uppräknade med ett värde över 2 ½ men ej över 8 cents per pound	20 procent
305 (r)	Den tilläggstull, som skall påläggas, uttagas och betalas, jämlikt rubr. 305 (r) för járn och stál i de material och varuslag, vilka uppräknats och beskrivits under rubrikerna 303, 304, 307, 308, 312, 313, 315, 316, 317, 318, 319, 322, 323, 324, 327 och 328, och med ett värde över 3 ½ men ej över 8 cents per pound, skall utgå med	4 procent
315	Valstråd: Nit-, skruv-, stängsel- och annan valsad tråd av stál eller välljárn, vare sig rund, oval, fyrkantig eller av annan sektion, spik- och sömtråd samt plattråd upp till 6 tum i bredd, färdig att dragas eller valsas till tråd eller band, samtliga i rullar eller i annan form, med ett värde över 2 ½ men ej över 4 cents per pound över 4 cents per pound	0.3 cent per pound 0.6 cent per pound
316 (a)	Rund dragen tråd av stál eller välljárn med ett värde över 6 cents per pound	20 procent
316 (a)	All plattråd och allt stál i strips ej mer än 16 tum i bredd, vare sig i långa eller korta längder, i ringar eller i annan form och vare sig valsat eller draget genom dragskivor eller valsar eller framställt på annat sätt ej tjockare än 1/100 tum tjockare än 1/100 tum men ej tjockare än 2/600 tum	15 procent 20 procent
321	Kulor och rullar för kul- och rullager, metallkulor och rullar vanligen använda i kul- och rullager, kul- och rullager samt delar därtill, vare sig de äro färdigbearbetade eller ej, oberoende av det ändamål vartill de äro avsedda	8 cents per pound plus 35 procent
325	Stád av járn eller stál, eller sammansatta av járn och stál, oberoende av tillverkningsförfarandet och i vilket tillverkningsstadium det vara må, vägande 5 pounds per stycke eller mera	2 cents per pound
339	Bords-, hushålls-, köks- och sjukhusutensilier samt hushållskärl, ej särskilt nämnda, bestående av járn eller stál samt emaljerade	

Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Articles	Rates of Duty
302 (k)	Ferrochrome or ferrochromium containing 3 per centum or more of carbon	1.25 ¢ per lb. on the chromium contained therein
302 (k)	Ferrochrome or ferrochromium containing less than 3 per centum of carbon, and chrome metal or chromium metal	25 % <i>ad valorem</i>
303	Muck bars, pieces thereof except crop ends, bar iron, and round iron in coils or rods, iron in slabs, blooms, loops, or other forms less finished than iron in bars and more advanced than pig iron, except castings; all the foregoing :	
	Valued above 2 ½ and not above 3 ½ cents per pound	0.5 ¢ per lb
	Valued above 3 ½ and not above 5 cents per pound	0.8 ¢ per lb.
	Valued above 5 cents per pound	1.0 ¢ per lb.
304	Steel ingots, cogged ingots, blooms and slabs, by whatever process made; die blocks or blanks; billets and bars, whether solid or hollow; shafting; pressed, sheared, or stamped shapes, not advanced in value or condition by any process or operation subsequent to the process of stamping; hammer molds or swaged steel; gunbarrel molds not in bars; concrete reinforcement bars; all descriptions and shapes of dry sand, loam, or iron molded steel castings; sheets and plates and steel not specially provided for; all the foregoing valued above 2 ½ and not above 8 cents per pound .	20 % <i>ad valorem</i>
305 (I)	The additional duty to be levied, collected, and paid under paragraph 305 (I) on any steel or iron in the materials and articles enumerated or described in paragraphs 303, 304, 307, 308, 312, 313, 315, 316, 317, 318, 319, 322, 323, 324, 327 and 328 and valued at more than 3 ½ but not more than 8 cents per pound shall be	4 % <i>ad valorem</i>
315	Wire rods: Rivet, screw, fence, and other iron or steel wire rods, whether round, oval, or square, or in any other shape, nail rods and flat rods up to six inches in width ready to be drawn or rolled into wire or strips, all the foregoing in coils or otherwise :	
	Valued over 2 ½ and not over 4 cents per pound	0.3 ¢ per lb.
	Valued over 4 cents per pound	0.6 ¢ per lb.
316 (a)	Round iron or steel wire, valued above 6 cents per pound	20 % <i>ad valorem</i>
316 (a)	All flat wires and all steel in strips not exceeding sixteen inches in width, whether in long or short lengths, in coils or otherwise, and whether rolled or drawn through dies or rolls, or otherwise produced:	
	Not thicker than 1/100 of one inch	15 % <i>ad valorem</i>
	Thicker than 1/100 and not thicker than 6/100 of one inch	20 % <i>ad valorem</i>
321	Antifriction balls and rollers, metal balls and rollers commonly used in ball or roller bearings, metal ball or roller bearings, and parts thereof, whether finished or unfinished, for whatever use intended	8 ¢ per lb. and 35 % <i>ad valorem</i>
325	Anvils of iron or steel, or of iron and steel combined, by whatever process made, or in whatever stage of manufacture, weighing five pounds or more each	2 ¢ per lb.
339	Table, household, kitchen, and hospital utensils, and hollow or flat ware, not specially provided for, composed of iron or steel and	

1930 års tariffilag rubrik	Varubeteckning	Tullsats
	eller glaserade, vare sig med eller utan elektriska värmeelement såsom ingående delar	5 cents per pound plus 15 procent
340	Ramsågar, kransågar och släpsågar samt stålbandsågar, färdigarbetade eller mer bearbetade än anlöpta och polerade	12 procent
340	Stocksågar, färdigarbetade eller mer bearbetade än anlöpta och polerade, handsågar och rälssågblad, bågfilblad eller andra sågar, ej särskilt nämnda, med ett värde över 5 cents stycket	15 procent
353	Elektriska dammsugare för hushållsbruk och elektriska motorer för sådana samt delar därtill, färdigbearbetade eller delvis bearbetade, helt eller till huvudsakliga värdet av metall; ej särskilt nämnda	35 procent
	<i>Anm.</i> : Med hänsyn till klassificeringen av elektriska dammsugare för hushållsbruk och motorer, färdigarbetade eller icke, helt eller till huvudsakligt värde av metall, såsom särskilt angivna i rubr. 353 av 1930 års tariffilag, skall nuvarande tullbehandling — i överensstämmelse med beslut, som kungjorts i Treasury Decision 47218—2 (66 Treasury Decisions — —) fortfarande iakttagas, så länge denna överenskommelse är gällande.	
353	Räknemaskiner, särskilt konstruerade för multiplikation och division och försedda med en elektrisk motor såsom väsentlig beståndsdel, samt delar därtill, alla här uppräknade, färdigarbetade eller ej, helt eller till huvudsakligt värde av metall och ej särskilt nämnda	25 procent
354	Hopfällbara pennknivar och fickknivar, med skaft av stål i etsat eller förgyllt utförande, med ett värde överstigande 6 dollars per dussin	17.5 cents stycket samt 27½ procent
356	Maskinhyvelknivar, garveri- och läderknivar, tobaksknivar, knivar för pappers- och cellulosatillverkning, valsar (roll bars), bottenplåtar (bed plates) samt alla andra i cellulosa och pappersmaskiner förekommande delar för timrets bearbetning, saxblad, cirkelknivar för tygtillskärning, cirkelknivar för korktillverkning, cirkelknivar för cigaretttillverkning, köttkvarnsknivar och alla andra slag av knivar eller klingor för hand- eller motordrivna maskiner	20 procent
	<i>Anm.</i> : Med hänsyn till klassificeringen av varor, som ej särskilt angivits i vidare mån än under rubr. 356 eller sista avsnittet av första meningen i rubr. 352 av 1930 års tariffilag, och som beröras i båda dessa lagrum, skall gällande tullbehandling av dessa varor såsom särskilt angivna i rubr. 356 i överensstämmelse med beslut av United States Customs Court, vilket offentliggjorts såsom Abstract 23625 (63 Treasury Decisions 1417), fortfarande iakttagas, så länge denna överenskommelse är gällande.	
361	Justerbara tänger (slip joint pliers) med ett värde överstigande två dollars per dussin	40 procent
361	Andra tänger, pincetter och avbitare, samt gängade handverktyg att hålla och splitsa metalltråd, färdigarbetade eller ej, med ett värde överstigande två dollars per dussin	80 cents per dussin och 40 procent
362	Filar, filämnen, raspar och ansatsfilar av alla slag och utföranden, med en längd av sju tum eller mera	45 cents per dussin

Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Articles	Rates of Duty
	enameled or glazed with vitreous glasses, whether or not containing electrical heating elements as constituent parts thereof	5 ¢ per lb. and 15 % <i>ad valorem</i>
340	Mill saws, pit and drag saws, and steel band saws, finished or further advanced than tempered and polished	12 % <i>ad valorem</i>
340	Crosscut saws, finished or further advanced than tempered and polished, hand, back and other saws, not specially provided for, valued over 5 cents each	15 % <i>ad valorem</i>
353	Electrical vacuum cleaners of the household type, electric motors therefor, and parts of the foregoing ; any of the foregoing, finished or unfinished, wholly or in chief value of metal, and not specially provided for	35 % <i>ad valorem</i>
	<i>Note :</i> The existing Customs classification treatment of electric vacuum cleaners of the household type and motors therefor, finished or unfinished, wholly or in chief value of metal, as specially provided for in paragraph 353, Tariff Act of 1930, in accordance with the ruling announced in Treasury Decision 47218-2 (66 Treasury Decisions —) shall be continued during the effective period of this Agreement.	
353	Calculating machines specially constructed for multiplying and dividing, having an electric motor as an essential feature, and parts thereof ; any of the foregoing, finished or unfinished, wholly or in chief value of metal, and not specially provided for	25 % <i>ad valorem</i>
354	Penknives and pocketknives which have folding blades and steel handles ornamented or decorated with etchings or/and gilded designs, valued at more than \$ 6 per dozen	17.5 ¢ each and 27 ½ % <i>ad valorem</i>
356	Planing-machine knives, tannery and leather knives, tobacco knives, paper and pulp mill knives, roll bars, bed plates, and all other stock treating parts for pulp and paper machinery, shear blades, circular cloth cutters, circular cork cutters, circular cigarette cutters, meat-slicing cutters, and all other cutting knives and blades used in power or hand machines	20 % <i>ad valorem</i>
	<i>Note :</i> The existing Customs classification treatment of articles not more specifically provided for than in paragraph 356 or in the last clause of the first sentence of paragraph 352, Tariff Act of 1930, and described in both such provisions of law, as being more specifically provided for in paragraph 356, in accordance with the decision of the United States Customs Court published as Abstract 23625 (63 Treasury Decisions 1417), shall be continued during the effective period of this Agreement.	
361	Slip joint pliers valued at more than \$ 2 per dozen	40 % <i>ad valorem</i>
361	Other pliers, pincers, and nippers, and hinged hand tools for holding and splicing wire, finished or unfinished, valued at more than \$ 2 per dozen	80 ¢ per dozen and 40 % <i>ad valorem</i>
362	Files, file blanks, rasps and floats, of whatever cut or kind, seven inches in length and over	45 ¢ per dozen

1930 års tariffslag rubrik	Varubeteckning	Tullsats
372	Räknemaskiner, särskilt konstruerade för multiplikation och division, ej särskilt nämnda, samt delar därtill, ej särskilt nämnda, helt eller till huvudsakligt värde av metall eller porslin	25 procent
372	Ramsågmaskiner för timmerstocksågning samt delar för dessa, ej särskilt nämnda	27 ½ procent
372	Pappersmasse- eller pappersmaskiner, ej särskilt nämnda, samt delar därtill, ej särskilt nämnda, helt eller till huvudsakligt värde av metall eller porslin	20 procent
373	Liar, skäror, halmknivar och majsknivar, samt delar därtill, helt eller till huvudsakligt värde bestående av metall, vare sig delvis eller fullständigt bearbetade	20 procent
373	Grepar eller gafflar, hackor och räfsor, avsedda för användning såsom lantbrukshandredskap, samt delar därtill, tillverkade helt eller till huvudsakliga värdet av metall	15 procent
397	Transportabla apparater för kokning och uppvärmning, avsedda att drivas med komprimerad luft och fotogen eller bensin eller bådadera, samt delar därtill, ej särskilt nämnda; helt eller till huvudsakligt värde bestående av järn, stål eller annan grundmetall, men icke belagda med platina, guld eller silver eller guldackerade	25 procent
397	Spisar och värmeapparater för hushållsbruk, ej särskilt nämnda, och delar därtill, ej särskilt nämnda, helt eller till huvudsakligt värde av järn, stål eller annan grundmetall, men icke belagda med platina, guld eller silver eller guldackerade, och utan däri såsom väsentlig beståndsdel ingående elektriska element eller annan elektrisk anordning	25 procent
397	Blåslampor och lysapparater, avsedda att drivas med komprimerad luft samt fotogen eller bensin eller bådadera; helt eller till huvudsakligt värde bestående av järn, stål eller annan grundmetall, men icke belagda med platina, guld eller silver eller guldackerade	25 procent
412	Tvättklämmor med fjädrar	15 cents per gross
412	Tvättklämmor utan fjädrar, till huvudsakliga värdet av trä	25 procent
1109 (b)	Filt, remmar, faltar, överdrag (jackets) eller andra maskinfiltvaror för pappers-, tryckeri- eller andra maskiner, vävda helt eller till huvudsakligt värde av ull, hela eller i stycken, vare sig färdigarbetade eller ej: med ett värde ej över 1.25 dollar per pound med ett värde över 1.25 dollar men ej över 2 dollars per pound med ett värde över 2 dollars per pound	50 cents per pound och 25 procent 50 cents per pound och 27 ½ procent 50 cents per pound och 30 procent
1402	Papp, wallboard, trämassepapp, inkl. kartong, och läderpapp eller läderimitation (compress leather), ej « plate finished », höglättat eller friktionsglättat, laminerat medelst klisterämne, glaserat, ytbehandlat eller färgat, refflat, duplex eller triplex, bosserat, tryckt, dekorerat eller på något sätt ornamenterat, ej heller tillskuret för lådor eller andra artiklar och ej hänförligt till annan rubrik, med undantag för trämassepapp i rullar för tillverkning av wallboard	10 procent
1409	Omslagspapper, ej hänförligt till annan rubrik, med undantag av halmpapper	25 procent

Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Articles	Rates of Duty
372	Calculating machines specially constructed for multiplying and dividing, not specially provided for, and parts thereof, not specially provided for, wholly or in chief value of metal or porcelain . . .	25 % <i>ad valorem</i>
372	Reciprocating gang-saw machines for sawing logs, and parts thereof, not specially provided for	27 ½ % <i>ad valorem</i>
372	Machines for making paper pulp or paper, not specially provided for, and parts thereof, not specially provided for, wholly or in chief value of metal or porcelain	20 % <i>ad valorem</i>
373	Scythes, sickles, grass hooks, and corn knives, and parts thereof, composed wholly or in chief value of metal, whether partly or wholly manufactured	20 % <i>ad valorem</i>
373	Forks, hoes, and rakes, all of the foregoing, if agricultural handtools, and parts thereof, composed wholly or in chief value of metal, whether partly or wholly manufactured	15 % <i>ad valorem</i>
397	Portable cooking and heating stoves, designed to be operated by compressed air and kerosene and/or gasoline, and parts thereof not specially provided for, if composed wholly or in chief value of iron, steel, or other base metal, but not plated with platinum, gold or silver, or colored with gold lacquer	25 % <i>ad valorem</i>
397	Cooking and heating stoves, of the household type, not specially provided for, and parts thereof not specially provided for, wholly or in chief value of iron, steel, or other base metal, but not plated with platinum, gold, or silver, or colored with gold lacquer, and not having as an essential feature an electrical element or device . . .	25 % <i>ad valorem</i>
397	Blow torches and incandescent lamps, designed to be operated by compressed air and kerosene and/or gasoline, if composed wholly or in chief value of iron, steel, or other base metal, but not plated with platinum, gold, or silver, or colored with gold lacquer	25 % <i>ad valorem</i>
412	Spring clothespins	15 ¢ per gross
412	Clothespins other than spring clothespins, in chief value of wood	25 % <i>ad valorem</i>
1109 (b)	Felts, belts, blankets, jackets, or other articles of machine clothing, for papermaking, printing, or other machines, when woven, wholly or in chief value of wool, as units or in the piece, finished or unfinished :	
	Valued at not more than \$ 1.25 per pound	50 ¢ per lb. and 25 % <i>ad valorem</i>
	Valued at more than \$ 1.25, but not more than \$ 2 per pound . . .	50 ¢ per lb. and 27 ½ % <i>ad valorem</i>
	Valued at more than \$ 2 per pound	50 ¢ per lb. and 30 % <i>ad valorem</i>
1402	Paper board, wallboard, and pulpboard, including cardboard, and leather board or compress leather, not plate finished, supercalendered or friction calendered, laminated by means of an adhesive substance, coated, surface stained or dyed, lined or vat-lined, embossed, printed, decorated, or ornamented in any manner, nor cut into shapes for boxes or other articles and not specially provided for, except pulpboard in rolls for use in the manufacture of wallboard	10 % <i>ad valorem</i> 25 % <i>ad valorem</i>
1409	Wrapping paper not specially provided for, except straw paper . . .	10 % <i>ad valorem</i> 25 % <i>ad valorem</i>

1930 �rs tariffslag rubrik	Varubeteckning	Tullsats
1413	Papp och trämassepapp, inkl. kartong och l�derpapp eller l�derimitation, « plate finished », h�ggl�ttat eller friktionsgl�ttat, laminerat medelst klister�mne, glaserat, ytbehandlat eller färgat, reflat, duplex eller triplex, bosserat, tryckt eller dekorerat eller på något sätt ornamenterat	14.50 dollars per ton om 2 000 pounds men ej mindre än 15 procent eller mer än 30 procent
1516	Tändstickor, friktions- eller lucifer-, av alla slag, per gross om 144 askar, innehållande ej mer än 100 tändstickor per ask	17.5 cents
1623	Knäckebröd, tillverkat av enbart rågmjöl eller rågmjöl och högst 5 procent vetemjöl, med jäst såsom j�snings�mne	fritt
1716	Sulfatmassa, blekt och oblekt, och sulfitmassa, oblekt	fri

Certified to be a true and complete textual copy of the original Agreement in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State of the United States
of America :

P. J. Allen,
*Acting Chief Clerk
and Administrative Assistant.*

Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Articles	Rates of Duty
1413	Paper board and pulpboard, including cardboard and leather board or compress leather, plate finished, supercalendered or friction calendered, laminated by means of an adhesive substance, coated, surface stained or dyed, lined or vat-lined, embossed, printed, or decorated or ornamented in any manner	\$ 14.50 per ton of 2,000 pounds, but not less than 15 % nor more than 30 % <i>ad valorem</i>
1516	Matches, friction or lucifer, of all descriptions, per gross of one hundred and forty-four boxes, containing not more than one hundred matches per box	17.5 ¢ per gross
1623	Hard crisp bread made from rye flour and not more than 5 per centum of wheat flour, if any, with yeast as the leavening substance . . .	Free
1716	Sulphate wood pulp, bleached and unbleached, and sulphite wood pulp, unbleached	Free

Certified to be a true and complete textual copy of the original Agreement in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State of the United States of America :

P. J. Allen,
*Acting Chief Clerk and
 Administrative Assistant.*

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 3707. — ACCORD COMMERCIAL ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA SUÈDE. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 25 MAI 1935.

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE et LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, désireux de renforcer les liens traditionnels d'amitié entre les deux pays en maintenant et en appliquant dans la plus large mesure possible le principe de l'égalité de traitement dans leurs relations commerciales et en accordant des concessions et des avantages mutuels et réciproques en vue de développer le commerce, sont convenus, par l'entremise de leurs plénipotentiaires respectifs, de l'accord ci-après :

Article premier.

La Suède et les Etats-Unis d'Amérique s'accorderont réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane et taxes accessoires de toute nature et leur mode de perception, ainsi que les règlements, formalités et taxes applicables à l'occasion du dédouanement et l'ensemble des lois ou règlements régissant la vente ou l'utilisation, à l'intérieur du pays, des marchandises importées.

En conséquence, les produits naturels ou manufacturés, originaires de l'un des pays, ne seront assujettis en aucun cas, dans les domaines susmentionnés, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règlements ou formalités autres ou plus gênants que ceux auxquels les produits similaires, originaires d'un tiers pays, sont ou pourront être assujettis.

De même, les produits naturels ou manufacturés exportés du territoire de la Suède ou des Etats-Unis d'Amérique à destination du territoire de l'autre pays ne seront assujettis en aucun cas, en matière d'exportation et dans les domaines susmentionnés, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règlements ou formalités autres ou plus gênants que ceux auxquels les produits similaires, expédiés à destination du territoire d'un tiers pays, sont ou pourront être assujettis.

Tout avantage, faveur, privilège ou immunité qui a été ou pourra être accordé par la Suède ou les Etats-Unis d'Amérique, dans les domaines susmentionnés, à un produit naturel ou manufacturé originaire d'un tiers pays ou expédié à destination du territoire d'un tiers pays, sera accordé immédiatement et sans compensation à tout produit similaire originaire ou expédié à destination du territoire des Etats-Unis d'Amérique ou de la Suède respectivement, quelle que soit la nationalité du transporteur.

Article II.

La Suède et les Etats-Unis d'Amérique n'édicteront aucune prohibition ou ne maintiendront aucune restriction à l'égard des importations en provenance de l'autre pays qui ne soit également appliquée à l'importation de tout article similaire en provenance d'un tiers pays. Toute suppression d'une prohibition ou restriction à l'importation qui serait accordée, même temporairement, par l'un ou l'autre pays en faveur d'un article provenant d'un tiers pays, sera étendue immédiatement et inconditionnellement à tout article similaire originaire du territoire de l'autre pays. Ces dispositions s'appliquent également aux exportations.

Au cas où des mesures de limitation ou de contingentement seraient prises soit par la Suède, soit par les Etats-Unis d'Amérique pour l'importation d'un article quelconque, il est convenu

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

que lors de la répartition de la quantité de l'article contingenté dont l'importation pourra être autorisée, l'autre pays aura droit à une part proportionnelle à la quantité normale de ses importations dudit article.

Pour tout ce qui concerne les règlements, formalités ou charges appliqués à l'occasion de mesures de restriction quantitative frappant l'importation d'un article quelconque, la Suède et les Etats-Unis d'Amérique conviennent de s'accorder mutuellement toute faveur octroyée à un tiers pays.

Article III.

Les articles récoltés, produits ou manufacturés aux Etats-Unis d'Amérique qui sont énumérés et désignés dans la liste I annexée au présent accord et faisant partie intégrante de ce dernier, seront, à leur importation en Suède, exempts de tous droits de douane ordinaires dépassant ceux qui sont indiqués dans ladite liste. Les articles en question seront également exempts de tous autres droits, taxes, redevances, charges ou contributions frappant l'importation ou perçus à l'occasion de cette dernière, pour autant qu'ils dépassent ceux qui sont imposés à la date de la signature du présent accord ou devront être imposés ultérieurement en vertu des lois suédoises en vigueur à la date de la signature du présent accord.

Article IV.

Les articles récoltés, produits ou manufacturés en Suède qui sont énumérés et désignés dans la liste II annexée au présent accord et faisant partie intégrante de ce dernier, seront, à leur importation aux Etats-Unis d'Amérique, exempts de tous droits de douane ordinaires dépassant ceux qui sont indiqués dans ladite liste. Les articles en question seront également exempts de tous autres droits, taxes, redevances, charges ou contributions frappant l'importation ou perçus à l'occasion de cette dernière, pour autant qu'ils dépassent ceux qui sont imposés à la date de la signature du présent accord ou devront être imposés ultérieurement en vertu des lois des Etats-Unis d'Amérique en vigueur à la date de la signature du présent accord.

Article V.

En ce qui concerne les articles récoltés, produits ou manufacturés aux Etats-Unis d'Amérique ou en Suède, énumérés et désignés dans les listes I et II respectivement et importés dans l'autre pays — pour autant qu'ils sont ou pourront être frappés de droits *ad valorem* ou de droits calculés ou variant d'une manière quelconque en fonction de la valeur —, il est entendu et convenu que les éléments et les méthodes servant à déterminer la valeur imposable et à convertir les monnaies ne seront pas moins favorables aux importateurs que les éléments et les méthodes prévus par les lois et règlements actuellement en vigueur en Suède et aux Etats-Unis d'Amérique, respectivement.

Article VI.

Les articles récoltés, produits ou manufacturés en Suède et aux Etats-Unis d'Amérique seront exempts, une fois importés dans l'autre pays, de tous droits, redevances, charges ou contributions internes autres ou plus élevés que ceux qui frappent les articles similaires nationaux ou originaires de tout autre pays étranger.

Les dispositions du présent article concernant l'octroi du traitement national ne s'appliqueront pas aux taxes frappant aux Etats-Unis d'Amérique l'huile de noix de coco ou toute combinaison ou mélange renfermant une quantité importante d'huile de noix de coco ; elles n'affecteront pas non plus les règlements qui établissent actuellement ou pourront établir à l'avenir en Suède des taxes spéciales sur l'alcool distillé au moyen de matières premières étrangères, l'amidon fabriqué au moyen de matières premières étrangères et le tabac importé de l'étranger. Dans ces cas, toutefois, le traitement de la nation la plus favorisée sera appliqué.

Article VII.

La Suède, en ce qui concerne l'importation ou la vente de tous articles récoltés, produits ou manufacturés aux Etats-Unis d'Amérique et énumérés et désignés dans la liste I, et les Etats-Unis d'Amérique, en ce qui concerne l'importation ou la vente de tous articles récoltés, produits ou manufacturés en Suède et énumérés et désignés dans la liste II, n'établiront aucune prohibition, contingent d'importation, licence d'importation, ni aucune autre forme de réglementation quantitative fonctionnant ou non avec le concours d'un organe central de contrôle.

La disposition ci-dessus ne s'appliquera pas aux restrictions quantitatives, quelle que soit leur forme, auxquelles l'un ou l'autre pays pourra soumettre l'importation ou la vente d'un article quelconque récolté, produit ou manufacturé dans l'autre pays comme conséquence de mesures gouvernementales visant à réglementer ou à contrôler la production, l'approvisionnement du marché ou les prix d'articles nationaux similaires. Toutes les fois que le gouvernement de l'un ou de l'autre pays envisagera d'établir ou de modifier une restriction quelconque autorisée par le présent alinéa, il en avisera par écrit l'autre gouvernement et fournira à ce dernier l'occasion d'examiner avec lui la mesure envisagée, dans un délai de trente jours à dater de la réception dudit avis ; si aucun accord n'intervient à ce sujet dans un délai de trente jours à dater de la réception de l'avis susmentionné, le gouvernement qui envisage de prendre ces mesures aura la faculté de le faire à n'importe quel moment, étant entendu que, dans les quinze jours qui suivront cette décision, il sera loisible à l'autre gouvernement de mettre fin au présent accord dans son ensemble, moyennant un préavis de trente jours donné par écrit.

Article VIII.

Dans le cas où la Suède ou les Etats-Unis d'Amérique établiraient ou maintiendraient un monopole pour l'importation, la production ou la vente d'un article déterminé, ou accorderaient des privilèges exclusifs, formellement ou en fait, à un ou plusieurs organismes pour l'importation, la production ou la vente d'un article déterminé, le gouvernement du pays qui établira ou maintiendra un tel monopole ou accordera de tels privilèges exclusifs reconnaît qu'en ce qui concerne les achats effectués à l'étranger par ledit monopole ou organisme, le commerce de l'autre pays devra bénéficier d'un traitement juste et équitable. A cet effet, il est convenu qu'en effectuant à l'étranger des achats d'un produit quelconque, ledit monopole ou organisme tiendra compte uniquement de considérations, telles que le prix, la qualité, la facilité d'écoulement et les conditions de vente, dont s'inspirerait normalement une entreprise commerciale privée, préoccupée uniquement d'effectuer l'achat aux conditions les plus avantageuses.

Article IX.

Les avantages tarifaires et autres faveurs prévues dans le présent accord sont accordés par la Suède et les Etats-Unis d'Amérique à l'autre pays à condition que le gouvernement de chaque pays, s'il établit ou maintient, directement ou indirectement, un système de contrôle des changes sous une forme quelconque, applique ce dernier de manière que les ressortissants et le commerce de l'autre pays bénéficient d'une part juste et équitable dans la répartition des devises.

En ce qui concerne les devises fournies pour les opérations commerciales, il est convenu que le gouvernement de chaque pays, dans l'application d'un contrôle des changes sous une forme quelconque, s'inspirera du principe que, dans la mesure la plus exacte possible, la fraction de la quantité totale disponible de devises qui sera allouée à l'autre pays ne sera pas inférieure à la fraction qui, dans une période-type, antérieure à l'introduction du système de contrôle, aura été utilisée pour le règlement des engagements commerciaux envers les ressortissants dudit autre pays.

Le gouvernement de chaque pays examinera avec bienveillance toutes observations que l'autre gouvernement pourrait formuler relativement à l'application des dispositions du présent article.

Article X.

Au cas où un écart considérable se produirait dans le cours du change entre les monnaies de la Suède et des Etats-Unis d'Amérique, le gouvernement de chaque pays, s'il considère que

cet écart est assez important pour porter préjudice aux industries ou au commerce du pays, pourra proposer l'ouverture de négociations en vue de modifier le présent accord ; si aucun accord n'intervient à ce sujet dans les trente jours qui suivront la réception de cette proposition, le gouvernement dont elle émane pourra mettre fin au présent accord dans son ensemble moyennant un préavis de trente jours donné par écrit.

Article XI.

Le gouvernement de chaque pays examinera avec bienveillance et, s'il y est invité, fournira l'occasion de discuter toutes observations que l'autre gouvernement pourra formuler relativement au fonctionnement des règlements douaniers, aux restrictions d'ordre quantitatif ou à leur application, à l'observation des formalités douanières et à l'application des lois et règlements sanitaires visant à assurer la protection de la vie ou de la santé des hommes, des animaux ou des plantes.

Au cas où le gouvernement de l'un ou de l'autre pays prendrait une mesure quelconque qui, sans être contraire aux termes du présent accord, serait considérée par le gouvernement de l'autre pays comme ayant pour effet de réduire à néant l'un des objets du présent accord ou d'y porter atteinte, le gouvernement qui aura pris la mesure en question examinera toutes observations et propositions que l'autre gouvernement pourrait présenter, en vue d'arriver à un règlement satisfaisant pour les deux Parties.

Article XII.

Les dispositions du présent accord concernant le traitement qui doit être accordé par la Suède ou les Etats-Unis d'Amérique au commerce de l'autre pays ne s'appliquent pas aux avantages qui sont actuellement ou pourront ultérieurement être accordés à des États limitrophes en vue de faciliter le trafic frontalier ni aux avantages résultant d'une union douanière à laquelle l'un ou l'autre pays pourrait devenir partie.

Rien dans le présent accord ne sera interprété comme empêchant l'adoption de mesures prohibant ou restreignant l'exportation ou l'importation de l'or ou de l'argent, ou comme empêchant l'adoption des mesures que l'un ou l'autre gouvernement pourrait juger opportunes en vue de contrôler l'exportation ou la vente pour l'exportation d'armes, de munitions et de matériel de guerre et, dans des circonstances exceptionnelles, de toutes autres fournitures militaires.

A condition qu'aucun des deux pays n'établisse une discrimination arbitraire au détriment de l'autre pays, en faveur d'un tiers pays quelconque se trouvant dans des conditions similaires, les dispositions du présent accord ne s'appliqueront pas aux prohibitions ou restrictions :

- 1° Concernant la sécurité publique ;
- 2° Etablies pour des raisons d'ordre moral ou humanitaire ;
- 3° Ayant pour objet de protéger la vie ou la santé des hommes, des animaux ou des plantes ;
- 4° Concernant les marchandises fabriquées dans les prisons ;
- 5° Relatives à l'application des lois de police ou des lois fiscales.

Article XIII.

Sauf dispositions contraires du deuxième alinéa du présent article, les dispositions du présent accord concernant le traitement qui doit être accordé par la Suède ou les Etats-Unis d'Amérique respectivement au commerce de l'autre pays ne s'appliqueront pas aux îles Philippines, aux îles Vierges, au Samoa américain, à l'île de Guam, ni à la zone du canal de Panama.

Les dispositions du présent accord concernant le traitement de la nation la plus favorisée s'appliqueront aux articles récoltés, produits ou manufacturés dans tout territoire relevant de la souveraineté ou de l'autorité de la Suède ou des Etats-Unis d'Amérique et importés en provenance ou exportés à destination de tout territoire relevant de la souveraineté ou de l'autorité de l'autre

pays. Il est entendu, toutefois, que les dispositions du présent alinéa ne s'appliquent pas à la zone du canal de Panama.

Les avantages qui sont actuellement accordés ou pourront ultérieurement être accordés par les Etats-Unis d'Amérique, leurs territoires et possessions et par la zone du canal de Panama, soit dans leurs relations mutuelles, soit à la République de Cuba, seront exclus de l'application du présent accord. Les dispositions du présent alinéa continueront à s'appliquer à tous avantages qui sont actuellement ou pourront ultérieurement être accordés par les Etats-Unis d'Amérique, leurs territoires ou possessions, ou par la zone du canal de Panama, aux îles Philippines, quels que soient les changements que pourra subir le statut politique de ces îles.

Le présent accord ne s'appliquera pas aux avantages que la Suède a accordés ou pourra ultérieurement accorder au Danemark ou à la Norvège, ou à l'un et l'autre de ces pays, à condition que ces avantages ne soient pas étendus à d'autres pays.

Article XIV.

Le gouvernement de chaque pays se réserve le droit de retirer la concession dont bénéficie un article quelconque en vertu du présent accord ou de soumettre à des restrictions d'ordre quantitatif tout article de ce genre, si l'on constate, à un moment donné, que par suite de l'extension de cette concession à un tiers pays, ce dernier devient le principal bénéficiaire de ladite concession et qu'il se produit de ce fait un développement excessif des importations de cet article. Toutefois, avant de faire usage de cette réserve, le gouvernement de chaque pays avisera par écrit l'autre gouvernement de ses intentions et fournira à ce dernier l'occasion d'examiner avec lui la mesure envisagée, dans un délai de trente jours à dater de la réception dudit avis ; si aucun accord n'intervient à ce sujet dans un délai de trente jours à dater de la réception de l'avis susmentionné, le gouvernement qui envisage de prendre de telles mesures pourra ensuite le faire à n'importe quel moment, étant entendu que dans les quinze jours qui suivront cette décision il sera loisible à l'autre gouvernement de mettre fin au présent accord dans son ensemble, moyennant un préavis de trente jours donné par écrit.

Article XV.

Le présent accord sera ratifié par Sa Majesté le Roi de Suède avec l'assentiment du Riksdag et approuvé par le Président des Etats-Unis d'Amérique.

L'accord entrera en vigueur le trentième jour qui suivra l'échange, à Stockholm, des instruments d'approbation et de ratification et demeurera ensuite en vigueur pendant une période de trois ans, à moins qu'il n'y soit mis fin, conformément aux dispositions des articles VII, X ou XIV.

Si le gouvernement de l'un ou de l'autre pays, six mois au moins avant l'expiration de la période de trois ans mentionnée ci-dessus, n'a pas avisé le gouvernement de l'autre pays de son intention de mettre fin à l'accord à l'expiration de ladite période, l'accord, sauf s'il y était mis fin en vertu des dispositions des articles VII, X ou XIV, demeurera en rigueur, jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date à laquelle le gouvernement de l'un ou de l'autre pays aura avisé l'autre gouvernement de la dénonciation de l'accord.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire, en langue suédoise et en langue anglaise, les deux textes faisant également foi, à Washington, le 25 mai 1935.

Pour Sa Majesté le Roi de Suède :

(L. S.) W. BOSTRÖM.

Pour le Président des Etats-Unis d'Amérique :

(L. S.) Cordell HULL.

LISTE I

Note : Les marchandises figurant dans cette liste sont celles qui sont indiquées, à la date du présent accord, sous les numéros du tarif et les numéros statistiques mentionnés.

Numéro du tarif	Numéro de la statistique	Article	Base de taxation	Droit de douane en couronnes suédoises
Ex 11	26	Porc salé	100 kg.	12,—
Ex 14	46	Saumon et truite saumonée salés	—	exempts
Ex 14	Ex 54	Saumon et truite saumonée salés-sucrés	—	exempts
Ex 67	Ex 130	Pommes, fraîches :		
		Importées du 1 ^{er} janvier au 30 avril, inclusivement	100 kg.	10,—
		Importées du 1 ^{er} mai au 31 décembre, inclusivement	100 kg.	20,—
Ex 67	Ex 131	Poires, fraîches :		
		Importées du 1 ^{er} décembre au 30 avril, inclusivement	100 kg.	10,—
		Importées du 1 ^{er} mai au 30 novembre, inclusivement	100 kg.	20,—
Ex 67	Ex 132	Pamplemousses	—	exempts
Ex 68: I	Ex 135	Abricots et pêches, séchés	—	exempts
Ex 68: I	137	Prunes, « quetsches » et prunes de Damas (prunellos)	—	exempts
Ex 68: I	Ex 138	Poires, séchées	—	exempts
Ex 68: I	Ex 139	Pommes, séchées	—	exempts
Ex 68: I	140	Mélange de fruits composé des fruits classés sous les Nos statistiques 135 à 139	—	exempt
Ex 69	Ex 142	Raisins secs	—	exempts
90	188	Riz en grains	100 kg.	2,—
Ex 94	198	Amidon de céréales	100 kg.	20,—
Ex 94	202	Levure en poudre	100 kg.	30,—
Ex 103	232	Gomme-résine et résine de bois	—	exempts
Ex 134	Ex 307	Produits de céréales et d'autres substances végétales qu'on a obtenus en les faisant gonfler ou griller et non autrement spécifiés	100 kg.	15,—
Ex 137	Ex 310	Ananas confits, en grands récipients	100 kg.	20,—
140	313	Succédanés du café, sans addition de café	100 kg.	20,—
Ex 143	Ex 318	Conserves de fruits :		
		Pêches, abricots, poires, fruits mélangés pour salade.	100 kg.	50,—
		Ananas et pamplemousses	100 kg.	30,—
		<i>Note</i> : Sous le N° 143 du tarif (N° statistique 318) ne sont pas compris les articles qui sont destinés à être utilisés dans la confiserie ou pour la fabrication de fruits confits ou de marmelade et qui sont importés dans des récipients destinés uniquement à protéger les articles en cours de transport, mais non à servir d'emballage dans le commerce de détail.		
Ex 143	Ex 321	Conserves de potages	100 kg.	50,—
Ex 143	Ex 321	Conserves de « porc et haricots »	100 kg.	50,—
Ex 160	359	Tourteaux de graines de coton	—	exempts
Ex 160	361	Tourteaux de graines de lin	—	exempts
Ex 160	365: I	Tourteaux de copra	—	exempts
Ex 160	365: 2	Tourteaux oléagineux non dénommés ailleurs.	—	exempts
Ex 162	387	Phosphate brut	—	exempt
174	439	Essence de pétrole	100 litres	0,10
		<i>Note</i> : Une réserve est formulée relativement aux droits d'accise et autres taxes résultant de la réglementation du marché intérieur.		

Numéro du tarif	Numéro de la statistique	Article	Base de taxation	Droit de douane en couronnes suédoises
Ex 177	449	Soufre	—	exempt
Ex 227	Ex 544	Films cinématographiques, développés	100 kg.	1.580,—
230	552	Noir de fumée, noir de charbon et autres couleurs noires analogues non dénommées ailleurs	100 kg.	5,—
Ex 261	591	Poudre et pâte dentifrices	100 kg.	100,—
Ex 264	595	Savon et crème pour la barbe	100 kg.	50,—
Ex 296	661	Cuir verni en pièces pesant 1 kg. ou plus	100 kg.	150,—
Ex 297	664	Cuir verni en pièces pesant moins de 1 kg.	100 kg.	200,—
Ex 328	698	Talons et semelles en caoutchouc pour chaussures	100 kg.	50,—
333	705	Courroies de transmission et de transport contenant du caoutchouc, de la gutta-percha ou du balata	100 kg.	35,—
Ex 336: 2	709	Enveloppes de pneus et leurs parties	100 kg.	100,—
344	767	Pelles et pelles à enfourner, goberges, serre-joints et fûts de rabots; manches de haches, de masses, de marteaux, de pics, de râpeaux, de pelles, de bêches, de fourches, de houes, de faux et de fourches à faner	100 kg.	5,—
Ex 395	901	Coton non cardé	—	exempt
649	1221	Pierres meulières, pierres à aiguiser ou à polir, synthétiques, non dénommées ailleurs	100 kg.	25,—
		<i>Note</i> : Au cas où le droit sur cet article serait remplacé par un droit <i>ad valorem</i> , ce dernier ne dépassera pas 15 %.		
661	1242	Papier d'émeri, de verre, de sable ou autre papier à lisser ou à polir, même découpé, estampé ou façonné d'une autre manière	100 kg.	10,—
662	1243	Tissus à polir, même en pièces découpées ou estampées, même avec travail de couture	100 kg.	35,—
823	1480	Lames pour scies à rails ou pour scies à métaux, à main ou mécaniques	100 kg.	60,—
Ex 896	1571	Cuivre non ouvré	—	exempt
Ex 968	1721	Machines à composer, ainsi que leurs pièces et accessoires, non dénommés ailleurs	—	exempts
Ex 977	1739	Charrues, y compris les charrues à vapeur, les buttoirs et les ameublisseurs de terre	100 kg.	6,—
Ex 977	1740	Herses et autres instruments agricoles semblables aux herses	100 kg.	6,—
Ex 977	1741	Machines à moissonner	100 kg.	6,—
		<i>Note</i> : Le droit applicable aux articles classés sous le N° 977 du tarif (N°s statistiques 1739-1741) ne pourra pas être inférieur à 15 % <i>ad valorem</i> .		
984	1757	Cylindres, boîtes à tiroirs et pistons, ouverts, importés séparément, destinés à des machines à vapeur, des moteurs, des réfrigérateurs, des pompes, des pompes à incendie et des machines analogues	100 kg.	35,—
		<i>Note</i> : Les marchandises classées sous le présent numéro, importées pour remplacer une partie usée ou inutilisable d'une machine importée antérieurement, acquitteront 75 % du droit qui aurait dû être perçu dans les autres cas.		
		Charbons préparés pour usages électro-techniques, non dénommés ailleurs :		
		Pesant 3 kg. ou plus par pièce :		
1017	1847	Graphités	100 kg.	3,—
1018	1848	Autres	—	exempts

Numéro du tarif	Numéro de la statistique	Article	Base de taxation	Droit de douane en couronnes suédoises
Ex 1056	1907	Automobiles pour le transport de personnes	<i>ad valorem</i>	20 %
Ex 1056	1911	Chassis d'automobiles	<i>ad valorem</i>	20 %
Ex 1056	1912	Pièces d'automobiles, non dénommées ailleurs	<i>ad valorem</i>	15 %
1057	1916	Pièces ou accessoires pour la construction ou le montage d'automobiles, à l'exception des chassis et des carrosseries	<i>ad valorem</i>	14 %
<p><i>Note</i> : Sous ce numéro rentrent également les articles en caoutchouc, en matières textiles et en verre, destinés à la construction ou au montage d'automobiles.</p>				

LISTE II

Paragraphe du tarif de 1930	Description des articles	Droits de douane
	<p><i>Note</i> : Les dispositions de la présente liste seront interprétées et prendront effet, et l'application des dispositions complémentaires des lois douanières des Etats-Unis à celles de la présente liste sera déterminée, autant que faire se pourra, comme si chacune des dispositions de la présente liste figurait respectivement dans le paragraphe du tarif de 1930 indiqué dans la colonne qui se trouve à gauche de la désignation des articles.</p> <p>En ce qui concerne les articles énumérés dans la présente liste qui, à la date de la signature du présent accord, sont soumis aux droits de douane ordinaires établis par des dispositions de la loi autres que le paragraphe du tarif de 1930 qui est indiqué dans la colonne à gauche de la désignation de l'article, ou par une clause du paragraphe indiqué, ces droits de douane distincts ou additionnels resteront en vigueur, sous réserve de toute réduction mentionnée dans la présente liste ou fixée ultérieurement, aussi longtemps qu'ils n'auront pas été abrogés par la loi ; toutefois, lesdits droits ne seront pas majorés.</p>	
32	Composés de cellulose connus sous le nom de fibres vulcanisées ou durcies, entièrement en cellulose ou dont la cellulose constitue la matière ayant le plus de valeur	20 % <i>ad valorem</i>
218 (f)	Articles mentionnés au paragraphe 218 (f) lorsqu'ils sont principalement destinés à l'ornementation, décorés surtout par gravure et évalués à 8 dollars au moins pièce	30 % <i>ad valorem</i>
226	Lentilles en verre ou cristal de roche pour phares, moulées ou pressées, ou bien passées à la meule et polies en forme sphérique, cylindrique ou prismatique, entièrement ou partiellement ouvrées : Avec bords non passés à la meule Avec bords passés à la meule ou biseautés	25 % <i>ad valorem</i> 25 % <i>ad valorem</i> mais non moins de 17 ½ % <i>ad valorem</i> et 5 cents par douzaine de paires

Paragraphe du tarif de 1930	Description des articles	Droits de douane
234 (a) 234 (a)	Pavés en granit, entièrement ou partiellement ouverts Granit propre à être employé comme pierre pour monuments, pour le pavage ou pour la construction, non spécialement dénommé ; non ouvré ou non taillé, paré, piqué, bouchardé, charrué ou poli.	40 % <i>ad valorem</i> 20 cents par pied cube
	<i>Note</i> : La classification douanière actuelle selon laquelle le granit propre à être employé comme pierre pour monuments, pour le pavage ou pour la construction et ayant subi une taille brute uniquement pour faciliter son transport aux Etats-Unis est considéré comme « non ouvré ou non taillé, paré, piqué, bouchardé, charrué ou poli », conformément à la réglementation énoncée dans la Décision de la Trésorerie 44791-4 (59 Décisions de la Trésorerie 850), sera maintenue pendant la période d'application du présent accord.	
301	Grenaille ou éponge de fer	1,25 dollar par tonne
302 (k)	Ferro-chrome contenant 3 % ou plus de carbone	1,25 cent par livre sur le chrome qu'il contient
302 (k)	Ferro-chrome contenant moins de 3 % de carbone, ainsi que chrome métallique	25 % <i>ad valorem</i>
303	Barres de fer brutes ébauchées, parties de ces barres, à l'exception des chutes, fer en barres et fer rond en rouleaux ou en tiges, fer en plaques, blooms, loupes ou autres formes moins finies que le fer en barres, mais plus avancées que le fer en gueuses, hormis les moulages ; tous ces articles évalués à : Plus de 2 ½ cents, mais à 3 ½ cents au maximum par livre . . . Plus de 3 ½ cents, mais à 5 cents au maximum par livre . . . Plus de 5 cents par livre	0,5 cent par livre 0,8 cent par livre 1,0 cent par livre
304	Lingots d'acier, ainsi que lingots, blooms et plaques, ébauchés au laminoir, quel qu'en soit le procédé de fabrication ; étampes ou matrices, billettes et barres pleines ou creuses ; arbres ébauchés ; formes embouties, découpées ou estampées, n'ayant pas été soumises à un procédé ou à un travail ultérieur à l'estampage leur donnant plus de valeur ou un état plus avancé ; moules à marteaux ou acier estampé ; moules à canons de fusil autres qu'en barres ; barres pour béton armé ; moulages en acier de toute sorte et de toute forme, coulés dans des moules en sable sec, en argile ou en fer ; tôles et plaques ainsi qu'acier non spécialement dénommés ; tous ces articles évalués à plus de 2 ½ cents, mais à 8 cents au maximum par livre	20 % <i>ad valorem</i>
305 (1)	Le droit additionnel qui doit être perçu, encaissé et versé en vertu du paragraphe 305 (1), sur tout acier ou fer contenu dans les matériaux et articles énumérés ou décrits dans les paragraphes 303, 304, 307, 308, 312, 313, 315, 316, 317, 318, 319, 322, 323, 324, 327 et 328, et évalués à plus de 3 ½ cents, mais à 8 cents au maximum par livre, sera de	4 % <i>ad valorem</i>
315	Tiges en fil de fer ou d'acier, pour rivets, vis, clôtures et autres, rondes, ovales, carrées ou de toute autre forme, tiges à clous et tiges plates ayant jusqu'à 6 pouces de largeur, prêtes à être étirées ou laminées en fils ou rubans, tous ces articles en rouleaux ou autrement, évalués à : Plus de 2 ½ cents, mais à 4 cents au maximum par livre . . . Plus de 4 cents par livre	0,3 cent par livre 0,6 cent par livre
316 (a)	Fil de fer ou d'acier, rond, évalué à plus de 6 cents par livre	20 % <i>ad valorem</i>

Paragraphe du tarif de 1930	Description des articles	Droits de douane
316 (a)	Tous fils plats et tous rubans d'acier n'ayant pas plus de 16 pouces de largeur, longs ou courts, en rouleaux ou autrement, laminés ou étirés à la filière ou au laminoir, ou obtenus d'une autre manière : D'une épaisseur de $\frac{1}{100}$ de pouce au maximum D'une épaisseur de plus de $\frac{1}{100}$ de pouce, mais de $\frac{5}{100}$ de pouce au maximum	15 % <i>ad valorem</i> 20 % <i>ad valorem</i>
321	Billes et rouleaux antifriction, billes et rouleaux métalliques employés ordinairement dans les roulements à billes ou à rouleaux, roulements à billes ou à rouleaux métalliques et leurs parties, finis ou non, quel que soit l'usage auquel ils sont destinés	8 cents par livre et 35 % <i>ad valorem</i>
325	Enclumes en fer ou acier ou en fer et acier combinés, quels que soient le procédé de fabrication ou le degré de finissage, pesant 5 livres ou plus par pièce	2 cents par livre
339	Ustensiles de table, de ménage, de cuisine et d'hôpital, ainsi que vaisselle profonde ou plate, non spécialement dénommés, en fer ou en acier, émaillés ou recouverts d'émail vitrifié, comportant ou non des dispositifs pour le chauffage électrique comme partie constitutive	5 cents par livre et 15 % <i>ad valorem</i>
340	Scies de scierie, scies de long et d'attelage, scies circulaires, finies ou ayant subi un travail plus avancé que la trempe et le polissage. . .	12 % <i>ad valorem</i>
340	Scies à tronçonner, finies ou ayant subi un travail plus avancé que la trempe et le polissage, scies à main et à dos et toutes autres scies non spécialement dénommées, évaluées à plus de 5 cents par pièce	15 % <i>ad valorem</i>
353	Aspirateurs électriques de ménage, moteurs électriques pour ces derniers et leurs parties ; tous ces articles finis ou non, entièrement en métal ou dont le métal constitue la matière ayant le plus de valeur, non spécialement dénommés. <i>Note</i> : Le classement douanier actuel des aspirateurs électriques de ménage et de leurs moteurs, finis ou non, entièrement en métal ou dont le métal constitue la matière ayant le plus de valeur, tels qu'ils sont spécialement dénommés au paragraphe 353 du tarif de 1930, conformément à la réglementation prévue dans la décision de la Trésorerie 47218-2 (66 Décisions de la Trésorerie —), sera maintenu pendant la période d'application du présent accord.	35 % <i>ad valorem</i>
353	Machines à calculer, spécialement construites pour la multiplication et la division, ayant comme caractéristique essentielle un moteur électrique, et leurs parties ; tous ces articles, finis ou non, entièrement en métal ou dont le métal constitue la matière ayant le plus de valeur, non spécialement dénommés	25 % <i>ad valorem</i>
354	Canifs et couteaux de poche, pourvus de lames articulées et de manches en acier ornés ou décorés de dessins gravés et/ou de dessins dorés, évalués à plus de 6 dollars par douzaine	17,5 cents par pièce et 27 $\frac{1}{2}$ % <i>ad valorem</i>
356	Couteaux pour machines à raboter, couteaux pour tanneries et à cuir, couteaux à tabac, couteaux pour fabriques de papier et de pâte à papier, rouleaux, plaques de fond, et tous autres accessoires pour le traitement des matières premières destinées aux machines à pâte à papier et à papier, lames de cisailles, disques pour couper le drap, le liège, les cigarettes, la viande et tous autres couteaux et lames pour machines à force motrice ou à main	20 % <i>ad valorem</i>

Paragraphe du tarif de 1930	Description des articles	Droits de douane
	<p><i>Note</i> : Le classement douanier actuel des articles non spécifiés davantage que dans le paragraphe 356 ou dans la dernière partie de la première phrase du paragraphe 352 du tarif de 1930, et décrits dans ces deux dispositions légales comme étant dénommés plus spécialement dans le paragraphe 356, conformément à la décision de la « United States Customs Court » publiée comme brochure 23625 (63 Décisions de la Trésorerie 1417), sera maintenu pendant la période d'application du présent accord.</p>	
361	Pincés articulés, à glissière, évalués à plus de 2 dollars par douzaine	40 % <i>ad valorem</i>
361	Autres pincés, pincettes et tenailles, ainsi qu'outils à main, à charnières, pour fixer et épisser des fils métalliques, finis ou non, évalués à plus de 2 dollars par douzaine.	80 cents la douzaine et 40 % <i>ad valorem</i>
362	Limes, ébauches de limes, râpes et limes à taille simple, de toute taille et de toute sorte, de 7 pouces de longueur et plus	45 cents par douzaine
372	Machines à calculer, spécialement construites pour la multiplication et la division, non spécialement dénommées, et leurs parties non spécialement dénommées, entièrement en métal ou en porcelaine ou dont le métal ou la porcelaine constitue la matière ayant le plus de valeur	25 % <i>ad valorem</i>
372	Scies mécaniques verticales, à mouvement alternatif, pour scier les troncs et leurs parties, non spécialement dénommées	27 ½ % <i>ad valorem</i>
372	Machines pour la fabrication de pâte à papier ou de papier, non spécialement dénommées, et leurs parties, non spécialement dénommées, entièrement en métal ou en porcelaine ou dont le métal ou la porcelaine constitue la matière ayant le plus de valeur	20 % <i>ad valorem</i>
373	Faux, faucilles, sapes, couteaux à maïs, et leurs parties, entièrement en métal, ou dont le métal constitue la matière ayant le plus de valeur, partiellement ou entièrement ouverts	20 % <i>ad valorem</i>
373	Fourches, houes et râpeaux, tous ces articles, s'il s'agit d'instruments aratoires à main, et leurs parties, entièrement en métal, ou dont le métal constitue la matière ayant le plus de valeur, partiellement ou entièrement ouverts	15 % <i>ad valorem</i>
397	Fours et fourneaux portatifs, destinés à fonctionner à l'air comprimé et à l'huile minérale et/ou à l'essence de pétrole, et leurs parties non spécialement dénommées, entièrement en fer, en acier ou en un autre métal commun ou dont le fer, l'acier ou un autre métal commun constitue la matière ayant le plus de valeur, mais non plaqués de platine, d'or ou d'argent, ni colorés au moyen de laque d'or	25 % <i>ad valorem</i>
397	Fours et fourneaux de ménage, non spécialement dénommés, et leurs parties non spécialement dénommées, entièrement en fer, en acier ou en un autre métal commun, ou dont le fer, l'acier ou un autre métal commun constitue la matière ayant le plus de valeur, mais non plaqués de platine, d'or ou d'argent, ni colorés au moyen de laque d'or, et n'ayant pas pour caractéristique essentielle un dispositif ou un appareil électrique	25 % <i>ad valorem</i>
397	Lampes à chalumeau et lampes à incandescence destinées à fonctionner à l'air comprimé et à l'huile minérale et/ou à l'essence de pétrole, entièrement en fer, en acier ou en un autre métal commun, ou dont le fer, l'acier ou un autre métal commun constitue la matière ayant le plus de valeur, mais non plaquées de platine, d'or ou d'argent, ni colorées au moyen de laque d'or	25 % <i>ad valorem</i>

Paragraphe du tarif de 1930	Description des articles	Droits de douane
412	Epingles de blanchisseuses, à ressort	15 cents par grosse
412	Epingles de blanchisseuses, autres que celles à ressort, dont le bois constitue la matière ayant le plus de valeur	25 % <i>ad valorem</i>
1109 (b)	Feutres, courroies, couvertures, enveloppes ou autres articles de garniture de machines, pour la fabrication du papier, pour l'imprimerie ou pour d'autres machines, tissés entièrement en laine ou dans lesquels la laine constitue la matière ayant le plus de valeur, en articles détachés ou à la pièce, finis ou non : Evalués à 1,25 dollar par livre au maximum	50 cents par livre et 25 % <i>ad valorem</i>
	Evalués à plus de 1,25 dollar, mais à 2 dollars au maximum par livre	50 cents par livre et 27 ½ % <i>ad valorem</i>
	Evalués à plus de 2 dollars par livre	50 cents par livre et 30 % <i>ad valorem</i>
1402	Papier-carte, carton pour tentures et carton-pâte, y compris le carton ordinaire et le carton-cuir ou cuir comprimé, non poli, non surcalendré ou non calendré par friction, non laminé au moyen d'une substance adhésive, non couché, non peint ou teint à la surface, non doublé ou non doublé à la cuve, non repoussé, non imprimé, non décoré ou non orné d'une manière quelconque, non coupé en forme pour la confection de boîtes ou d'autres articles, et non spécialement dénommé, à l'exception du carton-pâte en rouleaux, pour la fabrication de carton pour tentures	10 % <i>ad valorem</i>
1409	Papier d'emballage non spécialement dénommé, à l'exception du papier-paille	25 % <i>ad valorem</i>
1413	Papier-carte et carton-pâte, y compris le carton ordinaire et le carton-cuir ou cuir comprimé, poli, surcalendré, ou calendré par friction, laminé au moyen d'une substance adhésive, couché, à surface peinte ou teinte, doublé ou doublé à la cuve, repoussé, imprimé ou décoré ou orné d'une manière quelconque.	14,50 dollars par tonne de 2.000 livres, mais non moins de 15 % ni plus de 30 % <i>ad valorem</i>
1516	Allumettes chimiques de toute sorte, par grosses de 144 boîtes, ne contenant pas plus de 100 allumettes par boîte	17,5 cents par grosse
1623	Galettes de seigle, dites « Knäckerbröd », ne contenant pas plus, le cas échéant, de 5 % de farine de froment, la levure de bière ayant servi pour faire lever la pâte	Exemptes
1716	Pâte de bois au sulfate, blanchie ou non, et pâte de bois au sulfite, non blanchie	Exemptes

N° 3708.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET SAINT-MARIN**

**Convention additionnelle à la Con-
vention d'extradition du 10 janvier
1906 entre les deux pays. Signée
à Washington, le 10 octobre 1934.**

**UNITED STATES OF AMERICA
AND SAN MARINO**

**Supplementary Convention to the
Extradition Convention of January
10th, 1906, between the Two
Countries. Signed at Washington,
October 10th, 1934.**

No. 3708. — SUPPLEMENTARY CONVENTION¹ TO THE EXTRADITION CONVENTION OF JANUARY 10TH, 1906, BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND SAN MARINO. SIGNED AT WASHINGTON, OCTOBER 10TH, 1934.

English and Italian official texts communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the United States of America at Berne. The registration of this Supplementary Convention took place August 9th, 1935.

THE UNITED STATES OF AMERICA and THE REPUBLIC OF SAN MARINO, being desirous of enlarging the list of crimes on account of which extradition may be granted under the Convention² concluded between the United States of America and San Marino on January 10th, 1906, with a view to the better administration of justice and the prevention of crime within their respective territories and jurisdictions, have resolved to conclude a Supplementary Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Cordell HULL, Secretary of State of the United States of America ; and

THE CAPTAINS-REGENT OF THE REPUBLIC OF SAN MARINO :

J. Robert HEWITT, Consul General of the Republic of San Marino in the city of New York ; and
Count Alfonso FACCHETTI GUIGLIA, Counselor of the Republic of San Marino ;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, which were found to be in due and proper form, have agreed to and concluded the following Articles :

Article I.

The following crimes are added to the list of crimes numbered 1 to 14 in Article II of the said Convention of January 10th, 1906, on account of which extradition may be granted, that is to say :

15. Crimes and offenses against the laws for fraudulent bankruptcy and those of fraud or breach of guaranty by a banker, agent, factor, trustee, executor, administrator, guardian, director or officer of any company or corporation or by any person having a legal fiduciary position.

¹ The exchange of ratifications took place at Washington, June 28th, 1935.

² *American Journal of International Law*, Supp. Vol. 2, page 343.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 3708. — CONVENZIONE ¹ SUPPLEMENTARE ALLA CONVENZIONE DI ESTRADIZIONE DEL 10 GENNAIO 1906 FRA GLI STATI UNITI D'AMERICA E SAN MARINO. FIRMATA A WASHINGTON, IL 10 OTTOBRE, 1934.

Textes officiels anglais et italien communiqués par le chargé d'Affaires a. i. des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de cette convention additionnelle a eu lieu le 9 août 1935.

GLI STATI UNITI D'AMERICA e LA REPUBBLICA DI SAN MARINO, desiderando di ampliare la lista dei reati a causa dei quali può essere accordata l'estradizione in base alla convenzione² conclusa fra gli Stati Uniti d'America e San Marino il 10 Gennaio 1906, allo scopo di una migliore amministrazione della giustizia e prevenzione dei misfatti entro i loro rispettivi territorii e giurisdizioni, hanno deciso di concludere una convenzione supplementare a tale scopo ed hanno nominato come loro Plenipotenziarii :

IL PRESIDENTE DEGLI STATI UNITI D'AMERICA :

Cordell HULL, Segretario di Stato degli Stati Uniti d'America ; e

I CAPITANI REGGENTI DELLA REPUBBLICA DI SAN MARINO :

J. Robert HEWITT, Console Generale della Repubblica di San Marino nella città di New York ; ed
il Conte Alfonso FACCHETTI GUIGLIA, Consulente della Repubblica di San Marino ;

I quali dopo essersi comunicati i loro rispettivi pieni poteri, che sono stati trovati in dovuta e corretta forma, hanno concluso ed accettato i seguenti articoli :

Articolo I.

I seguenti reati sono aggiunti alla lista dei reati, elencati dal N° 1 al N° 14 del Articolo II della detta convenzione del 10 Gennaio 1906, per causa dei quali l'estradizione può essere accordata e cioè :

15. Crimini od offese contro le leggi per bancarotta fraudolenta e quelle per frode o infrazioni di garanzia da parte di banchiere, agente, fattore, fiduciario, esecutore, amministratore, tutore, direttore o funzionario di qualsiasi compagnia o corporazione o da parte di qualsiasi persona che abbia una posizione di fiducia legale.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 28 juin 1935.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome I, page 316.

Article II.

The present Convention shall be considered as an integral part of said Extradition Convention of January 10th, 1906, and Article II of the last-mentioned Convention shall be read as if the list of crimes therein contained had originally comprised the additional crimes specified and numbered 15 in the first Article of the present Convention.

The present Convention shall be ratified by the High Contracting Parties in accordance with their respective constitutional methods, and shall take effect on the date of the exchange of ratifications which shall take place at Washington as soon as possible.

In witness whereof, the above-named Plenipotentiaries have signed the present Convention in the English and Italian languages and have hereunto affixed their seals.

Done, in duplicate, at Washington this 10th day of October, 1934.

(Seal) Cordell HULL.

Certified to be a true and complete textual copy of the original Convention in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

C. E. MacEachran,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

Articolo II.

La presente convenzione sarà considerata come parte integrante di detta convenzione di estradizione del 10 Gennaio 1906 e l'articolo II della summenzionata convenzione sarà letto come se la lista dei reati contenuti nello stesso abbia originariamente compreso i crimini aggiunti, specificati e numerati al N° 15 del primo articolo della presente convenzione.

La presente convenzione verrà ratificata dalle Alte Parti Contraenti in conformità delle loro rispettive leggi costituzionali ed avrà effetto dalla data dello scambio delle ratifiche, che avranno luogo a Washington, non appena sarà possibile.

In testimonianza di che, i sopra menzionati Plenipotenziarii hanno firmato la presente convenzione nelle lingue inglese ed italiana e vi hanno apposto i loro sigilli.

Fatto, in duplicato, a Washington addì 10 Ottobre, 1934.

(Sigillo) J. Robert HEWITT.

(Sigillo) Alfonso FACCHETTI GUIGLIA.

Certified to be a true and complete textual copy of the original Convention in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State of the
United States of America :

C. E. MacEachran,
*Chief Clerk and Administrative
Assistant.*

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3708. — CONVENTION ADDITIONNELLE A LA CONVENTION D'EXTRADITION DU 10 JANVIER 1906 ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET SAINT-MARIN. SIGNÉE A WASHINGTON, LE 10 OCTOBRE 1934.

LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE et LA RÉPUBLIQUE DE SAINT-MARIN, désireux d'augmenter la liste des crimes et délits pour lesquels l'extradition peut être accordée en vertu de la Convention conclue entre les États-Unis d'Amérique et Saint-Marin le 10 janvier 1906, en vue d'une meilleure administration de la justice et en vue de la répression de la criminalité dans leurs territoires et juridictions respectifs, ont décidé de conclure, à cette fin, une convention additionnelle et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Cordell HULL, secrétaire d'Etat des États-Unis d'Amérique ; et

LES CAPITAINES-RÉGENTS DE LA RÉPUBLIQUE DE SAINT-MARIN :

M. J. Robert HEWITT, consul général de la République de Saint-Marin dans la ville de New-York ; et

Le Comte Alfonso FACCHETTI GUIGLIA, conseiller de la République de Saint-Marin ;

Qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les crimes et délits suivants sont ajoutés à la liste des crimes et délits portant les numéros 1 à 14 à l'article II de ladite Convention du 10 janvier 1906, pour lesquels l'extradition peut être accordée :

15. Crimes et délits contre les lois relatives à la banqueroute frauduleuse ; actes frauduleux ou abus de confiance commis par un banquier, agent, gardien judiciaire, fidéicommissaire, exécuteur testamentaire, curateur, tuteur, administrateur ou membre du bureau d'une société ou association, ou par toute personne légalement investie de fonctions de caractère fiduciaire.

Article II.

La présente convention sera considérée comme faisant partie intégrante de ladite Convention d'extradition du 10 janvier 1906, et l'article II de cette dernière devra se lire comme si la liste des crimes et délits qu'il contient comprenait, à l'origine, les crimes et délits additionnels spécifiés, sous le numéro 15, à l'article premier de la présente convention.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

La présente convention sera ratifiée par les Hautes Parties contractantes conformément à leurs méthodes constitutionnelles respectives, et prendra effet à dater de l'échange des ratifications, qui aura lieu à Washington, dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention, en langue anglaise et en langue italienne, et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Washington, le 10 octobre 1934.

(*Sceau*) Cordell HULL.

(*Sceau*) J. Robert HEWITT.

(*Sceau*) Alfonso FACCHETTI GUIGLIA.

N° 3709.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET HAÏTI**

Convention commerciale, avec annexes. Signée à Washington, le 28 mars 1935.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND HAITI**

Reciprocal Trade Agreement, with Annexes. Signed at Washington, March 28th, 1935.

No. 3709.—RECIPROCAL TRADE AGREEMENT¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND HAITI. SIGNED AT WASHINGTON, MARCH 28TH, 1935.

English and French official texts communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the United States of America at Berne. The registration of this Agreement took place August 9th, 1935.

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF HAITI, being desirous of strengthening the traditional bonds of friendship between the two countries by maintaining the principle of equality of treatment as the basis of commercial relations and by granting mutual and reciprocal concessions and advantages for the promotion of trade, have, through their respective Plenipotentiaries, arrived at the following Agreement :

Article I.

On and after the day on which this Agreement comes into force, all articles the growth, produce or manufacture of the United States of America, enumerated and described in Schedule I annexed to this Agreement and made a part thereof, except those enumerated and described under items numbered 11033, 12011, and 13007, shall, on their importation into the Republic of Haiti, be exempt from ordinary Customs duties in excess of those set forth in the said Schedule and from all other duties, taxes, fees, charges or exactions, imposed on or in connection with importation, in excess of those imposed or required to be imposed by laws of the Republic of Haiti in effect on the day of the signature of this Agreement.

Whenever the budget of expenditures of the Republic of Haiti for any fiscal year is promulgated in the amount of Gourdes 40,000,000 or more, articles the growth, produce, or manufacture of the United States of America, enumerated and described under items numbered 11033, 12011, and 13007 in Schedule I of this Agreement, shall, on their importation during such fiscal year into the Republic of Haiti, be exempt from ordinary Customs duties in excess of those set forth in the said Schedule ; and on and after the day of the signature of this Agreement, they shall be exempt, on their importation into the Republic of Haiti, from all duties, taxes, fees, charges or exactions, imposed on or in connection with importation, in excess of those imposed or required to be imposed by laws of the Republic of Haiti in effect on the day of the signature of this Agreement.

Article II.

Articles the growth, produce or manufacture of the Republic of Haiti, enumerated and described in Schedule II annexed to this Agreement and made a part thereof, shall, on their importation into the United States of America, be exempt from ordinary Customs duties in excess of those set forth in the said Schedule, and from all other duties, taxes, fees, charges, or exactions, imposed on or in connection with importation, in excess of those imposed or required to be imposed by laws of the United States of America in effect on the day of the signature of this Agreement.

¹ This Agreement was proclaimed by the President of the Republic of Haiti on April 29th, 1935, and by the President of the United States of America on May 4th, 1935. Came into force June 3rd, 1935.

N^o 3709. — CONVENTION¹ COMMERCIALE ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET HAÏTI. SIGNÉE A WASHINGTON, LE 28 MARS 1935.

Textes officiels anglais et français communiqués par le chargé d'Affaires a. i. des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 9 août 1935.

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI, désirant renforcer les liens traditionnels d'amitié entre les deux pays en maintenant le principe d'égalité de traitement comme base de leurs relations commerciales, et en s'accordant des concessions mutuelles et des avantages réciproques pour l'extension du commerce, ont, par l'intermédiaire de leurs plénipotentiaires respectifs, arrêté la convention suivante :

Article premier.

A partir du jour où cette convention sera entrée en vigueur, tous les articles d'origine, de production ou de fabrication des Etats-Unis d'Amérique, énumérés et décrits dans la liste I annexée à cette convention et en faisant partie, excepté ceux énumérés et décrits aux paragraphes numérotés 11033, 12011 et 13007 seront exempts à leur importation dans la République d'Haïti, des droits ordinaires de douane excédant ceux énoncés dans ladite liste, et de tous autres droits, taxes, impôts, obligations ou contributions établis à l'importation ou y relatifs, excédant ceux établis ou à établir par les lois de la République d'Haïti en vigueur au jour de la signature de cette convention.

Lorsque le budget des dépenses de la République d'Haïti pour n'importe quelle année fiscale aura été promulgué au montant de 40.000.000 de gourdes ou plus, les articles d'origine, de production ou de fabrication des Etats-Unis d'Amérique énumérés et décrits aux paragraphes numérotés 11033, 12011 et 13007 dans la liste I de cette convention, à leur importation au cours d'une telle année fiscale dans la République d'Haïti, seront exempts des droits de douane ordinaires excédant ceux fixés dans ladite liste ; mais à partir du jour de la signature de cette convention, ils seront exempts, à leur importation dans la République d'Haïti, de tous droits, taxes, impôts, obligations ou contributions, établis à l'importation ou y relatifs, excédant ceux établis ou à établir par les lois de la République d'Haïti en vigueur au jour de la signature de cette convention.

Article II.

Les articles d'origine, de production ou de fabrication de la République d'Haïti, énumérés et décrits dans la liste II annexée à cette convention et en faisant partie, seront exempts à leur importation aux Etats-Unis d'Amérique des droits de douane ordinaires excédant ceux énoncés dans ladite liste, et de tous autres droits, taxes, impôts, obligations ou contributions établis à l'importation ou y relatifs, excédant ceux établis ou à établir par les lois des Etats-Unis d'Amérique en vigueur le jour de la signature de cette convention.

¹ Cette convention a été promulguée par le président de la République d'Haïti, le 29 avril 1935, et par le président des Etats-Unis d'Amérique, le 4 mai 1935.
Entrée en vigueur le 3 juin 1935.

As long as the quota provisions of the Act "to include sugar beets and sugar cane as basic agricultural commodities under the Agricultural Adjustment Act, and for other purposes", approved by the President of the United States of America on May 9th, 1934, are operative, any sugar imported into the United States of America from the Republic of Haiti with respect to which a drawback of duty is allowed, under the provisions of Section 313 of the Tariff Act of 1930, shall not be charged against the quota established by the Secretary of Agriculture of the United States of America for the Republic of Haiti.

Article III.

The United States of America and the Republic of Haiti agree that the notes included in Schedules I and II are hereby given force and effect as integral parts of this Agreement.

Article IV.

Articles the growth, produce or manufacture of the United States of America or the Republic of Haiti, shall, after importation into the other country, be exempt from all internal taxes, fees, charges or exactions other or higher than those payable on like articles of national origin of any other foreign origin. The provisions of this Article in regard to the granting of national treatment shall not apply to taxes imposed in the United States of America on coconut oil or on any combination or mixture containing a substantial quantity of coconut oil, or to taxes imposed in the Republic of Haiti on cigarettes.

Cigarettes originating in the United States of America shall, after importation into the Republic of Haiti, be exempt from all internal taxes, fees, charges or exactions other or higher than those in effect on the day of the signature of this Agreement.

Article V.

In respect of articles the growth, produce or manufacture of the United States of America or the Republic of Haiti, enumerated and described in Schedules I and II, respectively, imported into the other country, on which *ad valorem* rates of duty are or may be assessed, it is understood and agreed that the bases and methods of determining dutiable value and of converting currencies shall be no less favorable to importers than the bases and methods prescribed under presently existing laws and regulations of the Republic of Haiti and the United States of America, respectively.

Article VI.

No prohibition or restriction on importations shall be imposed by the United States of America or the Republic of Haiti on articles the growth, produce or manufacture of the other country with respect to which obligations have been assumed under Articles I or II of this Agreement: Provided, that the foregoing provision shall not apply to prohibitions or restrictions relating to public security; imposed on moral or humanitarian grounds; designed to protect human, animal, or plant life; relating to prison-made goods; relating to the enforcement of police or revenue laws; or designed to extend to imported products a regime analogous to that affecting like or competing domestic products.

Article VII.

With respect to Customs duties or charges of any kind imposed on or in connection with importation or exportation, and with respect to the method of levying such duties or charges, and with respect to all rules and formalities in connection with importation or exportation, any advantage, favor, privilege or immunity which has been or may hereafter be granted by the United States of America or the Republic of Haiti to any article originating in or destined for any third country, shall be accorded immediately and unconditionally to the like article originating in or destined for the Republic of Haiti or the United States of America, respectively.

Aussi longtemps que les stipulations relatives au contingentement de la loi « tendant à comprendre les sucres de betterave et de canne comme produits agricoles de base d'après la loi d'ajustement des produits agricoles, et pour d'autres fins » approuvée par le président des Etats-Unis d'Amérique le 9 mai 1934, seront en vigueur, le sucre importé aux Etats-Unis d'Amérique de la République d'Haïti, à l'égard duquel une remise de droit est accordée, selon les stipulations de la section 313 de la loi sur le tarif de 1930, ne sera pas compris dans la limite de contingent fixé par le secrétaire de l'Agriculture des Etats-Unis d'Amérique pour la République d'Haïti.

Article III.

Les Etats-Unis d'Amérique et la République d'Haïti conviennent que les notes comprises dans les listes I et II acquièrent par les présentes force et vigueur comme parties intégrantes de cette convention.

Article IV.

Les articles d'origine, de production ou de fabrication des Etats-Unis d'Amérique ou de la République d'Haïti, une fois importés dans l'autre pays, seront exempts de tous taxes internes, impôts, obligations ou contributions autres ou plus forts que ceux qui sont payés sur de pareils articles d'origine nationale ou de toute autre origine étrangères. Les stipulations de cet article concernant le traitement national ne s'appliquent pas aux taxes établies aux Etats-Unis d'Amérique sur l'huile de coco ou toute combinaison ou mélange contenant une forte quantité d'huile de coco ou aux taxes établies dans la République d'Haïti sur les cigarettes.

Les cigarettes de provenance des Etats-Unis d'Amérique, une fois importées dans la République d'Haïti, seront exemptes de tous taxes internes, impôts, obligations et contributions autres ou plus élevés que ceux en vigueur le jour de la signature de cette convention.

Article V.

A l'égard des articles d'origine, de production ou de fabrication des Etats-Unis d'Amérique ou de la République d'Haïti, énumérés et décrits dans les listes I et II respectivement, et importés de l'un des deux pays dans l'autre, sur lesquels des taux et droits *ad valorem* sont ou peuvent être imposés, il est entendu et convenu que les bases et méthodes pour déterminer la valeur imposable et convertir les cours ne seront pas moins favorables aux importateurs que les bases et méthodes prescrites par les lois et règlements actuellement existants dans la République d'Haïti et aux Etats-Unis d'Amérique.

Article VI.

Aucune prohibition ou restriction d'importation ne sera établie par les Etats-Unis d'Amérique ou la République d'Haïti sur les articles d'origine, de production ou de fabrication de l'un ou de l'autre pays à l'égard desquels des obligations ont été prises aux articles I et II de cette convention. Néanmoins cette disposition ne s'applique pas aux prohibitions ou restrictions concernant la sécurité publique, la protection de la vie humaine, animale ou végétale, les objets fabriqués dans les prisons, l'application des lois fiscales et de police, ni à celles établies dans un but moral ou humanitaire, ou destinées à étendre à des produits importés un régime analogue à celui affectant les produits indigènes qui remplacent ou concurrencent ces produits importés.

Article VII.

Au sujet des droits de douane ou des obligations de toutes sortes établies ou relatives à l'importation ou à l'exportation, au sujet de la méthode de perception de pareils droits ou obligations, au sujet de toutes règles et formalités relatives à l'importation ou à l'exportation, tout avantage, faveur, privilège ou immunité qui aura été ou sera à l'avenir accordé par les Etats-Unis d'Amérique ou la République d'Haïti à tout article originaire d'un tiers pays ou y destiné, sera immédiatement et sans condition accordé à l'article semblable, originaire ou destiné soit à la République d'Haïti soit aux Etats-Unis d'Amérique, respectivement.

Without prejudice to the provisions of Article VI of this Agreement, neither the United States of America nor the Republic of Haiti shall establish any prohibition or maintain any restriction on imports from the territory of the other country which is not applied to the importation of any like article originating in any third country.

Without prejudice to the provisions of Article VI of this Agreement, any abolition of an import prohibition or restriction which may be granted even temporarily by the United States of America or the Republic of Haiti in favor of an article of a third country shall be applied immediately and unconditionally to the like article originating in the territory of the Republic of Haiti or the United States of America, respectively.

In the event of rations or quotas being established by the United States of America or the Republic of Haiti for the importation of any article restricted or prohibited, it is agreed, without prejudice to the provisions of Article VI, that in the allocation of the quantity of restricted goods which may be authorized for importation, the other country will be granted a share equivalent to the proportion of the trade which it enjoyed in a previous representative period.

If either the United States of America or the Republic of Haiti establishes or maintains any system of control of foreign exchange or enters directly or indirectly into any arrangement which affects in fact the provision of foreign exchange or the regulation or control of the transfer or disposition of means of payment, or employs any other system of control or any other arrangement with respect to the settlement of international obligations, any advantage, favor, privilege, or immunity which may be granted in connection with any such system or arrangement or the administration thereof to the nationals or commerce of any third country shall be accorded immediately and unconditionally to the nationals or commerce of the Republic of Haiti or the United States of America, respectively.

The advantages now accorded or which may hereafter be accorded by the United States of America or the Republic of Haiti to adjacent countries in order to facilitate frontier traffic, and advantages resulting from a Customs union to which either the United States of America or the Republic of Haiti may become a party, shall be excepted from the operation of this Agreement.

The advantages now accorded or which may hereafter be accorded by the United States of America, its territories and possessions and the Panama Canal Zone to one another or to the Republic of Cuba shall be excepted from the operation of this Agreement. The provisions of this paragraph shall continue to apply in respect of any advantages now or hereafter accorded by the United States of America, its territories or possessions or the Panama Canal Zone to the Philippine Islands, irrespective of any change that may take place in the political status of the Philippine Islands.

Unless otherwise specifically provided in this Agreement, the provisions thereof shall not be construed to apply to police or sanitary regulations; and nothing in this Agreement shall be construed to prevent the adoption of measures prohibiting or restricting the exportation of gold or silver.

Article VIII.

Laws, regulations of administrative authorities and decisions of administrative or judicial authorities of the United States of America and the Republic of Haiti, respectively, pertaining to the classification of articles for Customs purposes or to rates of duty shall be published promptly in such a manner as to enable traders to become acquainted with them. Such laws, regulations and decisions shall be applied uniformly at all ports of the respective country, except as otherwise specifically provided in statutes of the United States of America relating to articles imported into Puerto Rico.

No administrative ruling by the United States of America or the Republic of Haiti effecting advances in rates of duties or charges applicable under an established and uniform practice to imports originating in the territory of the other country, or imposing any new requirement with respect to such importations, shall be effective retroactively or with respect to articles either entered for or withdrawn for consumption prior to the expiration of thirty days after the date of publication of notice of such ruling in the usual official manner. The provisions of this paragraph do not apply to administrative orders imposing anti-dumping duties, or relating to regulations for

Sans préjudice des stipulations de l'article VI de cette convention, aucune prohibition ne sera établie, ni aucune restriction maintenue, soit par les Etats-Unis d'Amérique sur les importations du territoire d'Haïti, soit par la République d'Haïti sur celles du territoire des Etats-Unis d'Amérique, qui ne soit appliquée à l'importation de tout article semblable originaire d'un tiers pays.

Sans préjudice des stipulations de l'article VI de cette convention, toute abolition d'une prohibition à l'importation ou restriction qui pourra être même temporairement accordée par les Etats-Unis d'Amérique ou la République d'Haïti en faveur d'un article d'un tiers pays sera immédiatement et inconditionnellement accordée à l'article semblable originaire du territoire de la République d'Haïti ou des Etats-Unis d'Amérique, respectivement.

Dans le cas où des contingents ou quotités seraient établis par les Etats-Unis d'Amérique ou la République d'Haïti à l'importation de tout article contingenté ou prohibé il est convenu, sans préjudice des stipulations de l'article VI que dans l'allocation des contingents de marchandises qui pourront être autorisés à l'importation, il sera accordé à l'autre pays une quotité équivalente à la proportion de son importation dans une période antérieure considérée normale.

Si les Etats-Unis d'Amérique ou la République d'Haïti établissait ou maintenait un système de contrôle des changes extérieurs ou entrair directement ou indirectement dans un arrangement qui affecte en fait la provision de change étranger, la réglementation, le contrôle du transfert ou la disposition des moyens de paiement, ou employait tout autre système de contrôle ou tout autre arrangement à l'égard du règlement des obligations internationales, tout avantage, faveur, privilège ou immunité qui pourra être accordé relativement à un tel système ou arrangement ou à l'administration de ce système ou de cet arrangement aux nationaux ou au commerce d'un tiers pays sera accordé immédiatement et inconditionnellement aux nationaux ou au commerce de la République d'Haïti ou des Etats-Unis d'Amérique, respectivement.

Les avantages actuellement accordés ou qui pourront l'être par les Etats-Unis d'Amérique ou la République d'Haïti aux pays adjacents en vue de faciliter le trafic frontrière, et les avantages résultant d'une union douanière dont les Etats-Unis d'Amérique ou la République d'Haïti peuvent faire partie, ne seront pas affectés par les effets de cette convention.

De même les avantages actuellement accordés ou qui pourront l'être par les Etats-Unis d'Amérique, ses territoires et possessions et la zone du canal de Panama à l'un d'entre eux ou à la République de Cuba ne seront pas affectés par les obligations de cette convention. Les stipulations du présent paragraphe continueront à s'appliquer à l'égard de tous avantages actuellement accordés ou qui pourront l'être par les Etats-Unis d'Amérique, ses territoires ou possessions ou la zone du canal de Panama aux îles Philippines indépendamment de tout changement qui pourrait advenir dans le statut politique des îles Philippines.

A moins que spécifiquement il n'en soit stipulé autrement, les articles de la présente convention ne s'appliqueront pas aux règlements de police, ni aux règlements sanitaires ; et elle n'empêchera, en quoi que ce soit, l'adoption des mesures prohibant ou restreignant l'exportation de l'or ou de l'argent.

Article VIII.

Les lois, règlements des autorités administratives et les décisions des autorités administratives ou judiciaires des Etats-Unis d'Amérique et de la République d'Haïti, respectivement, concernant la classification des articles, conformément au tarif douanier, ou le taux des droits, seront publiés avec diligence, de manière à mettre les commerçants en mesure de se familiariser avec eux. De tels lois, règlements et décisions seront appliqués d'une manière uniforme dans tous les ports des deux pays respectivement à l'exception de ceux spécialement prévus dans les lois des Etats-Unis d'Amérique comme devant s'appliquer aux articles importés à Puerto-Rico.

Aucun règlement administratif des Etats-Unis d'Amérique ou de la République d'Haïti relatif à une augmentation dans le taux d'une taxe ou d'un droit perçu d'après une pratique constante, sur les importations originaires du territoire de l'autre pays, ou établissant une nouvelle exigence à l'égard de telles importations, n'aura un effet rétroactif, ou à l'égard d'articles entrés ou retirés pour la consommation avant l'expiration de trente jours après la date de la publication d'un tel règlement de la manière officielle accoutumée. Les stipulations de ce paragraphe ne s'appliquent pas aux ordres administratifs établissant des droits anti-dumping, ou relatifs aux

the protection of human, animal, or plant life, or relating to public safety, or giving effect to judicial decisions.

Article IX.

The United States of America and the Republic of Haiti retain the right to apply such measures as they respectively may see fit with respect to the control of the export or sale for export of arms, munitions, or implements of war, and, in exceptional circumstances, of other material needed in war.

Article X.

Greater than nominal penalties will not be imposed in the United States of America or in the Republic of Haiti upon importations of articles the growth, produce or manufacture of the other country because of errors in documentation which the importer or other party in interest can establish to the satisfaction of the Customs authorities to have been clerical in origin or to have been made in good faith.

The Government of each country will accord sympathetic consideration to, and when requested will afford adequate opportunity for consultation regarding, such representations as the other Government may make with respect to the operation of Customs regulations, quantitative restrictions or the administration thereof, the observance of Customs formalities, and the application of sanitary laws and regulations for the protection of human, animal, or plant life.

Article XI.

Except as otherwise provided in the second paragraph of this Article, the provisions of this Agreement relating to the treatment to be accorded by the United States of America and the Republic of Haiti, respectively, to the commerce of the other country, shall not apply to the Philippine Islands, the Virgin Islands, American Samoa, the Island of Guam, or to the Panama Canal Zone.

Subject to the reservations set forth in Article VII, the provisions of that Article shall apply to articles the growth, produce or manufacture of any area under the sovereignty or authority of the United States of America or the Republic of Haiti imported from or exported to any area under the sovereignty or authority of the other country. It is understood, however, that the provisions of this paragraph do not apply to the Panama Canal Zone.

Article XII.

The present Agreement shall, from the date on which it comes into force, supplant the Agreement by Exchange of Notes signed by the United States of America and the Republic of Haiti on July 8th, 1926.

Article XIII.

On and after the day on which this Agreement comes into force, articles the growth, produce or manufacture of the United States of America and articles the growth, produce or manufacture of the Republic of Haiti previously imported into the other country shall be subject to the provisions of this Agreement, if entry therefor has not been made, or if they have been entered previously without payment of duty and under bond for warehousing, transportation, or any other purpose, and without any permit of delivery to the importer or to his agent having been issued: Provided, that when duties are based upon the weight of merchandise deposited in any public or private warehouse, the said duties shall, except as otherwise may specially be provided in the tariff laws of the respective countries in force on the day of signature of this Agreement, be levied and collected upon the weight of such merchandise at the time of its entry.

règlements pour la protection de la vie humaine, animale ou végétale ou relatifs à la sécurité publique, ou mettant en vigueur les décisions judiciaires.

Article IX.

Les Etats-Unis d'Amérique et la République d'Haïti se réservent le droit d'appliquer telle mesure qu'ils auront jugée respectivement convenable à l'égard du contrôle de l'exportation ou de la vente pour l'exportation d'armes, de munitions, ou d'attirails de guerre, et, dans les circonstances exceptionnelles, de tout autre matériel dont il est fait usage à la guerre.

Article X.

Aucunes pénalités plus grandes que les pénalités minima édictées par la loi ne frapperont aux Etats-Unis d'Amérique ou dans la République d'Haïti les importations des produits d'origine, de production ou de fabrication de l'un ou de l'autre pays pour cause d'erreurs dans les documents que l'importateur ou l'autre partie intéressée pourra établir, à la satisfaction des autorités douanières, comme étant dues, à l'origine, à une erreur involontaire ou ayant été faites de bonne foi.

Le gouvernement de chacun des deux pays accordera une bienveillante attention, et quand cela lui sera demandé, fournira toute facilité en vue d'une consultation relative à telles observations que l'autre gouvernement pourra produire à l'égard de l'application des règlements douaniers, des restrictions en quantité ou de leur application, de l'observance des formalités douanières et de l'application des lois et règlements sanitaires pour la protection de la vie humaine, animale ou végétale.

Article XI.

Excepté ce qui est stipulé dans le deuxième paragraphe de cet article, les dispositions de cette convention, relatives au traitement à accorder par les Etats-Unis d'Amérique et la République d'Haïti, respectivement, au commerce de l'autre pays, ne s'appliqueront pas aux îles Philippines, aux îles Vierges, au Samoa américain, à l'île de Guam ou à la zone du canal de Panama.

Sous les réserves énoncées dans l'article VII, les stipulations de l'article VII s'appliqueront aux articles d'origine, de production et de fabrication de tout territoire sous la souveraineté ou l'autorité des Etats-Unis d'Amérique ou de la République d'Haïti importés de ou exportés dans tout territoire sous la souveraineté ou l'autorité de l'autre pays. Il est entendu, cependant, que les stipulations de ce paragraphe ne s'appliquent pas à la zone du canal de Panama.

Article XII.

La présente convention, à partir de la date à laquelle elle entrera en vigueur, remplacera l'Accord conclu par échange de notes, entre les Etats-Unis d'Amérique et la République d'Haïti, le 8 juillet 1926.

Article XIII.

A partir du jour où cette convention sera entrée en vigueur, les articles d'origine, de production ou de fabrication des Etats-Unis d'Amérique et les articles d'origine, de production ou de fabrication de la République d'Haïti importés auparavant dans l'autre pays seront assujettis aux stipulations de cette convention, si la vérification douanière n'a pas encore eu lieu, ou s'ils ont été introduits auparavant sans paiement de droit et sous caution aux fins d'emmagasinage, de transport, ou toutes autres fins, et sans qu'aucun permis de délivrance à l'importateur ou à son agent n'ait été émis ; pourvu que, quand les droits sont basés sur le poids de la marchandise déposée dans un magasin public ou privé, lesdits droits, à l'exception de ce qui est stipulé de manière spécifique dans les tarifs en vigueur respectivement dans les deux pays, le jour de la signature de cette convention, soient prélevés et encaissés sur le poids d'une telle marchandise au moment de son entrée.

Article XIV.

The present Agreement shall come into full force on the thirtieth day following proclamation thereof by the President of the United States of America and the President of the Republic of Haiti, or should the proclamations be issued on different days, on the thirtieth day following the date of the later in time of such proclamations, and shall remain in force for the term of three years thereafter. The Government of each country shall notify the Government of the other country of the date of its proclamation.

Unless at least six months before the expiration of the aforesaid term of three years the Government of either country shall have given to the other Government notice of intention to terminate the Agreement upon the expiration of the aforesaid term, the Agreement shall remain in force thereafter, until six months from such time as the Government of either country shall have given notice to the other Government.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed this Agreement and have affixed their seals hereto.

Done in duplicate, in the English and French languages, both authentic, at the city of Washington, the 28th day of March in the year 1935.

For the President of the United States of America :

(Seal) Cordell HULL.

For the President of the Republic of Haiti :

(Seal) A. BLANCHET.

SCHEDULE I.

Abbreviations : N. K. = Net Kilo.
G. K. = Gross Kilo.

Haitian Tariff Item Number	Description of Articles	Maximum Rates of Duties, Specific Rates in Haitian Gourdes
402	(Plain glass) not mounted and not set, not specified.	G.K. 0.15
407	(Plate glass or cylinder glass) polished, beveled or engraved . .	G.K. 0.60 or 30% <i>ad valorem</i>
1304	Conduits and pipes (cast iron)	G.K. 0.06
1305	Pipe fittings (cast iron)	G.K. 0.20
1415	Pipes or conduits, black, galvanized, polished, painted or not, including stove pipes of wrought iron, steel or malleable cast iron	G.K. 0.07
1417	T-joints, elbows, valves, joints, sockets, cocks, taps and pipe or conduit accessories (wrought iron, steel or malleable cast iron)	G.K. 0.50
2126	Patent medicines, mixed or compound : containing no alcohol or not more than 14% of alcohol.	N.K. 1.33 ¹ / ₃ or 33 ¹ / ₃ % <i>ad valorem</i>
2128	Pharmaceutical products, medicinal preparations, plasters, poultices and empty capsules, not specified	N.K. 0.66 ² / ₃ or 13% <i>ad valorem</i>

Article XIV.

La présente convention entrera en pleine vigueur le trentième jour après sa promulgation par le président des Etats-Unis d'Amérique et le président de la République d'Haïti, ou si les promulgations sont faites à des dates différentes, le trentième jour qui suivra la dernière date desdites promulgations, et demeurera en vigueur pour une période de trois années. Le gouvernement de chacun des deux pays notifiera au gouvernement de l'autre pays la date à laquelle la promulgation aura eu lieu.

A moins que dans un délai minimum de six mois avant l'expiration de la susdite période de trois ans, le gouvernement de l'un ou l'autre pays n'ait donné à l'autre gouvernement avis de son intention de mettre fin à la convention à l'expiration de la période susdite, la convention restera en vigueur dans la suite jusqu'à six mois à partir de la date à laquelle l'une ou l'autre des Parties aura manifesté son désir d'y mettre fin.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé cette convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en duplicata, en langues anglaise et française, les deux faisant autorité, dans la ville de Washington, le 28 mars de l'an 1935.

Pour le Président des Etats-Unis d'Amérique :
(Sceau) Cordell HULL.

Pour le Président de la République d'Haïti :
(Sceau) A. BLANCHET.

LISTE I

Abréviations : N. K. = Kilo net.
G. K. = Kilo brut.

Articles du tarif haïtien	Description des articles	Taux maximum des droits. Taux spécifiques en gourdes haïtiennes
402	(Verre uni) non monté et non serti, non dénommé	G.K. 0.15
407	(Verre à glace ou verre cylindré) poli, biseauté ou gravé	G.K. 0.60 ou 30% <i>ad valorem</i>
1304	Conduits et tuyaux (fonte)	G.K. 0.06
1305	Accessoires de tuyaux (fonte)	G.K. 0.20
1415	Tuyaux ou conduits, noirs, galvanisés, polis, peints ou non, comprenant les tuyaux de poêle de fer forgé, d'acier ou de fonte malléable	G.K. 0.07
1417	Raccords en T, coudes, soupapes, raccords manchons, robinets, cannelles et accessoires de tuyau ou de conduit (fer forgé, acier ou fonte malléable)	G.K. 0.50
2126	Médicaments brevetés, mixtes ou composés, ne contenant pas d'alcool ou pas plus de 14 % d'alcool	N.K. 1.33 1/3 ou 33 1/3 % <i>ad valorem</i>
2128	Produits pharmaceutiques, préparations médicales, emplâtres, cataplasmes et capsules vides, non dénommés	N.K. 0.66 2/3 ou 13% <i>ad valorem</i>

Haitian Tariff Item Number	Description of Articles	Maximum Rates of Duties. Specific Rates in Haitian Gourdes
	It is understood that the Haitian Department of Health will not impose any certification requirement or any formality for the importation, registration, licensing or sale of pharmaceutical specialties and patent medicines, which will be impossible of fulfillment in the United States of America because of the lack of a duly authorized Federal agency.	
9019	Hides and skins, tanned and curried : Goat and kid skins, including glazed kid	N.K. 3.10 or 20% <i>ad valorem</i>
11015	Electric and electrotechnical machines, apparatus and appliances for industrial use, and all other articles now dutiable under this item.	10% <i>ad valorem</i>
11033	Radio receiving appliances, equipment and parts	15% <i>ad valorem</i>
	Sewing machines :	
11034	Hand	N.K. 1.00 or 10% <i>ad valorem</i>
11035	Provided with pedal or operated by pedal or motor	N.K. 0.75 or 10% <i>ad valorem</i>
11036	Separate or spare parts	N.K. 0.75 or 10% <i>ad valorem</i>
	Automotive products :	
11104	Trucks for the conveyance of goods	10% <i>ad valorem</i>
11105	Busses for the conveyance of passengers	15% <i>ad valorem</i>
11106	Automobiles, including vehicles electrically driven	15% <i>ad valorem</i>
11108	Automotive parts and accessories, not specified, including finished electric batteries for automobiles	20% <i>ad valorem</i>
12003	Beef, mutton or pork, fresh or refrigerated	G.K. 0.10
12006	Beef and pork, smoked or salted, not specified, including dried beef	G.K. 0.30
12007	Beef and pork, pickled in brine	G.K. 0.25
12008	Tongues, heads, tails, jaws, or feet, salted or pickled in brine.	G.K. 0.20
12011	Lard of pork or of other animal origin, howsoever packed	N.K. 0.375
12130(a)	Fresh apples, grapes and pears	N.K. 0.06 or 20% <i>ad valorem</i>
12131(a)	Raisins, prunes and apricots, pressed, dried or desiccated, packaged in any form	N.K. 0.16 or 20% <i>ad valorem</i>
12135(b)	Certified seed potatoes, when cut in pieces, with the eyes plainly visible	Free
12314	Common red or white wines of a value at the port of importation not exceeding three gourdes per litre	0.40 per litre
12327	Mineral and medicinal waters, natural or artificial, not including other articles appearing under this tariff number, namely, aerated or carbonated waters, sweetened or flavored waters, kola, grape juice, ginger beer, root beer or other non-alcoholic beverages, not specified	0.20 per litre or 13% <i>ad valorem</i>
12404(a)	Peaches, pears, apricots, berries, cherries, apples and fruits for salad, preserved in their juice, in syrup or in water	N.K. 0.26
12418	Common cheese, packaged or not, including Cheddar, Swiss type, edam type, gouda type, processed cheese and the like	N.K. 0.60
12420	Butter	N.K. 0.30 or 20% <i>ad valorem</i>

Articles du tarif haïtien	Description des articles	Taux maximum des droits. Taux spécifiques en gourdes haïtiennes
	Il est entendu que le Service d'hygiène d'Haïti ne fera aucune demande de contrôle ou n'imposera aucune formalité pour l'importation, l'enregistrement, la licence ou la vente de spécialités pharmaceutiques et de médicaments brevetés auxquels il sera impossible de satisfaire aux Etats-Unis d'Amérique, faute d'une agence fédérale dûment autorisée.	
9019	Cuirs et peaux, tannés et corroyés : Cuirs de chèvre et de chevreau, y compris le chevreau glacé	N.K. 3.10 ou 20% <i>ad valorem</i>
11015	Machines électriques et électrotechniques, appareils et accessoires pour usage industriel, et tous autres articles susceptibles d'être taxés en vertu du présent alinéa.	10% <i>ad valorem</i> 15% <i>ad valorem</i>
11033	Appareils et pièces récepteurs radiographiques et leurs parties. . .	
11034	Machines à coudre : A main	N.K. 1.00 ou 10% <i>ad valorem</i>
11035	Pourvues de pédales ou actionnées au moyen de pédale ou de moteur.	N.K. 0.75 ou 10% <i>ad valorem</i>
11036	Pièces détachées ou de rechange	N.K. 0.75 ou 10% <i>ad valorem</i>
	Produits de l'industrie automobile :	
11104	Camions pour le transport des marchandises	10% <i>ad valorem</i>
11105	Omnibus pour le transport des passagers	15% <i>ad valorem</i>
11106	Automobiles y compris les véhicules mus par l'électricité. . .	15% <i>ad valorem</i>
11108	Pièces d'automobiles et accessoires non dénommés, y compris les batteries électriques finies pour automobiles	20% <i>ad valorem</i>
12003	Bœuf, mouton, ou porc, frais ou frigorifiés	G.K. 0.10
12006	Bœuf et porc, fumé ou salé, non dénommé, y compris bœuf desséché	G.K. 0.30
12007	Bœuf et porc, conservé en saumure	G.K. 0.25
12008	Langues, têtes, queues, museaux ou pieds, salés ou en saumure	G.K. 0.20
12011	Saindoux de porc ou d'autre animal, quel que soit l'emballage .	N.K. 0.375
12130 a)	Pommes fraîches, raisins frais et poires fraîches	N.K. 0.06 ou 20% <i>ad valorem</i>
12131 a)	Raisins, prunes et abricots, pressés, secs ou desséchés, emballés sous n'importe quelle forme	N.K. 0.16 ou 20% <i>ad valorem</i>
12135 b)	Pommes de terre contrôlées, quand coupées en morceaux avec les yeux bien visibles	Exempt
12314	Vin commun, rouge ou blanc d'une valeur au port d'importation n'excédant pas trois gourdes le litre	0.40 par litre
12327	Eaux minérales et médicinales, naturelles ou artificielles, non compris d'autres articles figurant sous ce n° du tarif, à savoir : eaux gazeuses ou carbonées, sucrées ou aromatisées, kola, jus de raisin, bière de gingembre, « root beer » ou autres boissons non alcooliques, non dénommés	0.20 par litre ou 13% <i>ad valorem</i>
12404 a)	Pêches, poires, abricots, baies, cerises, pommes et fruits pour salades, conservés dans leur jus, en sirop ou dans l'eau . . .	N.K. 0.26
12418	Fromage commun, emballé ou non, comprenant le Cheddar, les variétés suisses, edam, gouda, fromages préparés et les similaires	N.K. 0.60
12420	Beurre	N.K. 0.30 ou 20% <i>ad valorem</i>

Haitian Tariff Item Number	Description of Articles	Maximum Rates of Duties. Specific Rates in Haitian Gourdes
12423	Evaporated milk or cream and any kind of milk, preserved, concentrated, condensed or powdered	10% <i>ad valorem</i>
12424	Malted milk, infants' foods and like preparations	10% <i>ad valorem</i>
13007	Rubber tires, combined or not with other materials, and inner tubes, for wheels of carriages, automobiles, bicycles and the like	20% <i>ad valorem</i>
13106	Cigarettes	Per 100 : Gdes. 1.50 or 100% <i>ad valorem</i>

SCHEDULE II.

United States Tariff Act of 1930 Paragraph Number	Description of Articles	Maximum Rates of Duties. Specific Rates in United States Dollars
	<i>Note</i> : The provisions of this Schedule shall be construed and given the same effect, and the application of collateral provisions of the tariff laws of the United States to the provisions of this Schedule shall be determined insofar as may be practicable, as if each provision of this Schedule appeared respectively in the paragraph of the Tariff Act of 1930 noted in the column at the left of the respective descriptions of articles.	
747	Pineapples : In crates	0.35 per crate of 2.45 cubic ft.
	In bulk	0.009 each
752	Guavas prepared or preserved, and not specially provided for	17 1/2% <i>ad valorem</i>
752	Mango pastes and pulps, and guava pastes and pulps	28% <i>ad valorem</i>
802	Rum, in containers holding each one gallon or less	2.50 per proof gal- lon
1618	Bananas, green or ripe	Free
1618	Plantains, green or ripe	Free
1653	Cocoa or cacao beans, and shells thereof	Free
1654	Coffee, except coffee imported into Puerto Rico and upon which a duty is imposed under the authority of Section 319	Free
1670	Logwood	Free
1684	Sisal fiber	Free
1768	Ginger root, not preserved or candied, unground	Free

Certified to be true and complete textual copies of the original Agreement in all the languages in which it was signed, of the two Schedules annexed thereto, and of the Proclamation¹ of the Agreement and Schedules by the President of the United States of America.

For the Secretary of State of the United States of America :

C. E. MacEachran,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

¹ Not reproduced.

Articles du tarif haïtien	Description des articles	Taux maximum des droits. Taux spécifiques en gourdes haïtiennes
12423	Lait ou crème évaporé, et toutes sortes de lait, conservé, concentré, condensé ou en poudre	10% <i>ad valorem</i>
12424	Lait malté, aliments pour enfants et préparations analogues . .	10% <i>ad valorem</i>
13007	Pneus de caoutchouc combiné, ou non, avec d'autres matières, et chambres à air pour roues de voitures, automobiles, bicyclettes et analogues	
13106	Cigarettes	20% <i>ad valorem</i> Par 100 : Gdes 1.50 ou 100% <i>ad valorem</i>

LISTE II

Tarif des Etats-Unis de 1930 paragraphe numéro	Description des articles	Taux maximum des droits. Taux spécifiques en dollars des Etats-Unis
	<i>Note</i> : L'interprétation et les effets qui doivent être accordés aux dispositions de cette liste ainsi que l'application des stipulations collatérales des lois conditionnant le tarif des Etats-Unis aux stipulations de ladite liste, seront fixés autant que possible, comme si chaque stipulation de cette liste figurait dans le paragraphe correspondant du tarif de 1930 et était mentionnée dans la colonne à gauche des descriptions particulières des articles.	
747	Ananas : En caisse	0.35 par caisse de 2.45 pieds cubiques 0.009 chacun
	En vrac	
752	Goyaves préparées ou conservées, et non spécialement prévues . .	17½% <i>ad valorem</i>
752	Pâtes et pulpes de mangue, et pâtes et pulpes de goyave	28% <i>ad valorem</i>
802	Rhum dans des récipients contenant chacun un gallon ou moins	2.50 par « proof » gallon
1618	Figues-bananes, vertes ou mûres	Exempt
1618	Bananes, vertes ou mûres	Exempt
1653	Cacao ou noix de cacao et leurs enveloppes.	Exempt
1654	Café, excepté le café importé à Puerto-Rico et sur lequel un droit est établi en vertu de l'autorité de la section 319	Exempt
1670	Bois de campêche.	Exempt
1684	Fibre de sisal	Exempt
1768	Racines de gingembre, non conservées ou candies, non moulues	Exempt

Certified to be true and complete textual copies of the original Agreement in all the languages in which it was signed, of the two Schedules annexed thereto, and of the Proclamation¹ of the Agreement and Schedules by the President of the United States of America.

For the Secretary of State of the United States of America :

C. E. MacEachran,

Chief Clerk and Administrative Assistant.

¹ Non reproduite.

N° 3710.

NORVÈGE ET TURQUIE

Traité de conciliation, de règlement
judiciaire et d'arbitrage, avec
déclaration. Signé à Ankara, le
16 janvier 1933.

NORWAY AND TURKEY

Treaty of Conciliation, Judicial Set-
tlement and Arbitration, with
Declaration. Signed at Ankara,
January 16th, 1933.

N^o 3710. — TRAITÉ¹ DE CONCILIATION, DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE
ET D'ARBITRAGE ENTRE LA NORVÈGE ET LA TURQUIE. SIGNÉ
A ANKARA, LE 16 JANVIER 1933.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Norvège près la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 13 août 1935.

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE
et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE,

Animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui existent entre la Norvège et la Turquie et de résoudre selon les principes les plus élevés du droit international public, les différends qui viendraient à s'élever entre les deux pays, ont résolu de conclure à cet effet un traité et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, à savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

Son Excellence Monsieur Sigurd BENTZON, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Norvège en Turquie ; et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

Son Excellence Docteur Tevfik RÜŞTÜ Bey, ministre des Affaires étrangères de Turquie, député d'Izmir ;

Lesquels après s'être fait connaître leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à régler par voie pacifique et d'après les méthodes prévues par le présent traité, tous les litiges ou conflits de quelque nature qu'ils soient qui viendraient à s'élever entre la Norvège et la Turquie et qui n'auraient pu être résolus par les procédés diplomatiques ordinaires.

Article 2.

Tous les litiges entre les Hautes Parties contractantes, de quelque nature qu'ils soient, au sujet desquels les Parties se contesteraient réciproquement un droit et qui n'auraient pu être réglés à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, seront pour jugement soumis soit à la Cour permanente de Justice internationale, soit à un Tribunal arbitral.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Oslo, le 6 décembre 1934.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 3710. — TREATY ² OF CONCILIATION, JUDICIAL SETTLEMENT AND ARBITRATION BETWEEN NORWAY AND TURKEY. SIGNED AT ANKARA, JANUARY 16TH, 1933.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Norway to the League of Nations. The registration of this Treaty took place August 13th, 1935.

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY
and

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC,

Being desirous of strengthening the ties of friendship which exist between Norway and Turkey and of settling in accordance with the highest principles of international public law any disputes which may arise between the two countries, have resolved to conclude a Treaty for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

His Excellency Monsieur Sigurd BENTZON, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Norway in Turkey ; and

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

His Excellency Dr. Tevfik RÜŞTÜ Bey, Turkish Minister for Foreign Affairs, Member of Parliament for Smyrna ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties undertake to settle by pacific means, and in accordance with the methods contemplated in the present Treaty, all disputes or conflicts of any kind which may arise between Norway and Turkey and which it may not have been possible to settle by the normal methods of diplomacy.

Article 2.

All disputes of every kind between the High Contracting Parties, with regard to which the Parties are in conflict as to their respective rights, and which it may not have been possible to settle amicably by the normal methods of diplomacy, shall be submitted for decision either to the Permanent Court of International Justice or to an Arbitral Tribunal.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Oslo, December 6th, 1934.

Les contestations, pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes, seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 3.

Avant la procédure devant la Cour permanente de Justice internationale ou devant le Tribunal arbitral, le différend pourra être, d'un commun accord entre les Parties, soumis à fin de conciliation, à une Commission internationale permanente dite Commission permanente de conciliation, constituée conformément au présent traité.

Article 4.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux, cette Partie pourra s'opposer à ce qu'elle soit soumise à la procédure prévue par le présent traité avant qu'un jugement définitif ait été rendu, dans un délai raisonnable, par l'autorité judiciaire compétente.

Article 5.

La Commission permanente de conciliation sera composée de cinq membres. Les Parties contractantes nommeront, chacune, un commissaire à leur gré et désigneront, d'un commun accord, les trois autres et, parmi ces derniers, le président de la commission. Ces trois commissaires ne devront, ni être ressortissants des Parties contractantes, ni avoir leur domicile sur leur territoire ou se trouver à leur service. Ils devront être tous les trois de nationalité différente.

Les commissaires seront nommés pour trois ans. Si, à l'expiration du mandat d'un membre de la commission il n'est pas pourvu à son remplacement, son mandat est censé renouvelé pour une période de trois ans ; les Parties contractantes se réservent toutefois de transférer, à l'expiration du terme de trois ans, les fonctions de président, à un autre des membres de la commission désigné en commun.

Un membre dont le mandat expire pendant la durée d'une procédure en cours continue à prendre part à l'examen du différend jusqu'à ce que la procédure soit terminée, nonobstant le fait que son remplaçant aurait été désigné.

En cas de décès ou de retraite de l'un des membres de la Commission de conciliation, il devra être pourvu à son remplacement pour le reste de la durée de son mandat, si possible dans les trois mois qui suivront et, en tout cas, aussitôt qu'un différend aura été soumis à la commission.

Article 6.

La Commission permanente sera constituée dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent traité.

Si la nomination des membres à désigner en commun n'intervenait pas dans ledit délai, ou, en cas de remplacement dans les trois mois à compter de la vacance d'un siège, le président de la Confédération suisse ou Sa Majesté la reine des Pays-Bas sera, à défaut d'autre entente, prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 7.

La Commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président par les deux Parties agissant d'un commun accord.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Disputes for the solution of which a special procedure is provided by other Conventions in force between the High Contracting Parties shall be settled in accordance with the provisions of those Conventions.

Article 3.

Before a dispute is referred to the Permanent Court or International Justice or before the Arbitral Tribunal, it may, by agreement between the Parties, be submitted for conciliation to a permanent international commission styled "The Permanent Conciliation Commission", constituted in accordance with the present Treaty.

Article 4.

In the case of a dispute the subject of which, according to the municipal law of one of the Parties, falls within the jurisdiction of the national courts, that Party may require that the dispute be not submitted to the procedure laid down in the present Treaty until a final judgment has been pronounced within a reasonable time by the competent judicial authority.

Article 5.

The Permanent Conciliation Commission shall be composed of five members. The Contracting Parties shall each nominate a commissioner of its own choosing, and appoint the three other commissioners by common agreement, and the President of the Commission from among them. These three commissioners may neither be nationals of the Contracting Parties nor be domiciled in their territory nor be in their service. They must all three be of different nationalities.

The commissioners shall be appointed for three years. If, on the expiry of the term of office of a member of the Commission, no provision has been made for his replacement, his term shall be deemed to be extended for a period of three years; but the Contracting Parties reserve the right, on the expiry of the period of three years, to transfer the duties of President to another member of the Commission appointed by common agreement.

A member whose term expires while a case is proceeding shall continue to take part in the examination of the dispute until the proceedings are concluded, notwithstanding the fact that his successor may have been appointed.

In the event of the death or resignation of any of the members of the Conciliation Commission, the vacancy shall be filled for the rest of his term of office, if possible within the next three months, and in any case as soon as a dispute is submitted to the Commission.

Article 6.

The Permanent Commission shall be constituted within six months following the exchange of ratifications of the present Treaty.

If the nomination of the members to be appointed by common agreement should not have taken place within the said period, or, in the case of the filling of a vacancy, within three months from the date when a seat falls vacant, the President of the Swiss Confederation or Her Majesty the Queen of the Netherlands shall, in the absence of an agreement, be requested to make the necessary appointments.

Article 7.

The Permanent Conciliation Commission shall be informed by means of a request addressed to the President by the two Parties acting in agreement.

The request, after giving a summary account of the subject of the dispute, shall contain an invitation to the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable settlement.

Article 8.

Dans le délai de quinze jours à partir de la date où la commission aura été saisie du différend, chacune des Parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer le membre permanent désigné par elle par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière. La Partie qui voudrait user de ce droit en avisera immédiatement l'autre Partie ; celle-ci aura la faculté d'user du même droit dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'avis lui sera parvenu.

Chaque Partie se réserve de nommer immédiatement un suppléant pour remplacer temporairement le membre permanent désigné par elle qui, par suite de maladie ou de toute autre circonstance, se trouverait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la commission.

Au cas où l'un des membres de la Commission de conciliation désigné en commun par les Parties contractantes serait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la commission par suite de maladie ou de toute autre circonstance, les Parties s'entendront pour désigner un suppléant qui siègera temporairement à sa place. Si la désignation de ce suppléant n'intervient pas dans un délai d'un mois à compter de la vacance temporaire du siège, il sera procédé conformément à l'article 6 du présent traité.

Article 9.

La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ces travaux la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties n'en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

Article 10.

A moins de stipulation spéciale contraire, la Commission de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes la commission si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III (Commissions internationales d'enquête) de la Convention¹ de la Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 11.

La Commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président.

Article 12.

Les travaux de la Commission de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Parties.

Article 13.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Article 8.

Within fifteen days from the date on which the dispute was brought before the Commission, either Party may, for the examination of that particular dispute, replace the permanent member whom it has appointed by a person possessing special competence in the matter. The Party desiring to avail itself of this right shall immediately inform the other Party. The latter shall be entitled to avail itself of the same right within fifteen days from the date on which it shall have received notification.

Each Party reserves the right immediately to nominate a deputy to replace temporarily the permanent member appointed by it, if the latter, owing to illness or any other circumstance, should be temporarily prevented from taking part in the Commission's work.

Should one of the members of the Conciliation Commission appointed jointly by the Contracting Parties be temporarily prevented from taking part in the Commission's work owing to illness or any other cause, the Parties shall agree on the appointment of a deputy who shall take his place for the time being. If no such deputy is appointed within one month of the date when the temporary vacancy occurred, the provisions of Article 6 of the present Treaty shall apply.

Article 9.

The task of the Permanent Conciliation Commission shall be to elucidate questions in dispute, collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and endeavour to bring the Parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the Parties of the terms of settlement which seem suitable to it, and fix a period within which they are to make their decision.

At the close of its proceedings, the Commission shall draw up a report stating, as the case may be, either that the Parties have come to an arrangement, and, if need be, the terms of the arrangement, or that it has been impossible to effect a settlement.

The proceedings of the Commission must, unless the Parties otherwise agree, be terminated within six months of the date on which the Commission was first notified of the dispute.

Article 10.

Failing any special provision to the contrary, the Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which in any case must provide for the hearing of both Parties. In regard to enquiries, the Commission, unless it unanimously decides otherwise, shall act in accordance with the provisions of Chapter III (International Commissions of Enquiry) of the Hague Convention¹ of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 11.

The Conciliation Commission shall meet, in the absence of agreement by the Parties to the contrary, at a place selected by its President.

Article 12.

The proceedings of the Conciliation Commission shall not be public, except when a contrary decision has been taken by the Commission with the consent of the Parties.

Article 13.

The Parties shall be represented before the Conciliation Commission by agents, whose duty it shall be to act as intermediaries between the Parties and the Commission. They may, moreover,

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet, et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 14.

Sauf disposition contraire du présent traité, les décisions de la Commission de conciliation seront prises à la majorité des voix. En cas de partage, la voix du président sera prépondérante.

Article 15.

Les Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission de conciliation et en particulier à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 16.

Pendant la durée des travaux de la Commission de conciliation, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté d'un commun accord entre les Parties contractantes.

Chaque gouvernement supportera ses propres frais et une part égale des frais communs de la commission, les indemnités prévues à l'alinéa premier étant comprises parmi ces frais communs.

Article 17.

A défaut d'un arrangement portant le litige devant la Commission permanente de conciliation et, dans le cas d'un semblable arrangement, à défaut de conciliation devant la Commission permanente de conciliation, la contestation sera soumise par voie de compromis, soit à la Cour permanente de Justice internationale dans les conditions et suivant la procédure prévues par son Statut¹, soit à un Tribunal arbitral dans les conditions et suivant la procédure prévues par la Convention de la Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Si le compromis n'est pas arrêté dans les trois mois à compter du jour où l'une des Parties aura été saisie de la demande de règlement judiciaire, chaque Partie pourra, après préavis d'un mois, porter directement par voie de requête la contestation devant la Cour permanente de Justice internationale.

Article 18.

Toutes les questions sur lesquelles les gouvernements des deux Hautes Parties contractantes seraient divisés sans pouvoir les résoudre à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires dont la solution ne pourrait être recherchée par un jugement, ainsi qu'il est prévu par l'article 2 du présent traité et pour lesquelles une procédure de règlement ne serait pas déjà prévue par un traité ou convention en vigueur entre les Parties, seront soumises à la Commission permanente de conciliation.

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; vol. CXVII, page 46 ; vol. CXXVI, page 430 ; vol. CXXX, page 440 ; vol. CXXXIV, page 392 ; vol. CXLVII, page 318 ; vol. CLII, page 282 ; vol. CLVI, page 176 ; et vol. CLX, page 325, de ce recueil.

be assisted by counsel and by experts appointed by them for that purpose, and they may request that all persons whose evidence appears to them useful should be heard.

The Commission, on its side, shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of the two Parties, as well as from all persons it may think useful to summon, subject to the consent of their respective Governments.

Article 14.

Unless otherwise provided in the present Treaty, the decisions of the Conciliation Commission shall be taken by a majority vote. If the votes are equally divided, the President shall have the casting vote.

Article 15.

The Contracting Parties undertake to facilitate the work of the Conciliation Commission, and particularly to supply it to the utmost possible extent with all relevant documents and information, and also to use the means at their disposal to enable it, within their territories and in accordance with their laws, to summon and hear witnesses or experts and to visit the localities in question.

Article 16.

During the proceedings of the Conciliation Commission, each commissioner shall receive emoluments the amount of which shall be fixed by agreement between the Contracting Parties.

Each Government shall pay its own expenses and shall contribute an equal share to the joint expenses of the Commission, the emoluments referred to in paragraph 1 being included in such joint expenses.

Article 17.

In the absence of an agreement to bring the dispute before the Permanent Conciliation Commission or — where there is such an agreement — in the event of no amicable agreement being reached before the Permanent Conciliation Commission, the dispute shall be submitted, by special agreement, either to the Permanent Court of International Justice under the conditions and according to the procedure defined in the Statute¹ of the Court, or to an Arbitral Tribunal under the conditions and according to the procedure defined in the Hague Convention of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

If the special agreement has not been drawn up within three months from the date on which one of the Parties received the request for a judicial settlement, either Party may, after a month's notice, bring the dispute direct before the Permanent Court of International Justice by means of an application.

Article 18.

All questions on which the Governments of the two High Contracting Parties may differ without being able to reach an amicable solution by means of the normal methods of diplomacy, and which cannot be submitted for decision as provided in Article 2 of the present Treaty, and for the settlement of which no procedure has been provided by any treaty or convention in force between the Parties, shall be referred to the Permanent Conciliation Commission.

¹ Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 405; Vol. XV, page 305; Vol. XXIV, page 153; Vol. XXVII, page 417; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; Vol. LIV, page 387; Vol. LXIX, page 70; Vol. LXXII, page 452; Vol. LXXVIII, page 435; Vol. LXXXVIII, page 272; Vol. XCII, page 362; Vol. XCVI, page 180; Vol. C, page 153; Vol. CIV, page 492; Vol. CVII, page 461; Vol. CXI, page 402; Vol. CXVII, page 46; Vol. CXXVI, page 430; Vol. CXXX, page 440; Vol. CXXXIV, page 392; Vol. CXLVII, page 318; Vol. CLII, page 282; Vol. CLVI, page 176; and Vol. CLX, page 325, of this Series.

La procédure prévue par les articles 7 à 16 du présent traité sera applicable.

A défaut d'accord entre les Parties sur la requête à présenter à la commission, l'une ou l'autre d'entre elles aura toutefois la faculté de soumettre directement, après préavis d'un mois la question à ladite commission.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Article 19.

Si les Parties n'ont pu être conciliées, le conflit sera, à la requête de l'une ou l'autre des Parties, soumis pour décision à un Tribunal arbitral ayant le pouvoir de statuer *ex æquo et bono*, en tant qu'une règle de droit international ne peut lui être appliquée.

Ce tribunal sera, s'il n'en est convenu autrement, composé de cinq membres désignés suivant la méthode prévue aux articles 5 et 6 du présent traité pour la constitution de la Commission de conciliation. Le tribunal devra être constitué dans les six mois qui suivront la demande d'arbitrage.

La décision du Tribunal arbitral sera obligatoire pour les Parties.

Article 20.

Lorsqu'il y aura lieu à arbitrage entre elles, les Parties contractantes s'engagent à conclure dans les six mois qui suivront la demande d'arbitrage, un compromis spécial concernant l'objet du conflit ainsi que les modalités de la procédure.

Si ce compromis ne peut être conclu dans le délai prévu, l'une ou l'autre des Parties aura le droit de saisir le tribunal par voie de simple requête. Dans ce cas, le Tribunal arbitral réglera lui-même la procédure.

Article 21.

Les dispositions du présent Traité ne s'appliquent pas aux différends qui, de l'avis de l'une des Parties, relèvent d'après les principes du droit international, exclusivement de sa souveraineté ou rentrent, d'après les traités en vigueur entre elles, dans sa compétence exclusive.

Toutefois, l'autre Partie pourra recourir à la Cour permanente de Justice internationale pour faire décider cette question préalable.

Article 22.

Durant la procédure de conciliation, la procédure judiciaire ou la procédure arbitrale, les Parties contractantes s'abstiendront de toute mesure pouvant avoir une répercussion préjudiciable à l'acceptation des propositions de la Commission de conciliation ou à l'exécution de l'arrêt de la Cour permanente de Justice internationale ou de la sentence du Tribunal arbitral.

Article 23.

Si la Cour permanente de Justice internationale ou le Tribunal arbitral établissait qu'une décision d'une autorité judiciaire ou de toute autre autorité relevant de l'une des Parties contractantes, se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit des gens et si le droit constitutionnel de cette Partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer par voie administrative les conséquences de la décision dont il s'agit, la sentence judiciaire ou arbitrale déterminerait la nature et l'étendue de la réparation à accorder à la Partie lésée.

The procedure laid down in Articles 7 to 16 of the present Treaty shall be applicable.

Failing an agreement between the Parties as to the request to be addressed to the Commission, either Party shall be entitled to submit the question direct to the Commission on the expiry of one month's notice.

Should the request be preferred by one Party only, such Party shall notify such request forthwith to the other Party.

Article 19.

If the Parties cannot be brought to an agreement, the dispute shall, at the request of either Party, be submitted for decision to an Arbitral Tribunal, which shall have power to render a decision *ex aequo et bono* in so far as there exists no rule of international law applicable to the dispute.

This Tribunal shall, unless otherwise agreed, be composed of five members, appointed according to the method laid down in Articles 5 and 6 of the present Treaty for the constitution of the Conciliation Commission. The Tribunal shall be constituted within six months from the date of the application for arbitration.

The decision of the Arbitral Tribunal shall be binding upon the Parties.

Article 20.

Should recourse be had to arbitration, the Contracting Parties undertake to conclude, within six months from the date of the request for arbitration, a special agreement concerning the subject of the dispute and the methods of procedure.

If this agreement cannot be concluded within the specified time, either Party shall be entitled to submit the question direct to the Tribunal by simple application. In such case the Arbitral Tribunal shall itself determine the procedure.

Article 21.

The provisions of the present Treaty shall not apply to disputes which in the opinion of either of the Parties fall, according to the principles of international law, exclusively within the scope of its sovereign right, or, in accordance with the treaties in force between them, solely within its domestic jurisdiction.

Nevertheless, the other Party may have recourse to the Permanent Court of International Justice in order to obtain a decision on this preliminary question.

Article 22.

During the course of conciliation, judicial or arbitration proceedings, the Contracting Parties shall abstain from all measures which might prejudicially affect the acceptance of the Conciliation Commission's proposals, or the execution of the decision of the Permanent Court of International Justice or of the award of the Arbitral Tribunal.

Article 23.

If the Permanent Court of International Justice or the Arbitral Tribunal holds that a decision of a judicial or other authority of one of the Contracting Parties is wholly or in part contrary to international law, and if the constitutional law of that Party does not permit, or only partly permits, the consequences of the decision in question to be annulled by administrative action, the judicial decision or arbitral award shall determine the nature and extent of the reparation to be made to the injured party.

Article 24.

Les contestations qui surgiraient au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent traité seront, sauf accord contraire, soumises directement à la Cour permanente de Justice internationale par voie de simple requête.

Article 25.

Le présent traité sera ratifié par Sa Majesté le roi de Norvège avec l'approbation du Storting et par le président de la République turque avec l'approbation de la Grande Assemblée nationale.

Les instruments de ratification en seront échangés à Oslo dans le plus bref délai possible.

Article 26.

Le présent traité entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications et aura une durée de dix ans à partir de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera considéré comme renouvelé pour une période de dix années, et ainsi de suite.

Si, lors de l'expiration du présent traité, une procédure de conciliation, de règlement judiciaire ou d'arbitrage se trouve pendante, elle suivra son cours jusqu'à son achèvement.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Ankara, en double exemplaire, le 16 janvier 1933.

Sigurd BENTZON.

Dr T. RÜŞTÜ.

DÉCLARATION

Le Gouvernement royal de Norvège déclare que dans le Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage norvégo-turc, signé à cette même date, l'absence de dispositions se rapportant aux mesures provisoires de conservation à ordonner par les autorités arbitrales ne s'oppose nullement à l'application par la Cour permanente de Justice internationale de l'article 41 de son Statut, étant bien entendu que dans le cas où le différend serait soumis à un Tribunal arbitral spécialement constitué, celui-ci serait également libre d'ordonner l'application des mesures conservatoires en conformité des stipulations dudit article 41 du Statut de la Cour de Justice internationale, quelle que soit la nature du différend soumis au Tribunal d'arbitrage, mais compris bien entendu dans les limites marquées par le Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage norvégo-turc.

Sigurd BENTZON.

Une déclaration correspondante a été signée au nom du Gouvernement de la République turque.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 8 août 1935.

J. G. Rader,
Chef de Division a. i.

Article 24.

Disputes arising as to the interpretation or execution of the present Treaty shall, failing agreement to the contrary, be submitted direct to the Permanent Court of International Justice by a simple application.

Article 25.

The present Treaty shall be ratified by His Majesty the King of Norway with the approval of the Storting, and by the President of the Turkish Republic with the approval of the Grand National Assembly.

The instruments of ratification shall be exchanged at Oslo as soon as possible.

Article 26.

The present Treaty shall come into force on the date of the exchange of ratifications and shall remain valid for ten years from the date on which it comes into force. Unless it shall have been denounced six months before the expiry of this period, it shall be deemed to be renewed for a further period of ten years, and so on for successive periods.

If, at the date on which the present Treaty expires, conciliation, judicial, or arbitration proceedings are pending, they shall be continued to their conclusion.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Ankara, in duplicate, this 16th day of January, 1933.

Sigurd BENTZON.

Dr. T. Rüşü.

DECLARATION.

The Royal Norwegian Government hereby declares that in the Norwegian-Turkish Treaty of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration signed on this date, the absence of stipulations in respect of provisional conservatory measures to be ordered by the arbitral authorities shall in no way interfere with the application by the Permanent Court of International Justice of Article 41 of its Statute, it being fully understood that, should the dispute be submitted to a specially constituted arbitral tribunal, the said tribunal shall also be entitled to order the application of conservatory measures in accordance with the provisions of the said Article 41 of the Statute of the Permanent Court of International Justice, whatever the nature of the dispute submitted to the arbitral tribunal. It is naturally understood, however, that such measures shall remain within the limits laid down by the Norwegian-Turkish Treaty of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration.

Sigurd BENTZON.

A corresponding declaration has been signed in the name of the Government of the Turkish Republic.

N° 3711.

ALLEMAGNE ET NORVÈGE

Accord relatif aux paiements résultant des échanges commerciaux. Signé à Berlin, le 6 septembre 1934.

Accord complémentaire modifiant l'accord ci-dessus. Signé à Berlin, le 31 décembre 1934.

Deuxième accord complémentaire modifiant l'Accord du 6 septembre 1934 susmentionné. Signé à Berlin, le 19 mars 1935.

GERMANY AND NORWAY

Agreement concerning Payments in connection with Goods Transactions. Signed at Berlin, September 6th, 1934.

Additional Agreement modifying the above Agreement. Signed at Berlin, December 31st, 1934.

Second Additional Agreement modifying the above Agreement of September 6th, 1934. Signed at Berlin, March 19th, 1935.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 3711. — ABKOMMEN ÜBER DIE ZAHLUNGEN IM WARENVERKEHR
ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND NORWEGEN. GEZEICHNET IN
BERLIN, AM 6. SEPTEMBER 1934.

*Texte officiel allemand communiqué par le délégué
permanent de la Norvège près la Société des
Nations. L'enregistrement de cet accord a eu
lieu le 13 août 1935.*

*German official text communicated by the Per-
manent Delegate of Norway to the League of
Nations. The registration of this Agreement
took place August 13th, 1935.*

DIE DEUTSCHE und KÖNIGLICH NORWEGISCHE REGIERUNG haben zur Erleichterung der Zahlungen im gegenseitigen Warenverkehr folgendes vereinbart :

I.

Sämtliche Zahlungen im Warenverkehr zwischen Deutschland und Norwegen erfolgen in Deutschland ausschliesslich durch die Vermittlung der Reichsbank oder einer von ihr zu benennenden Stelle, in Norwegen ausschliesslich durch die Vermittlung der Norges-Bank oder einer von ihr zu benennenden Stelle. Zu diesem Zweck wird der Zahlungsverkehr auf Zahlung in Reichsmark und in norwegischen Kronen beschränkt. Zahlungen in dritter Währung sind nur in Ausnahmefällen statthaft.

II.

Zahlungen für norwegische Waren, die nach Deutschland eingeführt werden, sind ausschliesslich in Reichsmark auf ein bei der Reichsbank, Berlin, zu Gunsten der Norges-Bank einzurichtendes Sammelkonto zu leisten. Die Reichsbank wird der Norges-Bank von jeder Einzahlung unverzüglich Kenntnis geben. Die Norges-Bank wird auf Grund der ihr gutgeschriebenen Reichsmarkbeträge die norwegischen Gläubiger sofort nach Erhalt der Gutschriftaufgaben der Reichsbank in norwegischen Kronen befriedigen.

Hat sich eine deutsche Firma zur Zahlung in norwegischen Kronen oder in einer andern Währung als Reichsmark verpflichtet, so ist der Reichsmarkgegenwert der geschuldeten Summe einzuzahlen, umgerechnet nach dem Mittelkurs, welcher für norwegische Kronen oder die betreffende Währung an dem der Einzahlung vorhergehenden Tage an der Berliner Börse notiert worden ist.

Unter norwegischen Waren sind solche zu verstehen, die in Norwegen entweder erzeugt oder dort einer wesentlichen Bearbeitung oder Verarbeitung unterlegen haben. Sämtliche übrigen Waren sowie der reine Transitverkehr sind von dieser Regelung ausgenommen.

III.

Zahlungen für deutsche Waren, die nach Norwegen eingeführt werden, sind ausschliesslich in norwegischen Kronen auf ein bei der Norges-Bank zu Gunsten der Reichsbank eingerichtendes Sammelkonto zu leisten. Die Norges-Bank wird der Reichsbank von jeder Einzahlung unverzüglich Kenntnis geben. Die Reichsbank wird auf Grund der ihr gutgeschriebenen Kronenbeträge die deutschen Gläubiger sofort nach Erhalt der Gutschriftaufgaben der Norges-Bank in Reichsmark befriedigen.

Hat sich eine norwegische Firma zur Zahlung in Reichsmark oder in einer andern Währung als norwegischen Kronen verpflichtet, so ist der Kronengegenwert der geschuldeten Summe nach einer Umrechnung, die noch zwischen der Reichsbank und der Norges-Bank vereinbart wird, einzuzahlen.

Unter deutschen Waren sind solche Waren zu verstehen, die entweder in Deutschland erzeugt sind oder dort einer wesentlichen Bearbeitung oder Verarbeitung unterlegen haben. Sämtliche übrigen Waren sowie der reine Transitverkehr sind von dieser Regelung ausgenommen.

IV.

Als Zahlungen im deutsch-norwegischen Warenverkehr gelten auch Zahlungen für Nebenkosten, die in Verbindung mit der Lieferung norwegischer Waren nach Deutschland oder deutscher Waren nach Norwegen entstehen (insbesondere Zölle, See- und Bahnfrachtpesen, Transportversicherungen, Provisionen usw).

V.

Kurs- und Zinsenverluste, die bei Überweisungen auf die Sammelkonten entstehen, sollen durch Nachzahlung auf die Sammelkonten beglichen werden dürfen.

VI.

Die Durchführung privater Warenaustausch- und Verrechnungsgeschafte ausserhalb dieses Abkommens bleibt weiterhin zulässig. Es besteht jedoch Einverständnis darüber, dass in Zukunft solche Geschäfte nur in Ausnahmefällen und im gegenseitigen Einvernehmen der beiderseits zuständigen Stellen genehmigt werden sollen.

VII.

Von sämtlichen Einzahlungen, die auf das Sammelkonto der Reichsbank bei der Norges-Bank geleistet werden, ist ein Teilbetrag von fünfzehn vom Hundert abzuzweigen und auf ein zu Gunsten der Reichsbank zu errichtendes freies Konto zu übertragen. Die Reichsbank kann über die Bestände dieses Kontos frei verfügen.

VIII.

In halbmonatlichen Zwischenräumen werden die Reichsbank und die Norges-Bank die beiderseitigen Sammelkonten gegeneinander abgleichen. Zu welchem Kurs dies geschehen soll, ist zwischen den beiden Notenbanken unmittelbar zu vereinbaren. Ein zugunsten Deutschlands verbleibender Saldo ist auf das freie Konto der Reichsbank zu übertragen, soweit er den Betrag von 500 000 norwegischen Kronen übersteigt. Ein zugunsten der Norges-Bank verbleibender Saldo ist auf die nächste Abrechnungsperiode vorzutragen.

Übersteigt der zugunsten der Norges-Bank verbleibende Saldo 1 Million Reichsmark, so werden die deutschen Devisenstellen Einzelgenehmigungen zur Einzahlung auf das Sammelkonto der Norges-Bank nicht mehr in unbeschränkter Höhe erteilen. Schwindet durch diese Massnahme der zu Gunsten der Norges-Bank vorhandene Saldo, so werden von dieser Zeit Einzahlungsgenehmigungen wieder in unbeschränkter Höhe erteilt werden.

Die auf die Sammelkonten bezüglichen technischen Einzelheiten unterliegen den zwischen der Reichsbank und der Norges-Bank zu vereinbarenden Bedingungen.

IX.

Nach dem Inkrafttreten dieses Abkommens sind weitere Einzahlungen auf das gemäss Protokoll vom 9. Januar 1933 und Zusatzprotokoll vom 22. Juni 1934 errichtete Sonderkonto unzulässig. Über den auf dem Sonderkonto vorhandenen Saldo wird nach Absprache zwischen den beiden Notenbanken verfügt.

Waren, die vor dem Inkrafttreten dieses Abkommens nach Deutschland eingeführt worden sind und deren Bezahlung erstmalig nach dem Inkrafttreten dieses Abkommens fällig wird, dürfen nach dem Inkrafttreten dieses Abkommens auf das Sammelkonto bezahlt werden.

X.

Dieses Abkommen tritt am 15. September 1934 in Kraft. Es tritt an die Stelle des Protokolls vom 9. Januar 1933 und des Zusatzprotokolls vom 22. Juni 1934.

Das Abkommen kann am 1. und 15. jedes Monats gekündigt werden und tritt dann am 15. oder am letzten Tage des betreffenden Monats ausser Kraft.

BERLIN, den 6. September 1934.

Für die deutsche Regierung :

WALDECK.

Für die Königlich Norwegische Regierung :

A. SCHEEL.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 8 août 1935.

J. G. Rader,
Chef de Division a. i.

ZUSATZABKOMMEN

ZUR ÄNDERUNG DES ABKOMMENS VOM 6. SEPTEMBER 1934 ÜBER DIE ZAHLUNGEN IM WARENVERKEHR ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND NORWEGEN. GEZEICHNET IN BERLIN, AM 31. DEZEMBER 1934.

Texte officiel allemand communiqué par le délégué permanent de la Norvège près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 13 août 1935.

German official text communicated by the Permanent Delegate of Norway to the League of Nations. The registration of this Agreement took place August 13th, 1935.

DIE KÖNIGLICH NORWEGISCHE REGIERUNG und DIE DEUTSCHE REGIERUNG haben folgendes vereinbart :

I.

Das Abkommen über die Zahlungen im Warenverkehr zwischen Norwegen und Deutschland vom 6. September 1934 wird wie folgt geändert :

- 1) Anstelle von „Reichsbank“ wird „Deutsche Verrechnungskasse“ und anstelle von „Notenbanken“ „Verrechnungsanstalten“ gesetzt.
- 2) Ziffer II Abs. 1 Satz 3 erhält folgende Fassung :

Die Norges-Bank wird auf Grund der ihr geschriebenen Reichsmarkbeträge die norwegischen Gläubiger sofort nach Erhalt der Gutschriftaufgaben der Deutschen Verrechnungskasse in norwegischen Kronen befriedigen, insoweit ausreichende Mittel auf dem bei ihr zugunsten der Deutschen Verrechnungskasse geführten Sammelkonto vorhanden sind.

Als Satz 4 wird hinzugefügt :

Die Auszahlungen an die norwegischen Gläubiger erfolgen in der Reihenfolge, in der die diesbezüglichen Mitteilungen der Deutschen Verrechnungskasse bei der Norges-Bank eingehen.

3) Ziffer II erhält folgenden Absatz 4 :

Zur Einzahlung bei der Deutschen Verrechnungskasse sind nur solche deutsche Schuldner berechtigt, die eine entsprechende Genehmigung (Devisenbescheinigung) der zuständigen deutschen Überwachungsstelle oder Devisenstelle besitzen.

4) Ziffer IV erhält folgenden neuen Wortlaut :

Als Zahlungen im norwegisch-deutschen Warenverkehr gelten auch Zahlungen für Nebenkosten, die in Verbindung mit der Lieferung norwegischer Waren nach Deutschland oder deutscher Waren nach Norwegen entstehen, insbesondere Zölle, See- und Bahnfrachten und -spesen, Speditionskosten, Transportversicherungskosten und wirtschaftlich gerechtfertigte Provisionen sowie Rückerstattung verauslagter Geschäftsreisekosten.

Zahlungen für Patentgebühren, Lizenzen und ähnliche ideelle Leistungen (z. B. Urheber- und Verlagsrechte, Filmmieten) von Norwegen nach Deutschland sind auf ein bei der Norges-Bank zugunsten der Deutschen Verrechnungskasse einzurichtendes besonderes Konto und Zahlungen dieser Art von Deutschland nach Norwegen auf ein bei der Deutschen Verrechnungskasse zugunsten der Norges-Bank einzurichtendes besonderes Konto zu leisten. Diese beiden Konten sind in vierteljährlichen Zwischenräumen gegeneinander abzugleichen. Ein zugunsten der Deutschen Verrechnungskasse verbleibender Saldo steht zu ihrer freien Verfügung.

Ziffer VI erhält folgenden Absatz 2 :

Zur Erleichterung des Zahlungsverkehrs werden die beiden Verrechnungsanstalten in geeigneten Fällen die private Verrechnung von im Verrechnungsverkehr zu bezahlenden Forderungen mit Verpflichtungen aus Provisionen, Geschäftsreisekosten und anderen hierfür geeigneten, im Lande des Schuldners entstandenen Kosten gestatten.

5) Ziffer VIII Abs. 2 erhält folgende Fassung :

Übersteigt der zugunsten der Norges-Bank verbleibende Saldo 1 Million Reichsmark, so werden die deutschen Überwachungs- und Devisenstellen für die Dauer dieses Zustandes Devisenbescheinigungen zur Einzahlung auf das Sammelkonto der Norges-Bank nicht mehr in unbeschränkter Höhe erteilen ; jedoch werden Devisenbescheinigungen weiterhin erteilt

a) für alle aus Norwegen eingeführten Waren, soweit die Einfuhr des einzelnen deutschen Importeurs für die einzelne Ware den Wert von RM 5 000.— monatlich nicht übersteigt,

b) für Warenlieferungen, über die die beiderseitigen Regierungen sich anderweitig verständigen.

Schwindet durch die Einzahlungsbeschränkung der zugunsten der Norges-Bank vorhandene Saldo, so werden von diesem Zeitpunkt ab Devisenbescheinigungen wieder im gewöhnlichen Ausmasse erteilt werden.

6) Ziffer X erhält folgende Absätze 3 und 4 :

Tritt das Abkommen durch Kündigung ausser Kraft, so können die vor der Kündigung entstandenen, unter den Verrechnungsverkehr fallenden Verbindlichkeiten auch nach dem Ausserkrafttreten noch durch Einzahlungen nach den Bestimmungen des Abkommens abgewickelt werden.

Bleibt, nachdem das Abkommen ausser Kraft getreten ist und die Verrechnungsanstalten die beiderseitigen Sammelkonten gegeneinander abgeglichen haben, ein

Saldo zugunsten der Norges-Bank, so werden die Einzahlungen bei der Norges-Bank bis zur völligen Abwicklung fortgesetzt.

II.

Dieses Abkommen tritt am 1. Januar 1935 in Kraft. Es bleibt in Kraft, solange das Abkommen vom 6. September 1934 Geltung hat.

BERLIN, den 31. Dezember 1934.

Für die Königlich Norwegische Regierung :
Ulrich STANG,
Geschäftsträger a. i.

Für die Deutsche Regierung :
Karl RITTER.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 8 août 1935.
J. G. Rader,
Chef de Division a. i.

ZWEITES ZUSATZABKOMMEN

ZUR ÄNDERUNG DES ABKOMMENS VOM 6. SEPTEMBER 1934 ÜBER DIE ZAHLUNGEN IM WARENVERKEHR ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND NORWEGEN. GEZEICHNET IN BERLIN, AM 19. MÄRZ 1935.

Texte officiel allemand communiqué par le délégué permanent de la Norvège près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 13 août 1935.

German official text communicated by the Permanent Delegate of Norway to the League of Nations. The registration of this Agreement took place August 13th, 1935.

DIE KÖNIGLICH NORWEGISCHE REGIERUNG und DIE DEUTSCHE REGIERUNG haben folgendes vereinbart :

I.

In I des Abkommens vom 31. Dezember 1934 zur Änderung des Abkommens vom 6. September 1934 über die Zahlungen im Warenverkehr zwischen Norwegen und Deutschland wird Ziffer 5 wie folgt ersetzt :

« 5. Ziffer VIII Abs. 2 erhält folgende Fassung :

Vom 1. April 1935 ab werden die deutschen Überwachungs- und Devisenstellen Devisenbescheinigungen zur Einzahlung auf das bei der Deutschen Verrechnungskasse zugunsten der Norges-Bank geführte Sammelkonto nach Massgabe der folgenden Bestimmungen erteilen :

Bei der Feststellung der Gesamthöhe der monatlich zu erteilenden Devisenbescheinigungen wird jeweils ausgegangen von dem Betrage der im vorletzten Monat von norwegischer Seite auf das bei der Norges-Bank zugunsten der Deutschen Verrechnungskasse geführte Sammelkonto geleisteten Einzahlungen.

Von diesem Betrage werden abgezogen :

a) ein Betrag in Höhe von 15 % dieser Einzahlungen, der gemäss VII des Abkommens vom 6. September 1934 auf ein zugunsten der Deutschen Verrechnungskasse geführtes freies Konto zu übertragen ist,

b) bis zu einem von den beiden Regierungen zu vereinbarenden Zeitpunkt ein weiterer Betrag, über dessen Höhe und Verwendung sich die beiden Regierungen verständigen.

In Höhe des verbleibenden Betrages werden die deutschen Überwachungs- und Devisenstellen jeweils für den betreffenden Monat Devisenbescheinigungen erteilen. »

II.

Dieses Abkommen tritt am 1. April 1935 in Kraft. Es bleibt in Kraft, solange die Abkommen vom 6. September 1934 und vom 31. Dezember 1934 Geltung haben.

BERLIN, den 19. März 1935.

Für die Königlich Norwegische Regierung :

A. SCHEEL.

Für die Deutsche Regierung :

H. WOHLTHAT.

Pour copie certifiée conforme :

Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 8 août 1935.

J. G. Rader,
Chef de Division a. i.

¹ TRADUCTION.N^o 37II. — ACCORD ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA NORVÈGE RELATIF AUX PAIEMENTS RÉSULTANT DES ÉCHANGES COMMERCIAUX. SIGNÉ A BERLIN, LE 6 SEPTEMBRE 1934.

LE GOUVERNEMENT ALLEMAND et LE GOUVERNEMENT ROYAL NORVÉGIEN, afin de faciliter les paiements résultant des échanges commerciaux entre les deux pays, sont convenus de ce qui suit :

I.

Tous les paiements résultant d'échanges commerciaux entre l'Allemagne et la Norvège s'effectueront, en Allemagne, exclusivement par l'intermédiaire de la Reichsbank ou d'un organisme désigné par elle et, en Norvège, exclusivement par l'intermédiaire de la Norges-Bank ou d'un organisme désigné par elle. A cet effet, les règlements s'effectueront uniquement en reichsmarks et en couronnes norvégiennes. Les paiements ne pourront être effectués en d'autres monnaies que dans des cas exceptionnels.

II.

Les paiements relatifs à des marchandises norvégiennes importées en Allemagne devront être effectués exclusivement en reichsmarks, à un compte global qui sera ouvert au nom de la Norges-Bank auprès de la Reichsbank, à Berlin. La Reichsbank avisera immédiatement la Norges-Bank de tout versement. La Norges-Bank, sur la base des montants en reichsmarks portés au crédit de son compte, réglera, en couronnes norvégiennes, dès réception des avis de crédit de la Reichsbank, les sommes dues aux créanciers norvégiens.

Si une maison de commerce allemande s'est engagée à payer en couronnes norvégiennes ou dans une monnaie autre que le reichsmark, elle versera la contre-valeur en reichsmarks de la somme due, d'après le cours moyen de la couronne norvégienne ou de la monnaie en question à la bourse de Berlin la veille du versement.

Par « marchandises norvégiennes », il convient d'entendre les marchandises produites en Norvège ou y ayant subi un façonnage ou une transformation essentielle. Toutes les autres marchandises, ainsi que le simple trafic de transit, sont exclus de la présente réglementation.

III.

Les paiements relatifs à des marchandises allemandes importées en Norvège devront être effectués exclusivement en couronnes norvégiennes à un compte global qui sera ouvert au nom de la Reichsbank auprès de la Norges-Bank. La Norges-Bank avisera immédiatement la Reichsbank de tout versement. La Reichsbank, sur la base des montants en couronnes portés au crédit de son compte, réglera en reichsmarks, dès réception des avis de crédit de la Norges-Bank, les sommes dues aux créanciers allemands.

Si une maison de commerce norvégienne s'est engagée à payer en reichsmarks ou dans une monnaie autre que la couronne norvégienne, elle versera la contre-valeur en couronnes norvégiennes de la somme due, en opérant la conversion selon les modalités qui seront fixées ultérieurement d'un commun accord entre la Reichsbank et la Norges-Bank.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3711. — AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND NORWAY CONCERNING PAYMENTS IN CONNECTION WITH GOODS TRANSACTIONS. SIGNED AT BERLIN, SEPTEMBER 6TH, 1934.

THE GERMAN GOVERNMENT and THE ROYAL NORWEGIAN GOVERNMENT, being desirous of facilitating payments in connection with goods transactions between the two countries, have agreed upon the following provisions.

I.

All payments in connection with goods transactions between Germany and Norway shall be effected in Germany exclusively through the intermediary of the Reichsbank or a body to be designated by the same, and in Norway through the intermediary of the Norges Bank or a body to be designated by the same ; for which purpose all payments shall be made in reichsmarks and Norwegian crowns, and in no other currency save only in exceptional cases.

II.

Payments for Norwegian goods imported into Germany shall be made exclusively in reichsmarks into a pooled account to be opened at the Reichsbank in Berlin in the name of the Norges Bank. The Reichsbank shall notify the Norges Bank immediately of all payments made into this account. The Norges Bank shall make payment to the Norwegian creditors in Norwegian crowns in consideration of the reichsmark amounts credited to it immediately on receipt of the credit advices from the Reichsbank.

Where a German firm has undertaken to make payment in Norwegian crowns or in a currency other than reichsmarks, it shall pay in the reichsmark equivalent of the amount owing, converted at the middle rate quoted for Norwegian crowns or for the currency in question on the Berlin Stock Exchange on the day before the payment.

“ Norwegian goods ” shall be deemed to mean such goods as have either been produced in Norway or have undergone considerable finishing or transforming treatment therein. Other goods of whatever kind, including goods in transit only, shall not come under the above provisions.

III.

Payments for German goods imported into Norway shall be made exclusively in Norwegian crowns into a pooled account to be opened at the Norges Bank in the name of the Reichsbank. The Norges Bank shall notify the Reichsbank immediately of all payments made into this account. The Reichsbank shall make payment to the German creditors in reichsmarks in consideration of the Norwegian crown amounts credited to it immediately on receipt of the credit advices from the Norges Bank.

Where a Norwegian firm has undertaken to make payment in reichsmarks or in a currency other than Norwegian crowns, it shall pay in the crown equivalent of the amount owing at a conversion rate to be determined by subsequent agreement between the Reichsbank and the Norges Bank.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Par « marchandises allemandes », il convient d'entendre les marchandises produites en Allemagne ou y ayant subi un façonnage ou une transformation essentielle. Toutes les autres marchandises, ainsi que le simple trafic de transit, sont exclus de la présente réglementation.

IV.

Seront également considérés comme paiements résultant des échanges commerciaux entre l'Allemagne et la Norvège les paiements afférents aux frais accessoires qu'occasionne la livraison de marchandises norvégiennes à destination de l'Allemagne ou de marchandises allemandes à destination de la Norvège (notamment droits de douane, frais de transport par mer et par voie ferrée, assurances de transport, commissions, etc.).

V.

Les pertes de change et pertes d'intérêts résultant des virements aux comptes globaux pourront être réglées par un versement supplémentaire à ces comptes.

VI.

Les transactions privées comportant des échanges de marchandises ou des opérations de compensation en dehors du présent accord continueront à être permises. Toutefois, il est entendu qu'à l'avenir de telles transactions ne seront autorisées que dans des cas exceptionnels et après entente entre les services compétents des deux pays.

VII.

Sur tous les versements effectués au compte global de la Reichsbank auprès de la Norges-Bank, il sera opéré un prélèvement de 15 % qui sera viré à un compte libre ouvert au nom de la Reichsbank. La Reichsbank pourra disposer librement des sommes figurant au crédit de ce compte.

VIII.

Tous les quinze jours, la Reichsbank et la Norges-Bank procéderont à la compensation des deux comptes globaux. Le cours applicable sera fixé directement par les deux banques d'émission. Au cas où ce règlement ferait ressortir un solde en faveur de l'Allemagne, celui-ci sera viré au compte libre de la Reichsbank s'il dépasse le chiffre de 500.000 couronnes norvégiennes. Tout solde en faveur de la Norges-Bank sera reporté à la période de règlement suivante.

Si le solde en faveur de la Norges-Bank dépasse un million de reichsmarks, les offices allemands des devises cesseront d'accorder des autorisations individuelles de versements, sans limitation de montant, au compte global de la Norges-Bank. Si l'application de cette mesure fait disparaître le solde en faveur de la Norges-Bank, les autorisations de versement seront de nouveau accordées, à partir de ce moment, sans limitation de montant.

Les détails techniques du fonctionnement des comptes globaux seront fixés d'un commun accord par la Reichsbank et la Norges-Bank.

IX.

Après l'entrée en vigueur du présent accord, il ne sera plus effectué de versements au compte spécial constitué en vertu du Protocole du 9 janvier 1933 et du Protocole additionnel du 22 juin 1934. L'affectation du solde du compte spécial sera réglée d'un commun accord par les deux banques d'émission.

Les marchandises qui ont été importées en Allemagne avant l'entrée en vigueur du présent accord et dont le premier paiement vient à échéance après l'entrée en vigueur de cet accord pourront, après cette dernière date, être réglées par versements au compte global.

“ German goods ” shall be deemed to mean such goods as have either been produced in Germany or have undergone considerable finishing or transforming treatment therein. Other goods of whatever kind, including goods in transit only, shall not come under the above provisions.

IV.

“ Payments in connection with goods transactions between Germany and Norway ” shall be deemed to include payments for subsidiary charges arising in connection with the delivery of Norwegian goods to Germany or German goods to Norway (more particularly Customs, shipping and rail freight charges, transport insurance, commissions, etc.).

V.

Losses on exchange and interest in connection with transfers to the pooled accounts shall be settled by subsequent payment into the said accounts.

VI.

Private transactions for the exchange of goods and/or settlement of claims outside the present Agreement shall continue to be permissible, on the understanding that in future such transactions shall be authorised only in exceptional cases and in agreement with the competent authorities of both countries.

VII.

A proportion amounting to 15 per cent of all payments into the pooled account of the Reichsbank with the Norges Bank shall be transferred to a free account to be opened in the name of the Reichsbank. The Reichsbank shall be free to dispose at will of the amounts standing to credit of this account.

VIII.

The pooled accounts of the Reichsbank and the Norges Bank respectively shall be cleared once a fortnight, the clearing rate to be decided by direct agreement between the two banks of issue. Any balance in favour of Germany exceeding 500,000 Norwegian crowns shall be transferred to the free account of the Reichsbank. Any balance in favour of the Norges Bank shall be carried forward to the next clearing.

If the balance in favour of the Norges Bank exceeds one million reichsmarks, the German foreign exchange authorities shall cease to issue unlimited individual authorisations for the purpose of payments into the pooled account of the Norges Bank. If as a result of this measure there ceases to be a balance in favour of the Norges Bank, unlimited authorisations for payments into the pooled account of the latter shall again be issued from the date on which there ceases to be a balance in its favour.

Technical points arising in connection with the operation of the pooled accounts shall be determined by joint agreement between the Reichsbank and the Norges Bank.

IX.

After the entry into force of this Agreement no further payments may be made into the special account opened in accordance with the Protocol of January 9th, 1933, and the Additional Protocol of June 22nd, 1934. The manner of disposal of the balance remaining in the special account shall be determined by agreement between the two banks of issue.

In the case of goods imported into Germany before the present Agreement comes into force, payment on which does not fall due until after the date of its coming into force, payment may be made into the pooled account after the said date.

X.

Le présent accord entrera en vigueur le 15 septembre 1934. Il se substitue au Protocole du 9 janvier 1933 et au Protocole additionnel du 22 juin 1934.

Il pourra être dénoncé le 1^{er} et le 15 de chaque mois, et il cessera alors d'être applicable le 15 ou le dernier jour du même mois.

BERLIN, le 6 septembre 1934.

Pour le Gouvernement allemand :

WALDECK.

Pour le Gouvernement royal norvégien :

A. SCHEEL.

ACCORD COMPLÉMENTAIRE

MODIFIANT L'ACCORD DU 6 SEPTEMBRE 1934 RELATIF AUX PAIEMENTS RÉSULTANT DES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA NORVÈGE. SIGNÉ A BERLIN, LE 31 DÉCEMBRE 1934.

LE GOUVERNEMENT ROYAL NORVÉGIEN et LE GOUVERNEMENT ALLEMAND sont convenus de ce qui suit :

I.

L'Accord relatif aux paiements résultant des échanges commerciaux entre la Norvège et l'Allemagne, en date du 6 septembre 1934, est modifié comme suit :

1^o Remplacer le mot « Reichsbank » par « Caisse de compensation allemande » (*Deutsche Verrechnungskasse*) et les mots « banques d'émission » par « offices de compensation » (*Verrechnungsanstalten*).

2^o La troisième phrase de l'alinéa premier du N^o II sera libellée comme suit :

La Norges-Bank, sur la base des montants en reichsmarks portés au crédit de son compte, réglera, en couronnes norvégiennes, dès réception des avis de crédit de la Caisse de compensation allemande, les sommes dues aux créanciers norvégiens, pour autant que les montants figurant au crédit du compte global de la Caisse de compensation allemande auprès de la Norges-Bank sont suffisants à cet effet.

Comme quatrième phrase, il est ajouté ce qui suit :

Les versements aux créanciers norvégiens s'effectueront dans l'ordre d'après lequel les communications correspondantes de la Caisse de compensation allemande parviendront à la Norges-Bank.

3^o L'alinéa 4 ci-après est ajouté au N^o II :

Ne sont autorisés à effectuer des versements à la Caisse de compensation allemande que les débiteurs allemands qui sont en possession d'une autorisation correspondante (certificat de devises) du Service allemand de contrôle ou de l'Office allemand des devises compétents.

4^o Le N^o IV sera modifié comme suit :

Seront également considérés comme paiements résultant des échanges commerciaux entre la Norvège et l'Allemagne les paiements afférents aux frais accessoires se rattachant à la livraison de marchandises norvégiennes en Allemagne ou de marchandises allemandes en Norvège, et en particulier les droits de douane, frais de transport par mer et par voie ferrée, frais de camionnage, assurances de transport et commissions économiquement justifiées, ainsi que le remboursement des frais de voyages d'affaires.

X.

This Agreement shall come into force on September 15th, 1934. It shall take the place of the Protocol of January 9th, 1933, and the Additional Protocol of June 22nd, 1934.

The Agreement may be denounced on the 1st or 15th of any month, in which case it shall lapse on the 15th or last day respectively of the month in question.

BERLIN, *September 6th*, 1934.

For the German Government :
WALDECK.

For the Royal Norwegian Government :
A. SCHEEL.

ADDITIONAL AGREEMENT

MODIFYING THE AGREEMENT OF SEPTEMBER 6TH, 1934, CONCERNING PAYMENTS IN CONNECTION WITH GOODS TRANSACTIONS BETWEEN GERMANY AND NORWAY, SIGNED AT BERLIN, DECEMBER 31ST, 1934.

THE ROYAL NORWEGIAN GOVERNMENT and THE GERMAN GOVERNMENT have agreed upon the following provisions :

I.

The Agreement between Norway and Germany concerning Payments in connection with Goods Transactions, dated September 6th, 1934, shall be amended as follows :

(1) For " Reichsbank " and " banks of issue " read " Deutsche Verrechnungskasse " and " clearing institutions " respectively.

(2) The third sentence of No. II, paragraph 1, shall read as follows :

The Norges Bank shall make payment to the Norwegian creditors in Norwegian crowns in consideration of the reichsmark amount credited to it immediately on receipt of the credit advices from the Deutsche Verrechnungskasse, as and when sufficient funds are available in the pooled account of the Deutsche Verrechnungskasse in its books.

The following shall be added as a fourth sentence :

The payments to the Norwegian creditors shall be made in the order in which the relevant credit advices of the Deutsche Verrechnungskasse are received by the Norges Bank.

(3) The following shall be added to No. II as paragraph 4 :

Payments into the Deutsche Verrechnungskasse may be made only by such German debtors as are in possession of an authorisation (foreign exchange certificate) of the competent German control or foreign exchange authority for the purpose.

(4) No. IV shall be amended to read as follows :

" Payments in connection with goods transactions between Norway and Germany " shall be deemed to include payments for subsidiary charges arising in connection with the delivery of Norwegian goods to Germany or German goods to Norway, more particularly Customs, shipping and rail freights and charges, transport charges, transport insurance charges, customary and reasonable commissions and refunds of travelling expenses incurred for business purposes.

Les sommes dues par la Norvège à l'Allemagne pour des droits de brevet, licences et autres prestations immatérielles similaires (par exemple droits d'auteur et de reproduction, location de films) seront versées à un compte spécial que la Norges-Bank ouvrira à la Caisse de compensation allemande, et les sommes correspondantes dues par l'Allemagne à la Norvège à un compte spécial que la Caisse de compensation allemande ouvrira à la Norges-Bank. Ces deux comptes donneront lieu à un règlement trimestriel. La Caisse de compensation allemande pourra librement disposer de tout solde que ce règlement dégagerait en sa faveur.

L'alinéa 2 ci-après est ajouté au N° VI :

Afin de faciliter les paiements, les deux offices de compensation autoriseront, dans les cas appropriés, la compensation privée de créances soumises à la procédure de compensation avec des sommes dues à titre de commissions, frais de voyages d'affaires et autres dépenses effectuées dans le pays du débiteur et se prêtant à cette compensation.

5° L'alinéa 2 du N° VIII sera libellé comme suit :

Si le solde en faveur de la Norges-Bank dépasse un million de reichsmarks, les services allemands de contrôle et les offices allemands des devises cesseront, pendant la durée de cet état de choses, d'accorder des certificats de devises sans limitation de montant pour des versements au compte global de la Norges-Bank ; toutefois, ces certificats continueront à être délivrés :

a) Pour toutes les marchandises importées de Norvège, à condition que les importations d'un article déterminé, effectuées par un seul importateur allemand, ne dépassent pas une valeur de 5.000 reichsmarks par mois ;

b) Pour les livraisons de marchandises au sujet desquelles les deux gouvernements s'entendront spécialement.

Si cette restriction des paiements fait disparaître le solde en faveur de la Norges-Bank, les certificats de devises seront de nouveau délivrés à partir de ce moment, dans la mesure habituelle.

6° Les alinéas 3 et 4 ci-après sont ajoutés au N° X :

Si l'accord cesse d'être applicable par suite de dénonciation, les engagements contractés avant la dénonciation et soumis au règlement par compensation pourront, même après la date à laquelle l'accord cessera d'être applicable, être encore réglés par des versements effectués conformément aux dispositions de l'accord.

Si, après la date à laquelle l'accord a cessé d'être applicable et après que les offices de compensation ont compensé les deux comptes globaux, on constate qu'il reste un solde en faveur de la Norges-Bank, les versements auprès de la Norges-Bank se poursuivront jusqu'à liquidation définitive.

II.

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1935. Il restera en vigueur aussi longtemps que l'Accord du 6 septembre 1934.

BERLIN, le 31 décembre 1934.

Pour le Gouvernement royal norvégien :

Ulrich STANG,
Chargé d'Affaires p. i.

Pour le Gouvernement allemand :

Karl RITTER.

Payments by Norway to Germany for patent fees, licences and similar payments in virtue of considerations of other than a material kind (such as authors' rights, copyright fees and film leases) shall be made into a special account to be opened at the Norges Bank in the name of the Deutsche Verrechnungskasse. Similar payments by Germany to Norway shall be made into a special account to be opened at the Deutsche Verrechnungskasse in the name of the Norges Bank. The two accounts shall be cleared once a quarter. The Deutsche Verrechnungskasse shall be free to dispose at will of any balance remaining in its favour.

The following shall be added as a second paragraph to No. VI :

To facilitate payments, the two clearing institutions shall allow, in appropriate cases, private compensation of claims arising in connection with transactions coming under the clearing system, including claims for commissions, travelling expenses incurred for business purposes and other expenditure incurred in the country of the debtor to which private compensation is properly applicable.

(5) Paragraph 2 of No. VIII shall read as follows :

If the balance in favour of the Norges Bank exceeds one million reichsmarks, the German control and foreign exchange authorities shall cease, for such time as the position remains unchanged, from the issue of unlimited foreign exchange certificates for the purpose of payments into the pooled account of the Norges Bank, provided always that foreign exchange certificates shall continue to be issued :

(a) For all goods imported from Norway, where the value of the imports of any single article by any single German importer does not exceed 5,000 reichsmarks per month ;

(b) For deliveries of goods in respect of which the two Governments may make other arrangements.

If as a result of such restriction of payments there ceases to be a balance in favour of the Norges Bank, foreign exchange certificates shall again be issued in the customary amount as from the date on which there ceases to be a balance in favour of the Norges Bank.

(6) The following shall be added to No. X as paragraphs 3 and 4 :

If the Agreement lapses as a result of denunciation, obligations which have arisen before such denunciation in connection with transactions coming under the clearing may continue after the lapse of the Agreement to be met by payments into the clearing in accordance with the provisions of the Agreement.

If on the lapse of the Agreement, and the clearing by the two clearing institutions of the two pooled accounts, a balance should remain in favour of the Norges Bank, payments into the Norges Bank shall continue until such time as the clearing is complete.

II.

This Agreement shall come into force on January 1st, 1935, and shall remain in force for such time as the Agreement of September 6th, 1934, remains in force.

BERLIN, *December 31st*, 1934.

For the Royal Norwegian Government :

Ulrich STANG,
Acting Chargé d'Affaires.

For the German Government :

Karl RITTER.

DEUXIÈME ACCORD COMPLÉMENTAIRE

MODIFIANT L'ACCORD DU 6 SEPTEMBRE 1934 RELATIF AUX PAIEMENTS RÉSULTANT DES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA NORVÈGE. SIGNÉ A BERLIN, LE 19 MARS 1935.

LE GOUVERNEMENT ROYAL NORVÉGIEN ET LE GOUVERNEMENT ALLEMAND SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

I.

AU N° I DE L'ACCORD DU 31 DÉCEMBRE 1934 MODIFIANT L'ACCORD DU 6 SEPTEMBRE 1934 RELATIF AUX PAIEMENTS RÉSULTANT DES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LA NORVÈGE ET L'ALLEMAGNE, LE N° 5 EST REMPLACÉ PAR LE TEXTE SUIVANT :

« 5. L'alinéa 2 du N° VIII sera libellé comme suit :

A dater du 1^{er} avril 1935, les services allemands de contrôle et les offices allemands des devises accorderont des certificats de devises pour les versements au compte global de la Norges-Bank auprès de la Caisse de compensation allemande, conformément aux dispositions suivantes :

Pour le calcul du montant total des certificats de devises à délivrer chaque mois, on prendra comme base le montant des versements effectués par la Norvège pendant l'avant-dernier mois au compte global de la Caisse de compensation allemande auprès de la Norges-Bank.

De ce montant, on déduira :

a) Un montant égal à 15 % de ces versements, qui, conformément au N° VII de l'Accord du 6 septembre 1934, sera viré à un compte libre au nom de la Caisse de compensation allemande ;

b) Jusqu'à une date que les deux gouvernements fixeront d'un commun accord, un montant supplémentaire dont l'importance et l'utilisation seront fixées, d'accord entre les deux gouvernements.

Les services allemands de contrôle et les offices allemands des devises accorderont, pour le mois en question, des certificats de devises jusqu'à concurrence du montant restant. »

II.

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} avril 1935. Il restera en vigueur aussi longtemps que les Accords du 6 septembre 1934 et du 31 décembre 1934 seront applicables.

BERLIN, le 19 mars 1935.

Pour le Gouvernement royal norvégien :

A. SCHEEL.

Pour le Gouvernement allemand :

H. WOHLTHAT.

SECOND ADDITIONAL AGREEMENT

MODIFYING THE AGREEMENT OF SEPTEMBER 6TH, 1934, CONCERNING PAYMENTS IN CONNECTION WITH GOODS TRANSACTIONS BETWEEN GERMANY AND NORWAY, SIGNED AT BERLIN, MARCH 19TH, 1935.

THE ROYAL NORWEGIAN GOVERNMENT and THE GERMAN GOVERNMENT have agreed upon the following provisions.

I.

In No. I of the Agreement of December 31st, 1934, in amendment of the Agreement of September 6th, 1934, concerning Payments in connection with Goods Transactions between Norway and Germany, paragraph (5) shall be amended to read as follows :

“(5) Paragraph 2 of No. VIII shall read as follows :

As from April 1st, 1935, the German control and foreign exchange authorities shall issue foreign exchange certificates for the purpose of payments into the pooled account of the Norges Bank at the Deutsche Verrechnungskasse in accordance with the following provisions :

The calculation of the total amount of the foreign exchange certificates to be issued monthly shall be based on the amount of the payments made by Norway into the pooled account of the Deutsche Verrechnungskasse at the Norges Bank in the last month but one.

From the said amount there shall be deducted :

(a) An amount equivalent to 15 per cent of the said payments, the which amount shall be transferred, in accordance with No. VII of the Agreement of September 6th, 1934, to a free account to be opened in the name of the Deutsche Verrechnungskasse.

(b) A further sum, the amount and utilisation of which shall be determined by agreement between the two Governments, pending a date to be determined by agreement between the said Governments.

The German control and foreign exchange authorities shall issue foreign exchange certificates for the current month up to the amount of the balance remaining. ”

II.

This Agreement shall come into force on April 1st, 1935, and shall remain in force for such time as the Agreements of September 6th, 1934, and December 31st, 1934, remain in force.

BERLIN, *March 19th*, 1935.

For the Royal Norwegian Government :
A. SCHEEL.

For the German Government :
H. WOHLTHAT.

N° 3712.

DANEMARK ET FINLANDE

Echange de notes comportant un accord relatif à la notification réciproque des sentences de condamnation prononcées par les instances judiciaires de l'un des deux pays contre les ressortissants de l'autre. Helsingfors, le 18 juillet 1935.

DENMARK AND FINLAND

Exchange of Notes constituting an Agreement relating to the Reciprocal Notification of Penal Sentences passed by the Courts of One of the Two Countries against Nationals of the Other. Helsingfors, July 18th, 1935.

N^o 3712. — NOTEUDVEKSLING ¹
 MELLEM DEN DANSKE OG DEN
 FINSKE REGERING ANGA-
 AENDE EN OVERENSKOMST
 VEDRØRENDE GENSIDIG MED-
 DELELSE AF STAFFEDOMME
 FALDET AF DOMSTOLENE I
 ET AF DE TO LANDE MOD
 DET ANDET LANDS BORGERE.
 HELSINGFORS, DEN 18. JULI
 1935.

N^o 3712. — NOTEVÄXLING ¹ MEL-
 LAN FINSKA OCH DANSKA RE-
 GERINGARNA JÄMTE ÖVE-
 RENSKOMMELSE ANGÅENDE
 ÖMSESIDIGT MEDDELANDE
 OM STRAFFDOMAR AVKUN-
 NADE AV ETTDERA LANDETS
 DOMSTOLAR MOT DET ANDRA
 LANDETS MEDBORGARE. HEL-
 SINGFORS, DEN 18 JULI 1935.

*Textes officiels danois et suédois communiqués par
 les délégués permanents du Danemark et de
 la Finlande près la Société des Nations.
 L'enregistrement de cet échange de notes a eu
 lieu le 18 août 1935.*

*Danish and Swedish official texts communicated
 by the Permanent Delegates of Denmark and
 Finland to the League of Nations. The regis-
 tration of this Exchange of Notes took place
 August 18th, 1935.*

I.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

KGL. DANSK GESANDTSKAB.

HELSINGFORS, den 18. Juli 1935.

HERR UDENRIGSMINISTER,

I Henhold til derom modtaget Ordre fra min Regering har jeg den Ære at meddele, at den danske Regering under Forudsætning af, at et tilsvarende Tilsagn gives af Finlands Regering, forpligter sig til fra og med den 18. August 1935 at regne uden Omkostninger at give Finlands Regering Meddelelse om alle saadanne finske Statsborgere overgaaede Straffedomme, angaaende hvilke der tilgaar det danske Strafferegister Oplysninger, dog med Undtagelse af Domme, hvor Straffen er Bøder, og alle Domme vedrørende Politiforseelser.

Meddelelsen vil finde Sted paa den Maade, at Udskrift af Strafferegisteret tilstilles Finlands Regering ad diplomatisk Vej.

Saaftremt Finlands Regering er rede til at give et tilsvarende Tilsagn, har jeg herved den Ære at foreslaa, at ved denne Skrivelse og det Svar, som det maa være mig tilladt at imødesee, en for

¹ Entré en vigueur le 18 août 1935.

¹ Came into force August 18th, 1935.

begge Regeringerne bindende Overenskomst i denne Sag maa anses for at være kommet i Stand.

Modtag, Herr Udenrigsminister, Forsikringen om min mest udmærkede Højagtelse.

Herr Udenrigsminister R. Witting,
etc., etc., etc.,
Helsingfors.

(*sign.*) F. LERCHE.

Pour copie conforme :

26 juillet 1935.

Kristjan Bure,

Sous-Chef des Archives
au Ministère des Affaires étrangères
du Danemark.

Pour copie conforme :

A. Sallas,

Chef des Archives p. i.
au Ministère des Affaires étrangères.

II.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH Text.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE FINLANDE.

No. 11710.

HELSINGFORS, den 18. juli 1935.

HERR MINISTER,

Härmed har jag äran erkänna emottagandet av Eder note av denna dag vari Ni, Herr Minister, på uppdrag av Eder Regering behagat förklara, att Kungl. Danska Regeringen, under förutsättning att en motsvarande utfästelse lämnas av Finlands Regering, förbinder sig att från och med den 18 augusti 1935 utan kostnader lämna Finlands Regering meddelande om alla sådana i fråga om finska medborgare avkunnade straffdomar, beträffande vilka uppgifter inflyta i det danska straffregistret, dock med undantag av domar å bötesstraf och alla domar angående politiförseelser.

Meddelandet kommer att ske på det sätt att utdrag av straffregistret tillställas Finlands Regering på diplomatisk väg.

Med anledning härav har jag äran meddela att Finlands Regering förbinder sig att från och med den 18 augusti 1935 utan kostnad lämna Danmarks Regering meddelande om alla sådana i fråga om danska medborgare avkunnade straffdomar, beträffande vilka uppgifter inflyta i det finska straffregistret, dock med undantag av domar å bötesstraff och alla domar angående politiförseelser.

Meddelandet kommer att ske på det sätt att avskrift av straffuppgifterna tillställas Danmarks Regering på diplomatisk väg.

Jag är ense med Eder om, att Eder nyssnämnda note och denna min svarsnote utgöra en mellan de båda Regeringarna i angivna avseende träffad överenskommelse.

Mottag, Herr Minister, försäkran om min utmärkta högaktning.

Herr Kammarherre Flemming Lerche,
Kungl. Dansk Minister,
Helsingfors.

(*undert.*) ROLF WITTING.

Pour copie conforme :

26 juillet 1935.

Kristjan Bure,

Sous-Chef des Archives
au Ministère des Affaires étrangères
du Danemark.

Pour copie conforme :

A. Sallas,

Chef des Archives p. i.
au Ministère des Affaires étrangères.

¹ TRADUCTION.

N^o 3712. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET FINLANDAIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA NOTIFICATION RÉCIPROQUE DES SENTENCES DE CONDAMNATION PRONONCÉES PAR LES INSTANCES JUDICIAIRES DE L'UN DES DEUX PAYS CONTRE LES RESSORTISSANTS DE L'AUTRE. HELSINGFORS, LE 18 JUILLET 1935.

I.

LÉGATION ROYALE DE DANEMARK.

HELSINGFORS, le 18 juillet 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de porter à votre connaissance que le Gouvernement danois, à condition que le Gouvernement finlandais prenne un engagement identique, s'engage à notifier sans frais au Gouvernement finlandais à partir du 18 août 1935 tous les jugements rendus en matière pénale contre des ressortissants finlandais et inscrits au Registre des condamnations danois, à l'exception toutefois de ceux où la peine infligée sera constituée par une amende ainsi que de tous les jugements relatifs à des délits de police.

Cette notification revêtira la forme d'un extrait du Registre des condamnations qui sera adressé au Gouvernement finlandais par la voie diplomatique.

Si le Gouvernement finlandais est disposé à prendre un engagement identique, j'ai l'honneur

¹ TRANSLATION.

No. 3712. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE DANISH AND FINNISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT RELATING TO THE RECIPROCAL NOTIFICATION OF PENAL SENTENCES PASSED BY THE COURTS OF ONE OF THE TWO COUNTRIES AGAINST NATIONALS OF THE OTHER. HELSINGFORS, JULY 18TH, 1935.

I.

ROYAL DANISH LEGATION.

HELSINGFORS, July 18th, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour, in accordance with instructions from my Government, to state that the Danish Government undertakes, provided that a corresponding undertaking is given by the Finnish Government, to communicate to the Finnish Government, free of charge, from August 18th, 1935, onward, all penal sentences passed upon Finnish nationals and included in the Danish Register of Sentences, with the exception of sentences in which the penalty consists of a fine and all sentences relating to offences punishable by the police.

The communication will take the form of an extract from the Register of Sentences, which will be forwarded to the Finnish Government through the diplomatic channel.

Should the Finnish Government be prepared to give a similar undertaking, I have the

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

de proposer que la présente note soit considérée, avec la réponse que je me permets d'attendre, comme constituant, en cette matière, un accord obligatoire pour les deux gouvernements.

Veillez agréer, etc.

(Signé) F. LERCHE.

Monsieur R. Witting,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.,
Helsingfors.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE FINLANDE.
N^o 11710.

HELSINGFORS, le 18 juillet 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note en date de ce jour par laquelle vous avez bien voulu, d'ordre de votre gouvernement, me faire connaître que le Gouvernement royal danois, à condition que le Gouvernement finlandais prenne un engagement identique, s'engage à notifier sans frais au Gouvernement finlandais, à partir du 18 août 1935, tous les jugements rendus en matière pénale contre des ressortissants finlandais et inscrits au Registre des condamnations danois, à l'exception toutefois de ceux où la peine infligée sera constituée par une amende ainsi que de tous les jugements relatifs à des délits de police.

Cette notification revêtira la forme d'un extrait du Registre des condamnations qui sera adressé au Gouvernement finlandais par la voie diplomatique.

En réponse, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement finlandais s'engage à notifier sans frais au Gouvernement danois, à partir du 18 août 1935, tous les jugements rendus en matière pénale contre des ressortissants danois et inscrits au Registre des condamnations finlandais, à l'exception toutefois de ceux où la peine sera constituée par une amende ainsi que de tous les jugements relatifs à des délits de police.

honour to propose that this note, together with the reply which I venture to await, be regarded as constituting an agreement on the subject binding on both Governments.

I have the honour to be, etc.

(Signed) F. LERCHE.

Monsieur R. Witting,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.,
Helsingfors.

II.

FINNISH MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
No. 11710.

HELSINGFORS, July 18th, 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt of your note of to-day's date, in which you inform me, in accordance with instructions from your Government, that the Royal Danish Government undertakes, provided that a corresponding undertaking is given by the Finnish Government, to communicate to the Finnish Government free of charge, from August 18th, 1935, onwards, all penal sentences passed on Finnish nationals and included in the Danish Register of Sentences, with the exception of sentences in which the penalty consists of a fine and all sentences in respect of offences punishable by the police.

The communication will take the form of an extract from the Register of Sentences, which will be forwarded to the Finnish Government through the diplomatic channel.

In reply, I have the honour to state that the Finnish Government undertakes to communicate to the Danish Government free of charge, from August 18th, 1935, onwards, all penal sentences passed on Danish nationals and included in the Finnish Register of Sentences, with the exception of sentences in which the penalty consists of a fine and all sentences in respect of offences punishable by the police.

Cette notification revêtira la forme d'un extrait des inscriptions du Registre des condamnations qui sera communiqué au Gouvernement danois par la voie diplomatique.

Je suis d'accord avec Votre Excellence pour considérer que votre note, mentionnée ci-dessus, constituera, avec la présente réponse, l'arrangement intervenu en cette matière entre les deux gouvernements.

Veillez agréer, etc.

(Signé) Rolf WITTING.

Monsieur le Chambellan Flemming Lerche,
Ministre royal de Danemark,
Helsingfors.

The communication will take the form of an extract from the Register of Sentences, which will be forwarded to the Danish Government through the diplomatic channel.

I accept your proposal that your note above mentioned and the present reply shall constitute an agreement concluded between the two Governments on this subject.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Rolf WITTING.

Monsieur Chamberlain Flemming Lerche,
Royal Danish Minister,
Helsingfors.

N° 3713.

NORVÈGE ET PORTUGAL

Avenant à la Convention de commerce et de navigation et au Protocole additionnel conclus à Lisbonne, le 13 novembre 1931, entre les deux pays. Signé à Lisbonne, le 4 septembre 1934.

NORWAY AND PORTUGAL

Agreement supplementing the Convention of Commerce and Navigation and the Additional Protocol concluded at Lisbon, November 13th, 1931, between the Two Countries. Signed at Lisbon, September 4th, 1934.

N^o 3713. — AVENANT¹ A LA CONVENTION DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ET AU PROTOCOLE ADDITIONNEL CONCLUS A LISBONNE LE 13 NOVEMBRE 1931, ENTRE LA NORVÈGE ET LE PORTUGAL. SIGNÉ A LISBONNE, LE 4 SEPTEMBRE 1934.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Norvège près la Société des Nations. L'enregistrement de cet avenant a eu lieu le 23 août 1935.

Article premier.

La Convention² de commerce et de navigation ainsi que le Protocole additionnel du 13 novembre 1931 continueront en vigueur, avec les modifications et additions stipulées dans les articles suivants.

Article 2.

Les entreprises de navigation norvégiennes, ainsi que les navires norvégiens, leurs passagers et leurs marchandises, ne seront pas assujettis, à partir du 1^{er} juillet 1934 en Portugal et dans les îles adjacentes et à partir du 1^{er} juillet 1936 dans les Colonies portugaises, à des droits ou impositions autres ou plus élevés, ni à des conditions ou restrictions autres ou plus onéreuses, que ceux auxquels sont ou seront assujettis les navires portugais ou de tout autre Etat, leurs passagers et leurs marchandises.

Cette égalité de traitement s'applique notamment à la liberté d'accès des ports, à leur utilisation, à la complète jouissance des commodités accordées à la navigation, aux opérations commerciales pour les navires, leurs marchandises ou leurs passagers, aux facilités de toutes sortes relatives à l'attribution de places à quai, au chargement et au déchargement, aux droits et taxes de toute nature applicables aux navires, à leurs marchandises ou à leurs passagers (tels que droits de douane ou assimilés, droits d'octroi ou de consommation, frais accessoires) perçus au nom ou pour le compte du gouvernement, des autorités publiques, des concessionnaires ou établissements de toutes sortes.

Le même traitement sera accordé aux entreprises de navigation et aux navires portugais, ainsi qu'à leurs passagers et à leurs marchandises, en Norvège à partir du 1^{er} juillet 1934.

Toutefois il est entendu que, dès la date de l'entrée en vigueur du présent avenant, les entreprises de navigation et les navires norvégiens, ainsi que leurs passagers et leurs marchandises, jouiront dans les colonies portugaises du traitement de la nation la plus favorisée.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Lisbonne, le 9 août 1935.

² Vol. CXXIX, page 455, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3713. — AGREEMENT² SUPPLEMENTING THE CONVENTION OF COMMERCE AND NAVIGATION AND THE ADDITIONAL PROTOCOL CONCLUDED AT LISBON ON NOVEMBER 13TH, 1931, BETWEEN NORWAY AND PORTUGAL. SIGNED AT LISBON, SEPTEMBER 4TH, 1934.

*French official text communicated by the Permanent Delegate of Norway to the League of Nations.
The registration of this Agreement took place August 23rd, 1935.*

Article 1.

The Convention³ of Commerce and Navigation and the Additional Protocol of November 13th, 1931, shall remain in force, with the modifications and additions specified in the following Articles :

Article 2.

Norwegian shipping undertakings and likewise Norwegian vessels, their passengers and cargoes shall not be subject, as from July 1st, 1934, in Portugal or the adjacent islands, or, as from July 1st, 1936, in the Portuguese colonies, to other or higher duties or charges or to other or more burdensome conditions or restrictions than those to which Portuguese vessels or the vessels of any other State, their passengers and cargoes are or may hereafter be subject.

This equality of treatment shall apply in particular to freedom of access to ports, the use of ports, the full enjoyment of the facilities accorded to shipping, commercial operations for ships, their cargoes and passengers, facilities of all kinds relating to berthing at the quayside, loading and unloading, the duties and taxes of all kinds applicable to vessels, their cargoes or passengers (such as Customs or similar duties, town or consumption duties, accessory charges) levied on behalf or for account of the Government, the public authorities, concession holders or establishments of all kinds.

The same treatment shall be granted to Portuguese shipping undertakings and vessels and likewise to their passengers and cargoes in Norway as from July 1st, 1934.

It is understood, however, that as soon as the present Additional Agreement comes into force Norwegian shipping undertakings and vessels and their passengers and cargoes shall enjoy most-favoured-nation treatment in the Portuguese colonies.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Lisbon, August 9th, 1935.

³ Vol. CXXIX, page 455, of this Series.

Article 3.

Le traitement des navires nationaux ou celui de la nation la plus favorisée ne sera pas étendu :

- a) A l'application des lois spéciales, concernant la marine marchande nationale, et ayant en vue de favoriser au moyen de primes et autres facilités spéciales les nouvelles constructions et l'exercice de la navigation ;
- b) Aux faveurs accordées aux sociétés de sport nautique ;
- c) A l'exercice du service maritime dans les ports, les rades et les plages. Le service maritime comprend remorquage, pilotage, assistance et sauvetage maritime ;
- d) A l'émigration et au transport d'émigrants ;
- e) Au trafic entre les ports situés sur les territoires de chacune des Hautes Parties contractantes, y compris leurs colonies, protectorats et possessions. Ledit trafic continuera d'être réglementé par les lois en vigueur ou par celles qui dans l'avenir seront mises en vigueur respectivement dans chacun des deux pays ;
- f) A l'exercice de la pêche dans les eaux territoriales des Hautes Parties contractantes.

Article 4.

Le Gouvernement norvégien s'engage à maintenir en vigueur jusqu'au 1^{er} juillet 1941 les dispositions de l'article 6 de la Convention du 13 novembre 1931 pourvu que, de son côté, le Gouvernement portugais maintienne en vigueur les dispositions de l'article 2 ci-dessus et cela même dans le cas où ladite convention et le présent avenant cesseraient d'être en vigueur.

Article 5.

Le Gouvernement portugais s'engage à prendre les mesures qu'il jugera nécessaires pour assurer à l'importation de morue norvégienne en Portugal un pourcentage non inférieur à 40 % (quarante pour cent) de la quantité totale de provenance étrangère, aux prix courants du marché international.

Le Gouvernement norvégien, de son côté, s'engage à prendre les mesures qu'il jugera convenables pour assurer aux vins liquoreux portugais une importation annuelle non inférieure à 28.900 (vingt-huit mille neuf cents) hectolitres.

Article 6.

Le texte du numéro 4 du protocole additionnel est remplacé par ce qui suit :

« Pour le reste sont applicables les conditions habituelles de vente de la Société Vinmonopolet, conformes aux clauses de la convention entre autres son article 4, § 2. »

Article 7.

Le Gouvernement norvégien s'engage à ne pas imposer, à quelque titre que ce soit, pendant la durée du présent avenant, des droits de douane, taxes intérieures ou restrictions quelconques, autres ou plus élevés que ceux qui sont appliqués présentement sur les produits suivants originaires du Portugal ou de ses colonies :

- a) Fèves de cacao ;
- b) Fruits frais suivants :
 - 1) Oranges de toutes sortes, telles que oranges douces, citrons, limons et bigarades ;
 - 2) Raisins ;
 - 3) Bananes ;
 - 4) Ananas ;

Article 3.

National or most-favoured-nation treatment in the matter of shipping shall not apply to :

- (a) Special laws relating to the merchant fleet of the country, designed to encourage shipbuilding and shipping by means of bounties and other special facilities ;
- (b) Privileges granted to yacht clubs ;
- (c) The maritime service of harbours, roadsteads and beaches. Maritime service includes towage, pilotage, maritime assistance and salvage ;
- (d) Emigration and the transport of emigrants ;
- (e) Trade between ports situated in the territory of each of the High Contracting Parties, including their colonies, protectorates and possessions. The said trade shall continue to be governed by the laws now in force, or which may hereafter be put into force, in each of the two countries, respectively ;
- (f) Fishing in the territorial waters of the High Contracting Parties.

Article 4.

The Norwegian Government agrees that the provisions of Article 6 of the Convention of November 13th, 1931, shall remain in force until July 1st, 1941, provided that, for its part, the Portuguese Government undertakes that the provisions of Article 2 above shall likewise remain in force even in the event of the said Convention and the present Additional Agreement ceasing to be operative.

Article 5.

The Portuguese Government agrees to take such measures as it may consider necessary to ensure that the percentage of Norwegian cod-fish imported into Portugal shall be not less than 40 % (forty per cent) of the total quantity of foreign origin, at the prices current on the international market.

The Norwegian Government, for its part, agrees to take such measures as it may consider expedient to ensure the annual importation of not less than 28,900 (twenty-eight thousand nine hundred) hectolitres of Portuguese sweet wines.

Article 6.

The text of No. 4 of the Additional Protocol shall be replaced by the following :

“ For the rest, the usual selling terms of the Vinmonopolet Company shall be applicable, in conformity with the provisions of the Convention, *inter alia*, Article 4, paragraph 2.”

Article 7.

The Norwegian Government undertakes, during the validity of the present Additional Agreement, not to impose, on any grounds whatsoever, any Customs duties, internal charges or restrictions other or higher than those at present applicable to the following products originating in Portugal or its colonies :

- (a) Cocoa beans ;
- (b) The following fresh fruits :
 - (1) Orange fruits of all kinds, such as sweet oranges, lemons, limes and bitter oranges ;
 - (2) Grapes ;
 - (3) Bananas ;
 - (4) Pineapples ;

- c) Fruits secs suivants :
- 1) Figues et pains de figues ;
 - 2) Raisins secs et raisins de Corinthe ;
 - 3) Châtaignes ;
 - 4) Amandes ;
- d) Sardines en conserve ;
- e) Liège, ouvré ou non ouvré ;
- f) Résines ;
- g) Térébenthines ;
- h) Sel de cuisine, brut ou raffiné.

Article 8.

Le présent avenant entrera en vigueur, à titre provisoire, dès la date de sa signature, et à titre définitif après l'échange des ratifications, lequel aura lieu à Lisbonne. Il restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du jour où l'un des deux gouvernements aura notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

Fait à Lisbonne, en double exemplaire, le 4 septembre 1934.

(L. S.) Finn KOREN.

(L. S.) José Caeiro DA MATTA.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 17 août 1935.

R. I. B. Skylstad,
Chef de Division.

- (c) The following dried fruit :
- (1) Figs and fig cake ;
 - (2) Raisins and currants ;
 - (3) Chestnuts ;
 - (4) Almonds ;
- (d) Sardines, preserved ;
- (e) Cork, wrought or unwrought ;
- (f) Resin ;
- (g) Turpentine ;
- (h) Cooking salt, crude or refined.

Article 8.

The present Additional Agreement shall come into force provisionally on the date of its signature and definitively after the exchange of ratifications, which shall take place at Lisbon. It shall remain in force until six months after the date on which one of the two Governments may have notified the other of its intention to abrogate it.

Done at Lisbon, in duplicate, this 4th day of September, 1934.

(L. S.) Finn KOREN.

(L. S.) José Caeiro DA MATTA.

N° 3714.

**GRÈCE
ET YOUGOSLAVIE**

Convention relative à l'exploitation des
lignes de communication aérienne
régulière. Signée à Athènes, le
22 juillet 1933.

**GREECE
AND YUGOSLAVIA**

Convention relating to the Operation
of Regular Air Lines of Commu-
nication. Signed at Athens, July
22nd, 1933.

N^o 3714. — CONVENTION ¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE ET LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE RELATIVE A L'EXPLOITATION DES LIGNES DE COMMUNICATION AÉRIENNE RÉGULIÈRE. SIGNÉE A ATHÈNES, LE 22 JUILLET 1933.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 26 août 1935.

SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE
et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE,

Egalement désireux de régler, faciliter et favoriser le développement des communications aériennes dans les deux pays sur la base de la Convention ² portant réglementation de la navigation aérienne en date du 13 octobre 1919, ont résolu de conclure une convention à cet effet, et ont désigné pour leurs plénipotentiaires respectifs :

SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE :

Son Excellence Monsieur Bočko CHRISTITCH, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Yougoslavie à Athènes ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

Son Excellence Monsieur Jean RHALLIS, ministre de l'Air ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

§ I.

Le Gouvernement du Royaume de Yougoslavie accordera à une entreprise hellénique de navigation aérienne à désigner par le Gouvernement hellénique les autorisations nécessaires pour l'exploitation sur le territoire yougoslave de la ligne de communication aérienne :

Beograd-Skoplje-Salonique-Athènes et *vice versa*.

Le Gouvernement de la République hellénique accordera à une entreprise yougoslave de navigation aérienne à désigner par le Gouvernement yougoslave, les autorisations nécessaires pour l'exploitation sur le territoire grec de la ligne de communication aérienne :

Athènes-Salonique-Skoplje-Beograd et *vice versa*.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Athènes, le 20 juillet 1935.

² Vol. XI, page 173 ; vol. XXIV, page 174 ; vol. LIX, page 346 ; vol. LXIII, page 389 ; vol. LXXVIII, page 438 ; vol. CXVII, page 54 ; vol. CXXXVIII, page 418 ; et vol. CXLII, page 340, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3714. — CONVENTION ² BETWEEN THE HELLENIC REPUBLIC AND THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA RELATING TO THE OPERATION OF REGULAR AIR LINES OF COMMUNICATION. SIGNED AT ATHENS, JULY 22ND, 1933.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia to the League of Nations. The registration of this Convention took place August 26th, 1935.

HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA
and

THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC,

Equally desirous to regulate, facilitate, and promote the development of air communications in the two countries on the basis of the Convention³ relating to the regulation of aerial navigation dated October 13th, 1919, have resolved to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their respective Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA :

His Excellency Monsieur Bochko CHRISTITCH, Yugoslav Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Athens ;

THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC :

His Excellency Monsieur Jean RHALLIS, Air Minister ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

§ I.

The Government of the Kingdom of Yugoslavia will grant to a Greek air navigation enterprise, to be designated by the Greek Government, the authorisations necessary for the operation, on Yugoslav territory, of the line of air communication :

Belgrade-Skoplje-Salonika-Athens and *vice-versa*.

The Government of the Hellenic Republic will grant to a Yugoslav air navigation enterprise, to be designated by the Yugoslav Government, the authorisations necessary for the operation, on Greek territory, of the line of air communication :

Athens-Salonika-Skoplje-Belgrade and *vice-versa*.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Athens, July 20th, 1935.

³ Vol. XI, page 173 ; Vol. XXIV, page 175 ; Vol. LIX, page 346 ; Vol. LXIII, page 389 ; Vol. LXXVIII, page 438 ; Vol. CXVII, page 54 ; Vol. CXXXVIII, page 418 ; and Vol. CXLII, page 340, of this Series.

La partie Salonique-Athènes de la ligne en question ne pourra être exploitée par une Société yougoslave tant que la partie Skoplje-Belgrade de cette même ligne n'est pas exploitée par une Société hellénique et *vice versa*.

§ 2.

Les conditions d'exploitation de la ligne mentionnée à l'article précédent seront définies dans un accord à conclure par les administrations aéronautiques compétentes des deux Hautes Parties contractantes.

§ 3.

Les itinéraires des lignes aériennes, les points entre lesquels les frontières pourront être franchies et les aérodromes douaniers seront fixés par chacune des Hautes Parties contractantes et communiqués à l'autre Partie contractante au cours de quarante jours à partir de la date de la signature de la présente convention et au moins un mois avant tout changement.

§ 4.

Les deux Hautes Parties contractantes prendront sur leurs territoires respectifs les mesures nécessaires en vue d'assurer, aux entreprises concessionnaires, l'usage des aérodromes, installations et services techniques sur l'itinéraire de la ligne mentionnée à l'article premier.

Pour chacun de ces aérodromes il y aura un tarif unique d'atterrissage et de séjour applicable indifféremment aux aéronefs nationaux et étrangers, conformément aux lois et règlements de l'Etat sur le territoire duquel se trouve l'aérodrome.

§ 5.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter l'exploitation des lignes contractuelles en simplifiant et en réduisant toutes les formalités douanières et de police au minimum admis par les lois et règlements en vigueur dans leurs pays respectifs.

§ 6.

Les avions destinés à l'exploitation des lignes prévues à l'article premier, ainsi que les moteurs montés sur ces avions, les pièces de rechange (moteurs de rechange y compris), tous les objets nécessaires à l'aménagement des avions ou à leur conservation sauf les combustibles, seront exemptés des droits de douane à condition que tous les objets et matériels ci-dessus mentionnés soient importés en vue d'une utilisation temporaire et qu'ils soient réexportés au cours d'une année.

Ce délai de réexportation pourra être prolongé par les autorités compétentes sur la proposition de l'entreprise concessionnaire.

Les objets ci-dessus mentionnés, resteront sous le contrôle de l'administration des douanes et ne pourront être utilisés que pour les besoins de l'exploitation des lignes aériennes prévues par la présente convention.

Les objets et matériels hors d'usage, pour lesquels au moment de l'importation les droits de douane n'ont pas été perçus, devront être, soit réexportés, soit dédouanés soit détruits sous un contrôle officiel.

Lors du dédouanement de ces objets et matériels toutes les réductions et facilités admises par les législations nationales respectives seront appliquées.

Les voyageurs, bagages et marchandises en transit seront placés sous le contrôle douanier. Ces bagages ainsi que ces marchandises seront exemptés de tout droit de douane.

§ 7.

En cas d'atterrissage forcé ou d'autre accident des avions des entreprises concessionnaires, les autorités locales seront tenues de leur prêter, contre remboursement des frais réels, la même aide que celle accordée aux avions nationaux.

The Salonika-Athens section of the line in question may not be operated by a Yugoslav company as long as the Skoplje-Belgrade sector of the line is not operated by a Greek company, and *vice-versa*.

§ 2.

The conditions of operation of the line mentioned in the preceding Article shall be defined in an agreement to be concluded by the competent Air Administrations of the two High Contracting Parties.

§ 3.

The itineraries of the air lines, the points between which the frontiers may be crossed, and the Customs aerodromes, shall be fixed by each of the High Contracting Parties and communicated to the other Contracting Party within forty days from the date of the signature of the present Convention, and at least one month prior to any change.

§ 4.

The two High Contracting Parties will take the necessary measures in their respective territories with a view to ensuring to the concessionary enterprises the use of the aerodromes, installations, and technical services on the route of the line mentioned in Article 1.

For each of these aerodromes there shall be a single tariff for landing and hangarage, applicable equally to national and foreign aircraft, in conformity with the laws and regulations of the State on whose territory the aerodrome is situated.

§ 5.

The High Contracting Parties undertake to facilitate the operation of the contractual lines by simplifying all Customs and police formalities and reducing them to the minimum admissible under the laws and regulations in force in their respective countries.

§ 6.

Aeroplanes intended for the operation of the lines provided for in Article 1, as well as the engines mounted on such aeroplanes, spare parts (including spare engines), and all objects (except fuel) necessary for the equipment or maintenance of the aeroplanes, shall be exempt from Customs duties, on condition that all the objects and materials aforesaid are imported for temporary use and are re-exported within one year.

This time-limit for re-exportation may be extended by the competent authorities on the proposal of the concessionary enterprise.

The said objects shall remain under the supervision of the Customs Administration, and may be used only for the working requirements of the air lines provided for by the present Convention.

Objects and materials out of use, in respect of which, at the time of their importation, Customs duties were not collected, must be either re-exported, cleared through the Customs, or destroyed under official supervision.

In the Customs clearance of such objects and materials, all reductions and facilities admissible under the respective national laws shall be applied.

Passengers, baggage, and goods in transit shall be placed under Customs supervision. Such baggage and goods shall be exempt from Customs duties.

§ 7.

In the event of a forced landing or other accident to aeroplanes of the concessionary enterprises, the local authorities shall be required to afford to them, on payment of the actual expenses incurred, the same aid and assistance as are accorded to national aeroplanes.

§ 8.

Les entreprises concessionnaires seront tenues :

- a) D'observer les dispositions de la Convention portant réglementation de la navigation aérienne en date du 13 octobre 1919 ;
- b) De se conformer aux lois et règlements en vigueur sur les territoires respectifs des deux Hautes Parties contractantes.

§ 9.

L'entreprise concessionnaire, désignée par l'une des Hautes Parties contractantes n'emploiera dans ses services sur le territoire de l'autre Partie contractante que des ressortissants yougoslaves et grecs.

§ 10.

Chaque entreprise concessionnaire sera tenue de transporter la poste aérienne dans les conditions fixées par un accord qui sera conclu entre elle et l'administration postale de l'autre Partie contractante sur la base d'un arrangement préalable entre les administrations postales des deux Hautes Parties contractantes.

§ 11.

Les entreprises concessionnaires ne pourront céder ni en totalité ni en partie leurs concessions à d'autres entreprises de leurs Etats, sans le consentement des autorités aéronautiques compétentes de leurs propres Etats.

§ 12.

Chacune des deux Hautes Parties contractantes se réserve le droit de substituer à l'entreprise désignée précédemment une autre entreprise nationale à laquelle sera accordée par l'autre Partie contractante la même concession.

L'entreprise destituée par son gouvernement n'aura pas à ce titre le droit de demander à l'autre Partie contractante aucune indemnisation.

§ 13.

En cas d'infraction aux dispositions de la présente convention par les employés des entreprises concessionnaires chacune des deux Hautes Parties contractantes pourra exiger la révocation de ces employés de son territoire.

En cas d'infractions réitérées ou d'infraction grave chaque Haute Partie contractante pourra annuler la concession de l'entreprise en cause tout en accordant la même concession à une autre entreprise désignée par l'autre Haute Partie contractante.

§ 14.

Au cas où l'une des Hautes Parties contractantes cesserait d'être partie à la Convention portant réglementation de la navigation aérienne en date du 13 octobre 1919, la présente convention continuera à être en vigueur, mais elle devra être soumise à une révision sur la demande d'une des Hautes Parties contractantes.

§ 15.

Les détails d'application de la présente convention seront réglés par un accord spécial à conclure directement entre les administrations aéronautiques compétentes des deux Hautes Parties contractantes.

§ 8.

The concessionary enterprises shall be required :

- (a) To observe the provisions of the Convention relating to regulation of aerial navigation dated October 13th, 1919 ;
- (b) To conform to the laws and regulations in force in the respective territories of the two High Contracting Parties.

§ 9.

The concessionary enterprise, designated by one of the High Contracting Parties, shall employ in its service in the territory of the other Contracting Party Yugoslav and Greek nationals only.

§ 10.

Each concessionary enterprise shall be required to transport air mails on conditions fixed by an agreement which will be concluded between it and the Postal Administration of the other Contracting Party on the basis of a previous arrangement between the Postal Administrations of the two High Contracting Parties.

§ 11.

The concessionary enterprises may not cede their concessions, either wholly or in part, to other enterprises of their States without the consent of the competent Air Authorities of their own States.

§ 12.

Each of the two High Contracting Parties reserves the right to substitute for the enterprise previously designated another national enterprise, to which the same concession will be granted by the other Contracting Party.

The enterprise dispossessed by its Government shall not on that account have any right to claim an indemnity from the other Contracting Party.

§ 13.

In case of an infringement of the provisions of the present Convention by employees of the concessionary enterprises, either High Contracting Party may demand the withdrawal of such employees from its territory.

In case of repeated infringements or a grave infringement, either High Contracting Party may cancel the concession of the enterprise involved, at the same time according the same concession to another enterprise designated by the other High Contracting Party.

§ 14.

In case one of the High Contracting Parties should cease to be party to the Convention relating to the regulation of aerial navigation dated October 13th, 1919, the present Convention shall remain in force, but shall be revised at the request of one of the High Contracting Parties.

§ 15.

The details of the application of the present Convention shall be settled by a special agreement to be concluded direct between the competent Air Administrations of the two High Contracting Parties.

§ 16.

Les différends relatifs à l'application de la présente convention qui ne pourront pas être réglés par la voie diplomatique seront soumis, sur la demande de l'une des Hautes Parties contractantes à la décision d'un tribunal arbitral.

Ce tribunal sera constitué de la manière suivante :

Dans le courant d'un mois à partir du moment où l'une des Hautes Parties contractantes aura communiqué à l'autre Haute Partie contractante la demande de constituer un tribunal arbitral, chacune des Hautes Parties contractantes désignera un arbitre.

Dans le courant du mois suivant les arbitres se réuniront afin de choisir d'un commun accord le sur-arbitre.

Si les arbitres ne peuvent se mettre d'accord sur le choix du sur-arbitre, les Hautes Parties contractantes désigneront chacune un Etat tiers et les Etats tiers ainsi désignés procéderont à la nomination du sur-arbitre soit d'un commun accord, soit en proposant chacun un nom, puis en laissant au sort le soin de choisir entre eux.

Les décisions du Tribunal arbitral seront obligatoires pour les Hautes Parties contractantes.

Les frais de l'arbitrage seront fixés par le tribunal et supportés par moitié par les Hautes Parties contractantes.

§ 17.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Athènes dans le plus bref délai.

Elle restera en vigueur pour une période initiale de deux ans à partir de la date de l'échange des ratifications. A moins qu'elle ne soit dénoncée par un préavis donné six mois avant l'expiration de ladite période, la convention continuera à rester en vigueur pour des périodes successives de deux ans avec faculté de se terminer par un préavis donné six mois avant la fin de la période de deux ans en cours.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente convention ayant apposé leurs sceaux.

Fait à Athènes, en double exemplaire, le 22 juillet mil neuf cent trente et trois.

(L. S.) B. CHRISTITCH, *m. p.*

(L. S.) J. RHALLIS, *m. p.*

Pour copie certifiée conforme :

Belgrade, le 12 août 1935.

D'ordre du Ministre,

Le Chef de Section,

Miloche P. Kitchévatz.

§ 16.

Disputes relating to the application of the present Convention which cannot be settled through the diplomatic channel shall, at the request of one of the High Contracting Parties, be submitted to the decision of an Arbitral Tribunal.

Such Tribunal shall be constituted in the following manner :

Within one month of the date on which one of the High Contracting Parties has communicated to the other High Contracting Party the request for the constitution of an Arbitral Tribunal, each of the High Contracting Parties shall designate an arbitrator.

Within the month next following, the arbitrators shall meet to choose an umpire by joint agreement.

If the arbitrators cannot agree on the choice of the umpire, the High Contracting Parties shall each designate a third party State, and the third party States so designated shall proceed to nominate the umpire, either by common agreement or by each proposing a name and then determining the choice by lot.

The decisions of the Arbitral Tribunal shall be binding on the High Contracting Parties.

The costs of the arbitration shall be fixed by the Tribunal, and shall be borne by the High Contracting Parties in equal shares.

§ 17.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Athens as soon as possible.

It shall remain in force for an initial period of two years, dating from the exchange of ratifications. Unless it has been denounced in advance six months before the expiration of the said period, the Convention shall continue in force for successive periods of two years, with the option of determining it by giving notice six months before the end of the current two-year period.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed their seals thereto.

Done at Athens, in duplicate, this 22nd day of July, one thousand nine hundred and thirty-three.

(L. S.) B. CHRISTITCH, *m. p.*

(L. S.) J. RHALLIS, *m. p.*

N° 3715.

**TURQUIE
ET YOUGOSLAVIE**

Traité d'amitié, de non-agression, de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation. Signé à Beograd, le 27 novembre 1933.

**TURKEY
AND YUGOSLAVIA**

Treaty of Friendship, Non-Aggression, Judicial Settlement, Arbitration and Conciliation. Signed at Belgrade, November 27th, 1933.

N^o 3715. — TRAITÉ ¹ D'AMITIÉ, DE NON-AGRESSION, DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE, D'ARBITRAGE ET DE CONCILIATION ENTRE LA RÉPUBLIQUE TURQUE ET LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE. SIGNÉ A BEOGRAD, LE 27 NOVEMBRE 1933.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie près la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 26 août 1935.

SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE

et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE ;

Egalement attachés au maintien de la paix générale ;

Convaincus que la Yougoslavie et la Turquie se doivent d'y collaborer dans un esprit de mutuelle confiance en préparant le règlement pacifique des différends qui peuvent survenir entre elles ;

Ayant en vue que les deux Etats sont signataires du Pacte ² de Paris du 27 août 1928, relatif à la renonciation à la guerre ;

Désireux de raffermir, dans l'intérêt commun des deux pays, les liens amicaux existants, qui sont pour eux le gage d'avenir ;

Ont décidé à conclure entre eux le traité d'amitié, de non-agression, de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation, et ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE :

Son Excellence Monsieur Bogoljub JEVTITCH, ministre des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

Son Excellence Monsieur le Docteur Tevfik RÜŞTÜ Bey, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à ne rechercher, dans aucun cas, autrement que par voie pacifique et d'après les méthodes prévues par le présent traité, le règlement des litiges ou conflits, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à s'élever entre le Royaume de Yougoslavie et la République turque, et qui n'auraient pu être résolus, dans un délai raisonnable, par les procédés diplomatiques ordinaires.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Ankara, le 7 juin 1935.

² Vol. XCIV, page 57 ; vol. CXXXIV, page 411 ; vol. CLII, page 298 ; et vol. CLX, page 354, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3715. — TREATY ² OF FRIENDSHIP, NON-AGGRESSION, JUDICIAL SETTLEMENT, ARBITRATION AND CONCILIATION BETWEEN THE TURKISH REPUBLIC AND THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA. SIGNED AT BELGRADE, NOVEMBER 27TH, 1933.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia to the League of Nations. The registration of this Treaty took place August 26th, 1935.

HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA
and

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC,

Equally solicitous for the maintenance of general peace ;

Convinced that Yugoslavia and Turkey should collaborate to that end in a spirit of mutual confidence by preparing for the pacific settlement of any disputes that may arise between them ;

Mindful of the fact that the two States are signatories of the Pact³ of Paris of August 27th, 1928, relating to the renunciation of war ;

Desirous, in the common interests of both countries, of strengthening the friendly bonds between them which constitute a promise for the future ;

Have decided to conclude with one another a Treaty of friendship, non-aggression, judicial settlement, arbitration and conciliation and have with this object appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA :

His Excellency Monsieur Bogoljub JEVTITCH, Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

His Excellency Dr. Tevfik RÜŞTÜ Bey, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

The High Contracting Parties undertake that they will in no case seek the settlement of disputes or conflicts, of whatever nature they may be, which may arise between the Kingdom of Yugoslavia and the Turkish Republic and which it may not have been possible to settle within a reasonable time by ordinary diplomatic procedures, otherwise than by pacific means and in accordance with the methods provided for in the present Treaty.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Ankara, June 7th, 1935.

³ Vol. XCIV, page 57 ; Vol. CXXXIV, page 411 ; Vol. CLII, page 298 ; and Vol. CLX, page 354, of this Series.

Les Hautes Parties contractantes assument l'engagement de ne pas recourir à la guerre comme moyen de leur politique nationale l'une vis-à-vis de l'autre et celui de condamner toute agression et toute participation à une agression quelconque tentée par des tiers ou toute entente agressive dirigée contre l'un ou l'autre des deux pays.

CHAPITRE PREMIER

Article 2.

Le Gouvernement yougoslave et le Gouvernement turc conviennent, qu'à défaut de règlement amiable par les procédés diplomatiques ordinaires ou à défaut d'autre entente, seront soumis pour jugement soit à la Cour permanente de Justice internationale soit à un tribunal arbitral, ainsi qu'il est prévu ci-après, les litiges au sujet desquels les Parties se contesteraient réciproquement un droit, notamment les litiges ayant pour objet :

- 1) L'interprétation d'un traité ;
- 2) Tout point de droit international ;
- 3) Réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la rupture d'un engagement international ;
- 4) L'étendue ou la nature de la réparation due pour une telle rupture.

Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 3.

Cet engagement ne s'applique pas :

- 1) Aux différends nés des faits qui sont antérieurs au présent traité ;
- 2) Aux différends portant sur des questions qui, de l'avis de l'une des Parties, relèveraient, d'après les principes du droit international, exclusivement de sa souveraineté ou rentreraient, d'après les traités en vigueur entre elles, dans sa compétence exclusive. Toutefois, l'autre Partie pourra, si elle est d'un avis opposé, faire décider préalablement par la Cour permanente de Justice internationale si le différend est de la compétence de l'une des Parties ;
- 3) Aux différends ayant trait au statut territorial des Parties.

Article 4.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux de celle-ci, le différend ne pourra être soumis à la procédure prévue par le présent traité qu'après un jugement passé en force de chose jugée et rendu dans des délais raisonnables par l'autorité judiciaire nationale compétente.

De même, s'il s'agit d'un différend qui relève de la compétence des autorités administratives, ce différend ne pourra être soumis aux diverses procédures prévues par le présent traité avant qu'une décision définitive ait été rendue dans les délais raisonnables par l'autorité compétente.

La Partie qui, dans ce cas, voudra recourir aux procédures prévues par le présent traité, devra notifier à l'autre Partie son intention dans un délai d'un an, à partir de la décision susvisée.

Article 5.

a) Le Tribunal arbitral mentionné à l'article 2 comprendra cinq membres. Les Parties en nommeront chacune un qui pourra être choisi parmi les nationaux respectifs. Les deux autres

The High Contracting Parties pledge themselves not to resort to war as an instrument of national policy in their relations with one another and to condemn all aggression and any share in any form of aggression by third parties or any aggressive agreement directed against one or other of the two countries.

CHAPTER I.

Article 2.

The Yugoslav Government and the Turkish Government agree that, failing a friendly settlement by the normal methods of diplomacy and failing any other agreement, they will submit for judgment either to the Permanent Court of International Justice or to an arbitral tribunal as provided hereunder, disputes between the Parties in regard to a right and in particular any suit having as its object :

- (1) The interpretation of a treaty ;
- (2) Any question of international law ;
- (3) The existence of any fact which, if established, would constitute a breach of an international obligation ;
- (4) The extent or nature of the reparation to be made for such breach.

Disputes for the solution of which a special procedure is provided by other Conventions in force between the High Contracting Parties shall be settled in conformity with the provisions of those Conventions.

Article 3.

This undertaking shall not apply :

- (1) To disputes arising out of facts existing prior to the present Treaty ;
- (2) To disputes concerning questions which, in the opinion of one of the Parties, are, according to the principles of international law, exclusively within its sovereignty or, according to the Treaties in force between the Parties, within its exclusive jurisdiction. Nevertheless, the other Party may, if it is of a different opinion, ask for a previous decision by the Permanent Court of International Justice as to whether a dispute is within the jurisdiction of one only of the Parties ;
- (3) To disputes relating to the territorial status of the Parties.

Article 4.

In the case of a dispute the occasion of which, according to the municipal law of one of the Parties, falls within the competence of the Courts of such Party, the matter in dispute shall not be submitted to the procedure laid down in the present Treaty until a judgment with final effect has been pronounced, within a reasonable time, by the competent national judicial authority.

Similarly, in the case of a dispute which is within the jurisdiction of the administrative authorities, the matter in dispute shall not be submitted to the various procedures laid down in the present Treaty until a final decision has been given, within a reasonable time, by the competent authority.

If either Party in such a case wishes to have recourse to the procedure laid down in the present Treaty, it shall notify the other Party of its intention within a period of one year after the aforesaid decision.

Article 5.

(a) The Arbitral Tribunal mentioned in Article 2 shall consist of five members. The Parties shall each nominate one member, who may be chosen from among their respective nationals. The

arbitres et le sur-arbitre seront choisis d'un commun accord parmi les ressortissants de tierces Puissances. Ces derniers devront être de nationalité différente, ne pas avoir leur résidence habituelle sur le territoire des Parties, ni se trouver à leur service.

b) 1. Si la nomination des membres du Tribunal arbitral n'intervient pas dans un délai de trois mois à compter de la demande adressée par l'une des Parties à l'autre de constituer un tribunal arbitral, le soin de procéder aux nominations nécessaires sera confié à une tierce Puissance choisie d'un commun accord par les Parties.

2. Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque Partie désignera une Puissance différente et les nominations nécessaires seront faites par le président de la Cour permanente de Justice internationale. Si celui-ci est empêché ou s'il est ressortissant de l'une des Parties, les nominations seront faites par le vice-président. Si celui-ci est empêché ou s'il est ressortissant de l'une des Parties, les nominations seront faites par le membre le plus âgé de la Cour qui n'est ressortissant d'aucune des Parties.

c) Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès ou de démission, ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

d) Dans le cas où les deux Hautes Parties contractantes conviendraient de porter le litige devant un tribunal arbitral, elles rédigeront en même temps un compromis qui devra déterminer l'objet du litige et la procédure à suivre.

A défaut d'indications ou de précisions suffisantes dans le compromis, relativement aux points indiqués dans le paragraphe précédent, il sera fait application, dans la mesure nécessaire, des dispositions de la Convention ¹ de la Haye du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Dans le silence du compromis, le tribunal appliquera les règles de fond énumérées dans l'article 38 du Statut ² de la Cour permanente de Justice internationale.

Article 6.

Avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale et avant toute procédure arbitrale, le litige pourra être, d'un commun accord entre les Parties, soumis à fin de conciliation à la Commission permanente de conciliation, constituée conformément au présent traité.

Article 7.

Si la sentence judiciaire ou arbitrale déclarait qu'une décision prise ou une mesure ordonnée par une autorité judiciaire ou toute autre autorité de l'une des Parties en litige se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel de ladite Partie ne permettait qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, les Parties conviennent qu'il devra être accordé par la sentence judiciaire ou arbitrale, à la Partie lésée, une satisfaction équitable.

CHAPITRE II

Article 8.

Toutes questions sur lesquelles les Hautes Parties contractantes seraient divisées sans pouvoir les résoudre à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, questions dont la solution ne

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

² Vol. VI, page 379; vol. XI, page 404; vol. XV, page 304; vol. XXIV, page 152; vol. XXVII, page 416; vol. XXXIX, page 165; vol. XLV, page 96; vol. L, page 159; vol. LIV, page 387; vol. LXIX, page 70; vol. LXXII, page 452; vol. LXXVIII, page 435; vol. LXXXVIII, page 272; vol. XCII, page 362; vol. XCVI, page 180; vol. C, page 153; vol. CIV, page 492; vol. CVII, page 461; vol. CXI, page 402; vol. CXVII, page 46; vol. CXXVI, page 430; vol. CXXX, page 440; vol. CXXXIV, page 392; vol. CXLVII, page 318; vol. CLII, page 282; vol. CLVI, page 176; et vol. CLX, page 325, de ce recueil.

other two arbitrators and the Chairman shall be chosen by common agreement from among the nationals of third Powers. They must be of different nationalities and must not be habitually resident in the territories or be in the service of the Parties.

(b) 1. If the appointment of the members of the Arbitral Tribunal is not made within a period of three months from the date on which one of the Parties requested the other Party to constitute an arbitral tribunal, a third Power, chosen by agreement between the Parties, shall be requested to make the necessary appointments.

2. If no agreement is reached on this point, each Party shall designate a different Power, and the necessary appointments shall be made by the President of the Permanent Court of International Justice. If the latter is prevented from acting or is a national of one of the Parties, the appointments shall be made by the Vice-President. If the latter is prevented from acting or is a national of one of the Parties, the appointments shall be made by the oldest member of the Court who is not a national of either Party.

(c) Vacancies which may occur as a result of death, resignation or any other cause shall be filled within the shortest possible time in the manner fixed for the appointments.

(d) If the two High Contracting Parties agree to bring the dispute before an arbitral tribunal, they shall at the same time draw up a special agreement determining the subject of the dispute and the procedure to be followed.

In the absence of sufficient indication or particulars in the special agreement, regarding the points indicated in the previous paragraph, the provisions of the Hague Convention¹ of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes shall apply so far as is necessary.

If nothing is laid down in the special agreement, the Tribunal shall apply the rules in regard to the substance of the dispute indicated in Article 38 of the Statute² of the Permanent Court of International Justice.

Article 6.

Before any resort is made to procedure before the Permanent Court of International Justice or to arbitral procedure, the dispute may, by agreement between the Parties, be submitted, with a view to amicable settlement, to the Permanent Conciliation Commission constituted in accordance with the present Treaty.

Article 7.

If, in a judicial sentence or arbitral award, it is declared that a decision taken or a measure enjoined by a court of law or other authority of one of the Parties to the dispute is wholly or in part contrary to international law, and if the constitutional law of that Party only partially permits the consequences of the decision or measure in question to be annulled, the Parties agree that the judicial sentence or arbitral award shall grant the injured Party equitable satisfaction.

CHAPTER II.

Article 8.

All questions on which the High Contracting Parties shall differ without being able to reach an amicable solution by means of the normal methods of diplomacy and the settlement of which

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

² Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 405; Vol. XV, page 305; Vol. XXIV, page 153; Vol. XXVII, page 417; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; Vol. LIV, page 387; Vol. LXIX, page 70; Vol. LXXII, page 452; Vol. LXXVIII, page 435; Vol. LXXXVIII, page 272; Vol. XCII, page 362; Vol. XCVI, page 180; Vol. C, page 153; Vol. CIV, page 492; Vol. CVII, page 461; Vol. CXI, page 402; Vol. CXVII, page 46; Vol. CXXVI, page 430; Vol. CXXX, page 440; Vol. CXXXIV, page 392; Vol. CXLVII, page 318; Vol. CLII, page 282; Vol. CLVI, page 176; and Vol. CLX, page 325, of this Series.

pourrait être recherchée par un jugement ainsi qu'il est prévu par l'article 2 du présent traité et pour lesquelles une procédure de règlement ne serait pas déjà prévue par un traité ou une convention en vigueur entre les Parties, seront soumises à la Commission permanente de conciliation qui sera chargée de proposer aux Parties une solution acceptable et dans tous les cas de leur présenter un rapport.

A défaut d'accord entre les Parties sur la requête à présenter à la commission, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de soumettre directement, après un préavis d'un mois adressé à l'autre Partie, la question à ladite commission.

Article 9.

La Commission permanente de conciliation prévue par le présent traité sera composée de cinq membres, qui seront désignés comme il suit, à savoir : les Hautes Parties contractantes nommeront chacune un commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront d'un commun accord les trois autres commissaires parmi les ressortissants de tierces Puissances ; ces trois commissaires devront être de nationalité différente et, parmi eux, les Hautes Parties contractantes désigneront le président de la commission.

Les commissaires seront nommés pour trois ans. Ils seront rééligibles. Les commissaires nommés en commun pourront être remplacés au cours de leur mandat, de l'accord des Parties. Chaque Partie pourra toujours, d'autre part, procéder au remplacement du commissaire nommé par elle. Nonobstant leur remplacement, les commissaires resteront en fonction pour l'achèvement de leurs travaux en cours.

Il sera pourvu aussi rapidement que possible et dans un délai qui ne devra pas excéder trois mois, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès, de démission, de remplacement ou de quelque empêchement temporaire, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 10.

La Commission permanente de conciliation sera constituée dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent traité.

Si la nomination des membres à désigner en commun n'intervenait pas dans ledit délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, le président de la Confédération helvétique serait, à défaut d'autre entente, prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 11.

La Commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président dans les conditions prévues, selon les cas, par les art. 6 et 8.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Article 12.

Dans un délai de quinze jours à compter de la date où l'une des Hautes Parties contractantes aurait porté une contestation devant la Commission permanente de conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

La Partie qui userait de ce droit en ferait immédiatement la notification à l'autre Partie ; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de 15 jours à compter de la date où la notification lui sera parvenue.

cannot be attained by means of a judicial decision, as provided in Article 2 of the present Treaty, and for the settlement of which no procedure has been laid down by any treaty or convention in force between the Parties shall be submitted to the Permanent Conciliation Commission, whose duty it shall be to propose to the Parties an acceptable solution and in any case to present a report to them.

Failing agreement between the Parties concerning the request to be submitted to the Commission, either of them shall have the right, after giving the other Party one month's notice, to submit the question direct to the said Commission.

Article 9.

The Permanent Conciliation Commission mentioned in the present Treaty shall be composed of five members, who shall be appointed as follows, that is to say : the High Contracting Parties shall each nominate a commissioner chosen from among their respective nationals and shall appoint, by common agreement, the three other commissioners from among the nationals of third Powers ; these three commissioners must be of different nationalities, and the High Contracting Parties shall appoint the President of the Commission from among them.

The commissioners shall be appointed for three years. They shall be re-eligible. The commissioners appointed jointly may be replaced during their term of office by agreement between the Parties. Further, each Party may at any time replace the commissioner appointed by it. Notwithstanding their replacement, the appointments of the commissioners shall continue until the termination of the work in hand.

Vacancies which may occur as a result of death, resignation, replacement or any temporary cause shall be filled within the shortest possible time and, in any case, within three months in the manner fixed for the nominations.

Article 10.

The Permanent Conciliation Commission shall be constituted within six months from the exchange of ratifications of the present Treaty.

If the nomination of the members to be appointed by common agreement should not have taken place within the said period, or, in the case of the filling of a vacancy, within three months from the time when the seat falls vacant, the President of the Swiss Confederation shall, in the absence of other agreement, be requested to make the necessary appointments.

Article 11.

The Permanent Conciliation Commission shall be informed by means of a request addressed to the President under the conditions provided, according to the case, by Articles 6 and 8.

The request, after having given a summary account of the subject of the dispute, shall contain an invitation to the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable settlement.

If the request emanates from only one of the Parties, notification thereof shall be made without delay to the other Party.

Article 12.

Within fifteen days from the date when either of the High Contracting Parties shall have brought a dispute before the Permanent Conciliation Commission, either Party may, for the examination of the particular dispute, replace its commissioner by a person possessing special competence in the matter.

The Party making use of this right shall immediately inform the other Party ; the latter shall, in that case, be entitled to take similar action within fifteen days from the date on which it receives notification.

Article 13.

La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cet effet toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable, et, s'il y a lieu, leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la commission dressera un rapport qui en constatera le résultat et dont un exemplaire sera remis à chacune des Parties.

Les Parties ne seront jamais liées par des considérations de fait, de droit ou autres auxquelles la commission se sera arrêtée.

Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties n'en conviennent différemment, être terminés dans un délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

Article 14.

A moins de stipulations spéciales contraires, la Commission permanente de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquête, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III (Commissions internationales d'enquête) de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 15.

La Commission permanente de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président. Si au cours de la procédure la nature de l'affaire rend nécessaire le changement du siège ainsi choisi, la commission en décidera.

Article 16.

Les travaux de la Commission permanente de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Parties.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne pas publier le résultat des travaux de la commission sans s'être préalablement consultées.

Article 17.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la commission; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtra utile.

La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 18.

Sauf dispositions contraires du présent traité, les décisions de la Commission permanente de conciliation seront prises à la majorité des voix.

La commission ne pourra prendre de décision portant sur le fond d'un différend que si tous les membres ont dûment été convoqués et si au moins tous les membres choisis en commun sont présents.

Article 13.

The task of the Permanent Conciliation Commission shall be to elucidate questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the Parties of the terms of settlement which seem suitable to it and, if necessary, lay down a period within which they are to make their decision.

At the close of its proceedings the Commission shall draw up a report stating the result, and a copy of that report shall be delivered to each of the Parties.

The Parties shall in no case be bound by considerations of fact or law or by other considerations referred to by the Commission.

The proceedings of the Commission must, unless the Parties otherwise agree, be terminated within six months from the day on which the Commission shall have been notified of the dispute.

Article 14.

Failing any special provision to the contrary, the Permanent Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which in any case must provide for both Parties being heard. In regard to enquiries, the Commission, unless it decides unanimously to the contrary, shall act in accordance with the provisions of Chapter III (International Commissions of Enquiry) of the Hague Convention of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 15.

The Permanent Conciliation Commission shall meet, in the absence of agreement by the Parties to the contrary, at a place selected by the President. If, in the course of the procedure, the nature of the case necessitates changing the seat thus chosen, the Commission shall take a decision accordingly.

Article 16.

The proceedings of the Permanent Conciliation Commission shall not be public, except when a decision to that effect has been taken by the Commission with the consent of the Parties.

The High Contracting Parties pledge themselves not to publish the result of the Commission's proceedings without first consulting one another.

Article 17.

The Parties shall be represented before the Permanent Conciliation Commission by agents whose duty it shall be to act as intermediaries between them and the Commission; they may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose, and may request that all persons whose evidence appears to them useful should be heard.

The Commission, on its side, shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of the two Parties, as well as from all persons it may think useful to summon with the consent of their Governments.

Article 18.

Unless otherwise provided in the present Treaty, the decisions of the Permanent Conciliation Commission shall be taken by a majority vote.

The Commission shall only be entitled to take decisions relating to the substance of a dispute if all its members have been duly convened and if at least all the members chosen jointly are present.

Article 19.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission permanente de conciliation et, en particulier, à assurer à celle-ci l'assistance de leurs autorités compétentes, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles et à prendre les mesures nécessaires pour permettre à la commission de procéder sur leur territoire à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 20.

Pendant la durée des travaux de la Commission permanente de conciliation, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté d'un commun accord entre les Hautes Parties contractantes qui en supporteront chacune une part égale.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 21.

Dans tous les cas où le différend fait l'objet d'une procédure arbitrale ou judiciaire, notamment si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Cour permanente de Justice internationale statuant conformément à l'article 41 de son Statut ou, selon le cas, le Tribunal arbitral, indiqueront dans le plus bref délai possible quelles mesures provisoires doivent être prises ; la Commission permanente de conciliation pourra, s'il y a lieu, agir de même après entente entre les Parties.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision ou aux arrangements qui seraient proposés par la Commission permanente de conciliation et, en général, à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 22.

Le présent traité reste applicable entre les Hautes Parties contractantes encore que d'autres Puissances aient également un intérêt dans le différend.

Article 23.

Si quelque contestation venait à surgir entre les Hautes Parties contractantes relativement à l'interprétation du présent traité, cette contestation serait portée devant la Cour permanente de Justice internationale, suivant la procédure prévue dans l'article 2 du présent traité.

Article 24.

Le présent traité sera ratifié. Les ratifications en seront échangées à Ankara, aussitôt que faire se pourra.

Article 25.

Le présent traité entrera en vigueur dès l'échange des ratifications et aura une durée de cinq ans à compter de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de cette

Article 19.

The High Contracting Parties undertake to facilitate the labours of the Permanent Conciliation Commission and particularly to ensure it the assistance of their competent authorities, to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information and to take the measures necessary to permit the Commission to proceed in their territory to the summoning and hearing of witnesses or experts and to visit the localities in question.

Article 20.

During the labours of the Permanent Conciliation Commission each commissioner shall receive emoluments, the amount of which shall be fixed by agreement between the High Contracting Parties, each of which shall contribute an equal share.

GENERAL PROVISIONS.

Article 21.

In any case in which the dispute forms the subject of arbitral or judicial procedure and particularly if the question on which the Parties differ arises out of acts already committed or on the point of being committed, the Permanent Court of International Justice, acting in accordance with Article 41 of its Statute, or, according to the case, the Arbitral Tribunal, shall lay down within the shortest possible time the provisional measures to be adopted; the Permanent Conciliation Commission may, if necessary, act in the same way after agreement between the Parties.

Each of the High Contracting Parties undertakes to abstain from all measures likely to have a repercussion prejudicial to the execution of the decision or to the arrangements proposed by the Permanent Conciliation Commission, and, in general, to abstain from any sort of action whatsoever that may aggravate or extend the dispute.

Article 22.

The present Treaty shall remain applicable as between the High Contracting Parties, even when other Powers are also interested in the dispute.

Article 23.

In the event of any dispute arising between the High Contracting Parties as to the interpretation of the present Treaty, such dispute shall be submitted to the Permanent Court of International Justice, in accordance with the procedure laid down in Article 2 of the present Treaty.

Article 24.

The present Treaty shall be ratified. The ratifications shall be exchanged at Ankara as soon as possible.

Article 25.

The present Treaty shall come into force immediately upon the exchange of ratifications and shall remain in force for five years dating from its entry into force. Unless denounced six months

période, il sera considéré comme renouvelé tacitement pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

Si, lors de l'expiration du présent traité, une procédure quelconque en vertu de ce traité se trouvait pendante devant la Commission permanente de conciliation, devant la Cour permanente de Justice internationale ou devant le Tribunal arbitral, cette procédure serait poursuivie jusqu'à son achèvement.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent traité.

Fait à Beograd, en double exemplaire, le 27 novembre mil neuf cent trente-trois.

(L. S.) B. D. JEVIĆ, *m. p.*

(L. S.) Tefvik RÜŞTÜ Bey, *m. p.*

Pour copie certifiée conforme :

Belgrade, le 19 juillet 1935.

D'ordre du Ministre,

Le Chef de Section,

Miloche P. Kitchévatz.

before the expiration of that period, it shall be regarded as renewed by tacit consent for a fresh period of five years and similarly thereafter.

If, at the time of the expiration of the present Treaty, any proceedings are pending in virtue of this Treaty before the Permanent Conciliation Commission, the Permanent Court of International Justice or the Arbitral Tribunal, such proceedings shall pursue their course until their completion.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done at Belgrade, in duplicate, the 27th day of November, one thousand nine hundred and thirty-three.

(L. S.) B. D. JEVTIĆ, *m. p.*

(L. S.) Tevfik RÜŞTÜ Bey, *m. p.*

N° 3716.

**TURQUIE
ET YOUGOSLAVIE**

Accord concernant le règlement des
réclamations réciproques. Signé à
Beograd, le 28 novembre 1933.

**TURKEY
AND YUGOSLAVIA**

Agreement concerning the Settlement
of Reciprocal Claims. Signed at
Belgrade, November 28th, 1933.

N^o 3716. — ACCORD ¹ CONCERNANT LE RÈGLEMENT DES RÉCLAMATIONS RÉCIPROQUES ENTRE LA RÉPUBLIQUE TURQUE ET LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE. SIGNÉ A BEOGRAD, LE 28 NOVEMBRE 1933.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 26 août 1935.

En vue de régler d'une façon complète et définitive toute question relative aux réclamations réciproques ainsi que celles de leurs ressortissants concernant leurs biens, droits et intérêts, les représentants dûment autorisés DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE et DE LA RÉPUBLIQUE DE TURQUIE sont tombés d'accord en ce qui suit :

I.

Ayant examiné les réclamations réciproques des deux Etats et de leurs ressortissants, les représentants des deux pays contractants ont constaté que le dédommagement dû à ce titre par le Gouvernement yougoslave dépasse celui dû par le Gouvernement turc de la somme de 17 millions de dinars.

II.

Le Gouvernement yougoslave s'engage d'acquitter au Gouvernement turc la somme de 17 millions de dinars de la façon suivante :

a) 7 millions en crédit ouvert à la Banque nationale de Yougoslavie, le 5 avril 1934, au nom du Gouvernement turc, pour acheter des marchandises ; ladite somme n'entrera pas dans le système de compensation éventuellement établi lors de la conclusion d'un traité de commerce entre les deux gouvernements ;

b) 10 millions en bons du Trésor, dont 5 millions payables le 5 avril 1935, et 5 millions payables le 31 décembre 1935.

III.

Par cet accord sont réglées toutes les réclamations existantes entre les deux pays contractants ainsi que celles des ressortissants de l'un des deux pays envers le gouvernement de l'autre pays résultant des mesures visant les biens immeubles saisis en conformité des lois de la réforme agraire, de la colonisation, ainsi que les biens abandonnés ruraux.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Ankara, le 7 juin 1935.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3716. — AGREEMENT² CONCERNING THE SETTLEMENT OF RECIPROCAL CLAIMS BETWEEN THE TURKISH REPUBLIC AND THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA. SIGNED AT BELGRADE, NOVEMBER 28TH, 1933.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia to the League of Nations. The registration of this Agreement took place August 26th, 1935.

With a view to the complete and final settlement of all matters relating to their reciprocal claims and the claims of their nationals in respect of their property, rights and interests, the duly authorised representatives of the GOVERNMENTS OF HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA and OF THE TURKISH REPUBLIC have agreed as follows :

I.

Having examined the reciprocal claims of the two States and their respective nationals, the representatives of the two contracting countries have found that the compensation due on this account from the Yugoslav Government exceeds that due from the Turkish Government by the sum of 17 million dinars.

II.

The Yugoslav Government undertakes to pay the Turkish Government the sum of 17 million dinars in the following manner, namely :

- (a) 7 millions in the form of a credit opened with the National Bank of Yugoslavia on April 5th, 1934, in the name of the Turkish Government for the purchase of goods ; the said sum not to be included in any compensation system which may be established in connection with the conclusion of a commercial treaty between the two Governments ;
- (b) 10 millions in Treasury Bonds, of which 5 millions shall be payable on April 5th, 1935, and 5 millions on December 31st, 1935.

III.

All existing claims of the two contracting countries and of the nationals of either country on the Government of the other, resulting from measures concerning movable property seized in conformity with the agrarian reform and colonisation laws and abandoned rural property, shall be regarded as settled by the present Agreement.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Ankara, June 7th, 1935.

IV.

A partir de la date de cet accord, le Gouvernement yougoslave s'engage à cesser de saisir, à l'avenir, les biens, droits et intérêts appartenant à des ressortissants turcs en territoire yougoslave, de sorte que ces biens, droits et intérêts leur seront laissés à libre disposition, — et le Gouvernement turc s'engage de sa part de laisser à la libre disposition des ressortissants yougoslaves leurs biens, droits et intérêts se trouvant en territoire turc.

V.

Le présent accord sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Ankara. Il entrera en vigueur le jour même de sa ratification.

Fait à Beograd, en double exemplaire en français, le 28 novembre mil neuf cent trente-trois.

(L. S.) B. D. JEVTIĆ, *m. p.*

(L. S.) D^r T. RÜŞTÜ Bey, *m. p.*

Pour copie certifiée conforme :

Belgrade, le 19 juillet 1935.

D'ordre du Ministre,

Le Chef de Section,

Miloche P. Kitchévatz.

IV.

As from the date of the present Agreement the Yugoslav Government undertakes to refrain in future from the seizure of the property, rights and interests of Turkish nationals in Yugoslav territory, in such a manner that the said property, rights and interests shall be left at the free disposal of the said Turkish nationals, and the Turkish Government for its part undertakes to leave at the free disposal of Yugoslav nationals their property, rights and interests in Turkish territory.

V.

The present Agreement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Ankara. It shall come into force on the date of ratification.

Done at Belgrade, in duplicate in the French language, on the 28th day of November, one thousand nine hundred and thirty-three.

(L. S.) B. D. JEVIĆ, *m. p.*

(L. S.) Dr. T. RÜŞTÜ Bey, *m. p.*

N° 3717.

AUTRICHE ET GRÈCE

Echange de notes comportant un arrangement modifiant le Traité de commerce du 18 avril 1925 entre les deux pays. Vienne, le 15 septembre 1933.

AUSTRIA AND GREECE

Exchange of Notes constituting an Agreement modifying the Treaty of Commerce of April 18th, 1925, between the Two Countries. Vienna, September 15th, 1933.

N^o 3717. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS AUTRICHIEN ET HELLÉNIQUE COMPORTANT UN ARRANGEMENT¹ MODIFIANT LE TRAITÉ DE COMMERCE DU 18 AVRIL 1925 ENTRE LES DEUX PAYS. VIENNE, LE 15 SEPTEMBRE 1933.

*Texte officiel français communiqué par le ministre fédéral des Affaires étrangères d'Autriche.
L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 28 août 1935.*

I.

VIENNE, le 15 septembre 1933.

MONSIEUR LE CHANCELIER FÉDÉRAL,

Au nom du Gouvernement de la République hellénique j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence ce qui suit :

La République hellénique renonce au droit conventionnel contenu dans l'article II de la Convention² commerciale entre l'Autriche et la Grèce, signée le 18 avril 1925, pour la position ex 87 a) : vin d'une teneur alcoolique au-dessus de 13° (excepté les vins concentrés), en fûts 30. — couronnes-or par 100 kg. ; il s'entend que les vins helléniques importés en Autriche jouiront du traitement des vins des pays les plus favorisés.

Ces déclarations forment partie intégrante de la Convention commerciale entre l'Autriche et la Grèce, signée le 18 avril 1925. Elles seront ratifiées et les instruments de ratification seront échangés à Vienne aussitôt que faire se pourra.

Cet arrangement entrera en vigueur huit jours après l'échange des instruments de ratification.

En priant Votre Excellence de bien vouloir me confirmer que le Gouvernement fédéral autrichien est d'accord avec les stipulations susmentionnées, je profite de cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Chancelier fédéral, l'assurance de ma très haute considération.

D. TZIRAKOPOULOS, *m. p.*

Son Excellence Monsieur le D^r Dollfuss,
Chancelier fédéral d'Autriche,
Vienne.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 18 juillet 1935.
Entré en vigueur le 26 juillet 1935.

² Vol. XXXVIII, page 311, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3717. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE AUSTRIAN AND HELLENIC GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT² MODIFYING THE TREATY OF COMMERCE OF APRIL 18TH, 1925, BETWEEN THE TWO COUNTRIES. VIENNA, SEPTEMBER 15TH, 1933.

French official text communicated by the Federal Minister for Foreign Affairs of Austria. The registration of this Exchange of Notes took place August 28th, 1935.

I.

VIENNA, September 15th, 1933.

YOUR EXCELLENCY,

On behalf of the Government of the Hellenic Republic, I have the honour to make you the following communication :

The Hellenic Republic agrees to waive the conventional duty of 30 gold crowns per 100 kg., stipulated in Article II of the Commercial Convention³ between Austria and Greece of April 18th, 1925, on item *ex 87 (a)* : (Wine in casks containing more than 13 per cent of alcohol, excepting concentrated wines), provided always that Hellenic wines imported into Austria shall enjoy the same treatment as wine of the most-favoured country.

The present declarations shall form an integral part of the Commercial Convention between Austria and Greece of April 18th, 1925. They shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Vienna as soon as possible.

The present arrangement shall come into force eight days after the exchange of the instruments of ratification.

I would request Your Excellency to be good enough to confirm the Austrian Federal Government's agreement with the foregoing stipulations.

I have the honour to be, etc.

D. TZIRAKOPOULOS, *m. p.*

His Excellency Dr. Dollfuss,
Austrian Federal Chancellor,
Vienna.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Vienne, July 18th, 1935. Came into force July 26th, 1935.

³ Vol. XXXVIII, page 311, of this Series.

II.

VIENNE, le 15 septembre 1933.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date de ce jour ainsi conçue :

« Monsieur le Chancelier fédéral,

Au nom du Gouvernement de la République hellénique j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence ce qui suit :

La République hellénique renonce au droit conventionnel contenu dans l'article II de la Convention commerciale entre l'Autriche et la Grèce, signée le 18 avril 1925, pour la position ex 87 a) : vin d'une teneur alcoolique au-dessus de 13° (excepté les vins concentrés), en fûts 30.— couronnes-or par 100 kg.

Il s'entend que les vins helléniques importés en Autriche jouiront du traitement des vins des pays les plus favorisés.

Ces déclarations forment partie intégrante de la Convention commerciale entre l'Autriche et la Grèce, signée le 18 avril 1925. Elles seront ratifiées et les instruments de ratification seront échangés à Vienne aussitôt que faire se pourra.

Cet arrangement entrera en vigueur huit jours après l'échange des instruments de ratification.

En priant Votre Excellence de bien vouloir me confirmer que le Gouvernement fédéral autrichien est d'accord avec les stipulations susmentionnées, je profite de cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Chancelier fédéral, l'assurance de ma très haute considération. »

En vous confirmant que le Gouvernement fédéral autrichien est d'accord avec ces stipulations je profite de cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma haute considération.

D^r DOLLFUSS, *m. p.*

Monsieur Déméter Tzirakopoulos,
Chargé d'Affaires de Grèce,
Vienne.

II.

VIENNA, *September 15th*, 1933.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of to-day's date to the following effect :

“ Your Excellency,

“ On behalf of the Government of the Hellenic Republic, I have the honour to make you the following communication :

“ The Hellenic Republic agrees to waive the conventional duty of 30 gold crowns per 100 kg., stipulated in Article II of the Commercial Convention between Austria and Greece of April 18th, 1925, on item *ex 87 (a)* : (Wine in casks containing more than 13 per cent of alcohol, excepting concentrated wines), provided always that Hellenic wines imported into Austria shall enjoy the same treatment as wine of the most-favoured country.

“ The present declarations shall form an integral part of the Commercial Convention between Austria and Greece of April 18th, 1925. They shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Vienna as soon as possible.

“ The present arrangement shall come into force eight days after the exchange of the instruments of ratification.

“ I would request Your Excellency to be good enough to confirm the Austrian Federal Government's agreement with the foregoing stipulations. I have the honour to be, etc.”

I confirm that the Austrian Federal Government agrees to these stipulations.

I have the honour to be, etc.

Dr. DOLLFUSS, *m. p.*

Monsieur Déméter Tzirakopoulos,
Greek Chargé d'Affaires,
Vienna.

N° 3718.

**TCHÉCOSLOVAQUIE ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTIQUES SOCIALISTES**

Traité de commerce et de navigation,
avec annexe et protocole final.
Signés à Prague, le 25 mars 1935.

**CZECHOSLOVAKIA
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS**

Treaty of Commerce and Navigation,
with Annex and Final Protocol.
Signed at Prague, March 25th,
1935.

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE. — CZECHOSLOVAK TEXT.

N^o 3718. — OBCHODNÍ A PLAVEBNÍ SMLOUVA,¹ MEZI REPUBLIKOU ČESKOSLOVENSKOU A SVAZEM SOVĚTSKÝCH SOCIALISTICKÝCH REPUBLIK. PODEPSANÁ V PRAZE DNE 25. BŘEZNA 1935.

Textes officiels tchécoslovaque et russe communiqués par le délégué permanent de la République tchécoslovaque près la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 28 août 1935.

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ a ÚSTŘEDNÍ VÝKONNÝ VÝBOR SVAZU SOVĚTSKÝCH SOCIALISTICKÝCH REPUBLIK v souhlasném přání podporovati a rozvíjeti obchodní styky mezi oběma státy, rozhodli se uzavřítí obchodní a plavební smlouvu a jmenovali k tomu svými plnomocníky :

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ :

pana Dra Edvarda BENEŠE, ministra zahraničních věcí,

ÚSTŘEDNÍ VÝKONNÝ VÝBOR SVAZU SOVĚTSKÝCH SOCIALISTICKÝCH REPUBLIK :

pana Sergeje Sergejeviče ALEXANDROVSKÉHO, mimořádného vyslance a zplnomocněného ministra Svazu sovětských socialistických republik, a

pana Fritze Fritzoviče KILEVICE, obchodního zástupce Svazu sovětských socialistických republik v republice Československé,

kteří, předloživše si své plné moci, jež shledány v dobré a náležité formě, shodli se na těchto ustanoveních :

Článek I.

Příslušníci jedné smluvní strany, budou-li dbáti zákonů a nařízení druhé smluvní strany, budou míti právo volně vstupovati na její území, tam cestovati, se zdržovati i se usazovati, jakož i je v každé době volně opustiti, aniž budou podrobeni jiným omezením kteréhokoli druhu, nežli těm, jimž budou podrobeni příslušníci státu požívajícího nejvyšších výhod.

Budou požívati plné svobody pro výkon své práce a nebudou povinni přináležeti k odborovým nebo jiným organisacím.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Moscou, le 8 juin 1935.
Entré en vigueur le 22 juin 1935.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

№ 3718. — ДОГОВОР¹ О ТОРГОВЛЕ И МОРЕПЛАВАНИИ МЕЖДУ СОЮЗОМ СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК И РЕСПУБЛИКОЙ ЧЕХОСЛОВАЦКОЙ, ПОДПИСАННЫЙ В ГОР. ПРАГЕ, 25-го МАРТА 1935 ГОДА.

Czechoslovak and Russian official texts communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic to the League of Nations. The registration of this Treaty took place August 28th, 1935.

ЦЕНТРАЛЬНЫЙ ИСПОЛНИТЕЛЬНЫЙ КОМИТЕТ СОЮЗА СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК и ПРЕЗИДЕНТ РЕСПУБЛИКИ ЧЕХОСЛОВАЦКОЙ, желая содействовать поддержанию и развитию торговых отношений между обоими странами, решили заключить договор о торговле и мореплавании и назначили с этой целью своими уполномоченными :

ЦЕНТРАЛЬНЫЙ ИСПОЛНИТЕЛЬНЫЙ КОМИТЕТ СОЮЗА СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК :

господина Сергея Сергеевича Александровского, Чрезвычайного Посланника и Полномочного Министра Союза Советских Социалистических Республик

и

господина Фрица Фрицевича Килевица, Торгового Представителя Союза Советских Социалистических Республик в Республике Чехословацкой,

ПРЕЗИДЕНТ РЕСПУБЛИКИ ЧЕХОСЛОВАЦКОЙ :

господина Д-ра Эдварда Бенеша, Министра Иностранных Дел,

каковые, по взаимном сообщении своих полномочий, найденных в должном и надлежащем порядке, согласились о нижеследующих постановлениях :

Статья I.

Граждане одной из договаривающихся сторон будут, при условии соблюдения законов и распоряжений страны пребывания, иметь право свободного въезда на территорию другой стороны, передвижения по ней, пребывания и поселения на ней, а также право свободного выезда в любое время, не подвергаясь при этом каким бы то ни было ограничениям, кроме тех, которым будут подвергаться граждане наиболее благоприятствуемой нации.

Они будут пользоваться полной свободой приложения своего труда и не будут обязаны принадлежать к профессиональным или другим организациям.

¹ The exchange of ratifications took place at Moscow, June 8th, 1935.
Came into force June 22nd, 1935.

Příslušníci a právnické osoby jedné smluvní strany budou mít právo na území druhé strany, zachovávajíce zákony a nařízení o tom platné, nabývati majetku všeho druhu, držeti a spravovati jej, pronajímati, zcizovati, darovati a odkazovati jej stejně a za týchž podmínek jako příslušníci státu, požívajícího nejvyšších výhod.

Každá smluvní strana vyhrazuje si právo, buď v důsledku soudních rozsudků nebo v důsledku rozhodnutí správních úřadů, opírajících se o zákony a nařízení, zakázati jednotlivým příslušníkům druhé smluvní strany, aby se usadili nebo zdržovali na jejím území, jakož i právo vypovědati příslušníky druhé smluvní strany podle svých zákonů a nařízení.

Současně se obě smluvní strany zavazují, že nebudou činiti překážek, aby se jejich příslušníci mohli vrátiti do svého státu. Budou přijímati své příslušníky, vypověděné úřady druhého státu, jestliže tito příslušníci jsou nebo budou opatřeni národními cestovními pasy, vydanými řádným způsobem úřady jejich státu, a nemá-li stát, jenž má vypověděné přijati, pochybností o jejich státním občanství.

Článek II.

Příslušníci každé smluvní strany budou mít pro uplatňování a ochranu svých práv na území druhé strany svobodný přístup k soudům a úřadům, sloužícím pro právní ochranu, a budou požívati v tomto ohledu všech práv, poskytnutých vlastním příslušníkům.

Budou moci používat k hájení svých zájmů advokátů a jiných plnomocníků, jež si sami zvolí, aniž budou podléhati při tom jiným omezením, nežli oněm, která jsou ustanovena zákony a nařízeními v dotčeném území. Bude se s nimi nakládati v tomto oboru v každém ohledu stejně, jako s příslušníky kteréhokoli třetího státu.

Článek III.

Příslušníci jedné smluvní strany nemohou býti z výkonu své práce zdaněni na území druhé strany jakýmkoli jinými nebo vyššími daněmi, dávkami, přírážkami jakéhokoli názvu než těmi, které se budou vybírat od vlastních příslušníků nebo od příslušníků státu, požívajícího nejvyšších výhod.

Článek IV.

Příslušníci obou smluvních stran budou osvobozeni na území druhé strany od jakékoli osobní vojenské povinnosti, jak ve vojsku pozemním, námořním nebo vzdušném, tak i v jiných zařízeních vojensky organisovaných, určených k obraně státu a k udržování pořádku a bezpečnosti uvnitř státu. Rovněž budou osvobozeni od všech dávek, ukládaných na místě takové povinnosti.

Mohou však býti přidrženi k plnění povinností jiných, než osobní povinnosti vojenské (jako na př. k ubytování vojska, k připřežím atd.) a k rekvisicím, v rozsahu a podle pravidel, používaných pro vlastní příslušníky.

Na druhé straně nebude se jim nijak brániti v plnění jejich vojenské povinnosti v jejich vlastním státě.

Граждане и юридические лица одной из договаривающихся сторон будут иметь право на территории другой стороны, соблюдая действующие на сей предмет законы и распоряжения, приобретать всякого рода имущество, владеть и управлять им, сдавать его в аренду, отчуждать, дарить и завещать его одинаково и на равных основаниях с гражданами наиболее благоприятствуемой нации.

Каждая из договаривающихся сторон оставляет за собой право, как на основе судебных приговоров, так и на основе решений административных властей, опирающихся на законы и распоряжения, запрещать отдельным гражданам другой договаривающейся стороны селиться или пребывать на своей территории, а также и право высылать граждан другой договаривающейся стороны, исходя из своих законов и распоряжений.

Одновременно обе договаривающиеся стороны обязуются не чинить препятствий к возвращению своих граждан в свое государство. Они будут принимать своих граждан, высланных властями другого государства, если таковые граждане снабжены, или будут снабжены национальными паспортами, выданными в надлежащем порядке властями их страны и, если у государства, которое должно принять высланных, нет сомнений в их гражданстве.

Статья II.

Граждане каждой из договаривающихся сторон для осуществления и защиты своих прав будут иметь на территории другой стороны свободный доступ в суды и учреждения, служащие для правовой защиты и будут пользоваться в этом отношении всеми правами, предоставленными собственным гражданам.

Они будут иметь возможность пользоваться для представительства своих интересов защитниками и другими уполномоченными, избранными по своему усмотрению, не подвергаясь при этом другим ограничениям, кроме тех, которые установлены на данной территории законами и распоряжениями. Режим их в данном вопросе будет во всех отношениях одинаковым с режимом, установленным для граждан любого третьего государства.

Статья III.

Граждане одной из договаривающихся сторон при приложении своего труда не могут быть на этом основании обложены на территории другой стороны какими бы то ни было налогами, пошлинами или дополнительными сборами какого бы то ни было наименования, иными или более высокими, чем те, которые будут взиматься с собственных граждан или с граждан наиболее благоприятствуемой нации.

Статья IV.

Граждане обоих договаривающихся сторон будут освобождены на территории другой стороны от какой бы то ни было личной воинской повинности, как в сухопутных, морских или воздушных войсках, так и в иных организованных по военному учреждениям, имеющих целью оборону страны и поддержания порядка и безопасности внутри страны. Равным образом они будут освобождены от всяких сборов, налагаемых взамен такой повинности.

Однако они могут быть привлекаемы к исполнению повинностей иных, чем личная воинская повинность (например, к военному постою, гужевой повинности и т. п.) и к реквизициям, в размерах и по правилам, применяемых к собственным гражданам.

С другой стороны им не будет чиниться никаких препятствий для исполнения воинской повинности в их собственном государстве.

Rovněž budou osvobozeni od každé závazné úřední funkce povahy soudní, správní i samo-správné, kromě povinnosti, že vezmou na sebe poručenství (opatrovnictví) nad svými spoluobčany, pokud tomu neodporují zákony státu, ve kterém dotčená osoba se zdržuje.

Článek V.

Příslušníci každé smluvní strany, kteří se ubírají na území druhé strany k výkonu své práce, mají právo bez předběžného povolení dovážeti a vyvážeti nástroje, nářadí atd., potřebné k výkonu své práce, a kromě toho též předměty osobní potřeby, budou-li zachovávat příslušné předpisy.

Příslušníci každé smluvní strany budou míti právo kdykoli svobodně vyvážeti, zachovávajíc předpisy této věci se týkající, svůj movitý majetek, také zděděný. Při vývozu tohoto majetku nebudou příslušníci žádné smluvní strany, protože jsou cizinci, platiti jiných nebo vyšších dávek, daní nebo poplatků, než vlastní příslušníci nebo příslušníci státu, požívajícího nejvyšších výhod.

Článek VI.

Smluvní strany se zavazují, že sjednají co nejdříve konsulární úmluvu a pozůstalostní dohodu.

Do sjednání konsulární úmluvy přiznávají si vzájemně smluvní strany právo jmenovati konsuly. Tito konsulové budou požívati, s podmínkou vzájemnosti, pro obor mezinárodně obvyklé konsulární agendy všech práv, výhod, výsad a imunity, jako konsulové státu, požívajícího nejvyšších výhod. Před jmenováním konsula musí si vláda, která jej jmenuje, vyžádati souhlas státu, na jehož území konsul má vykonávati své funkce. O sídlech konsulů na územích smluvních stran bude sjednána zvláštní dohoda vlád smluvních stran.

Pod názvem konsul rozumí se generální konsul, konsul, vicekonsul a konsalární agent. Konsulové musejí býti efektivními úředníky ministerstva zahraničních věcí vysílajícího státu. Nebudou míti práva provozovati obchod nebo živnosti na území státu, kde vykonávají své funkce.

Článek VII.

I. Ježto podle zákonů Svazu sovětských socialistických republik zahraniční obchod jest státním monopolem, obchodní zastupitelství Svazu sovětských socialistických republik v republice Československé vykonává tyto úkoly :

- a) usnadňuje a podporuje rozvoj obchodu mezi Svazem sovětských socialistických republik a republikou Československou,
- b) zastupuje zájmy Svazu sovětských socialistických republik v oboru zahraničního obchodu, dohlíží na něj a provádí takový obchod a výměnu zboží mezi smluvními stranami.

Равным образом они будут освобождены от всяких обязательных официальных функций характера судебного, административного и муниципального, за исключением обязанности принять опеку над своими согражданами, поскольку этому не препятствуют законы страны, в которой данное лицо находится.

Статья V.

Граждане каждой из договаривающихся сторон, въезжающие на территорию другой стороны для приложения своего труда, имеют право без предварительного разрешения ввозить и вывозить, при условии соблюдения установленных на сей предмет правил, орудия, инструменты и т. п., необходимые им для приложения их труда, а кроме того и предметы личного потребления.

Граждане каждой из договаривающихся сторон будут иметь право свободно в любое время вывозить, с соблюдением установленных на сей предмет правил, свое движимое имущество, в том числе и наследственное. При вывозе этого имущества граждане каждой из договаривающихся сторон не будут платить, вследствие своей принадлежности к иностранному гражданству, иных или более высоких пошлин, налогов или сборов, чем собственные граждане или граждане наиболее благоприятствуемой нации.

Статья VI.

Договаривающиеся стороны обязуются в кратчайший срок заключить консульскую конвенцию и соглашение о наследовании.

До заключения консульской конвенции договаривающиеся стороны взаимно признают друг за другом право назначать консулов. Эти консулы при исполнении международно-обычных консульских обязанностей будут пользоваться, при условии взаимности, всеми правами, льготами, преимуществами и иммунитетом наравне с консулами наиболее благоприятствуемой нации. До назначения консула, правительство, его назначающее, должно испросить согласие того государства, на территории которого консул должен осуществлять свои функции. О местопребывании консулов на территориях договаривающихся сторон будет заключено особое соглашение между правительствами договаривающихся сторон.

Под выражением — консул — понимается: генеральный консул, консул, вице-консул и консульский агент. Консулы должны быть штатными служащими ведомства иностранных дел назначающего их государства. Они не будут иметь права заниматься торговлей или промыслами на территории страны, где они осуществляют свои функции.

Статья VII.

1. Принимая во внимание, что по законам Союза Советских Социалистических Республик монополия внешней торговли принадлежит государству, Торговое Представительство Союза Советских Социалистических Республик в Республике Чехословацкой осуществляет следующие функции:

а) облегчения и поддержания развития торговли между Союзом Советских Социалистических Республик и Республикой Чехословацкой,

б) представительства интересов Союза Советских Социалистических Республик в области внешней торговли, контролирования и производства таковой торговли и товарообмена между договаривающимися сторонами.

2. Obchodní zastupitelství Svazu sovětských socialistických republik, jako orgán provádějící monopol zahraničního obchodu Svazu sovětských socialistických republik, je součástí vyslanectví Svazu sovětských socialistických republik.

Osobní nedotknutelnosti a všech práv, přiznaných členům diplomatických zastupitelství, budou požívati obchodní zástupce a jeho náměstek. Kanceláře a jiné služební místnosti obchodního zastupitelství v budově, kde je trvalé sídlo vedení obchodního zastupitelství, a o jejichž umístění bude vyslanectví Svazu sovětských socialistických republik v republice Československé uvědomovati ministerstvo zahraničních věcí republiky Československé verbální notou, budou požívati práva exterritoriality.

Obchodní zastupitelství Svazu sovětských socialistických republik bude míti právo používat šifry.

3. Vláda Svazu sovětských socialistických republik přejímá plnou odpovědnost za všechny obchody, uzavřené nebo zaručené obchodním zastupitelstvím Svazu sovětských socialistických republik v republice Československé.

Jako obchody uzavřené nebo zaručené obchodním zastupitelstvím Svazu sovětských socialistických republik v republice Československé, jednajícím jménem Svazu sovětských socialistických republik, uznávají se ujednání, opatřená dvěma podpisy, z nichž první musí býti podpis obchodního zástupce nebo jeho náměstka, a druhým podpis náměstka obchodního zástupce nebo podpis osoby, které právo druhého podpisu bylo zvláště uděleno národním komisariátem zahraničního obchodu Svazu sovětských socialistických republik.

Obchody uzavřené bez záruky obchodního zastupitelství Svazu sovětských socialistických republik v republice Československé kterýmkoli státním hospodářským orgánem Svazu sovětských socialistických republik jiným než obchodním zastupitelstvím Svazu sovětských socialistických republik v republice Československé, který podle příslušných zákonů Svazu sovětských socialistických republik požívá práv samostatné právnické osoby, zavazují pouze jmenovaný orgán a rozsudky těchto obchodů se týkající mohou se vztahovati pouze na jeho majetek. Odpovědnost za ně nebude míti ani vláda Svazu sovětských socialistických republik, ani obchodní zastupitelství Svazu sovětských socialistických republik v republice Československé, ani žádný jiný hospodářský orgán státní Svazu sovětských socialistických republik.

4. Obchodní zastupitelství Svazu sovětských socialistických republik bude uveřejňovati v úředním listě republiky Československé (Úřední list republiky Československé) jména osob, které jsou pověřeny je zastupovati. Plné moci těchto osob budou trvati do té doby, dokud oznámení o opaku nebude vydáno stejným způsobem.

5. Všechna obchodní ujednání obchodního zastupitelství Svazu sovětských socialistických republik, uzavřená nebo zaručená na území republiky Československé, budou se spravovati československými zákony a budou podléhati československé pravomoci.

6. Na majetek Svazu sovětských socialistických republik, nacházející se na území republiky Československé, může býti provedena exekuce podle právoplatného a vykonatelného exekučního

2. Торговое Представительство Союза Советских Социалистических Республик, как орган осуществляющий монополию внешней торговли Союза Советских Социалистических Республик, является составной частью Дипломатической Миссии Союза Советских Социалистических Республик.

Личной неприкосновенностью и всеми правами, признаваемыми за членами Дипломатических Миссий, будут пользоваться Торговый Представитель и его Заместитель. Канцелярии и другие служебные помещения Торгового Представительства в здании, где имеет постоянное местопребывание руководство Торгового Представительства и местонахождение которых будет сообщаться Министерству Иностранных Дел Республики Чехословацкой вербальной нотой Дипломатической Миссии Союза Советских Социалистических Республик в Республике Чехословацкой — экстерриториальны.

Торговое представительство Союза Советских Социалистических Республик будет иметь право пользоваться шифром.

3. Правительство Союза Советских Социалистических Республик принимает на себя полную ответственность по всем торговым сделкам, заключенным или гарантированным Торговым Представительством Союза Советских Социалистических Республик в Республике Чехословацкой.

Торговыми сделками, заключенными или гарантированными Торговым Представительством Союзом Советских Социалистических Республик в Республике Чехословацкой, действующим от имени Союза Советских Социалистических Республик, признаются сделки, снабженные двумя подписями, первой из которых должна быть подпись Торгового Представителя или его Заместителя, а второй — подпись Заместителя Торгового Представителя, или подпись лица, которому право второй подписи специально предоставлено Народным Комиссариатом Внешней Торговли Союза Советских Социалистических Республик.

Торговые сделки, заключенные без гарантии Торгового Представительства Союза Советских Социалистических Республик в Республике Чехословацкой каким либо государственным хозяйственным органом Союза Советских Социалистических Республик, иным чем Торговое Представительство Союза Советских Социалистических Республик в Республике Чехословацкой, пользующимся согласно соответствующих законов Союза Советских Социалистических Республик правами самостоятельного юридического лица, обязывают лишь упомянутый орган и исполнение по ним может быть обращено лишь на его имущество. Ответственность по ним не будет падать ни на Правительство Союза Советских Социалистических Республик, ни на Торговое Представительство Союза Советских Социалистических Республик в Республике Чехословацкой, ни на какой либо другой государственный хозяйственный орган Союза Советских Социалистических Республик.

4. Торговое Представительство Союза Советских Социалистических Республик будет публиковать в официальном вестнике Республики Чехословацкой (Úřední list republiky Československé) имена лиц уполномоченных его представлять. Полномочия этих лиц будут продолжаться до тех пор, пока обратное об'явление не будет опубликовано в том же порядке.

5. Все торговые сделки Торгового Представительства Союза Советских Социалистических Республик, заключенные или гарантированные на территории Республики Чехословацкой, будут трактоваться по чехословацким законам и подлежать чехословацкой юрисдикции.

6. На имущество Союза Советских Социалистических Республик, находящееся на территории Республики Чехословацкой, по решениям и определениям, вошедшим

titulu vynesenoého podle bodu pátého tohoto článku, pokud nejde o předměty, které podle mezinárodního práva jsou osvobozeny od podobného opatření jako nezbytné pro vykonávání práv státní suverenity, nebo pro úřední činnost diplomatických a konsulárních zastupitelských úřadů Svazu sovětských socialistických republik.

V souhlasu s tím, že vláda Svazu sovětských socialistických republik bere na sebe odpovědnost za všechna obchodní ujednání uzavřená nebo zaručená jeho obchodním zastupitelstvím v republice Československé, nebude na majetek Svazu sovětských socialistických republik v republice Československé vedena zajišťovací exekuce.

7. Zřídí-li československá vláda obchodní zastupitelství ve Svazu sovětských socialistických republik, bude toto zastupitelství a jeho personál na území Svazu sovětských socialistických republik požívati týchž práv, výsad a imunity, které jsou přiznány obchodnímu zastupitelství Svazu sovětských socialistických republik v republice Československé.

Článek VIII.

Otázka zdanění obchodního zastupitelství Svazu sovětských socialistických republik v republice Československé bude se řešiti takto :

1. povinnost platiti zvláštní daň výdělkovou se všemi přírážkami (státními, zemskými, okresními, obecními atd.) k ní vybíranými, kterou má ve smyslu československého zákona o přímých daních obchodní zastupitelství Svazu sovětských socialistických republik v republice Československé jako orgán provozující obchodní činnost na území československém, bude upravena tímto způsobem :

za ryzí výtěžek podléhající dani bude se počítati paušální částka 0,4 % celkové sumy obchodních obrátů z uzávěrek, provedených obchodním zastupitelstvím.

Obchodní zastupitelství, mající podle československých daňových zákonů povinnost přiznávatí svoje výtěžky, nebude povinno předkládati příslušným úřadům jiné zprávy, než které budou nezbytné pro ustanovení výše uvedeného paušálního obnosu,

2. vlastní budovy (jejich části), pokud budou používány obchodním zastupitelstvím, budou vyňaty, s podmínkou vzájemnosti, z daně domovní podle týchž zásad, podle kterých se osvobozují od této daně budovy cizích států, užívané diplomatickými zástupci, pověřenými u vlády republiky Československé a konsuly z povolání.

Článek IX.

Společnosti obchodní, průmyslové, peněžní, pojišťovací, dopravní a státní hospodářské organizace (trusty, státní obchodní organizace, svazy atd.), které mají své sídlo na území jedné

в законную силу и подлежащим исполнению, вынесенным на основании пункта пятого настоящей статьи, может быть обращено принудительное взыскание, за исключением тех предметов, которые, согласно международного права, освобождены от применения подобных мер, как необходимые для осуществления прав государственного суверенитета или для официальной деятельности Дипломатического и Консульских Представительств Союза Советских Социалистических Республик.

В соответствии с тем, что правительство Союза Советских Социалистических Республик берет на себя ответственность за все торговые сделки, заключенные или гарантированные его Торговым Представительством в Республике Чехословацкой, имущество Союза Советских Социалистических Республик в Республике Чехословацкой не будет подвергаться мерам обеспечения предварительного характера.

7. В случае, если правительство Республики Чехословацкой учредит свое Торговое Представительство в Союзе Советских Социалистических Республик, это Представительство и его персонал будут пользоваться на территории Союза Советских Социалистических Республик теми же правами, привилегиями и иммунитетом, какие предоставлены Торговому Представительству Союза Советских Социалистических Республик в Республике Чехословацкой.

Статья VIII.

Вопрос о налоговом обложении Торгового Представительства Союза Советских Социалистических Республик в Республике Чехословацкой будет разрешаться следующим образом :

1. Обязанность уплачивать специальный подоходный налог со всеми надбавками (государственными, земскими, окружными, муниципальными и т. д.) взимаемыми к нему, падающая в смысле чехословацкого закона о прямых налогах на Торговое Представительство Союза Советских Социалистических Республик в Республике Чехословацкой, как на орган, осуществляющий торговую деятельность на Чехословацкой территории, будет регулироваться следующим способом :

будет считаться, как подлежащий обложению чистый доход — паушальная сумма в 0,4% общей суммы торговых оборотов по сделкам, проведенным Торговым Представительством.

Торговое Представительство, будучи обязано, согласно чехословацких налоговых законов, декларировать свои доходы, тем не менее не будет обязано представлять соответствующим властям других сведений, кроме тех, которые будут необходимы для установления вышеприведенной паушальной суммы,

2. Собственные здания или части их, которыми будет пользоваться Торговое Представительство, будут подлежать освобождению от квартирного налога на тех же основаниях, на коих освобождаются от этого налога здания иностранных государств, используемые дипломатическими представителями, аккредитованными при правительстве Республики Чехословацкой и штатными консулами, при условии взаимности.

Статья IX.

Торговые, промышленные, финансовые, страховые, транспортные общества и государственные хозяйственные организации (тресты, государственные торговые

smluvní strany a jsou ustaveny podle zákonodárství této strany, budou uznány za ustavené po právu také i na území druhé smluvní strany. Budou mít právo vystupovati tam před soudy jako žalobci nebo žalovaní, a budou mít volný přístup k úřadům druhé strany. Zákonitost ustavení těchto společností a státních hospodářských organizací a jejich způsobilost vystupovati před soudy budou posuzovány podle zákonů státu jejich ustavení.

Připuštění těchto společností a státních hospodářských organizací k provozování obchodu nebo živností na území druhé smluvní strany bude se řídit zákony a nařízeními, které jsou anebo budou v platnosti na tomto území. Se společnostmi a státními hospodářskými organizacemi takto připuštěnými bude se zacházeti v každém oboru jako se společnostmi a státními hospodářskými organizacemi státu, požívajícího nejvyšších výhod. Toto se však nedotýká jednotlivých rozhodnutí, činěných na základě koncesního systému nebo podle volného uvážení ve věcech správních.

Příslušníci jedné smluvní strany budou požívati na území druhé smluvní strany, pokud jde o zřizování společností uvedených v prvním odstavci, týchž práv a výhod, jaké budou přiznány příslušníkům státu, požívajícího nejvyšších výhod.

Článek X.

S obchodníky, továrníky neb jinými osobami, sjednávajícími obchody na území druhé smluvní strany, a také s obchodními cestujícími a zástupci, kteří jsou ve službách výše uvedených osob, bude se nakládati stejně, jako s podobnými osobami kteréhokoli třetího státu. Musí však dokázati předložením živnostenské legitimace, vydané podle přiloženého vzoru příslušným úřadem jejich státu, že jsou podle zákonů svého státu oprávněni provozovati tam svůj obchod nebo živnost.

Osoby uvedené v prvním odstavci tohoto článku mohou mít s sebou vzorky a modely, nikoli však zboží, při čemž s těmito vzorky a modely bude se zacházeti stejně, jako se vzorky a modely patřícími příslušníkům jakéhokoli třetího státu.

Smluvní strany si vzájemně oznámí, které úřady jsou oprávněny vydávati legitimace uvedené v tomto článku.

Článek XI.

Zemské plodiny i průmyslové výrobky jedné ze smluvních stran nebudou podrobeny při svém dovozu do celního území druhé smluvní strany clům nebo dávkám — včetně všech vedlejších dávek a přírážek — jiným nebo vyšším, než jaké se vybírají nebo budou vybíráti ze zemských plodin i průmyslových výrobků kteréhokoli třetího státu.

Průmyslové výrobky, zhotovené na území jedné smluvní strany zpracováním cizích hmot, a to i v záznamném řízení, budou se rovněž považovati za průmyslové výrobky této smluvní strany. Je však shoda v tom, že průmyslové výrobky zhotovené zpracováním cizích hmot, budou se pokládati za průmyslové výrobky smluvních stran jen tehdy, jestliže byly zpracovány nebo zušlechťeny

организации, объединения и т. п.), имеющие местом своего пребывания территорию одной из договаривающихся сторон и основанные в согласии с законами этой стороны, будут рассматриваться как законно существующие также и на территории другой договаривающейся стороны. Они будут иметь право выступать там в судах, в качестве истцов или ответчиков и будут иметь свободный доступ к учреждениям другой стороны. Правомерность образования этих обществ и государственных хозяйственных организаций и их право выступать в судах будут определяться по законам страны их образования.

Допущение этих обществ и государственных хозяйственных организаций к занятиям торговлей или промыслами на территории другой договаривающейся стороны будет определяться законами и распоряжениями, которые действуют, или будут действовать на этой территории. Общества и государственные хозяйственные организации, допущенные в этом порядке, будут во всем отношении подлежать режиму, установленному для обществ и государственных хозяйственных организаций наиболее благоприятствуемой нации. Это, однако, не касается отдельных решений, принятых в порядке применения концессионной системы или по свободному усмотрению в делах административных.

Граждане одной из договаривающихся сторон будут пользоваться на территории другой договаривающейся стороны в отношении учреждения обществ, упомянутых в абзаце первом, теми же правами и преимуществами, какие будут признаны за гражданами наиболее благоприятствуемой нации.

Статья X.

К купцам, фабрикантам или другим лицам, заключающим сделки на территории другой договаривающейся стороны, а также к комивояжерам и к представителям, находящимся на службе у перечисленных выше лиц, будет применяться тот же режим, что и к аналогичным лицам любого третьего государства. Однако, они должны доказать соответствием органом им государства, что они, согласно законам своей страны, имеют право заниматься в ней своей торговлей или промыслом.

Указанные в абзаце первом настоящей статьи лица могут иметь при себе образцы и модели, но не товары, причем к этим образцам и моделям будет применяться тот же режим, что и к образцам и моделям, принадлежащим гражданам какого бы то ни было третьего государства.

Договаривающиеся стороны сообщат друг другу какие учреждения имеют право выдавать упоминаемые в настоящей статье легитимационные карточки.

Статья XI.

Произведения почвы и промышленности одной из договаривающихся сторон при ввозе их на таможенную территорию другой договаривающейся стороны не будут облагаться пошлинами или сборами — включая все дополнительные сборы и надбавки — иными или более высокими, чем те, которые взимаются, или будут взиматься, с произведений почвы и промышленности какого бы то ни было третьего государства.

Промышленные изделия, изготовленные на территории одной из договаривающихся сторон путем обработки материалов иностранного происхождения, в том числе и зарегистрированных в порядке временного допуска, будут равным образом считаться промышленными изделиями этой договаривающейся стороны. При этом, однако,

takovým způsobem, že mají jinou povahu nebo, že se tím jejich hodnota značně změnila. Oprava, přebalení, pouhé vyčištění a pod. nebudou se považovati za takové zpracování nebo zušlechtnění.

Při vývozu z celního území jedné smluvní strany do celního území druhé smluvní strany nebudou se vybíratí cla nebo dávky jiné nebo vyšší, než ty, které se vybírají při vývozu týchž předmětů do státu, požívajícího v tom ohledu nejvyšších výhod.

Pokud jde o celní předpisy a jejich provádění, zkoumání a rozbor dováženého zboží, podmínky placení cel a dávek, zařazení do celních sazeb a jejich výklad, jakož i užívání celních skladů, včetně úpravy vstupu, uložení zboží ve svobodných přístavech, územích a veřejných skladištích, a výstupu z nich, každá smluvní strana se zavazuje, že nepodrobí dovozu a vývozu druhé smluvní strany nepříznivějšímu nakládání, než jakého používá pro kterýkoli třetí stát.

Článek XII.

Za podmínek předepsaných pro záznamní styk budou vzájemně připuštěny dočasně beze cla a dávek při vstupu i výstupu tyto předměty :

1. předměty určené k opravě,
2. předměty určené k pokusům a zkouškám,
3. stroje a součástky strojů zaslané na zkoušky,
4. zboží určené pro výstavy, soutěže a veletrhy,
5. nástroje a nářadí montérů, které jsou dováženy nebo vyváženy jimi samými, nebo jsou jim zasílány před tím nebo potom, kdy překročili hranice,
6. vozy stěhovací s jejich příslušenstvím naložené nebo prázdné, i tehdy, přijmou-li v jakémkoli místě jiný náklad pro svou zpáteční cestu, avšak s podmínkou, že se jich nepoužije za jejich dočasného pobytu na území druhé smluvní strany pro vnitrozemskou dopravu,
7. upotřebené známkované vnější obaly, jež se dovážejí k plnění.

Článek XIII.

Vnitřní dávky, vybírané na účet kohokoli, jež zatěžují nebo budou zatěžovati výrobu, zpracování, oběh nebo spotřebu jakéhokoli zboží na území jedné smluvní strany, nebudou z jakéhokoli důvodu postihovati výrobků druhé smluvní strany více nebo tíživěji, než domácí výrobky téhož druhu, nebo není-li podobných domácích výrobků, než výrobky státu, požívajícího nejvyšších výhod.

условлено, что промышленные изделия, изготовленные путем обработки материалов иностранного происхождения, будут считаться промышленными изделиями договаривающихся сторон лишь в том случае, если в результате обработки или улучшения они сами существенно изменятся или значительно изменится их ценность. Починка, переупаковка, простая очистка и т. п. не будут считаться такой обработкой или улучшением.

При вывозе с таможенной территории одной из договаривающихся сторон на таможенную территорию другой договаривающейся стороны не будут взиматься пошлины или сборы, иные или более высокие, чем те, которые взимаются при вывозе тех же предметов в наиболее благоприятствуемое в этом отношении государство.

Что касается таможенных правил и их применения, исследования и анализа ввозимых товаров, условий уплаты сборов и пошлин, отнесения к тарифным ставкам и толкования ставок, а также пользования таможенными складами, включая нормирование прибытия, пребывания товаров в вольных портах, районах и в публичных складах, и выбытия из них, каждая из договаривающихся сторон обязуется не подвергать ввоз и вывоз другой договаривающейся стороны менее благоприятному режиму, чем применяемый ею к любому третьему государству.

Статья XII.

При соблюдении условий, существующих для временного допуска на таможенные территории обоих договаривающихся сторон, следующие ниже предметы будут временно освобождены от пошлин и сборов при ввозе и вывозе :

1. Предметы, предназначенные для ремонта,
2. Предметы, предназначенные для опытов и испытаний,
3. Машины и части машин, посылаемые на испытания,
4. Товары, предназначенные для выставок, конкурсов и ярмарок,
5. Инструменты и орудия монтеров, которые ввозятся или вывозятся ими самими, или посылаются им до или после перехода ими границы,
6. Перевозочные фургоны и принадлежности к ним, нагруженные или порожние, также и в том случае, если на обратный путь на них будет принят другой груз в любом месте, но при условии, что в течение временного пребывания на территории другой договаривающейся стороны, они не будут употреблены для внутренних перевозок,
7. Маркированная, уже бывшая в употреблении тара, привозимая для ее наполнения.

Статья XIII.

Внутренние сборы, независимо от того, от чьего имени они взимаются, которыми на территории одной из договаривающихся сторон облагается, или будет облагаться, производство, обработка, обращение или потребление какого либо товара, ни при каких обстоятельствах не будут применяться к товарам другой договаривающейся стороны в больших размерах, или более обременительным способом, чем к местным товарам того же рода или, если подобных местных товаров не существует, к товарам наиболее благоприятствуемой нации.

Článek XIV.

Zemské plodiny a průmyslové výrobky jedné smluvní strany, provezené územím jednoho nebo více třetích států, nebudou podrobeny při dovozu na území druhé smluvní strany vyšším clům nebo dávkám, než by podléhaly, kdyby byly dovezeny přímo ze země svého původu.

Tyto předpisy platí jak pro zboží, které je provázeno přímo, tak i po jeho překládání, přebalení nebo uložení do skladů.

Článek XV.

Nakládání podle doložky o nejvyšších výhodách se nevztahuje :

1. na práva a výsady, jež jsou nebo budou přiznány jednou ze smluvních stran, aby byl usnadněn pohraniční styk se sousedními státy v pásmu, nepřesahujícím 15 km s každé strany hranic,
2. na práva a výsady, plynoucí z celní unie,
3. na zvláštní ustanovení týkající se obchodu a obsažená ve smlouvách, které Svaz sovětských socialistických republik uzavřel nebo uzavře s Lotyšskem, Litvou i Estonskem anebo s kontinentálními státy v Asii, jejichž území hraničí s územím Svazu sovětských socialistických republik.

Článek XVI.

Pokud jde o poštovní, telegrafní a telefonní styk mezi oběma smluvními stranami, bude se používati platných úmluv a prováděcích řádů Světové poštovní unie a Mezinárodní unie telekomunikací, pokud obě smluvní strany mají na nich účast a pokud tyto styky nebudou upraveny zvláštními dohodami mezi příslušnými správami obou smluvních stran.

Článek XVII.

Obě smluvní strany se zavazují, pokud jde o průvoz osob, zavazadel a zboží druhé smluvní strany, nepostupovati méně příznivě, nežli jak se postupuje při průvozu osob, zavazadel a zboží kteréhokoliv třetího státu.

Článek XVIII.

Pro přepravu zboží mezi oběma smluvními stranami budou platiti ustanovení mezinárodní úmluvy o přepravě zboží po železnicích (MÚZ), podepsané v Bernu dne 23. října 1924¹, s odchylkami a doplňky, jež jsou nebo budou sjednány mezi železničními správami obou smluvních stran.

¹ Vol. LXXVII, page 367 ; vol. C, page 248 ; vol. CXVII, page 186 ; et vol. CLII, page 296, de ce recueil.

Статья XIV.

Произведения почвы и промышленности одной из договаривающихся сторон, после провоза их транзитом через территорию одного или нескольких третьих государств, не будут при ввозе на территорию другой договаривающейся стороны облагаться пошлинами или сборами более высокими, чем те, которыми они были бы обложены, если бы ввозились непосредственно из страны своего происхождения.

Эти постановления применяются как в отношении товаров, перевозимых непосредственно, так и после перегрузки, переупаковки или помещения на складах.

Статья XV.

Условие наибольшего благоприятствования не распространяется :

1. На права и преимущества, которые предоставлены, или будут предоставлены, каждою из договаривающихся сторон для облегчения пограничных сношений с соседними государствами в полосе не превышающей 15-ти километров с каждой стороны границы,

2. На права и преимущества, вытекающие из таможенного союза,

3. На особые постановления, относящиеся к торговле, изложенные в договорах, которые Союз Советских Социалистических Республик заключил, или заключит в будущем с Латвией, Литвой и Эстонией, или с государствами на азиатском материке, территории которых граничат с территорией Союза Советских Социалистических Республик.

Статья XVI.

В отношении почтовой, телеграфной и телефонной связи между обоими договаривающимися сторонами будут применяться действующие договоры и соглашения и исполнительные регламенты всемирного почтового союза и международного союза электро-связи, поскольку обе договаривающиеся стороны в них участвуют и поскольку эти связи не будут урегулированы особыми соглашениями между соответствующими управлениями обоих договаривающихся сторон.

Статья XVII.

Обе договаривающиеся стороны обязуются в отношении транзитной перевозки пассажиров, багажа и грузов другой договаривающейся стороны применять режим не менее благоприятный, чем режим применяемый при транзитной перевозке пассажиров, багажа и грузов любого третьего государства.

Статья XVIII.

Для перевозки грузов между обоими договаривающимися сторонами будут применяться постановления « Международной Конвенции по перевозке грузов по железным дорогам », подписанной в Берне 23-го октября 1924 года¹, с отступлениями и дополнениями, которые установлены, или будут установлены между железнодорожными управлениями обоих договаривающихся сторон.

¹ Vol. LXXVII, page 367 ; Vol. C, page 248 ; Vol. CXVII, page 187 ; and Vol. CLII, page 296, of this Series.

Článek XIX.

Na železnicích se nebude činiti při přepravě osob, zavazadel a spěšnin žádného rozdílu mezi příslušníky smluvních stran, pokud jde o vypravení, přepravu, použití sazeb a poplatků, a pokud jde o veřejné dávky s touto přepravou související.

Se zbožím, podaným ku přepravě na území jedné smluvní strany a přepravovaným do území druhé smluvní strany, nebo tímto územím do území třetího státu, budou-li splněny stejné podmínky, nebude se nakládati na železnicích druhé smluvní strany nepříznivěji, než se zbožím stejného druhu, podaným na území druhé smluvní strany a přepravovaným v témže směru a na téže trati, pokud jde o jeho vypravení, přepravu, výpočet přepravného podle vnitřních tarifů a veřejné dávky související s přepravou.

Předchozí ustanovení nevztahují se na slevy, přiznané z důvodů dobročinnosti, nebo v případě veřejné pohromy, na slevy přiznané veřejným zaměstnancům, zaměstnancům dopravních podniků neb obchodním cestujícím, na slevy pro přepravu vzorků, a konečně na slevy přiznané pro přepravu správy železniční, civilní nebo vojenské.

Článek XX.

S loďmi každé smluvní strany, s jejich náklady, veliteli a posádkami bude se v přístavech a vodách druhé smluvní strany nakládati v každém oboru stejně jako s loďmi domácími a jejich náklady, nebo s loďmi a náklady státu, požívajícího nejvyšších výhod.

Nakládání, platné pro lodi domácí a jejich náklady, se nevztahuje :

1. na výhody přiznané domácímu rybářství,
2. na zvláštní opatření a podpory pro rozvoj domácí plavby,
3. na výhody přiznané domácím sportovním společnostem,
4. na pobřežní plavbu,
5. na lodivodní průvod a rovněž na provozování služby lodivodní, vlečné, signalizační a záchranné.

Článek XXI.

Plavba na vnitrozemských vodách je vyhrazena vlajce dotčené smluvní strany s výjimkami stanovenými jejím zákonodárstvím nebo mezinárodními úmluvami, na kterých obě strany jsou nebo budou zúčastněny.

Článek XXII.

Obě smluvní strany se zavazují, že uzavřou dohodu o ochraně práv literárního a uměleckého vlastnictví.

Статья XIX.

При перевозке пассажиров, багажа и товаро-багажа по железным дорогам не будет делаться никакого различия между гражданами договаривающихся сторон во всем, что касается их обслуживания, перевозки, применения тарифов, пошлин и публичных сборов, связанных с такой перевозкой.

Товар, сданный для отправки на территории одной договаривающейся стороны и отправляемый на территорию другой договаривающейся стороны, или через эту территорию в пределы третьего государства, при наличии равных условий, не будет подвергаться на железных дорогах другой договаривающейся стороны менее благоприятному режиму, что касается его обслуживания, перевозки, исчисления ставок по внутренним тарифам и связанных с перевозкой публичных сборов, чем однородный товар, сданный на территории другой договаривающейся стороны и отправляемый в том же направлении и по тому же пути.

Изложенные выше постановления не распространяются на льготы, предоставляемые по мотивам благотворительности или по случаю общественных бедствий, на льготы, предоставляемые государственным и общественным служащим, служащим транспортных предприятий или комивояжерам, на льготы по перевозке образцов и, наконец, на льготы, предоставляемые перевозкам железнодорожных, гражданских или военных учреждений.

Статья XX.

Судам каждой из договаривающихся сторон, их грузам, капитанам и экипажу в портах и водах другой договаривающейся стороны будет во всех отношениях предоставлен тот же режим, который установлен для собственных судов и их грузов, или для судов и грузов наиболее благоприятствуемой нации.

Режим, установленный для собственных судов и их грузов не распространяется :

1. На преимущества, предоставляемые собственному рыболовству,
2. На особые мероприятия и субвенции для развития национального судоходства,
3. На преимущества, признаваемые за собственными спортивными организациями,
4. На прибрежное судоходство,
5. На лоцманскую проводку, а также на занятие лоцманской, буксирной, сигнальной и спасательной службой.

Статья XXI.

Плавание по внутренним водным путям сохраняется за флагом данной договаривающейся стороны за изъятиями, предусмотренными ее законодательством или международными договорами, в которых обе стороны участвуют, или будут участвовать.

Статья XXII.

Обе договаривающиеся стороны обязуются заключить соглашение об охране прав на литературную и художественную собственность.

Článek XXIII.

Tato smlouva se vyhotovuje ve dvou stejnopisech v jazyku československém a ruském. Obě znění jsou autentická.

Bude ratifikována a ratifikační listiny budou vyměněny co nejdříve v Moskvě.

Smlouva nabude účinnosti patnáctého dne po výměně ratifikací. Avšak vlády obou smluvních stran mohou se dohodnouti o jejím dřívějším uvedení v účinnost.

Pozbude účinnosti za rok ode dne výpovědi, dané jednou ze smluvních stran.

Čemuž na svědomí shora jmenovaní plnomocníci tuto smlouvu podepsali a opatřili ji svými pečeti.

Dáno v Praze dne 25. března 1935.

(L. S.) Dr. Edvard BENEŠ.

Статья XXIII.

Настоящий договор составлен в двух экземплярах на русском и чехословацком языках. Оба текста являются аутентичными.

Настоящий договор будет ратифицирован и обмен ратификационными грамотами будет произведен в городе Москве в кратчайший срок.

Настоящий договор вступит в силу на пятнадцатый день после обмена ратификационными грамотами. Однако, правительства обоих договаривающихся сторон могут войти в соглашение о введении договора в силу и до ратификации.

Договор потеряет силу через один год со дня отказа, заявленного одной из договаривающихся сторон.

В удостоверение чего поименованные выше уполномоченные подписали настоящий договор и приложили к нему свои печати.

Учинено в городе Праге дня 25 марта 1935 г.

(М. П.) (подпись) С. Александровский.

(М. П.) (подпись) Ф. Килевиц.

PŘÍLOHA K ČLÁNKU X.
ПРИЛОЖЕНИЕ К СТАТЬЕ X.

Dvojjazyčně.
На двух языках.

Název státu vydávajícího legitimaci.
Наименование государства, выдавшего карточку.

Název úřadu vydávajícího legitimaci.
Наименование учреждения, выдавшего карточку.

ŽIVNOSTENSKÁ LEGITIMACE.
ПРОМЫСЛОВАЯ ЛЕГИТИМАЦИОННАЯ КАРТОЧКА.

Platná na dvanáct měsíců ode dne vydání.
Действительна на двенадцать месяцев со дня выдачи.

Platí pro
Действительна для

Číslo legitimace
№ карточки

Tímto se osvědčuje, že majitel tohoto potvrzení
Настоящим удостоверяется, что владелец настоящего удостоверения

rap
гражданин

narozený v
родившийся в

bydlící v
проживающий в

..... ulice, číslo domu
улице, дом №

má (nebo jest pověřen) *)
имеет (или является доверенным)*)

v
в

pod firmou
под фирмой

(nebo) jest obchodním cestujícím ve službách firmy (firem)
(или) является комивояжером на службе у фирмы (фирм)

..... v
в

která má (které mají)
которая имеет (которые имеют)

pod firmou
под фирмой

*) Označení obchodu nebo továrny.

*) Обозначение торгового или промышленного предприятия.

ПРИЛОЖЕНИЕ К СТАТЬЕ X.
PŘÍLOHA K ČLÁNKU X.

На двух языках.
Dvojazyčně.

Наименование государства, выдавшего карточку.
Název státu vydávajícího legitimaci.

Наименование учреждения, выдавшего карточку.
Název úřadu vydávajícího legitimaci.

ПРОМЫСЛОВАЯ ЛЕГИТИМАЦИОННАЯ КАРТОЧКА.
ŽIVNOSTENSKÁ LEGITIMACE.

Действительна на двенадцать месяцев со дня выдачи.
Platná na dvanáct měsíců ode dne vydání.

Действительна для
Platí pro

№ карточки
Číslo legitimace

Настоящим удостоверяется, что владелец настоящего удостоверения
Tímto se osvědčuje, že majitel tohoto potvrzení

гражданин
raan

родившийся в
narozený v

проживающий в
bydlící v

..... улице, дом №
ulice, číslo domu

имеет (или является доверенным)*)
má (nebo jest pověřen) *)

в
v

под фирмой
pod firmou

(или) является комивояжером на службе у фирмы (фирм)
(nebo) jest obchodním cestujícím ve službách firmy (firem)

..... в
v

которая имеет (которые имеют)
která má (které mají)

под фирмой
pod firmou

*) Обозначение торгового или промышленного предприятия.

*) Označení obchodu nebo továrny.

Jelikož majitel tohoto potvrzení zamýšlí ve výše označených zemích vyhledávat zakázky a kupovat
 Ввиду того, что предъявитель настоящего удостоверения намеревается брать в указанных выше
 zboží pro výše zmíněnou(é) firmu (firmy), osvědčuje se tímto, že jmenovaná(é) firma (firmy) jest (jsou)
 государствах заказы и покупать товары для вышеуказанной(ых) фирмы (фирм), настоящим удосто-
 oprávněna(y) zabývat se
 веряется, что названная(ые) фирма (фирмы) вправе заниматься

v*)
 v*)

svým průmyslem a svým obchodem a že platí v
 своим промыслом и своей торговлей и что она (они) уплачивает(ют) в

..... z toho důvodu zákonem předepsané daně.
 установленные для этого законом налоги.

..... dne 19.....
 дня

Podpis šéfa firmy (firem) :
 Подпись руководителя фирмы (фирм) :

Popis osoby majitele legitimace :
Описание личности владельца карточки :

věk
 возраст

postava
 рост

vlasý
 волосы

zvláštní znamení
 особые приметы

Podpis majitele legitimace :
 Подпись владельца карточки :

Razítko a podpis úřadu vydávajícího legitimaci : 19.....
 Печать и подпись учреждения, выдавшего карточку :

Roznámka : První část formuláře dlužno vyplniti jen v případě, je-li legitimace vydávána šéfovi
Примечание : Первую часть трафарета надлежит выполнить лишь в случае выдачи карточки руко-
 obchodního neb průmyslového závodu nebo jeho pověřenci.
 водителю торгового или промышленного предприятия или его доверенному.

*) Stát, kde je legitimace vydávána.
 *) Страна выдачи карточки.

Ввиду того, что пред'явитель настоящего удостоверения намеревается брать в указанных выше
 Jelikož majitel tohoto potvrzení zamýšlí ve výše označených zemích vyhledávat zakázky a kupovat
 государствах заказы и покупать товары для вышеуказанной(ых) фирмы (фирм), настоящим удосто-
 zboží pro výše zmíněnou(é) firmu (firmy), osvědčuje se tímto, že jmenovaná(é) firma (firmy) jest (jsou)
 веряется, что названная(ые) фирма (фирмы) вправе заниматься
 oprávněna(y) zabývatí se

v*)
 v*)

своим промыслом и своей торговлей и что она (они) уплачивает(ют) в
 svým průmyslem a svým obchodem a' že platí v.....

..... установленные для этого законом налоги.
 z toho důvodu zákonem předepsané daně.

..... дня 19.....
 dne

Подпись руководителя фирмы (фирм) :
 Podpis šéfa firmy (firem) :

Описание личности владельца карточки :
Popis osoby majitele legitimace :

возраст
 věk

рост
 postava

волосы
 vlasy

особые приметы
 zvláštní znamení

Подпись владельца карточки :
 Podpis majitele legitimace :

Печать и подпись учреждения, выдавшего карточку : 19.....
 Razítko a podpis úřadu vydávajícího legitimaci :

Примечание : Первую часть трафарета надлежит выполнить лишь в случае выдачи карточки руко-
 Poznámka : První část formuláře dlužno vyplniti jen v případě, je-li legitimace vydávána šéfovi
 водителю торгового или промышленного предприятия или его доверенному.
 obchodního neb průmyslového závodu nebo jeho pověřenci.

*) Страна выдачи карточки.

*) Stát, kde je legitimace vydávána.

ZÁVĚREČNÝ PROTOKOL.

Přistupující k podpisu obchodní a plavební smlouvy, uzavřené dnešního dne, podepsaní plnomocníci učinili tyto výhrady a tato prohlášení, jež budou tvořiti nedílnou část této smlouvy.

K článku I.

Je shoda v tom, že ustanovení tohoto článku se nedotýkají nikterak předpisů obou smluvních stran o cestovních pasech, pobytu a vypovídání cizinců, ani zákonů upravujících ochranu domácího trhu práce.

Ustanovení třetího odstavce tohoto článku nedotýkají se plnění a rekvizic uvedených v článku IV.

K článkům I. a IX.

Pokud v jedné z obou smluvních stran vykonávají nebo budou vykonávat funkce hospodářského života státní hospodářské organizace (trusty, státní obchodní organizace, svazy atd.), které se svým složením odlišují od forem právnických osob (akciové společnosti atd.), přijatých ve většině jiných států, smluvní strany prohlašují, že se výhody poskytnuté jednou z nich akciovým společnostem a jiným právnickým osobám státu, požívajícího nejvyšších výhod, poskytují všem státním hospodářským organizacím druhé strany, ustaveným podle zákonů této strany.

K článku II.

Je shoda v tom, že obě smluvní strany zahájí co nejdříve jednání o úmluvě, týkající se právní pomoci ve věcech občanských a úpravy otázky o rozhodčích soudech a o vykonatelnosti jejich nálezů.

K článku III.

Je shoda v tom, že ustanovení tohoto článku nejsou na překážku, aby se podle okolností vybíraly t. zv. dávky z pobytu nebo dávky související se splněním policejních formalit, při čemž se rozumí, že příslušníci obou států budou v tomto ohledu požívati stejného nakládání jako příslušníci státu, požívajícího nejvyšších výhod.

K článku VII., bodu 2.

1. Je shoda v tom, že ustanovení tohoto bodu neodporují plnění ustanovení bodu 5 tohoto článku.

2. Je shoda v tom, že obchodní zastupitelství Svazu sovětských socialistických republik v republice Československé nepodléhá zápisu do obchodního rejstříku.

ЗАКЛЮЧИТЕЛЬНЫЙ ПРОТОКОЛ.

Приступая к подписанию договора о торговле и мореплавании, заключенного сего числа, нижеподписавшиеся уполномоченные сделали нижеследующие оговорки и декларации, которые будут составлять нераздельную часть этого договора.

К статье I.

Условлено, что постановления этой статьи никоим образом не касаются ни правил обоих договаривающихся сторон о паспортах, проживании и высылке иностранцев, ни законов, регулирующих охрану собственного рынка труда.

Постановления абзаца третьего этой статьи не касаются повинностей и реквизиций, упоминаемых в статье IV.

К статьям I и IX.

Поскольку в одной из договаривающихся сторон функции хозяйственной жизни осуществляются или будут осуществляться через государственные хозяйственные организации (тресты, государственные торговые организации, объединения и т. п.), по своей структуре отличающиеся от принятых в большинстве других стран форм юридических лиц (акционерные общества и т. п.) договаривающиеся стороны заявляют, что льготы, предоставляемые одной из них акционерным обществам и иным юридическим лицам наиболее благоприятствуемой нации распространяются на все государственные хозяйственные организации другой стороны, учрежденные по законам этой стороны.

К статье II.

Условлено, что обе договаривающиеся стороны в кратчайший срок приступят к переговорам о соглашении, касающемся правовой помощи в гражданских делах и регулирующем вопрос о третейских судах и об исполнении их решений.

К статье III.

Условлено, что постановления этой статьи не препятствуют в случае надобности взysкивать так называемые сборы за вид на жительство, или сборы, связанные с исполнением административных формальностей, при чем подразумевается, что граждане обоих договаривающихся сторон будут в этом отношении поставлены в положение одинаковое с гражданами наиболее благоприятствуемой нации.

К статье VII, пункту 2.

1. Условлено, что постановления этого пункта не должны препятствовать исполнению постановлений пункта 5 настоящей статьи.

2. Условлено, что Торговое Представительство Союза Советских Социалистических Республик в Республике Чехословацкой внесению в торговый реестр не подлежит.

K článku VIII.

Je shoda v tom, že obchodní zastupitelství Svazu sovětských socialistických republik oznámí každoročně do konce února nejbližší příštího ministerstvu financí republiky Československé výši svých obrátů za předešlý rok.

První takové oznámení za předešlý rok učiní obchodní zastupitelství Svazu sovětských socialistických republik do dvou měsíců ode dne nabytí účinnosti této smlouvy.

K článkům XI., XII. a XIV.

Ustanovení těchto článků nedotýkají se v ničem zvláštních podmínek, platných pro dovoz vína do republiky Československé.

K článku XVII.

Ustanovení tohoto článku o nejvyšších výhodách při průvozu nevztahuje se na průvoz po železnicích, pokud jde o výpočet dovozného a použití tarifů, neboť v těchto věcech platí pouze ustanovení čl. XVIII a XIX této smlouvy.

K článku XVIII.

Pro přepravu cestujících, zavazadel a spěšnin mezi oběma smluvními stranami budou platiti ustanovení dohody uzavřené mezi železničními správami obou smluvních stran.

K článku XX., bodu 4.

Je shoda v tom, že pobřežní plavbou rozumí se plavba mezi všemi přístavy jednoho a téhož státu.

Dáno v Praze dne 25. března 1935.

Dr. Edvard BENEŠ.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 10 août 1935.

Jan Opočenský,
Directeur des Archives.

К статье VIII.

Условлено, что Торговое Представительство Союза Советских Социалистических Республик будет ежегодно до конца февраля ближайшего следующего года сообщать Министерству Финансов Республики Чехословацкой размер своих оборотов за предшествовавший год.

Первое такое сообщение за предшествовавший год Торговое Представительство сделает не позже двух месяцев со дня вступления в силу настоящего договора.

К статьям XI, XII и XIV.

Постановления этих статей ни в чем не касаются специальных условий, действующих для ввоза виноградного вина в Республику Чехословацкую.

К статье XVII.

Постановления настоящей статьи о наибольшем благоприятствовании при перевозках не относятся к перевозкам по железным дорогам в части, касающейся исчисления ставок и применения тарифов, ибо в этих вопросах действуют исключительно постановления статей XVIII и XIX настоящего договора.

К статье XVIII.

Для перевозки пассажиров, багажа и товаро-багажа между обоими договаривающимися сторонами будут применяться постановления соглашения, заключенного между железно-дорожными ведомствами обоих договаривающихся сторон.

К статье XX, пункту 4.

Условлено, что под прибрежным судоходством подразумевается судоходство между всеми портами одного и того же государства.

Учинено в городе Праге дня 25 марта 1935 г.

(Подпись) С. Александровский.

(Подпись) Ф. Килевиц.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 10 août 1935.

Jan Opočenský,
Directeur des Archives.

¹ TRADUCTION.

N^o 3718. — TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES. SIGNÉ A PRAGUE, LE 25 MARS 1935.

LE COMITÉ EXÉCUTIF CENTRAL DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, désireux de contribuer au maintien et au développement des relations commerciales entre les deux pays, ont décidé de conclure un traité de commerce et de navigation et ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE COMITÉ EXÉCUTIF CENTRAL DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES :

M. Sergheï Serghéïévitch ALEXANDROVSKY, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'Union des Républiques soviétiques socialistes ;

M. Fritz Fritzevitch KILEVITZ, représentant commercial de l'Union des Républiques soviétiques socialistes dans la République tchécoslovaque ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Le D^r Edouard BENEŠ, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes, à condition d'observer les lois et règlements du pays où ils séjournent, auront le droit de pénétrer librement sur le territoire de l'autre Partie, de s'y déplacer, d'y séjourner et de s'y établir, ainsi que le droit de le quitter librement à tout moment, sans être soumis à cet égard à des restrictions quelconques autres que celles qui seront imposées aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Ils jouiront de la pleine liberté de travail et ne seront pas obligés d'appartenir à des organisations professionnelles ou autres.

Les citoyens et personnes morales de l'une des Parties contractantes auront le droit, sur le territoire de l'autre Partie, à condition d'observer les lois et règlements en vigueur en la matière, d'acquérir toutes sortes de biens, de les posséder, de les gérer et d'en disposer par voie de location, vente, donation et testament au même titre et dans les mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Chacune des Parties contractantes se réserve le droit d'interdire individuellement, soit en vertu de jugements rendus par les tribunaux, soit en vertu de décisions administratives prises conformément aux lois et règlements, à des ressortissants de l'autre Partie contractante de s'établir ou de séjourner sur son territoire, ainsi que le droit d'expulser des ressortissants de l'autre Partie contractante en vertu de ses propres lois et règlements.

En même temps, les deux Parties contractantes s'engagent à ne pas faire obstacle au retour de leurs ressortissants dans leur propre Etat. Elles accueilleront leurs ressortissants expulsés par les

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3718. — TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS. SIGNED AT PRAGUE, MARCH 25TH, 1935.

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS and THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, being desirous of promoting and developing commercial relations between the two countries, have decided to conclude a Treaty of Commerce and Navigation, and have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

Monsieur Sergei Sergeievich ALEXANDROVSKY, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Union of Soviet Socialist Republics; and
Monsieur Fritz Fritzevich KILEVITZ, Trade Delegate of the Union of Soviet Socialist Republics in the Czechoslovak Republic ;

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Eduard BENEŠ, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

Nationals of each of the Contracting Parties, provided they comply with the laws and regulations of the country of residence, shall be free to enter and to travel, reside and settle in the territory of the other Party, or to leave that territory at any time without being subject to any restrictions other than those applicable to nationals of the most-favoured nation.

They shall enjoy complete liberty to work and shall not be compelled to belong to trades unions or other organisations.

Nationals and juridical persons of each of the Contracting Parties shall be entitled in the territory of the other Party, subject to compliance with the laws and regulations on the subject, to acquire, possess, administer, lease, dispose of, give away and bequeath all kinds of property in the same manner and on the same conditions as nationals of the most-favoured nation.

Each of the Contracting Parties reserves the right, both under judgments of the courts and under decisions of the administrative authorities based on the laws and regulations, to prohibit individual nationals of the other Contracting Party to settle or reside in its territory and also reserves the right to expel nationals of the other Contracting Party in accordance with its laws and regulations.

At the same time both Contracting Parties undertake not to place obstacles in the way of the return of their nationals to their own country. They shall accept their nationals who are expelled

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

autorités de l'autre Etat, s'ils sont pourvus de passeports nationaux régulièrement délivrés par les autorités de leur pays et si l'Etat qui doit accueillir les expulsés n'a pas de doute au sujet de leur nationalité.

Article II.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront, sur le territoire de l'autre Partie, pour la défense et la protection de leurs droits, libre accès aux tribunaux et aux institutions servant à la protection juridique ; ils bénéficieront à cet égard de tous les droits dont jouissent les ressortissants nationaux.

Ils auront la faculté de recourir, pour la défense de leurs intérêts, aux services d'avocats et autres agents librement choisis par eux, sans être soumis à cet égard à des restrictions autres que celles qui sont établies dans ledit territoire par les lois et règlements. Le régime auquel ils seront soumis en cette matière sera à tous égards identique au régime établi pour les ressortissants de tout Etat tiers.

Article III.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes ne peuvent être assujettis pour leur travail sur le territoire de l'autre Etat à des impôts, taxes et droits additionnels, quelle qu'en soit la désignation, autres ni plus élevés que ceux qui seront perçus des ressortissants nationaux ou des ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article IV.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes seront exemptés, sur le territoire de l'autre Partie, de toute obligation de service militaire dans les forces terrestres, navales ou aériennes ainsi que dans les formations organisées militairement, ayant pour objet la défense du pays et le maintien de l'ordre et de la sécurité intérieurs. Ils seront de même exemptés de tous droits imposés en lieu et place de cette obligation.

Ils pourront toutefois être astreints à des prestations autres que le service militaire personnel (telles que logement des troupes, prestations de transport, etc.) et à des réquisitions dans les limites et selon les règles prévues pour les ressortissants nationaux.

D'autre part, il ne sera mis aucun obstacle à l'accomplissement de leur service militaire dans leur propre pays.

Ils seront de même exemptés de toute obligation d'assumer des fonctions officielles de caractère judiciaire, administratif et municipal, à l'exception de l'obligation d'assumer la tutelle de nationaux de leur propre pays, pour autant que les lois du pays où résident ces nationaux ne s'y opposent pas.

Article V.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes qui pénètrent sur le territoire de l'autre Partie pour y travailler auront le droit d'importer et d'exporter, sans autorisation préalable, à condition d'observer les règles établies en la matière, les outils, instruments, etc., indispensables pour l'accomplissement de leur travail et, en outre, les objets destinés à leur usage personnel.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront le droit d'exporter librement à tout moment, en observant les règles établies en la matière, leurs biens mobiliers, y compris les biens acquis par héritage. A l'exportation de ces biens, les ressortissants de chacune des Parties contractantes n'acquitteront pas, du fait de leur nationalité étrangère, des droits, impôts et taxes autres ni plus élevés que ceux qui sont acquittés par les ressortissants nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article VI.

Les Parties contractantes s'engagent à conclure le plus tôt possible une convention consulaire et une convention sur les successions.

by the authorities of the other State, if such nationals are or will be provided with national passports issued in the proper manner by the authorities of their own country and if the State which has to accept the expelled persons has no doubt as to their nationality.

Article II.

Nationals of each of the Contracting Parties, with a view to obtaining and defending their rights, shall have access in the territory of the other Party to the courts and departments engaged in legal defence and shall enjoy in this respect all rights granted to the nationals of the country.

For the purpose of protecting their interests they may employ counsel and other agents chosen by themselves and shall not in this respect be subject to any restrictions other than those laid down by the laws and regulations of the territory in question. In this connection they shall be treated in all respects in the same manner as nationals of any third State.

Article III.

The nationals of each of the Contracting Parties, when accepting work, may not for this reason be subjected in the territory of the other Party to any taxes, duties or supplementary charges of any description whatsoever other or higher than those levied on the nationals of the country or on the nationals of the most-favoured nation.

Article IV.

Nationals of both Contracting Parties shall be exempt, in the territory of the other Party, from any personal military service whatsoever in the land, sea or air forces or any other formations organised on a military basis for the purpose of defending the country and maintaining order and security within the country. Similarly, they shall be exempt from all contributions imposed in lieu of such service.

They may, however, be called upon to fulfil other than personal military service (for instance, military quartering, transport, etc.) and may be subject to requisitions to the extent and under the conditions applicable to the nationals of the country.

On the other hand, they shall not be hindered in any way from carrying out their military service in their own country.

Similarly, they shall be exempt from all compulsory official functions, whether judicial, administrative or municipal, except that of guardianship in respect of their own nationals, in so far as this is not contrary to the laws of the country in which the persons in question are living.

Article V.

Nationals of each of the Contracting Parties entering the territory of the other Party in order to work shall be entitled, without obtaining a previous permit, to import and export tools, instruments, etc., necessary for carrying out their work, and in addition articles for their personal use, provided they observe the regulations established on the subject.

Nationals of each of the Contracting Parties shall be entitled, at any time, provided they observe the regulations laid down on the subject, to export freely their movable property, including inheritances. When exporting such property the nationals of each of the Contracting Parties shall not, on account of the fact that they belong to a foreign nationality, pay other or higher duties, taxes or charges than the nationals of the country or the nationals of the most-favoured nation.

Article VI

The Contracting Parties undertake to conclude a Consular Convention and an Agreement on Inheritance at the earliest possible date.

En attendant la conclusion d'une convention consulaire, les Parties contractantes se reconnaissent réciproquement le droit de désigner des consuls. Dans l'exercice des fonctions consulaires consacrées par les usages internationaux, lesdits consuls bénéficieront, sous condition de réciprocité, de tous les droits, privilèges, avantages et immunités consentis aux consuls de la nation la plus favorisée. Avant la désignation d'un consul, le gouvernement qui procède à cette désignation demandera l'agrément du gouvernement sur le territoire duquel ledit consul doit exercer ses fonctions. Le lieu de résidence des consuls sur les territoires des Parties contractantes fera l'objet d'un accord spécial entre les deux gouvernements.

Par « consuls », on entend : les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires. Les consuls doivent être des fonctionnaires de carrière du Département des Affaires étrangères de l'Etat qui les désigne. Ils n'auront pas le droit d'exercer un commerce ou une profession dans le territoire du pays où ils remplissent leurs fonctions.

Article VII.

1. Etant donné que, conformément aux lois de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, le monopole du commerce extérieur appartient à l'Etat, la Représentation commerciale de l'Union des Républiques soviétiques socialistes dans la République tchécoslovaque remplit les fonctions suivantes :

- a) Faciliter et encourager le développement du commerce entre l'Union des Républiques soviétiques socialistes et la République tchécoslovaque ;
- b) Représenter les intérêts de l'Union des Républiques soviétiques socialistes dans le domaine du commerce extérieur, contrôler et effectuer le commerce et l'échange des marchandises entre les Parties contractantes.

2. La Représentation commerciale de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, en tant qu'organe par lequel s'exerce le monopole du commerce extérieur de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, fait partie intégrante de la mission diplomatique de l'Union des Républiques soviétiques socialistes.

Le représentant commercial et son suppléant bénéficieront de l'immunité personnelle et de tous les droits reconnus aux membres des missions diplomatiques. Les bureaux et autres locaux de service de la Représentation commerciale, dans l'immeuble où se trouve son siège permanent, et dont l'adresse doit être communiquée au Ministère des Affaires étrangères de la République tchécoslovaque par une note verbale de la mission diplomatique de l'Union des Républiques soviétiques socialistes dans la République tchécoslovaque, bénéficieront de l'exterritorialité.

La Représentation commerciale de l'Union des Républiques soviétiques socialistes aura le droit de faire usage d'un chiffre.

3. Le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes assume l'entière responsabilité de toutes les opérations commerciales conclues ou garanties par la Représentation commerciale de l'Union des Républiques soviétiques socialistes dans la République tchécoslovaque.

Sont considérées comme opérations commerciales conclues ou garanties par la Représentation commerciale de l'Union des Républiques soviétiques socialistes dans la République tchécoslovaque, agissant au nom de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, les opérations faites avec deux signatures, dont l'une doit être celle du Représentant commercial ou de son suppléant, et l'autre celle du suppléant du Représentant commercial ou d'une personne à laquelle la deuxième signature aura été spécialement conférée par le Commissariat du peuple pour le commerce extérieur de l'Union des Républiques soviétiques socialistes.

Les opérations commerciales conclues sans la garantie de la Représentation commerciale de l'Union des Républiques soviétiques socialistes dans la République tchécoslovaque, par un organe économique d'Etat quelconque de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, autre que la Représentation commerciale elle-même et jouissant, en vertu des lois de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, des droits d'une personne morale indépendante, n'engagent que l'organe en question, dont les biens peuvent seuls faire l'objet d'une exécution au titre desdites opérations. La responsabilité de ces opérations n'incombera ni au Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, ni à la Représentation commerciale de l'Union des Républiques soviétiques socialistes dans la République tchécoslovaque, ni à un autre organe économique quelconque de l'Union des Républiques soviétiques socialistes.

Until the Consular Convention is concluded, the Contracting Parties shall grant each other the right to appoint Consuls. These Consuls, in carrying out the usual international consular duties, shall enjoy, subject to reciprocity, all the rights, privileges, advantages and immunities of the Consuls of the most-favoured nation. Before a Consul is appointed, the Government appointing him must obtain the consent of the State in whose territory he must carry out his duties. A special agreement shall be concluded between Governments of the Contracting Parties regarding the place of residence of Consuls in the territory of the Contracting Parties.

The expression " Consul " is understood to include Consul-General, Consul, Vice-Consul and Consular Agent. Consuls must be officials *de carrière* of the Department of Foreign Affairs of the State appointing them. They shall not be entitled to engage in trade or industry in the territory of the country where they discharge their functions.

Article VII.

1. In view of the fact that, under the laws of the Union of Soviet Socialist Republics, the foreign trade monopoly belongs to the State, the Trade Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics in the Czechoslovak Republic exercises the following functions ; it will :

(a) Facilitate and promote the development of trade between the Union of Soviet Socialist Republics and the Czechoslovak Republic ;

(b) Represent the interests of the Union of Soviet Socialist Republics in matters of foreign trade, and control and carry on such trade and the exchange of goods between the Contracting Parties.

2. The Trade Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics, as the organ exercising the foreign trade monopoly of the Union of Soviet Socialist Republics, forms part of the staff of the Diplomatic Mission of the Union of Soviet Socialist Republics.

The Trade Delegate and his Deputy shall enjoy personal inviolability and all the rights accorded to members of the Diplomatic Mission. The chancery and other official premises of the Trade Delegation in the building in which the direction of the Trade Delegation is permanently situated, the locality of which shall be communicated to the Ministry of Foreign Affairs of the Czechoslovak Republic by a *note verbale* from the Diplomatic Mission of the Union of Soviet Socialist Republics in the Czechoslovak Republic, shall enjoy extra-territoriality.

The Trade Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics shall be entitled to use a cipher.

3. The Government of the Union of Soviet Socialist Republics assumes full responsibility for all commercial contracts concluded or guaranteed by the Trade Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics in the Czechoslovak Republic.

Contracts are deemed to be commercial contracts concluded or guaranteed by the Trade Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics in the Czechoslovak Republic, acting on behalf of the Union of Soviet Socialist Republics, if they are provided with two signatures, the first of which must be the signature of the Trade Delegate or his Deputy, and the second the signature of the Deputy of the Trade Delegate or of a person specially granted the right of apposing a second signature by the People's Commissary of Foreign Trade of the Union of Soviet Socialist Republics.

Commercial contracts concluded without the guarantee of the Trade Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics in the Czechoslovak Republic by any State economic organisation of the Union of Soviet Socialist Republics other than the Trade Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics in the Czechoslovak Republic enjoying the rights of an independent juridical person under the laws of the Union of Soviet Socialist Republics are binding only on the organisation in question and distraint in respect of them can be levied only on the property of such organisation. Responsibility for such contracts shall not be borne either by the Government of the Union of Soviet Socialist Republics or by the Trade Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics in the Czechoslovak Republic or by any other State economic organisations of the Union of Soviet Socialist Republics.

4. La Représentation commerciale de l'Union des Républiques soviétiques socialistes publiera au journal officiel de la République tchécoslovaque (*Úřední list republiky Československé*) les noms des personnes chargées de la représenter. Les pouvoirs de ces personnes subsisteront aussi longtemps qu'un avis contraire n'aura pas été publié par la même voie.

5. Toutes les opérations commerciales de la Représentation commerciale de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, conclues ou garanties sur le territoire de la République tchécoslovaque, seront régies par les lois tchécoslovaques et relèveront de la juridiction tchécoslovaque.

6. Les biens de l'Union des Républiques soviétiques socialistes se trouvant sur le territoire de la République tchécoslovaque pourront faire l'objet d'une exécution forcée en vertu de jugements et de décisions rendus conformément aux dispositions du paragraphe 5 du présent article, ayant acquis force légale et devenus exécutoires, à l'exclusion des objets qui, conformément au droit international, sont exemptés de l'application de telles mesures en tant qu'objets indispensables à l'exercice des droits de souveraineté de l'Etat ou de l'activité officielle des représentants diplomatiques et consulaires de l'Union des Républiques soviétiques socialistes.

Etant donné que le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes assume la responsabilité de toutes les opérations commerciales conclues ou garanties par sa Représentation commerciale dans la République tchécoslovaque, les biens de l'Union des Républiques soviétiques socialistes se trouvant dans la République tchécoslovaque ne feront pas l'objet de mesures conservatoires de caractère provisoire.

7. Au cas où le Gouvernement de la République tchécoslovaque créerait une représentation commerciale dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes, cette représentation et son personnel bénéficieraient, sur le territoire de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, des droits, privilèges et immunités reconnus à la Représentation commerciale de l'Union des Républiques soviétiques socialistes dans la République tchécoslovaque.

Article VIII.

La question de l'imposition de la Représentation commerciale de l'Union des Républiques soviétiques socialistes dans la République tchécoslovaque sera résolue comme suit :

1. L'obligation d'acquitter l'impôt spécial sur le revenu, avec toutes les taxes additionnelles (perçues au profit de l'Etat, des provinces, des districts, des municipalités, etc.), qui, conformément à la loi tchécoslovaque sur les contributions directes, incombe à la Représentation commerciale de l'Union des Républiques soviétiques socialistes dans la République tchécoslovaque, en sa qualité d'organe exerçant une activité commerciale en territoire tchécoslovaque, sera réglée de la manière suivante :

Sera considérée comme bénéfice net imposable une somme forfaitaire égale à 0,4 % du chiffre d'affaires global des opérations effectuées par la Représentation commerciale.

La Représentation commerciale, qui, conformément aux lois fiscales tchécoslovaques, est tenue de déclarer ses revenus, n'aura pas cependant l'obligation de soumettre aux autorités compétentes d'autres renseignements que ceux qui sont indispensables pour déterminer le montant de la somme forfaitaire susmentionnée.

2. Les immeubles ou parties d'immeubles appartenant à la Représentation commerciale et utilisés par elle seront exemptés, sous condition de réciprocité, de l'impôt sur la propriété bâtie, au même titre que les immeubles appartenant à des Etats étrangers et utilisés par des représentants diplomatiques accrédités auprès du Gouvernement de la République tchécoslovaque et par des consuls de carrière.

Article IX.

Les sociétés commerciales, industrielles, financières et les compagnies d'assurances et de transports ainsi que les organisations économiques d'Etat (trusts, organisations commerciales d'Etat, unions, etc.) ayant leur siège sur le territoire de l'une des Parties contractantes et

4. The Trade Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics shall publish in the official journal of the Czechoslovak Republic (*Uřední list republiky Československé*) the names of the persons authorised to represent it. The powers of attorney of such persons shall be extended until such time as an announcement of their withdrawal is published in the same manner.

5. All the commercial contracts of the Trade Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics concluded or guaranteed in the territory of the Czechoslovak Republic shall be subject to Czechoslovak laws and shall come under Czechoslovak jurisdiction.

6. Distraint may be levied on property of the Union of Soviet Socialist Republics situated in the territory of the Czechoslovak Republic in accordance with decisions and decrees, issued on the basis of paragraph 5 of the present Article, which have acquired force of law and are subject to execution, with the exception of articles which, under international law, are exempt from the application of such measures on the grounds that they are necessary for giving effect to the rights of State sovereignty or for the official work of the diplomatic and consular representatives of the Union of Soviet Socialist Republics.

In view of the fact that the Government of the Union of Soviet Socialist Republics assumes responsibility for all commercial contracts concluded with or guaranteed by its Trade Delegation in the Czechoslovak Republic, the property of the Union of Soviet Socialist Republics in the Czechoslovak Republic shall not be subject to measures of distraint of a provisional character.

7. Should the Government of the Czechoslovak Republic establish its own Trade Delegation in the Union of Soviet Socialist Republics, that delegation and its personnel shall enjoy in the territory of the Union of Soviet Socialist Republics the same rights, privileges and immunities as are granted to the Trade Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics in the Czechoslovak Republic.

Article VIII.

The question of the taxation of the Trade Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics in the Czechoslovak Republic shall be settled in the following manner :

1. The obligation to pay special income tax, with all additional payments (State, rural, district, municipal, etc.) chargeable thereupon, payable under the Czechoslovak Direct Taxation Law by the Trade Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics in the Czechoslovak Republic as a body engaged in commercial activity in Czechoslovak territory, shall be regulated as follows :

The net income subject to taxation shall be considered to be a lump sum amounting to 0.4 % of the total commercial turnover on contracts concluded by the Trade Delegation.

The Trade Delegation, which in accordance with Czechoslovak taxation laws is obliged to declare its income, shall nevertheless not be obliged to furnish the competent authorities with any other particulars in addition to those which are necessary in order to establish the abovementioned lump sum.

2. The buildings or parts thereof used by the Trade Delegation shall, on condition of reciprocity, be exempt from the apartment tax on the same grounds as buildings of foreign States used by diplomatic representatives accredited to the Government of the Czechoslovak Republic and Consuls *de carrière* are exempt from this tax.

Article IX.

Commercial, industrial, financial, insurance and transport companies and State economic organisations (trusts, State trading organisations, unions, etc.), having their seat in the territory of one of the Contracting Parties and constituted in accordance with the laws of that Party, shall

constituées conformément aux lois desdites Parties seront considérées comme ayant une existence légale également sur le territoire de l'autre Partie contractante. Elles auront le droit d'ester en justice, en qualité de demandeur ou de défendeur, et auront libre accès aux administrations de l'autre Partie. La légalité de la constitution de ces sociétés et organisations économiques d'Etat et leur droit d'ester en justice seront déterminés d'après la loi du pays où elles ont été constituées.

La mesure dans laquelle lesdites sociétés et organisations économiques d'Etat seront admises à exercer un commerce ou une industrie sur le territoire de l'autre Partie contractante sera déterminée par les lois et règlements qui sont ou seront en vigueur dans ledit territoire. Les sociétés et organisations économiques d'Etat admises de la sorte seront soumises, à tous égards, au régime établi pour les sociétés et organisations économiques d'Etat de la nation la plus favorisée. Cette disposition ne s'applique pas toutefois aux décisions qui, dans des cas d'espèce, sont prises en application du système de concessions ou dans l'exercice de pouvoirs discrétionnaires des Parties en matière administrative.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes bénéficieront sur le territoire de l'autre Partie contractante, en ce qui concerne la constitution des sociétés visées au premier alinéa, des droits et privilèges reconnus aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article X.

Les commerçants, fabricants et autres personnes effectuant des opérations sur le territoire de l'autre Partie contractante, ainsi que les voyageurs de commerce et représentants au service des personnes énumérées plus haut, seront soumis au même régime que les personnes de même catégorie ressortissant à tout Etat tiers. Ils devront toutefois prouver, en produisant la carte de légitimation délivrée conformément au modèle ci-joint par l'autorité compétente de leur Etat, qu'ils ont le droit, selon les lois de leur pays, d'y exercer leur commerce ou leur profession.

Les personnes visées au premier alinéa du présent article peuvent apporter avec elles des échantillons et des modèles, mais non des marchandises, et lesdits échantillons et modèles seront soumis au même régime que les échantillons et modèles appartenant aux ressortissants de tout autre Etat tiers.

Les Parties contractantes se communiqueront réciproquement les noms des institutions qui ont le droit de délivrer les cartes de légitimation mentionnées au présent article.

Article XI.

Les produits du sol et de l'industrie de l'une des Parties contractantes n'acquitteront pas, à leur importation dans le territoire douanier de l'autre Partie, des droits ou taxes — y compris toutes taxes complémentaires et additionnelles — autres ni plus élevés que ceux qui sont ou seront perçus sur les produits du sol et de l'industrie de tout autre Etat tiers.

Les articles manufacturés fabriqués sur le territoire de l'une des Parties contractantes avec des matières premières d'origine étrangère, y compris les matières importées sous le régime de l'admission temporaire, seront également considérés comme des articles manufacturés de ladite Partie contractante. Il est entendu toutefois que les articles manufacturés fabriqués avec des matières premières d'origine étrangère ne seront considérés comme des produits de l'industrie des Parties contractantes que si, à la suite de la transformation ou du finissage dont lesdites matières ont fait l'objet, leur nature a subi une modification essentielle ou si leur valeur a été sensiblement modifiée. La réparation, le reconditionnement, le simple nettoyage, etc., ne seront pas considérés comme des opérations de transformation ou de finissage.

A l'exportation du territoire douanier de l'une des Parties contractantes à destination du territoire douanier de l'autre Partie, il ne sera pas perçu de droits ou taxes autres ni plus élevés que ceux qui sont perçus à l'exportation des mêmes articles à destination de l'Etat le plus favorisé à cet égard.

Pour ce qui est des prescriptions douanières et de leur application, de l'examen et de l'analyse des marchandises importées, des conditions de paiement des droits et taxes, de la classification douanière et de l'interprétation des tarifs, y compris les règles applicables dans les ports francs, zones franches et entrepôts publics, à l'entrée, au séjour et à la sortie des marchandises, chacune

be recognised as legally constituted also in the territory of the other Contracting Party. They shall have the right to appear in court as plaintiffs or defendants and shall have free access to the authorities of the other Party. The legality of the constitution of these companies and State economic organisations and their right to appear in court shall be defined in accordance with the laws of the country in which they are constituted.

The right of these companies and State economic organisations to engage in trade or industry in the territory of the other Contracting Party shall be governed by the laws and regulations which are or may hereafter be in force in that territory. The companies and State economic organisations granted rights in this manner shall in all respects be subject to the treatment provided for companies and State economic organisations of the most-favoured nation. This does not, however, apply to individual decisions taken in application of the system of concessions or at the discretion of the Parties in administrative matters.

Nationals of one of the Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other Contracting Party, in respect of the formation of the companies mentioned in the first paragraph, the same rights and privileges as are accorded to nationals of the most-favoured nation.

Article X.

Merchants, manufacturers or other persons concluding contracts in the territory of the other Contracting Party, and also commercial travellers and representatives in the service of the above-mentioned persons, shall be subject to the same treatment as similar persons of any third State. They must, however, prove by producing an identification card issued by the competent organs of their own country, in accordance with the annexed specimen, that they are entitled under the laws of their country to engage in their trade or industry in that country.

The persons mentioned in paragraph 1 of the present Article may carry with them samples and models but not goods, and these samples and models shall be subject to the same treatment as samples and models belonging to the nationals of any third State whatsoever.

The Contracting Parties shall inform each other what authorities are entitled to issue the identification cards mentioned in the present Article.

Article XI.

Products of the soil and industry of one of the Contracting Parties, on being imported into the Customs territory of the other Contracting Party, shall not be subject to duties or charges — including additional charges and surtaxes — other or higher than those levied now or hereafter on products of the soil and industry of any third State.

Products manufactured in the territory of one of the Contracting Parties by the working up of foreign materials, including products registered under the system of temporary admission, shall also be regarded as manufactured goods of that Contracting Party. It is, however, agreed that manufactured goods obtained from the working up of materials of foreign origin shall be regarded as manufactured goods of the Contracting Parties only if as a result of the finishing or improvement they have undergone substantial alteration or their value has been considerably increased. Repairs, repacking, simple cleaning, etc., shall not be regarded as such finishing or improvement.

On exportation from the Customs territory of one of the Contracting Parties to the Customs territory of the other Party, no duties or charges shall be levied other or higher than those levied on the exportation of the same goods to the State most favoured in this respect.

As regards Customs regulations and their application, the testing and analysis of imported goods, the conditions of payment of charges and duties, the tariff classification and the interpretation of tariffs, together with the use of Customs warehouses, including the standardisation of arrivals, the storing of goods in free ports or zones and in public warehouses and their removal

des Parties contractantes s'engage à ne pas soumettre l'entrée et la sortie des marchandises de l'autre Partie contractante à un régime moins favorable que celui qui est consenti à tout Etat tiers.

Article XII.

A charge d'observer les conditions régissant l'admission temporaire de marchandises dans le territoire douanier des deux Parties contractantes, les articles énumérés ci-après seront exemptés à titre temporaire des droits et taxes à l'importation et à l'exportation :

- 1^o Les objets destinés à des réparations ;
- 2^o Les objets destinés à des expériences et des essais ;
- 3^o Les machines et pièces de machines expédiées pour essai ;
- 4^o Les marchandises destinées aux expositions, concours et foires ;
- 5^o Les instruments et outils des monteurs importés ou exportés par les monteurs eux-mêmes ou qui leur sont envoyés avant qu'ils passent la frontière ou après ;
- 6^o Les moyens de transport et leurs accessoires, chargés ou non, même s'ils transportent au retour des marchandises pour toute destination, à condition que pendant leur séjour temporaire sur le territoire de l'autre Partie contractante, ils ne soient pas affectés à des transports intérieurs ;
- 7^o Les emballages marqués et usagés importés pour servir à emballer des marchandises

Article XIII.

Les droits intérieurs, quelle que soit l'autorité au nom de laquelle ils sont perçus, qui, dans le territoire de l'une des Parties contractantes, grèvent actuellement ou pourraient grever à l'avenir la production, la fabrication, la circulation ou la consommation d'une marchandise quelconque, ne seront en aucun cas perçus sur les marchandises de l'autre Partie contractante à des taux plus élevés ou d'une manière plus gênante qu'ils ne le sont sur les marchandises similaires indigènes ou, à défaut, sur les marchandises de la nation la plus favorisée.

Article XIV.

Les produits du sol et de l'industrie de l'une des Parties contractantes transportés en transit à travers le territoire d'un ou plusieurs Etats tiers ne seront pas soumis, à leur importation dans le territoire de l'autre Partie contractante, à des droits ou taxes plus élevés que ceux auxquels ils auraient été assujettis s'ils avaient été importés directement du pays de provenance.

Les présentes dispositions s'appliquent aussi bien aux marchandises transportées directement qu'aux marchandises qui ont fait l'objet d'un transbordement ou d'un reconditionnement, ou qui ont séjourné dans des entrepôts.

Article XV.

La clause de la nation la plus favorisée ne s'applique pas :

- 1^o Aux droits et avantages consentis ou qui seraient consentis à l'avenir par chacune des Parties contractantes pour faciliter le trafic frontalier avec les Etats limitrophes, dans une zone de quinze kilomètres au plus de part et d'autre de la frontière ;
- 2^o Aux droits et avantages découlant d'une union douanière ;
- 3^o Aux dispositions spéciales de caractère commercial prévues dans les traités que l'Union des Républiques soviétiques socialistes a conclus ou pourrait conclure à l'avenir avec la Lettonie, la Lithuanie et l'Estonie ou avec les Etats du continent asiatique dont les territoires sont limitrophes de celui de l'Union des Républiques soviétiques socialistes.

therefrom, each of the Contracting Parties undertakes not to subject importation to and exportation from the other Contracting Party to less favourable treatment than that applied to any third State.

Article XII.

Subject to compliance with the existing regulations concerning temporary admission to the Customs territories of the two Contracting Parties, the following articles shall be temporarily exempt from duties and charges on importation and exportation :

- (1) Articles intended for repair ;
- (2) Articles intended for experiments and tests ;
- (3) Machinery and parts thereof sent for testing ;
- (4) Goods intended for exhibitions, competitions and fairs ;
- (5) Tools and appliances for fitters, whether imported or exported by the latter, or sent to them before or after they have crossed the frontier ;
- (6) Furniture vans with their equipment, loaded or empty, even if they take up a different load at any place on the return journey, provided that during their temporary stay in the territory of the other Contracting Party they are not used for local transport ;
- (7) Marked outer packing which has already been used, imported for the purpose of being refilled.

Article XIII.

Internal duties which are or may hereafter be imposed on whosoever account on the production, manufacture, distribution or consumption of any article in the territory of one of the Contracting Parties, shall not under any circumstances be levied on the goods of the other Contracting Party at a higher rate or in a more burdensome manner than on local goods of the same kind, or in the absence of such local goods, on those of the most-favoured nation.

Article XIV.

Products of the soil or industry of one of the Contracting Parties which have passed in transit through the territory of one or more third States shall not be subject, when imported into the territory of the other Contracting Party, to duties or charges higher than those to which they would have been subject if they had been imported direct from their country of origin.

These provisions shall apply to goods whether transported immediately or after reloading, repacking or storing in warehouses.

Article XV.

The conditions of most-favoured-nation treatment shall not extend to :

- (1) Rights and privileges which are or may hereafter be granted by either of the Contracting Parties with a view to facilitating frontier traffic with adjacent countries, within a zone not exceeding 15 kilometres on either side of the frontier ;
- (2) Rights and privileges arising out of a Customs union ;
- (3) Special provisions relating to trade included in agreements which the Union of Soviet Socialist Republics has concluded or may hereafter conclude with Latvia, Lithuania and Estonia or with countries on the mainland of Asia, the territories of which are contiguous with the territories of the Union of Soviet Socialist Republics.

Article XVI.

Pour ce qui est des communications postales, télégraphiques et téléphoniques entre les deux Parties contractantes il sera fait application des traités et conventions en vigueur et des règlements d'exécution de l'Union postale universelle et de l'Union internationale des communications télégraphiques, pour autant que les deux Parties contractantes y ont adhéré et que lesdites communications ne seront pas réglées par des conventions spéciales entre les administrations compétentes des deux Parties.

Article XVII.

Chacune des deux Parties contractantes s'engage à appliquer au transport en transit des passagers, bagages et marchandises de l'autre Partie contractante un régime au moins aussi favorable que celui qui est appliqué au transport en transit des passagers, bagages et marchandises de tout Etat tiers.

Article XVIII.

Pour les transports de marchandises entre les deux Parties contractantes, il sera fait application des dispositions de la « Convention internationale pour les transports ferroviaires », signée à Berne, le 23 octobre 1924, avec les dérogations et additions qui ont été convenues ou qui pourraient être convenues à l'avenir entre les administrations ferroviaires des deux Parties contractantes.

Article XIX.

Dans le transport par chemin de fer des passagers, bagages et colis-messageries, il ne sera fait aucune distinction entre les ressortissants des Parties contractantes pour tout ce qui a trait aux conditions d'expédition, au transport, à l'application des tarifs, aux droits de douane et aux contributions publiques se rattachant audit transport.

Les marchandises consignées pour expédition dans le territoire de l'une des Parties contractantes et expédiées à destination du territoire de l'autre Partie ou à travers ce territoire à destination d'un Etat tiers, ne seront pas soumises, à conditions égales, sur les chemins de fer de l'autre Partie, en ce qui concerne les conditions d'expédition, le transport, le calcul des droits prévus aux tarifs intérieurs et les contributions publiques se rattachant à ce transport, à un régime moins favorable que celui qui est appliqué aux marchandises similaires consignées pour expédition dans le territoire de l'autre Partie contractante et expédiées pour la même destination et par le même itinéraire.

Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas aux facilités consenties pour des fins de bienfaisance ou à l'occasion de calamités publiques, aux avantages consentis aux fonctionnaires de l'Etat et des collectivités publiques, au personnel des entreprises de transport ou aux voyageurs de commerce, aux facilités accordées pour le transport des échantillons, ni enfin aux avantages accordés en matière de transport aux administrations ferroviaires, civiles et militaires.

Article XX.

Les navires de chacune des Parties contractantes et leurs cargaisons, capitaine et équipage bénéficieront à tous égards, dans les ports et les eaux de l'autre Partie, du même régime que celui qui est établi pour les navires nationaux et leurs cargaisons ou pour les navires et cargaisons de la nation la plus favorisée.

Le régime établi pour les navires nationaux et leurs cargaisons ne s'étend pas :

- 1^o Aux avantages consentis aux entreprises de pêche nationales ;
- 2^o Aux mesures spéciales et aux subventions accordées pour le développement de la navigation nationale ;

Article XVI.

In respect of postal, telegraph and telephone relations between the two Contracting Parties, the existing conventions, agreements and working regulations of the Universal Postal Union and the International Telecommunications Union shall apply in so far as the two Contracting Parties are parties thereto and such relations are not governed by any special agreements between the competent authorities of the two Contracting Parties.

Article XVII.

The two Contracting Parties undertake in respect of the transit of passengers, luggage and goods of the other Contracting Party to apply no less favourable treatment than that applicable to the transit of passengers, luggage and goods of any third State.

Article XVIII.

As regards the transport of goods between the two Contracting Parties, the provisions of the International Convention concerning the Transport of Goods by Rail, signed at Berne on October 23rd, 1924, shall apply with the exceptions and additions which have been or may hereafter be agreed upon between the railway administrations of the two Contracting Parties.

Article XIX.

As regards the transport of passengers, luggage and urgent goods by rail, no distinction whatever shall be made between the nationals of the Contracting Parties in respect of all matters relating to the despatch or transport, or the application of the tariffs, Customs duties and the public charges connected with such transport.

Goods consigned for transport in the territory of one of the Contracting Parties and despatched to the territory of the other Contracting Party or through that territory to a third State, provided the conditions are equal, shall not be subject on the railways of the other Contracting Party to less favourable treatment as regards forwarding or transport, the calculation of rates under the internal tariffs and the public charges connected with the transport than similar goods consigned in the territory of the other Contracting Party and despatched in the same direction and on the same route.

The above provisions shall not extend to privileges granted for reasons of charity or in case of general poverty, privileges granted to State and public officials, officials of transport undertakings or commercial travellers, privileges regarding transport of samples and, lastly, privileges granted in respect of the transport of railway, civil or military authorities.

Article XX.

The vessels of each of the Contracting Parties, their cargoes, masters and crews shall, in the harbours and waters of the other Contracting Party, enjoy in all respects the same treatment as that accorded to national vessels and their cargoes or to vessels and cargoes of the most-favoured nation.

The treatment granted to national vessels and their cargoes shall not be held to include :

- (1) Facilities granted to national fisheries ;
- (2) Special measures and subsidies for the development of national shipping ;

- 3° Aux avantages consentis aux organisations sportives nationales ;
- 4° Au cabotage ;
- 5° Au pilotage des navires et à l'organisation des services de pilotage, remorquage, signalisation et sauvetage.

Article XXI.

La navigation dans les eaux intérieures est réservée au pavillon national avec les exceptions prévues par la législation nationale ou par les conventions internationales auxquelles les deux Parties contractantes sont ou seront parties.

Article XXII.

Les deux Parties contractantes s'engagent à conclure une convention pour la protection de la propriété littéraire et artistique.

Article XXIII.

Le présent traité est établi en deux exemplaires, en langues russe et tchécoslovaque, les deux textes faisant également foi.

Le présent traité sera ratifié, et l'échange des instruments de ratification aura lieu à Moscou le plus tôt possible.

Le présent traité entrera en vigueur quinze jours après l'échange des instruments de ratification. Cependant, les gouvernements des Parties contractantes peuvent convenir de sa mise en vigueur avant la ratification.

Le présent traité cessera d'être en vigueur un an après la date de l'avis de dénonciation notifié par l'une des Parties contractantes.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susmentionnés ont approuvé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Prague, le 25 mars 1935.

(L. S.) D^r Edvard BENEŠ.

(L. S.) (*Signé*) S. ALEXANDROVSKY.

(L. S.) (*Signé*) F. KILEVITZ.

- (3) Privileges granted to national sporting clubs ;
- (4) The coasting trade ;
- (5) The piloting of vessels and also the exercise of pilotage, towing, signal and life-saving services.

Article XXI.

Navigation on inland waterways shall be reserved for the flag of the Contracting Party in question, with the exceptions provided for in its legislation or in international agreements to which both Parties are or may hereafter be parties.

Article XXII.

Both Contracting Parties undertake to conclude an agreement regarding the preservation of rights to literary and artistic property.

Article XXIII.

The present Treaty is drawn up in duplicate in the Russian and Czechoslovak languages. Both texts are authentic.

The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible at Moscow.

The present Treaty shall come into force on the fifteenth day after the exchange of the instruments of ratification. The Governments of the two Contracting Parties may, however, enter into an agreement to bring the Treaty into force before ratification.

The Treaty shall cease to apply one year after the date of denunciation notified by one of the Contracting Parties.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Prague, this 25th day of March, 1935.

(L. S.) Dr. Edvard BENEŠ.

(L. S.) (Signed) S. ALEXANDROVSKY.

(L. S.) (Signed) F. KILEVITZ.

ANNEXE A L'ARTICLE X

Dans les deux langues.

Désignation de l'Etat qui délivre la carte de légitimation.
 Désignation de l'autorité qui délivre la carte de légitimation.

CARTE DE LÉGITIMATION PROFESSIONNELLE
 valable douze mois à partir de la date de la délivrance.

Valable pour
 N°

Il est certifié que le titulaire de la présente attestation, M.
 né à
 domicilié à
 rue N°
 est propriétaire (ou fondé de pouvoirs) de*
 à
 sous la raison sociale
 (ou) est voyageur de commerce au service de la maison.....
 à
 qui possède
 sous la raison sociale

Attendu que le titulaire de la présente attestation a l'intention de solliciter des commandes et d'acheter des marchandises dans les pays indiqués ci-dessus pour le compte de la maison susmentionnée, il est certifié que ladite maison a le droit d'exercer en**
 son industrie et son commerce et qu'elle acquitte à
 les impôts établis par la loi.

Le 19.....

Signature du chef de l'entreprise :

Signalement du titulaire :

Age
 Taille
 Cheveux
 Signes particuliers

Signature du titulaire :

Timbre et signature de l'autorité qui délivre la carte : 19.....

Remarque : La première partie du formulaire ne doit être remplie que si la carte est délivrée au chef de l'entreprise industrielle ou commerciale ou à son fondé de pouvoirs.

* Indication de l'entreprise commerciale ou industrielle.

** Etat qui délivre la carte.

ANNEX TO ARTICLE X.

Bilingual.

Name of the State issuing the Identity Card.
Name of the Authority issuing the Identity Card.

INDUSTRIAL IDENTITY CARD

Valid for twelve months from the date of issue.

Valid for

Card number

It is hereby certified that the holder of the present certificate, M.....
born at
resident at street, No.
is the owner (or is the representative of)*
at
under the name
(or) is a commercial traveller in the service of the firm(s) of
..... at
that is (are) the owner(s) of
under the name

In view of the fact that the holder of the present certificate proposes to take orders and to purchase goods in the above-mentioned States for the above-mentioned firm(s), it is hereby certified that the firm(s) in question is (are) engaged in **
in industry and trade and that it pays (they pay) in
..... the taxes provided by law for the purpose.

..... 19

Signature of the head of the firm(s) :
.....

Personal description of the owner of the card :

Age.....
Height
Hair
Special characteristics

Signature of the holder of the card :
.....

Stamp and signature of the authority issuing the card :19.....
.....

Note : The first part of the form must be filled up only if the card is issued to the head of a trading or industrial undertaking or his attorney.

* Name of commercial or industrial undertaking.

** The country in which the card is issued.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature du traité de commerce et de navigation conclu ce jour, les plénipotentiaires soussignés ont fait les réserves et déclarations suivantes qui feront partie intégrante dudit traité :

Ad article premier.

Il est convenu que les dispositions de cet article n'affectent en rien ni les prescriptions des deux Parties contractantes en matière de passeports, de séjour et d'expulsion des étrangers ni les lois réglementant la protection du marché national du travail.

Les dispositions du troisième alinéa de cet article ne concernent pas les prestations et réquisitions mentionnées à l'article IV.

Ad articles I et IX.

Pour autant que, sur le territoire de l'une des Parties contractantes, les fonctions économiques sont assurées ou seront assurées à l'avenir par des organisations économiques d'Etat (trusts, organisations commerciales d'Etat, unions, etc.) qui par leur structure diffèrent des personnes morales (sociétés anonymes, etc.) admises dans la plupart des autres Etats, les Parties contractantes déclarent que les avantages consentis par l'une d'elles aux sociétés anonymes et autres personnes morales de la nation la plus favorisée s'étendront à toutes les organisations économiques d'Etat de l'autre Partie créées en vertu des lois de cette Partie.

Ad article II.

Il est convenu que les deux Parties contractantes entameront le plus tôt possible des négociations en vue de la conclusion d'une convention relative à l'assistance mutuelle des tribunaux des deux Parties en matière civile et réglementant la question des tribunaux arbitraux et de l'exécution de leurs sentences.

Ad article III.

Il est convenu que les dispositions de cet article ne s'opposent pas à la perception, le cas échéant, de droits de permis de séjour ou de droits se rattachant à l'accomplissement de formalités administratives, étant entendu que les ressortissants des deux Parties contractantes seront mis à cet égard sur un pied d'égalité avec ceux de la nation la plus favorisée.

Ad article VII, point 2.

1. Il est convenu que les dispositions de ce point ne s'opposent pas à l'exécution du point 5 de cet article.

2. Il est convenu que la Représentation commerciale de l'Union des Républiques soviétiques socialistes dans la République tchécoslovaque n'est pas tenue de s'inscrire au registre du commerce.

Ad article VIII.

Il est convenu que la Représentation commerciale de l'Union des Républiques soviétiques socialistes communiquera chaque année, avant la fin du mois de février, au Ministère des Finances de la République tchécoslovaque le montant de son chiffre d'affaires de l'année écoulée.

La première de ces communications pour l'année écoulée sera faite par la Représentation commerciale au plus tard deux mois après l'entrée en vigueur du traité.

FINAL PROTOCOL.

At the time of signing the Treaty of Commerce and Navigation concluded this day, the undersigned Plenipotentiaries have made the following reservations and declarations, which shall form an integral part of this Treaty :

To *Article I.*

It is agreed that the provisions of this Article do not in any way affect the regulations of the two Contracting Parties concerning passports, residence or expulsion of foreign nationals, or the laws governing the protection of the national labour market.

The provisions of paragraph 3 of this Article do not affect the services and requisitions mentioned in Article IV.

To *Articles I and IX.*

In so far as the functions of economic life are or may hereafter be carried out in one of the Contracting Parties by State economic organisations (trusts, State trading organisations, unions, etc.), which differ in structure from the forms of juridical persons adopted in most other countries (joint stock companies, etc.), the Contracting Parties declare that the privileges granted by one of them to joint stock companies and other juridical persons of the most-favoured nation shall be extended to all State economic organisations of the other Party constituted in accordance with the laws of that Party.

To *Article II.*

It is agreed that the two Contracting Parties shall enter into negotiations at the earliest possible date regarding an agreement relating to legal assistance in civil cases and regulating the question of arbitral tribunals and the execution of their awards.

To *Article III.*

It is agreed that the provisions of this Article shall not in case of need prevent the recovery of so-called residence charges or charges connected with the execution of administrative formalities, and it is understood that nationals of the two Contracting Parties shall in this respect be placed in the same position as nationals of the most-favoured nation.

To *Article VII, Point 2.*

1. It is agreed that the provisions of this point shall not prevent the execution of the provisions under point 5 of this Article.

2. It is agreed that the Trade Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics in the Czechoslovak Republic does not require to be entered in the commercial register.

To *Article VIII.*

It is agreed that the Trade Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics shall inform the Ministry of Finance of the Czechoslovak Republic each year by the end of February of the following year of the amount of its turnover for the previous year.

The first such communication for the previous year shall be made by the Trade Delegation not later than two months after the date on which the present Treaty comes into force.

Ad *articles XI, XII et XIV.*

Les dispositions de ces articles n'affectent en rien les conditions spéciales en vigueur pour l'importation de vins de raisin dans la République tchécoslovaque.

Ad *article XVII.*

Les dispositions de cet article relatives à l'application aux transports de la clause de la nation la plus favorisée ne concernent pas les transports ferroviaires pour autant qu'il s'agit du calcul des taux et de l'application des tarifs, étant donné que ces questions sont régies exclusivement par les dispositions des articles XVIII et XIX du traité.

Ad *article XVIII.*

Pour le transport des passagers, bagages et colis-messageries entre les deux Parties contractantes, il sera fait application des dispositions de l'accord conclu entre les administrations ferroviaires des deux Parties contractantes.

Ad *article XX, point 4.*

Il est convenu que, par cabotage, on entend la navigation entre tous les ports d'un seul et même Etat.

Fait à Prague, le 25 mars 1935.

D^r Edvard BENEŠ.

(Signé) S. ALEXANDROVSKY.

(Signé) F. KILEVITZ.

To *Articles XI, XII and XIV.*

The provisions of these Articles shall not in any way affect the special conditions in force for the importation of wine into the Czechoslovak Republic.

To *Article XVII.*

The provisions of the present Article regarding the most-favoured-nation treatment in respect of transport does not relate to transport by rail in so far as it concerns the calculation of rates and the application of tariffs, since in these questions the provisions of Articles XVIII and XIX of the present Treaty are exclusively applicable.

To *Article XVIII.*

The transport of passengers, luggage and express goods between the two Contracting Parties shall be governed by the provisions of the agreement concluded between the railway administrations of the two Contracting Parties.

To *Article XX, Point 4.*

It is agreed that coasting trade is understood to mean navigation between all the ports of one and the same State.

Done at Prague, the 25th day of March, 1935.

Dr. Edvard BENEŠ.

(Signed) S. ALEXANDROVSKY.

(Signed) F. KILEVITZ.

N° 3719.

**TCHÉCOSLOVAQUIE ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTIQUES SOCIALISTES**

Accord relatif à la protection réciproque des droits résultant de la propriété industrielle, et protocole final. Signés à Praha, le 25 mars 1935.

**CZECHOSLOVAKIA
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS**

Agreement concerning Reciprocal Protection of Rights to Industrial Property, and Final Protocol. Signed at Prague, March 25th, 1935.

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE. — CZECHOSLOVAK TEXT.

N^o 3719. — DOHODA¹ MEZI REPUBLIKOU ČESKOSLOVENSKOU A SVAZEM SOVĚTSKÝCH SOCIALISTICKÝCH REPUBLIK O VZÁJEMNÉ OCHRANĚ PRÁV ZE ŽIVNOSTENSKÉHO VLASTNICTVÍ. PODEPSANÁ V PRAZE DNE 25. BREZNA 1935.

Textes officiels tchécoslovaque et russe communiqués par le délégué permanent de la République tchécoslovaque près la Société des Nations et le commissaire du peuple pour les Affaires étrangères de l'Union des Républiques soviétiques socialistes. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 28 août 1935.

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ a ÚSTŘEDNÍ VÝKONNÝ VÝBOR SVAZU SOVĚTSKÝCH SOCIALISTICKÝCH REPUBLIK, v přání podporovati a rozvíjeti hospodářské styky mezi oběma státy, rozhodli se uzavřítí dohodu o vzájemné ochraně práv ze živnostenského vlastnictví a jmenovali k tomu svými plnomocníky :

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ :

pana Dra Edvarda BENEŠE, ministra zahraničních věcí,

ÚSTŘEDNÍ VÝKONNÝ VÝBOR SVAZU SOVĚTSKÝCH SOCIALISTICKÝCH REPUBLIK :

pana Sergeje Sergejeviče ALEXANDROVSKÉHO, mimořádného vyslance a zplnomocněného ministra Svazu sovětských socialistických republik a
pana Fritze Fritzoviče KILEVICE, obchodního zástupce Svazu sovětských socialistických republik v republice Československé,

kteří předloživše si své plné moci, jež shledány v dobré a náležitě formě, shodli se na těchto ustanoveních :

Článek I.

Příslušníci jedné smluvní strany budou na území druhé smluvní strany v oboru ochrany vynálezů, obchodních a továrních známek, vzorků a modelů, a rovněž i v oboru ochrany proti nekalé soutěži postaveni na roveň vlastním příslušníkům, pokud splní podmínky a formality, které jsou nebo mohou být v budoucnosti stanoveny zákony a nařízeními každé smluvní strany pro její vlastní příslušníky, aniž by byli nuceni bydlet nebo mít závody na území druhé smluvní strany.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Moscou, le 8 juin 1935.
Entré en vigueur le 22 juin 1935.

ТЕХТЕ РУССЕ. — RUSSIAN TEXT.

№ 3719. — СОГЛАШЕНИЕ ¹ МЕЖДУ СОЮЗОМ СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК И РЕСПУБЛИКОЙ ЧЕХОСЛОВАЦКОЙ О ВЗАИМНОЙ ОХРАНЕ ПРАВ НА ПРОМЫШЛЕННУЮ СОБСТВЕННОСТЬ, ПОДПИСАННОЕ В ГОР. ПРАГЕ, 25-го МАРТА 1935 ГОДА.

Czechoslovak and Russian official texts communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic to the League of Nations and by the People's Commissary for Foreign Affairs of the Union of Soviet Socialist Republics. The registration of this Agreement took place August 28th, 1935.

ЦЕНТРАЛЬНЫЙ ИСПОЛНИТЕЛЬНЫЙ КОМИТЕТ СОЮЗА СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК и ПРЕЗИДЕНТ РЕСПУБЛИКИ ЧЕХОСЛОВАЦКОЙ, желая содействовать поддержанию и развитию экономических отношений между обоими странами, решили заключить соглашение о взаимной охране прав на промышленную собственность и назначили с этой целью своими уполномоченными :

ЦЕНТРАЛЬНЫЙ ИСПОЛНИТЕЛЬНЫЙ КОМИТЕТ СОЮЗА СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК :

господина Сергея Сергеевича Александровского, Чрезвычайного Посланника и Полномочного Министра Союза Советских Социалистических Республик, и господина Фрица Фрицевича Килевича, Торгового Представителя Союза Советских Социалистических Республик в Республике Чехословацкой,

ПРЕЗИДЕНТ РЕСПУБЛИКИ ЧЕХОСЛОВАЦКОЙ :

господина Д-ра Эдварда Бенеша, Министра Иностранных Дел,

каковые по взаимном сообщении своих полномочий, найденных в должном и надлежащем порядке, согласились о нижеследующих постановлениях :

Статья I.

Граждане одной из договаривающихся сторон будут поставлены на территории другой договаривающейся стороны в отношении охраны изобретений, торговых и фабричных знаков, образцов и моделей, а также в отношении защиты против недобросовестной конкуренции, в положение одинаковое с собственными гражданами, поскольку они будут выполнять условия и формальности, которые установлены, или могут быть установлены в будущем, законами и распоряжениями каждой из договаривающихся сторон для своих собственных граждан, но без того, чтобы они были обязаны проживать или иметь предприятия на территории другой договаривающейся стороны.

¹ The exchange of ratifications took place at Moscow, June 8th, 1935.
Came into force June 22nd, 1935.

Článek II.

Tato dohoda bude ratifikována a výměna ratifikací bude co nejdříve provedena v Moskvě. Nabude účinnosti patnáctého dne po výměně ratifikací.

Každá smluvní strana vyhrazuje si právo kdykoli tuto dohodu vypovědět po předchozí jednoroční výpovědi.

Tato dohoda byla vyhotovena ve dvou stejnopisech v jazyce československém a ruském. Obě znění jsou autentická.

Dáno v Praze dne 25. března 1935.

(L. S.) Dr. Edvard BENEŠ.

ZÁVĚREČNÝ PROTOKOL.

Přistupující k podpisu dohody o vzájemné ochraně práv ze živnostenského vlastnictví, uzavřené dnes, níže podepsaní plnomocníci učinili tato prohlášení :

1. příslušníky rozumějí se osoby fyzické, právnické, obchodní společnosti a státní hospodářské organizace,

2. obě smluvní strany se zavazují, že uzavřou dohodu o ochraně oblastních známek o původu československého chmele ve Svazu sovětských socialistických republik.

Dáno v Praze dne 25. března 1935.

Dr. Edvard BENEŠ *v. r.*

Copie certifiée conforme :
Praha, le 10 août 1935.

Jan Opočenský,
Directeur des Archives.

Copie certifiée conforme à l'original de l'Accord entre l'Union des Républiques soviétiques socialistes et la République de Tchécoslovaquie concernant la protection de la propriété industrielle, signé à Prague, le 25 mars 1935, entré en vigueur le 23 juin 1935.

*Le Secrétaire général du
Commissariat du Peuple pour les
Affaires étrangères :*
(Signé) Ed. Hoerschelmann.

Статья II.

Настоящее соглашение будет ратифицировано и обмен ратификационными грамотами будет произведен в городе Москве в кратчайший срок. Оно вступит в силу на пятнадцатый день после обмена ратификационными грамотами.

Каждая из договаривающихся сторон оставляет за собой право отказаться от соглашения в любое время с предупреждением об этом за один год.

Настоящее соглашение составлено в двух экземплярах на русском и чехословацком языках. Оба текста являются аутентичными.

Учинено в городе Праге 25 марта 1935 г.

М. П. (подпись) С. АЛЕКСАНДРОВСКИЙ.

М. П. (подпись) Ф. КИЛЕВИЦ.

ЗАКЛЮЧИТЕЛЬНЫЙ ПРОТОКОЛ.

Приступая к подписанию соглашения о взаимной охране прав на промышленную собственность, заключенного сего числа, нижеподписавшиеся уполномоченные сделали нижеследующие заявления :

1. под гражданами подразумеваются лица физические, юридические, торговые общества и государственные хозяйственные организации,

2. обе договаривающиеся стороны обязуются заключить соглашение об охране в Союзе Советских Социалистических Республик районных знаков происхождения чехословацкого хмеля.

Учинено в городе Праге 25 марта 1935 г.

(Подпись) С. АЛЕКСАНДРОВСКИЙ.

(Подпись) Ф. КИЛЕВИЦ.

Copie certifiée conforme à l'original de l'Accord entre l'Union des Républiques soviétiques socialistes et la République de Tchécoslovaquie concernant la protection de la propriété industrielle, signé à Prague, le 25 mars 1935, entré en vigueur le 23 juin 1935.

*Le Secrétaire général du
Commissariat du Peuple pour les
Affaires étrangères :*

(Signé) Ed. Hoerschelmann.

Copie certifiée conforme :
Praha, le 10 août 1935.

Jan Opocenský,
Directeur des Archives.

¹ TRADUCTION.

N^o 3719. — ACCORD ENTRE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES RELATIF A LA PROTECTION RÉCIPROQUE DES DROITS RÉSULTANT DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE. SIGNÉ A PRAHA, LE 25 MARS 1935.

LE COMITÉ EXÉCUTIF CENTRAL DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, désireux de contribuer au maintien et au développement des relations économiques entre les deux pays, ont décidé de conclure un accord sur la protection réciproque des droits de propriété industrielle et ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE COMITÉ EXÉCUTIF CENTRAL DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES :

- M. Sergheï Serghéïévitch ALEXANDROVSKY, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'Union des Républiques soviétiques socialistes ; et
- M. Fritz Fritzevitch KILEVITZ, représentant commercial de l'Union des Républiques soviétiques socialistes dans la République tchécoslovaque ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Le D^r Edouard BENEŠ, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes seront placés, sur le territoire de l'autre Partie contractante, en ce qui concerne la protection des inventions, des marques de commerce et de fabrique, des échantillons et modèles, ainsi qu'en ce qui concerne la protection contre la concurrence déloyale, sur un pied d'égalité avec les ressortissants nationaux pour autant qu'ils remplissent les conditions et les formalités prévues ou qui pourraient être prévues à l'avenir par les lois et règlements de chacune des Parties contractantes pour ses propres ressortissants, sans toutefois qu'ils soient obligés de séjourner ou d'avoir des entreprises sur le territoire de l'autre Partie contractante.

Article 2.

Le présent accord sera ratifié et l'échange des instruments de ratification aura lieu à Moscou dans le plus bref délai possible. Il entrera en vigueur quinze jours après l'échange des instruments de ratification.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3719. — AGREEMENT BETWEEN THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS CONCERNING RECIPROCAL PROTECTION OF RIGHTS TO INDUSTRIAL PROPERTY. SIGNED AT PRAGUE, MARCH 25TH, 1935.

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS and THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, being desirous of maintaining and extending economic relations between the two countries, have resolved to conclude an Agreement concerning reciprocal protection of rights to industrial property and have appointed for this purpose as their Plenipotentiaries :

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

- M. Sergei Sergeievich ALEXANDROVSKY, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Union of Soviet Socialist Republics; and
- M. Fritz Fritzevich KILEVITZ, Commercial Representative in Czechoslovakia of the Union of Soviet Socialist Republics;

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

- Dr. Eduard BENEŠ, Minister for Foreign Affairs;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

Nationals of each of the Contracting Parties shall, in the territory of the other Contracting Party, be placed on an equal footing with its nationals in regard to the protection of inventions, trade or industrial marks, designs or models, as also in regard to protection against unfair competition, provided they comply with the conditions and formalities which are or may in future be imposed by the laws and regulations of either Contracting Party on its own nationals, but without their being obliged to reside or possess an undertaking in the territory of the other Contracting Party.

Article II.

The present Agreement shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged in Moscow as soon as possible. It shall come into force 15 days after the exchange of the instruments of ratification.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Chacune des Parties contractantes se réserve le droit de dénoncer à tout moment le présent accord avec un préavis d'un an.

Le présent accord est établi en deux exemplaires, en langues russe et tchécoslovaque. Les deux textes font également foi.

Fait à Prague, le 25 mars 1935.

(L. S.) D^r Edvard BENEŠ.

(L. S.) (Signé) S. ALEXANDROVSKY.

(L. S.) (Signé) F. KILEVITZ.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de l'accord sur la protection réciproque des droits de propriété industrielle conclu ce jour, les plénipotentiaires soussignés font la déclaration suivante :

1^o Par « ressortissants » on entend les personnes physiques et morales, les sociétés commerciales et les organisations économiques d'Etat ;

2^o Les deux Parties contractantes s'engagent à conclure un accord sur la protection, dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes, des marques régionales de provenance du houblon tchécoslovaque.

Fait à Prague, le 25 mars 1935.

(Signé) D^r Edvard BENEŠ.

(Signé) S. ALEXANDROVSKY.

(Signé) F. KILEVITZ.

Each of the Contracting Parties shall have the right to denounce the Agreement at any moment on giving one year's notice.

The present Agreement is drawn up in duplicate in the Russian and Czechoslovak languages. Both texts are authentic.

Done at Prague, this 25th day of March, 1935.

(L. S.) Dr. Edvard BENEŠ.

(L. S.) (*Signed*) S. ALEXANDROVSKY.

(L. S.) (*Signed*) F. KILEVITZ.

FINAL PROTOCOL.

In proceeding to sign the Agreement this day concluded concerning Reciprocal Protection of Rights to Industrial Property, the undersigned Plenipotentiaries have made the following declarations :

(1) The term " nationals " shall be deemed to mean physical persons or corporate bodies, trading companies and Government economic organisations.

(2) Both Contracting Parties undertake to conclude an Agreement for the protection in the Union of Soviet Socialist Republics of district marks of origin on Czechoslovak hops.

Done at Prague, this 25th day of March, 1935.

(*Signed*) Dr. Edvard BENEŠ.

(*Signed*) S. ALEXANDROVSKY.

(*Signed*) F. KILEVITZ.

N° 3720.

BULGARIE ET POLOGNE

Convention relative à la collaboration
intellectuelle. Signée à Varsovie,
le 8 avril 1935.

BULGARIA AND POLAND

Convention regarding Intellectual
Co-operation. Signed at Warsaw,
April 8th, 1935.

N^o 3720. — CONVENTION ¹ ENTRE LE ROYAUME DE BULGARIE ET LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE RELATIVE A LA COLLABORATION INTELLECTUELLE. SIGNÉE A VARSOVIE, LE 8 AVRIL 1935.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Bulgarie près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 28 août 1935.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES

et

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE,

Animés du désir de resserrer les relations amicales qui existent entre la Bulgarie et la Pologne ; Persuadés que la collaboration intellectuelle entre les deux nations constitue un des moyens les plus efficaces pour arriver à ce but ; et

Désirant encourager cette collaboration en lui créant des conditions favorables,

Ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, à savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES :

S. E. M. le Général Théodore RADEFF, ministre de l'Instruction publique ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

S. E. M. Jozef BECK, ministre des Affaires étrangères ; et

S. E. M. Waclaw JĘDRZEJEWICZ, ministre des Cultes et de l'Instruction publique ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Une commission mixte pour la collaboration intellectuelle bulgare-polonaise sera créée à l'effet de développer et de raffermir les relations qui existent entre les deux pays dans le domaine de la collaboration intellectuelle.

Cette commission sera chargée d'étudier toutes les questions se rapportant à l'organisation desdites relations et sera autorisée de proposer aux autorités respectives compétentes les mesures favorisant le développement de ces relations.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Sofia, le 29 juillet 1935.
Entrée en vigueur le 28 août 1935.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3720. — CONVENTION ² BETWEEN THE KINGDOM OF BULGARIA AND THE REPUBLIC OF POLAND REGARDING INTELLECTUAL CO-OPERATION. SIGNED AT WARSAW, APRIL 8TH, 1935.

*French official text communicated by the Permanent Delegate of Bulgaria to the League of Nations.
The registration of this Convention took place August 28th, 1935.*

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS
and

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND ;

Being desirous of strengthening the friendly relations which exist between Bulgaria and Poland ;
Convinced that intellectual co-operation between the two nations is one of the most effective means of achieving this object, and

Desirous of encouraging such co-operation by creating conditions favourable to it ;

Have resolved to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their respective Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS :

His Excellency General Théodore RADEFF, Minister of Education ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND :

His Excellency Monsieur Jozef BECK, Minister for Foreign Affairs ; and

His Excellency Monsieur Waclaw JĘDRZEJEWICZ, Minister of Public Worship and Education ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

A joint Committee on intellectual co-operation between Bulgaria and Poland shall be set up for the purpose of developing and strengthening the relations which exist between the two countries in the matter of intellectual co-operation.

This Committee shall be required to study all questions connected with the organisation of such relations, and shall be empowered to propose to the respective competent authorities measures for promoting the said relations.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Sofia, July 29th, 1935.
Came into force August 28th, 1935.

Article 2.

La commission prévue à l'article premier sera composée de deux sous-commissions, dont l'une siégera à Sofia et l'autre à Varsovie, sous la présidence des ministres de l'Instruction publique respectifs.

Chaque sous-commission sera composée, le président excepté, de 4 membres, dont l'un sera délégué du Ministère des Affaires étrangères ; les deux autres seront délégués du Ministère de l'Instruction publique et le quatrième — un des membres de la légation de l'autre Haute Partie contractante — sera délégué de la sous-commission de son pays. Les sous-commissions, après leur constitution, nommeront, de commun accord, les représentants des institutions scientifiques et culturelles qui collaboreront avec elles en qualité d'experts ou de membres consultatifs.

Article 3.

Les membres des sous-commissions, sauf le membre étranger, seront nommés pour trois ans par les ministres de l'Instruction publique respectifs. Leurs mandats pourront être renouvelés ou confiés, au besoin, à d'autres personnes. Le président de chaque sous-commission désignera un vice-président pour le délai d'un an. Chaque sous-commission se réunira au moins une fois par an. Les sous-commissions élaboreront elles-mêmes les règlements de leur fonctionnement ; elles pourront aussi, au besoin, convoquer de commun accord des comités *ad hoc* dans les pays respectifs pour la réalisation des buts énumérés à l'article 4 de la présente convention.

Article 4.

Les sous-commissions auront pour tâche :

a) D'établir un contact suivi entre les représentants de l'enseignement primaire et secondaire des deux Etats contractants et contribuer, dans la mesure du possible, à l'introduction, dans les programmes d'enseignement de leurs Etats, de l'étude de leur géographie et de leur histoire ;

b) De faciliter les visites réciproques et les échanges de professeurs de l'enseignement supérieur ainsi que de fonctionnaires des bibliothèques et des musées des deux Etats ;

c) De favoriser les rapports et la collaboration entre les représentants de la science, de la littérature, des arts, du théâtre, de la musique, de la presse, du film et de la radio des deux Hautes Parties contractantes ;

d) De faciliter l'échange des élèves des écoles primaires, secondaires et supérieures des deux Etats contractants ;

e) D'établir des arrangements spéciaux pour régler, conformément aux lois et règlements en vigueur dans les deux Etats contractants, les équivalences de scolarité et de grade permettant aux nationaux d'un des deux pays de suivre, dans les établissements de l'autre, les cours et d'y subir des examens, sans aucun retard ou empêchement pour leurs études. Il est entendu que l'accès de certaines carrières ne restera ouvert aux ressortissants de l'autre Haute Partie contractante que dans la mesure où cela est ou sera autorisé par les lois et règlements en vigueur ;

f) D'organiser des conférences et des cours de vacances, des excursions touristiques, des colonies de vacances pour jeunes gens, la collaboration des associations d'étudiants, des expositions locales, des tournées d'artistes des théâtres nationaux et des visites d'hommes de lettres éminents, afin de mieux faire connaître le pays et la culture d'un des Etats contractants par les nationaux de l'autre ;

g) D'organiser l'échange des publications scientifiques, littéraires et artistiques ; de favoriser la propagation des traductions des chefs-d'œuvre littéraires de l'un des pays contractants dans l'autre ; de favoriser et organiser les rapports entre les institutions scientifiques, bibliothèques publiques et autres centres d'instruction nationale.

Article 2.

The Committee referred to in Article 1 shall consist of two sub-committees, one of which shall meet at Sofia and the other at Warsaw, under the chairmanship of the respective Ministers of Education.

Each sub-committee shall consist, in addition to the Chairman, of four members, one of whom shall be appointed by the Ministry of Foreign Affairs ; two of the other members shall be appointed by the Ministry of Education, the fourth — a member of the Legation of the other High Contracting Party — being appointed by the sub-committee of his country. When constituted, the sub-committees shall jointly nominate the representatives of scientific and cultural institutions who shall co-operate with them as experts or advisory members.

Article 3.

The members of the sub-committees, with the exception of the foreign member, shall be appointed by the respective Ministers of Education for three years. Their term of office may be renewed or their duties entrusted, if need be, to other persons. The Chairman of each sub-committee shall appoint a Vice-Chairman for a period of one year. Each sub-committee shall meet at least once a year. The sub-committees shall draw up their own rules of procedure, and if necessary may also by common consent convene special committees in the respective countries for the purpose of achieving the aims set forth in Article 4 of the present Convention.

Article 4.

The sub-committees shall endeavour :

(a) To establish continuous contact between the representatives of elementary and secondary education of the two Contracting States, and to assist as far as possible in introducing into the educational curricula of their States the study of their geography and history ;

(b) To facilitate reciprocal visits and exchanges of teachers of higher education and officials of the libraries and museums of the two States ;

(c) To encourage relations and co-operation between the representatives of science, literature, art, drama, music, the press, the cinema and wireless belonging to the two High Contracting Parties ;

(d) To facilitate the exchange of pupils of the two Contracting States engaged in elementary, secondary and higher education ;

(e) To make special arrangements to establish the equivalence of educational institutions and qualifications in accordance with the laws and regulations in force in the two Contracting States, in order that nationals of either country may be able to attend courses in the institutions of the other and to sit for examinations without any break in, or hindrance to, their studies. It is understood that certain careers shall be open to nationals of the other High Contracting Party only in so far as this is or may in future be permitted by the laws and regulations in force ;

(f) To organise lectures and vacation courses, tourist excursions, vacation colonies for young people, co-operation between students' associations, local exhibitions, performances by artistes from the national theatres, and visits from distinguished men of letters, in order that the nationals of each of the Contracting States may increase their knowledge of the country and culture of the other ;

(g) To organise the exchange of scientific, literary and artistic publications ; to encourage the circulation of translations of literary masterpieces of one of the contracting countries in the other ; to encourage and organise relations between the scientific institutions, public libraries and other centres of national education.

Article 5.

Les sous-commissions pourront correspondre directement entre elles au sujet de toutes les questions de leur compétence.

Article 6.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Sofia aussitôt que faire se pourra. Elle entrera en vigueur le trentième jour après la date de l'échange des ratifications.

La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans à partir de la date de sa mise en vigueur. Si elle n'est pas dénoncée, par un préavis, six mois avant l'expiration de cette période, elle sera considérée comme tacitement prolongée pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire, à Varsovie, le 8 avril 1935.

(s) T. RADEFF.

(s) J. BECK.

(s) W. JĘDRZEJEWICZ.

Article 5.

The sub-committees may correspond with one another direct on all questions within their competence.

Article 6.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Sofia as soon as possible. It shall come into force on the thirtieth day after the date of the exchange of ratifications.

The present Convention shall be concluded for a period of five years as from the date of its entry into force. Unless notice be given denouncing it, six months before the expiration of that period, it shall be regarded as tacitly extended for a further period of five years and similarly for successive five-year periods.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate, at Warsaw, the 8th day of April, 1935.

(Signed) T. RADEFF.

(Signed) J. BECK.

(Signed) W. JĘDRZEJEWICZ.

N° 3721.

**BELGIQUE
ET GRAND-DUCHÉ DE
LUXEMBOURG**

Convention relative aux questions
financières et monétaires. Signée
à Bruxelles, le 23 mai 1935.

**BELGIUM
AND GRAND DUCHY OF
LUXEMBURG**

Convention regarding Financial and
Monetary Questions. Signed at
Brussels, May 23rd, 1935.

N^o 3721. — CONVENTION ¹ ENTRE LA BELGIQUE ET LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG RELATIVE AUX QUESTIONS FINANCIÈRES ET MONÉTAIRES. SIGNÉE A BRUXELLES, LE 23 MAI 1935.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 29 août 1935.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES,
et

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG,
Désireux d'adapter aux conditions actuelles, dans un esprit de collaboration, les dispositions de l'article 22 de la Convention ² d'Union économique conclue le 25 juillet 1921,

Ont résolu de conclure à cet effet une convention et ont désigné dans ce but pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Paul VAN ZEELAND, premier ministre, ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur ; et
M. Max-Léo GÉRARD, ministre des Finances ; et

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG :

M. Joseph BECH, ministre d'Etat, président du Gouvernement ; et
M. Pierre DUPONG, ministre des Finances, de la Prévoyance sociale et du Travail ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

A.

1. Le Gouvernement belge attribuera au Gouvernement luxembourgeois une part dans les accroissements d'actifs résultant de la réévaluation de l'encaisse-or et des devises de la Banque nationale de Belgique et de toutes cessions d'or faites par celle-ci.

Cette part sera calculée sur la base du rapport des populations respectives des deux pays en appliquant dans le cadre de la présente convention ce qui est déterminé pour la répartition de la recette commune instituée par l'article 11 de la Convention d'Union économique.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bruxelles, le 6 août 1935.
Entrée en vigueur le 6 août 1935.

² Vol. IX, page 223 ; vol. CXXXIV, page 394 ; et vol. CLX, page 327, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 3721. — CONVENTION² BETWEEN BELGIUM AND THE GRAND DUCHY OF LUXEMBURG REGARDING FINANCIAL AND MONETARY QUESTIONS. SIGNED AT BRUSSELS, MAY 23RD, 1935.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place August 29th, 1935.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS
and

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG,
Being desirous, in a spirit of mutual co-operation, of bringing the provisions of Article 22 of the Convention³ for the Establishment of an Economic Union concluded on July 25th, 1921, into accordance with present conditions,

Have resolved to conclude a Convention to that effect and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

Monsieur Paul VAN ZEELAND, Prime Minister, Minister for Foreign Affairs and Minister for Foreign Trade, and
Monsieur Max-Léo GÉRARD, Minister for Finance; and

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG :

Monsieur Joseph BECH, Minister of State, President of the Government, and
Monsieur Pierre DUPONG, Minister for Finance, Social Welfare and Labour;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

A.

I. The Belgian Government shall assign to the Luxemburg Government a share in the increased assets resulting from the revaluation of the gold and foreign exchange reserve of the National Bank of Belgium and from any and every cession of gold by the latter.

The said share shall be calculated on the basis of the relation between the respective populations of the two countries, the arrangements with regard to the allocation of the " common receipts " for which Article II of the Convention for the Establishment of an Economic Union provides being applied within the limits of the present Convention.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Brussels, August 6th, 1935.
Came into force August 6th, 1935.

³ Vol. IX, page 223 ; Vol. CXXXIV, page 394, and Vol. CLX, page 327, of this Series.

2. La Banque nationale de Belgique ouvrira au nom du Gouvernement grand-ducal un compte dénommé « Fonds de remboursement de l'emprunt monétaire de 1922 », en vue du remboursement anticipatif, au 1^{er} juin 1937, de l'emprunt 6 p. c. de 178.118.000 francs émis le 1^{er} juin 1922.

A ce compte, seront versées, dès ratification du présent accord :

a) La part du Grand-Duché de Luxembourg dans l'accroissement d'actif de la Banque nationale ;

b) Une somme de 10.000.000 de francs, à fournir par le Grand-Duché en titres de l'emprunt monétaire, comptés au pair de leur valeur nominale.

La Banque nationale de Belgique placera les liquidités du « Fonds de remboursement », d'accord avec les Gouvernements belge et luxembourgeois ; les avoirs du compte s'accroîtront du produit de ces placements.

3. Le Gouvernement belge s'engage à verser au « Fonds de remboursement » le solde nécessaire pour réaliser le remboursement total de l'emprunt.

B.

1. A compter du 1^{er} janvier 1927, le Gouvernement belge attribuera au Gouvernement luxembourgeois une part dans les bénéfices versés par la Banque nationale de Belgique au Trésor belge.

Cette part sera calculée sur la base du rapport des populations respectives des deux pays en appliquant dans le cadre de la présente convention ce qui est déterminé pour la répartition de la recette commune instituée par l'article 11 de la Convention d'Union économique.

2. Le Gouvernement belge prend à sa charge le service des intérêts de l'emprunt monétaire luxembourgeois, au taux plein, pour les échéances du 1^{er} juin 1927 au 1^{er} juin 1937.

Par contre, le Grand-Duché de Luxembourg fait abandon de sa part dans les bénéfices annuels de la Banque nationale attribuables au Trésor belge, à partir du 1^{er} janvier 1927 jusqu'au moment où cette part sera égale à une charge de 2 p. c. sur un capital de 175.000.000 pour les échéances du 1^{er} juin 1927 au 1^{er} juin 1937.

C.

Nonobstant toute convention contraire, les billets de la Banque nationale de Belgique seront reçus dans le Grand-Duché de Luxembourg comme monnaie légale par les caisses publiques et par les particuliers, la parité-or du franc belge étant fixée par arrêté royal conformément aux articles 2 et 3 de la loi monétaire du 30 mars 1935.

D.

La Banque nationale de Belgique établira une agence à Luxembourg. Un comptoir d'escompte sera attaché à cette agence.

E.

Le Gouvernement luxembourgeois est autorisé à laisser en circulation dans les limites du territoire grand-ducal, des coupures d'un import ne dépassant pas 100 francs, jusqu'à concurrence de 100 millions de francs. Toutefois, à titre temporaire, cette limite pourra être majorée de 25 millions, étant expressément convenu que le maximum de la circulation sera ramené à 100 millions de francs au plus tard le 1^{er} octobre 1942.

2. The National Bank of Belgium shall open an account in the name of the Grand Ducal Government, to be called "The Currency Loan 1922, Redemption Fund", with a view to the anticipatory redemption on June 1st, 1937, of the 6 % Loan of 178,118,000 francs issued on June 1st, 1922.

The following shall be paid into the said account on the ratification of the present Convention :

(a) The share of the Grand Duchy of Luxemburg in the increased assets of the National Bank ;

(b) A sum of 10,000,000 francs, to be made available by the Grand Duchy, in bonds of the Currency Loan reckoned at their nominal value.

The National Bank of Belgium shall invest the liquid assets of the Redemption Fund in agreement with the Belgian and Luxemburg Governments ; and the proceeds of such investments shall be carried to credit of the Fund.

3. The Belgian Government undertakes to pay into the Redemption Fund the balance required for the total redemption of the Loan.

B.

1. The Belgian Government shall assign to the Luxemburg Government as from January 1st, 1927, a share in the profits paid by the National Bank of Belgium to the Belgian Treasury.

The said share shall be calculated on the basis of the relation between the respective populations of the two countries, the arrangements with regard to the allocation of the "common receipts" for which Article 11 of the Convention for the Establishment of an Economic Union provides being applied within the limits of the present Convention.

2. The Belgian Government assumes the charge of the service of the interest on the Luxemburg Currency Loan at the full rate for the payments falling due during the period June 1st, 1927, to June 1st, 1937.

The Grand Duchy of Luxemburg for its part waives its share in the annual profits of the National Bank due to the Belgian Treasury as from January 1st, 1927, until such time as the said share shall be equal to a charge of 2 % on a capital of 175,000,000, for the payments falling due during the period June 1st, 1927, to June 1st, 1937.

C.

Notwithstanding any Convention or Agreement to the contrary, notes of the National Bank of Belgium shall be accepted in the Grand Duchy of Luxemburg as legal tender by public institutions and private individuals, the gold parity of the Belgian franc being fixed by Royal Decree in accordance with Articles 2 and 3 of the Currency Law of March 30th, 1935.

D.

The National Bank of Belgium shall establish an agency in Luxemburg, with a discount department attached.

E.

The Luxemburg Government shall be entitled to allow notes for amounts not exceeding 100 francs to continue in circulation within the territory of the Grand Duchy up to a total not exceeding 100 million francs. The said total may be increased temporarily up to 125 million francs, provided it is reduced to 100 million francs not later than October 1st, 1942.

F.

La présente convention aura une durée égale à celle de la Convention d'Union économique ; elle sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Bruxelles aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait en double original à Bruxelles, le 23 mai 1935.

(S.) P. VAN ZEELAND.

(S.) Max-Léo GÉRARD.

(S.) BECH.

(S.) DUPONG.

F.

The present Convention shall remain in force for the same period as the Convention for the Establishment of an Economic Union. It shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Brussels at the earliest possible date.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Brussels, in duplicate, the 23rd day of May, 1935.

(Signed) P. VAN ZEELAND.

(Signed) Max-Léo GÉRARD.

(Signed) BECH.

(Signed) DUPONG.

N° 3722.

**BELGIQUE
ET GRAND-DUCHÉ DE
LUXEMBOURG**

Convention instituant un régime commun en matière de réglementation des importations, des exportations et du transit entre les deux pays. Signée à Bruxelles, le 23 mai 1935.

**BELGIUM
AND GRAND DUCHY OF
LUXEMBURG**

Convention instituting a Common Regime for the Regulation of Imports, Exports and Transit between the Two Countries. Signed at Brussels, May 23rd, 1935.

N^o 3722. — CONVENTION ¹ INSTITUANT, ENTRE LA BELGIQUE ET LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG, UN RÉGIME COMMUN EN MATIÈRE DE RÉGLEMENTATION DES IMPORTATIONS, DES EXPORTATIONS ET DU TRANSIT. SIGNÉE A BRUXELLES, LE 23 MAI 1935.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 29 août 1935.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES

et

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG,

Animés de la volonté de pratiquer une politique économique commune ;

Constatant que la Convention ² d'Union économique entre la Belgique et le Luxembourg, conclue le vingt-cinq juillet mil neuf cent vingt et un, ne renferme aucune stipulation visant expressément l'éventualité d'une réglementation, avec ou sans droits et taxes accessoires, des importations, des exportations ou du transit, notamment par l'institution de restrictions d'ordre économique, et spécialement de licences, de contingents et de droits spéciaux de licences et taxes d'administration ;

Désireux de régler de commun accord cette matière dans l'esprit et suivant les dispositions de la Convention d'Union économique,

Ont résolu de conclure à cet effet une convention et ont désigné dans ce but pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Paul VAN ZEELAND, premier ministre, ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur ; et

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG :

M. Joseph BECH, ministre d'Etat, président du gouvernement ;

Lesquels, d'après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Sauf les exceptions prévues par la présente convention, tout régime de réglementation, avec ou sans droits et taxes accessoires, des importations, des exportations et du transit, notamment par l'institution de restrictions d'ordre économique, et spécialement de licences, de contingents et de droits spéciaux de licences et taxes d'administration, sera commun aux deux pays de l'Union

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bruxelles, le 6 août 1935.
Entrée en vigueur le 6 août 1935.

² Vol. IX, page 223 ; vol. CXXXIV, page 394 ; et vol. CLX, page 327, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3722. — CONVENTION ² INSTITUTING BETWEEN BELGIUM AND THE GRAND DUCHY OF LUXEMBURG A COMMON REGIME FOR THE REGULATION OF IMPORTS, EXPORTS AND TRANSIT. SIGNED AT BRUSSELS, MAY 23RD, 1935.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place August 29th, 1935.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS
and

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG,
Being desirous of pursuing a common economic policy,

Noting that the Convention ³ for the Establishment of an Economic Union between Belgium and Luxemburg concluded on the twenty-fifth day of July, one thousand nine hundred and twenty-one, contains no stipulation explicitly contemplating the possibility of regulating, with or without accessory duties and charges, imports, exports, or transit, in particular by the establishment of economic restrictions and especially of licences, quotas, and special licence duties and administrative charges,

Being anxious to settle this matter by common agreement in the spirit and according to the provisions of the Convention establishing an Economic Union,

Have resolved to conclude a Convention for this purpose and to that end have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

Monsieur Paul VAN ZEELAND, Prime Minister, Minister for Foreign Affairs and Foreign Trade ; and

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG :

Monsieur Joseph BECH, Minister of State, Prime Minister ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

Except as otherwise provided in the present Convention, any system of regulation, with or without accessory duties and charges, of imports, exports, and transit, in particular by the establishment of economic restrictions and especially of licences, quotas, and special licence duties and administrative charges, shall be common to the two countries of the Economic Union, as

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Brussels, August 6th, 1935. Came into force August 6th, 1935.

³ Vol. IX, page 223 ; Vol. CXXXIV, page 394 ; and Vol. CLX, page 327, of this Series.

économique, tant pour ce qui concerne les dispositions légales et réglementaires que leurs modalités d'application, et les Hautes Parties contractantes prendront à cet effet toutes les dispositions nécessaires à la mise en vigueur de la présente convention.

Une commission administrative mixte est constituée avec mission de prêter ses avis aux deux gouvernements sur toutes les mesures que le gouvernement de l'un ou de l'autre pays de l'Union économique proposerait de prendre dans les matières visées au premier alinéa du présent article. La commission a son siège à Bruxelles.

Les mesures visées au premier alinéa du présent article seront prises par le Gouvernement belge en exécution et selon les stipulations de la présente convention. Elles devront obligatoirement être soumises au préalable à l'avis de la Commission administrative mixte constituée par les deux gouvernements, comme il est dit ci-dessus.

Article 2.

Sauf les exceptions prévues par la présente convention, la Commission administrative mixte dont il est question à l'article premier sera investie de l'administration des contingents d'importation, d'exportation et de transit institués pour l'Union économique et notamment elle sera chargée de répartir les contingents entre les intéressés.

Elle sera seule investie du pouvoir de délivrer aux intéressés, aux mêmes conditions pour l'ensemble de l'Union économique, des licences d'importation, d'exportation et de transit et de percevoir les droits et taxes généralement quelconques afférents auxdites licences ; elle pourra néanmoins, de l'accord des deux gouvernements, déléguer en tout ou en partie ses attributions susdites à des offices constitués par elle, dont l'un à Luxembourg ; elle pourra en outre, de l'accord des deux gouvernements, déléguer en tout ou en partie ses mêmes attributions susdites à des gouvernements tiers ainsi qu'à des organismes ou personnes établis soit sur le territoire soit en dehors du territoire de l'Union économique.

Article 3.

Sauf les exceptions prévues par la présente convention, le produit des droits et taxes généralement quelconques afférents aux licences formera une recette commune dont la répartition entre les deux Pays de l'Union sera faite en appliquant dans le cadre de la présente convention ce qui est déterminé pour la recette commune instituée par l'article 11 de la Convention d'Union économique.

Il est entendu que les frais que nécessitera ou pourrait nécessiter le fonctionnement de la Commission administrative et de ses offices délégués seront prélevés sur les recettes communes perçues en exécution de la présente convention.

Article 4.

Les règles des articles premier, 2 et 3 ne s'appliqueront pas dans les cas d'exception prévus par la présente convention.

Article 5.

Par exception aux règles générales stipulées par la présente convention et dans le but d'assurer, pour les produits énumérés nominativement ci-après, la défense du marché agricole luxembourgeois, le Gouvernement luxembourgeois aura la faculté de réglementer unilatéralement à toutes les frontières du Grand-Duché de Luxembourg, y compris la frontière commune avec la Belgique, l'importation des pommes de terre, des œufs et des pommes.

Toutefois le Gouvernement luxembourgeois ne pourra faire usage de cette faculté que pendant les périodes de l'année ci-dessous déterminées pour chacun des produits énumérés :

- a) Pommes de terre, du 1^{er} septembre au 1^{er} mars ;
- b) Œufs, du 1^{er} mars au 1^{er} septembre ;
- c) Pommes, du 1^{er} septembre au 1^{er} janvier.

regards both laws and regulations and the conditions of their application, and the High Contracting Parties shall take for this purpose all such steps as may be necessary to bring the present Convention into force.

A Joint Administrative Commission shall be set up to advise the two Governments on any measures which the Government of either country of the Economic Union may propose to take in the matters referred to in the first paragraph of this Article. The Commission shall sit at Brussels.

The measures referred to in the first paragraph of this Article shall be taken by the Belgian Government in execution and in accordance with the stipulations of the present Convention. They shall in every case be submitted beforehand, for its opinion, to the Joint Administrative Commission set up by the two Governments as stated above.

Article 2.

Except as otherwise provided in the present Convention, the Joint Administrative Commission referred to in Article 1 shall be entrusted with the administration of the import, export, and transit quotas established for the Economic Union, and in particular it shall be responsible for allocating the quotas among the persons concerned.

It shall have sole power to issue to the persons concerned, under the same conditions for the whole of the Economic Union, import, export, and transit licences, and to collect all duties and charges of whatsoever nature connected therewith ; nevertheless, by agreement between the two Governments it may delegate the whole or part of the aforesaid functions to offices set up by it, one being in Luxemburg. It may also, by agreement between the two Governments, delegate the whole or part of the said functions to other Governments or to organisations or persons established either within the territory of the Economic Union or outside it.

Article 3.

Except as otherwise provided in the present Convention, the proceeds of the duties and charges of whatsoever nature levied in respect of licences shall be regarded as common receipts which shall be shared between the two countries of the Union, within the framework of the present Convention, in accordance with the provisions regarding common receipts as established by Article 11 of the Convention establishing an Economic Union.

It is understood that the expenses which are or may be entailed by the operation of the Administrative Commission and its subordinate offices shall be deducted from the common receipts collected in execution of the present Convention.

Article 4.

The rules laid down in Articles 1, 2 and 3 shall not apply to the exceptional cases provided for by the present Convention.

Article 5.

As an exception to the general rules laid down in the present Convention, and for the purpose of protecting the Luxemburg agricultural market for the products hereinafter specified, the Luxemburg Government shall have the right to regulate unilaterally at all the frontiers of the Grand Duchy of Luxemburg, including the common frontier with Belgium, the importation of potatoes, eggs, and apples.

Nevertheless, the Luxemburg Government may only avail itself of this right during the periods of the year hereinafter specified in respect of each of the products mentioned :

- (a) Potatoes, from September 1st to March 1st ;
- (b) Eggs, from March 1st to September 1st ;
- (c) Apples, from September 1st to January 1st.

Article 6.

Le Gouvernement luxembourgeois ne pourra faire usage de la faculté qui lui est concédée à l'article 5 que pour chacun des produits énumérés pris isolément, lorsque pour ledit produit pris isolément la protection demeurera insuffisante du chef de la Belgique après notification faite par le Gouvernement luxembourgeois au Gouvernement belge, c'est-à-dire lorsque le Gouvernement belge refusera pour le produit en cause de limiter l'importation aux frontières de l'Union économique aux chiffres ou de fixer le taux des droits spéciaux de licences au niveau réclamés par le Gouvernement luxembourgeois.

Article 7.

Par exception aux règles générales stipulées par la présente convention et dans le but d'assurer, pour les produits énumérés nominativement ci-après, la défense du marché agricole luxembourgeois, le Gouvernement luxembourgeois aura la faculté de réglementer unilatéralement à toutes les frontières du Grand-Duché de Luxembourg, y compris la frontière commune avec la Belgique, l'importation :

1^o Du beurre, chaque fois que le Gouvernement belge faisant usage de la faculté qui lui est reconnue par l'article premier de la présente convention, selon la procédure établie par ledit article premier, abaissera le droit spécial de licence sur le beurre au-dessous de 7 fr. 50 c. au kilogramme ou fixera le contingent global pour l'Union économique au-dessus du chiffre fixé de même pour le mois de calendrier correspondant de l'année 1934 ;

2^o Des animaux vivants de l'espèce porcine et de la viande porcine fraîche, chaque fois que le prix moyen du porc vivant sur le marché de Cureghem se trouvera inférieur à 5 fr. 50 c. au kilogramme ;

3^o Des animaux de l'espèce bovine et de la viande bovine fraîche, chaque fois que le prix moyen du bœuf vivant sur le marché de Cureghem se trouvera inférieur à 5 fr. 50 c. au kilogramme.

Article 8.

En tout état de cause, le marché luxembourgeois sera, pour les produits énumérés aux articles 5 et 7, réservé en cas d'importation aux producteurs belges, c'est-à-dire que dans la mesure où, ayant fait usage de la faculté de réglementation telle qu'elle est déterminée aux articles 5 et 7, le Gouvernement luxembourgeois accorderait néanmoins des licences d'importation pour tous ou certains des produits énumérés aux articles 5 et 7, il s'engage à accorder lesdites licences pour des produits d'origine et de provenance belges.

Il est entendu que les commerçants et autres intéressés de nationalité belge obtiendront au Grand-Duché des licences aux mêmes conditions que les commerçants et autres intéressés de nationalité luxembourgeoise et réciproquement.

Article 9.

Par exception aux règles générales stipulées par la présente convention, le gouvernement de chacun des deux pays de l'Union économique aura la faculté :

1^o De réglementer unilatéralement aux frontières de son pays autres que la frontière commune avec l'autre pays de l'Union économique l'importation des céréales faisant l'objet dans l'un ou l'autre ou dans les deux pays de l'Union économique de mesures quelconques d'ordre intérieur et notamment d'une valorisation ;

2^o De réglementer à la frontière commune aux deux pays de l'Union économique l'importation des céréales faisant l'objet dans l'un ou l'autre ou dans les deux pays de l'Union économique de mesures quelconques d'ordre intérieur et notamment d'une valorisation chaque fois que les conditions de production ou de vente desdites céréales sont ou seront rendues inégales entre les deux pays de l'Union économique par l'effet des susdites mesures quelconques d'ordre intérieur et notamment de la ou des susdites valori-

Article 6.

The Luxemburg Government may only make use of the right accorded to it under Article 5 in respect of each of the specified products taken separately, when the protection of the said products by Belgium remains inadequate after notice has been given by the Luxemburg Government to the Belgian Government, that is to say, when the Belgian Government refuses to restrict imports of the product in question at the frontiers of the Economic Union to the figures or to fix the rate of special licence duties at the level demanded by the Luxemburg Government.

Article 7.

As an exception to the general rules laid down in the present Convention, and for the purpose of protecting the Luxemburg agricultural market for the products hereinafter specified, the Luxemburg Government shall have the right to regulate unilaterally at all the frontiers of the Grand Duchy of Luxemburg, including the common frontier with Belgium, the importation of :

(1) Butter, whenever the Belgian Government, availing itself of the right accorded to it under Article 1 of the present Convention, and in accordance with the procedure laid down in the said Article 1, reduces the special licence duty on butter to less than Fr. 7.50 per kilogramme, or fixes the aggregate quota for the Economic Union at a higher figure than that fixed for the corresponding calendar month of 1934 ;

(2) Live pigs and fresh pork, whenever the average price of live pigs in the Cureghem market is less than Fr. 5.50 per kilogramme ;

(3) Neat cattle and fresh beef, whenever the average price of neat cattle in the Cureghem market is less than Fr. 5.50 per kilogramme.

Article 8.

As regards the importation of the products enumerated in Articles 5 and 7, the Luxemburg market shall in all circumstances be reserved for Belgian producers, that is to say, that in so far as, although exercising the right of regulation provided for in Articles 5 and 7, the Luxemburg Government grants import licences for all or any of the products enumerated in Articles 5 and 7, it undertakes to grant them for products of Belgian origin and provenance.

It is understood that traders and other persons of Belgian nationality will obtain licences from the Grand Duchy under the same conditions as traders and other persons of Luxemburg nationality, and *vice versa*.

Article 9.

As an exception to the general rules laid down in the present Convention, the Government of each of the two countries of the Economic Union shall have the right :

(1) To regulate unilaterally, at the frontiers of its country other than the common frontier with the other country of the Economic Union, the importation of cereals forming the subject in either or both countries of the Economic Union of internal measures of any kind and of valorisation in particular ;

(2) To regulate, at the frontier common to the two countries of the Economic Union, the importation of cereals forming the subject, in either or both countries of the Economic Union, of internal measures of any kind and of valorisation in particular, whenever the conditions of production or sale of the said cereals are or will be made unequal between the two countries of the Economic Union as the result of the said internal measures and of the said valorisation or valorisations in particular. It is understood that the above-

sations. Il est entendu que la faculté de réglementation ci-dessus prévue à la frontière commune pourra être exercée uniquement par le gouvernement de celui des deux pays de l'Union économique dont les producteurs indigènes desdites céréales se trouvent ou se trouveront exposés à une concurrence favorisée par le fait des mesures quelconques d'ordre intérieur et notamment de la ou des valorisations qui sont ou seront instituées dans l'un ou l'autre ou dans les deux pays de l'Union économique ;

3° De réglementer unilatéralement à toutes les frontières de son pays, y compris la frontière commune avec l'autre pays, l'importation des denrées dont les conditions de production sont ou seront directement influencées par les conditions d'approvisionnement de céréales chaque fois que les conditions d'approvisionnement des céréales entrant en ligne de compte se trouvent ou se trouveront dans le pays en cause moins favorables que dans l'autre pays par le fait de mesures quelconques d'ordre intérieur et notamment d'une valorisation, instituées par l'un ou l'autre ou par les deux pays de l'Union économique.

Article 10.

Par exception aux règles générales stipulées par la présente convention, le Gouvernement luxembourgeois aura la faculté de ne pas s'associer aux mesures de réglementation des importations de houille crue ou carbonisée et des agglomérés de houille ou de lignite que le Gouvernement belge aurait établies ou se proposerait d'établir aux frontières de la Belgique. Réciproquement, dans le cas où le Gouvernement luxembourgeois ferait usage de la susdite faculté, le Gouvernement belge aura la faculté de réglementer à la frontière de la Belgique, commune avec le Grand-Duché de Luxembourg, l'importation des susdites marchandises.

Article 11.

Dans le cas où le Gouvernement luxembourgeois ferait valoir en cours d'exécution de la présente convention la nécessité de sauvegarder des intérêts vitaux dont il alléguerait que la sauvegarde ne serait pas assurée dans une mesure raisonnable par les dispositions de la présente convention ou par l'application qu'en ferait pour sa part le Gouvernement belge, les deux gouvernements aviseront aux moyens d'assurer dans l'esprit de la présente convention et de la Convention d'Union économique la sauvegarde desdits intérêts vitaux du Grand-Duché de Luxembourg.

Les différends venant à s'élever en cette matière entre les deux gouvernements pourront être déférés par le Gouvernement luxembourgeois à un collège arbitral permanent dont le Gouvernement belge reconnaît la compétence obligatoire dans les limites où elle est définie ci-dessous.

A cet effet et pour l'exécution de la présente convention, la Commission permanente de conciliation instituée par le Traité¹ de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire du 17 octobre 1927 est érigée en Collège arbitral permanent.

La compétence dudit Collège arbitral permanent s'étendra uniquement aux contestations portant, dans le cadre du présent article :

1° Sur le caractère vital des intérêts luxembourgeois en cause ;

2° Sur l'efficacité des mesures que le Gouvernement belge aurait établies ou proposerait d'établir pour assurer la sauvegarde des intérêts luxembourgeois en cause ;

3° Sur la nécessité d'assurer, au moyen de dérogations aux règles générales de la présente convention, la sauvegarde des intérêts luxembourgeois en cause.

Il est entendu que le Collège arbitral permanent est juge de l'existence de sa compétence dans les limites ci-dessus tracées.

Les sentences du Collège arbitral permanent seront rendues à la majorité des voix pour chaque question posée prise isolément. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à accepter lesdites sentences comme définitives. S'il n'est convenu autrement entre les Parties, les sentences du Collège arbitral permanent devront être rendues dans un délai maximum de trente jours.

¹ Vol. CXXIV, page 203, de ce recueil.

mentioned right of regulation at the common frontier may be exercised solely by the Government of that country of the Economic Union whose home producers of the said cereals are or will be exposed to competition as a result of the internal measures of any kind and valorisation or valorisations in particular which have been or are to be applied in either or both countries of the Economic Union ;

(3) To regulate unilaterally at all the frontiers of its country, including the common frontier with the other country, the importation of foodstuffs, the conditions of production of which are or will be directly affected by the conditions under which cereals are supplied, whenever those conditions are or will be less favourable in the country in question than in the other country as a result of the internal measures of any kind and valorisation in particular introduced by either or both countries of the Economic Union.

Article 10.

As an exception to the general rules laid down in the present Convention, the Luxemburg Government shall have the right not to associate itself with any measures for the regulation of imports of crude or carbonised coal and agglomerates of coal or lignite which the Belgian Government may have adopted or may propose to adopt at the Belgian frontiers. Reciprocally, should the Luxemburg Government avail itself of the said right, the Belgian Government shall be entitled to regulate the importation of the said goods at the common frontier of Belgium and the Grand Duchy of Luxemburg.

Article 11.

Should the Luxemburg Government, in the course of the execution of the present Convention, urge the necessity of safeguarding vital interests which it alleges not to be reasonably safeguarded by the provisions of the present Convention or by the manner in which it is applied by the Belgian Government, the two Governments shall devise means of safeguarding, in the spirit of the present Convention and the Convention establishing an Economic Union, the said vital interests of the Grand Duchy of Luxemburg.

Disputes arising in this connection between the two Governments may be referred by the Luxemburg Government to a Permanent Board of Arbitration, the competence of which the Belgian Government recognises as compulsory within the limits defined below.

For this purpose, and for the execution of the present Convention, the Permanent Conciliation Commission set up by the Treaty¹ of Conciliation, Arbitration, and Judicial Settlement of October 17th, 1927, shall be converted into a Permanent Board of Arbitration.

The competence of the said Permanent Board of Arbitration shall be confined to disputes concerned, within the framework of the present Article, with :

- (1) The vital nature of the Luxemburg interests involved ;
- (2) The efficacy of the measures which the Belgian Government may have adopted or may propose to adopt to safeguard the Luxemburg interests involved ;
- (3) The necessity of safeguarding, by means of derogations of the general rules of the present Convention, the Luxemburg interests involved.

It is understood that, within the foregoing limits, the Permanent Board of Arbitration shall itself decide whether it is competent to deal with any matter.

The awards of the Permanent Board of Arbitration shall be rendered by a majority vote on each separate question. The High Contracting Parties agree to accept the said awards as final. Unless otherwise agreed between the Parties, the awards of the Permanent Board of Arbitration shall be rendered within a maximum period of thirty days.

¹ Vol. CXXIV, page 203, of this Series.

Sauf ce qui est disposé autrement par la présente convention, la procédure du Collège arbitral permanent sera celle qui est définie pour la Commission permanente de conciliation par le Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire du 17 octobre 1927.

Il est entendu que ce dernier traité demeure applicable à la présente convention dans tous les cas où il n'y est pas dérogé expressément par la présente convention elle-même.

Article 12.

Les Hautes Parties contractantes prennent réciproquement l'engagement de rechercher dès à présent, dans le but de la substituer au système de dérogations établi par la présente convention à l'effet d'assurer la défense du marché agricole luxembourgeois, une formule propre à procurer des garanties équivalentes à l'agriculture luxembourgeoise sans porter atteinte à la règle de liberté de commerce pleine et entière entre les deux pays de l'Union économique telle qu'elle est inscrite à l'article 3 de la Convention d'Union.

En tout état de cause, les Hautes Parties contractantes prennent réciproquement l'engagement de soumettre, dans cet esprit, à un examen d'ensemble au moins tous les trois mois le système de dérogations établi par la présente convention à l'effet d'assurer la défense du marché agricole luxembourgeois.

Article 13.

Chacune des Hautes Parties contractantes prend l'engagement d'appliquer à toutes les frontières de son pays, autres que la frontière commune aux deux pays de l'Union économique, avec les mêmes modalités et dans les mêmes conditions, toutes les prohibitions de trafic et de circulation que l'autre Partie aurait jugé ou jugerait nécessaire d'établir pour des motifs sanitaires, notamment pour empêcher la propagation d'épidémies ou d'épizooties, ou pour protéger les cultures contre l'importation et la propagation d'insectes nuisibles.

Article 14.

La présente convention aura une durée égale à celle de la Convention d'Union économique.

Article 15.

Chaque fois que dans le corps de la présente convention sont employés les termes « réglementation » et « réglementer » s'appliquant à des mesures d'ordre économique prises à l'une ou l'autre frontière, ils doivent être entendus dans le sens de réglementation, avec ou sans droits et taxes accessoires, selon le cas des importations, des exportations ou du transit, notamment par l'institution de restrictions d'ordre économique, et spécialement de licences, de contingents et de droits spéciaux de licences et taxes d'administration.

Article 16.

La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Bruxelles aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait en double original à Bruxelles, le 23 mai 1935.

(S.) BECH.

(S.) P. VAN ZEELAND.

Except as otherwise provided in the present Convention, the procedure of the Permanent Board of Arbitration shall be the same as that of the Permanent Conciliation Commission, as laid down in the Treaty of Conciliation, Arbitration, and Judicial Settlement of October 17th, 1927.

It is understood that this latter Treaty shall remain applicable to the present Convention in all cases where no express stipulation to the contrary is embodied in the present Convention.

Article 12.

The High Contracting Parties mutually undertake forthwith to endeavour, with a view to substituting it for the system of derogations laid down in the present Convention for the protection of the Luxemburg agricultural market, to find a formula such as will provide equivalent safeguards for Luxemburg agriculture without infringing the rule of free and unrestricted commerce between the two countries of the Economic Union, laid down in Article 3 of the Convention establishing the Union.

In any case, the High Contracting Parties mutually agree to undertake in this spirit a general examination, every three months at least, of the system of derogations established by the present Convention for the purpose of protecting the Luxemburg agricultural market.

Article 13.

Each of the High Contracting Parties undertakes to apply at all the frontiers of its country other than the frontier common to the two countries of the Economic Union, in the same manner and under the same conditions, all prohibitions relating to traffic and circulation which the other Party may have deemed or may in future deem it necessary to establish for reasons of public health, especially in order to prevent the spread of epidemics or epizootics or to protect crops from the importation and propagation of noxious insects.

Article 14.

The duration of the present Convention shall be the same as that of the Convention establishing an Economic Union.

Article 15.

Whenever the terms "regulation" and "regulate" are employed in the present Convention with reference to economic measures taken at any frontier, they must be understood to mean the regulation, with or without accessory duties and charges, of imports, exports, or transit, as the case may be, as by the establishment of economic restrictions and especially of licences, quotas, special licence duties, and administrative charges.

Article 16.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Brussels as soon as possible.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in two authentic copies at Brussels, the 23rd day of May, 1935.

(Signed) BECH.

(Signed) P. VAN ZEELAND.

N° 3723.

**BELGIQUE
ET GRAND-DUCHÉ DE
LUXEMBOURG**

Convention établissant une communauté spéciale de recettes en ce qui concerne les droits d'accise perçus sur les alcools, avec règlement applicable aux distillateurs agricoles du Grand-Duché de Luxembourg. Signée à Bruxelles, le 23 mai 1935.

**BELGIUM
AND GRAND DUCHY OF
LUXEMBURG**

Convention providing for Special Common Receipts in regard to Excise Duties levied on Alcohol, and Regulations applicable to the Agricultural Distillers of the Grand Duchy of Luxembourg. Signed at Brussels, May 23rd, 1935.

N^o 3723. — CONVENTION ¹ ÉTABLISSANT ENTRE LA BELGIQUE ET LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG UNE COMMUNAUTÉ SPÉCIALE DE RECETTES EN CE QUI CONCERNE LES DROITS D'ACCISE PERÇUS SUR LES ALCOOLS. SIGNÉE A BRUXELLES, LE 23 MAI 1935.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 29 août 1935.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES
et

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG,

Désireux de remédier aux difficultés qui se sont élevées au sujet du régime fiscal des alcools au sein de l'Union économique, ont résolu de conclure à cet effet une convention et ont désigné dans ce but pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Max-Léo GÉRARD, ministre des Finances ; et

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG :

M. Pierre DUPONG, ministre des Finances, de la Prévoyance sociale et du Travail ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les recettes nettes des droits d'accise sur les alcools et les eaux-de-vie, effectuées en Belgique et dans le Grand-Duché de Luxembourg, constitueront des recettes communes dans lesquelles la part totale revenant à chacun des deux pays sera calculée en divisant la somme desdites recettes communes en deux moitiés à répartir, l'une dans la proportion de huit neuvièmes pour la Belgique et d'un neuvième pour le Luxembourg, l'autre dans la proportion de vingt-sept vingt-huitièmes pour la Belgique et d'un vingt-huitième pour le Luxembourg.

Par recettes nettes, il faut entendre celles provenant des droits afférents aux quantités d'alcool ou d'eaux-de-vie produites dans chacun des deux pays, défalcation faite des décharges et restitutions réglementaires, étant entendu que chacun des deux pays demeure responsable envers l'autre de la perception des droits dus pour les alcools produits sur son territoire.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bruxelles, le 6 août 1935.
Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1935.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3723. — CONVENTION² BETWEEN BELGIUM AND THE GRAND DUCHY OF LUXEMBURG PROVIDING FOR SPECIAL COMMON RECEIPTS IN REGARD TO EXCISE DUTIES LEVIED ON ALCOHOL. SIGNED AT BRUSSELS, MAY 23RD, 1935.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place August 29th, 1935.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS
and

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG,
Being desirous of solving the difficulties which have arisen in connection with the revenue regulations concerning alcohol in the Economic Union, have resolved to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

Monsieur Max-Léo GÉRARD, Minister of Finance ; and

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG,

Monsieur Pierre DUPONG, Minister of Finance, Social Welfare and Labour ;

Who, having communicated their full powers, found-in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

The net receipts from excise duties levied on alcohol and spirits in Belgium and the Grand Duchy of Luxemburg shall constitute common receipts, the total sum due to each of the two countries being calculated by dividing the said common receipts into two moieties, the one to be divided in the proportion of eight-ninths and one-ninth as between Belgium and Luxemburg respectively, and the other in the proportion of twenty-seven twenty-eighths and one twenty-eighth as between Belgium and Luxemburg respectively.

Net receipts shall be deemed to mean receipts from the duties levied on alcohol or spirits produced in either country after deduction of the regulation rebates and refunds, it being understood that each country shall continue to be responsible to the other for the collection of the duty chargeable on alcohol produced in its own territory.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Brussels, August 6th, 1935. Came into force January 1st, 1935.

Article 2.

A l'expiration de chaque trimestre, les Hautes Parties contractantes fourniront au Conseil administratif mixte institué par l'article 19 de la Convention¹ d'Union économique les données nécessaires pour dresser le compte des recettes communes effectuées sur les alcools pendant le trimestre écoulé. Le Conseil administratif mixte fixera la part revenant à chacun des deux pays selon le mode de calcul déterminé à l'article premier, ainsi que la somme à rembourser éventuellement à l'autre pays par le pays dont les recettes effectivement perçues dépasseraient cette part.

Article 3.

A partir de la mise en vigueur de la présente convention, les distilleries agricoles, forfaitaires ou non forfaitaires, établies ou venant à être établies dans le Grand-Duché seront soumises aux dispositions du règlement annexé à la présente convention dont il forme partie intégrante.

Le taux de la réduction de droit d'accise accordée pour les alcools produits dans les distilleries agricoles luxembourgeoises qui ne sont pas placées sous le régime du forfait, c'est-à-dire dans celles qui sont pourvues d'appareils de contrôle, ne pourra pas dépasser le taux de la réduction dont bénéficient effectivement les distilleries agricoles belges. Toutefois, même si le taux de la réduction accordée aux distilleries agricoles belges n'atteint pas les chiffres mentionnés ci-après, le Gouvernement grand-ducal pourra accorder aux distilleries agricoles pourvues d'appareils de contrôle, établies dans le Grand-Duché avant le 1^{er} janvier 1933, une réduction s'élevant au maximum par litre d'alcool à 50°, température 15°, à :

a) fr. 0,90 pour la partie de la production de chaque distillerie de l'espèce ne dépassant pas annuellement 20.000 litres à 50°, température 15° ;

b) fr. 0,60 pour la partie de la production de chaque distillerie de l'espèce dépassant annuellement 20.000 litres à 50°, température 15°.

Dans les distilleries forfaitaires de céréales établies dans le Grand-Duché, la tolérance de production ne pourra pas dépasser 10 p. c. de la quantité d'alcool passible de l'impôt. Tout excédent de production supérieur à cette tolérance, qui sera constaté, soit par des essais de distillation, soit par le contrôle des registres de fabrication ou de vente, soit par tout autre moyen, sera passible, pour toute la quantité dépassant la tolérance, du droit d'accise sur la base du taux intégral, sans préjudice des pénalités éventuellement encourues.

Article 4.

Dans le Grand-Duché, doivent être pourvues d'appareils de contrôle établissant avec précision les quantités de flegmes réellement produites :

a) Les distilleries dont la production annuelle excède 4.000 litres de flegmes à 50°, température 15° ;

b) Lors même que leur production annuelle n'excéderait pas 4.000 litres de flegmes à 50°, température 15°, les distilleries qui mettent en œuvre, même accessoirement, des matières :

Autres que des céréales ou autres matières farineuses ;

Autres que des fruits, des baies, des vins, des moûts, des lies de vins ou des racines, récoltés dans le pays.

En ce qui concerne les nouvelles distilleries qui seraient établies à partir de la date de la ratification de la présente convention, ces appareils devront consister en vaisseaux-mesureurs hermétiquement reliés à l'appareil distillatoire et destinés à recevoir la totalité de la production.

Article 5.

Aucune quantité d'alcool, d'eau-de-vie ou de liqueurs dépassant six litres sans distinction de degrés ne peut être transportée ni détenue sur le territoire de l'un des deux pays, sans être accom-

¹ Vol. IX, page 223 ; vol. CXXXIV, page 394, et vol. CLX, page 327, de ce recueil.

Article 2.

At the end of each quarter the High Contracting Parties shall furnish to the Mixed Administrative Council set up under Article 19 of the Convention¹ for the Establishment of an Economic Union such information as will enable it to draw up a statement showing the common receipts on alcohol during the quarter. The Mixed Administrative Council shall calculate the part due to each of the two Parties in accordance with the method described in Article 1 together with the amount, if any, to be refunded to the other country by the country in which the actual receipts are in excess of such part.

Article 3.

As from the entry into force of the present Convention agricultural distilleries, whether taxed at a flat rate or otherwise, which are, or may be, established in the Grand Duchy shall be subject to the regulations annexed to the present Convention and forming an integral part thereof.

The reduction allowed on the rate of excise duty levied on alcohol produced in such agricultural distilleries in Luxemburg as are not taxed at a flat rate, that is to say, agricultural distilleries provided with checking apparatus, may not exceed the reduction allowed in the case of agricultural distilleries in Belgium, provided always that, even where the reduction allowed in the case of agricultural distilleries in Belgium is less than the figures indicated hereunder, the Government of the Grand Duchy may allow agricultural distilleries provided with checking apparatus, which were established in the Grand Duchy before January 1st, 1933, a reduction per litre of alcohol at 50°, temperature 15°, of not more than :

(a) 0.90 francs on not more than 20,000 litres at 50°, temperature 15°, of the annual production of each such distillery ;

(b) 0.60 francs on the annual production of each such distillery exceeding 20,000 litres at 50°, temperature 15°.

Distilleries of cereals established in the Grand Duchy which are taxed at a flat rate may not produce more than 10 per cent in excess of the amount of alcohol liable to duty. The whole of any surplus over and above this figure, as disclosed either by distilling tests, or by a check on the records of manufacture and sale, or by any other means, shall be liable to excise duty at the full rate in addition to the penalties incurred, if any.

Article 4.

The following distilleries in the Grand Duchy shall be equipped with checking apparatus for recording accurately the amount of phlegm actually produced :

(a) Distilleries producing over 4,000 litres per annum of phlegm at 50°, temperature 15° ;

(b) Distilleries producing not more than 4,000 litres of phlegm at 50°, temperature 15°, which employ in any, even a subsidiary, capacity the following materials :

Materials other than cereals or other farinaceous materials ;

Materials other than fruit, berries, wine, must or lees of wine, or roots grown in the country.

In new distilleries established after the date on which the present Convention is ratified the said apparatus shall consist of measuring receptacles, hermetically connected with the distilling plant, to take the whole of the product.

Article 5.

Not more than six litres of alcohol, spirits or liquor, irrespective of strength, may be conveyed to, or held in, the territory of either country, unless it is accompanied by a document complying

¹ Vol. IX, page 223 ; Vol. CXXXIV, page 394 ; and Vol. CLX, page 327, of this Series.

pagnée d'un document réunissant les conditions fixées par la réglementation de celui des deux pays d'où la marchandise a été expédiée.

Article 6.

Le total de la quantité d'alcool produit par les distilleries agricoles, forfaitaires ou non forfaitaires, établies dans le Grand-Duché, pouvant être introduite en Belgique au cours d'une année de calendrier, ne pourra pas dépasser deux millions de litres à 50°, température 15°.

Article 7.

Dès la ratification de la présente convention au plus tard, le Grand-Duché établira, d'après les principes appliqués en Belgique, une taxe, dite « taxe spéciale de consommation », sur les alcools, eaux-de-vie et autres liquides alcooliques déclarés pour être consommés dans le Grand-Duché, soit à l'importation en territoire luxembourgeois même par la frontière commune, soit à la sortie des distilleries ou usines de rectification. Ladite taxe luxembourgeoise sera :

a) Durant l'année 1935, égale au tiers au moins de la taxe belge similaire existant au moment de l'établissement de ladite taxe luxembourgeoise ;

b) Durant l'année 1936, égale aux deux tiers au moins de la prédite taxe belge ; et

c) Durant l'année 1937, ainsi que durant les années suivantes, égale à la totalité de la prédite taxe belge.

Le produit de la taxe dite « taxe spéciale de consommation » restera intégralement acquis au pays sur le territoire duquel les alcools, eaux-de-vie ou autres liquides alcooliques sont consommés.

Article 8.

Le Gouvernement luxembourgeois s'engage à renforcer sur son territoire la surveillance exercée sur les distilleries et à prendre à tout moment toutes mesures nécessaires pour rendre cette surveillance efficace.

D'autre part, les pénalités applicables dans le Grand-Duché pour la répression des fraudes en matière de fabrication ou de circulation d'alcools seront mises en concordance avec celles prévues par la législation belge.

Les agents des administrations de l'un et de l'autre pays se prêteront un mutuel et diligent concours pour la recherche, la constatation et la répression de toutes fraudes et tentatives ou manœuvres de fraude en matière d'alcool.

Les fonctionnaires de l'administration de chacun des deux pays effectueront avec les fonctionnaires de l'administration de l'autre pays des tournées d'inspection dans tout le territoire de l'Union économique. Lesdites tournées se feront sous le bénéfice des mêmes droits d'investigation et de contrôle que les tournées accomplies par les fonctionnaires de chacun des deux pays dans leur pays.

Article 9.

Il est conféré pouvoir au ministre des Finances de Belgique et au ministre des Finances du Grand-Duché de Luxembourg de préciser de commun accord l'interprétation et les modalités d'application des dispositions de la présente convention et notamment de fixer la procédure pour trancher tout désaccord entre les administrations des deux pays en ce qui concerne de part et d'autre les remèdes à apporter aux insuffisances constatées ou alléguées dans les prescriptions réglementaires, la surveillance administrative ou les dispositifs matériels de contrôle.

Article 10.

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans prenant cours le 1^{er} janvier 1935, date à partir de laquelle elle sortira tous ses effets.

with the conditions laid down in the regulations of the country from which the goods have been consigned.

Article 6.

Not more than two million litres of the alcohol at 50°, temperature 15°, produced by the agricultural distilleries in the Grand Duchy, whether distilleries taxed at a flat rate or otherwise, may be imported into Belgium during any calendar year.

Article 7.

Not later than the date on which the present Convention is ratified, the Grand Duchy shall impose a tax, in conformity with the principles applied in Belgium, to be known as "Special Consumption Tax", on alcohol, spirits and other alcoholic liquors declared to be for consumption in the Grand Duchy, to be collected either on importation into Luxemburg territory by any route, including the common frontier, or on leaving the distilleries or rectifying factories. The said Luxemburg tax shall be :

- (a) For the year 1935, not less than one-third of the corresponding tax payable in Belgium at the time the tax is imposed in Luxemburg ;
- (b) For the year 1936, not less than two-thirds of the above-mentioned corresponding tax payable in Belgium ;
- (c) For the year 1937 and subsequent years, the same as the above-mentioned corresponding tax payable in Belgium.

The whole of the yield from the Special Consumption Tax shall accrue to the country in whose territory the alcohol, spirits or other alcoholic liquors are consumed.

Article 8.

The Luxemburg Government undertakes to render more stringent the supervision exercised over the distilleries in its territory, and to take such action as may at any time be necessary to render such supervision effective.

Furthermore, the penalties laid down in the Grand Duchy for the punishment of fraud in respect of the manufacture or sale of alcohol shall be brought into line with those laid down in Belgian legislation.

The administrative officials of each country shall diligently assist one another in detecting, reporting and suppressing fraud and attempted fraud or fraudulent schemes in respect of alcohol.

The administrative officials of each country shall make visits of inspection in conjunction with the administrative officials of the other country throughout the whole of the Economic Union. They shall have the same rights of investigation and supervision on such occasions as officials making visits of inspection in their own country.

Article 9.

The Minister of Finance of Belgium and the Minister of Finance of the Grand Duchy of Luxemburg shall be empowered in concert to interpret the present Convention and to lay down rules for the enforcement thereof, and more particularly to lay down procedure for the settlement of any dispute between the administrative authorities of the two countries in connection with defects or alleged defects in the regulations calling for remedy, or in connection with the administrative supervision or material measures of control.

Article 10.

The present Convention shall be concluded for a period of three years from January 1st, 1935, and shall have full effect as from that date.

A l'expiration du premier terme de trois ans, elle se renouvellera par tacite reconduction, chaque fois pour un nouveau terme d'un an, pendant toute la durée de l'Union économique.

Elle pourra être dénoncée par chacune des Hautes Parties contractantes à l'expiration de chaque terme de validité moyennant préavis de six mois, soit moyennant dénonciation notifiée pour le premier terme de trois ans au plus tard le 30 juin 1937 et pour les termes suivants d'une année au plus tard le 30 juin de chaque année.

Article II.

La présente convention, après avoir été approuvée par les Chambres belges et le pouvoir législatif luxembourgeois, sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Bruxelles aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait en double original à Bruxelles, le 23 mai 1935.

(S.) Max-Léo GÉRARD.

(S.) DUPONG.

RÈGLEMENT

APPLICABLE AUX DISTILLATEURS AGRICOLES DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Article premier.

§ 1^{er}. Sont réputés distillateurs agricoles :

A. Ceux qui cultivent, pour leur propre compte, dans un rayon de 5 kilomètres de l'usine, des terres labourables dans la proportion d'un hectare par 8 litres d'alcool à 50 degrés, à la température de 15 degrés, pris en charge par période de vingt-quatre heures.

Les prairies permanentes sont également admises en compte, un hectare de prairie étant compté pour 50 ares de terres labourables.

Les distillateurs agricoles doivent posséder en propriété et nourrir, dans les limites de leur exploitation, au moins une tête de gros bétail, ou trois porcs, ou six moutons par hectare de terres labourables admis en compte.

B. Les sociétés coopératives ayant pour objet l'exploitation d'une distillerie, étant entendu que les cultivateurs seuls peuvent en faire partie.

Chacun des associés doit cultiver, dans un rayon de 5 kilomètres de la distillerie, au moins 50 ares de terres labourables et l'étendue de leurs cultures réunies doit être d'un hectare par 8 litres d'alcool à 50 degrés, à la température de 15 degrés, pris en charge par période de vingt-quatre heures.

Les prairies sont admises en compte, le cas échéant, ainsi qu'il est réglé *sub A*, 2^e alinéa.

Chaque associé doit posséder en propriété et nourrir dans les limites de son exploitation au moins une tête de gros bétail, ou trois porcs, ou six moutons, et autant pour chaque hectare au delà du minimum de 50 ares.

Le gouvernement détermine les autres conditions que doivent remplir les sociétés coopératives ainsi que les associés.

§ 2. Si le distillateur produit de la levure pour la vente, l'étendue de culture ainsi que le nombre de têtes de bétail imposés par le § 1^{er} sont augmentés de moitié, tandis que la réduction de droit d'accise est diminuée d'un tiers.

On the expiry of the first period of three years, it shall be renewed by tacit consent for a further period of one year on each occasion throughout the duration of the Economic Union.

It may be denounced by either High Contracting Party at six months' notice on the expiry of any single period of validity, or alternatively by notice given not later than June 30th, 1937, during the first three-year period, and not later than June 30th of each year during the subsequent one-year periods.

Article II.

The present Convention shall be ratified, after approval by the Houses of Parliament in Belgium and by the Legislative Authority in Luxemburg, and the instruments of ratification shall be exchanged at Brussels at the earliest possible date.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed their seals thereto.

Done in two originals at Brussels, the 23rd day of May, 1935.

(Signed) Max-Léo GÉRARD.

(Signed) DUPONG.

REGULATIONS

APPLICABLE TO THE AGRICULTURAL DISTILLERS OF THE GRAND DUCHY OF LUXEMBURG.

Article I.

§ 1. The following shall be regarded as agricultural distillers :

A. Any person who, within an area of five kilometres of the distillery, cultivates arable land on his own account in the proportion of one hectare for every eight litres of alcohol at 50°, temperature 15°, produced per period of 24 hours.

For the purpose of the above provision, one hectare of pasture shall be deemed to be the equivalent of fifty ares of arable.

Agricultural distillers must own and feed from their own production at least one head of big cattle or three pigs or six sheep to every hectare of the arable land to which the present provision relates.

B. Co-operative societies formed for the purpose of distilling, provided the membership of the same is restricted to cultivators.

Each member must cultivate at least fifty ares of arable land within an area of five kilometres of the distillery. The total area under cultivation shall be one hectare for every eight litres of alcohol at 50°, temperature 15°, produced per period of 24 hours.

For the purpose of the above provision, one hectare of pasture shall be deemed to be the equivalent of fifty ares of arable land.

Each member must own and feed from his own production at least one head of big cattle or three pigs or six sheep, and the same for every hectare over and above the minimum of fifty ares.

Other conditions applicable to co-operative societies and their members shall be determined by Government.

§ 2. If a distiller produces yeast for sale, the area under cultivation and the number of head of cattle stipulated under § 1 shall be increased by one-half, and the reduction in excise duty shall be decreased by one-third.

Article 2.

Les distillateurs agricoles sont tenus d'employer :

- 1^o Tous les résidus de la distillation à l'alimentation du bétail attaché à leur propre exploitation agricole ;
- 2^o Tout l'engrais produit à la fumure des terres comprises dans cette exploitation.

En cas d'épizootie ou autres circonstances de force majeure, la vente passagère à des tiers, de résidus ou de fumier, peut être autorisée par le directeur des Contributions et des Accises.

Article 3.

Ne peuvent être considérés comme distillateurs agricoles :

- A. Ceux qui emploient des glucoses, mélasses, sucres, sirops ou qui distillent des fruits importés de l'étranger ;
- B. Ceux qui rectifient des flegmes ou des alcools autres que ceux produits dans leur propre distillerie ;
- C. Ceux qui vendent ou cèdent de quelque manière que ce soit, par quantités de plus de six litres, des boissons distillées autres que celles provenant de leur distillerie ;
- D. Ceux qui produisent par année, c'est-à-dire du 1^{er} janvier au 31 décembre, plus de 146.000 litres d'alcool à 50 degrés, température 15 degrés.

Article 4.

Les distillateurs agricoles doivent cesser le travail de distillation du 1^{er} mai au 15 août de chaque année, les appareils étant, pendant ce temps, mis sous scellés administratifs.

Toutefois, en cas d'épizootie ou autres circonstances de force majeure, le gouvernement peut autoriser la distillation pendant ladite période, soit d'une manière générale, soit dans l'une ou l'autre distillerie.

Article 5.

§ 1^{er}. La réduction du droit d'accise n'est accordée que pour autant que la prise en charge totale, pour la période du 16 août au 30 avril de l'année suivante, ne dépasse pas le maximum calculé à raison de 8 litres d'alcool à 50 degrés, à la température de 15 degrés, par jour et par hectare de terres labourables admis en compte.

Lorsque le distillateur ou le coopérateur ne possède pas le cheptel prévu par l'article premier, litt. A, 3^e alinéa et litt. B, 4^e alinéa, la superficie entrant en compte pour la fixation du maximum de production est diminuée au prorata du cheptel manquant, c'est-à-dire à raison d'un hectare par tête de gros bétail, ou trois porcs, ou six moutons manquants.

§ 2. Le maximum de production calculé conformément au paragraphe premier ne peut cependant, pour une même distillerie, être supérieur à la moyenne de la production des trois années 1931, 1932 et 1933, dites années de référence.

Si la distillerie n'a été en activité que pendant une partie d'une ou de plusieurs des années de référence, pour obtenir la moyenne des trois années on supputera le chiffre de la production totale supposée de la ou des années incomplètes d'après la durée d'activité et la production effective.

En ce qui concerne les distilleries qui ont été entièrement inactives pendant les trois années de référence ou pendant une ou deux d'entre elles, la moyenne de production est fixée par le directeur des Contributions et des Accises en fonction de la production des trois dernières années d'activité.

Article 2.

Agricultural distillers must utilise :

- (1) All residues from distilling for feeding the cattle on their own farms ;
- (2) All fertilisers produced for dressing their own land.

In the event of epizootic disease or other circumstances of *force majeure*, the Director of Taxes and Excise may temporarily authorise the sale of residues or fertilisers to third parties.

Article 3.

The following shall not be regarded as agricultural distillers :

- A. Any person who utilises glucose, molasses, sugar or syrup or who distils fruit imported from abroad ;
- B. Any person who rectifies phlegm or alcohol not produced in his own distillery ;
- C. Any person who sells or in any way disposes of more than six litres at a time of beverages not distilled in his own distillery ;
- D. Any person who produces more than 146,000 litres of alcohol at 50°, temperature 15°, in the year, that is to say between January 1st and December 31st.

Article 4.

Agricultural distillers must cease distilling between May 1st and August 15th in each year. During this period the stills shall be placed under official seal.

In the event, however, of epizootic disease or other circumstances of *force majeure*, the Government may authorise distilling during the said period either in general or in a particular distillery or distilleries.

Article 5.

§ 1. Excise duty shall be payable at the reduced rate only where the total output for the period from August 16th to April 30th of the following year does not exceed the maximum allowance calculated at the rate of eight litres of alcohol at 50°, temperature 15°, per day per hectare of arable land.

Should a distiller or co-operator not own the number of cattle stipulated under Article 1, A, third paragraph, and B, fourth paragraph, the area taken into account in fixing the maximum output shall be reduced in proportion to the shortage of cattle, that is to say at the rate of one hectare for every head of big cattle, or three pigs, or six sheep short of the prescribed number.

§ 2. The maximum output of each distillery calculated in accordance with § 1 shall not exceed the average output for the three years 1931, 1932 and 1933, which shall be taken as the standard years for purposes of the calculation.

Should the distillery have been working for a part only of one or more of the standard years, the average output for the three years shall be calculated by estimating the total output for the incomplete year or years on the basis of the period worked and of the actual output.

The average output of distilleries which were closed during the three standard years, or during one or more thereof, shall be fixed by the Director of Taxes and Excise on the basis of the output for the last three years of activity.

Article 6.

§ 1^{er}. Le distillateur qui remplit les conditions exigées pour obtenir la réduction de droit est tenu d'en faire la déclaration au receveur des accises du ressort, avant de commencer les travaux de la campagne.

§ 2. Cette déclaration indique le nombre d'hectares cultivés, la nature et la situation des terres, ainsi que le nombre de têtes de bétail, de porcs ou de moutons se trouvant dans l'exploitation. Elle est vérifiée par les agents de l'Administration des Accises.

Article 7.

Les distillateurs agricoles tiennent un inventaire, conforme au modèle arrêté par le directeur des Contributions et des Accises, dans lequel ils inscrivent, à la fin de chaque quinzaine, le nombre de têtes de bétail, des porcs ou de moutons, attachés à l'exploitation ; ils doivent mettre cet inventaire immédiatement à la disposition des agents de l'administration chaque fois qu'ils en sont requis.

Ceux-ci effectuent de temps en temps le recensement du cheptel mentionné à l'inventaire. Les distillateurs sont tenus de faciliter sous ce rapport la tâche des agents de l'administration ; ils doivent notamment leur donner libre accès des étables.

Article 8.

§ 1^{er}. S'il est constaté que, dans une distillerie agricole, la production a dépassé le maximum autorisé, la quantité d'alcool formant excédent est assujettie au droit d'accise sur la base du droit intégral.

En outre du supplément fixé à l'alinéa qui précède, il est appliqué une amende égale au décuple de la réduction dont le distillateur a bénéficié ou tenté de bénéficier indûment.

§ 2. Pour toutes infractions qui se rapportent aux conditions dont dépend l'octroi, au titre agricole, de la réduction du droit d'accise et qui ne tombent pas sous l'application du paragraphe premier, il est encouru une amende de 5.000 francs.

§ 3. En cas de récidive, dans le délai de trois ans à compter de la première infraction, les amendes dont question respectivement aux paragraphes 1^{er} et 2 sont doublées. Si, dans le même délai, il est constaté une troisième infraction, les amendes encourues sont triplées et le bénéfice de la réduction du droit d'accise est retiré au distillateur à titre définitif.

Article 9.

Le régime prévu par le présent règlement est applicable tant aux distilleries existant avant le 1^{er} janvier 1933 qu'à celles établies à partir de cette date.

Article 10.

Ne sont pas visées par le présent règlement les distilleries qui mettent exclusivement en œuvre des fruits, des baies, du vin, des racines, récoltés dans le Grand-Duché de Luxembourg ainsi que les résidus de ces matières.

La perception du droit d'accise sur l'alcool produit dans ces usines continue à être opérée d'après la législation applicable dans le Grand-Duché à la date de l'entrée en vigueur du présent règlement, sous la réserve, quant aux distilleries imposées par la voie du forfait, qu'il doit exister une relation raisonnable entre les prises en charge par ce forfait et le rendement réel.

Article 6.

§ 1. Distillers conforming to the conditions under which duty is payable at a reduced rate must make a declaration to that effect to the local Collector of Excise before beginning the season's work.

§ 2. The declaration shall indicate the number of hectares under cultivation, the nature and position of the land and the number of head of cattle, pigs or sheep belonging to the undertaking. It shall be checked by the officials of the Excise Department.

Article 7.

Agricultural distillers must keep a stock-book in accordance with the model drawn up by the Director of Taxes and Excise, in which they shall enter at the end of every fortnight the number of head of cattle, pigs or sheep belonging to the undertaking ; they must produce this stock-book to the officials of the Excise Department on demand.

The said officials shall from time to time take a census of the stock entered in the stock-book. Distillers must assist them in the performance of their duty in connection therewith, and in particular must afford them free access to all cattle-sheds.

Article 8.

§ 1. Should the output of an agricultural distillery be found to have exceeded the authorised maximum, excise duty at the full rate shall be payable on the surplus alcohol.

Over and above the additional tax payable under the preceding paragraph, a fine shall be imposed, the amount of which shall be ten times the reduction in excise duty from which the distiller has improperly benefited or sought to benefit.

§ 2. A fine of 5,000 francs shall be imposed for any infringement of the conditions under which excise duty is payable by agricultural distillers at a reduced rate, other than the infringements to which § 1 relates.

§ 3. If a second offence is committed within three years of the first offence, the fines payable under §§ 1 and 2 respectively shall be doubled. If a third offence is recorded within the same period, the fines payable shall be tripled, and the distiller's right to reduction of the excise duty shall be permanently withdrawn.

Article 9.

The system for which provision is made in the present Regulations shall apply both to distilleries established before January 1st, 1933, and to distilleries established after that date.

Article 10.

These Regulations shall not apply to distilleries which use exclusively fruit, berries, wine, or roots grown in the Grand Duchy of Luxemburg or residues of the same.

The excise duty on alcohol produced in such distilleries shall continue to be collected in accordance with the legislation in force in the Grand Duchy on the date on which the present Regulations come into force, provided always in the case of distilleries taxed at a flat rate that there is a reasonable relationship between the output upon which the rate of the tax is based and the actual output.

N° 3724.

BELGIQUE ET NICARAGUA

Convention additionnelle relative à l'application au Congo belge et aux territoires du Ruanda-Urundi du Traité d'extradition du 5 novembre 1904 entre les deux pays. Signée à Guatémala, le 13 juillet 1933.

BELGIUM AND NICARAGUA

Additional Convention regarding the Application to the Belgian Congo and to the Territories of Ruanda-Urundi of the Extradition Treaty of November 5th, 1904, between the Two Countries. Signed at Guatemala, July 13th, 1933.

N^o 3724. — CONVENTION ¹ ADDITIONNELLE RELATIVE A L'APPLI-
CATION AU CONGO BELGE ET AUX TERRITOIRES DU RUANDA-
URUNDI DU TRAITÉ D'EXTRADITION DU 5 NOVEMBRE 1904
ENTRE LA BELGIQUE ET LE NICARAGUA. SIGNÉE A GUA-
TÉMALA, LE 13 JUILLET 1933.

*Textes officiels français et espagnol communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Belgique.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 3 septembre 1935.*

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES,
et

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE NICARAGUA,

Ayant jugé nécessaire d'appliquer au Congo belge et aux territoires du Ruanda-Urundi, au sujet desquels la Belgique exerce un mandat au nom de la Société des Nations, le Traité² d'extradition entre la Belgique et le République de Nicaragua, du 5 novembre 1904, ont nommé dans ce but pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Son Excellence M. Alphonse VAN BIERVLIET, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE NICARAGUA :

L'honorable M. Luis H. EVERTSZ, chargé d'Affaires de Nicaragua à Guatémala ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les dispositions du Traité d'extradition entre la Belgique et la République de Nicaragua, du 5 novembre 1904, s'appliqueront au Congo belge et aux territoires du Ruanda-Urundi.

Article 2.

La demande d'extradition d'un individu qui s'est réfugié au Congo belge ou au Ruanda-Urundi, sera faite par la voie diplomatique ou consulaire.

Celle-ci sera suivie dans tous les cas où elle est requise par le Traité d'extradition du 5 novembre 1904 ; toutefois, dans les cas urgents prévus à l'article VIII du traité, l'arrestation

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Guatémala, le 21 juin 1934.
Entrée en vigueur le 25 juin 1935.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome I, page 214.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 3724. — CONVENIO¹ ADICIONAL RELATIVO A LA APLICACIÓN AL CONGO BELGA Y A LOS TERRITORIOS DE RUANDA-URUNDI DEL TRATADO DE EXTRADICIÓN ENTRE BELGICA Y NICARAGUA DEL 5 DE NOVIEMBRE DE 1904. FIRMADO EN GUATEMALA, EL 13 DE JULIO DE 1933.

French and Spanish official texts communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place September 3rd, 1935.

SU MAJESTAD EL REY DE LOS BELGAS

y

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE NICARAGUA,

Habiendo juzgado necesario aplicar al Congo belga y a los territorios de Ruanda-Urundi sobre los cuales Bélgica ejerce un mandato en nombre de la Liga de las Naciones, el Tratado² de Extradición entre Bélgica y la República de Nicaragua del 5 de noviembre de 1904, han nombrado con ese objeto como sus Plenipotenciarios :

SU MAJESTAD EL REY DE LOS BELGAS :

Al Excelentísimo Señor Alphonse VAN BIERVLIET, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario ;

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE NICARAGUA :

Al Honorable Señor don Luis H. EVERTSZ, Encargado de Negocios en Guatemala ;

Quienes después de haberse comunicado sus Plenos Poderes reconocidos en buena y debida forma, han convenido en lo que sigue :

Artículo 1.

Las disposiciones del Tratado de Extradición entre Bélgica y la República de Nicaragua del 5 de noviembre de 1904 se aplicarán al Congo belga y a los territorios de Ruanda-Urundi.

Artículo 2.

La solicitud de extradición de un individuo que se ha refugiado en el Congo belga o en Ruanda-Urundi, será hecha por la vía diplomática o consular.

Esta será seguida en todos los casos en que se requiera por el Tratado de Extradición del 5 de noviembre de 1904 ; sin embargo en los casos previstos en el artículo VIII del Tratado, la

¹ The exchange of ratifications took place at Guatemala, June 21st, 1934.
Came into force June 25th, 1935.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 99, page 864.

provisoire devra également être effectuée sur avis donné au ministre de la Justice de la République de Nicaragua par le gouverneur général du Congo belge et *vice versa*, de l'existence de l'un des documents mentionnés à l'article VI du traité.

Article 3.

Pour l'application du Traité du 5 novembre 1904 et de la présente convention :

1^o Il faut entendre par nationaux belges les citoyens belges et les ressortissants du Congo belge ; sont assimilés aux nationaux belges les ressortissants du Ruanda-Urundi ;

2^o Seront considérées comme crimes, les infractions à la loi répressive du Congo belge et du Ruanda-Urundi punissables de plus de cinq ans de servitude pénale, et comme délits, celles punissables de plus de deux mois de servitude pénale ;

3^o La servitude pénale prévue par la législation du Congo belge et du Ruanda-Urundi sera assimilée à l'emprisonnement.

Article 4.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Guatémala le plus tôt possible. Elle entrera en vigueur dix jours après sa publication dans les formes prescrites par la législation des Hautes Parties contractantes et aura la même durée que le Traité d'extradition du 5 novembre 1904 entre la Belgique et la République de Nicaragua.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leur cachet.

Fait en double exemplaire, à Guatémala, le 13 juillet 1933.

(L. S.) (S.) L. H. EVERTSZ.

(L. S.) (S.) A. VAN BIERVLIET.

detención provisional deberá ser igualmente efectuada por medio de aviso dado al Ministro de Justicia de la República de Nicaragua, por el Gobernador General del Congo belga y vice-versa, de la existencia de uno de los documentos mencionados en el artículo VI del Tratado.

Artículo 3.

Para la aplicación del Tratado del 5 de noviembre de 1904, y de la presente Convención :

1º Debe entenderse por nacionales belgas a los ciudadanos belgas y los pertenecientes al Congo belga ; quedan asimilados a los nacionales belgas los pertenecientes al Ruanda-Urundi ;

2º Se considerarán como crímenes, las infracciones a la ley represiva del Congo belga y de Ruanda-Urundi penables con más de cinco años de trabajos forzados y como delitos, las castigables con más de dos meses de trabajos forzados ;

3º Los trabajos forzados previstos por la legislación del Congo belga y del Ruanda-Urundi, serán asimilados a la prisión.

Artículo 4.

La presente Convención será ratificada y las ratificaciones canjeadas en Guatemala, lo más pronto posible. Entrará en vigor diez días después de su publicación en las formas prescritas por la legislación de las Altas Partes Contratantes y durará lo mismo que el Tratado de Extradición del 5 de noviembre de 1904 entre Bélgica y la República de Nicaragua.

En fe de lo cual los Plenipotenciarios respectivos han firmado la presente Convención y han puesto sus sellos.

Hecho en doble ejemplar, en Guatemala, el 13 de julio de 1933.

(L. S.) (S.) A. VAN BIERVLIET.

(L. S.) (S.) L. H. EVERTSZ.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3724. — ADDITIONAL CONVENTION REGARDING THE APPLICATION TO THE BELGIAN CONGO AND TO THE TERRITORIES OF RUANDA-URUNDI OF THE EXTRADITION TREATY OF NOVEMBER 5TH, 1904, BETWEEN BELGIUM AND NICARAGUA. SIGNED AT GUATEMALA, JULY 13TH, 1933.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS
and

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF NICARAGUA,

Having deemed it necessary to apply to the Belgian Congo and to the Territories of Ruanda-Urundi, over which Belgium exercises a mandate on behalf of the League of Nations, the Extradition Treaty between Belgium and the Republic of Nicaragua of November 5th, 1904, have appointed as their Plenipotentiaries for this purpose :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

His Excellency Monsieur Alphonse VAN BIERVLIET, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF NICARAGUA :

The Honourable Luis H. EVERTSZ, Chargé d'Affaires of Nicaragua in Guatemala ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The provisions of the Extradition Treaty between Belgium and the Republic of Nicaragua of November 5th, 1904, shall apply to the Belgian Congo and to the Territories of Ruanda-Urundi.

Article 2.

A request for the extradition of a person who has taken refuge in the Belgian Congo or in Ruanda-Urundi shall be made through diplomatic or consular channels.

This procedure shall be followed in all the cases specified in the Extradition Treaty of November 5th, 1904 ; nevertheless, in the urgent cases referred to in Article VIII of that Treaty, the provisional arrest of the accused shall also be effected on notification of the existence of one of the documents mentioned in Article VI of the Treaty made to the Minister of Justice of the Republic of Nicaragua by the Governor-General of the Belgian Congo and *vice versa*.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

For the purposes of the application of the Treaty of November 5th, 1904, and the present Convention :

- (1) The term Belgian nationals shall be taken to mean Belgian citizens and natives of the Belgian Congo ; natives of Ruanda-Urundi shall be assimilated to Belgian nationals ;
- (2) Breaches of the criminal law of the Belgian Congo and Ruanda-Urundi punishable by more than five years' penal servitude shall be regarded as crimes, and those punishable by more than two months' penal servitude as delicts ;
- (3) Penal servitude as provided for in the laws of the Belgian Congo and Ruanda-Urundi shall be regarded as equivalent to imprisonment.

Article 4.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Guatemala as soon as possible. It shall come into force ten days after its publication in the forms prescribed by the laws of the High Contracting Parties and shall have the same duration as the Extradition Treaty of November 5th, 1904, between Belgium and the Republic of Nicaragua.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at Guatemala, the 13th day of July, 1933.

(L. S.) (Signed) L. H. EVERTSZ. (L. S.) (Signed) A. VAN BIERVLIET.

N° 3725.

BELGIQUE ET FRANCE

Déclaration concernant la modification de l'article 2 de la Convention d'extradition du 15 août 1874 entre les deux pays. Signée à Bruxelles, le 25 avril 1935.

BELGIUM AND FRANCE

Declaration concerning the Modification of Article 2 of the Extradition Convention of August 15th, 1874, between the Two Countries. Signed at Brussels, April 25th, 1935.

N^o 3725. — DÉCLARATION¹ CONCERNANT LA MODIFICATION DE L'ARTICLE 2 DE LA CONVENTION D'EXTRADITION DU 15 AOÛT 1874 ENTRE LA BELGIQUE ET LA FRANCE. SIGNÉE A BRUXELLES, LE 25 AVRIL 1935.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette déclaration a eu lieu le 3 septembre 1935.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, ayant jugé utile de modifier l'article 2 de la Convention² d'extradition du 15 août 1874 sont convenus par la présente déclaration de ce qui suit :

Article premier.

Le N^o 13 de l'article 2 de ladite convention est complété par les trois alinéas suivants :

- « Embauchage, entraînement ou détournement, même avec son consentement, d'une femme ou d'une fille mineure en vue de la débauche, pour satisfaire les passions d'autrui ;
- » Embauchage, entraînement ou détournement d'une femme ou fille majeure en vue de la débauche, lorsque le fait a été commis par fraude ou à l'aide de violences, menaces, abus d'autorité ou tout autre moyen de contrainte, pour satisfaire les passions d'autrui ;
- » Rétention contre son gré d'une personne dans une maison de débauche ou contrainte sur une personne même majeure, en vue de la débauche. »

Article 2.

Le N^o 29 est remplacé par la disposition suivante :

- « Les tromperies en matière de vente de marchandises prévues à la fois, en Belgique par les articles 498, 499, 500 et 501 du Code pénal, et en France par les articles 1, 2, 3 et 4 de la loi du 1^{er} août 1905, ainsi que par l'article 8 de la loi du 6 mai 1919, dans la mesure où une usurpation d'appellation d'origine est susceptible de motiver une poursuite pénale en vertu des articles 496, 498 ou 500 du Code pénal belge. »

¹ Entrée en vigueur le 24 juillet 1935.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome I, page 140.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3725. — DECLARATION² CONCERNING THE MODIFICATION OF ARTICLE 2 OF THE EXTRADITION CONVENTION OF AUGUST 15TH, 1874, BETWEEN BELGIUM AND FRANCE. SIGNED AT BRUSSELS, APRIL 25TH, 1935.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Declaration took place September 3rd, 1935.

THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, having deemed it advisable to amend Article 2 of the Extradition Convention³ of August 15th, 1874, have hereby agreed as follows :

Article 1.

No. 13 of Article 2 of the said Convention shall be supplemented by the three following paragraphs :

“ Procuring, enticing or leading away for immoral purposes, even with her consent, a married or unmarried female minor in order to gratify the passions of another ;

“ Procuring, enticing or leading away for immoral purposes a married or unmarried adult female, when the act was committed by fraud or by violence, threats, abuse of authority or any other means of compulsion, in order to gratify the passions of another ;

“ Detention of a person in a disorderly house against her will, or constraint of a person, even if she is of full age, for immoral purposes. ”

Article 2.

No. 29 shall be replaced by the following provision :

“ Fraudulent practices in regard to the sale of goods punishable both in Belgium, under Articles 498, 499, 500 and 501 of the Criminal Code, and in France, under Articles 1, 2, 3 and 4 of the Law of August 1st, 1905, and under Article 8 of the Law of May 6th, 1919, in so far as the usurpation of an appellation of origin may give rise to criminal proceedings under Articles 496, 498 or 500 of the Belgian Criminal Code. ”

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force July 24th, 1935.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 65, page 446.

Article 3.

La présente déclaration entrera en vigueur dix jours après la publication dans les formes prescrites par la législation des deux pays ; elle aura la même durée que la Convention du 15 août 1874, à laquelle elle se rapporte.

En foi de quoi les soussignés, premier ministre, ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur de Sa Majesté le Roi des Belges et ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République française près Sa Majesté le Roi des Belges, dûment autorisés, ont dressé le présent acte qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait en double à Bruxelles, le 25 avril 1935.

(L. S.) (S.) P. VAN ZEELAND.

(L. S.) (S.) P. CLAUDEL.

Article 3.

The present Declaration shall come into force ten days after its publication in the forms prescribed by the laws of the two countries, and shall have the same duration as the Convention of August 15th, 1874, to which it refers.

In faith whereof the undersigned, the Prime Minister, Minister for Foreign Affairs and Foreign Trade of His Majesty the King of the Belgians, and the Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the French Republic accredited to His Majesty the King of the Belgians, duly authorised for this purpose, have drawn up the present instrument, to which they have affixed their seals.

Done in duplicate at Brussels, the 25th day of April, 1935.

(L. S.) (Signed) P. VAN ZEELAND.

(L. S.) (Signed) P. CLAUDEL.

N° 3726.

ALLEMAGNE ET NORVÈGE

Echange de notes comportant un accord relatif à la reconnaissance réciproque des permis de conduire et des certificats d'immatriculation pour les véhicules automobiles servant au transport des personnes, Berlin, le 19 juillet 1935, et échange de notes modifiant cet accord, Berlin, le 13 août 1935.

GERMANY AND NORWAY

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Reciprocal Recognition of Driving Licences and Registration Certificates for Passenger Motor Vehicles, Berlin, July 19th, 1935, and Exchange of Notes modifying this Agreement, Berlin, August 13th, 1935.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 3726. — NOTENWECHSEL¹ ZWISCHEN DER DEUTSCHEN UND DER NORWEGISCHEN REGIERUNG BETREFFEND EIN ABKOMMEN ÜBER DIE GEGENSEITIGE ANERKENNUNG VON FÜHRERSCHEINEN UND ZULASSUNGSBESCHEINIGUNGEN FÜR PERSONENKRAFTWAGEN. BERLIN, DEN 19. JULI 1935.

Texte officiel allemand communiqué par le délégué permanent de la Norvège près la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 3 septembre 1935.

German official text communicated by the Permanent Delegate of Norway to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place September 3rd, 1935.

I.

DIE KÖNIGL. NORWEGISCHE
GESANDTSCHAFT IN BERLIN.

Nr. 114.

VERBALNOTE.

Die Königlich Norwegische Gesandtschaft beehrt sich, dem Auswärtigen Amt folgendes mitzuteilen :

Die Führer der in Deutschland zugelassenen Personenkraftwagen, die mit ihrem Fahrzeug vorübergehend und zu nicht-beruflichen Zwecken auf norwegischem Gebiet verkehren, sind von der Verpflichtung befreit, ihren Internationalen Zulassungsschein und ihren Internationalen Führerschein bei sich zu führen, wenn sie ihre nationalen Ausweise für Fahrzeug und Führer vorlegen können. Das Fahrzeug selbst muss mit dem deutschen polizeilichen Kennzeichen und mit dem in der Anlage C zu Artikel 5 des Internationalen Abkommens über Kraftfahrzeugverkehr vom 24. April 1926² für Deutschland bestimmten Unterscheidungszeichen „D“ versehen sein.

Bei der Feststellung des nicht-beruflichen Charakters des Verkehrs soll in Zweifelsfällen zugunsten der Anwendung dieser Bestimmungen entschieden werden.

Diese Regelung gilt unter der Voraussetzung, dass von der Deutschen Regierung Gegenseitigkeit gewährt wird und dass die norwegischen Fahrzeuge zugleich von der Führung des in § 2 Abs. 2 und § 6 der Verordnung über internationalen Kraftfahrzeugverkehr vom 12. November 1934 (Reichsgesetzblatt I S. 1137) vorgesehenen länglichen Kennzeichens für die Dauer ihres vorübergehenden Aufenthalts in Deutschland befreit werden.

Die nationalen Ausweise für Führer und Fahrzeug müssen, soweit sie nicht auch in der Sprache des anderen Landes ausgestellt sind, mit einer amtlichen Übersetzung in die Sprache dieses Landes verbunden sein. Dabei wird indes in Norwegen auch eine Übersetzung der deutschen Ausweise in die schwedische oder die dänische Sprache als ausreichend angesehen werden. Anstelle einer amtlichen Übersetzung soll unter dem Vorbehalt des Widerrufs auch eine Übersetzung durch eine dazu ermächtigte nicht-amtliche Stelle des Herkunftslandes genügen.

¹ Entré en vigueur le 15 août 1935.

² Vol. CVIII, page 123 ; vol. CLVI, page 221 ; et vol. CLX, page 376, de ce recueil.

¹ Came into force August 15th, 1935.

² Vol. CVIII, page 123 ; Vol. CLVI, page 221 ; and Vol. CLX, page 376, of this Series.

Die Königlich Norwegische Gesandtschaft hat davon Kenntnis genommen, dass deutscherseits zur Anfertigung solcher Übersetzungen

Der Deutsche Automobil-Club E. V., München 2 NO., Königinstrasse 11 a,
und seine Dienststellen,
die Intergarant A. G. für Grenzverkehrserleichterung, München 13, Hessesstr. 8
zugelassen sind.

Die Königlich Norwegische Regierung hat ihrerseits hierfür
Kongelig Norsk Automobilklub, Oslo,
Norges Automobil-Forbund, Oslo,
Auto-Riksforbundet, Oslo,
zugelassen.

Die Anerkennung der nationalen Ausweise kann im übrigen aus denselben Gründen versagt werden, wie die Anerkennung des Internationalen Zulassungsscheins und des Internationalen Führerscheins.

Die vorstehend vorgeschlagene Regelung tritt am 15. August 1935 in Kraft. Sie kann von jedem Teil mit einer Frist von 6 Monaten gekündigt werden.

BERLIN, den 19. Juli 1935.

An das
Auswärtige Amt,
Berlin.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 10 août 1935.
Chef de Division a. i. :
J. G. Rader.

II.

AUSWÄRTIGES AMT.
V 10478.

VERBALNOTE.

Das Auswärtige Amt beehrt sich, der Königlich Norwegischen Gesandtschaft den Empfang ihrer Verbalnote vom heutigen Tage — Nr. 114 — zu bestätigen und ihr folgendes mitzuteilen :

Die Führer der in Norwegen zugelassenen Personenkraftwagen, die mit ihrem Fahrzeug vorübergehend und zu nicht-beruflichen Zwecken auf deutschem Gebiet verkehren, sind von der Verpflichtung befreit, ihren Internationalen Zulassungsschein und ihren Internationalen Führerschein bei sich zu führen, wenn sie ihre nationalen Ausweise für Fahrzeug und Führer vorlegen können. Das Fahrzeug selbst muss mit den norwegischen polizeilichen Kennzeichen und dem in der Anlage C zu Artikel 5 des Internationalen Abkommens über Kraftfahrzeugsverkehr vom 24. April 1926 für Norwegen bestimmten Unterscheidungszeichen „N“ versehen sein.

Bei der Feststellung des nicht-beruflichen Charakters des Verkehrs soll in Zweifelsfällen zugunsten der Anwendung dieser Bestimmungen entschieden werden.

Diese Regelung gilt unter der Voraussetzung, dass von der Königlich Norwegischen Regierung Gegenseitigkeit gewährt wird. Die norwegischen Fahrzeuge werden ausserdem von der Führung des in § 2 Abs. 2 und § 6 der Verordnung über internationalen Kraftfahrzeugverkehr vom 12. November 1934 (Reichsgesetzblatt I S. 1137) vorgesehenen länglichrunden Kennzeichens für die Dauer ihres vorübergehenden Aufenthalts in Deutschland befreit.

Die nationalen Ausweise für Führer und Fahrzeug müssen, soweit sie nicht auch in der Sprache des anderen Landes ausgestellt sind, mit einer amtlichen Übersetzung

in die Sprache dieses Landes verbunden sein. Dabei wird indes in Norwegen auch eine Übersetzung der deutschen Ausweise in die schwedische oder die dänische Sprache als ausreichend angesehen werden. Anstelle einer amtlichen Übersetzung soll unter dem Vorbehalt des Widerrufs auch eine Übersetzung durch eine dazu ermächtigte nicht-amtliche Stelle des Herkunftslandes genügen.

Die Deutsche Regierung hat davon Kenntnis genommen, dass norwegischerseits zur Anfertigung solcher Übersetzungen

Kongelig Norsk Automobil-Klub, Oslo,
Norges Automobil-Forbund, Oslo,
Auto-Riksforbundet, Oslo

zugelassen sind.

Seitens der Deutschen Regierung sind hierfür

Der Deutsche Automobil-Club E. V., München 2 No., Königinstr. 11 a, und
seine Dienststellen,
die Interagarant A. G. für Grenzverkehrserleichterung, München 13, Hess-Str. 8,

zugelassen.

Die Anerkennung der nationalen Ausweise kann im übrigen aus denselben Gründen versagt werden, wie die Anerkennung des Internationalen Zulassungsscheins und des Internationalen Führerscheins.

Die vorstehend vorgeschlagene Regelung tritt am 15. August 1935 in Kraft. Sie kann von jedem Teil mit einer Frist von 6 Monaten gekündigt werden.

BERLIN, den 19. Juli 1935.

An

die Königlich Norwegische
Gesandtschaft.

Pour copie certifiée conforme :

Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 10 août 1935.

Chef de Division a. i. :

J. G. Rader.

NOTENWECHSEL

ZWISCHEN DER DEUTSCHEN UND DER NORWEGISCHEN REGIERUNG BETREFFEND ABÄNDERUNG
DES VORANGEGANGENEN ABKOMMENS. BERLIN, DEN 13. AUGUST 1935.

I.

AUSWÄRTIGES AMT.

V 11870.

VERBALNOTE.

Das Auswärtige Amt beehrt sich, der Königlich Norwegischen Gesandtschaft unter Bezugnahme auf die durch den Verbalnoten-Austausch vom 19. Juli 1935 zustandegekommene Vereinbarung über die wechselseitige Befreiung von der Verpflichtung zur Führung Internationaler Zulassungsscheine und Internationaler Führerscheine im gegenseitigen vorübergehenden und nicht-beruflichen Kraftwagenverkehr vorzuschlagen, die vereinbarte Anerkennung der nationalen Ausweise für Kraftwagen und deren Führer unter den verabredeten Bedingungen auch auf den gegenseitigen Kraftradverkehr auszudehnen und dementsprechend den Wortlaut der getroffenen Vereinbarung dahin abzuändern, dass im ersten Satz anstelle des Wortes „Personenkraftwagen“ die Worte „Personenkraftfahrzeuge (Kraftwagen und Krafträder)“ gesetzt werden.

Das Auswärtige Amt wäre der Königlich Norwegischen Gesandtschaft für die Mitteilung des Einverständnisses der Königlich Norwegischen Regierung mit dem oben gemachten Vorschlag dankbar.

BERLIN, den 13. August 1935.

An
die Königlich Norwegische
Gesandtschaft.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 10 août 1935.

J. G. Rader,
Chef de division a. i.

II.

DIE KÖNIGL. NORWEGISCHE
GESANDTSCHAFT IN BERLIN.
Nr. 123.

VERBALNOTE.

In der Verbalnote vom 13. August 1935 hat das Auswärtige Amt der Königlich Norwegischen Gesandtschaft folgendes mitgeteilt :

„Das Auswärtige Amt beehrt sich, der Königlich Norwegischen Gesandtschaft unter Bezugnahme auf die durch den Verbalnoten-Austausch vom 19. Juli 1935 zustandekommene Vereinbarung über die wechselseitige Befreiung von der Verpflichtung zur Führung Internationaler Zulassungsscheine und Internationaler Führerscheine im gegenseitigen vorübergehenden und nicht-beruflichen Kraftwagenverkehr vorzuschlagen, die vereinbarte Anerkennung der nationalen Ausweise für Kraftwagen und deren Führer unter den verabredeten Bedingungen auch auf den gegenseitigen Kraffradverkehr auszudehnen und dementsprechend den Wortlaut der getroffenen Vereinbarung dahin abzuändern, dass im ersten Satz anstelle des Wortes „Personenkraftwagen“ die Worte „Personenkraftfahrzeuge (Kraftwagen und Kraffräder)“ gesetzt werden.

Das Auswärtige Amt wäre der Königlich Norwegischen Gesandtschaft für die Mitteilung des Einverständnisses der Königlich Norwegischen Regierung mit dem oben gemachten Vorschlag dankbar.“

Die Königlich Norwegische Gesandtschaft beehrt sich, auftragsgemäss, dem Auswärtigen Amte mitzuteilen, dass die Königlich Norwegische Regierung dem oben gemachten Vorschlag der Deutschen Regierung zustimmt.

BERLIN, den 13. August 1935.

An das
Auswärtige Amt,
Berlin.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 10 août 1935.

J. G. Rader,
Chef de division a. i.

¹ TRADUCTION.

N^o 3726. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET NORVÉGIEN COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES PERMIS DE CONDUIRE ET DES CERTIFICATS D'IMMATRICULATION POUR LES VÉHICULES AUTOMOBILES SERVANT AU TRANSPORT DES PERSONNES. BERLIN, LE 19 JUILLET 1935.

I.

LÉGATION ROYALE DE NORVÈGE
A BERLIN.

N^o 114.

NOTE VERBALE

La Légation royale de Norvège a l'honneur de porter ce qui suit à la connaissance du Ministère des Affaires étrangères :

Les conducteurs de voitures automobiles servant au transport des personnes immatriculées en Allemagne qui circulent temporairement en territoire norvégien avec leur véhicule pour des objets n'ayant pas un caractère professionnel sont exemptés de l'obligation d'être munis de leur permis de circulation international et de leur permis de conduire international s'ils sont en mesure de présenter leurs permis nationaux de circulation et de conduire. Le véhicule lui-même doit être muni de la plaque de police allemande et de la marque distinctive « D », prévue pour l'Allemagne à l'annexe C de l'article 5 de la Convention internationale du 24 avril 1926 relative à la circulation automobile.

S'il y a doute au sujet du caractère non professionnel du voyage, le doute emportera l'application des présentes dispositions.

Le présent arrangement est valable sous condition que le Gouvernement allemand accorde la réciprocité et que les véhicules norvégiens soient également dispensés du port de la plaque ovale prévue au paragraphe 2, alinéa 2, et au paragraphe 6 du décret du 12 novembre 1934 sur la circulation automobile internationale (*Reichsgesetzblatt I*, p. 1137) pour la durée de leur séjour temporaire en Allemagne.

Les permis nationaux de conduire et de circulation, lorsqu'ils ne sont pas également établis dans la langue de l'autre pays, devront être accompagnés d'une traduction officielle dans la langue de ce pays. A cet égard, cependant, une traduction des permis allemands en langue suédoise ou danoise sera également considérée comme suffisante en Norvège. Une traduction établie par un organisme non officiel du pays d'origine, autorisé à cet effet, pourra également, jusqu'à nouvel ordre, tenir lieu de traduction officielle.

La Légation royale de Norvège a pris acte de ce que, pour l'Allemagne, les organisations ci-après sont autorisées à établir ces traductions :

Der Deutsche Automobil-Club E. V., Munich 2 NO., Königinstrasse 11 a, et ses divers bureaux.

Die Intergarant A. G. für Grenzverkehrserleichterung, Munich 13, Hessesstr. 8.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3726. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN AND NORWEGIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE RECIPROCAL RECOGNITION OF DRIVING LICENCES AND REGISTRATION CERTIFICATES FOR PASSENGER MOTOR VEHICLES. BERLIN, JULY 19TH, 1935.

I.

ROYAL NORWEGIAN LEGATION,
BERLIN.

No. 114.

NOTE VERBALE.

The Royal Norwegian Legation has the honour to notify the Foreign Office of the following :

Drivers of motor passenger vehicles registered in Germany who are travelling temporarily with their vehicles in Norwegian territory for purposes of a non-professional nature shall be exempted from the obligation of carrying their international certificate and driving permit, if they are able to produce their national certificates and driving permits. The vehicle itself must carry the German police plate and the distinctive sign " D " allotted to Germany in Annex C to Article 5 of the International Convention relative to Motor Traffic of April 24th, 1926.

Should there be any doubt as to the non-professional nature of the journey, the decision shall be in favour of applying the present provisions.

This arrangement shall apply on condition that the German Government grants reciprocity, and that Norwegian vehicles are also exempted, during their temporary stay in Germany, from carrying the oval plate referred to in paragraph 2, sub-paragraph 2, and paragraph 6 of the Decree of November 12th, 1934, on International Motor Traffic (*Reichsgesetzblatt* I, p. 1137).

National driving permits and certificates, if they are not made out in the language of the other country also, must be accompanied by an official translation into the language of that country. In this connection, however, a Swedish or Danish translation of the German permits shall also be regarded as sufficient in Norway. A translation made by a non-official organisation of the country or origin authorised for the purpose shall also be sufficient until further notice.

The Royal Norwegian Legation has duly noted that in Germany the following bodies are allowed to make such translations :

The Deutsche Automobil-Club E. V., Munich 2 NO., Königinstrasse 11 a,
and its branch offices ;

The Intergerant A. G. für^o Grenzverkehrserleichterung, Munich 13, Hessestr. 8.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Le Gouvernement royal norvégien, de son côté, a habilité à cet effet les organisations suivantes :

Kongelig Norsk Automobilklub, Oslo,
Norges Automobil-Forbund, Oslo,
Auto-Riksforbundet, Oslo.

La reconnaissance des permis nationaux pourra d'ailleurs être refusée pour les mêmes raisons que celle du permis de circulation international et du permis de conduire international.

L'arrangement ci-dessus proposé entrera en vigueur le 15 août 1935. Il pourra être dénoncé par chacune des Parties moyennant préavis de six mois.

BERLIN, le 19 juillet 1935.

Au Ministère des Affaires étrangères,
Berlin.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

V 10478.

NOTE VERBALE

Le Ministère des Affaires étrangères a l'honneur d'accuser réception à la Légation royale de Norvège de sa note verbale N° 114, en date de ce jour, et de porter ce qui suit à la connaissance de la Légation :

Les conducteurs de voitures automobiles servant au transport des personnes immatriculées en Norvège, qui circulent temporairement en territoire allemand avec leur véhicule pour des objets n'ayant pas un caractère professionnel, sont exemptés de l'obligation d'être munis de leur permis de circulation international et de leur permis de conduire international, s'ils sont en mesure de présenter leurs permis nationaux de circulation et de conduire. Le véhicule lui-même doit être muni des plaques de police norvégiennes et de la marque distinctive « N » prévue pour la Norvège à l'annexe C de l'article 5 de la Convention internationale du 24 avril 1926 relative à la circulation automobile.

S'il y a doute au sujet du caractère non professionnel du voyage, le doute emportera l'application des présentes dispositions.

Le présent arrangement est valable sous condition que le Gouvernement royal norvégien accorde la réciprocité. Les véhicules norvégiens seront en outre dispensés du port de la plaque ovale prévue au paragraphe 2, alinéa 2, et au paragraphe 6 du décret du 12 novembre 1934 sur la circulation automobile internationale (*Reichsgesetzblatt I*, page 1137), pour la durée de leur séjour temporaire en Allemagne.

Les permis nationaux de conduire et de circulation, lorsqu'ils ne sont pas également établis dans la langue de l'autre pays, devront être accompagnés d'une traduction officielle dans la langue de ce pays. A cet égard, cependant, une traduction des permis allemands en langue suédoise ou danoise sera également considérée comme suffisante en Norvège. Une traduction établie par un organisme non officiel du pays d'origine, autorisé à cet effet, pourra également, jusqu'à nouvel ordre, tenir lieu de traduction officielle.

On its part, the Royal Norwegian Government has invested the following bodies with similar powers :

The Kongelig Norsk Automobilklub, Oslo ;
The Norges Automobil-Forbund, Oslo ;
The Auto-Riksforbund, Oslo.

The recognition of national permits may be withheld on the same grounds on which the recognition of the international certificate and international driving permit may be withheld.

The arrangement above proposed shall come into force on August 15th, 1935. It may be denounced by either Party subject to six months' notice.

BERLIN, *July 19th*, 1935.

To the Foreign Office,
Berlin.

II.

FOREIGN OFFICE.

V 10478.

NOTE VERBALE.

The Foreign Office has the honour to acknowledge receipt of the Royal Norwegian Legation's Note Verbale No. 114 of to-day's date and to inform the Legation as follows :

Drivers of motor passenger vehicles registered in Norway who are travelling temporarily with their vehicles in German territory for purposes of a non-professional nature shall be exempted from the obligation of carrying their international certificate and driving permit, if they are able to produce their national certificates and driving permits. The vehicle itself must carry the Norwegian police plate and the distinctive sign " N " allotted to Norway in Annex C to Article 5 of the International Convention relative to Motor Traffic of April 24th, 1926.

Should there be any doubt as to the non-professional nature of the journey, the decision shall be in favour of applying the present provisions.

This arrangement shall apply on condition that the Royal Norwegian Government grants reciprocity. Norwegian vehicles shall, furthermore, be exempted, during their temporary stay in Germany, from carrying the oval plate referred to in paragraph 2, sub-paragraph 2, and paragraph 6 of the Decree of November 12th, 1934, on International Motor Traffic (*Reichsgesetzblatt* I, p. 1137).

National driving permits and certificates, if they are not made out in the language of the other country also, must be accompanied by an official translation into the language of that country. In this connection, however, a Swedish or Danish translation of the German permits shall also be regarded as sufficient in Norway. A translation made by a non-official organisation of the country of origin authorised for the purpose shall also be sufficient until further notice.

Le Gouvernement allemand a pris acte de ce que, pour la Norvège, les organisations ci-après sont autorisées à établir ces traductions :

Kongelig Norsk Automobil-Klub, Oslo,
Norges Automobil-Forbund, Oslo,
Auto-Riksforbundet, Oslo.

Le Gouvernement allemand, de son côté, a habilité à cet effet les organisations suivantes :

Der Deutsche Automobil-Club E. V., Munich 2 No., Königinstr. 11 a, et ses divers bureaux.

Die Intergerant A. G. für Grenzverkehrserleichterung, Munich 13, Hessesstr. 8.

La reconnaissance des permis nationaux pourra d'ailleurs être refusée pour les mêmes raisons que celle du permis de circulation international et du permis de conduire international.

L'arrangement ci-dessus proposé entrera en vigueur le 15 août 1935. Il pourra être dénoncé par chacune des Parties moyennant préavis de six mois.

BERLIN, le 19 juillet 1935.

A la Légation royale de Norvège.

ECHANGE DE NOTES

ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET NORVÉGIEN MODIFIANT L'ACCORD PRÉCÉDENT.
BERLIN, LE 13 AOUT 1935.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

V 11870.

NOTE VERBALE

Le Ministère des Affaires étrangères, se référant à l'arrangement institué par l'échange de notes verbales du 19 juillet 1935 et en vertu duquel les conducteurs de voitures automobiles de l'un des deux pays circulant temporairement dans l'autre pour des motifs n'ayant pas un caractère professionnel sont exemptés réciproquement de l'obligation d'être munis de permis internationaux de conduire et de circulation, a l'honneur de proposer à la Légation royale de Norvège que la reconnaissance des permis nationaux de circulation et de conduire, dont il a été convenu, soit étendue à la circulation des motocyclettes, aux conditions adoptées, et qu'en conséquence le texte de l'arrangement intervenu soit modifié de façon que, dans la première phrase, les mots « voitures automobiles servant au transport des personnes » soient remplacés par les mots « véhicules automobiles servant au transport des personnes (voitures automobiles et motocyclettes) ».

Le Ministère des Affaires étrangères serait reconnaissant à la Légation royale de Norvège de bien vouloir lui faire connaître que le Gouvernement royal norvégien accepte la proposition ci-dessus.

BERLIN, le 13 août 1935.

A la Légation royale de Norvège.

The German Government has duly noted that in Norway the following bodies are allowed to make such translations :

The Kongelig Norsk Automobil-Klub, Oslo ;
The Norges Automobil-Forbund, Oslo ;
The Auto-Riksforbund, Oslo.

The German Government has given similar permission to the following bodies :

The Deutsche Automobil-Club, E. V., Munich 2 No., Königinstr. 11 a,
and its branch offices ;
The Intergerant A. G. für Grenzverkehrserleichterung, Munich 13, Hessestr. 8.

The recognition of national permits may be withheld on the same grounds on which the recognition of the international certificate and international driving permit may be withheld.

The arrangement above proposed shall come into force on August 15th, 1935. It may be denounced by either Party subject to six months' notice.

BERLIN, *July 19th*, 1935.

To the Royal Norwegian Legation.

EXCHANGE OF NOTES

BETWEEN THE GERMAN AND NORWEGIAN GOVERNMENTS MODIFYING THE PREVIOUS ARRANGEMENT.
BERLIN, AUGUST 13TH, 1935.

I.

FOREIGN OFFICE.

V 11870.

NOTE VERBALE.

Referring to the arrangement constituted by the exchange of Notes Verbales dated July 19th, 1935, under which drivers of motor vehicles of either country travelling temporarily in the other for purposes of a non-professional nature are mutually exempted from the obligation of carrying international driving permits and certificates, the Foreign Office has the honour to suggest to the Royal Norwegian Legation that the recognition of national circulation certificates and driving permits already accorded should be extended to motor-cycle traffic on the conditions adopted, and that the text of the arrangement concluded should, accordingly, be amended by the substitution in the first sentence of the words " motor passenger vehicles (motor-cars and motor-cycles) " for the words " motor passenger vehicles ".

The Foreign Office would be glad to learn from the Royal Norwegian Legation whether the Royal Norwegian Government accepts the above proposal.

BERLIN, *August 13th*, 1935.

To the Royal Norwegian Legation.

II.

LÉGATION ROYALE DE NORVÈGE
A BERLIN.

N° 123.

NOTE VERBALE

Par note verbale en date du 13 août 1935, le Ministère des Affaires étrangères a bien voulu adresser à la Légation royale de Norvège une note ainsi conçue :

« Le Ministère des Affaires étrangères, se référant à l'arrangement institué par l'échange de notes verbales du 19 juillet 1935 et en vertu duquel les conducteurs de voitures automobiles de l'un des deux pays circulant temporairement dans l'autre pour des motifs n'ayant pas un caractère professionnel sont exemptés réciproquement de l'obligation d'être munis de permis internationaux de conduire et de circulation, a l'honneur de proposer à la Légation royale de Norvège que la reconnaissance des permis nationaux de circulation et de conduire, dont il a été convenu, soit étendue à la circulation des motocyclettes, aux conditions adoptées, et qu'en conséquence le texte de l'arrangement intervenu soit modifié de façon que, dans la première phrase, les mots « voitures automobiles servant au transport des personnes » soient remplacés par les mots « véhicules automobiles servant au transport des personnes (voitures automobiles et motocyclettes) ».

« Le Ministère des Affaires étrangères serait reconnaissant à la Légation royale de Norvège de bien vouloir lui faire connaître que le Gouvernement royal norvégien accepte la proposition ci-dessus. »

La Légation royale de Norvège, d'ordre de son gouvernement, a l'honneur de porter à la connaissance du Ministère des Affaires étrangères, que le Gouvernement royal norvégien accepte la proposition formulée ci-dessus par le Gouvernement allemand.

BERLIN, le 13 août 1935.

Au Ministère des Affaires étrangères,
Berlin.

II.

ROYAL NORWEGIAN LEGATION,
BERLIN.

No. 123.

NOTE VERBALE.

In a Note Verbale of August 13th, 1935, the Foreign Office informed the Royal Norwegian Legation as follows :

“ Referring to the arrangement constituted by the exchange of Notes Verbales dated July 19th, 1935, under which drivers of motor vehicles of either country travelling temporarily in the other for purposes of a non-professional nature are mutually exempted from the obligation of carrying international driving permits and certificates, the Foreign Office has the honour to suggest to the Royal Norwegian Legation that the recognition of national circulation certificates and driving permits already accorded should be extended to motor-cycle traffic on the conditions adopted, and that the text of the arrangement concluded should accordingly be amended by the substitution in the first sentence of the words “ motor passenger vehicles (motor-cars and motor-cycles) ” for the words “ motor passenger vehicles ”.

“ The Foreign Office would be glad to learn from the Royal Norwegian Legation whether the Royal Norwegian Government accepts the above proposal. ”

The Royal Norwegian Legation is instructed to inform the Foreign Office that the Royal Norwegian Government accepts the above proposal of the German Government.

BERLIN, *August 13th*, 1935.

To the Foreign Office,
Berlin.

**GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention relative à l'assistance judiciaire, additionnelle à la Convention conclue le 11 novembre 1924 entre les deux pays pour faciliter l'accomplissement des actes de procédure, signée à Prague, le 15 février 1935, et échanges de notes relatifs à : l'application des dispositions de la convention additionnelle susmentionnée à la Rhodésie du Sud et à l'Ecosse, Prague, les 19 et 30 décembre 1935 et les 22 et 30 octobre 1935 ; l'adhésion de la Nouvelle-Zélande à la convention additionnelle susmentionnée, Prague, les 8 et 18 février 1936, et l'application des dispositions de la convention additionnelle susmentionnée à Terre-Neuve, Prague, les 25 février et 9 mars 1936.

**GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND
AND CZECHOSLOVAKIA**

Convention regarding Judicial Assistance supplementary to the Convention concluded on November 11th, 1924, between the Two Countries for the Purpose of facilitating the Conduct of Legal Proceedings, signed at Prague, February 15th, 1935, and Exchanges of Notes concerning : the Extension of the Provisions of the above-mentioned Supplementary Convention to Southern Rhodesia and Scotland, Prague, December 19th and 30th, 1935, and October 22nd and 30th, 1935 ; the Accession of New Zealand to the above-mentioned Supplementary Convention, Prague, February 8th and 18th, 1936, and the Extension of the Provisions of the above-mentioned Supplementary Convention to Newfoundland, Prague, February 25th and March 9th, 1936.

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE. — CZECHOSLOVAK TEXT.

N^o 3727. — ¹DODATKOVÁ ÚMLUVA O CIVILNÍM ŘÍZENÍ SOUDNÍM MEZI REPUBLIKOU ČESKOSLOVENSKOU A SPOJENÝM KRÁLOVSTVÍM VELKÉ BRITANIE A SEVERNÍHO IRSKA K ÚMLUVĚ SJEDNANÉ DNE 11. LISTOPADU 1924 MEZI OBĚMA STÁTY K USNADNĚNÍ PRÁVNÍHO STYKU, PODEPSANÁ V PRAZE DNE 15. ÚNORA 1935.

Textes officiels anglais et tchécoslovaque communiqués par le délégué permanent de la République tchécoslovaque près la Société des Nations et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 9 septembre 1935.

PRESIDENT ČESKOSLOVENSKÉ REPUBLIKY a
JEHO VELIČENSTVO KRÁL VELKÉ BRITANIE, IRSKA A BRITSKÝCH DOMINIÍ ZÁMOŘSKÝCH, CÍSAŘ
INDICKÝ, přejíce si doplníti úmluvu, kterou podepsali v Londýně dne 11. listopadu 1924² k usnadnění
právního styku, rozhodli se, že k tomu cíli sjednají úmluvu a jmenovali svými zmocněnci :

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ :]

Dra Kamila KROFTU, mimořádného vyslance a zplnomocněného ministra, a
Dra Antonína KOUKALA, vrchního odborového radu v ministerstvu spravedlnosti,

JEHO VELIČENSTVO KRÁL VELKÉ BRITANIE, IRSKA A BRITSKÝCH DOMINIÍ ZÁMOŘSKÝCH, CÍSAŘ
INDICKÝ :

ZA VELKOU BRITANII A SEVERNÍ IRSKO :

Sir Josefa ADDISONA, K.C.M.G., mimořádného vyslance a zplnomocněného ministra
Jeho Veličenstva v Praze ;

kteří, předloživše si navzájem své plné moci a shledavše je v dobré a náležité formě, shodli se takto :

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 30 juillet 1935.
Entrée en vigueur le 30 août 1935.

² Vol. XLVIII, page 425 ; vol. LIX, page 386 ; vol. LXXXIII, page 408 ; vol. CIV, page 503 ;
vol. CVII, page 482 ; vol. CXI, page 407 ; vol. CXVII, page 65 ; vol. CXXXVIII, page 431 ; vol.
CLVI, page 193 ; et vol. CLX, page 338, de ce recueil.

No. 3727. — CONVENTION¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC REGARDING JUDICIAL ASSISTANCE SUPPLEMENTARY TO THE CONVENTION CONCLUDED ON NOVEMBER 11TH, 1924, BETWEEN THE TWO COUNTRIES FOR THE PURPOSE OF FACILITATING THE CONDUCT OF LEGAL PROCEEDINGS. SIGNED AT PRAGUE, FEBRUARY 15TH, 1935.

English and Czechoslovak official texts communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic to the League of Nations and by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Convention took place September 9th, 1935.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and
HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, being desirous of supplementing the Convention² concluded between them for the purpose of facilitating the conduct of legal proceedings, which was signed at London on the 11th November, 1924 ;

Have resolved to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Kamil KROFTA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, and
Dr. Antonin KOUKAL, Counsellor in the Ministry of Justice ; and

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND :

Sir Joseph ADDISON, K.C.M.G., His Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Prague ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

¹ The exchange of ratifications took place at London, July 30th, 1935.
Came into force August 30th, 1935.

² Vol. XLVIII, page 425 ; Vol. LIX, page 386 ; Vol. LXXXIII, page 408 ; Vol. CIV, page 503 ; Vol. CVII, page 482 ; Vol. CXI, page 407 ; Vol. CXVII, page 65 ; Vol. CXXXVIII, page 431 ; Vol. CLVI, page 193 ; and Vol. CLX, page 338, of this Series.

I. ÚVOD.

Článek 1.

V této úmluvě

1) výrazem « území jedné (nebo druhé) Vysoké smluvní strany » se rozumí :

a) se zřetelem na Československou republiku : Československo a

b) se zřetelem na Jeho Veličenstvo krále Velké Britanie, Irska a britských dominií zámořských, císaře indického : Anglie, Wales a všechna území, pro něž platí tato úmluva buď z důvodu rozšíření podle článku 8 nebo přistoupení podle článku 9 ;

2) výrazem « poddaní (nebo státní občané) jedné (nebo druhé) Vysoké smluvní strany » se rozumí :

a) se zřetelem na Československou republiku : všichni českoslovenští státní občané,

b) se zřetelem na Jeho Veličenstvo krále Velké Britanie, Irska a britských dominií zámořských, císaře indického : všichni poddaní Jeho Veličenstva, ať bydlí kdekoliv, a všechny osoby pod jeho ochranou, a

c) se zřetelem na obě Vysoké smluvní strany : též osobní společnosti, společnosti akciové a společnosti kapitálové a jiné korporace, které byly ustaveny nebo se spravují podle právního řádu platného na území příslušné Vysoké smluvní strany.

II. ZVLÁŠTNÍ USTANOVENÍ.

Článek 2.

O ZÁKONNÉ OCHRANĚ A PŘÍSTUPU K SOUDŮM.

Poddaní (nebo státní občané) jedné Vysoké smluvní strany budou na území druhé účastní týchž práv co do zákonné ochrany své osoby a majetku a budou mítí volný přístup k soudům, aby mohli uplatnití svá práva nebo je chránití za stejných podmínek (včetně poplatků a dávek) jako poddaní (nebo státní občané) druhé Vysoké smluvní strany.

Článek 3.

O ŽALOBNÍ JISTOTĚ.

Poddaní (nebo státní občané) jedné Vysoké smluvní strany, kteří bydlí na území druhé, nebudou povinni skládatí jistotu za soudní útraty a výlohy v případech, kde poddaní (nebo státní občané) druhé Vysoké smluvní strany nejsou k tomu povinni za stejných okolností.

Článek 4.

O PŘÁVU CHUDÝCH.

(1) Poddaní (nebo státní občané) jedné Vysoké smluvní strany budou účastní na území druhé práva chudých týmž způsobem jako poddaní (nebo státní občané) druhé Vysoké smluvní strany předpokládajíc, že vyhověli požadavkům místního zákonodárství na území, kde bylo žádáno o udělení práva chudých.

(2) Tento článek platí jak pro řízení trestní, tak i pro řízení občanské a obchodní.

I. PRELIMINARY.

Article 1.

In this Convention the words :

(1) " Territory of one (or of the other) High Contracting Party " shall be interpreted :

(a) In relation to the Czechoslovak Republic, Czechoslovakia ; and

(b) In relation to His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, as meaning England and Wales and all territories in respect of which the Convention is in force by reason of extensions under Article 8 or accessions under Article 9.

(2) " Subjects (or citizens) of one (or of the other) High Contracting Party " shall be deemed :

(a) In relation to the Czechoslovak Republic to mean all Czechoslovak citizens

(b) In relation to His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, to mean all subjects of His Majesty wherever domiciled and all persons under his protection ; and

(c) In relation to both High Contracting Parties shall be deemed to include partnerships, companies, societies and other corporations constituted or incorporated under the laws of the territory of that High Contracting Party.

II. SPECIFIC PROVISIONS.

Article 2.

LEGAL PROTECTION AND ACCESS TO THE COURTS OF JUSTICE.

The subjects (or citizens) of one High Contracting Party shall enjoy in the territory of the other the same rights in respect of the legal protection of persons or property and shall have free access to the courts of justice for the prosecution or defence of their rights under the same conditions (including the taxes and fees payable) as subjects (or citizens) of the latter High Contracting Party).

Article 3.

SECURITY FOR COSTS.

The subjects (or citizens) of one High Contracting Party resident in the territory of the other shall not be obliged to give security for costs or court fees in any case where the subjects (or citizens) of the latter High Contracting Party would not be so obliged in similar circumstances.

Article 4.

FREE LEGAL ASSISTANCE.

1. The subjects (or citizens) of one High Contracting Party shall in the territory of the other enjoy free legal assistance in the same manner as subjects (or citizens) of the latter High Contracting Party, provided they comply with the requirements of the law of the territory where application for free legal assistance is made.

2. This Article applies to criminal as well as to civil and commercial matters.

Článek 5.

O VAZBĚ PRO DLUHY.

Poddaní (nebo státní občané) jedné Vysoké smluvní strany nesmějí býti na území druhé Vysoké smluvní strany vzati do vazby k vymožení dluhu nebo k jeho zajištění, jestliže jí v stejných případech nepodléhají poddaní (nebo státní občané) druhé strany.

III. VŠEOBECNÁ USTANOVENÍ.

Článek 6.

Veškeré obtíže, které by mohly vzejíti hledíc k provádění této úmluvy, budou urovnány v cestě diplomatické.

Článek 7.

Tato úmluva, jejíž československé a anglické znění jsou stejně autentická, bude ratifikována. Ratifikace budou vyměněny v Londýně. Nabude účinnosti za měsíc po dni, kdy budou vyměněny ratifikace a zůstane účinnou po tři léta po dni, kdy byla uvedena v účinnost. Neoznámí-li žádná z Vysokých smluvních stran druhé straně v diplomatické cestě nejméně šest měsíců před uplynutím řečeného období tři let svůj úmysl vypovědět úmluvu, zůstane úmluva v činnosti až do uplynutí šesti měsíců ode dne, kdy jedna z Vysokých smluvních stran oznámí svůj úmysl ji vypovědět.

Článek 8.

(1) Tato úmluva se sama o sobě nevztahuje na Skotsko, Severní Irsko, Normanské ostrovy a ostrov Man, ani na kolonie, zámořská území a protektoráty Jeho Veličenstva krále Velké Británie, Irska, britských dominií zámořských, císaře indického, ani na území pod jeho suzerenitou, ani na území mandátní, kde mandát jest vykonáván Jeho vládou v Spojeném království; avšak Jeho Veličenstvo může kdykoliv, pokud tato úmluva jest účinnou podle článku 7, rozšířit účinnost této úmluvy na kterékoliv z výše jmenovaných území prostřednictvím oznámení svého zástupce v Praze.

(2) Takové rozšíření nabude účinnosti za měsíc po učiněném oznámení.

(3) Po uplynutí tří let ode dne, kdy se stane účinným rozšíření této úmluvy na kterékoliv z území zmíněných v odstavci 1 tohoto článku, může každá z Vysokých smluvních stran kdykoliv vypovědět v cestě diplomatické šest měsíců předem účinnost takového rozšíření úmluvy.

(4) Nebude-li výslovně jinak ujednáno oběma Vysokými smluvními stranami, platí vypověď daná podle článku 7 sama sebou též pro kterékoliv území, na něž úmluva byla rozšířena podle odstavce 1 tohoto článku.

Článek 9.

(1) Vysoké smluvní strany se shodly, že Jeho Veličenstvo král Velké Británie, Irska a britských dominií zámořských, císař indický, jest oprávněn kdykoliv, pokud tato úmluva bude účinnou,

Article 5.

IMPRISONMENT FOR DEBT.

The subjects (or citizens) of one High Contracting Party shall not in the territory of the other High Contracting Party be liable to imprisonment as a means of execution for debt or as a conservatory measure in any case where the subject (or citizens) of the latter would not be so liable.

III. GENERAL PROVISIONS.

Article 6.

Any difficulties which may arise in connection with the operation of this Convention shall be settled through the diplomatic channel.

Article 7.

The present Convention, of which the Czechoslovak and English texts are equally authentic, shall be subject to ratification.

Ratifications shall be exchanged in London. The Convention shall come into force one month after the date on which ratifications are exchanged and shall remain in force for three years after the date of its coming into force. If neither of the High Contracting Parties shall have given notice through the diplomatic channel to the other not less than six months before the expiration of the said period of three years of his intention to terminate the Convention, it shall remain in force until the expiration of six months from the day on which either of the High Contracting Parties shall have given notice to terminate it.

Article 8.

1. This Convention shall not apply *ipso facto* to Scotland or Northern Ireland, the Channel Islands or the Isle of Man, nor to any of the Colonies, Overseas Territories or Protectorates of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, nor to any territories under his suzerainty, nor to any mandated territories in respect of which the mandate is exercised by his Government in the United Kingdom, but His Majesty may at any time, while this Convention is in force under Article 7, by a notification given through his representative at Prague, extend the operation of the Convention to any of the above-mentioned territories.

2. The date of the coming into force of any such extension shall be one month from the date of such notification.

3. Either of the High Contracting Parties may, at any time after the expiry of three years from the coming into force of an extension of this Convention to any of the territories referred to in paragraph 1 of this Article, terminate such extension on giving six months' notice of termination through the diplomatic channel.

4. The termination of the Convention under Article 7 shall, unless otherwise expressly agreed to by both High Contracting Parties, *ipso facto* terminate it in respect of any territories to which it has been extended under paragraph 1 of this Article.

Article 9.

1. The High Contracting Parties agree that His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, may at any time, while the present

oznámí v cestě diplomatické, buď podle článku 7 nebo ve formě přístupu podle tohoto článku, že přistupuje k této úmluvě za kteréhokoliv člena britské říše, jehož vláda by si přála, aby takový přístup byl zjedнан. Takové oznámení přístupu nemůže se státi v době, kdy prezident Československé republiky úmluvu vypoví se zřetelem na všechna území Jeho Veličenstva, pro něž úmluva platí. Každý takový přístup stane se účinným za měsíc po dni, kdy byl oznámen.

(2) Po uplynutí tří let ode dne, kdy se stal účinným přístup podle odstavce 1 tohoto článku, může každá z Vysokých smluvních stran vypovědět v diplomatické cestě na šest měsíců předem účinnost úmluvy pro kterékoliv území, za něž byl oznámen přístup. Výpověď úmluvy podle článku 7 nedotkne se její účinnosti pro takové území.

(3) Každé oznámení přístupu podle odstavce 1 tohoto článku může se vztahovati na všechna odvislá nebo mandátní území spravovaná vládou země, za niž byl přístup oznámen ; každá výpověď za kterékoliv takové území zmíněné v odstavci 2 platí i pro území odvislé nebo mandátní, které bylo zahrnuto v oznámení o přístupu příslušného území.

Tomu na svědomí zmocněnci podepsali tuto úmluvu ve dvojím vyhotovení v československém a anglickém znění a připojili k ní své pečeti.

Dáno dvojmo v Praze dne 15. měsíce února roku 1935.

(L. S.) Dr. K. KROFTA.

(L. S.) Joseph ADDISON.

(L. S.) Dr. A. KOUKAL.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 24 août 1935.

Jan Opočenský,

Directeur des Archives.

Convention is in force, either under Article 7 or by virtue of any accession under this Article, by a notification given through the diplomatic channel, accede to the present Convention in respect of any Member of the British Commonwealth of Nations whose Government may desire that such accession should be effected, provided that no notification of accession may be given at any time when the President of the Czechoslovak Republic has given notice of termination in respect of all the territories of His Majesty to which the Convention applies. Any such accession shall take effect one month after the date of its notification.

2. After the expiry of three years from the date of the coming into force of any accession under paragraph 1 of this Article, either of the High Contracting Parties may, by giving six months' notice of termination through the diplomatic channel, terminate the application of the Convention to any country in respect of which a notification of accession has been given. The termination of the Convention under Article 7 shall not affect its application to any such country.

3. Any notification of accession under paragraph 1 of this Article may include any dependency or mandated territory administered by the Government of the country in respect of which such notification of accession is given ; and any notice of termination in respect of any such country under paragraph 2 shall apply to any dependency or mandated territory which was included in the notification of accession in respect of that country.

In witness whereof the undersigned have signed the present Convention in duplicate, in Czechoslovak and English texts, and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at Prague, the 15th day of February, 1935.

(L. S.) Dr. K. KROFTA.

(L. S.) Joseph ADDISON.

(L. S.) Dr. A. KOUKAL.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 24 août 1935.

Jan Opočenský,

Directeur des Archives.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3727. — CONVENTION ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE RELATIVE A L'ASSISTANCE JUDICIAIRE, ADDITIONNELLE A LA CONVENTION CONCLUE LE 11 NOVEMBRE 1924 ENTRE LES DEUX PAYS POUR FACILITER L'ACCOMPLISSEMENT DES ACTES DE PROCÉDURE. SIGNÉE A PRAGUE, LE 15 FÉVRIER 1935.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et
SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, désireux de compléter la Convention conclue entre eux en vue de faciliter l'accomplissement des actes de procédure, qui a été signée à Londres le 11 novembre 1924,

Ont décidé de conclure une convention à cet effet et ont désigné comme plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Le D^r Kamil KROFTA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ; et
Le D^r Antonin KOUKAL, conseiller au Ministère de la Justice ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD :

Sir Joseph ADDISON, K.C.M.G., envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté à Prague ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

1. CLAUSE PRÉLIMINAIRE

Article premier.

Dans la présente convention les mots :

1^o « Territoire de l'une (ou l'autre) des Hautes Parties contractantes » signifieront :

- a) En ce qui concerne la République tchécoslovaque : la Tchécoslovaquie ;
- b) En ce qui concerne Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes : l'Angleterre et le Pays de Galles, et tous les territoires pour lesquels la convention est en vigueur en raison des extensions aux termes de l'article 8 ou des adhésions aux termes de l'article 9.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

2° « Sujets (ou citoyens) de l'une (ou l'autre) des Hautes Parties contractantes » s'appliqueront :

a) En ce qui concerne la République tchécoslovaque : à tous les citoyens tchécoslovaques ;

b) En ce qui concerne Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes : à tous les sujets de Sa Majesté en quelque lieu qu'ils soient domiciliés et à toutes les personnes placées sous sa protection ; et

c) En ce qui concerne les deux Hautes Parties contractantes, ce terme désignera également les firmes, compagnies, sociétés et autres associations constituées ou enregistrées conformément aux lois du territoire de cette Haute Partie contractante.

II. CLAUSES PARTICULIÈRES

Article 2.

PROTECTION LÉGALE ET ACCÈS AUX TRIBUNAUX.

Les sujets (ou citoyens) de l'une des Hautes Parties contractantes jouiront, dans le territoire de l'autre Partie, des mêmes droits en ce qui concerne la protection légale des personnes ou des biens ; ils auront libre accès aux tribunaux pour ester en justice et sous les mêmes conditions (y compris les droits et honoraires à payer) que les sujets (ou citoyens) de l'autre Partie contractante.

Article 3.

PROVISIONS.

Les sujets (ou citoyens) de l'une des Hautes Parties contractantes, résidant dans le territoire de l'autre Partie, ne seront pas tenus de verser des provisions pour frais ou honoraires lorsque les sujets (ou citoyens) de l'autre Haute Partie contractante n'y sont pas tenus dans les mêmes circonstances.

Article 4.

ASSISTANCE JUDICIAIRE.

1. Les sujets (ou citoyens) de l'une des Hautes Parties contractantes bénéficieront, dans le territoire de l'autre, de l'assistance judiciaire de la même façon que les sujets (ou citoyens) de l'autre Haute Partie contractante, pourvu qu'ils se conforment aux prescriptions de la loi du territoire où la demande d'assistance judiciaire est faite.

2. Cet article est applicable en matière criminelle aussi bien qu'en matière civile ou commerciale.

Article 5.

EMPRISONNEMENT POUR DETTES.

Les sujets (ou citoyens) de l'une des Hautes Parties contractantes ne pourront pas, sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, faire l'objet d'un emprisonnement par mesure de coercition ou par mesure conservatoire, alors que les sujets (ou citoyens) de l'autre ne pourraient en faire l'objet.

III. CLAUSES GÉNÉRALES

Article 6.

Toutes difficultés, provenant de la mise en application de cette convention, seront réglées par la voie diplomatique.

Article 7.

La présente convention, dont les textes anglais et tchèques font également foi, sera soumise à ratification.

Les instruments de ratification seront échangés à Londres. La convention entrera en vigueur un mois après la date à laquelle les instruments de ratification auront été échangés, et restera exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai de trois ans après la date de son entrée en vigueur. Si aucune des Hautes Parties contractantes n'a notifié à l'autre par la voie diplomatique, six mois au moins avant l'expiration de ladite période de trois années, son intention de dénoncer la convention, celle-ci restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à partir du jour où l'une des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

Article 8.

1. La présente convention ne sera pas applicable *ipso facto* à l'Ecosse ou à l'Irlande du Nord, aux îles Anglo-Normandes ou à l'île de Man, ni à aucun des colonies, territoires ou protectorats au delà des mers de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, ni à aucun des territoires placés sous sa suzeraineté, ni à aucun des territoires sous mandat confiés à son gouvernement dans le Royaume-Uni ; mais Sa Majesté pourra à n'importe quel moment, tant que cette convention sera en vigueur aux termes de l'article 7, en le faisant notifier par son représentant à Prague, étendre les effets de cette convention à un des territoires susmentionnés.

2. L'entrée en vigueur d'une telle extension aura lieu un mois après la date de sa notification.

3. Chacune des Hautes Parties contractantes pourra, à tout moment, après l'expiration d'une période de trois ans suivant l'entrée en vigueur d'une extension de cette convention à l'un des territoires mentionnés au paragraphe 1 de cet article, mettre un terme à cette extension, en le notifiant six mois à l'avance par la voie diplomatique.

4. La dénonciation de la présente convention aux termes de l'article 7 interrompra *ipso facto* ses effets en ce qui concerne les territoires auxquels elle aura été étendue aux termes du paragraphe 1 de cet article, à moins de décision expresse prise en commun par les Hautes Parties contractantes.

Article 9.

1. Les Hautes Parties contractantes conviennent que Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, pourra à tout moment, tant que la présente convention sera en vigueur, soit aux termes de l'article 7, soit en vertu de toute accession conforme à cet article, et après notification par la voie diplomatique, adhérer à cette convention au nom de tout membre du Commonwealth britannique de nations dont le gouvernement aura décidé l'adhésion, pourvu qu'aucune adhésion ne soit notifiée une fois que le Président de la République tchécoslovaque aura dénoncé la convention pour tous les territoires de Sa Majesté auxquels la convention s'applique. Une telle adhésion prendra effet un mois après la date de sa notification.

2. Après l'expiration de trois années à partir de la date d'entrée en vigueur d'une accession aux termes du paragraphe 1 de cet article, chacune des Hautes Parties contractantes pourra, en

notifiant sa dénonciation six mois à l'avance par la voie diplomatique, faire cesser l'application de cette convention à l'égard de tout pays qui aura fait l'objet d'une notification d'adhésion. La dénonciation de la convention aux termes de l'article 7 n'aura pas d'effet sur son application au pays en question.

3. La notification d'adhésion, aux termes du paragraphe 1 de cet article, peut s'appliquer à toute dépendance ou à tout territoire sous mandat administré par le gouvernement du pays au nom duquel est donnée notification d'adhésion; et l'avis de dénonciation de ce pays, aux termes du paragraphe 2, s'appliquera à toute dépendance ou territoire sous mandat compris dans la notification d'adhésion de ce pays.

En foi de quoi, les soussignés ont apposé leur signature à la présente convention, rédigée à la fois en tchèque et en anglais, et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double, à Prague, le 15 février 1935.

(L. S.) Dr K. KROFTA.

(L. S.) Joseph ADDISON.

(L. S.) Dr A. KOUKAL.

EXCHANGES OF NOTES

RESPECTING THE EXTENSION TO :

1. SCOTLAND ;
2. SOUTHERN RHODESIA ;

OF THE PROVISIONS OF THE ANGLO-CZECHOSLOVAK SUPPLEMENTARY CONVENTION OF FEBRUARY 15TH, 1935, REGARDING JUDICIAL ASSISTANCE. PRAGUE, OCTOBER 22ND AND 30TH, 1935, AND DECEMBER 19TH AND 30TH, 1935.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, January 24th, 1936.

ÉCHANGES DE NOTES

RELATIFS A L'APPLICATION A :

1. L'ECOSSE ;
2. LA RHODÉSIE DU SUD ;

DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION ADDITIONNELLE ANGLO-TCHÉCOSLOVAQUE DU 15 FÉVRIER 1935 RELATIVE A L'ASSISTANCE JUDICIAIRE. PRAGUE, LES 22 ET 30 OCTOBRE 1935, ET LES 19 ET 30 DÉCEMBRE 1935.

Communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 24 janvier 1936.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I. SCOTLAND.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 110.
(75/13/35.)

PRAGUE, *October 22nd, 1935.*

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 8 (1) of the Supplementary Civil Procedure Convention with Czechoslovakia, which was signed at Prague on the 15th February, 1935, the extension of the operation of that Convention to Scotland.

2. In accordance with Article 8 (2) of the Convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 23rd November next.

I. ECOSSE.

I.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 110.
(75/13/35.)

PRAGUE, *le 22 octobre 1935.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de vous notifier, conformément à l'article 8 (1) de la Convention additionnelle signée à Prague le 15 février 1935 avec la Tchécoslovaquie en vue de faciliter l'accomplissement des actes de procédure civile, l'extension des effets de cette convention à l'Ecosse.

2. Conformément à l'article 8 (2) de la convention, l'extension notifiée par la présente entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 23 novembre prochain.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

3. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication,

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the expression of my highest consideration.

Joseph ADDISON.

His Excellency
Dr. Eduard Beneš,
Minister for Foreign Affairs,
Prague.

II.

N° 134.770/II-5/35.

PRAHA, le 30 octobre 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser à Votre Excellence réception de la lettre N° 110 en date du 22 octobre 1935 concernant l'extension à l'Écosse des effets de la Convention additionnelle signée à Praha le 15 février 1935 entre la République tchécoslovaque et le Royaume-Uni en vue de faciliter les opérations de procédure civile.

Je viens de communiquer le contenu de la susdite lettre au Ministère de la Justice.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

Pour le Ministre :
D^r WELLNER.

A Son Excellence
Sir Joseph Addison, K.C.M.G.,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique
à Praha.

3. En vous priant de bien vouloir accuser réception de cette communication, je saisis cette occasion, etc.

Joseph ADDISON.

Son Excellence
le D^r Edouard Beneš,
Ministre des Affaires étrangères,
Prague.

II.

No. 134.770/II-5/35.

PRAGUE, October 30th, 1935.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter No. 110, dated October 22nd, 1935, concerning the extension to Scotland of the operation of the Supplementary Convention between the Czechoslovak Republic and the United Kingdom, signed at Prague on February 15th, 1935, for the purpose of facilitating legal proceedings.

I have just communicated the contents of that letter to the Ministry of Justice.

I have the honour to be, etc.

For the Minister :
Dr. WELLNER.

His Excellency
Sir Joseph Addison, K.C.M.G.,
His Britannic Majesty's
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary,
Prague.

2. SOUTHERN RHODESIA.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 130.
(75/17/35.)PRAGUE, *December 19th*, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 8 (1) of the Supplementary Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at Prague on the 15th February, 1935, the extension of the operation of that Convention to Southern Rhodesia.

2. In accordance with Article 8 (2) of the Convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 19th January next.

3. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication,

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the expression of my highest consideration.

(Sd.) R. H. HADOW.

His Excellency
Dr. Milan Hodža,
Minister for Foreign Affairs,
Prague.

II.

No 164.164/II-F/35.

PRAHA, *le 30 décembre* 1935.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la lettre N° 130 en date du 19 décembre 1935 concernant l'extension à la Rhodésie du Sud

2. RHODÉSIE DU SUD.

I.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 130.
(75/17/35.)PRAGUE, *le 19 décembre* 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de vous notifier, conformément à l'article 8 (1) de la Convention additionnelle relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Prague le 15 février 1935, l'extension des effets de cette convention à la Rhodésie du Sud.

2. Conformément à l'article 8 (2) de la convention, l'extension notifiée par la présente entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 19 janvier prochain.

3. En vous priant de bien vouloir accuser réception de cette communication, je saisis cette occasion, etc.

(Signé) R. H. HADOW.

Son Excellence
le Dr Milan Hodža,
Ministre des Affaires étrangères,
Prague.

II.

No. 164.164/II-F/35.

PRAGUE, *December 30th*, 1935.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter No. 130, dated December 19th, 1935, concerning the extension to Southern

des effets de la Convention additionnelle signée à Praha le 15 février 1935 entre la République tchécoslovaque et le Royaume-Uni en vue de faciliter les opérations de procédure civile.

Je viens de communiquer le contenu de la susdite lettre au Ministère de la Justice.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma haute considération.

Pour le Ministre :
D^r WELLNER.

Monsieur Robert Henry Hadow, M.C.,
Chargé d'Affaires *a. i.*,
Légation de Grande-Bretagne
à Praha.

Rhodesia of the operation of the Supplementary Convention between the Czechoslovak Republic and the United Kingdom, signed at Prague on February 15th, 1935, for the purpose of facilitating legal proceedings.

I have just communicated the contents of that letter to the Ministry of Justice.

I have the honour to be, etc.

For the Minister :
Dr. WELLNER.

Mr. Robert Henry Hadow, M.C.,
Chargé d'Affaires *a. i.*,
British Legation,
Prague.

EXCHANGE OF NOTES

BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN NEW ZEALAND AND THE GOVERNMENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC RELATING TO THE ACCESSION OF NEW ZEALAND TO THE ANGLO-CZECHOSLOVAK SUPPLEMENTARY CONVENTION OF FEBRUARY 15TH, 1935, REGARDING JUDICIAL ASSISTANCE. PRAGUE, FEBRUARY 8TH AND 18TH, 1936.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, March 23rd, 1936.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 13.
(62/6/36.)

PRAGUE, *February 8th, 1936.*

YOUR EXCELLENCY,

At the instance of His Majesty's Government in New Zealand, I have the honour to notify

ÉCHANGE DE NOTES

ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ EN NOUVELLE-ZÉLANDE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE CONCERNANT L'ADHÉSION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE A LA CONVENTION ADDITIONNELLE ANGLO-TCHÉCOSLOVAQUE DU 15 FÉVRIER 1935 RELATIVE A L'ASSISTANCE JUDICIAIRE. PRAGUE, LES 8 ET 18 FÉVRIER 1936.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 23 mars 1936.

I.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 13.
(62/6/36.)

PRAGUE, *le 8 février 1936.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du Gouvernement de Sa Majesté dans la Nouvelle-Zélande, de porter

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

to Your Excellency, in accordance with Article 9 (1) of the Supplementary Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at Prague on the 15th February, 1935, the accession of His Majesty to that Convention in respect of the Dominion of New Zealand.

2. In accordance with Article 9 (1) of the Convention, the accession now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 8th of March next.

3. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication,

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

R. H. HADOW.

His Excellency
Dr. Milan Hodža,
Minister for Foreign Affairs,
Prague.

II.

MINISTERSTVO
ZAHRANICNICH VECI
CESKOSLOVENSKE REPUBLIKY.
*Ministère des Affaires étrangères
de la République tchécoslovaque.*
N^o 19.312/II-5/36.

PRAHA, le 18 février 1936.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la lettre N^o 13 en date du 8 février 1936 par laquelle vous avez bien voulu me notifier, en ce qui concerne le Dominion de la Nouvelle-Zélande, l'accession de Sa Majesté britannique à la Convention additionnelle signée à Praha le 15 février 1935 entre la République tchécoslovaque et le Royaume-Uni en matière de procédure civile.

à votre connaissance, conformément à l'article 9 (1) de la Convention additionnelle relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Prague le 15 février 1935, l'adhésion de Sa Majesté à ladite convention pour le Dominion de Nouvelle-Zélande.

2. Conformément à l'article 9 (1) de la convention, l'adhésion notifiée par la présente note prendra effet un mois après la date de cette note, c'est-à-dire le 8 mars prochain.

3. En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de cette communication, je saisis cette occasion, etc.

R. H. HADOW.

Son Excellence.
le Dr Milan Hodža,
Ministre des Affaires étrangères,
Prague.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS
OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC.
No. 19.312/II-5/36.

PRAGUE, February 18th, 1936.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter No. 13 dated February 8th, 1936, in which you were so good as to inform me of the accession of His Britannic Majesty in respect of the Dominion of New Zealand to the Supplementary Convention between the Czechoslovak Republic and the United Kingdom regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at Prague on February 15th, 1935.

Je viens de communiquer le contenu de la susdite lettre au Ministère tchécoslovaque de la Justice.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma haute considération.

Pour le Ministre :
Dr WELLNER.

Monsieur

Robert Henry Hadow, M. C.,
Chargé d'Affaires *a. i.*,
Légation de Grande-Bretagne
à Praha.

I have just communicated the contents of the above-mentioned letter to the Czechoslovak Ministry of Justice.

I have the honour to be, etc.

For the Minister :
Dr. WELLNER.

Robert Henry Hadow, Esq., M.C.,
Chargé d'Affaires *a. i.*,
British Legation,
Prague.

EXCHANGE OF NOTES

RESPECTING THE EXTENSION TO NEWFOUNDLAND OF THE PROVISIONS OF THE ANGLO-CZECHOSLOVAK SUPPLEMENTARY CONVENTION OF FEBRUARY 15TH, 1935, REGARDING JUDICIAL ASSISTANCE. PRAGUE, FEBRUARY 25TH AND MARCH 9TH, 1936.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, May 13th, 1936.

ECHANGE DE NOTES

RELATIF A L'APPLICATION A TERRE-NEUVE DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION ADDITIONNELLE ANGLO-TCHÉCOSLOVAQUE DU 15 FÉVRIER 1935 RELATIVE A L'ASSISTANCE JUDICIAIRE. PRAGUE, LES 25 FÉVRIER ET 9 MARS 1936.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 13 mai 1936.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 19.
(62/9/36.)

PRAGUE, *February 25th, 1936.*

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 8 (1) of the Supplementary Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at Prague on the 15th February, 1935, the extension of the operation of that Convention to Newfoundland.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

I.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 19.
(62/9/36.)

PRAGUE, *le 25 février 1936.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de porter à votre connaissance, conformément à l'article 8 (1) de la Convention additionnelle relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Prague le 15 février 1935, l'extension à Terre-Neuve des effets de ladite convention.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

2. In accordance with Article 8 (2) of the Convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 25th March next.

3. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

R. H. HADOW,
Chargé d'Affaires.

His Excellency
Dr. Milan Hodža,
Minister for Foreign Affairs,
Praha.

II.

MINISTERSTVO
ZAHRANICNICH VECI
CESKOSLOVENSKE REPUBLIKY.
*Ministère des Affaires étrangères
de la République tchécoslovaque.*
N° 29.694/II-5/36.

PRAHA, le 9 mars 1936.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la lettre N° 19 en date du 25 février a. c. par laquelle vous avez bien voulu me notifier l'extension à Terre-Neuve des effets de la Convention additionnelle signée à Praha le 15 février 1935 entre la République tchécoslovaque et le Royaume-Uni en matière de procédure civile. Je viens de communiquer le contenu de la susdite lettre au Ministère de la Justice.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma haute considération.

Pour le Ministre :
Dr WELLNER.

A Monsieur
Robert Henry Hadow, M. C.,
Chargé d'Affaires a. i.,
Légation de Grande-Bretagne
à Praha.

2. Conformément à l'article 8 (2) de la convention, l'extension notifiée par la présente note prendra effet un mois après la date de cette note, c'est-à-dire le 25 mars prochain.

3. En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de cette communication, je saisis cette occasion, etc.

R. H. HADOW,
Chargé d'Affaires.

Son Excellence
le Dr Milan Hodža,
Ministre des Affaires étrangères,
Prague.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS
OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC.
No. 29.694/II-5/36.

PRAGUE, March 9th, 1936.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter No. 19, dated February 25th of this year, in which you were so good as to notify me of the extension to Newfoundland of the operation of the Supplementary Convention between the Czechoslovak Republic and the United Kingdom regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at Prague on February 15th, 1935. I have just communicated the contents of the above-mentioned letter to the Ministry of Justice.

I have the honour to be, etc.

For the Minister :
Dr. WELLNER.

Robert Henry Hadow, Esq., M.C.,
Chargé d'Affaires a. i.,
British Legation,
Prague.

N° 3728.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET BULGARIE**

Traité additionnel au Traité d'extradition du 19 mars 1924 entre les deux pays. Signé à Washington, le 8 juin 1934.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND BULGARIA**

Supplementary Treaty to the Extradition Treaty of March 19th, 1924, between the Two Countries. Signed at Washington, June 8th, 1934.

TEXTE BULGARE. — BULGARIAN TEXT.

№ 3728. — ДОПЪЛНИТЕЛЕНЪ ДОГОВОРЪ¹ ЗА ЕКСТРАДИЦИЯ МЕЖДУ БЪЛГАРИЯ И СЪЕДИНЕНИТЪ ЩАТИ НА АМЕРИКА, ПОДПИСАНЪ ВЪ ВАШИНГТОНЪ, НА 8 ЮНИЙ 1934 ГОДИНА.

Textes officiels anglais et bulgare communiqués par le délégué permanent de la Bulgarie près la Société des Nations et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 11 septembre 1935.

България и Съединенитъ Щати на Америка, въ желанието си да разширятъ списъка на престъпленията, които могатъ да дадатъ поводъ за предаване, въ съгласие съ договора² сключенъ между България и Съединенитъ Щати на Америка на 19 мартъ 1924 г., съ огледъ на едно по добро прилагане на правосъдието и предотвратяване на престъпността въ респективнитъ си територии и подсъдни области, решиха да сключатъ ва тая целъ единъ допълнителенъ договоръ и назначиха за свои пълномошници, именно:

Негово Величество Царя на Българитъ :

господинъ Стоянъ Петровъ — Чомаковъ, Управляющъ Българската Царска Легация въ Съединенитъ Щати на Америка ; и

Председателя на Съединенитъ Щати на Америка :

господинъ Корделъ Хжлъ, Държавенъ Секретаръ на Съединенитъ Щати на Америка ;

Които следъ като си представиха взаимно пълномощията, които се намѣриха въ изправностъ, се съгласиха и сключиха следнитъ членове :

Членъ първи.

Следующитъ престъпления се прибавятъ къмъ списъка на престъпленията изброени въ точки 1 до 24 отъ членъ втори отъ казания договоръ отъ 19 мартъ 1924 г., които могатъ да дадатъ поводъ за предаване, именно :

25. Престъпления или нарушения срещу закона по банкрутството.

Членъ втори.

Настоящиятъ договоръ се счита като нераздѣлна часть отъ договора за предаване отъ 19 мартъ 1924 г., чийто членъ втори ще трѣбва да се чете, като че ли списъка на

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Sofia, le 15 août 1935.

² Vol. XXVI, page 27, de ce recueil.

No. 3728. — SUPPLEMENTARY TREATY¹ TO THE EXTRADITION TREATY OF MARCH 19TH, 1924, BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND BULGARIA. SIGNED AT WASHINGTON, JUNE 8TH, 1934.

English and Bulgarian official texts communicated by the Permanent Delegate of Bulgaria to the League of Nations and by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration of this Treaty took place September 11th, 1935.

BULGARIA and THE UNITED STATES OF AMERICA being desirous of enlarging the list of crimes on account of which extradition may be granted under the Treaty² concluded between Bulgaria and the United States of America on March 19th, 1924, with a view to the better administration of justice and the prevention of crime within their respective territories and jurisdictions, have resolved to conclude a Supplementary Treaty for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries, to wit :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS :

Mr. Stoyan PETROFF-TCHOMAKOFF, Chargé d'Affaires of Bulgaria to the United States of America ; and

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr. Cordell HULL, Secretary of State of the United States of America ;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, which were found to be in due and proper form, have agreed to and concluded the following Articles :

Article I.

The following crimes are added to the list of crimes numbered 1 to 24 in Article II of the said Treaty of March 19th, 1924, on account of which extradition may be granted, that is to say :

25. Crimes or offenses against the laws of bankruptcy.

Article II.

The present Treaty shall be considered as an integral part of the Extradition Treaty of March 19th, 1924, and Article II of the last-mentioned Treaty shall be read as if the list of crimes therein

¹ The exchange of ratifications took place at Sofia, August 15th, 1935.

² Vol. XXVI, page 27, of this Series.

престъпленията, изброени въ него, е съдържахъ отъ самото начало и добавъчните престъпления, опредѣлени и изброени подъ точка 25-та въ членъ първи на настоящия договоръ.

Настоящиятъ договоръ ще бжде ратифициранъ отъ Висококодоговорящитѣ Страни по респективния имъ конституционенъ редъ и ще влѣзе въ сила на датата на размѣната на ратификациитѣ, която ще стане въ София при най-близка възможностъ.

Въ удостоверение на това, горепоменатитѣ Пълномощници подписаха настоящия договоръ и го скрепиха съ печатитѣ си.

Направенъ въ два екземпляра въ Вашингтонъ, днесъ, осмия день на юний, хилядо деветстотинъ тридесетъ и четвъртата година.

(*m. n.*) (*c. p.*) С. Петровъ — Чомаковъ

(*m. n.*) (*c. p.*) Кордель Хжлъ.

Certified to be a true and complete textual copy of the original Treaty in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

C. E. MacEachran,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

contained had originally comprised the additional crimes specified and numbered 25 in the first Article of the present Treaty.

The present Treaty shall be ratified by the High Contracting Parties in accordance with their respective constitutional methods, and shall take effect on the date of the exchange of ratifications which shall take place at Sofia as soon as possible.

In witness whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have hereunto affixed their seals.

Done, in duplicate, at Washington, this eighth day of June, nineteen hundred and thirty-four.

(Seal.) S. PETROFF-TCHOMAKOFF.

(Seal.) Cordell HULL.

Certified to be a true and complete textual copy of the original Treaty in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

C. E. MacEachran,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 3728. — TRAITÉ ADDITIONNEL AU TRAITÉ D'EXTRADITION DU 19 MARS 1924 ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA BULGARIE. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 8 JUIN 1934.

LA BULGARIE et LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, désireux de compléter la liste des crimes et délits pour lesquels l'extradition peut être accordée en vertu du Traité conclu entre la Bulgarie et les États-Unis d'Amérique le 19 mars 1924, en vue d'assurer une meilleure administration de la justice et de lutter contre la criminalité dans leurs territoires et juridictions respectifs, ont décidé de conclure un traité complémentaire à cet effet et ont, à cette fin, désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES :

M. Stoyan PETROFF-TCHOMAKOFF, chargé d'Affaires de Bulgarie auprès des États-Unis d'Amérique ; et

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Cordell HULL, secrétaire d'Etat des États-Unis d'Amérique ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles ci-après :

Article premier.

Il est ajouté à la liste des crimes et délits portant les numéros 1 à 24 à l'article II dudit Traité du 19 mars 1924, pour lesquels l'extradition peut être demandée, les crimes suivants :

25. Crimes ou délits contre les lois relatives à la faillite.

Article II.

Le présent traité sera considéré comme faisant partie intégrante du Traité d'extradition du 19 mars 1924, et l'article II du susdit traité sera censé contenir, outre la liste des crimes et délits figurant dans le texte primitif, les crimes et délits spécifiés sous la nouvelle rubrique portant le N^o 25 dans le premier article du présent traité.

Le présent traité sera ratifié par les Hautes Parties contractantes, conformément à leurs constitutions respectives, et il entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications, qui aura lieu à Sofia, dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires désignés ci-dessus ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double, à Washington, le huit juin mil neuf cent trente-quatre.

(Sceau) S. PETROFF-TCHOMAKOFF.

(Sceau) Cordell HULL.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 3729.

BELGIQUE ET GUATÉMALA

Convention additionnelle relative à l'application au Congo belge et aux territoires du Ruanda-Urundi du Traité d'extradition du 20 novembre 1897 entre les deux pays. Signée à Guatémala, le 26 avril 1934.

BELGIUM AND GUATEMALA

Additional Convention regarding the Application to the Belgian Congo and to the Territories of Ruanda-Urundi of the Extradition Treaty of November 20th, 1897, between the Two Countries. Signed at Guatemala, April 26th, 1934.

N^o 3729. — CONVENTION ¹ ADDITIONNELLE RELATIVE A L'APPLI-
CATION AU CONGO BELGE ET AUX TERRITOIRES DU RUANDA-
URUNDI, DU TRAITÉ D'EXTRADITION DU 20 NOVEMBRE 1897
ENTRE LA BELGIQUE ET LE GUATÉMALA. SIGNÉE A GUATÉ-
MALA, LE 26 AVRIL 1934.

*Textes officiels français et espagnol communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Belgique.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 23 septembre 1935.*

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES,
et

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE GUATÉMALA,

Ayant jugé nécessaire d'appliquer au Congo belge et aux territoires du Ruanda-Urundi, au sujet desquels la Belgique exerce un mandat au nom de la Société des Nations, le Traité d'extradition entre la Belgique et le Guatemala du 20 novembre 1897 et le protocole à ce traité de la même date, ont nommé dans ce but pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Son Excellence M. Alphonse VAN BIERVLIET, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE GUATÉMALA :

Son Excellence M. l'avocat Alfredo SKINNER KLÉE, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les dispositions du Traité d'extradition entre la Belgique et le Guatemala du 20 novembre 1897 et le protocole à ce traité s'appliqueront au Congo belge et aux territoires du Ruanda-Urundi.

Article 2.

La demande d'extradition d'un individu qui s'est réfugié au Congo belge ou au Ruanda-Urundi sera faite par la voie diplomatique ou consulaire.

Cette voie sera suivie dans tous les cas où elle est requise par le Traité d'extradition du 20 novembre 1897 ; toutefois, dans les cas urgents, prévus à l'article VII du traité, l'arrestation

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Guatemala, le 13 mai 1935.
Entrée en vigueur le 25 juillet 1935.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 3729. — CONVENIO¹ ADICIONAL RELATIVO A LA APLICACIÓN AL CONGO BELGA Y A LOS TERRITORIOS DE RUANDA-URUNDI DEL TRATADO DE EXTRADICIÓN DEL 20 DE NOVIEMBRE DE 1897 ENTRE BÉLGICA Y GUATEMALA. FIRMADO EN GUATEMALA, EL 26 DE ABRIL DE 1934.

French and Spanish official texts communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place September 23rd, 1935.

SU MAJESTAD EL REY DE LOS BELGAS.

y

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE GUATEMALA,

Habiendo juzgado necesario aplicar al Congo belga y a los territorios de Ruanda-Urundi sobre los cuales Bélgica ejerce un mandato en nombre de la Sociedad de las Naciones, el Tratado de Extradición entre Bélgica y Guatemala del 20 de noviembre de 1897 y el Protocolo agregado a ese Tratado de la misma fecha, han nombrado con ese objeto como sus Plenipotenciarios :

SU MAJESTAD EL REY DE LOS BELGAS :

Al Excelentísimo Señor don Alphonse VAN BIERVLIET, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario ;

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE GUATEMALA :

Al Excelentísimo Señor Lic. don Alfredo SKINNER KLÉE, Secretario de Estado en el Despacho de Relaciones Exteriores ;

Quienes después de haberse comunicado sus Plenos Poderes, reconocidos en buena y debida forma, han convenido en lo siguiente :

Artículo 1.

Las disposiciones del Tratado de Extradición entre Bélgica y Guatemala del 20 de noviembre de 1897 y el Protocolo agregado a ese Tratado se aplicarán al Congo belga y a los territorios de Ruanda-Urundi.

Artículo 2.

La solicitud de extradición de un individuo que se haya refugiado en el Congo belga o en Ruanda-Urundi se hará por la vía diplomática o consular.

Esta vía se usará en todos los casos en que se requiera por el Tratado de Extradición del 20 de noviembre de 1897 ; sin embargo en los casos urgentes previstos en el artículo VII del Tratado,

¹ The exchange of ratifications took place at Guatemala, May 13th, 1935.
Came into force July 25th, 1935.

provisoire de l'inculpé devra également être effectuée sur avis donné directement au ministre de la Justice de la République de Guatémala par le gouverneur général du Congo belge et *vice versa*, de l'existence d'un mandat d'arrêt.

Article 3.

Pour l'application du Traité du 20 novembre 1897, du protocole à ce traité, ainsi que de la présente convention :

1^o Il faut entendre par nationaux et sujets belges, les citoyens belges et les ressortissants du Congo belge ; y sont assimilés, les ressortissants du Ruanda-Urundi ;

2^o Seront considérées comme crimes, les infractions à la loi répressive du Congo belge et du Ruanda-Urundi punissables de plus de cinq ans de servitude pénale, et comme délits, celles punissables de plus de deux mois de servitude pénale ;

3^o La servitude pénale prévue par la législation du Congo belge et du Ruanda-Urundi sera assimilée à l'emprisonnement.

Article 4.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Guatémala, le plus tôt possible. Elle entrera en vigueur dix jours après sa publication dans les formes prescrites par la législation des Hautes Parties contractantes, et aura la même durée que le Traité d'extradition du 20 novembre 1897 entre la Belgique et le Guatémala.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention, faite en double exemplaire, et y ont apposé leur cachet en la ville de Guatémala, le vingt-sixième jour du mois d'avril mil neuf cent trente-quatre.

(L. S.) (S.) A. VAN BIERVLIET.

(L. S.) (S.) A. SKINNER KLÉE.

la detención provisional del inculpado deberá ser igualmente efectuada mediante aviso dado directamente al Ministro de Gobernación y Justicia de la República de Guatemala, por el Gobernador General del Congo belga y vice-versa, de la existencia de una orden de captura.

Artículo 3.

Para la aplicación del Tratado del 20 noviembre de 1897, el Protocolo agregado a ese Tratado, así como la presente Convención :

1º Debe entenderse por nacionales y súbditos belgas a los ciudadanos belgas y los pertenecientes al Congo belga ; quedan asimilados a los nacionales belgas los pertenecientes al Ruanda-Urundi ;

2º Se considerarán como crímenes, las infracciones a la ley represiva del Congo belga y de Ruanda-Urundi penables con más de cinco años de trabajos forzados y como delitos, las castigables con más de dos meses de trabajos forzados ;

3º Los trabajos forzados previstos por la legislación del Congo belga y del Ruanda-Urundi, serán asimilados à la prisión.

Artículo 4.

La presente Convención sera ratificada y las ratificaciones canjeadas en Guatemala, lo más pronto posible. Entrará en vigor diez días después de su publicación en las formas prescritas por la legislación de las Altas Partes Contratantes y tendrá la misma duración que el Tratado de Extradición del 20 de noviembre de 1897 entre Bélgica y Guatemala.

En fé de lo cual los Plenipotenciarios respectivos han firmado y sellado la presente Convención por duplicado, en la Ciudad de Guatemala, a los veintiseis días del mes de abril de mil novecientos treinta y cuatro.

(L. S.) (S.) A. VAN BIERVLIET.

(L. S.) (S.) A. SKINNER KLÉE.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3729. — ADDITIONAL CONVENTION REGARDING THE APPLICATION TO THE BELGIAN CONGO AND THE TERRITORIES OF RUANDA-URUNDI OF THE EXTRADITION TREATY OF NOVEMBER 20TH, 1897, BETWEEN BELGIUM AND GUATEMALA. SIGNED AT GUATEMALA, APRIL 26TH, 1934.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS
and

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF GUATEMALA,

Having deemed it necessary to extend to the Belgian Congo and to the Territories of Ruanda-Urundi, over which Belgium exercises a mandate on behalf of the League of Nations, the Extradition Treaty between Belgium and Guatemala, dated November 20th, 1897, and the Protocol to that Treaty of the same date, have appointed as their Plenipotentiaries for this purpose :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

His Excellency Monsieur Alphonse VAN BIERVLIET, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF GUATEMALA :

His Excellency Monsieur Alfredo SKINNER KLÉE, Barrister, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The provisions of the Extradition Treaty between Belgium and Guatemala, dated November 20th, 1897, and the Protocol to that Treaty, shall apply to the Belgian Congo and to the Territories of Ruanda-Urundi.

Article 2.

A request for the extradition of a person who has taken refuge in the Belgian Congo or Ruanda-Urundi shall be made through diplomatic or consular channels.

This procedure shall be followed in all the cases specified in the Extradition Treaty of November 20th, 1897 ; nevertheless, in the urgent cases referred to in Article VII of that Treaty, the provisional arrest of the accused shall also be effected on notification of the existence of a warrant for arrest made direct to the Minister of Justice of the Republic of Guatemala by the Governor-General of the Belgian Congo and *vice versa*.

Article 3.

For the purposes of the application of the Treaty of November 20th, 1897, of the Protocol to that Treaty and of the present Convention :

(1) The term Belgian nationals and subjects shall be taken to mean Belgian citizens and natives of the Belgian Congo, to whom nationals of Ruanda-Urundi are assimilated ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

(2) Breaches of the criminal law of the Belgian Congo and Ruanda-Urundi punishable by more than five years' penal servitude shall be regarded as crimes and those punishable by more than two months' penal servitude shall be regarded as delicts ;

(3) Penal servitude as provided for in the laws of the Belgian Congo and Ruanda-Urundi shall be regarded as equivalent to imprisonment.

Article 4.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Guatemala as soon as possible. It shall come into force ten days after its publication in the forms prescribed by the laws of the High Contracting Parties, and shall have the same duration as the Extradition Treaty of November 20th, 1897, between Belgium and Guatemala.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention, done in duplicate, and have thereto affixed their seals in the City of Guatemala, this 26th day of April, one thousand nine hundred and thirty-four.

(L. S.) (Signed) A. VAN BIERVLIET. (L. S.) (Signed) A. SKINNER KLÉE.

